



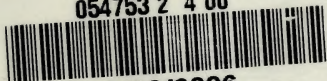
Digitized by the Internet Archive
in 2014

<https://archive.org/details/bulletin61soci>

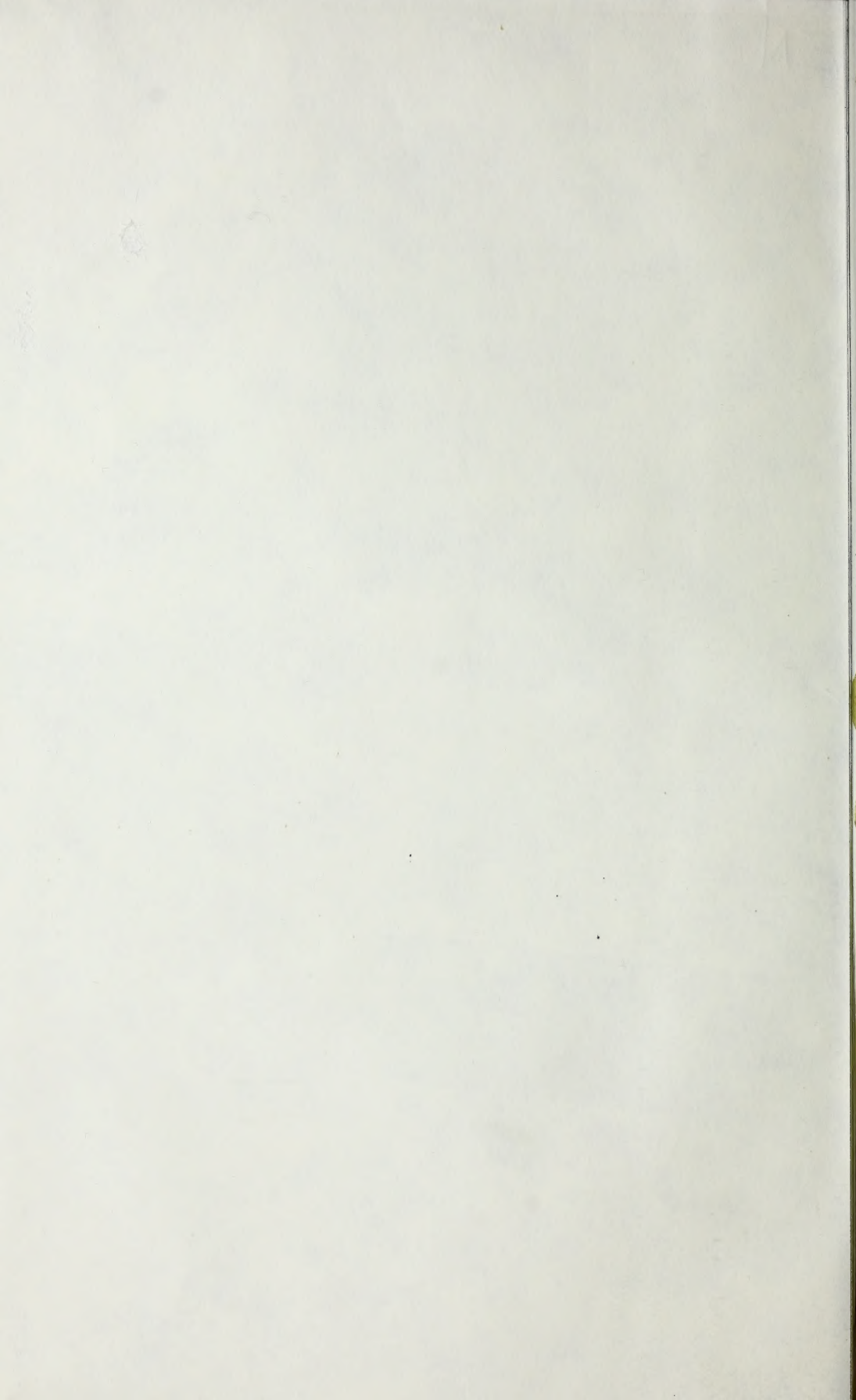
The HF Group

Indiana Plant

054753 2 4 00



6/20/2006





GENEALOGY
944
B873ZZ,
1912

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXI^e ANNÉE

HUITIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1912



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

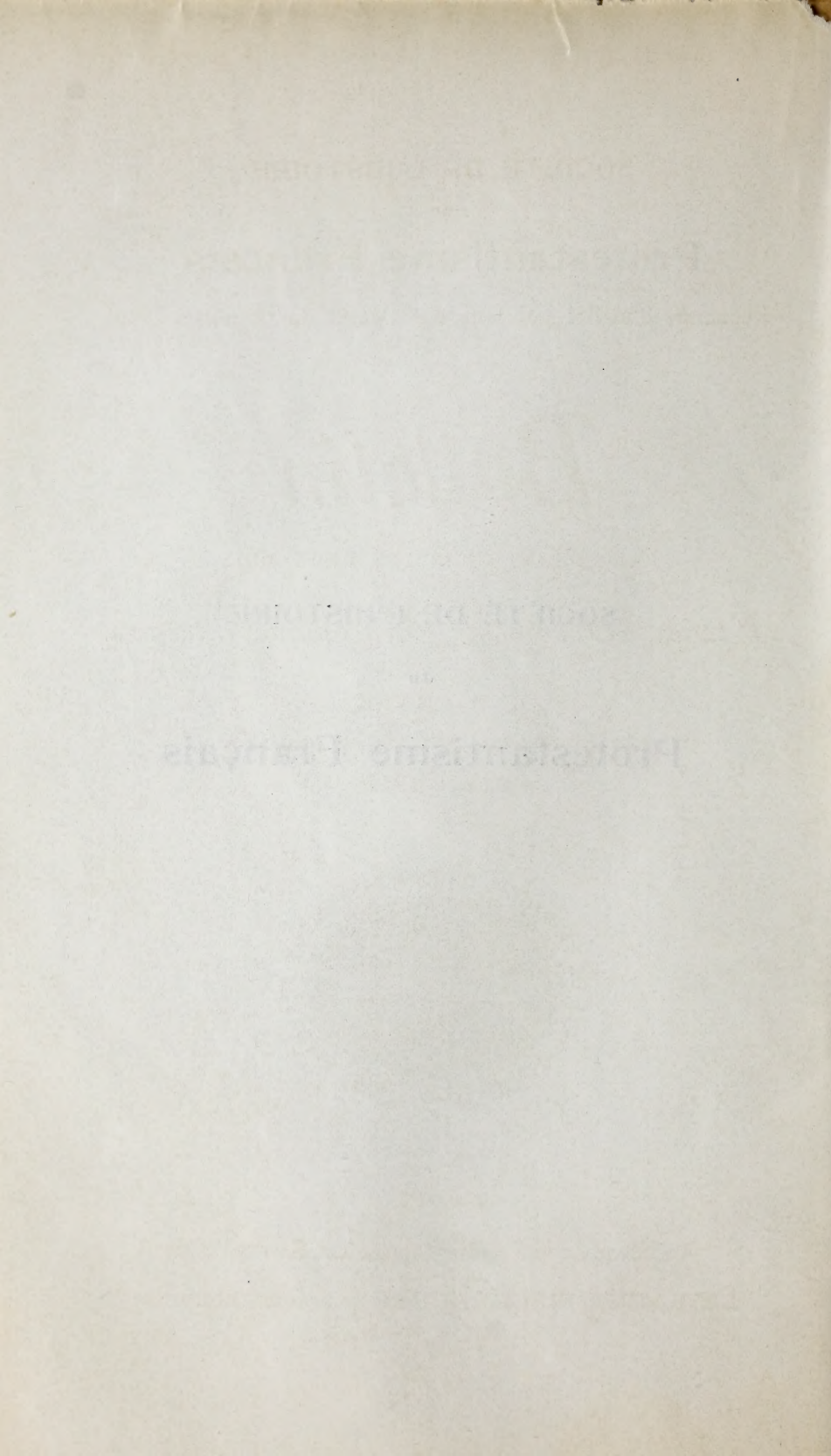
33, rue de Seine, 33

1912

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

du

Protestantisme Français



SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
du

Protestantisme Français

Reconnue d'utilité publique par Décret du 13 juillet 1870

Bulletin

PARAISSANT TOUS LES DEUX MOIS

Études, Documents, Chronique littéraire

LXI^e ANNÉE

NEUVIÈME DE LA 5^e SÉRIE

Année 1912



PARIS

Au Siège de la Société, 54, rue des Saints-Pères

LIBRAIRIE FISCHBACHER (Société anonyme)

33, rue de Seine, 33

—
1912

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

Bulletin — LXI^e année.

LES PROTESTANTS EN FRANCE

Réponse à M. Onésime Reclus.

On raconte que lorsque, le 19 octobre 1685, onze jours avant sa mort, le chancelier Michel Le Tellier contresigna l'édit de Révocation, il répéta la parole de Siméon : « Maintenant, Seigneur, tu laisses ton serviteur s'en aller en paix, selon ta parole, car mes yeux ont vu ton salut (1). » — Le but poursuivi par l'Eglise catholique, apostolique et romaine depuis la signature de l'édit de Nantes, paraissait, en effet, si complètement atteint qu'en prononçant l'oraison funèbre de ce même chancelier, Bossuet s'écriait triomphalement : « L'hérésie n'est plus ! »

Or, un siècle exactement après la promulgation de l'édit de 1698, treize ans seulement après sa révocation, lorsque le cardinal de Noailles consulta les évêques sur ce qu'il convenait de faire pour achever l'œuvre commencée en 1685, ceux-ci furent unanimes à constater qu'elle était à peine ébauchée, ou, plus exactement, qu'en réalité elle avait échoué (2).

Un siècle plus tard, vers 1787, lorsqu'on multipliait les démarches et les mémoires pour obtenir, en faveur des prétendus

(1) Le marquis de Sourches écrit dans ses *Mémoires* (I, 318) : « Il avoit déclaré qu'il quitterait sa vie sans regret puisqu'il étoit assez heureux pour avoir scellé la déclaration qui alloit abolir la R. P. R. » Et Bossuet s'exprime ainsi dans l'oraison funèbre du chancelier : « Il dit, en scellant la révocation du fameux édit de Nantes, qu'après ce triomphe de la foi et un si beau monument de la piété du roi, il ne se soucioit plus de finir ses jours. C'est la dernière parole qu'il ait prononcée dans la fonction de sa charge. »

(2) Voir Jean Lemoine, *Mémoires des évêques de France sur la conduite à tenir à l'égard des réformés* (1698). Paris, 1902.

nouveaux convertis, la faculté de se marier civilement, on lit, en tête d'un de ces mémoires, ce préambule significatif : « Après tous les moyens employés sous les deux derniers règnes pour éteindre dans le royaume le protestantisme et ramener ses sectateurs à la R. C. A. et R., la seule qui puisse être pratiquée publiquement dans les pays de notre domination, il étoit naturel de se flatter que les vœux de nos augustes prédécesseurs et ceux de l'Église se trouveroient enfin parfaitement remplis ; que les enfans des protestans n'hériteroient point des erreurs de leurs pères, ou du moins les abjureroient sincèrement pour se réunir à notre communion. Nous voyons avec douleur que ces espérances ont été trompées (1) » !...

En scellant la « Déclaration qui alloit abolir la R. P. R., » le chancelier Michel Le Tellier s'étoit donc trompé lourdement et l'éloquent évêque qui, dans ce dernier acte professionnel de son héros avait vu « le triomphe de la foi » officielle, avait pris ses désirs pour des réalités.

*
* * *

Malgré la déconvenue de ces deux grands esprits, le rêve insensé de l'uniformité de la croyance religieuse qu'ils avaient cru pouvoir réaliser par la proscription légale des récalcitrants, continua, après eux, à hanter l'imagination d'autres personnalités influentes. Nous avons, en effet, raconté ici même, en 1894 (p. 151), comment, en 1815, M. Sosthène de la Rochefoucauld, appuyé par Monsieur comte d'Artois (futur Charles X) et par son fils le duc d'Angoulême, avait officiellement proposé la suppression de l'article 5 de la Charte, sur la liberté des cultes, et comment, quarante ans plus tard, vers la fin de 1854, une tentative analogue faillit être discutée sérieusement au Conseil des ministres.

On ne s'étonne pas trop de la mentalité que révèlent de pareils projets, lorsqu'on a vu, il n'y a pas encore douze ans, un ministre de la République, M. G. Leygues, déclarer dans un document officiel, du 20 avril 1900, que l'« attention du gouvernement a été appelée (par qui??) sur la multiplication excessive des lieux de culte protestants », et qu'il ne croyait pas devoir « autoriser l'ouverture de nouveaux temples dans toutes les localités où se trouve une agglomération de protestants (2) ».

Que prouvent ces textes authentiques, si ce n'est qu'un bon catholique, croyant ou non, ne saurait admettre, à *titre définitif*, l'existence d'une autre conviction religieuse que la sienne, que,

(1) Archives nationales O¹, 605.

(2) Voy. *Bull.*, 1901, 618, n.

par conséquent, dans sa pensée, le protestantisme est destiné tôt ou tard à disparaître d'un pays catholique comme la France ?

Ils prouvent, toutefois, autre chose encore, c'est qu'après 1685 on a dû renoncer à obtenir ce résultat en mettant purement et simplement la minorité protestante hors la loi.

Ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas en prendre leur parti — il y en aura toujours — sont dès lors revenus à l'ancienne méthode inaugurée par les Jésuites, qui consiste à déshonorer les Réformateurs et la Réforme, méthode appliquée et popularisée systématiquement par le *Catéchisme de persévérance* de Mgr Gaume (1). — Nous avons pris la peine, à propos d'une assertion mensongère de M. Brunetière, d'en énumérer d'autres échantillons caractéristiques (2), et, dans cet ordre d'idées, nos lecteurs ont été tenus au courant des contre-vérités mises récemment en circulation par le R. P. Baudrillart, l'académicien Jules Lemaître, un prétendu biographe de Coligny, et — *last but not least* — par l'encyclique *Editae saepe* du 26 mai 1910 et par l'académicien Frédéric Masson (3).

*
* * *

A la fin de l'an de grâce 1911 un nouveau champion est entré dans la lice. Cette fois, pour la plus grande joie des RR.PP., ce n'est plus l'un d'entre eux ou de leurs amis qui accable les huguenots d'aujourd'hui sous les prétendus méfaits de leurs pères. C'est un fils et petit-fils de huguenots qui vient, au contraire, reprocher à ceux-ci de n'être plus, comme leurs pères, « l'élite de la nation, le sel de la terre », ou, comme l'avouait feu Brunetière, « la substance morale de la France (4) ».

« Puisque les arrière-neveux d'Agrippa d'Aubigné recroquevillent toujours plus l'idéal en arrivisme », écrit-il, dans un style qui ne rappelle que de loin celui de l'auteur des *Tragiques*, ils « ne peuvent que décroître et disparaître ». Et, sur cette prochaine disparition il entonne un *De profundis* qui rappelle parfois l'Halali de la fin d'une journée de chasse.

L'article que je ne puis me dispenser de citer dans un recueil consacré à l'histoire du Protestantisme français, est intitulé *Les Protestants en France*. Il a paru, sous la signature d'Onésime Reclus, dans la *Revue* (ancienne *Revue des Revues*) du 1^{er} décembre 1911.

Ce n'est pas la première fois que la *Revue* se fait lire par les

(1) *Bull.*, 1892, p. 6.

(2) *Ibid.*, 1896, p. 9.

(3) *Ibid.*, 1896, p. 205 ; — 1905, p. 163 ; — 1910, p. 76, 87 et 387 ; — 1911, p. 82 ss.

(4) *Revue des Deux Mondes*, 15 oct. 1892, cf. *Bull.*, 1893, 5.

protestants en leur faisant donner les écrivains. On se rappelle qu'en 1900 elle eut la bonne fortune d'insérer, sous le titre *Le Protestantisme et l'Art*, un véritable réquisitoire contre la prétendue « iconophobie », lisez barbarie des protestants en matière d'art. Ce qui donnait du poids à ce réquisitoire, c'est qu'il était signé du nom d'un protestant, membre de l'Institut, feu E. Müntz, et qu'il resta sans réponse dans le même recueil, le directeur de la *Revue*, après avoir promis d'en insérer une, s'y étant finalement refusé (1). — Mais revenons à l'oraison funèbre du Protestantisme français par M. Onésime Reclus.

Pour la justifier, il commence par dire qu'on « s'exagère fort le nombre des calvinistes. On le proportionne involontairement à la place démesurée que se sont acquise chez nous ces religieux dont le nom n'est pas français quand on les appelle huguenots : car huguenots, c'est l'allemand *Eidgenossen*, les Compagnons, les Confédérés du Serment ».

*
* * *

Relevons, au passage cette dernière remarque ainsi que cette autre tout aussi peu exacte : la Révocation aurait amené les protestants français à faire séjourner leurs enfants à l'étranger d'où ils « revenaient avec la germanomanie, encore plus avec l'anglomanie ». C'est une approbation indirecte de la thèse nationaliste et cléricale d'après laquelle les protestants sont des étrangers en France.

M. O. Reclus devrait savoir que le mot de huguenot existait avant le xvi^e siècle et que rien n'est plus contestable que de le faire dériver du mot *Eidgenossen*. Il devrait se souvenir aussi, lui qui a été élevé dans un presbytère protestant à l'époque de ce qu'on a appelé le Réveil, que ce ne sont pas des Français qui allaient alors séjourner en Angleterre. Ce sont des Anglais qui venaient en France réveiller les protestants français de leur torpeur religieuse, sans toutefois jamais réussir à acclimater parmi eux « l'anglomanie », encore moins la « germanomanie. » Faut-il aussi rappeler à un géographe, ce que même Brunetière avait fini par reconnaître, qu'il y a un protestantisme *essentiellement français*, dont l'observateur le plus superficiel ne saurait confondre la constitution, ni les formes de culte avec celles des églises protestantes allemandes ou anglaises ?

Ce qui donc fait illusion, d'après M. O. R., c'est « la place démesurée que se sont acquise chez nous, ces religieux »... étrangers. Pour justifier cette impression, il les montre d'abord

(1) Voy. cette réponse dans le *Bull.* de 1900, p. 505 à 535, et les lettres du directeur de la *Revue* dans les notes des pages 505 et 506.

divisés en un « poudroïement des églises autour du roc de l'Église ». Ce « poudroïement », il le fait toucher du doigt par une énumération absolument fantaisiste des sectes protestantes... au Canada (1). Mais ce n'est là qu'un trompe-l'œil, un artifice de rhétorique, pour aboutir à cette conclusion : « Là où les « Saxons » atteignent la centaine et demie, c'est à peine si les réformés arrivent à la dizaine, calvinistes, luthériens, dissidents, darbystes, méthodistes et quelques centaines de soldats de cette fameuse Armée du Salut dont la musique ne vaut pas le plein chant sous la voûte romane ou la voûte ogivale, voilà toute la floraison protestante de France... orthodoxes qui croient ou feignent de croire à la vieille doctrine... libéraux... qui ne croient rien de rien..., etc. »

L'argument, bien que ressassé depuis l'*Histoire des Variations*, est médiocre et peu probant. Pourquoi, en effet, des gens qui « croient ou feignent de croire », ou encore qui « ne croient à rien de rien », s'amuseraient-ils à se faire concurrence et consentiraient-ils des sacrifices appréciables pour maintenir ou propager une foi inexistante? Pourquoi bâtiraient-ils, ou entretiendraient-ils des lieux de culte qui, très généralement ne leur sont pas concédés gratuitement, ni sans formalités tracassières, comme tant de « voûtes romanes ou ogivales » le sont à l'Église catholique?

*
* *

Cette « floraison protestante de France », de combien d'unités se compose-t-elle? Ici M. O. Reclus fait de la statistique, assez embrouillée d'ailleurs, en comparant les 802.339 protestants du recensement de 1866 — c'est-à-dire antérieur à la guerre de 1870 — aux 650.000 de l'évaluation de l'*Agenda protestant* de 1903, pour arriver à démontrer que « excepté là où ils l'emportent en nombre, le milieu les étouffe, ils dépérissent et disparaissent silencieusement ». Notre collègue M. J. Viénot vient de discuter ces chiffres en opposant aux calculs de M. O. Reclus, ceux de M. Perrenoud. Dans son *Étude historique sur les progrès du protestantisme en France au point de vue statistique*, de 1802 à 1888, ce dernier a calculé que, dans cette période, le protestantisme français avait gagné 224.366 âmes, 278 églises officielles, 708 pasteurs, 1.200 temples, chapelles ou oratoires, 1.086 écoles du Dimanche, 220 œuvres d'évangélisation, de charité, d'instruction, 56 journaux religieux, etc. (2)

(1) Elle est présentée comme extraite d'un recensement officiel de 1902, qui, jusqu'à plus ample informé, a tout l'air d'être sorti de quelque officine cléricale de là-bas.

(2) Voy. *La Revue* du 1^{er} février 1912, p. 325. Il a paru aussi des réponses à

Au lieu de partir du recensement de 1866 dont il faut ensuite essayer de décompter les pertes entraînées par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, il eût été plus simple et plus logique de comparer avec l'évaluation de 1903 qui ne s'applique qu'*au territoire de l'ancienne France*, un recensement analogue, antérieur d'un siècle. Or ce recensement existe. Ordonné le 22 juillet 1802, il se trouve dans un rapport de Portalis du 29 janvier 1806 et n'a été publié qu'après le travail de M. Perrenoud (1).

Il évalue le nombre des protestants sur le territoire de l'ancienne France, à 479.312 âmes, ce qui, en admettant l'exactitude approximative du chiffre de 1903, donnerait pour une période d'un siècle, un gain de 170.788 âmes. Mais il est probable que le chiffre qu'on fournit à Portalis, en escomptant largement les oublis, a été majoré. En se servant des renseignements circonstanciés envoyés à Rabaut-Dupuis pour son *Annuaire* de 1807, M. Perrenoud est, en effet, arrivé, pour le même territoire, au chiffre de 428.056 âmes, c'est-à-dire inférieur de plus de 50.000 à celui qu'adopta Portalis. On ne s'écartera donc guère de la réalité en concluant que, de 1803 à 1903, dans l'espace d'un siècle qui n'a connu et pratiqué la liberté religieuse que dans son dernier lustre, le protestantisme français s'est accru de 210 à 220.000 âmes. Ce n'est pas la progression de gens « qui se sont abandonnés eux-mêmes ».

*
* *
*

Après cette constatation il faut en faire une autre qui, non plus, n'aurait dû échapper à un géographe aussi bien informé que M. O. R. Il sait que, depuis environ un demi-siècle, nos campagnes se dépeuplent par insuffisance des naissances d'une part, et de l'autre au profit des villes, surtout industrielles, véritables organismes tentaculaires qui attirent et absorbent les meilleures forces rurales. Ces deux causes de dépopulation ont été et sont encore plus préjudiciables au protestantisme qu'au catholicisme.

Pendant l'interminable période d'oppression qu'ils ont dû traverser, les protestants n'ont guère pu se maintenir à l'état de groupes résistants, que dans les campagnes du Midi et de l'Ouest. Si, comme le prétend M. O. R., ils se distinguaient par leur « anglomanie ou germanomanie », ils auraient réagi, par un constant excès de naissances, contre la première cause de dépeuplement que je viens d'indiquer. Ils prouvent, au contraire, par leur répugnance à voir se diviser à l'infini leurs héritages, qu'ils sont essentiellement, foncièrement français.

l'article de M. O. Reclus, par M. E. Giran, dans les *Droits de l'homme* du 6 janvier 1912 et par M. P. Morize, dans la *Vie nouvelle* du 2 février.

(1) Dans notre *Bulletin* de 1890, p. 159.

D'autre part, comme — c'est M. O. R. qui parle — « ils l'emportaient sur les autres Français par l'instruction, la conduite de la vie, l'honneur, la sévérité des principes, la simplicité des mœurs, la force vitale », ils ont facilement cédé à la tentation de trouver un emploi plus avantageux de ces qualités dans les centres urbains.

En voici un exemple frappant que je cueille dans une de nos petites feuilles régionales. Le *Protestant Valentinois* du 15 décembre 1911 imprime cette statistique instructive :

« En 1861 la commune de Valence comptait 18.955 habitants dont 1.494 étaient protestants. Aujourd'hui la même commune compte 28.112 habitants dont près de 5.000 sont protestants. En 50 ans notre population protestante a donc *plus que triplé, alors que la population totale n'a augmenté que d'un tiers.* » — Il en est ainsi un peu partout, et il suffit de citer des villes comme Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, le Havre, Lille, Valenciennes, Reims, Nancy, où il y a des agglomérations protestantes importantes, alors qu'elles y étaient insignifiantes ou même non existantes il y a 50 ans (1).

Assurément ce phénomène favorise la dispersion, l'absorption de la minorité par la majorité. Mais, d'autre part, il explique aussi ce qu'au commencement de son article, M. O. R. appelle « la place démesurée que se sont acquise chez nous les religionnaires », et qu'il attribue charitablement à ce que, « ne pouvant servir à la fois Dieu et Mamon, ils ont choisi Mamon, c'est-à-dire l'or, le luxe, la puissance, tout le train du monde ».

*
* *

Qu'il y ait parmi les parpaillots d'aujourd'hui des « arrivistes », c'est possible et même probable, mais n'attribuer qu'à cette mentalité la « place démesurée » qu'ils occupent et que M. O. R. justifie par un calcul plutôt puéril, c'est, sous sa plume, calomnier sa propre famille. Chacun ne sait-il pas que tous les enfants Reclus sont parvenus à la notoriété et que quelques-uns d'entre eux se sont taillés une large place au soleil ?

Lorsque l'*Eglise libre* du 21 avril 1882 annonça la mort de leur père, plus qu'octogénaire, survenue le 10 avril, un de ces « rares » Français qu'au témoignage de M. O. R., « le travail des évangélistes avait huguenotisé », M. Léon Pilatte y écrivit, entre autres, ces lignes :

« Je regarde comme une des meilleures grâces de ma vie d'avoir été, au début de mon ministère, l'assistant de ce serviteur de Dieu, l'hôte de son foyer, le témoin de ses travaux et de sa vie. J'en ai gardé un souvenir et une impression que, ni l'éloignement, ni le grand nombre d'années n'ont pu effacer.

(1) Sans compter Paris et les environs où l'accroissement du protestantisme est encore plus sensible. Voy. la réponse de M. J. Viénot.

« M. Jacques Reclus, qui mit autant de soin à se diminuer et à se cacher, que les plus vaniteux en mettent à se faire valoir et à se montrer, était vraiment un homme, un chrétien extraordinaire.

« Bien des fois son exemple, des traits de son caractère et de sa vie se sont présentés à ma mémoire comme dignes d'être cités. La pensée qu'en le faisant, je froisserais son humilité, a retenu ma plume... »

Faudrait-il donc croire qu'un tel exemple d'humilité n'a produit, chez ceux qui en furent les témoins immédiats, que de... « l'arrivisme » ?

Si, parmi les jeunes gens qui hier se lançaient hardiment dans l'aviation, on compte une proportion « démesurée » de parpaillots, et des victimes comme Ferber, Lantheaume, Ruchonnet, Bœrner — j'en oublie — dirons-nous que ce ne sont que des arrivistes ?

*
* *

N'insistons pas. Il est d'ailleurs temps de conclure. Quelle que soit l'assurance du prophète de malheur qui renie des origines qu'atteste chaque page de la *France à vol d'oiseau*, disons plutôt chaque ligne de son réquisitoire, ceux dont il annonce « la marche délibérée à la mort », sont encore vivants.

Quelle que soit leur « décadence », ils ont traversé victorieusement des crises autrement graves. Un peuple, même réduit, qui, bon an, mal an, dépense une dizaine de millions (1) pour maintenir et propager sa foi, n'est pas près de « disparaître ».

Et, qu'importe, après tout, le petit nombre de ses enfants, si, comme le regrette cette oraison funèbre, leur influence grandit, si les principes qu'ils représentent pénètrent jusque dans les milieux qui leur étaient le plus hostiles, comme le leur reprochent des encycliques retentissantes ?

N'est-ce pas grâce à quelques-uns d'entre eux, que, dans ces dernières années, nos compatriotes ont multiplié les colonies de vacances, les œuvres de solidarité, voté la loi du repos hebdomadaire, que demain, peut-être, ils s'attaqueront à la lèpre de l'alcoolisme ?

A moins toutefois que la crainte de passer pour « sectaires, hargneux, étroits », ne les fasse reculer devant « les majorités » devant la prétendue tolérance desquelles, à la fin de son article, s'incline M. Onésime Reclus, et dont le prestige a, d'ailleurs, toujours subjugué les « nouveaux convertis ».

N. WEISS.

(1) Et qui pourrait et devrait dépenser davantage.

Études Historiques

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME

DANS LA SÉNÉCHAUSSÉE DE GUÉRANDE, EN BRETAGNE (1)

Ce fut Coligny, seigneur d'Andelot, qui introduisit au château de la Bretèche et à la Roche-Bernard la religion réformée. Sa situation et son autorité lui facilitèrent l'adhésion de quelques familles, et en peu de temps, dans le pays de Guérande et particulièrement au Croisic et à Piriac, le protestantisme fit des progrès rapides. La Réforme trouva ses premiers adeptes parmi les nobles et les bourgeois. Les Tournemine, barons de Campzillon, les du Bouays de Baulac, seigneurs de Careil, les Jollan des Roches, de Montbarrot, Aubin de Trémondet, de Branzay, Le Gentilhomme de Kervaudu, de Tréméreuc, de Couëdo, Yviquel de la Grée, Yviquel de Saint-Goustan, de Gennes,

(1) SOURCES MANUSCRITES. — Registres des Protestants du Croisic et de Piriac, conservés au greffe du Tribunal civil de Saint-Nazaire. — Arch. du Palais de Justice de Rennes, B. *Registres secrets du Parlement de Bretagne*, années 1558 et 1559 ; — id., *Registr. des Enregistr. d'édits*, etc., années 1558 et sq. — Arch. des communes de Guérande, Batz, Le Croisic et Piriac, séries BB et GG. — Arch. de la Fabrique du Croisic, *Registres des délibér. du général de la paroisse* ; — id., *Chronique manuscrite des Capucins du Croisic*.

BIBLIOGRAPHIE PRINCIPALE. — VAURIGAUD (B). *Essai sur l'hist. des églises réformées de Bretagne* (Nantes, 1870, 3 vol. in-8°) ; — GRANGES DE SURGÈRES (DE), *Registres des Protestants de Nantes, Blain, le Ponthus, Sucé et Vieillevigne* (Nantes, 1897, in-8°). — MONNIER (P.-A.), *Le pays guérandais* (Angers, 1897, 2 vol. in-12°). — LENOIR (PH.), *Hist. ecclésiast. de Bret. depuis la Réformation jusqu'à l'édit de Nantes* (Nantes, 1851, in-8°, ms. à la Bibl. de Rennes). — CRESPIN (J.), *Hist. des martyrs persécutés pour la vérité de l'Évangile* (Genève, 1619, 2 vol. in-f°).

Groy, Bouchart, etc., s'empressèrent de l'accepter. C'est grâce à ces adhésions de gens riches et considérés que le protestantisme put se maintenir aussi longtemps dans le pays de Guérande où il eut à soutenir les attaques incessantes d'adversaires aussi forts que le Chapitre de la Collégiale Saint-Aubin, les Dominicains de Saint-Yves et la Communauté de ville de Guérande. La cour de la sénéchaussée demeura dans une neutralité qui fut plutôt bienveillante pour les protestants, et l'un deses membres, Étienne Groy, alloué de Guérande, appartenait à une famille qui avait, dès l'origine, embrassé la Réforme.

En 1558 quelques protestants arrivés au Croisic ayant fait remarquer à d'Andelot qu'il y avait dans ce lieu « une belle moisson à cueillir (1) », et que la présence d'un pasteur pouvait y former de nombreux prosélytes, celui-ci y conduisit aussitôt deux pasteurs, Jean Carmel, dit Fleury, et Pierre Loiseleur, dit Villier, seigneur de Westhoven, qui commencèrent immédiatement leurs prédications dans l'église N.-D. de Pitié. Pendant quatre jours, du 14 au 17 mai, l'église du Croisic fut remplie de « gerbes vivantes » (2). Le succès fut considérable; les principaux seigneurs du pays adhérèrent ouvertement à la Réforme après en avoir secrètement cherché l'introduction. Ce serait en effet sur les indications de M. de Baulac, seigneur de Careil, que d'Andelot se serait décidé à tenter la propagation de la nouvelle religion. Fleury devint de suite son hôte, et après le 17 mai 1558 il habita le château de Careil où il continua ses prédications, se rendant de temps à autre au Croisic aider Loiseleur qui fondait définitivement l'église réformée de cette ville.

Cette œuvre accomplie, Loiseleur se préoccupa de l'étendre. Dans les derniers jours de mai 1558 il fit à Batz plusieurs prédications dans la chapelle du Murier et gagna sans difficulté à sa cause, les plus notables habitants de cette paroisse. De Batz il se rendit à Guérande et à Piriac. A Guérande son succès fut moindre. Ses pré-

(1) PH. LENOIR, *Hist. ecclésiast. de Bret.*

(2) *Id.*

dications dans l'église Saint-Michel lui créèrent quelques adhérents parmi les bourgeois de la ville, mais lui attirèrent aussi des haines féroces ; il fut même, de la part du seigneur de Cleuz, l'objet d'un attentat.

A Piriac, par contre, Loiseleur fut reçu comme un libérateur. Le baron de Campzillon, seigneur de la paroisse, déjà gagné à la Réforme, lui facilita sa tâche, et en quelques jours le bourg de Piriac était entièrement converti.

L'évêque de Nantes Antoine de Créqui s'émut bientôt des progrès du protestantisme dans le pays de Guérande. Averti par le clergé du Croisic des dangers que la Réforme faisait courir à l'ancienne religion, il se rendit dans cette ville, au mois de juin, et fit faire par les rues de la ville une procession du Saint-Sacrement. Fleury était ce jour-là au Croisic. Pour mieux réveiller l'ardeur des catholiques, l'évêque leur « fit défoncer par les carrefours quelques pièces de vin de Gascogne (1) » et les « fit boire tout leur saoul (2) ». Il les conduisit ensuite à l'attaque de la maison de Guillaume Le Roy, commerçant notable du Croisic, où l'on supposait que Fleury s'était retiré. Quelques pièces d'artillerie, dont une couleuvrine de fonte, furent amenées devant cette maison, et le siège en fut entrepris.

Les assiégés « déclarèrent qu'ils étaient prêts à se rendre aux magistrats si l'on relevait des charges contre eux (3) ». Mais l'évêque ne voulut rien entendre et fit donner l'assaut de la maison. En réponse à ces violences, les protestants se bornèrent à chanter des cantiques ; mais quand ils furent sur le point d'être pris par une brèche faite dans la maison, ils déchargèrent leurs arquebuses sur leurs agresseurs et en tuèrent trois dont un prêtre (4).

Cette riposte jeta la terreur dans les rangs des assail-

(1) GÉRARD MELLIER, *Essai sur l'Hist. de Nantes et du Comté nantais*, édit. Maître, p. 130.

(2) TH. DE BÈZE, *Hist. ecclésiast. des églises réformées* (Anvers [Genève] 1580, 3 vol. in-8°), I, p. 197.

(3) PH. LENOIR, *loc. cit.* — TH. DE BÈZE, *Histoire ecclésiast.*, I, p. 197.

(4) *Id.*

lants; « incontinent, toute cette canaille, dit Ph. Lenoir, comme pourchassée d'une multitude, s'escoula (1) ». La maison de G. Le Roy fut laissée à l'état de ruine; 500 coups de canon, disent Gérard Mellier et de Bèze, furent tirés contre elle.

Cet événement rapporté par Dom Morice (2) qui ne parle pas des 500 coups de canon, a été mis en doute par les historiens modernes Travers et Caillo (3). Son authenticité est cependant certaine, et les détails qui précèdent, loin d'avoir été grossis par les historiens protestants, sont au-dessous de la réalité. En effet, nous avons retrouvé dans les *Registres secrets du Parlement de Bretagne*, une enquête très détaillée et un mandement de Henri II sur les événements du Croisic. Ce ne fut pas seulement la maison de Guillaume Le Roy qui fut bombardée, mais cinq autres appartenant à Claude Duboys, Jacques Guillo, Jean de Fontenigo, « gentilshommes commis pour la garde de la côte de Guérande », Michel Coterel et François Lebloy, marchands. Deux à trois mille personnes, « au son de tabourin et tocqsainet » se ruèrent à la « démolition de leurs maisons à coups de canon (4) ». Ce combat dura deux jours. Après la procession de l'évêque, ce fut le siège de la maison Le Roy dont les agresseurs furent mis en fuite par les assiégés. Les dix-neuf hommes qu'elle abritait profitèrent du désordre pour s'enfuir à la faveur de la nuit, « pendant que l'evesque soupait (5) », et se réfugièrent à Careil.

Le lendemain, les catholiques reprirent leur attaque et bombardèrent les cinq autres maisons.

Les victimes de cette agression s'adressèrent au Parlement de Bretagne pour obtenir réparation des pertes qu'ils avaient subies. Celui-ci commit deux de ses membres

(1) PH. LENOIR, *id.*

(2) D. MORICE, *Hist. de Bretagne*.

(3) TRAVERS, *Hist. de Nantes et du Comté nantais*; — CAILLO, Notes sur Le Croisic.

(4) Arch. du Palais de Justice de Rennes, B 6, f° 164.

(5) GÉRARD MELLIER, *Essai sur l'histoire de Nantes et du Comté nantais*, édit. Maître, p. 130.

pour instruire cette affaire. Ces commissaires descendirent au Croisic, et après une information sommaire, mirent les coupables en état d'arrestation et les firent transférer à la prison du Bouffay à Nantes.

Mais pendant ce temps l'évêque de Nantes, à qui incombait en majeure partie la responsabilité des événements, portait contre les victimes une accusation d'hérésie et obtenait du même Parlement, et du Roi le 27 juillet 1558, l'ouverture d'une autre information qui fut confiée à M. de Gyé. L'instruction de ce dernier fut rapidement menée; il en rendit compte au Parlement le 4 août, en lui faisant connaître qu'il trouva « charge sur un grand nombre entre autres de gentilshommes, de quoi il était fort déplaisant, et de cas si énormes qu'il n'oserait le dire (1) ». Il fit arrêter à son tour cinq des protestants les plus notables, et comme il craignait que ceux-ci fussent délivrés en route par leurs coreligionnaires, s'il les emmenait par voie de terre, il dut requérir « de par le roi » deux mariniers, Jean Moisan et Jean Bodieuc, de les conduire à Nantes dans leur navire. Ceux-ci hésitaient cependant à obéir à cette réquisition, craignant des représailles de la part de M. de Baulac qui était devenu le chef incontesté des protestants guérandais, et d'autre part d'être retenus prisonniers à Nantes. M. de Gyé les assura que leur liberté serait respectée. Promesse vaine; car à leur débarquement à Nantes ils furent appréhendés par le sieur de Botdévèreuc, frère de M. de Baulac et enfermés au Bouffay.

L'assentiment du roi à l'information de M. de Gyé avait été obtenu par un pressant appel de l'évêque de Nantes. Henri II avait décidé, suivant ses propres mots, « sans congnoissance de cause » que la première procédure était annulée et que les auteurs de la sédition du mois de juin étaient « quittes, remis et pardonnés » du « port d'arme et canon et généralement des excès et for-

(1) Arch. du Palais de Justice de Rennes. *Reg. secrets du Parlem. de Bret.*

faits ci-dessus déclarés (1) ». Henri II avait ordonné de plus, de faire le procès de tous ceux du diocèse de Nantes qui se trouveraient chargés du crime d'hérésie.

Le Parlement de Bretagne, cependant, hésita devant le procès des cinq protestants croisicais amenés prisonniers à Nantes par M. de Gyé. Ne voulant pourtant pas les relâcher, il décida le 5 août que lesdits prisonniers n'étant pas retenus au Bouffay par son ordre, il ne pouvait les juger que s'ils réclamaient justice. C'était maintenir l'état de chose créé par M. de Gyé, sans espoir pour les protestants prisonniers. Les mariniers Moisan et Bodieuc, plus heureux, furent élargis.

L'affaire fut portée de nouveau à la connaissance du Roi. Instruit plus exactement des faits, il révoqua ses lettres du 27 juillet, arguant que l'évêque avait surpris sa bonne foi « sous couleur de quelques informations faites par surprise et faux ». Des lettres du 5 octobre 1558 réparèrent donc cette injustice, et pour que les « auteurs de ladite sédition, délinquants et coupables » ne demeurent pas impunis et que les victimes « grandement offensées, volées et spoliées de tous leurs biens, et leurs maisons ruinées et démolies » puissent obtenir « justice », remirent la cause au Présidial de Nantes avec injonction de « recuser les suspects » et de juger toute « réparation civile que lesdits suppliants entendent requérir et poursuivre (2) ».

*
* *

Loiseleur ayant couronné sa mission de Piriac par la fondation d'une église protestante dans cette localité, se retira quelque temps au château de Careil, puis partit pour Paris à la fin de l'année 1558. Son départ laissa sans pasteur les paroisses de Guérande et de Piriac. Dans cette dernière, la religion réformée s'était profondément enra-

(1) Arch. du Palais de Justice de Rennes, B, *Registre des enregist.* 1^e 4558.

(2) Arch. du Palais de Justice de Rennes, 3^e eg. des enregist., f^o 164.

cinée. La chapelle Saint-Fiacre, transformée en temple, fut affectée au culte nouveau et désignée dès lors sous le nom de *Grand temple paroissial* de Piriac (1) pour la distinguer de la chapelle du château de Kerjean, à proximité du bourg, que le baron de Campzillon avait consacrée à l'exercice du même culte.

Au mois d'août 1559, celui-ci appela à Piriac un ministre de Rennes, Dugravier, pour procéder au mariage de son fils, Pierre de Tournemine, avec Marie de Kermarec. Cette cérémonie fut l'occasion d'une réunion de tous les seigneurs du pays qui avaient embrassé la Réforme, les de Baulac, de Trémereuc, de Couëdo, de Prédic, etc. L'année suivante les jeunes époux conviaient le ministre Legendre, dit du Fossé, de Rennes, à venir baptiser à Piriac une fille issue de leur union, et qu'ils prénommèrent Esther.

L'influence qu'avait acquise le Protestantisme à Piriac, souleva une apposition ardente de la part du clergé catholique. L'évêque de Nantes Antoine de Créqui, la dirigea en personne ; de 1557 à 1567 il ne se passe pas une année qui ne ramenât ce prélat vers cette petite paroisse (2). Ce zèle ne rendit pas Piriac à la religion catholique : en 1573, lors de sa visite le 5 septembre, l'évêque Philippe Dubec put constater que tandis que le Grand Temple rassemblait autour de lui le sentiment unanime de la population, la chapelle de Notre-Dame affectée au culte catholique tombait en ruine (3).

Bien que pendant les années 1559 et 1560 aucun ministre n'eût résidé à Piriac de façon continue, les protestants avaient complètement organisé leur culte et possédaient, dès 1559, des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

(1) Arch. de la L.-Inf., B 1473. Aveu de la baronnie de Campzillon de 1572.

(2) De 1557 à 1567 il y eut à Piriac 11 visites épiscopales et 2 autres faites par l'Archidiacre : 8 octobre 1557, 15 juillet et 11 septembre 1558, 30 juin 1559, juillet 1560, juillet et 7 octobre 1561, 1^{er} août 1562, 16 août 1563, 8 août 1564, 23 juillet 1565, 9 septembre 1566, 31 août 1567. — Ph. Dubec fit 2 visites, les 5 septembre 1573 et 27 juin 1574 (Arch. de Piriac, GG 2).

(3) Arch. de la Loire-Inf., G 46 (Livre des visites épiscop.).

L'édit de janvier 1562 ayant accordé aux protestants la liberté du culte, ceux du pays de Guérande s'empresèrent d'envoyer chercher un de leurs compatriotes, François Baron, originaire de Piriac, qui avait fait ses études théologiques à Genève et qui accourut à leur appel. Il établit sa résidence au Croisic d'où il assura le service des églises de Guérande et de Piriac (1).

Un événement malheureux vint à ce moment réveiller les animosités des premiers temps. Au mois d'avril 1562, Jean du Bouays, seigneur de Baulac et de Careil, faisait procéder dans l'église Saint-Michel de Guérande, au baptême d'une de ses filles par le ministre du culte réformé. Vers trois heures de l'après-midi, après la cérémonie, quelques protestants, d'origine populaire, se rendirent jusqu'à l'église du monastère Saint-Yves au faubourg Bizienne, qu'occupaient les Dominicains, et l'un d'eux, y étant entré, jeta à terre les statues de saint Martin et de saint Fiacre, et répandit sur la rue le blé placé en offrande sur l'autel de saint Avertin, pendant qu'un des autres chantait à la porte :

S'il y a quelque chose de bien à faire,
Frère Lubin ne le saura faire;
Mais s'il y a quelque chose de mal à faire,
Frère Lubin le saura bien faire.

Les auteurs de cette scène, Jean et Thobias Le Roy, François Trimault, Jean Toubélet et un nommé Babillon, habitant Guérande et Le Croisic, se dispersèrent ensuite (2).

Cet exploit dû sans doute à l'ébriété des manifestants, jeta le trouble parmi les magistrats de la ville qui procédèrent à une minutieuse enquête, cherchant à découvrir les traces d'un complot contre la sûreté de l'État! En décembre, l'affaire était considérablement grossie. Le sénéchal de Guérande faisait connaître au Gouverneur de Bretagne, que les huguenots se rassemblaient à Guérande

(1) Baron devint ministre d'Hennebont en 1566. Il mourut à Mauzé près La Rochelle en 1590.

(2) DOM MORICE, *Preuves de l'Hist. de Bret.*, III, 1305.



ÉGLISE SAINT-MICHEL DE GUÉRANDE
AU CULTE PROTESTANT A LA FIN DU XVI^e SIÈCLE

et que ceux de la ville avaient des intelligences avec leurs coreligionnaires du Croisic et des ports voisins; que la ville de Guérande était aisée à fortifier et à surprendre et qu'il était nécessaire que le Roi lui accordât quelques soldats pour la garder, ce « dont les gens de bien du pays seraient fort aise(1) ».

Cette affaire était ardemment poussée par les Dominicains de Guérande qui s'étaient montrés, dès le principe, les adversaires les plus ardents de la Réforme, et escomptaient faire ouvrir une information d'hérésie contre les violateurs de leur église. Mais elle avait si peu de fondement que les magistrats furent obligés de l'abandonner.

Loin d'effrayer les protestants, les mesures réclamées par le sénéchal enflammèrent leur courage. Dès le commencement de l'année 1563 les églises de Guérande et de Piriac desservies par le ministre Baron, du Croisic, furent dotées d'un pasteur. En janvier, le ministre Lecoq vint s'installer à Guérande; et presque aussitôt Noël Perruquet fut mis à la tête de l'église de Piriac. Baron reçut de son côté un collaborateur, Mathurin Bihan, que lui envoya le synode de Josselin. La même année, un Guérandais, François Oyseau, sieur de Trévigard, était nommé ministre à Nantes.

Lecoq se trouva immédiatement en lutte avec les Dominicains et le Chapitre de la Collégiale Saint-Aubin, lutte fort inégale dans laquelle il ne tarda pas à succomber. Obligé de quitter la ville trois mois après son installation, il périt dans les massacres de la Saint-Barthélemy. Deux ans après son départ, il fut remplacé par un nouveau pasteur, Jean Boisseul. Celui-ci réussit à se maintenir à Guérande pendant près d'un an; il abandonna cette ville en 1566 pour aller au Croisic prendre la place de Baron.

A Piriac, Perruquet goûta un succès plus facile. Pendant les cinq années que dura son ministère, il eut néanmoins à encourir les colères de l'évêque de Nantes, et dut à plusieurs reprises, se réfugier à l'étranger.

(1) D. MORICE, *Pr.*, III, 1326.

*
* *

La Saint-Barthélemy n'eut presque aucune répercussion dans le pays de Guérande où il n'y eut aucune victime à déplorer. Les ministres se bornèrent à passer à l'étranger, mais revinrent presque aussitôt reprendre leurs fonctions. Boisseul cependant, ne retourna au Croisic qu'en 1576, et fut à ce moment délégué par les protestants guérandais pour les représenter au synode de Vitré. Les Tournemine passèrent à Jersey et revinrent à Campzillon en 1576 également.

En 1581, Piriac fut de nouveau privé de pasteur, Peruquet quitta cette paroisse pour exercer au Croisic le service du culte. Son œuvre porta ses fruits. Les registres paroissiaux de Piriac indiquent que le protestantisme y faisait des progrès énormes. En 1596, les registres catholiques furent interrompus, et leur série ne recommença qu'en 1606 (1). Pendant ces dix années le culte protestant fut seul pratiqué dans cette paroisse.

*
* *

Après de longues luttes, les réformés de Guérande obtinrent enfin, en 1602, l'autorisation de faire construire un temple au village de Clis et d'y établir un cimetière. Jusque-là ils avaient utilisé pour leur culte, l'église Saint-Michel de la ville; mais depuis le départ de Boisseul cette église avait été rendue au culte catholique, et il leur fallait aller accomplir leurs actes religieux au Croisic ou à Piriac. Les protestants du Croisic qui célébraient leur culte dans la chapelle Saint-Yves, reçurent en même temps du Parlement une autorisation identique. Le 8 décembre 1602, les commissaires du Roi, Turcan et de Ker-groy, leur indiquèrent le lieu où ils pouvaient faire cette construction et établir « la sépulture des corps fidèles

(1) Arch. de Piriac, GG.

mourant au Seigneur ». Mais ni le temple du Croisic, ni celui de Clis ne furent édifiés. Plus heureux furent les réformés de la Roche-Bernard, ville dont dépendaient les églises protestantes du pays de Guérande; ils réussirent à construire un temple confortable dont le bâtiment fut récemment détruit.



De 1600 à 1644, les protestants de Guérande n'eurent pas de lutte grave à soutenir. Le culte ne cessa d'être exercé au Croisic par Louveau qui mourut en cette ville en 1604, Mathurin Oyseau qui le remplaça, de la Touche, André Lenoir de Beauchamp. En 1611, Gustave Lenoir, sieur de Crevain, fut envoyé au Croisic où il resta jusqu'en 1634 (1), assurant en même temps le culte à la Roche-Bernard. Dans les derniers temps de son ministère, la chapelle Saint-Yves fut enlevée au culte protestant et il devint nécessaire de recourir à des maisons privées pour l'exercice du culte. Son successeur, Antoine Brail, se résigna à quitter le Croisic et à devenir l'hôte des seigneurs de Careil.

Un arrêt du Conseil du 5 avril 1644, vint de nouveau jeter le trouble parmi les réformés du Croisic en leur interdisant de « faire aucun exercice public de leur religion en ladite ville du Croisic ». Ceux-ci s'adressèrent au Roi pour lui remontrer que la ville du Croisic avait été désignée « pour tous ceux qui feront profession de ladite religion en ladite sénéchaussée de Guérande ». Ils ajoutaient que le culte réformé était exercé dans un lieu que les protestants avaient acquis par contrat (2).

C'était le déclin du protestantisme qui commençait. Les

(1) Son départ fut sans doute nécessité par des actes de persécution, et la note suivante insérée dans les registres de la paroisse de Piriac, s'y rapporte certainement. « Nota que le dimanche 26 nov. 1634, arriva une émotion populaire dans l'église (de Piriac) pour la fulmination d'une agrave ou sentence d'excommunication avecque des exécutions et malédictions maudictes » (Arch. de Piriac, GG 4).

(2) Arch. du Croisic, JJ 2.

protestants atteints par l'arrêt de 1644, se réclamèrent de l'arrêt du Parlement de 1602, qui les autorisait à construire un temple. En juillet 1655, ils assignèrent le syndic du Croisic et le général de la paroisse de Batz à se présenter « devant la porte principale de l'église de Careil pour, en présence des catholiques, voir désigner un lieu pour construire une chapelle destinée à leur culte (1) ». La Communauté de ville fit à cette assignation une vive opposition, mais nomma cependant des députés pour aller discuter sur le contenu. Les habitants de Guérande appuyèrent l'opposition de ceux du Croisic, et le 15 juillet les États de Bretagne chargèrent leur procureur général de se joindre à eux pour s'opposer à l'exercice de la religion réformée à Guérande (2).

L'assignation des protestants n'eut pas de suite.

En 1660, les réformés renouvelèrent leurs efforts pour tenter de faire construire leur temple. Cette fois la Communauté de ville du Croisic répondit par une demande d'expulsion du ministre protestant. « Sur ce qu'il est venu à la connaissance de l'assemblée qu'un ministre de la R. P. R. fait des exercices et réside dans cette ville, arrête que le syndic fera assigner ledit ministre devant la cour de Guérande pour lui être ordonné de faire son domicile ailleurs, attendu que par arrêt du Conseil obtenu en 1644, les religionnaires ne peuvent faire aucun exercice de religion en cette ville (3). »

Cette délibération fut lettre morte, et le pasteur resta au Croisic.

Quatre ans plus tard, Basly, ministre au Croisic, reprit l'offensive : il s'adressa au Parlement de Bretagne, se plaignant que la municipalité du Croisic et le Chapitre de Saint-Aubin de Guérande l'empêchaient d'exercer son ministère. Ce fut en vain. Le Parlement lui répondit en confirmant l'arrêt de 1644, et en 1665, il l'aggrava même en inter-

(1) Arch. de la Fabrique du Croisic, *Chronique des Capucins du Croisic*.

(2) Arch. d'Ille-et-Vil., C 2655 (Minute).

(3) Arch. de la Fabrique du Croisic, *loc. cit.*

disant le culte réformé sur le territoire de la sénéchaussée de Guérande, même dans les habitations particulières.

Cet arrêt du Parlement de Bretagne fut le coup suprême porté au protestantisme dans le pays guérandais. Les abjurations qui s'étaient faites déjà nombreuses se multiplièrent (1). Par tradition et par souvenir, quelques familles bourgeoises restèrent fidèles à la Réforme, mais à partir de 1680, les nouvelles générations furent catholiques. Déjà, depuis quelques années, les protestants qui voulaient pratiquer leur culte s'en allaient soit à Sucé, soit à Blain. A Sucé fut inhumé en 1671, le poète croisicais René Le Gentilhomme, sieur de l'Épine et de Kervaudu; dans la même localité fut célébré, en 1672, le mariage de René Yviquel, sieur de Saint-Goustan et de Anne de Vassault, et en 1676 le baptême de Renée de Gennes, du Croisic. Philippe Lenoir, pasteur de Blain, unit par le mariage, entre autres Guérandais, en 1674, Jean de Vay et Marthe Yviquel, fille d'un riche bourgeois de la ville.

Un siècle plus tard, en 1763, le subdélégué de Guérande affirmait à l'Intendant de Bretagne qu' « il n'y avait plus de protestants » dans sa circonscription.

H. QUILGARS.

(1) Arch. de la L.-Inf., E 1447. Voir aussi les abjurations dans les registres des baptêmes des paroisses de Batz, Piriac et Guérande.

Documents

EXTRAITS DES REGISTRES DU PARLEMENT DE NORMANDIE (ANNÉES 1562, 1563, 1564)

Ces registres, qui ne sont encore ni inventoriés, ni cotés, font partie des Archives du Parlement, conservées au Palais de Justice de Rouen jusqu'en 1894-1895, date de leur transfert aux Archives du département. Ce sont des recueils factices qui contiennent des copies de lettres et d'édits royaux, des règlements de police et surtout des arrêts en matière civile. Ces registres ont été presque entièrement négligés par Floquet. Nous les divisons en deux groupes d'après leur couverture : les *registres recouverts de parchemin* et les *registres à couverture de bois*.

I. — Registres recouverts en bois.

1° *Un registre avec couverture de bois commençant le 5 février 1561, v. style (c'est-à-dire, 1562) et finissant le 2 mai 1562.* (Les protestants se saisirent de Rouen le 16 avril, le Parlement cessa son service le 10 mai.) — Quelques pièces intéressent l'histoire de la Réforme. Le 16 février la Cour lève « *quant à présent* » la défense faite par elle, le 15 décembre précédent, à plusieurs sergents d'exercer leur office pour avoir laissé *rescourir* Pasquier Quibourt des mains de la justice lorsqu'on le conduisait au lieu du supplice pour être pendu et étranglé. Ils avaient obtenu le 6 juin des lettres patentes qui les remettaient dans l'exercice de leur état. La Cour y met du reste comme condition qu'ils se saisissent de ce Quibourg et de deux

autres. (Ce Pasquier Guilbout ou Quibourg était un protestant condamné à mort le 10 décembre précédent pour avoir abattu des images.)

Le 15 avril un arrêt, signé Lalemant, fait défense « sous peine de la hart » à tous libraires, imprimeurs et autres de mettre en vente, crier et publier la déclaration du prince de Condé, que l'on criait et publiait par les rues, comme l'arrêt le constate. Le bailli de Rouen est chargé de faire garder cet arrêt et de le faire publier à son de trompe et cri public par les carrefours. C'est la nuit suivante, du 15 au 16 avril, que les protestants se saisissent de la ville.

Le dernier acte du registre est du 2 mai 1562; c'est un arrêt sans intérêt, en matière civile. Il est signé de *Civile et Busquet*.

2° *Un registre recouvert en bois portant au crayon à la première et à la troisième page les mots « août, sept., octobre 1562 ».* C'est le registre des arrêts rendus en matière civile à Louviers pendant le siège de Rouen. Il va du 12 août au 27 octobre 1562.

La première pièce est du 12 août. Elle est signée *Lalemant, Vasseur*; c'est une requête des procureurs qui demandent « attendu que le sceau du roi est à Rouen » à sceller les actes du sceau de la cour.

Ce registre contient un certain nombre d'arrêts intéressants, en particulier celui du 22 août qui chasse de Louviers les protestants étrangers à la localité et qui oblige les suspects à faire leur profession de foi devant l'évêque d'Évreux ou ses vicaires dans les 24 heures et *surtout le célèbre arrêt du 26 août (25 pages du registre) contre les protestants rebelles et les briseurs d'images.*

Plusieurs arrêts autorisent divers officiers de justice à tenir leur juridiction à Louviers. (Hauts jours du Temporel de l'Archevêché, 2 sept.; lieutenant général à la table de marbre 4 sept.)

Ce registre, comme les suivants, contient beaucoup de requêtes de religieux chassés par les protestants de leurs couvents et qui demandent une indemnité « pour le vivre et le ves-

tiaire ». La première, en date du 20 août, est celle du sous-prieur et de trois frères du prieuré de N.-D. du Parc, de l'ordre de Grandmont. Ils demandaient 12 sous 6 deniers par jour ; la Cour leur accorda 7 sous 6 deniers et cet arrêt fit jurisprudence : ce fut le taux de l'indemnité quotidienne de chaque religieux. (Voir les arrêts analogues du 5 sept. pour un religieux de Saint-Georges de Boscherville, du 7 septembre pour un prêtre de Sainte-Catherine-lès-Rouen, du 17 sept. pour un religieux de Saint-Gervais-lès-Rouen...) Ces arrêts nous font connaître avec précision la date de l'invasion de chaque couvent par les protestants et de la dispersion des religieux ; les indemnités doivent être payées par les fermiers des abbayes. Ils font très rarement mention de voies de fait ou de meurtres.

Il y a aussi des requêtes de mariniers de Quillebœuf dont les gens du roi ont réquisitionné et dont les protestants ont pris ou coulé les bateaux. On les renvoie à se pourvoir sur les biens des rebelles de Quillebœuf (arrêts des 11 et 15 septembre).

Un certain nombre d'arrêts intéressent le commerce de Rouen. Nous signalerons ceux des 28 août, 17 et 26 septembre, 12 et 21 octobre relatifs aux toiles des rebelles de Rouen, saisies par ordre du duc d'Aumale chez les curandiers de Louviers, Serquigny, le Livet. Deux marchands d'Anvers interviennent dans ces affaires. De plus, à partir du 18 septembre, des marchands de Paris et de Rouen font reconnaître par la Cour les obligations qu'ils ont sur les marchands de Rouen et autres villes rebelles pour vente de vin et diverses marchandises. Des particuliers, surtout des conseillers au Parlement, les imitent pour des cédules de prêts.

Ajoutons que ce registre ne contient qu'un petit nombre de procès civils. Le parlement à Louviers ne jugeait guère que des causes de lèse-majesté, dans lesquelles tout était confisqué au profit du roi : c'est ce que constate un curieux arrêt du 28 août par lequel la Cour s'autorise elle-même à prendre, pour payer ses frais, une partie du produit des confiscations.

Le dernier arrêt, en date du 27 octobre, est relatif au président *Jacques Danyel*, suspect d'hérésie : il avait obtenu des lettres patentes du roi à Pont-de-l'Arche, le 21 octobre, pour être admis à l'exercice de son office ; il en demandait la vérification et l'entérinement. La Cour refuse et déclare les lettres subreptices (1).

3° *Un troisième registre (nov. déc. janv. fév. 1562) va du 9 novembre au 15 mars 1562 vieux style.* Il est très intéressant parce qu'en l'absence d'autres documents officiels il nous fournit quelques renseignements sur les actes de l'administration protestante pendant le siège et qu'il nous révèle une partie des représailles qui ont suivi. Il paraît n'avoir pas été consulté même par Floquet.

Nous y trouvons encore d'assez nombreuses demandes d'indemnité par des religieux (le chiffre accordé est toujours de 7 s. 6 d. par jour) et plusieurs demandes de délivrance de toiles saisies par les commissaires du roi. Les requérants ne manquent jamais de déclarer qu'ils ont « tousjours vesqui religieusement et catholiquement ».

A partir du 10 février commencent le règlement des indemnités à prendre sur les biens des rebelles en vertu de l'arrêt de Louviers du 26 août. Le règlement du 10 février, rendu en assemblée générale, établit la procédure à suivre en cette matière. Notre registre contient, du 12 février au 30 mars, une trentaine d'arrêts d'indemnité et il y en a encore une dizaine dans le registre suivant : Les réclamants sont surtout des membres du Parlement : l'avocat général Nicolas Damours, les conseillers Jean Lefebvre, Claude Auvray, Vialar, Le Chandelier, Pierre Dufour (2), un conseiller de la cour des Aides, Paix de

(1) Floquet (II 418-421) donne de longs détails sur cette affaire ; il cite les registres secrets (5 août et 27 oct. 1562). On reprochait à Daniel d'avoir assisté au mariage de sa petite-fille avec un religieux et aux fiançailles de son fils célébrées par un chanoine de Rouen apostat, d'avoir mangé de la viande un jour d'abstinence, fréquenté les ministres protestants et surtout d'avoir réprimandé le jacobin Des Puys dont les prédications violentes à Notre-Dame en 1562 avaient été dénoncées par Marlorat et les anciens.

(2) Parmi eux notons surtout Damours, ennemi acharné des protestants qui ira porter à Gaillon les remontrances de la ville contre l'exécution de la paix d'Amboise et sera arrêté séance tenante pour ses paroles injurieuses à

Cœur, des marchands espagnols : Ant. de Quintanadoyne, Ortis de Velasque, Sanson Delbrette, Dayalle, Rodrigue de Malvande, des marchands d'Anvers, de Calais et du Havre. Ajoutons-y quelques gens de loi, avocats ou procureurs, et seulement un ou deux marchands de Rouen, en particulier un certain Michel Vauquelin, teinturier en garance, qui réclame 4 500 livres pour l'incendie de sa maison dans les faubourgs de Rouen et la perte de ses meubles et marchandises.

Les plus grosses indemnités sont attribuées aux Célestins (25 000 l.), à Lefebvre et à sa fille (10 755 l.), à Damours (12 000 l.), à un marchand du Havre, Jean Vitecoq (20 560 l.) et aux marchands espagnols : 20 465 l. à Velasque, 19 365 à Dayalle, 15 708 à Delbrette, 15 450 à Malvande, 10 889 à Quintanadoyne. Le total s'élève à 270 967 l., environ un million de francs, valeur de l'époque, et cinq millions au moins d'aujourd'hui (1).

Quelques arrêts rendent personnellement responsables sur leur corps et leurs biens quelques-uns des protestants emprisonnés depuis la prise de la ville, en particulier Danten, l'ex-greffier de l'hôtel de ville, dont le nom se trouve au bas d'un certain nombre d'actes importants de l'administration protestante (2). C'est ainsi qu'un arrêt du 11 janvier rend Danten personnellement responsable de 4 146 livres saisies le 17 août précédent chez Jean Rocque par ordre du conseil « pour subvenir aux fortifications, garde et défense de la ville ».

Un arrêt du 16 février donne un exécutoire sur les biens de d'Emendreville, Soquence et Cotton de Berthouville pour la somme de 16 685 livres appartenant à Louise

l'égard du prince de Condé (juin 1563) ; Vialar, conseiller au Parlement et chanoine, qui a voulu faire exclure du chapitre son collègue Nagerel pour le punir d'avoir eu des relations avec les chefs protestants pendant le siège.

(1) Floquet, dans son *Histoire du Parlement*, ne fait aucune allusion à ces indemnités sur les biens des protestants.

(2) Par exemple la délibération du 1^{er} juin 1562 qui ordonnait la saisie des objets précieux des églises et qui nous a été conservée dans les registres capitulaires, et la lettre des protestants rouennais à la reine le 21 octobre 1562 qui est reproduite dans la chronique de Nagerel (le Discours abrégé) et dans les *Mémoires de Condé*.

Delafosse, mineure, saisie par eux le 22 juillet chez le notaire Rome (1) qui l'avait en dépôt. Cet arrêt énumère les différentes sortes de monnaies (il y en a 35) qui constituaient cette somme. Ces deux arrêts et un autre, en date du 6 février, en faveur de Jean Fléchemer (2), marchand de Rouen, pour saisie de laines et autres marchandises, le 4 juillet et le 15 septembre précédent, nous fournissent quelques renseignements sur les confiscations de numéraire ou de marchandises faites par la municipalité protestante pour la défense de la ville. Ces saisies étaient considérées comme provisoires et on donnait un reçu en règle à ceux qui en étaient les victimes.

Une requête d'Adrien Le Tellier, lieutenant particulier du bailliage de Longueville, en date du 9 décembre, nous montre les protestants de Rouen et de Dieppe réfugiés dans les bourgs et villages du pays de Caux et parmi eux un certain nombre d'officiers de justice qui tentent de reprendre l'exercice de leurs fonctions. Il prétend que cela fait murmurer le menu peuple catholique et il demande la permission de les arrêter et de les juger et l'autorisation de recevoir le serment et la profession de foi de toutes personnes publiques. La Cour donne une conclusion conforme.

3° *Un quatrième registre va du 2 avril au 27 août 1563.* Il contient encore de nombreuses demandes d'indemnité de bourgeois et de marchands pour pillage de meubles, de moines pour avoir été expulsés de leurs couvents.

Un arrêt du 22 avril rendu sur la requête d'un certain Thioudet, lieutenant du bailli de Caux au siège de Cany, qui demande réparation civile pour homicide commis sur la personne de son frère, prêtre et vicaire, met en cause un certain nombre de protestants connus de la région :

(1) Nicolas Rome ou Romé, sieur de Fresquiennes, personnage important de l'époque, conseiller moderne en 1550, conseiller ancien en 1566. Il avait quitté la ville pendant le siège.

(2) Parent de Cotton de Berthouville, il avait été choisi par le conseil de famille comme tuteur des enfants de Cotton, charge qu'il refusait sous prétexte des revendications qu'il avait à exercer sur les biens de Cotton pour cette saisie de laines.

le sire d'Avremesnil, Pierre de la Caille, ci-devant lieutenant du prévôt des maréchaux, le fils du capitaine Jehan Ribault (Jehan Ribault de Laudonnière, chef de l'expédition de Floride), Robert Lenud, sieur d'Anseville, Laurent Pichot, sieur de Gerponville, vicomte de Rouen. L'arrêt constate que la Cour avait déjà décerné contre eux un mandat de prise de corps le 26 janvier.

D'autres arrêts intéressent les protestants rouennais. Celui du 2 avril donne à François Drouet, conseiller à la juridiction des eaux et forêts, hypothèque spéciale pour 457 l. 10 s. sur les biens de Jean Quidel accusé d'avoir pillé ses bagues. (Ce Jean Quidel est un des trois malheureux que le Parlement avait fait pendre le 19 juillet sous pression de la populace.) Nous trouvons à la date du 15 mai une touchante requête d'Etienne Donnetz, bourgeois de Rouen, « chargé de femme et de plusieurs petits enfants prisonnier en la Conciergerie depuis plus de six mois et demouré spolié de tous biens pour subvenir à la nourriture de sadite femme et enfants ». Il avait fait sait sir un de ses locataires qui lui devait 17 l. 10 s. montant d'un terme de loyer. Mais le locataire lui déniait le droit de lui réclamer ses loyers sous prétexte qu'il était du nombre des séditeux et rebelles et il avait même proféré des injures *atroces* contre son honneur.

Quelques arrêts nous montrent l'état troublé de la Normandie. Ce sont des plaideurs qui se plaignent de ne pouvoir faire procéder à des publications et criées, à l'issue de la messe selon l'usage, parce qu'on ne dit plus ni messes, ni offices dans leur paroisse ni dans les paroisses voisines. C'est le cas pour le Torp près d'Anglesqueville sur Saône (1) (arrêt du 27 avril 1563), où « pour l'injure du temps l'on ne dit ni ne célèbre aucunes messes ny ne continue-on le divin service à jour de dimanche ni autrement de quelque manière que ce soit, il y a un an passé, pour raison que lesdits curé, vicaire et autres gens d'église de ladite paroisse se sont tous retirés et absents par les

(1) Auj. le Torp-mesnil, canton de Doudeville, arr. d'Yvetot. Cette situation durait encore en 1564 (arrêt du 17 mai 1564).

excès et oultrages à eux faicts par cy devant et que font encore en leurs personnes et en leurs biens les gens de la nouvelle religion ». — C'est le cas aussi pour Condé-sur-Noireau et les paroisses voisines (arrêt du 4 mai). « A cause des troubles qui par cy devant ont régné et règnent encores de présent audit lieu de Condé sur Noireau et aux environs pour le faict de la religion nouvelle, on a délaissé puy un an en ça à dire et célébrer la messe à Sainte-Honorine et autres paroisses circonvoisines. »

Un arrêt du 24 août, sans se rattacher à la question religieuse, nous fournit une autre preuve des désordres qui désolaient le pays : il s'agit d'une affaire de succession : la veuve d'un certain Jehan de Tollemere, sieur de la Mélaigne, se plaint que son beau-frère et sa belle-mère se soient emparés de la succession de son mari et continuent à la détenir malgré un arrêt du baillage de Pont-l'évêque et un arrêt de la cour du 12 décembre 1561. Ils ont rassemblé des gens de guerre armés d'arquebuses et de pistolets, se sont saisis de la maison principale et menacent de mort la plaignante et tous les siens ; déjà ils ont tué une femme qui habitait avec elle.

Signalons enfin le curieux arrêt du 18 août 1563, rendu à la requête de l'abbesse de Montivilliers, qui enjoint aux religieuses fugitives ou absentes de rentrer dans les quinze jours avec menace de les y contraindre par toutes voies dues et raisonnables (1).

Un cinquième registre va du 11 septembre au 23 décembre 1563. — Un arrêt du 15 septembre est relatif aux papiers de Dubosc d'Emendreville, président à la Cour des Aides, et le véritable chef des protestants rouennais en 1562. Ces papiers trouvés par les soldats chez le chanoine Romé, où logeait Dubosc, leur avaient été repris et on les avait portés chez le conseiller Le Fèvre qui avait été chargé avec Vialar de les classer. Ils les avaient sépa-

(1) L'abbesse était Guillemette de la Platyère. Parmi les religieuses visées par l'arrêt : la prieure Deschamps, Madeleine d'Escambourg, Marie de Houdetot : on voit par un arrêt du 26 sept. 1562 que ces deux dernières avaient quitté l'abbaye depuis le commencement de mai 1562 et que l'abbesse aussi s'était absentée vers cette époque.

rés et mis dans des sacs; mais ils n'en avaient pas encore fait l'inventaire. Ils voulaient les faire apporter au greffe et ils demandaient une indemnité pour leurs vacations et le paiement des frais de crocs, râteliers et toiles pour faire les sacs (1). — Nous voyons par le même arrêt que la veuve de d'Emendreville s'était remariée au conseiller Jehan Dufour et qu'elle demandait la délivrance de ses lettres et papiers personnels.

Un autre arrêt du 23 décembre 1563 est encore relatif aux papiers de Dubosc d'Emendreville. Sébastien Morice, receveur des droits de relief, chevelz et ayde de chevelz en Normandie, demande la délivrance de la commission donnée pour cet objet à Dubosc avec les arrêtés, rôles, sentences et exécutoires concernant ces droits. La Cour fait droit à sa demande. A cette date l'inventaire des papiers de Dubosc n'était pas encore achevé.

Un arrêt du 17 septembre, rendu sur la demande des moines du prieuré d'Auffay, nous renseigne sur le séjour des reîtres à Auffay (2). On voit qu'ils y ont passé et séjourné six semaines « et totalement mangé et consommé les provisions desdits religieux étant audit prieuré, mesme leurs acoutremens, linge, vaisselle et autres ustencilles ». Le dommage est estimé à plus de 500 l; ils n'ont ni provision, ni nourriture et deux d'entre eux sont tombés malades faute d'aliments.

Citons encore un arrêt du 26 novembre qui autorise l'abbé de Saint-Martin de Troarn à faire couper et vendre pour 3 000 l. t. de bois « pour réparation et fournissement d'ornemens, joyaux, meubles et ustencilles eu esgard ès ravagemens, démolitions et ruynes y advenues à cause des guerres (3) ».

Un sixième registre va du 9 janvier au 23 mars 1563

(1) Ces papiers, qui seraient si intéressants pour l'histoire du soulèvement et du siège de Rouen, paraissent définitivement perdus.

(2) Ces reîtres, détachés du corps commandé par Jean Philippe, comte de Salm dit le Rhingrave, avaient été envoyés dans la direction de Dieppe après la prise de Rouen.

(3) Arrêt analogue le 22 décembre pour le prieuré de Saint-Jacques du Valhullin, dépendant de l'abbaye de Valmont (coupe de 2 000 l. t. de bois de haute futaie).

v. style (c'est-à-dire 1564). — Un très petit nombre de pièces nous intéressent. Nous citerons seulement le 28 février une *requête des religieux de Jumièges* contre les réformés qui continuent à faire leurs assemblées et leurs prêches à la seigneurie d'*Anneville-sur-Seine* « oultre le gré et la volonté des appelants combien qu'ils en soient vrayz seigneurs ». La Cour les renvoie au bailli du roi ou son lieutenant en lui enjoignant de faire rendre justice aux religieux.

Signalons aussi le même jour une curieuse requête de M^e Philippe de Pouvillain bailli de Lisieux « Ayant esgard à la multitude des procès par lui et ses lieutenants faictz durant les derniers troubles par commission et mandement de ladite cour et du sieur duc d'Aumale à l'encontre de plusieurs personnes lesquelles à cette occasion pourraient avoir conceu hayne contre lui », il demande « être ordonné pour l'assurance de sa personne et de sesd. lieutenants qu'ils seront dispensés de comparution aux assises d'Orbec, à quoy faire les officiers du lieu les prétendent assubjectir ». La Cour leur accorde cette dispense.

II. — Registres recouverts de parchemin.

1^o *Un registre portant pour suscription Rouen, Caen, Évreux, Gisors, commençant le 3 nov. 1562 et finissant le 31 mars 1562 (v. style).*

Le premier acte, du mardi 3 novembre 1562, constate la prestation de serment de *Raoul la Caille*, sieur de *Daubeuf*, pourvu par le duc d'Aumale de l'office de prévôt général de Normandie. La lettre de nomination (Louviers 7 sept. 1562) est insérée à la suite. Le prévôt en titre, *St.-Léger*, avait refusé de se rendre auprès du duc et s'était retiré à Rouen (1).

Vient ensuite l'enregistrement et la transcription des lettres patentes du roi et des articles de la capitulation de

(1) Le Parlement était rentré à Rouen le 28 octobre, deux jours après la prise de la ville.

Dieppe et des lettres de pardon accordées aux Rouennais 13 nov. 1562. — Le registre mentionne le vendredi 13 novembre « à Rouen, en parlement à huys ouverts ».

1^o *La lecture et la publication des lettres patentes du roi pour le fait des articles accordés aux conseillers, gouverneurs et habitants de la ville de Dieppe* « en rendant au roi l'obéissance qu'ils lui doivent et délaissant le vieu citadelle et chasteau dud. Dieppe avec les pièces d'artillerie, poudres et munitions en la main dud. seigneur » et des « supplications et articles baillées au roi par lesdits habitants et gouverneurs attachées auxd. lettres patentes sous le contrescel de la chancellerie ».

2^o *La lecture et la publication « des lettres patentes de pardon octroyé par le roi aux manans et habitants de la ville de Rouen, données en cette ville en ce même mois.. »* Elles sont enregistrées avec les restrictions suivantes : « Et sans en ce comprendre les chefs, autheurs et conducteurs des saccagemens, brûlemens et ports d'armes et que sous la clause des officiers royaux seront compris les officiers subalternes et les ministres de justice et tous autres ayant serment à justice. A la charge aussi que ceulx qui se voudront esjouir du pardon seront tenus dedans le mois mettre leurs noms, surnoms, qualités et demeure audit greffe de la cour. »

Lettres patentes du roi, 4 nov. — Le registre contient ensuite la copie de lettres patentes du roi en faveur des Dieppois. Elles sont datées de Rouen le 4 novembre et adressées au Parlement. Le roi l'invite à « ne remettre la chose en longueur et difficulté ni pour raison des choses passées aucunement travailler, poursuivre ne inquiéter lesdits dénommés et compris esdits articles soit en leurs personnes, biens ou états ».

Articles pour Dieppe. — Vient ensuite le texte des six articles proposés par les habitants de Dieppe avec les réponses du roi; en voici le résumé :

1^{er} *article.* — Le roi les tiendra pour bons et loyaux sujets et les prendra sous sa sauvegarde « sans forcer la liberté de leurs consciences pour le fait de la religion et et exercice d'icelle ». Ils auront un ministre et un prêche

conformément aux édits. Ils seront déchargés de toute poursuite pour port d'armes et autres actes de guerre et ils seront exceptés des arrêts du Parlement et autres édits sur la matière. Ils demandent les mêmes conditions et garanties pour les gentilshommes et officiers du roi, réfugiés à Dieppe et ils sollicitent un délai pour faire retirer la garnison anglaise.

Accordé *sauf les prêches* « que S. M. n'entend plus avoir lieu en ce royaume en aultre forme que celle qui se observe en son église ». Ils auront la liberté de conscience en leurs maisons et quant aux Anglais ils devront vider la ville avant dimanche. Le roi exige une réponse ferme pour le lendemain (31 octobre) afin d'envoyer Montmorency occuper la ville. Le lendemain l'article, avec les réserves du roi, est accepté et signé par les conseillers et principaux habitants et officiers de Dieppe au nombre de 29 : les noms sont transcrits sur [notre registre.

2^e article. — Le traité comprendra les capitaines, soldats, gentilshommes et autres de Neufchâtel et des environs de Dieppe, les bourgeois d'Eu qui ont pris les armes pour la défense de Dieppe et qui ont combattu au premier siège de Rouen. — Accordé.

3^e article. — Amnistie pleine et entière pour tous les actes réciproques de guerre et de pillage sans qu'on en puisse faire procès ou réclamer indemnité. — Accordé.

4^e article. — Les dépenses faites pour la défense de Dieppe seront allouées par la Chambre des Comptes sur les deniers de la ville. — Accordé.

5^e article. — Le roi fera dresser et expédier des lettres patentes de l'accord et les fera homologuer par le Parlement. — Accordé.

6^e article. — La Caille, lieutenant du prévôt des maréchaux de Normandie qui s'est réfugié à Dieppe et y a exercé son office sur la demande des habitants, aura mainlevée de ses gages et de ses héritages et sera maintenu en son état. — Le roi ne consent qu'à lui expédier un sauf-conduit pour se retirer en sa maison et jouir de son bien sans plus s'immiscer à l'état de prévôt.

Supplique des Dieppois. — A la suite de ces articles est transcrite une supplique des Dieppois « à nosseigneurs du Parlement » pour leur demander de faire lire, enregistrer, publier et observer les articles, conformément aux lettres patentes du 4 novembre.

Copie des lettres de pardon accordées aux Rouennais.

Ces lettres, qui remplissent six pages de notre registre, contiennent d'abord un résumé de toute l'affaire. Elles rappellent « l'obstinée rébellion et désobéissance d'une grande partie des bourgeois, manans et habitans » et l'échec de toutes les négociations. Elles énumèrent longuement les fautes des rebelles et elles leur reprochent en particulier d'avoir « changé et mué l'ordre, pollice et anciens statuts de la ville pour l'establis à leur fantaisie et l'asservir à leurs passions », d'avoir saccagé les églises, reçu des chefs notoirement rebelles, des étrangers et des Anglais. Le roi exprime ensuite le regret d'avoir eu à employer la force et insiste sur les conditions douces et gracieuses qu'il leur a fait proposer par la reine sa mère. Il déclare même qu'après l'assaut « la fureur des soldats fut tellement contenue qu'il se peult dire avoir été fait... beaucoup moins de meurtre et cruauté que en autre ville qui ait jamais été prinse d'assault » et il constate enfin que « les principaux chefs de toute la rébellion... s'estoient saulvés du péril où ils avaient bien su mettre les autres ».

Vient ensuite le texte même du pardon : Le roi quitte remet et pardonne à tous et chacuns, les bourgeois, manans et habitans... tout ainsi que si lesdits bourgeois, manans et habitans étaient cy particulièrement nommés par noms et surnoms de tous et chascuns les faitetz et cas cy desous déclairez et tout ce généralement qu'ilz ont faict, délinqué et commis dépendans tant du faict des armes que de celluy de la religion sans qu'ilz en soient ou puissent estre recherchez, molestez, travaillez ou inquietez, ores ne pour l'advenir en quelque sorte ou manière que ce soit. » Il ordonne la délivrance des prisonniers et de leurs biens et

il met à néant toutes les procédures et sentences prononcées contre eux. Mais il impose aux habitants l'obligation de vivre désormais catholiquement et de s'abstenir de port d'armes et de relations avec les rebelles. Les officiers royaux jouiront de ce pardon comme les autres bourgeois mais sans pouvoir exercer leurs offices « avant de s'être purgés où et ainsi qu'il appartiendra ».

Sont exceptés de ce pardon : *Nicolas le Sire, Guillaume de Croismare, Jehan de Bauquemare, Michel Bouchart*, conseillers de ville, *Michel de Baucquemare, Nicolas d'Aussi, Jehan de St-Léger* et *Étienne Mignot* quarteniers, les capitaines *Breteuil et La Roche*.

Autres actes intéressants du même registre.

1^o *Comparution des juges et officiers relevant du bailliage de Rouen*. — Samedi 14 nov. Appeaux des juges et officiers qui doivent comparence en la Cour aux jours ordinaires du bailliage de Rouen. L'absence non motivée est une présomption de protestantisme et, sur les réquisitions de l'avocat général Bigot, on interdit aux non comparants l'exercice de leurs fonctions.

Non comparants : *Mustel de Boscroger*, avocat du roi au bailliage, le lieutenant criminel du bailliage, le vicomte de Rouen, le vicomte de l'eau, le vicomte de Pont-Audemer et Pont-Authou « chargé par les informations qui avaient esté faites de rébellion et sédition » ; le bailli du Havre, le sénéchal de St-Gervais, le sénéchal de Fontaine-le-Bourg.

2^o 16 nov. *Comparution de Riverol*, nommé le 15 septembre receveur d'exploits et amendes de la cour des trésoriers en remplacement de Martin Renard *qui s'est adjoint aux rebelles et séditeux de Rouen*.

3^o Jeudi 19 nov. — La Cour entérine la requête verbalement faite la veille par les conseillers et échevins de la ville de Rouen. « Ayant esgard à la nécessité du temps et sans tirer à conséquence » elle décide que deux conseillers, l'un de la grand chambre et l'autre des enquêtes assiste-

ront par tour aux assemblées qui se feront en lad. maison de ville. Elle désigne pour le premier mois M^{es} Robert Raulin et Pierre Serface et elle adjoint à Laurent Bigot, avocat général, qui a coutume d'y aller, le procureur général ou M^e Nicolas Damours, l'autre avocat général.

4^e Jeudi 19 novembre. *Ordonnance à tous vagabonds et soi-disant soldats de quitter la ville.* « Sur la remontrance faite par le procureur général du roy... commandement est fait à tous vagabonds, soldats et autres... de vuider et sortir hors de cette dite ville dans 24 heures sous peine de la hard et où ils seront refusans de ce faire la Cour a commandé et enjoinct aux personnes qui auront recueilli lesd. vacabons et soldats de les venir dénoncer et révéler à justice ou aux quarteniers de la ville sur peine de pugnition corporelle. »

5^e 4 décembre. M^e Guil Godefroy, avocat et premier commis au greffe, demande à faire profession de foi et exercer sa charge. La Cour donne au procureur général un délai de 15 jours pour s'informer contre sa personne.

6^e 28 janvier 1562 (v. style). Lecture et enregistrement de la nomination de Matignon comme lieutenant au gouvernement du duché de Normandie en l'absence du duc de Bouillon gouverneur et lieutenant général pour le roi. Les lettres patentes sont datées de Paris le 18 avril 1562.

7^e Vendredi 5 février 1562 (v. style). Arrêt de la Cour pour l'expulsion des protestants de Rouen.

8^e Lundi 8 février. Mention et copie des lettres closes du roi, à Blois le 3 février, ordonnant de procéder et faire procéder par les baillis, sénéchaux et juges du ressort contre les rebelles, de saisir et faire saisir leurs biens, titres et seigneuries pour les mettre en adjudication. Le procureur requiert qu'on lui délivre des copies de ces lettres pour les envoyer aux juges du ressort que l'on commettra pour cet objet. Le registre en marge mentionne qu'on a fait 7 vidimus de ces lettres.

9^e 21 février. Très curieuse requête de Jullien Picardeau, soldat de la compagnie du capitaine Maze disant « qu'à l'entrée de la ville dedans le temps de 24 heures

donné aux soldats pour saisir et faire leur profit des biens qu'ils trouveraient ès maisons des bourgeois de ceste dite ville » il a trouvé dans la maison de Nicolas Delastre, qui était au camp de l'ennemi, quelques cédules et obligations montant à une grosse somme de deniers « en quoy seraient obligées envers ledit Delastre plusieurs et diverses personnes aussi absentes et estant au camp de l'ennemi. Le soldat à qui Delastre, — probablement pour pouvoir recouvrer une partie de ses créances, — a passé une procuration spéciale qui est annexée à la requête, demande à la Cour la permission de faire exécuter les débiteurs en se subrogeant au droit de Delastre.

La Cour, après avoir entendu le procureur général, ordonne que les obligations en question seront retenues au greffe, inventoriées et remises au receveur des amendes pour en faire la poursuite au nom du requérant; elle se réserve, une fois les deniers payés, d'en ordonner la distribution comme de raison,

A la suite de cet arrêt on lit que le 15 octobre, suivant la sentence du conseiller Le Chandelier du 13 octobre, la Cour a fait remettre à Delastre ses obligations « jouxte et aux fins contenues en lad. sentence ».

25 février. Lecture et publication des lettres du roi (Blois, 15 février 1562 v. style) nommant Charles de Cossé comte de Brissac, maréchal de France, lieut. général en notre pays de Normandie et à l'armée que faisons présentement mettre sus en icelluy. « Voyans nostre principale armée occupée près notre ville d'Orléans ils y ont fait acheminer les pistoliers allemands avec la quavallerie qu'ils ont avec eulx en délibération comme nous avons été advertis de se joindre aux dits Anglois et comme ennemis ouverts de notre royaume. »

1^{er} mars 1562 Nicolle Fontaine, reçu à l'office de garde des prisons de la conciergerie, *après information sur sa vie, ses mœurs et sa religion*, prête serment et fait sa profession de foi.

22 mars 1562. Requêtes de Marie, Geneviève et Françoise Puchot, filles du défunt Jehan Puchot, sieur de Ger-

ponville et vicomte de Rouen, l'une du 6 novembre et l'autre du 11 mars dernier. Elles exposent que, depuis la mort de leur père, le 25 septembre 1557, elles sont restées dans la maison et sous l'autorité de Laurent Puchot, sieur de Gerponville et vicomte de Rouen, leur frère aîné et l'un de leur tuteurs. Mais il s'est absenté et les a abandonnées sans rien leur laisser pour vivre et s'entretenir : elles demandent une provision sur les biens et héritages de leur père. On voit qu'elles ont été recueillies par leur autre frère majeur, Nicolle Puchot s. de Belbeuf, et quelles ont encore comme tuteur Laurent Bigot, premier avocat du roi, et Laurent Puchot, leur oncle paternel (1).

1° *Deuxième registse recouvert en parchemin* (1) (*Avril, mai, juin, juillet, 1563.*) — Le premier acte le jeudi 22 avril 1563 après Pâques est l'enregistrement de la paix d'Amboise du 19 mars.

Le texte des « lettres patentes du roy données à Amboise le 19 jour de mars pour la pacification des troubles » est transcrit quelques pages plus loin.

Très peu d'actes intéressent le protestantisme. Signalons cependant deux arrêts du 26 juin. Le premier est relatif à M^e Nicolas Le Veau, procureur commun au bailliage de Rouen et sans doute un des protestants rouennais de 1562. Il demandait à être reçu à exercer son état de procureur et à faire profession de foi en invoquant les lettres patentes du 19 mars (la paix d'Amboise). Le 13 février précédent la Cour l'avait admis seulement à jouir du bénéfice des lettres de pardon données aux Rouennais mais à

(1) L'intérêt de cette requête est de nous faire saisir sur le vif le trouble que les divisions religieuses et la guerre civile avaient apporté dans les principales familles du pays. Laurent Bigot, sieur de Gerponville, le frère aîné des requérantes, était vicomte de Rouen; protestant, il avait quitté la ville après le siège. Le 14 novembre il ne comparait pas aux appeaux du bailliage de Rouen et sur la réquisition de son propre oncle, l'avocat général Bigot, adversaire passionné des protestants, on lui interdit l'exercice de son office. Le 22 avril son nom est mentionné dans un arrêt du Parlement contre un certain nombre de protestants notables de la région comme auteurs ou complices d'un homicide commis sur un prêtre et vicaire frère du lieutenant du bailli de Caux au siège de Cany. Dès le 26 janvier la cour avait décerné contre eux un mandat de prise de corps.

condition de vivre catholiquement et de n'exercer aucun office de police ou de justice. La Cour cette fois, du consentement du procureur général, l'admet à faire serment et profession de foi et le reçoit ensuite à l'exercice de son état.

Le second arrêt est rendu en faveur d'un autre procureur commun au bailliage de Rouen, Romain Varin, reçu lui aussi le 17 décembre au bénéfice des lettres de pardon, mais avec défense d'exercer son état. L'arrêt est analogue au précédent.

Le dernier acte est du 16 juillet 1563; il est relatif à l'application de la paix d'Amboise. Quelques mots des dernières lignes sont rongés par l'humidité. — En voici la teneur :

« La Court, les chambres assemblées, après avoir oy la créance proposée en icelle de la part du roi par le sieur de Bourdillon chevalier de l'ordre et maréchal de France, a ordonné et ordonne que par toutes les juridictions de ce ressort, tous officiers advocatz, procureur et autres personnes ayans charges publiques qui ont esté contraintes discontinuer l'exercice de leurs offices et charges pour le faict de la religion et de ce qui s'en est ensuyvy seront receuz à continuer le dit exercice de leurs offices et charges en faisant profession de foy [s'ils] la veulent et sans y estre [contraintz] attendu le bon vouloir et plaisir du roy » (1).

E. LE PARQUIER,

Professeur d'histoire au lycée Corneille
et à l'École des Sciences.

(1) Les mots entre crochets sont les mots rongés que j'ai cru pouvoir restituer ainsi d'après les premières lettres et le sens général. — Imbert de la Platière, sieur de Bourdillon, maréchal de France en 1562. Il était entré à Rouen le samedi 10 juillet avec quatre enseignes de Suisses catholiques. Il alla loger à Rouen et y fit placer un corps de garde pour empêcher la populace de faire une émeute contre les protestants qui rentrèrent à sa suite dans la ville. Nagerel, *Discours abrégé*, p. 300.

LE PROTESTANTISME A DOUAI DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

On pourrait croire que la terrible persécution qui a dévasté les Pays-Bas espagnols dans le cours du xvi^e siècle, a effacé du même coup jusqu'aux derniers vestiges de la Réforme en Artois et en Flandre. Ce ne serait pas tout à fait exact. Les racines jetées dans les cœurs étaient trop profondes pour être arrachées au cours d'une, ou même de deux générations. Il a fallu s'y reprendre à bien des fois, pour les extirper complètement. Si violente et si prolongée qu'ait été la poursuite de l'hérésie sous Charles-Quint et sous Philippe II, il restait de-ci de-là quelques traces du grand mouvement qui avait porté vers le protestantisme toute une partie de la population.

On découvre encore des procès pour hérésie au commencement du xvii^e siècle. Les condamnations deviennent plus rares et les châtiments sont moins rigoureux ; le grand élan est épuisé, les autorités ne craignent plus pour le catholicisme. Au sentiment de vif péril éprouvé en 1566 et pendant les années suivantes, a fait place la certitude que le danger est définitivement écarté. L'hostilité à la Réforme demeure aussi intense, elle n'a plus autant d'occasions de se manifester. Cependant on voit à Douai, dans les premières années du xvii^e siècle, comme un retour de protestantisme. Un phénomène analogue, sur lequel nous aurons peut-être l'occasion de revenir, se produit dans l'Artois.

Le 22 mai 1609, un charpentier, Mathias Lefebvre, natif de Douai, est banni pour 5 ans et 5 jours pour avoir mal parlé de la Vierge, des saints et de la doctrine catholique. On lui avait au préalable percé la langue sur un échafaud devant l'hôtel de ville. En 1586, un peigneur de sayette, Charles Lefebvre, avait été banni avec toute sa famille pour un motif analogue. Un lien de parenté exis-

tait-il entre ces deux hommes? c'est possible, mais on ne saurait oublier que ce nom était très répandu.

L'exécution de 1609 suivie de bannissement montre que le feu couvait sous la cendre. Les sympathies que la Réforme avait rencontrées lui restaient acquises, et se transmettaient pieusement dans quelques familles qui réussissaient à ne pas attirer l'attention des pouvoirs publics. Certaines âmes ne voulaient pas, ne pouvaient pas retourner au catholicisme. Elles ressentaient ce qu'exprimait à sa façon, après une période d'affaissement religieux, un mineur du ^{xx}^e siècle qui est né et qui a vécu sur le sol où se sont passés ces faits: « Quand une fois on a été à l'Evangile et qu'on y a trempé son esprit, on a beau faire, on ne saurait plus l'oublier. »

Quatre ans plus tard, à la fin de 1613, toute une série de mesures de rigueur montrent une recrudescence d'activité du protestantisme.

Joachim Hacquo, natif de Douai, est condamné à un « escondit » ou amende honorable, il doit abjurer le protestantisme et brûler de sa propre main la Bible qu'il possédait. On le bannit pour 3 ans et 3 jours. Il avait commis le crime de participer à des réunions clandestines, où l'on entendait des exhortations et où l'on chantait des psaumes. Joachim Hacquo protesta d'abord contre la sentence qui le frappait; du haut de l'échafaud où il devait faire amende honorable, il chanta des versets de psaume et déclara qu'en jetant au feu la Bible on y jetait la vérité, puis annonça qu'il se rendrait en Hollande, une fois sa peine subie.

Antoine Mousset, originaire de Bohain, avait adhéré précédemment au protestantisme; pour avoir mal parlé de la religion catholique, on le condamna à un « escondit », à l'abjuration, et à un bannissement de 10 ans et 10 jours.

Hercule Craisme est condamné aux mêmes peines pour des motifs analogues, et banni pour 3 ans et 5 jours.

Après leur abjuration, Mousset et Craisme obtinrent remise du bannissement.

Loys Frémault est également condamné à un « escondit », à brûler son livre hérétique, et à un bannissement de 5 ans et 5 jours.

La sentence de ces quatre prisonniers fut prononcée en public, le 3 décembre 1613, devant le peuple rassemblé au son de la cloche du beffroi.

Deux autres prisonniers avaient comparu devant le magistrat. Grégoire Pottau fut condamné à l'abjuration et au bannissement, Luc Richart dut seulement abjurer, puis fut renvoyé libre sous serment et sous caution.

Cette affaire avait eu du retentissement. Elle fut l'occasion d'une correspondance entre l'évêque d'Arras, Herman, et les échevins de Douai, correspondance dont il ne nous reste malheureusement qu'une seule lettre. Le 27 mars 1614, l'évêque écrivait au magistrat de Douai en faisant allusion à des poursuites que nous ne connaissons pas autrement. Il avait averti les autorités de Bruxelles « qu'il y avait en la ville de Douai aucuns faisant profession et exercice de huguenotterie. » Le magistrat, qui tenait beaucoup à la réputation de la ville touchant les choses de la foi — il y allait du bon renom et de la prospérité de l'université fondée par Philippe II — s'était plaint à l'évêque de cette dénonciation. Celui-ci répond avec hauteur qu'il est « émerveillé » de leurs doléances, il attendait plutôt des nouvelles d'un procès d'hérésie alors en cours, celui de Maximilien Joyel (1); il rappelle au magistrat qu'il lui a précédemment signalé un certain Jacques de Mantoue (2), arrêté depuis avec d'autres personnes suspectes. L'évêque mentionne sept arrestations, le registre au criminel ne rapporte que six condamnations, le septième accusé a dû être relâché purement et simplement. Jacques de Mantoue et Maximilien Joyel ont dû également échapper aux poursuites.

La lettre épiscopale revêt quelque peu l'allure d'un ré-

(1) Nous ne savons rien de Maximilien Joyel dont le nom ne se rencontre pas dans les procès criminels.

(2) Le nom de Jacques de Mantoue n'apparaît pas non plus dans les registres au criminel.

quisitoire contre la négligence du magistrat, la surveillance des échevins ne doit point cesser.

De ces données diverses, il ressort qu'une petite communauté protestantes'était réformée à Douai au xvii^e siècle; sitôt que l'évêque en entend parler, il excite le magistrat à la répression.

Le sort tragique de la Réforme dans cette cité est étudié ailleurs (1), quelques débris surnagent; ou plutôt, une génération après l'écrasement de 1566 et de 1578, on retrouve une petite communauté qui célèbre son culte et dont l'existence excite le courroux de l'évêque d'Arras. Elle fut aisément détruite.

Une nouvelle condamnation pour hérésie apparaît vingt ans plus tard. Le 25 avril 1633, Philippe Hanache, relieur, était poursuivi par les soins de l'université; on avait trouvé en sa possession un livre hérétique, l'*Antithèse* (2). Remis entre les mains de l'échevinage, il fut condamné à un « escondit », on lui perça la langue d'un fer rouge, puis on le bannit à toujours.

C'est la dernière trace de protestantisme que nous ayons relevée à Douai dans la première moitié du xvii^e siècle. Il n'apparaît plus guère ensuite. En 1667, la ville était prise par Louis XIV et la domination française succédait au régime espagnol; le changement de politique n'entraîna, comme on sait, aucune modification dans le domaine religieux.

On trouvera ci-dessous les jugements dont il vient d'être question, et la lettre de l'évêque d'Arras. On trouvera aussi les articles des comptes de la ville qui mentionnent la dépense occasionnée par l'exécution des sentences.

Ces lignes n'ont d'autre but que de servir de fil conducteur dans la lecture de ces documents rencontrés au cours de diverses recherches, documents que nous n'avons

(1) *Les hérésies et la Réforme au pays de Douai, d'Arras et de Béthune*. L'ouvrage est à l'impression.

(2) *Antithèse des faits de Jésus-Christ et du pape*. Il en existe plusieurs éditions françaises et latines.

pas l'intention d'utiliser et qu'il serait regrettable de laisser dans l'oubli.

P. BEUZART.

Jugement de Matthias Lefebvre (1).

On fait sçavoir par les archiducs comtes de Flandre, bailly et eschevins de ceste ville pour justice, que lon bannit de cested. ville et eschevinage cinq ans et V jours, à peine de fustigation ou aultre arbitraire, Matthias Lefebvre, charpentier, natif de ceste ville, chargé, attainct et convaincu, tant par tesmoins que sa confession propre, d'avoir tenu plusieurs propos scandaleux, erronés et hérétiques, contenans blasphèmes énormes et exécrables contre lhonneur de Dieu, sa sainte mère et des saintz, et de nostre sainte foy et religion catholique, non récitable, craignant plus grand scandal, et ce sont les causes pour lesquelles on le bannit comme dessus, mains tenues.

Publié en parvys, après qu'il at eu la langue percée sur ung eschaffault, devant led. parvys, le xxii^e de may 1609.

Jugements de Joachim Hacquo, Antoine Mousset, Hercules Craisme, Loys Fremault, Grégoire Pottau et Luc Richart (2).

Veu le procez fait par devant nous pour Iustice, dentre le lieutenant de Monsieur le Bailly du gouverneur d'une part, et *Joachim Hacquo*, natif de ceste ville, prisonnier icy présent deffendeur d'autre ; — Les informations tenues à sa charge, recolement et confrontation de tesmoins, les interrogatoires à lui faictes, ses dénégations, variations, confessions, ce quil a voulu faire et dire à sa justification ; — la conclusion dudict lieutenant et celle en droict, — nous avons dict et disons que le dict Hacquo se trouve attainct et convaincu, tant par ses dictes confessions, comme aultrement, d'avoir hanté et conversé avecq gens malfamez et suspectez dhérésie, avoir esté présent et assistant à diverses assemblées où auroyent esté tenuz et proferez plusieurs propos scandaleux contre les sacrements et cérémonies de l'Eglise, soy trouvé à la presche des hérétiques, acheté ou fait acheter et rapporter en ceste ville la Bible d'une version déffendue, réprouvée et hérétique, et chanté les pseaulmes mis en rymes par Clément Marot et Théodore de Bèze, aussy défenduz et réprouvez.

(1) Archives de Douai. *Registre aux sentences criminelles*, de 1582 à 1624, FF 390, fol. 164 v^o.

(2) Même registre, fol. 203-206.

Pour réparation de quoy, faisant droict sur la calenge du dict lieutenant, nous avons condamné et condamnons le dict Ioachim de faire réparation honorable, sur ung eschaffault dressé à ces fins au devant du parvis de ceste maison eschevinalle, de illecq en linge blancq, tenant une torse ardante en sa main, dire et déclarer à haulte et intelligible voix quil lui desplait amèrement davoire eu la dicte hantise et conversation, davoire assisté aux Assemblées et se trouvé à la dicte presche, avoir rapporté la dicte Bible et chanté les dicts pseaulmes, et de faire profession publique de la sainte foy et vraye religion catholicque apostolique et romaine, avec abjuration de toutes sectes et hérésies contraires à icelle, et de jeter de sa propre main au feu la dicte Bible déffendue, le bannissant en oultre trois ans et trois jours sans rachat de ceste ville et eschevinage, à peine de correction arbitraire.

Lad. sentence oye par led. Hacquo, il a déclaré quil en appelloit à la court, et que sil eust pensé avoir telle honte, il se fusse plustost frappé le cousteau au corps, refusant dy acquiescer. Depuis, aprez que Anthoine Mousset et Hercules Craisme eurent acquiescé à leurs sentences, led. Hacquo a esté content de le faire aussy, mais y allant et estant sur leschaffault, a chanté par derision avecq scandal au poeuple, aucuns aians dict quil avoit chanté de trois pseaulmes, puis estant sur leschaffault, avecq contenance estrange, tantost riant, ores se courrouchant, et disant que mil hommes rangez ne lesbranleroient pas, puis au lieu de dire quil luy desplaisoit davoire hanté gens mal famez, a dict gens bien famez. Si a esté rapporté que bouttant lad. Bible au feu, se disoit boutter la vérité au feu, et oultre plus a dict que le pays de Hollande est ung brave pays et quil sy vœut rendre.

Veu le procès faict par devant nous pour Iustice, dentre le lieutenant, Monsieur le bailly de ceste ville demandeur ad cause de son office d'une part, *Anthoine Mousset* natif de Bohain prisonnier, icy présent, deffendeur d'autre, informations préparatoires, recolement et confrontations de tesmoings, interrogatoires à luy faictes, ses responses, dénégations, variations, confessions et se quil a volu dire et faire à sa justification; — la calenge et conclusion du dict lieutenant et celle en droict, — nous avons dict et déclaré, disons et déclarons que le dict Mousset se trouve attainct et convaincu, tant par sa confession comme aultrement, davoire aultrefois adhéré et suivi la religion nouvelle prétendue reformée, avoir hanté et conversé familièrement avecq plusieurs malfamez et suspectez dhérésie, davoire proféré et soustenu plusieurs propos scandaleux et hérétiques contre quelque sacrement, cérémonies et sacrés mystères de

l'église, pour réparation de quoy, faisant droict sur la dicte calenge, avons condamné et condamnons le dict Mousset de faire réparation honorable en linge, genoux fleschis, teste nue, tenant une torse ardante ès mains sur ung eschafault dressé au devant du parvis de ceste maison eschevinalle, disant et déclarant à haulte et intelligible voix quy luy desplaist amèrement d'avoir suivi la dicte religion nouvelle prétendue réformée, eu la dicte hantise et conversation, proféré telz propos hérétiques, et faire profession publique de la sainte foy et vraye religion Catholique apostolique et romaine, avecq abjuration et détestation de toutes hérésies et sectes contraires à icelle. Le bannissant en oultre de ceste ville et eschevinage, dix ans et dix jours, à peine de correction arbitraire.

Veu le procez demandé pour Justice par devant nous, à la requête du lieutenant, Monsieur le Bailly demandeur pour office d'une part, *Hercules Craisme* natif de ceste ville prisonnier icy présent deffendeur d'autre, les informations préparatoires, recollement et confrontations de tesmoins, interrogatoires à lui faictes, ses responses, dénégations, variations, confessions, ce quil a volu dire et faire à sa justification ; — calenge et conclusion dudict lieutenant et celle en droict, — nous avons dict et déclaré, disons et déclarons que ledict Craisme se trouve attainct et convaincu d'avoir usé et proféré propos scandaleux et hérétiques contre notre St Père le Pape et la religion catholique et aultres en dérision des églises et de ceulx qui les fréquentent.

Pour réparation de quoy, faisant droict sur la dicte calenge, avons condamné et condamnons le dict Craisme de faire réparation honorable en linge, teste nue, genoux fleschys, tenant une torse ardante en main, sur ung eschaffault dressé au devant du parvis de ceste maison eschevinalle, disant et déclarant à haulte et intelligible voix quil luy desplaist amèrement d'avoir proféré lesdicts propos scandaleux et hérétiques, si à faire lavoit, pour rien ne le feroit, den prier mercy à Dieu et à Iustice, et sur ledict eschaffault faire profession publique de la sainte foy, vraye religion Catholique, apostolique et romaine, avecq abjuration et détestation de toutes hérésies et sectes contraires à icelle, le bannissant en oultre de ceste ville et eschevinage cinq ans et cinq jours sans rachat, à peine de correction arbitraire.

Les dicts *Antoine Mousset* et *Hercules Craisme* aiant satisfait aux sentences contre eulx rendues, retournent en halle ont déclaré que, en conformité de leur profession, ils font estat, par la grâce de Dieu, de vivre et mourir en l'église catholique apostolique et romaine, suivant quoi ilz désiroient bien soy retirer en ville catho-

lieque et de l'obéissance de leurs st. st. Sie (1), supplians à cest effect d'avoir lettres certificatoires de ceste ville. Pourquoy leur ont esté accordé ces présentes.

Veu le procez demené pour Iustice par devant nous, à la requête du Lieutenant de Monsieur le Baillyde ceste ville demandeur pour office d'une part, *Loys Fremault* prisonnier icy présent deffendeur daultre, les informations préparatoires, recolement de tesmoins, interrogatoires à luy faictes, ses responses, dénégations, variations, confessions et ce quil a volu dire et faire à sa justification, la calenge et conclusion dudict lieutenant et celle en droict, — nous avons dict et déclaré, disons et déclarons que ledict Fremault se trouve attainct et convaincu d'avoir eu hantise et conversation familière avecq gens mal famez et suspectez dhérésie, eu et retenu en sa maison ung livre contenant plusieurs traictés reprouvez et hérétiques, soustenu en icelle personnes chantans pseaulmes mis en rimes par Marot et Bèse, et vehementement suspecté duser de propos scandaleux et hérétiques contre légglise Catholique, sacrementz et cérémonies dicelle, pour réparation de quoy en faisant droit sur la calenge du dict lieutenant, nous avons condamné et condamnons ledict Frémaul de faire réparation honorable en linge, teste nue, genoux fleschys, tenant une torse ardante en mains, sur ung eschaffault dressé au devant du parvis de ceste maison eschevinalle, disant et déclarant qu'il luy desplait amèrement d'avoir eu telle hantise et conversation, et retenu chez soy le dict livre, soustenu les dictes personnes, faire profession de légglise catholique apostolique et romaine, etabjuration des hérésies, de jeter au feu de sa propre main le dict livre, le bannissant en oultre de ceste ville et eschevinaige cinq ans et cinq jours, à peine de correction arbitraire.

Prononcé aux dictz quatre prisonniers en jugement, le peuple y évoqué, à son de cloche, le troisième décembre 1613.

Et au regard de *Grégoire Pottau*, prisonnier icy présent, pour avoir hanté et conversé avecq gens mal famez et suspectez dhérésie, suspecté d'avoir chanté les pseaulmes de Marot et Bèse, et d'avoir tenu plusieurs propos contre les saintz, contre légglise, sacrementz et cérémonies dicelle, nous luy avons ordonné et ordonnons de faire icy, à huys ouvert, profession publique de la foy catholique apostolique et romaine, et abjuration de toutes hérésies et sectes contraires à icelle, luy interdisant ceste ville et de ny rentrer sans grace, à peine de correction arbitraire.

(1) Abréviation indéchiffrable.

Et quant à *Luc Richart*, luy a esté ordonné de faire lesdictes profession et abjuration, sy a esté renvoyé quo v. s. q. à sa caution juratoire.

Prononcé auxdicts deux prisonniers en mesme forme, jour et an que dessus.

**Lettre de Herman, évêque d'Arras, au sujet de divers
hérétiques, le 27 mars 1614 (1).**

A Messieurs les échevins de la ville de Douay.

Messieurs,

Ayant leu la vôtre du xii de ce mois, je me suis esmerveillé qu'en lieu de recepvoir response pour la mienne escripte à votre greffier criminel, Mathieu Sale, qui ne tendoit à aultre fin que pour entendre le succès du procès de Maximilien Joyel, vous m'escriviez du grand marrissement qu'avez eu de ce que j'aurais averty S. A. qu'il y avoit en votre ville de Douay aulcuns faisans profession et exercice de hugenotterie.

Pourquoy ay voutu réduire en mémoire ce qui s'est passé en ceste matière, et trouve qu'il n'y a nul subject de juste doléance, car dez le commencement ay faict entendre à Messieurs du Magistrat ce que je pouvois apprendre de mauvaises intentions de *Jacques de Mantoue* et ses complices, et des propos scandaleux quy se tenoient aulcunes fois en aulcunes tavernes, jardins et maisons circonvoisines. Et ay eu grand contentement d'entendre depuis les debvoirs et diligences que ceulx du Magistrat avoient faict, tant en la violation du logis dudict Jacques qu'en l'apprehension de sept personnes suspectes, comme aussy je suis esté satisfait de la communication et correspondance qu'ilz ont tenuz avecq moy, en laquelle j'ay monstré toute mutuelle confidence.

Mais ayant appris des députez du dit magistrat que le dit *Maximilien Joyel*, lequel estoit tenu pour le plus coupable taschoit d'obtenir abolition en court et conversion de la peine en quelque amende pécuniaire, je déclairay auxdits députez d'en vouloir escripre à S. A. afin que l'exécution fut laissée au Magistrat mesme, conforme à l'advis prins pour ceste cause, ce que je n'auroys escript sy je n'eusse eu ladite information des députez, et reconnu que cela ne leur estoit aucunement désagréable.

En quoy je ne me suis de tant oublié que d'escripre chose aucune que puisse tendre au préjudice ou intérêt du Magistrat ni de la ville, ains au contraire ay tousjours eu esgard à leur réputation et repos, et particulièrement loué lesdits debvoirs et dili-

(1) Archives de Douai, En layette, non inventorié.

gences, comme je feray tousjours avec toute paternelle affection, l'occasion se présentant, m'assurant que continuerez en observant bien soigneusement les hantises et conversations de ceulx qui viennent des lieux infectez et, sous ombre de commerce, practiquent avecq les bourgeois et habitans d'icelle ville, laquelle je prie Dieu de conserver, Messieurs, sous votre heureux gouvernement en un bon et florissant estat.

D'Arras, le xxvii mars 1614.

Votre bien affectionné en service,

HERMAN, Evesque d'Arras.

Jugement de Philippe Hanache (1).

Veu le procès criminel encommenché par devant le magnifique recteur de l'Université, depuis renvoyé par devant nous et parensuivy à la requeste du lieutenant de Monsieur le bailly de ceste ville, allencontre de *Philippes Hanache*, relieur de livres, natif de Billy-Grenay-lez-Lens, prisonnier icy présent, les informations tenues à sa charge, tant à la dite Université que par devant nous, les interrogatoires à lui faictes, ses responses, variations, confessions et dénégations, confrontation de tesmoins, ce qu'il a voulu faire et dire à sa justification, la calenge et conclusion dud. lieutenant et celle en droict, le tout considéré et eu advis, nous avons dict et déclaré, disons et déclarons ledit Phil. Hanache attainct et convaincu d'avoir proféré divers blasphèmes et calomnies contre le crucifix, et contre la Vierge Marie mère de Dieu, d'avoir eu en mains et leu des livres hérétiques l'ung nommé *l'Antitèse* contenant blasphèmes et calomnies contre l'honneur et en mépris de sa Sainteté, pour réparation desquels cas l'avons condamné et condamnons de faire escondit et réparation honorable sur un eschaffault à ces fins dressé au devant le parvy de ceste maison eschevinalle, et illecq, teste nue, à genoux fléchis et vestu de linge blancq, avecq torse ardante en main, dire et déclarer à haulte et intelligible voix qu'il luy desplaist amèrement d'avoir commis telles indignitez contre Dieu, sa Mère et le chef de sainte Église, que si à faire l'avoit, pour rien ne le feroit, et d'en prier mercy à Dieu et justice, et jeter au feu led. livre pour y estre consommé, et ce faict d'avoir la langue percée d'ung fer candent, si l'avons

(1) Archives de Douai, *Registres aux sentences criminelles*, de 1624 à 1685, FF 391, fol. 55.

banny et bannissons de ceste dite ville et eschevinage à tous jours et toutes nuicts, sur peine de la hart ou autre arbitraire.

On fait sçavoir par le roy nostre Sire, comte de Flandre, Bailly et eschevins de ceste ville pour justice, que l'on bannit de ceste ville et eschevinage à tous jours et toutes nuicts, sur peine de la hart ou autre arbitraire, Philippes Hanache, relieur de livres, natif de Billy-Grenay-lez-Lens, pour avoir proféré en divers lieux et en présence de plusieurs personnes, blasphèmes et calomnies contre le crucifix et contre la Vierge Marie, mère de Dieu, eu et leu livres hérétiques contenant blasphèmes et calomnies contre l'honneur et en mépris de sa Sainteté, qui sont les causes pour lesquelles on le bannit comme dessus.

Publié au parvy après la réparation en feu et linges, et bruslure du livre nommé l'Antitèze, et que ledit Hanache a eu la langue percée, eschevins en nombre, le vingt-cinq d'avril 1633.

Registre CC. 333 (1612-1613) (1).

fol. 140.

Au dit Salle, greffier criminel, pour avoir fait ung voiaige vers la Seigneurie d'Arras, affin de lui communiquer le procès de sept prisonniers suspectez d'hérésie, où il a vacqué huit jours à six L. par jour, lui a esté payé : XLVIII L.

Registre CC. 334 (1613-1614).

fol. 156-157.

Aud. Comelin pour aultres despens de bouche après avoir faict plusieurs debvoirs à la recerche et information de ceux suspectez d'hérésie, dont aucuns ont esté condamné à réparation au devant de la maison de la dicte ville, où y at esté dressé ung eschaffault et y brusler aucuns livres, a esté païé par ordonnance au VII^e de, décembre xvii^e treize, coût livres....

A M^e Denis de la Porte, officier des haultes et basses œuvres pour avoir, à l'ordonnance de Loy, bruslé ung livre erronné, prohibé de notre mère l'Église, sur ung eschaffault, présent Joachim Hacco auquel ledict livre appartenoit, a esté païé : III L.

Aud. de la Porte, officier, pour à l'ordonnance de Loy avoir bruslé ung livre erronné, aussy prohibé de notre mère l'église, et ce en présence de Loys Frémault auquel ledict livre appartenoit, a esté payé : III L.

(1) Archives de Douai. *Comptes des aides*.

Registre CC. 356 (1632-1633).

fol. 111.

Audiet Claude, la somme de six livres pour avoir ensuiete de notre ordonnance criminelle du vingt-neufviesme jour d'apvril seize cens trente trois, perché la langue d'un fer chaud à Philippe Hanappe, et pour avoir led. jour bruslé ung livre en la présence dud. Hanappe, païé par ordonnance et quietance : vi L.

HAUTS FAITS DES JÉSUITES A STRASBOURG EN 1702

On sait, grâce au volume de notre collègue M. R. Reuss, dont le *Bulletin* a rendu compte jadis (1887, p. 439) (1), avec quelle désinvolture Louis XIV foula aux pieds les libertés religieuses de l'Alsace qu'il avait solennellement promis de respecter dans la capitulation de Strasbourg du 30 septembre 1681. — Voici un document de plus à l'appui de la démonstration si péremptoire de notre collègue. C'est une lettre que M. Georges Girard, élève de l'école des Chartes, a extraite du volume 1572 (n° 225) des archives historiques du Ministère de la Guerre et publiée dans les *Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècle*. (N° du 1^{er} oct. 1911.) Elle a été écrite à Chamillart par le syndic royal de Strasbourg (2), J.-B. Klinglin, à l'occasion d'un de ces faits divers qui alimentaient la chronique locale des journaux.

Une Bernoise ayant fait mourir, à Wasselonne, son enfant illégitime, avait été condamnée à avoir la « tête tranchée », à Strasbourg, et devait, suivant l'usage, être « assistée à la mort » par des ecclésiastiques. Cette pauvre fille étant calviniste, c'est-à-dire ni luthérienne ni catholique, l'ammeister Reiss, bien que catholique lui-même, avait, dans le doute, chargé de cette mission, à la fois deux

(1) *Louis XIV et l'Église protestante de Strasbourg*, 1887.

(2) Chargé de surveiller, pour le roi, les conseils de la ville.

pères jésuites et deux pasteurs luthériens. Lorsque, l'avant-veille de l'exécution, après la proclamation de la sentence, les pères jésuites se rendirent à la prison, ils y trouvèrent les pasteurs luthériens et leur déclarèrent aussitôt qu'ils n'avaient pas le droit de parler à cette fille puisqu'il s'agissait « de convertir une calviniste qui ne pouvoit embrasser la religion luthérienne ». Le syndic naturellement leur donna raison puisque, « s'agissant d'accompagner ou consoler une criminelle qui n'estoit ny catholique ny luthérienne, il ne pouvoit y avoir de doute que ce ne fust aux ecclésiastiques catholiques comme de la religion dominante ou du prince ». En conséquence les pasteurs laissèrent le champ libre aux jésuites.

Il faut lire le texte même de la dépêche de Klinglin pour comprendre l'importance qu'avait, à ses yeux, en cette banale et lamentable affaire, le triomphe des révérends pères. Ce triomphe ne fut d'ailleurs que de pure forme. Klinglin avoue qu'après avoir été catéchisée pendant 48 heures, « à sept heures du matin qui est l'heure qu'elle a esté tirée de la prison pour estre conduite au supplice, Anne-Marie Schwebingerin *n'avoit point encore changé de religion*, et, après l'exécution même, tout le monde estoit persuadé qu'elle estoit morte calviniste ». Mais il croit devoir ajouter, pour « sauver la face », que le père Hugg l'avait assuré « qu'elle avoit... crû la réalité, le purgatoire, l'invocation des saints bonne, récité les prières catholiques, qu'à *en juger par l'extérieur*, elle estoit morte catholique ».

Noble triomphe, en vérité, et qui a dû, comme tant d'autres, hélas, singulièrement augmenter la piété de ceux qui en furent témoins!

N. W.

Lettre de M^r Klinglin (Strasbourg, 2 juin 1702).

Monseigneur,

Je doibs avoir l'honneur d'informer très humblement Vostre Grandeur d'un petit différend qu'il y a eu avant hier après midy,

entre deux Pères Jésuites et deux ministres luthériens de cette ville, mais qui a esté terminé à la satisfaction entière des premiers.

Le cas est tel : le magistrat de la même ville, ayant ledit jour matin condamné une femme nommée Anne-Marie Schwebingerin, native de Liess en Suisse, canton de Berne, et calviniste, d'avoir la teste tranchée pour avoir tué un enfant illégitime, dont elle estoit accouchée au mois d'avril dernier dans le bourg de Wasslenheim, dépendance de la même ville, il ordonna que la sentence lui seroit annoncée suivant l'usage establi dans le même magistrat (*sic*) le même jour à midy, pour estre exécutée le surlendemain conformément audit usage; et comme, par le même usage, les ecclésiastiques que l'on a coustume de donner aux criminels et pour les assister à la mort doivent entrer dans la prison à l'instant après que la sentence de mort leur a esté prononcée, pour les préparer à la mort, l'on estoit convenu à l'Hostel de Ville, que l'on feroit prier deux Pères Jésuites de se trouver à la prison à ladite heure pour ledict effect, et afin de porter ladite femme à embrasser la religion catholique, s'il se pouvoit.

Mais le sieur Reiss, ammeistre régent de cette ville, catholique né qui s'estoit chargé de le faire, au lieu de s'y conformer, fit, par je ne sçay quelle raison ny motif, avertir les ministres et en même temps aussy les Pères Jésuites; les ministres se rendirent les premiers en la prison, et les dits Pères étant survenus, ils ne voulurent pas qu'ils parlassent à ladite femme, alléguant qu'ils avoient eus ordre de l'assister, les Pères soutenant au contraire avoir cet ordre, et que d'ailleurs les ministres ne devoient pas y estre par les ordonnances du Roy, s'agissant de convertir une calviniste qui ne pouvait embrasser la religion luthérienne.

Ayant esté informé de ce qui se passoit à la prison, je pris le party d'aller sur le champ chez monseigneur le Coadjuteur luy faire part du différend et du sujet qui l'avoit occasionné, qui est l'imprudence dudit sieur Reiss, luy remontrant même que la faute ayant esté faite par un catholique, il n'y avoit nul lieu de présumer, comme il se pourroit si ledit sieur Reiss estoit luthérien, que cela se fût fait en haine de la religion catholique. Et ensuite, j'envoyay le greffier criminel dans la prison pour prier lesdits ministres de ma part de se retirer, leur faisant remontrer qu'ils n'avoient que faire là, que la faute du s^r Reiss ne les en mettoit point en droit, qu'une calviniste qui n'estoit ny leur paroissienne, ny de leur religion ne les regardoit point, que s'agissant d'accompagner ou consoler une criminelle qui n'estoit ny catholique, ny luthérienne, il ne pouvoit y avoir de doute que ce ne fust aux ecclesiastiques catholiques comme de la religion dominante ou du Prince.

Mes remontrances ont eus l'effect que j'en avois attendu; les ministres se sont retirez et les Pères Jésuites y sont demeurez seuls jusques aujourd'huy matin qu'ils l'ont accompagnée au lieu du supplice où elle a esté exécutée. A sept heures du matin, qui est l'heure qu'elle a esté tirée de la prison pour estre conduite au supplice, elle n'avoit point encore changé de religion, et après l'exécution même, tout le monde estoit persuadé qu'elle estoit morte calviniste. Mais le père Hugg qui est celuy qui l'a assistée à la mort m'a assuré qu'elle avoit fait tous les actes d'une catholique, crû la réalité, le purgatoire, l'invocation des Saints bonne, récité les prières catholiques, qu'à en juger par l'extérieur, elle estoit morte catholique.

Comme ce différend pourroit estre mandé à Vostre Grandeur autre qu'il n'est, j'ay crû qu'il estoit de mon devoir de le luy escrire dans ses véritables circonstances et espère que Vostre Grandeur approuvera la conduite que j'y ay tenue. J'ay l'honneur d'estre, avec un très profond respect, Monseigneur, de Vostre Grandeur, le très humble, très obéissant et très obligé serviteur.

KLINGLIN.

à Strasbourg, ce 2 juin 1702.

En tête de la lettre dont la dernière phrase et la signature sont autographes se trouve un résumé de l'affaire suivi de la mention « *aprouvé* ».

UNE COLONIE DE RÉFUGIÉS FRANÇAIS EN OSTROGOTHIE AU XVIII^e SIÈCLE

J. P. Catteau-Calleville, pasteur de l'Eglise réformée française de Stockholm à la fin du XVIII^e siècle, donne, dans son *Mémoire sur le progrès de la tolérance en Suède* (1), de curieux détails sur une colonie de Réfugiés français en Ostrogothie (Suède).

(1) *Bibliothèque suédoise* ou recueil des Variétés littéraires et politiques concernant la Suède. (Stockholm, 1783-1784, 12°; autre édition Upsala, 1789, 8°.)

Il se trouvait, dit-il (*op. cit.*, t. II, 1784) vers l'année 1753 une colonie de Réfugiés français en Zélande (1), mécontente de son sort; elle avait pour chef un nommé *de la Porte*, fils d'un procureur de Picardie. Ce *de la Porte* instruit du goût qu'on avait en Suède pour les manufactures, en fit proposer une de toile fine, ou batiste claire et broché de la façon de Saint-Quentin, Cambrai ou Valenciennes. La proposition fut acceptée, et la colonie, forte de 35 personnes, se transporta dans la ville de *Wadstena* (2), située en Ostrogothie. On lui accorda un pasteur et un temple. Elle travailla quelques années et forma des apprentifs suédois; ensuite, ne trouvant pas la position à son gré, elle se dispersa (3).

Nous savons, grâce aux registres de l'Eglise réformée française de Stockholm, le nom de celui qui fut probablement l'unique pasteur de cette petite communauté. Il s'appelait *Jean-Philippe Lavigne*. Il est mentionné, avec son titre, à plusieurs reprises, comme ayant remplacé le pasteur de la communauté réformée de Stockholm, *J. Voullaire* (4), dans les années 1761-1762, et fit bénir par lui son mariage avec Elisabeth Paboul, réformée habitant Stockholm, le 2 juin 1762, comme en témoigne le registre des mariages « leurs annonces ayant été publiées à la chapelle de Mr l'Envoyé d'Hollande » (5).

Ce détail donne à penser que Lavigne était d'origine wallonne et peut-être envoyé par les synodes wallons.

On ignore la date de la mort du pasteur Lavigne. Mais sa veuve, Elisabeth Paboul, qui était d'une famille réformée rattachée à l'Eglise française de Stockholm depuis les origines, donna à cette communauté les livres de son mari, en décembre 1784 (*Reg. des Résolutions*, 12 déc.); peu après, elle disposa, en faveur de la même communauté, d'un capital de 888 *Rixdalers* 42 s. 8 r contre

(1) Danemark.

(2) Célèbre par le couvent fondé en 1363 par sainte Brigitte.

(3) Catteau-Calleville déclare que ces détails lui ont été communiqués par M. Kulander, pasteur luthérien de Wadstena.

(4) Genevois, plus tard pasteur à Bossey (Heyer, *L'Eglise de Genève*, p. 529).

(5) Il existait en effet à Stockholm une Eglise réformée hollandaise qui comptait environ 20 familles vers 1740. Il fut question pour elle de fusionner avec l'Egl. réf. française en 1824; elle disparut vers 1825, faute de membres et légua, dit-on, ses biens, partie à l'Eglise allemande, partie à des œuvres charitables.

lesquels les membres du Consistoire, par acte dûment transcrit au *Reg. des Résolutions* le 7 janvier 1785, déclarent que l'Église paiera à ladite dame une rente viagère égale au 10^e de la somme léguée. La veuve Lavigne mourut d'ailleurs à Stockholm le 26 janvier 1785.

La bibliothèque wallonne de Leyde conserve le seul souvenir à nous connu de la communauté réfugiée à Wadstena : c'est une empreinte en cire du sceau de cette Église dont on donne ici la reproduction. On y voit la *colombe* identique comme forme à celle qui orne certaines des croix huguenotes de la même époque.



La date de 1753 donnée par Catteau-Calleville, et celles fournies par les registres de l'Église française de Stockholm montrent que la communauté réformée de Wadstena s'est maintenue au moins une dizaine d'années. Quant à l'industrie introduite par les réfugiés picards, elle s'est maintenue jusqu'à nos jours : la dentelle de Wadstena, imitation de celle de Valenciennes, est maintenant une spécialité suédoise.

Je serais infiniment reconnaissant envers ceux qui, après avoir pris connaissance de cette notice, pourraient me communiquer quelques renseignements sur le *de la Porte* dont il y est parlé ou sur tout autre détail.

CH. SERFASS,

pasteur de l'Église Réformée française
de Stockholm.

DEUX LETTRES INÉDITES DE SAINT-HYACINTHE

(1742-1744)

Saint-Hyacinthe ou Thémiseul sont les pseudonymes d'un écrivain satirique dont le premier livre, *Le chef-d'œuvre d'un inconnu*, fonda la réputation en 1714. Né à Orléans, le 24 ou 27 septembre 1684, d'Hyacinthe de Saint-Gelais et d'Anne Mathé, son épouse, d'après Sébastien de Castres, il s'appelait, en réalité, d'après les frères Haag (IX, 86), Paul Cordonnier et était fils de J. J. Cordonnier, lieutenant-colonel du régiment d'Orléans ou écuyer portemanteau de Monsieur. On a prétendu même qu'il était issu du mariage secret de Bossuet avec Mlle de Mauléon. Elevé après la mort de son père à Troyes, il reçut une bonne instruction au collège de l'Oratoire et devint officier de cavalerie. Fait prisonnier à la bataille d'Hochstedt (1704), il fut envoyé en Hollande, revint à Troyes, alla inutilement offrir ses services à Stockholm (1709), puis revint en Hollande. Plusieurs aventures l'obligèrent successivement à quitter ce pays et à y retourner. Il s'y associa aux auteurs du *Journal littéraire*, et, tout en exploitant par plusieurs rééditions, le succès de son premier ouvrage, il y enleva, en 1722, Suzanne de Marconnay, une des filles du colonel de Marconnay, sieur de Châteauneuf, qu'il alla épouser en Angleterre.

C'est alors qu'il semble avoir passé au protestantisme vers lequel il dut, toutefois, déjà incliner en 1714, puisqu'à cette date il écrit ces vers à propos du massacre des Vaudois :

On eût vu des Français devenir des sauvages
Des chrétiens l'emporter sur des Antropophages
Le Catholique (on tremble à ces affreux récits),
Manger du Huguenot, et le mettre en hachis.
Tant d'autres faits hideux séans à l'Athéisme,
O ciel! ô juste ciel! sont les jeux du Papisme.

Quoi qu'il en soit, malgré sa notoriété, son activité littéraire et de retentissants démêlés avec Voltaire, il fut toujours dans la gêne, et ne parvint à sortir d'une difficulté que pour tomber dans une autre. D'après les frères Haag il aurait obtenu une pension sur le fonds des réfugiés et serait mort dans la patrie de sa femme, à Genecken, près de Bréda, en 1746, « ne laissant qu'une fille qui, après la mort de sa mère, alla s'établir à Troyes sous le nom de Mlle de Marconnay et fut pensionnée comme nouvelle catholique ».

Les deux lettres inédites que nous publions ici et que nous avons trouvées dans les papiers Read, non seulement nous donnent une idée des difficultés au milieu desquelles se débattait le pauvre écrivain quelques années avant sa mort, mais nous montrent encore qu'il était plus attaché au protestantisme que les savants auteurs de *la France protestante* ne le laissent entendre. Elles nous apprennent, en effet, que sa fille aînée fut enlevée à Paris, par « la vieille duchesse d'Antin et deux autres dames, un jour que sa mère dinoit dehors », et ainsi emmenée aux Nouvelles Catholiques, — et qu'il avait encore deux autres enfants, puisqu'il ajoute : « C'est ce qui a fait que j'écrivis à sa mère de quitter promptement Paris avec ses deux autres enfans et ce qui m'a empêché d'y retourner. » — On ne sait ce que devinrent ces deux cadets.

CH. BASTIDE.

I

A Monsieur de la Motte, à Amsterdam.

A Lecluse, ce 27 juin 1742.

Monsieur,

C'est avec une extrême joie que j'ai appris (1) par une lettre de M. Mortier que votre santé étoit bonne et que vous pensiez à moi avec bonté. J'aurais eu l'honneur de vous marquer plutôt le double plaisir que cela me cause sans une maladie violente qui me sur-

(1) Saint-Hyacinthe adopte dans les livres dont il corrige lui-même les épreuves aussi bien que dans ses lettres, une orthographe phonétique.

prit dans le tems que je me proposois de le faire. Cette maladie ou j'ai longtems luté contre la mort est la seconde dont on a cru que je n'échapperois pas depuis le mois de septembre dernier et l'interval entre ces deux maladies a toujours été une fièvre intermittente souvent très violente ce qui ma jetté dans un affoiblissement si grand que depuis deux mois que je suis hors de danger je ne puis qu'à peine aller de ma chambre à la porte de ma maison, ni rien faire de suite ne fusce que des bagatelles. Mon état est le plus cruel qu'on puisse imaginer. Non seulement il y a dix mois que je suis malade, mais ma feme et ses deux enfans le sont. J'ai quitté Paris il y a deux ans pour venir icy régler des affaires que je croyois bonnes et qui devoient l'être puisque c'étoit des revenus que je laissois accumuler et dont je me privois pour payer quelques dettes. Ceux qui en ont eu l'administration ont trouvé le secret de tout arranger pour leur interest et de tout absorber. De plus on m'a fait un procès de la part du cohéritier, et son receveur dans ce pays qui est un des plus grand coquins que j'aye jamais vu, fait force chicane sur les choses du monde les plus claires pour pescher aparenmant en eau trouble et avoir le plaisir de me faire détester ce pays cy à quoi je vous assure qu'il a bien réussi. Enfin les juges ont mis l'affaire en arbitrage et quoi que je ne puisse encore me soutenir, je me suis fait transporter icy pour les finir. Je verrai coment tout cela tournera en peu de jours après quoi si mes forces reviennent un peu je tâcherai de prendre huit ou dix jours pour faire le voyage de Hollande dont vous, Monsieur, et deux autres personnes seres l'objet principal. Je vous conterai mes aventures, depuis que j'ai quitté l'Angleterre. Je vous dirai coment on a séduit ma fille aînée, que la vieille duchesse Dantin et deux autres dames vinrent prendre un jour que sa mère dinoit dehors et emmenèrent aux nouvelles catholiques ou la séduction continue. C'est ce qui a fait que j'écrivis à sa mère de quitter promptement Paris avec ses deux autres enfans et ce qui m'a empêché d'y retourner. Vous verres, Monsieur, dans le récit de mes aventures une suite d'incidens fâcheux dont on s'étonneroit si on pouvoit s'étonner de la malignité des homes.

J'ai dépensé icy beaucoup d'argent et je n'en puis guère toucher qu'après le mois de septembre. J'ai icy deux cofres plains de Ms qui viennent de bonne main, un bon office que vous pourries me rendre, Monsieur, seroit de me trouver quelque libraire qui voulut les imprimer. Je vous dirai confidenment que j'ai trouvé M. Mortier si honête home que je voudrais bien que ce fut lui et voicy ce que je m'étois proposé : de les lui donner pour liquider un reste de compte qu'il y a entre lui et M. de Bavi et dont il est juste qu'il soit payé. Je voulois même lui proposer qu'après être convenus du prix d'un Ms, il ne m'en

payeroit en argent que la moitié et en garderoit l'autre en déduction de ce qui lui est du jusques à l'entier acquit de la some qui n'est pas considérable.

Mais outre qu'il est occupé à l'impression de plusieurs bons livres, ma situation présente est trop pressante pour m'avoir permis de lui faire cette proposition ainsi je ne lui ay parlé de rien. J'aurai toujours occasion de lui en fournir quand il lui plaira d'en avoir. Ainsi, Monsieur, vous pouvez, si vous le jugez à propos, proposer à tel libraire qu'il vous plaira et cela sans me nommer le choix des Ms dont je prends la liberté de vous envoyer la liste.

Je ne sais s'il est parvenu jusques à vous un petit livre que je fis imprimer à Paris sous le titre de *Divers écrits sur l'amour et l'amitié, sur la volupté et la politesse. La théorie des sentimens agréables et des pensées détachées* du feu marquis de Charost. Il parut et le mareschal de Noailles et le duc de Villars s'étant plaint de ce qu'ils avoient cru trouver leurs portraits dans les pensées détachées, le Cardinal voulut en arreter le débit. Cela n'empêcha pas qu'il ne s'en fit deux éditions en quatre mois de tems. En effet le livre a été trouvé charmant, j'en puis parler avec éloge n'y ayant que deux pièces de moi et tout le reste venant de bonne main. On m'a dit que le livre n'a pas été réimprimé en Hollande. Vous pourriez proposer, Monsieur, à quelque libraire de le faire. J'en enverrais un exemplaire revu avec exactitude et l'auteur de la Théorie des sentimens ayant depuis retravaillé cet ouvrage j'écrirais pour l'avoir et je sais que c'est à présent un morceau très considérable. Le libraire ne payera rien de ce qui ne sera qu'imprimé et je lui enverrai de quoi faire un second et même un troisième volume de Pièces qui ne seront pas moins intéressantes par exemple :

Le factum de M. de la Rivierre au sujet de son mariage avec la marquise de Coligni fille de Bussi Rabutin, ce qui est admirablement écrit.

Les lettres de cette marquise à M. de la Rivierre.

D'autres lettres de M. de la Rivierre à M^{me} la Marquise de Lambert et autres, tant en vers qu'en prose. Ce qui est absolument inconnu ou du moins connu de deux ou trois personnes.

Des dissertations de M. de la Rivierre sur l'amour.

Une lettre d'Héloïse à Abélard du même.

Divers petits traités et lettres de feu M^{me} la Marquise de Lambert.

Ensuite :

Le Recueil des Traductions et Poésies du Marquis de la Fare.

Le Recueil complet des vers et de la prose de M. de Charlerat.

Poésies de M. le Marquis de Saint-Aulaire. C'est lui qui me les a données mais s'il vit encore, je ne puis les faire imprimer, ne devant le faire qu'après sa mort.

Révolutions de la République Romaine par M. Subtil.

Vie de Jules César par le même. Cela n'est pas fini, mais ce sont des commencemens précieux par la disposition et le style. Je suis aussi le seul qui les aye excepté l'original qui est dans la famille.

Diverses pièces très curieuses supprimées à Paris et destinées aux remarques des mémoires d'Amelot de la Houssaye... Mais peut-être auront-elles passé en Hollande et qu'on les y aura imprimées avec les dits mémoires ce qu'il faudra que j'examine.

Recherches critiques sur la vanité des Peuples au sujet de leur origine.

Histoire des Amours d'Euriale et de Lucrece traduite du latin d'Æneas Sylvius et comparée avec l'histoire de la Comtesse de Tende avec une lettre au sujet des lettres latines de la Comtesse de Degenfeldt et de Louis Charles électeur Palatin.

Une lettre fautive d'Héloïse à Abelard par feu M. Raymond Des-cours le traducteur des premières qui firent tant de bruit.

Et plusieurs autres petites pièces. Si le titre ne convient pas, le libraire peut en choisir un autre, mais comme toutes ces pièces viennent de gens de nom et qui écrivoient admirablement, la politesse et la variété m'assure du débit de l'ouvrage.

Si un libraire veut quelque chose de plus sérieux, j'ai un recueil précieux de lettres, mémoires, ordonnances, capitulations, états de troupes, etc. pour servir à l'histoire de France sous les règnes de François 1^{er}, Henry III, Charles IX, tout cela est copié sur des originaux des lettres de ces princes, de la Reine Catherine, des Connetables, des Secrétaires d'État, des généraux d'armées. On trouve aussi parmi ces papiers des instructions données aux ambassadeurs et les lettres où ils rendent compte de leurs négociations, ce que la France fit alors à la cour de Rome, et ce qu'elle fit en Angleterre au sujet de la condamnation de la Reine d'Écosse, sous la reine Élisabet. Il y a plus une si belle suite de lettres du duc de Guise qu'on leur pourroit donner le titre de mémoires. Deux académiciens de l'Académie des belles lettres à Paris ont voulu avec instance faire imprimer tout ceci avec deux volumes in-4^o qu'ils ont donnés sur l'histoire de France, mais comme il se trouvoit de certaines pièces qu'ils disoient qui empescheroient le privilège et qu'ainsi il falait les supprimer, je ne l'ai pas voulu.

J'ai de plus un manuscrit intitulé *Abrégé des matières civiles, criminelles, ecclésiastiques et des principes du Gouvernement* fait en 1710 par un ministre pour M. le Dauphin duc de Bourgogne. Cela est extrêmement clair, instructif et c'est l'original dont je suis l'unique possesseur.

J'en ai d'autres encore. Mais en voilà assez pour commencer. Je vous les enverrai de tout mon cœur, et vous serez le maître, Monsieur, d'en disposer. L'expérience que j'ai faite pendant si long

tems de vos bontés m'assure que je ne puis rien confier en de meilleures mains.

Si vous m'honorez d'une réponse je vous supplie de me donner des nouvelles de M. des Maizeaux, que j'aime et que j'honore et dont cependant il y a dix ans que je ne n'ai point de nouvelles. Contans de nous aimer nous ne nous embarassons plus de nous le dire et je ne veux point lui faire couler de ports de lettres. Je renvoie vos ordres chez M. Neungheer Greffier du franc à L'écluse en Flandres. Je suis Monsieur, et je serai toute ma vie avec respect et reconnaissance votre très humble et très obbéissant serviteur.

SAINT-HYACINTHE.

II

A Monsieur de la Motte à Amsterdam.

Je ne puis avoir une occasion d'écrire à Amsterdam, Monsieur, sans en profiter pour réveiller en vous le souvenir d'un home à qui le tems ni l'éloignement ne feront point oublier la reconnaissance qu'il vous doit ni ne diminueront point l'attachement qu'il vous a voué. Apprenes-moi je vous prie l'état de votre santé et de vos yeux dont vous vous plaignies autrefois et ajoutes y des nouvelles de M. des Maizeaux et de M. Le Courayer si vous en avez. Je vis dans un désert ou j'en'ai de comerce qu'avec des gens qui sont morts il y a plusieurs siècles, et pour dire la vérité je m'y trouverois très bien, si les seuls homes dont je ne puis me passer ne s'apliquoient beaucoup plus à me ruiner qu'à me servir. Cet inconvénient me chassera de ma retraite et je m'aprocherois peut être un peu de vous.

On a du vous remettre mes *Recherches filosofiques* aussitost qu'elles ont commencé à pouvoir être distribuées. Ce n'est pas un livre que je vous ai envoyé pour lire. Il est trop mal imprimé et trop plein de fautes. C'est seulement un tribut que j'ai voulu payer à l'amitié et à l'estime. Je voudrois bien Monsieur avoir des occasions de vous en donner des preuves considérables. Peu sensible aux choses de cette vie, ç'en seroit une dont je serois extrêmement touché. Je suis et je serai toujours Monsieur avec un dévouement inviolable votre très humble et très obbéissant serviteur.

SAINT-HYACINTHE.

A Flessingue, ce 28 août 1744.

Mélanges

AVANT ET APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

Chronique des événements relatifs au Protestantisme de 1682 à 1687 (1)

A Paris, le 8^e Mars 1687.

Chopin a esté débouté de sa requeste. On n'a pas trouvé que sa prétendue maladie pût le tirer de prison, et on va travailler à son procès.

Le cardinal d'Estrées, voyant de quelle manière S. S. en avoit usé à l'égard des franchises, et le peu de considération qu'il avoit pour la France, n'ayant demandé que le retour du courrier qu'il avoit dépesché en France, s'est retiré à la vigne du prince Pamphile, assez près des portes de Rome où il attend les ordres du Roy. S. M. est très mécontente de tout ce qui s'est passé à Rome depuis la mort de son ambassadeur. Il l'a fait sçavoir à M^r le Nonce par M^r de Croissy, et luy a mesme dit qu'il sçauroit bien maintenir un droit qui luy estoit acquis, dont les Roys ses prédécesseurs estoient en possession et qui luy appartenoit si légitimement, qu'il envoyeroit un ambassadeur à Rome qui le sçauroit bien maintenir. Il y a mesme des lettres qui disent que ce cardinal veut s'en revenir en France.

Il n'est pas fort assuré que le marquis de Lavardin soit nommé pour l'ambassade de Rome, la marquise sa mère y apportant trop de difficulté. (Fol. 219 v^o.)

Les lettres de Londres portent que Milord Duras, comte de Faverchan, n'est plus dans les bonnes grâces du roy d'Angleterre à cause qu'on a intercepté quelques-unes de ses lettres qu'il écrivoit au Prince d'Orange avec qui il avoit correspondance secrette. Le Roy luy a osté sa charge de capitaine des Gardes du corps et l'a donnée à un autre. Ce Milord s'est voulu justifier disant que ce n'estoient que des lettres d'honnesteté et le Roy

(1) Voy. *Bull.* de 1911, p. 552-554.

d'Angleterre a aussi cassé plusieurs autres officiers, soupçonnez de la mesme intelligence.

Il est arrivé un courrier de Vienne en cette cour, dépêché par l'Empereur, avec des lettres pour le Roy, par lesquelles S. M. Imp. luy écrit qu'il n'a jamais eü intention de prendre les armes quand mesme il auroit fait sa paix avec le Turc, et il en donnoit sa parole Impériale, et que si S. M. ne s'en contentoit pas, qu'il luy donneroit par écrit, et que pour plus grande assùrance, qu'il avoit aussi dépêché un courrier en Espagne pour faire sçavoir à S. M. Cath. ses sentimens afin qu'il prist les mesmes mesures, que pour ce qui regarde les prétentions que Madame a sur le Palatinat, cela s'accommoderoit incessamment et qu'il avoit donné des ordres très pressants à la Diète de Ratisbonne pour décider cette affaire, puisqu'elle ne s'estoit pü accommoder entièrement à l'amiable; et qu'à l'égard d'Ausbourg, que cette ligue n'estoit que deffensive; ce qui s'estoit toujours pratiqué, et que S. M. T. Ch. en pouvoit tout aussi former une avec qui il luy plairoit, qui estoit tout ce que S. M. pouvoit souhaiter de luy afin de continuer une paix perpétuelle.

On assure qu'il y a assurément ligue entre les rois d'Angleterre, de Danemark, l'Électeur de Brandebourg et autres princes d'Allemagne, signée avec la France et l'Angleterre, et que les Hollandois ont résolu de se tenir neutres et donner satisfaction pour les affaires de Bantam (1) au roy d'Angleterre, ainsi qu'à la France et que cela a esté réglé à 8 millions.

Le Roy a donné au marquis de Montrevel, Lieutenant-général de la cavalerie légère la lieutenance de Roy de Guienne, et au marquis du Bordage la charge qu'avoit Mr de Montrevel.

Il est arrivé avant hier un courrier d'Allemagne; mais on ne sçait pas encore le sujet pourquoy.

A Paris, le 13^e Mars 1687.

Suivant les intentions du Roy le cardinal d'Estrées est revenu à Rome pour y agir suivant ses ordres. S. M. auroit trouvé plus à propos qu'il n'eût point quitté le Palais Farnèse que d'estre allé à la vigne du prince Pamphile.

Les courriers qui se sont égarez à cause des neiges en passant dans les Alpes, ont trouvé plusieurs corps morts de ces pauvres misérables des Vallées, qui apparemment ont péri de faim et de misère et qui s'estoient cachez en des cavernes dans ces montagnes-là.

Les Siamois sont partis de Brest le dernier du passé (en

(1) Voir *Bull.* 1911 p. 336, au 20 nov. 1686.

marge : La *Gazette* marque ce départ au 2 de Mars) après avoir donné 4 ou 5 fois des bals publics aux Dames de cette ville là et à plusieurs personnes de remarque qui y sont. Lorsqu'ils furent montez sur les 6 vaisseaux qui les conduisent avec toute leur suite, on fit 3 décharges de 3000 chacun tant de canon que de toute l'artillerie et boîtes de la ville, avec de grands fanfares (*sic*) de trompètes, tambours et autres instruments et il y eut ce jour-là grande feste et réjouissance par toute la ville; mais on appréhende que ce voyage ne se fasse pas si heureusement que l'on le souhaite, à cause qu'il n'y a pas assez de vaisseaux, estant aussi fort petits pour porter la quantité de monde qu'il y a dessus, mais on n'en peut pas envoyer de plus grands, parce que les eaux sont fort basses dans les mers de Siam et dans la rivière du mesme nom et que de gros vaisseaux ne pourroient aborder; on craint aussi les maladies à cause de la grande quantité de monde qu'il y a sur ces vaisseaux.

Le Roy d'Angleterre continue toujours à attirer le plus de catholiques qu'il peut dans son party, et encore, outre les mylords dont on a parlé, il s'est converty dix seigneurs anglois. On ne void pas que S. M. Brit. ait dessein de rétablir l'ordre de Malte dans son Royaume. Ce qui faisoit courir ce bruit, c'est que le comte de Salibury, qui va servir les Vénitiens avoit dessein de demander cette dignité qui le feroit premier baron du Royaume, ou le dernier des Vicomtes. On parle qu'il y a plusieurs milords qui veulent se déclarer bientost catholiques. Il y a des lettres qui portent que S. M. Britannique a fait faire de grandes instances à S. M. T. C. pour la continuation du repos des couronnes, crainte qu'il ne s'allume une guerre sur le sujet de convertir la trefve en paix. Le Roy a remis ses différens entre les mains de S. M. Britannique, à condition qu'ils seront terminez dans le mois d'octobre prochain; ce qui chagrine bien des gens de guerre.

Le Sr Dobreuse (1), gentilhomme Poitevin de la Religion et frère de la Duchesse de Zell, est mort depuis peu à Hombourg. La princesse sa sœur luy a rendu tous les honneurs qu'on luy pouvoit rendre. Elle en a mesme pris le deuil et sa suite; mais le prince son mary n'a pas crû en devoir user de mesme, veû le rang qu'il tient et porter le deuil d'un simple gentilhomme. Il en est néanmoins bien affligé.

Mr le Chancelier a esté pour la première fois présider au grand Conseil. Il fut reçu suivant la cérémonie qui se pratique en pareille occasion. Il estoit accompagné des maistres des requestes. Le président Barentin le complimenta.

E. GRISSELLE.

(1) L. d'Olbreuze. Cf. *Doc. d'hist.* 1911, p. 279, 587 et 591.

SÉANCES DU COMITÉ

12 décembre 1911.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, E. Chatoney, E. Rott, J. Viénot et N. Weiss. MM. J. Pannier, R. Reuss se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Bonet-Maury annonce que les démarches entreprises en faveur de la veuve de M. Léon Soulice qui a donné à notre Bibliothèque des manuscrits et livres, sont en bonne voie.

Le président engage les membres du Comité à s'entendre pour combler les vides que la mort a creusés dans nos rangs au cours surtout de la présente année. Une conversation s'engage, à la suite de laquelle M. Paul Mellon a été nommé membre de notre Comité à l'unanimité. Puis M. Puaux présente quelques exemplaires de la brochure consacrée à l'inauguration du Musée du Désert. Cette brochure sera abondamment répandue et ne pourra que favoriser la popularité et le développement du Musée.

Dans le but d'encourager ceux qui s'imposent de réels sacrifices pour mettre en pleine lumière les services rendus par tel ou tel réformateur, ou encore le caractère de telle ou telle partie de notre histoire, le Comité décide de souscrire à un certain nombre d'exemplaires de la biographie de Pierre Viret par M. Jean Barraud et à celle de F. Oberlin par M. C. Leenhardt.

Le secrétaire annonce qu'il a reçu à cette date la somme de 1693 francs représentant les collectes de 53 Églises à l'occasion de la Fête de la Réformation.

Bibliothèque. — Elle a reçu de M. E. Chatoney deux gravures, un fort beau portrait à la manière noire du pasteur Alexandre Morus et une estampe satirique intitulée : *Déroute et Conversion des Jansénistes au Calvinisme*. Le secrétaire présente aussi une caisse que lui a remise il y a quelque temps déjà M. H.-V. Aubert, ancien directeur de la Bibliothèque de Genève, et qui renferme, sur fiches classées par ordre alphabétique, des *Notes sur les Églises réformées de France de 1555 à 1592, et plus particulièrement, de 1555 à 1562, et sur les pasteurs les desservant*. Ces notes contribueront à jeter quelque lumière sur la période, encore généralement obscure, de la formation et de l'organisation de nos Églises. Deux volumes anciens : Castellion, *De imitando Christo*, Basileæ 1576, et *Lettres du Chevallier de Villegaignon sur les remonstrances à la Royne Mère du Roy sa souveraine Dame touchant la Religion* (1561) ont pu être acquises à bon compte.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Les origines de la Théologie moderne.

Tel est le titre, quelque peu ambitieux (1), d'un ouvrage de longue haleine que M. l'abbé Aug. Humbert publie dans la *Bibliothèque théologique* éditée par Gabalda (Lecoffre). Le 1^{er} volume a paru tout au début de 1911 sous ce titre : *La renaissance de l'antiquité chrétienne (1450-1521)* (2), et « étudie les préliminaires de la transformation théologique » par laquelle une nouvelle « théorie des sources théologiques s'élabore peu à peu, se modelant aux événements qui révolutionnent alors l'Eglise ». L'auteur veut nous faire assister à « l'éclosion des idées qui aboutiront aux décrets du concile de Trente » ; car « c'est jusque-là qu'il voudrait conduire ses lecteurs » et « c'est là seulement qu'un jugement définitif sera prononcé sur ces idées », puisque « c'est de là seulement qu'on peut saisir leur véritable portée ». Ces idées sont surtout celle de l'Eglise et celle de l'Evangile, qui luttent longtemps pour le privat de l'autorité dogmatique « au milieu de la dissolution des idées traditionnelles ». Or, « pour que ce conflit soit intelligible, il doit se représenter à nous dans le cadre vivant des passions qui le mit en relief. Aussi la seule façon de décrire son évolution nous a semblé fixée par l'histoire littéraire de ces mêmes idées ». A vrai dire, la première étape de la nouvelle doctrine s'arrête à 1517 et clôt en même temps la période de la renaissance de l'antiquité chrétienne » ; mais « les 2 années qui suivirent l'achèvement de cette élaboration de la théologie de Wittemberg ne comptent pas en réalité pour celle-ci. Elles se rattachent à un autre développement, très important aussi, mais qui diffère de celui dont le terme avait été cette doctrine mystique et spéculatrice qui s'autorisait de la Bible et de Saint Augustin ».

(1) L'auteur en convient [(Introduction, p. 7), « mais c'est le seul qui s'accorde au plan qu'il s'est proposé ».

(2) In-12 de 358 p., 3 fr. 50, comme pour tous les volumes de la même collection, dont celui-ci est le 6^e. Les autres sont : Pourrat, *La théologie Sacramentaire*; Gardeil, *La Crédibilité et l'Apologétique* et *Le donné révélé et la théologie*; Neubert, *Marie dans l'Eglise anténicéenne*; Michelet, *Dieu et l'Agnosticisme contemporain*.

D'autre part et « d'un point de vue purement extérieur, 1520 est une année décisive dans l'histoire de l'expression de la nouvelle théologie ». En effet, « jusqu'alors le parti humaniste et réformateur ne forme qu'un groupe et, malgré la diversité des caractères et des tendances, marche vers un but qui semble commun ». Mais « il en sera tout autrement à partir de cette date ».

Ces quelques citations peuvent suffire à montrer l'esprit du livre, esprit qu'on peut sans hésitation, je crois, qualifier de nouveau dans la théologie catholique. Elle commence à comprendre et à savoir mener une polémique vraiment scientifique, à coups d'arguments sérieux et de réflexions profondes, et non plus seulement d'injures, d'allusions ou d'artifices perfides, de réticences et de sous entendus calculés, de manœuvres habiles. La critique de la Réformation, telle qu'elle est formulée dans la conclusion du livre de M. H., est calme et mesurée et doit faire réfléchir, puisque, comme toute œuvre humaine, celle de Luther aussi a ses faiblesses et ses ombres, et que, d'autre part, si nous voulons apprendre à nous connaître réellement, ce sont nos ennemis plus que nos amis qu'il faut écouter. M. H. est un ennemi, non point redoutable — car nous ne redoutons pas la vérité et lui savons gré de nous aider à la découvrir — mais très respectable, qui sans doute s'attache plus à montrer les défauts que les qualités du mouvement qui a enfanté le Protestantisme, mais qui, du moins, ne semble jamais s'écarter sciemment de ce qu'il considère comme la réalité et même — allons plus loin — ne nous semble jamais s'écarter beaucoup de ce que nous aussi devons considérer comme la réalité objective. Son œuvre est partielle, donc partielle, et c'est à nous de la compléter, mais elle renferme bien un côté de la vérité, côté que nous sommes peut-être tentés de laisser trop dans l'ombre sinon d'ignorer complètement.

Voici le sommaire de ses 7 chapitres :

1. *Les directions traditionnelles*. Théologie scolastique et tentatives de réforme au moyen âge. Écriture et mystique, connaissance contemplative et science discursive.

2. *Les précurseurs*. Wycliffe et les Lollards. Leurs réfuteurs (Thomas Netter de Walden, confesseur de Henri V, et Réginald Pecock, évêque de Chichester); les bibliistes allemands (Jeanucherat de Wesel, Jean Pupper de Goch et Wessel).

3. *La nouvelle science*, les sources populaires de la renaissance biblique en Italie (humanistes), en Angleterre (John Colet), en France (Jacques Lefèvre, Josse Clichtou), en Allemagne (Reuchlin).

4. *Philosophia Christi*. Les *Adnotationes* de Valla, l'*Encomion*

morias d'Erasme, le Nouveau testament grec, la scolastique remplacée par la doctrine du Christ.

5. *Saint Jérôme contre saint Augustin*. Le 1^{er} est encore le patron de la théologie chez Reuchlin, Erasme, Mutian, Cajétan et même chez Melanchthon. C'est Luther seul qui lui oppose le 2^e (*De spiritu et Littera*) dans la fameuse lettre à Spalatin, destinée à Erasme.

6. *La théologie de Wittemberg* dans les gloses sur le *De Trinitate* et sur les *Sentences* ainsi que dans les Commentaires sur les Psaumes (thèmes du Christ crucifié et du *Verbum divinum*).

La *Bible* et *saint Augustin* dans le Commentaire sur l'Épître aux Romains et dans les sermons de 1516. Staupitz, son *Libellus de executione eterne predestinationis* (janvier 1517, résumé de ses prédications à Nuremberg) et son traité *De l'amour de Dieu* (prêché à Munich, Avent de 1517); Karlstadt et les thèses pour Feltkyrchen, son commentaire sur le *De Spiritu et Littera*; thèses de Luther pour Franz Günther.

Ce 1^{er} volume (1) donne l'envie d'en connaître la suite; c'est le plus bel éloge qu'on en puisse faire; il est très instructif, surtout pour des protestants, qui n'ont pas besoin d'accepter toutes ses conclusions, mais qui y verront les choses sous un angle inaccoutumé et tout de même légitime.

ТН. ССН.

Jean-Jacques Rousseau Genevois (2).

Tel est le titre, bien choisi par son auteur, feu M. Gaspard Vallette (3), d'un livre qui a pour but nettement exprimé et directement poursuivi d'un bout à l'autre, de prouver que l'origine genevoise explique toute la vie et les œuvres de Rousseau, en d'autres termes que « sa rupture avec le milieu français n'est, à tout prendre, qu'un retour instinctif à son fonds original et naturel, à son tréfonds genevois, protestant et populaire » (p. 84). Cette thèse n'est, sans doute, pas tout à fait neuve; mais jamais peut-être elle n'a été poursuivie et développée d'une manière aussi systématique et énergique, du moins à un point de vue ami; car les ennemis de Rousseau ont senti dès l'abord en lui un étranger, mais le jugeant par haine, l'on mal jugé.

Comment M. V. fait-il la preuve de sa thèse? Quel plan suit-il? Autant que son titre, son plan est simple et lumineux.

(1) Quelques parties ont déjà paru dans la *Revue des Sciences philosophiques et théologiques*.

(2) Plon, 1911, XXX-454 p., 2^e édition.

(3) Mort le 7 août 1911 d'une maladie de cœur aggravée soudain par la perte de son ami intime, Phil. Monnier. Il était né le 13 mai 1865 au presbytère de Jussy (canton de Genève).

D'abord, une introduction qui passe la revue rapide des jugements formulés sur Rousseau par les principaux écrivains qui se sont occupés de lui, indique sommairement et préalablement que « sa première originalité, et la plus essentielle, est de n'être pas Français, mais Genevois... et combien il le restera toujours dans sa vie, dans son caractère, dans sa pensée et dans son œuvre ». Cette originalité est affirmée sans réserve non seulement par Rousseau lui-même et par les meilleurs esprits genevois tels que Mallet-Du Pan, Madame de Staël, Amiel, Sayous, Vinet, Marc Monnier, Philippe Godet, Charles Borgeaud, etc., mais aussi par « presque tous les Français dont l'opinion compte », ceux surtout auxquels la haine a donné de la clairvoyance : pour Proudhon, « cette tête fêlée n'est pas française », elle est la « bête noire » de Veuillot, et Saint-Beuve ne « manque pas une occasion de rappeler combien Rousseau fut incompris et déserté des vrais Gaulois comme Collé et parut répugnant aux contemporains attachés à la pure tradition française et classique ». Chuquet reconnaît que « c'est de Genève qu'il tient son amour-propre, son humeur indépendante, défiante et sombre, un esprit de mécontentement et de contradiction, ces singularités qui font du Genevois une boîte à surprises ». Lanson constate qu'« il a échappé à l'éducation française, aux conventions mondaines, aux règles littéraires, qui falsifient chez nous les tempéraments dès l'enfance... à tous les préjugés que notre xvii^e siècle était apte à créer ». Pour Faguet, « c'est chose constante qu'il a perpétuellement eu les yeux tournés vers Genève pendant toute sa vie ». Brunetière voit dans la prédication du « retour à la nature, le renversement de l'ancienne discipline sociale, de l'ancienne morale et esthétique françaises ». Pour Texte, il n'est pas Français « par l'éducation, par le quiétisme protestant qui rattache son spiritualisme à la pensée et à la piété germaniques », et semble « résumer en lui tout ce que le protestantisme a pu ajouter en sortant de France de profondeur, de variété, de personnalité à l'esprit français » ; car si à Genève « l'intelligence est latine, l'âme est souvent germanique ; de là sont nés les plus singuliers et parfois les plus douloureux malentendus ». Trouvant qu'il « n'y a qu'une raison très forte à opposer à ceux qui voient dans le romantisme français un produit étranger, c'est qu'il est tout entier en germe dans Rousseau ». Vogüé fait « l'aveu cruel » que « pour nous défendre contre le reproche d'intoxication allemande ou anglaise, nous sommes contraints de reconnaître qu'il est Suisse, le sang qui coule depuis un siècle au plus profond de nos veines littéraires. »

M. V. s'occupe encore, trop longuement peut-être, des écrivains tels que Nourrisson, Lemaître et Lasserre, qui montrent un parti pris de haine manifeste et aveugle ; nous ne leur ferons pas cet honneur, ne connaissant que trop bien leurs préventions

ataviques; cependant, à leur propos, nous voudrions trouver chez M. V. une plus nette et plus vive compréhension de ceux qui reprochent à Rousseau une influence désastreuse en France, non parce que ses idées étaient fausses, mais parce qu'elles sont tombées dans des esprits nullement préparés à les recevoir et à les digérer, dans des esprits fatalement portés, au contraire, par leur nature même, à les falsifier, à les exagérer, à les déformer de toute manière. M. V. cite (p. 87) une phrase quasi prophétique de Rousseau lui-même qu'il aurait dû méditer : « Il en est de la liberté comme de ces aliments solides et succulents, propres à nourrir et fortifier les tempéraments robustes qui en ont l'habitude, mais qui accablent et ruinent les faibles et délicats qui n'y sont point faits. » Vérité au delà du Jura, peut être erreur en deçà. Passé, tradition, éducation, antécédents de toutes sortes qui pèsent comme autant de fatalités inéluctables sur les peuples comme sur les individus, peut-être même plus, ne se laissent pas rayer d'un trait de plume et, ignorés ou méprisés, se vengent avec une rigueur impitoyable.

L'Introduction nous ayant déjà donné comme une ébauche de l'ouvrage lui-même, nous pourrions le parcourir plus rapidement.

Livre I^{er} : Genève dans la formation de Rousseau.

Chapitre I^{er} : Genève au début du XVIII^e siècle, ses caractères distinctifs de cité indépendante, républicaine à forme aristocratique, protestante, morigénée par des lois somptuaires et des arrêts contre le théâtre, intellectuelle; sa classe moyenne, surtout les horlogers.

Ch. II : Enfance de Rousseau à Genève (1712-28).

Ch. III : Influences étrangères (Savoie et Paris). La seule part de la Savoie est d'avoir « mûri dans Rousseau ce sentiment intime et passionné de la nature, dont une âme d'enfant n'avait connu, au presbytère de Bossey, que le premier éveil encore incertain et timide » (p. 43). Quant à Paris, « sont-ils assez d'un Genevois, ces deux voyages à pied de Soleure à Paris et de Paris à Chambéry, et surtout, dans ce voyage de retour, l'étonnement mêlé d'effroi qu'éprouve Rousseau à voir ce qu'est un paysan français terrorisé par la seule pensée des commis et des rats de cave? » « Et cette réflexion naïve que lui suggère l'incident : Je croyais que c'était comme en Suisse, où tous les habitants à leur aise sont en état d'exercer l'hospitalité. » Voici d'ailleurs le résumé spirituel dans lequel M. V. condense tout ce chapitre : « Si, comme on l'a dit, il a fait en Savoie, par lui-même et tout seul, sa classe de philosophie, c'est à Paris qu'il fit ensuite, longuement et péniblement, sa rhétorique... Pendant les huit ans (1742-9) qu'elle dura, il s'efforce vainement de devenir un Parisien comme tous

les autres et cherche sa voie en tâtonnant, mais sans aboutir à rien, dans les genres les plus divers » (p. 55-6). Ce qui l'empêche de réussir, c'est qu'« au moment même où il fait le plus d'efforts pour être pareil aux hommes du monde et de lettres qu'il fréquente, il reste moral, distingue le bien et le mal, et, s'il fait le mal, loin de s'en glorifier, il ne se le pardonne pas. C'est là un trait foncier qui le distinguera toujours de ses contemporains français ». Il ne sera jamais fanfaron du vice, jamais gaulois. Une autre différence bien caractéristique aussi et qui d'ailleurs peut aisément être rattachée à la précédente, est son absolue indifférence pour la beauté artistique; elle aussi « peut être relevée comme un trait genevois bien constant du caractère intellectuel de Rousseau ». Ainsi ce qui l'intéresse à Venise, ce n'est point ce qui attire la foule des visiteurs, « décor, palais et églises, peinture et architecture — le silence même des *Confessions* en témoigne avec éloquence » — c'est uniquement la « comparaison entre la constitution de cette grande république et celle de sa petite patrie. » Et voici une reflexion de Saint-Preux qui précise l'impression produite par Paris sur Rousseau : « C'est le premier inconvénient des grandes villes que les hommes y deviennent autres que ce qu'ils sont et que la société leur donne pour ainsi dire un être différent du leur. Cela est vrai surtout de Paris... Ce peuple imitateur serait plein d'originaux qu'il serait impossible d'en rien savoir, car nul homme n'ose être lui-même. Il faut faire comme les autres; c'est la première maxime de la sagesse du pays. Cela se fait, cela ne se fait pas : voilà la décision suprême. » Enfin — *last but not least* — ayant à rédiger les articles de musique pour le grand *Dictionnaire des arts et des sciences*, « par un trait de caractère bien genevois, il se croit engagé d'honneur à livrer son travail dans le terme prescrit. Candide simplicité! Il fut le seul collaborateur prêt à temps. En récompense, le libraire négligea de le payer. » Avouons toutefois qu'il ne fallait pas absolument être de Genève pour avoir cette candeur!

Ch. IV : *La crise intérieure?* Conversion, c'est-à-dire retour aux origines. Séjour à Genève (1754), qui subit à ce moment même une importante transformation, corrélative à l'arrivée de Voltaire aux Délices.

« Le succès éclatant du premier *Discours* révèle à Rousseau la nécessité d'être lui-même. » Pour cela, « il lui fallait rompre avec le présent parisien tout artificiel et factice, et revenir à sa vraie nature... Après le succès du *Devin du village*, il refuse de voir le Roi qui veut le complimenter, il sacrifie ainsi la pension annuelle que Louis XV voulait lui attribuer. Geste ombrageux et fier qui ne fut pas compris ». Un geste de cette sorte n'est jamais compris du vulgaire, mais combien il est apte à nous rendre sym-

pathique celui qui l'osa et qui ne plia pas les genoux devant Mammon. Geste républicain s'il en fut ! Dès le début du *Discours sur les sciences et les arts* (1749), « l'individualisme de Rousseau s'insurge contre la trompeuse uniformité de la société française, où nul n'ose paraître ce qu'il est ». Et après avoir secoué le joug dogmatique des philosophes du jour, il s'en prend au luxe et « propose l'exemple des vieux Suisses à l'imitation des peuples corrompus et amollis par la richesse ». Puis il stigmatise « les effets avilissants de la mondanité. Le besoin d'être applaudi, surtout par les femmes », dont il ne faut pas effaroucher la pusillanimité, entraîne l'artiste à rabaisser son génie au niveau de son siècle et à composer des ouvrages communs qu'on admire de son vivant plutôt que des merveilles qu'on n'admira que longtemps après sa mort ». Mais « à la source de tous ces maux, Rousseau place l'éducation que reçoivent les jeunes Français » et qui, « tout extérieure, tout intellectuelle, tout artificielle, orne l'esprit et corrompt le jugement, enseigne toutes choses à la jeunesse excepté ses devoirs ». Que d'actualité dans toutes ces critiques, et combien peu nous avons changé ! Ne dirait-on pas cette phrase écrite aujourd'hui : « On ne demande plus d'un homme s'il a de la probité, mais s'il a des talents, ni d'un livre s'il est utile, mais s'il est bien écrit » ?

Voilà donc la rupture couronnée « avec le Paris philosophe et mondain auquel il a, pendant dix ans, tenté en vain de s'assimiler, avec la société brillante, spirituelle et corrompue qu'il continue de voir, mais qu'il a cessé d'admirer ».

Livre II : *Genève dans l'œuvre de Rousseau.*

Ch. I : *La Lettre à d'Alembert sur les Spectacles* (1758) est un acte de civisme genevois. Parallèle entre Voltaire et Rousseau : l'ironie de l'un s'adresse à l'esprit seul, l'éloquence de l'autre ne parle qu'au sentiment. « Quand ils entrent en lutte, Voltaire est le Français qui veut conquérir Genève aux mœurs et aux fêtes de Paris, Rousseau est le Genevois qui prétend défendre les vieilles maximes de la Cité contre l'invasion des mœurs et des principes étrangers. » Combien de ses réflexions sont encore à méditer aujourd'hui, combien même sont aujourd'hui plus poignantes qu'alors, témoin celle-ci : « Les lois somptuaires favorisent les mariages heureux et féconds et font qu'on ne craint point la multitude des enfants. » Ne dédaignons pas trop non plus ce jugement sur Molière, dont le théâtre est « une école de vices et de mauvaises mœurs, plus dangereuse que les livres mêmes où l'on fait profession de les enseigner ». En effet, comme l'ajoute M. V., « n'est-ce pas la vérité et la vertu qui sont bafouées dans *Alceste* au profit du scepticisme et de la lâcheté morale ? » Vis-à-vis des

spectacles, « le point de vue de Rousseau est radicalement puritain, c'est-à-dire genevois. C'est l'effet moral seul qui le préoccupe ». Si cet effet est prouvé mauvais, ni l'intérêt intellectuel, ni la beauté artistique ne suffisent plus à justifier le théâtre. Rousseau ne se pose même pas cette question, et M. V. regrette que ce « moralisme genevois outrancier » l'ait rendu incapable de comprendre Molière et La Fontaine. Si M. V. voulait envisager et pouvait suivre jusqu'au bout toutes les conséquences du relâchement moral au milieu duquel nous vivons et dont nous mourons, probablement trouverait-il aussi que l'excès contraire a encore du bon, ne fût-ce que comme indication du chemin parcouru. Et si Rousseau veut prouver que la pudeur « est si peu un préjugé social — comme le prétendent les philosophes mondains — que c'est dans l'état de civilisation le plus raffiné qu'elle existe le moins », nous ne voyons pas bien ce que M. V. peut trouver d'« amusant » dans cet argument (p. 125).

Pourquoi, d'autre part, considère-t-il comme une simple « boutade qu'on a eu le tort de prendre au grand tragique », la « fameuse tirade » de Rousseau sur l'infériorité de la femme ? Il n'y voit qu'« un écho furieux de l'exaspération où l'avaient mis les intrigues, les manèges et les perfidies des femmes de la finance parisienne », au lieu de chercher ce qu'il peut y avoir de juste dans cette « charge à fond contre la vie de salon, contre la perpétuelle société des deux sexes, contre cette galanterie qui en découle et qui étouffe à la fois le génie et l'amour, contre toute cette vie factice » et cette « influence déplorable de la femme sur le caractère et les travaux de l'homme ». N'en déplaise à M. V., Rousseau pourrait dire encore aujourd'hui : « Jamais peuple n'a péri par l'excès du vin, tous périssent par le désordre des femmes ? » En général, les idées et les critiques de Rousseau sont encore beaucoup plus actuelles que ne semble le croire M. V. Nos préjugés n'ont guère changé, ni nos passions ni notre fausse éducation.

Quoi qu'il en soit, la *Lettre à d'Alembert* « est, parmi tous les écrits de Rousseau, l'un des plus complètement genevois, son patriotisme l'a, ici, magnifiquement inspiré ». Et s'il a eu « le sentiment d'être vaincu, dans sa propre patrie, par l'influence de Voltaire, ce n'était là qu'une défaite passagère ».

Ch. II: *La Nouvelle Héloïse* (1761) est un roman éminemment suisse, qui introduit dans la littérature française quelque chose de tout nouveau : « la mélancolie dans la passion, le sentiment intime et profond de la nature, la vie campagnarde et patriarcale du pays romand, le décor du lac et de l'Alpe, et aussi, on peut bien le dire, l'idée protestante sous son double aspect moral et religieux... Lasse d'ironie et de sarcasme, d'intellectualisme sec

et discuteur, de négation et de scepticisme ricaner, l'âme française but avec avidité, aux sources nouvelles et fraîches, les flots de passion, de sentiment, d'éloquence, de foi optimiste et de religiosité morale que Rousseau répandait ainsi magnifiquement sur un sol trop longtemps desséché... La conscience morale protestante, avec l'horreur du mensonge, qui en est le trait essentiel, triomphe dans Julie et lui impose le serment intérieur de rester fidèle à la parole donnée». La maison de Clarens, où «l'on vit en campagnards, non en citadins exilés», tandis que les Parisiens emportent Paris avec eux à la campagne, est «simple, mais confortable, faite non pour être vue, mais pour être habitée... en contraste parfait avec les châteaux de France, splendides d'aspect et mal commodes à habiter». Enfin, «s'il existait un peuple chez qui l'amour innocent fût un crime, la galanterie presque une vertu, l'adultère un jeu, quel tableau plus intéressant à lui offrir que celui de deux cœurs honnêtes en qui l'enthousiasme de la vertu se confondrait avec le délire des sens?» C'est ainsi en effet que «Rousseau retourne les termes de ce qui est reçu, admis, approuvé» à Paris où «il semble», écrit Saint-Preux, «que tout l'ordre des sentiments naturels soit renversé» et où «il vaudrait mieux qu'une mère eût 20 amants que sa fille un seul», de sorte que «le désordre n'est plus blâmable sitôt qu'il est joint à l'infidélité».

Ch. III: Le *Contrat Social* (1762) «est si bien un livre genevois; il est si fortement marqué de la pensée politique protestante héréditaire et de la rigide discipline sociale de Genève, que c'est, de toutes les œuvres de Rousseau, celle où il est le moins lui-même. Par la pensée et par la forme, ces «Principes du droit politique» font, quoi qu'on en ait dit, un contraste très saisissant avec les œuvres antérieures de Rousseau et avec celles qui suivront... Le *Contrat social* esquisse un système politique idéal de l'État, basé sur la constitution genevoise élargie et développée dans le sens des revendications théoriques de la bourgeoisie». Y préconisant le système fédératif à la façon suisse, Rousseau «avait médité, esquissé un ouvrage en seize chapitres, où il montrait par quels moyens de petits États pouvaient exister à côté des grandes puissances en formant des confédérations». Il remit ce manuscrit «au comte d'Antraigues, qui allait le publier, en 1789, quand, fâcheusement conseillé par un ami, il se décida à le supprimer comme dangereux pour la France monarchique». En tout cas, contraste frappant avec les philosophes français de son temps, «toute trace de sentiment monarchique et dynastique est radicalement étrangère à Rousseau». Caractéristique aussi est sa façon de comprendre la tolérance: l'État doit tolérer seules les religions qui tolèrent les autres, et quiconque ose dire *hors de*

l'Église, point de salut doit être chassé de l'État. Ainsi le *Contrat social* « reste, dans son tréfonds, un livre genevois, écrit par un Genevois de la bourgeoisie, qui serait aussi un idéologue, et qui élèverait les institutions genevoises, telles qu'elles devraient être selon son instinct et selon la raison, à la valeur d'un système idéal et universel » ; et s'il a pu devenir le Coran des Révolutionnaires, c'est que « ceux qui en invoquèrent l'autorité ont soigneusement trié ce qui convenait à leurs idées et à leurs passions, laissant de côté tout ce qu'il y a, par ailleurs, de libéral, de conservateur et même d'aristocratique » dans cette œuvre politique.

Ch. IV : *L'Emile* (1762) « porte beaucoup moins forte et moins nette l'empreinte genevoise, ce livre universel dépasse les bornes de l'esprit genevois », mais « garde des traces d'inspiration genevoise : souvenirs, idées, sentiments... Il mériterait d'être très sérieusement remis en honneur à l'heure trouble et menaçante que traverse notre société actuelle. Et si le principe de Rousseau : savoir peu, ne rien savoir à demi, est plus que jamais méconnu, c'est pour nous, et non pour Rousseau, qu'il faut le déplorer ! De même, le livre V « est à l'antipode des idées et des tendances féministes en vogue de nos jours. Aux yeux de Rousseau, la femme, radicalement différente de l'homme, doit être élevée et instruite en vue de plaire à son seigneur, de lui obéir, de se dévouer à lui et de le compléter ». Bon genevois sont dans *l'Emile* le goût et l'intelligence des voyages et des séjours à l'étranger. D'ailleurs « Rousseau lui-même a pris soin de marquer combien ce besoin de voir du pays, de sortir de chez soi, d'étudier et de connaître les peuples étrangers est chose peu française et surtout peu parisienne : de tous les pays de l'Europe, dit-il, il n'y en a point où l'on imprime tant d'histoires, de relations de voyages qu'en France, et point où l'on connaisse moins le génie et les mœurs des autres nations ».

Mais plus important encore est « ce que Rousseau apportait de Genève à la France dans le domaine de la religion » et ce que nous trouvons au chapitre capital de *l'Emile*, dans la *Profession de foi du vicaire savoyard*, qui nous révèle son « âme foncièrement religieuse. C'est là le trait qui le distingue le plus des philosophes ». Et ce qui oppose le plus nettement sa pensée religieuse à celle de son époque, c'est « qu'elle respecte la foi des âmes simples et redoute comme un crime de l'ébranler ». Cette fameuse *Profession de foi* est bien réellement celle « du protestantisme libéral, émancipé du dogme et précurseur de l'avenir religieux ». Aussi le clergé protestant genevois commit-il une véritable « aberration, quand il laissa condamner *Emile* sans protester » et ne comprit pas « que l'œuvre de Rousseau, c'était la pensée protestante, sous son aspect religieux aussi bien que

politique, professée et proclamée à la face du monde latin, avec une force et une beauté qu'elle n'avait pas revêtues encore et qu'elle n'a plus retrouvées ».

Livre III : *Genève en lutte avec Rousseau* (juin 1762 - février 1765).

Ch. I : *La condamnation de Rousseau à Genève* « est un jugement injuste, illégal, impolitique », et bien légitime « est la douleur et l'irritation que Rousseau éprouve en voyant, lui chrétien à sa manière, ses livres brûlés comme impies et scandaleux, et en se voyant, lui patriote genevois, condamné pour avoir voulu détruire le gouvernement qu'il a cru proposer comme modèle idéal ».

Ch. II : *La lutte* : Représentations des citoyens et réponses du Conseil ; lettres du pasteur Vernes ; celles *écrites de la campagne* par Tronchin ; celles *écrites de la montagne* sur un « sujet local et un objet universel » sont « les *Provinciales* de la démocratie politique et du libéralisme religieux » et « peut-être l'œuvre la plus genevoise de Jean-Jacques ». Sa « polémique ne se contente pas, comme celle d'un Voltaire, de bafouer l'adversaire et de le couvrir de ridicule à force d'esprit et d'impertinence. Elle prend au sérieux les arguments qu'elle combat. Elle les expose, les discute, les réfute point par point, avec une conscience, une précision qui trahissent le protestant et l'horloger... Jamais Rousseau n'a été genevois d'une manière aussi intense et aussi complète qu'au moment même où il rompait toute attache officielle avec Genève et prenait congé à jamais de la cité de ses pères ! »

Ch. III : *La rupture* (1765). « Furieux de la spirituelle parodie de sa manière que Rousseau s'était permis de faire dans sa cinquième Lettre, où il le désignait comme l'auteur du *Sermon des cinquante*, Voltaire n'hésite pas, pour se venger atrocement, à écrire ce pamphlet aussi bas de forme que d'inspiration » qui est intitulé *Sentiment des citoyens* et qui, sous le prudent voile de l'anonymat (Rousseau l'attribua au pasteur Vernes), l'accuse de folie furieuse, d'avoir insulté Jésus-Christ et imprimé que l'Évangile est un livre scandaleux, d'être un homme qui porte encore les marques funestes de ses débauches, et qui, déguisé en saltimbanque, traîne avec lui la malheureuse dont il fit mourir la mère et dont il a exposé les enfants à la porte d'un hôpital, etc. ». Ce « coup perfide a porté ». Mais, « chassé de Suisse, Rousseau garde des souvenirs et des sentiments genevois... et c'est Genève encore qui reparait aux yeux du vieillard attendri, quand, dans la neuvième des *Rêveries du promeneur solitaire*, il oppose une

fois de plus la saine et vigoureuse gaieté des fêtes populaires suisses aux vains amusements de Paris ».

Livre IV : *Genève dans le caractère de Rousseau.*

Ch. I : Les *Confessions* montrent « orgueil et sincérité, traits de caractère genevois » et révèlent « une individualité exceptionnelle, non par la nature du sentiment, qui est de substance humaine, mais par la prodigieuse intensité de ce sentiment. C'est par une invraisemblable capacité de sentir, c'est-à-dire de jouir et de souffrir, d'admirer et de réprouver, de s'enthousiasmer et de s'indigner, que Rousseau se révèle à nos yeux comme un être exceptionnel ».

Ch. II : *Le caractère de Rousseau* est fait d'indomptable besoin d'indépendance, de fierté ombrageuse, d'amour de la justice et de la vérité, de sérieux moral, d'imagination déréglée. Sa passion dominante et « à ses yeux la condition même du bonheur est la liberté de ne pas faire ce qu'il ne veut pas ». Cette passion « fit, plus que toute autre singularité, scandale parmi les Français », qu'il dépeint « actifs, remuants, ambitieux, détestant la liberté dans les autres et n'en voulant point pour eux-mêmes ». Pour la comprendre, « il faut se rappeler toujours la fable du chien et du loup. On l'a accusé d'ingratitude : « Or, s'il repousse d'avance les bienfaits qu'on voudrait lui imposer, c'est précisément parce qu'il sait que, le bienfait accepté, il en devrait de la gratitude. L'ingrat agit tout autrement : il accepte le bienfait avec empressement et l'oublie aussitôt reçu ». Cette soi-disant ingratitude n'est donc encore qu'un immense besoin d'indépendance. Quant à sa « timidité orgueilleuse qui naît de la crainte de ne pas donner aux autres, d'emblée, la haute idée que nous avons de nous-mêmes », elle « est un trait éminemment genevois, contrastant avec l'aisance, le naturel et l'aplomb que le Français poli déploie en toute occasion ». Lorsqu'il confesse publiquement à Paris la grande tache de sa vie, l'abandon de ses enfants, « cette franchise est aussitôt qualifiée de cynisme. Mais ce cynisme ne vaut-il pas mieux moralement que les mille déguisements, anonymats, pseudonymats, rétractations, palinodies, désaveux et autres turlupinades dont usait chaque jour pour répandre son venin et échapper à tout châtiment, le sage Voltaire ? »

Ch. III : *La folie de Rousseau* ne fut jamais que partielle et intermittente. Ses *Considérations sur le gouvernement de la Pologne* qui datent de 1772, sont « un de ses livres les plus beaux, les plus réfléchis et les plus solides, qui nous montrent l'écrivain en pleine possession de toutes ses facultés, dès qu'il est forcé de sortir de son moi ». D'ailleurs il est prouvé aujourd'hui que ses persécutions ne furent pas toutes imaginaires et qu'une sorte de

complot exista réellement, qu'au moins « il y a eu un plan parfaitement concerté entre ses ennemis les plus résolus, pour le ruiner aux yeux de ses contemporains ». Donc « il n'est pas très surprenant que, parmi tant de perfides cachotteries, son esprit inquiet ait fini par soupçonner tout le monde ». Car « l'idée mère de son délire — à savoir que l'hostilité haineuse de Grimm et de Diderot est la cause du jugement défavorable qui règne en tout lieu sur son caractère — est justifiée par les faits »... D'ailleurs « le cas spécial de Rousseau se distingue du délire courant et classique de la persécution » en ce que d'une part « le mal se déclare chez lui dans un âge plus avancé que de coutume, ce qui montre que la tendance à la folie n'était pas très forte chez lui »; en ce que d'autre part « sa puissante raison a maintenu son mal dans de certaines limites, en sorte que les cas d'absurdité réelle ont rarement paru à la surface... Ni la bonté du cœur, ni la force de l'esprit ne se démentent, même au paroxysme... On peut donc présumer que, si le sort lui avait accordé des conditions de vie très paisibles, le mal se serait borné chez lui à quelques accès de nervosité et à quelques bizarreries de caractère ». Au reste, il faut bien oser dire que « non seulement cette forme de folie partielle n'a pas nui à son génie, mais l'a bien plutôt servi... Le délire de l'homme a conféré aux œuvres dernières de l'écrivain une singulière intensité de vie fiévreuse, de passion, de tragique ».

Ch. IV : *Humeurs, sentiments, habitudes et goûts genevois de Rousseau*. Son humeur chagrine est « un trait de caractère genevois qui le différencie nettement de l'aimable courtoisie française » et fait de lui le modèle des *avenaires* genevois, âpre, amer et irritable, mais franc, loyal et indépendant, cachant un cœur d'or sous une écorce rude. Ses amis français s'en choquent, s'en irritent à la longue et rompent avec cet ours mal léché... Il y avait incompatibilité d'humeur entre eux et lui.... Rêverie, promenade, solitude, voilà dans le seul titre de son œuvre dernière, trois choses que Rousseau aime par-dessus tout et recherche autant que le Français de son temps les ignore, les évite ou les abhorre. « Voici, à ce propos, un épisode qui en dit long : Rousseau propose à Grimm et à Diderot de faire ensemble à pied, à petites journées et sans équipage, le tour de l'Italie. Les deux amis acceptent, mais, au lieu de marcher et de voir, ils trouvent plus commode d'écrire le voyage, sur un ton de plaisanterie impie. » Ce qui ne le sépare pas moins de ses ex-amis parisiens est « le besoin d'une croyance religieuse simple et forte » et « c'est peut-être à cette permanence du sentiment religieux, à cette confiance joyeuse qu'il dut de ne pas sombrer dans une folie complète et dans le désespoir final. » Il aime le grand air, le soleil, le travail manuel, « surtout il aime son métier » de copiste, librement choisi et qu'il prend au sérieux

au point de mettre son point d'honneur à rendre le travail fait au jour annoncé. Table, logement, distractions, tout était simple chez lui, et cela par goût. Il détestait « non seulement le luxe, mais l'artificiel, le clinquant ». Que vouliez-vous qu'un tel homme fit à Paris ? Est-ce là qu'il pouvait satisfaire un besoin d'être aimé plutôt qu'admiré ? Les preuves de sa générosité, de son oubli des injures abondent. (V. notamment p. 431.)

Conclusion : Rousseau genevois. C'est la récapitulation de tout le volume. Nous y trouvons rapportée (p. 437, note) une accusation bien imprudente et bien inconsiderée de M. J. Reinach, qui appelle la « plus grande félonie du siècle » l'acte de courage par lequel Rousseau rompt ouvertement avec Voltaire et l'Encyclopédie dans la *lettre à d'Alembert* », accusation qui inspire à M. V. cette remarque fort juste : « Pas plus que Voltaire M. J. Reinach ne peut pardonner à Rousseau d'avoir fait bande à part. » Citons encore ces lignes qui résument tout l'ouvrage : « C'est dans les mœurs simples et austères de la Genève de son enfance qu'il a puisé le germe de cette aversion invincible pour la civilisation brillante, artificielle et corrompue de la haute société française... Seul en France, ce Genevois osa se faire l'ardent apôtre de la conscience morale et du sentiment religieux... Le sérieux moral, l'habitude de tout prendre au sérieux, le besoin de se reprocher âprement les fautes commises dont aucun prêtre ne peut nous absoudre, tous ces fruits de l'éducation protestante se retrouvent constamment chez Rousseau et le distinguent radicalement du scepticisme moral, ironique et léger du parisien Voltaire... » Enfin, dans le domaine littéraire, il est le véritable initiateur du romantisme français. En philosophie, son influence est plus considérable encore sur l'idéalisme allemand où Kant est le disciple, Herder, le sosie, et Schelling le reflet même de Rousseau. De nos jours encore, la plus haute personnalité dans l'ordre littéraire, moral et religieux, Tolstoï, se reconnaît le continuateur enthousiaste de Jean-Jacques.

Nous voici au bout de notre longue pérégrination, trop longue sans doute, et pourtant nous l'arrêtons à regret ; car nous y avons rattrapé à voir les choses sous un angle nouveau, non parisien, non convenu, peut-être trop étendu ou trop subjectif, mais qui compensera fort à propos l'étroitesse de notre angle national. Ne chicanons donc pas M. V. pour ses exagérations patriotiques, et laissons-lui appeler genevoise une mentalité qui en bien des cas pourrait évidemment dénoter une tout autre origine. Il a écrit son livre avec son cœur, il aime sa belle patrie, il aime Rousseau et nous les fait aimer tous deux. Il nous explique avec complaisance toutes les bizarreries de ce caractère difficile et fait pour être malheureux et nous a convaincus, avec une ardeur peut-être un peu prolixe —

car chacun de nous peut s'en convaincre par sa propre expérience — que le pauvre Rousseau n'a pu agir autrement, étant donné ses antécédents et son caractère. Mais M. V. a fait surtout œuvre de protestant ; il n'a pas caché ou atténué ou excusé nos particularités, il a encore le courage d'en être fier, ce qui commence à être rare. Des lecteurs trop parisiens ou trop latins trouveront sans doute qu'il se révèle lui-même, dans son livre, quelque peu *avenaire* à la manière de Rousseau. Mais c'est là précisément ce qui en fait le charme pour nous : nous apprécions sa franchise et nous l'en remercions même. Ce n'est pas la cause de Rousseau seulement qui triomphe dans son livre, c'est la cause de la vérité et de la morale. Il a eu le courage tout spécial de toucher à l'idole voltairienne et de qualifier comme il convenait des procédés qu'on a coutume chez nous d'ammortir trop aisément. Il a eu la patience de réunir en une note bien bourrée la longue liste des injures dont le patriarche de Ferney a daigné couvrir Rousseau. Il a osé dire que le *sentiment des citoyens* est un très vilain libelle, vilain et lâche, et s'il n'a pu décharger son grand compatriote de la plus lourde faute qui pèse sur sa mémoire après avoir pesé sur sa conscience vivante, du moins relate-t-il la seule justification possible, celle que le coupable lui-même allègue, à la veille de sa mort, dans sa 9^e *Réverie*, à savoir que, hors d'état d'élever lui-même ses enfants, il craignit de les voir gâter par leur mère et la famille de celle-ci, qui en auraient fait des monstres. Cette crainte ne paraît ni chimérique ni hypocrite à quiconque a pu constater par une expérience assez longue combien un amour maternel sot et aveugle peut faire de mal à des enfants qui en souffriront toute leur vie ou la passeront toute à réparer les funestes conséquences d'une affection myope et égoïste. Ceci soit dit, non pour innocenter Rousseau, chose impossible, mais pour présenter sa faute du seul côté qui ne soit pas hideux (1).

TH. SCH.

(1) P. 42, l. 22 ; « par gain de paix » serait-ce un provincialisme genevois ? P. 342, l. 13, lire *Ilume*.

P. 383, l. 4 d'en bas, lire *manifeste*.

M. V. ne dit pas un mot de l'erreur capitale de son héros, à savoir l'utopie de la bonté native de l'homme ; l'aveu de cette erreur et de ses conséquences jetteraient forcément quelques ombres sur son tableau si complaisant ; il est vrai qu'il aurait eu quelque peine et ne devait guère se soucier d'ailleurs de rien trouver de genevois dans cette illusion, à moins de l'expliquer par la bonté naturelle ou surnaturelle de ses compatriotes.

Pour ce qui est des enfants abandonnés, nous y reviendrons en parlant de l'ouvrage sensationnel de Frederika Macdonald, qui veut prouver que ces enfants n'ont jamais existé et que leur abandon est une fable inventée par Thérèse et crue ingénument par Rousseau.

Le protestantisme dans la seigneurie de Saint-Amand (1).

Cette étude d'histoire religieuse locale est faite au point de vue strictement catholique. Elle est revêtue de *l'imprimatur* et dédiée à un prêtre. En ouvrant le livre, on est donc fixé sur les sentiments de l'auteur, son inspiration vient de Rome: la Réforme est diabolique dans son essence, et malfaisante dans ses résultats. Les protestants du xvi^e siècle méritent bien le nom de *gueux* qu'on leur a appliqué dans les Pays-Bas, ce ne furent que des profanateurs et des rebelles, en même temps que des brigands et des bandits.

Les sources de l'ouvrage sont de valeur inégale. La correspondance du cardinal de Granvelle a été largement utilisée, et spécialement les lettres de Morillon, son vicaire général, qui entrent pour une part considérable dans cette correspondance. Le docteur Desilve a aussi consulté les archives de Tournai et de Mons et divers *Mémoires* du xvi^e siècle, ainsi que quelques auteurs modernes.

Après avoir indiqué ses sources, l'auteur trace le tableau de l'abbaye et de la seigneurie de Saint-Amand vers le milieu du xvi^e siècle; elles appartenaient alors à Granvelle, le cardinal ministre de Marguerite de Parme. Il ne montre que très insuffisamment les origines du protestantisme qui a dû venir de Tournai, et recruter des adhérents à partir de 1523, si l'on en juge par ce qui s'est passé dans les villes voisines. La Réforme s'est répandue à Saint-Amand et dans les environs d'autant plus aisément que le « clergé paroissial du Tournaisis était d'une insuffisance peu rassurante » (p. 31 *bis*). Avant les troubles de 1566, le docteur Desilve se borne à relater quelques faits de religion dont le plus ancien remonte à 1552; d'autres viennent en 1561, 1562, et pendant les années suivantes. Il veut surtout raconter l'histoire du protestantisme de 1562 à 1584, période profondément agitée qui se résume dans l'écrasement de la Réforme dans le sud des Pays-Bas.

Le bris des images s'est manifesté sous forme de représailles contre la persécution; à Saint-Amand comme dans le reste du pays, la répression fut immédiate. Avant l'arrivée du duc d'Albe, on trouve à Saint-Amand cinq prisonniers accusés d'avoir pris part aux troubles, plusieurs habitants de Lecelles sont également compromis (p. 121-122). Marguerite de Parme ayant dû se retirer devant le nouveau gouverneur, les exécutions se succèdent dès

(1) *Le protestantisme dans la seigneurie de Saint-Amand (province du Tournaisis) de 1562 à 1584*, par le docteur Jules Desilve; un volume de 253 p. in-8°, 4 cartes ou plans, Valenciennes, 1911.

le commencement de 1568. Quatre hommes de Lecelles sont mis à mort sur le marché de Saint-Amand, deux décapités et deux pendus. Trois autres sont fustigés. En février 1569, ont lieu deux nouvelles exécutions, l'une par la corde, l'autre par le feu, pendant que plusieurs accusés restaient en prison, et qu'à Tournai, Douai et Valenciennes, on mettait à mort diverses personnes habitant des villages de la seigneurie (p. 130-138). Les sentences de bannissement s'élèvent au nombre de 98 (c'est le chiffre fixé par les *Mémoires de Nicolas le soldoyer*), sur lesquelles on retrouve 17 noms pour Saint-Amand, 7 pour Lecelles, 5 pour Rumegies, 1 pour Saméon et 1 pour le Rosult. Le bannissement était toujours accompagné de la confiscation des biens (p. 139-147).

Ce que l'auteur ajoute aux particularités analysées ci-dessus, son récit des événements politiques, gouvernement de Marguerite de Parme et du duc d'Albe, rétablissement du régime catholico-espagnol, n'offre qu'un assez mince intérêt. L'ouvrage se termine par une apologie du régime imposé par Philippe II, et par un réquisitoire contre la Réforme.

La partie neuve du livre, celle qui ajoute à sa valeur et qui le rend surtout digne d'être consulté, ce sont les documents annexés (p. 219-251). Parmi ces documents, il faut signaler *le procès de Jean Lesur ou Leseur, dit sieur Philippe*, originaire d'Arras et mentionné par Crespin (livre IX). Il est rare de rencontrer des procès pour affaires religieuses dans les archives des Flandres ou de l'Artois. On trouve bien l'énoncé des sentences contre les hérétiques dans les registres au criminel, mais ces jugements ne donnent guère de détails, tandis que le procès renferme un interrogatoire, pièce capitale qui retrace d'une façon brève, mais précise, la vie et l'activité du prévenu.

Jean Lesur a été présenté au public protestant dans une brochure du pasteur Frossard (1); la pièce publiée par le docteur Desilve est tirée des archives du Nord à Lille, où se trouve un carton renfermant une documentation abondante sur les troubles religieux du Cateau; elle met vivement en lumière la figure de ce pasteur qui a travaillé dans la Thiérache, puis dans le Cambrésis, et finalement a trouvé la mort au Cateau.

Les autres pièces, quoique d'intérêt moindre, sont cependant dignes d'être conservées. Un de ces documents reproduit un passage du *Bulletin* (année 1879, interrogatoire de Jean Cateu); un autre, relatif à l'incarcération du même Jean Cateu, se trouve déjà dans l'ouvrage de Coussemaker, *Troubles religieux du XVI^e siècle dans la Flandre maritime*, Tome II, p. 155.

P. BEUZART.

(1) *La Réforme dans le Cambrésis au XVI^e siècle, manuscrit publié pour la première fois et annoté par Charles-L. Frossard, Paris, 1855.*

CORRESPONDANCE

Le nombre de la Bête et la date de la Révocation de l'Édit de Nantes.

Le chiffre mystérieux de l'Apocalypse 666 a été l'objet des recherches sans nombre des exégètes et des curieux de tous les temps. Quel était le nom de l'homme qui se cachait sous ces trois chiffres? Dioclétien affirmait Bossuet. Mais, au contraire, certains réfugiés nommaient Louis XIV en se servant comme le grand évêque de la numération latine. Voici comment ils procédaient, traduisant Louis par LVDOVICVS.

L	=	50
V	=	5
D	=	500
O	=	0
V	=	5
I	=	1
C	=	100
V	=	5
S	=	0

L'addition de ces différents nombres donnait, en effet, le chiffre fatidique et *Ludovicus*, autrement Louis, se trouvait être proprement l'Antéchrist.

Mais il ne fallait pas s'arrêter en si beau chemin, Louis n'était-il pas appelé Louis le Grand, *Ludovicus XIII Magnus*. Aussi en continuant à appliquer le système de la numération latine, quel résultat obtiendrait-on ?

M	=	1000	X	=	10
A	=	0	I	=	1
G	=	0	I	=	1
N	=	0	I	=	1
V	=	5	I	=	1
S	=	0			

L'addition de ces différents chiffres donne 1019, somme qui semble ne correspondre à rien de déterminé et n'avoir aucune signification, mais que l'on ajoute à 1019 le nombre de la Bête et, par une singulière rencontre, on trouve 1685, c'est-à-dire celle de la révocation de l'édit de Nantes. Non seulement cet étrange calcul donnait le nom de la Bête apocalyptique, mais aussi la date de son triomphe.

A plus de deux siècles de distance, au premier abord, on serait tenté de traiter de puériles de telles combinaisons, mais l'étonnement sera moins grand si l'on se souvient que la Révocation apparut aux réformés comme un acte révolutionnaire qui foulait aux pieds les droits les plus sacrés, « contraire, écrivait Claude, aux droits de la Nature et aux droits de la Société. S'il y a jamais eu rien d'authentique et d'inviolable, c'était l'Édit de Nantes, disait-il, le révoquer et le casser c'est se mettre au-dessus de tout, c'est prononcer hautement que tout est révocable et cassable *ad nutum*. » Dès lors comment s'étonner si, en présence d'une victoire aussi détestable de la force dévote, les infortunés aient demandé à l'avenir ses secrets, recherchant dans le Livre mystérieux l'explication de leur infortune dans la certitude que Dieu n'abandonnerait pas son Église victime d'une aussi cruelle persécution.

F. P.

Le catéchisme napoléonien.

« Napoléon I^{er}, empereur des Français et roi d'Italie, écrivait le cardinal Caprara, avait ardemment désiré que l'on rédigeât et que l'on publiât un catéchisme pour être seul enseigné et mis entre les mains des fidèles dans tous les diocèses de l'empire français. » Si le désir de Napoléon avait été si ardent, il est à croire que c'était moins le souci de la religion qui l'avait inspiré que celui d'assurer sa domination.

Dans ce catéchisme il avait fait insérer une leçon, la septième de la seconde partie, qui lui était particulièrement consacrée. *Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon premier, notre empereur?* Telle était la première demande à laquelle il était répondu qu'on lui devait : l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, sans oublier des prières ferventes pour son salut. A ne pas remplir de tels devoirs, on risquait la damnation, rien de moins.

Que doit-on penser, lisait-on, de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre empereur ?

Voici la réponse : Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'Ordre établi de Dieu même et se rendraient dignes de la damnation éternelle... Le décret impérial du 4 avril 1806 avait ordonné que ce catéchisme serait seul en usage dans toutes les Églises catholiques de l'empire.

Les catéchismes protestants semblaient donc exclus du privilège de posséder cette leçon extraordinaire, mais les catéchismes réformés, du moins, n'étaient pas menacés de damnation

éternelle, s'ils manquaient à leurs devoirs envers Napoléon. Cependant quelques années plus tard, il parut que l'on voulait remédier à un oubli si regrettable, comme en témoigne la lettre suivante :

Valence, le 12 décembre 1813.

Le Préfet du département de la Drôme à M. le Président du Consistoire de l'Eglise réformée de Dieu le Fit.

« Monsieur le Président, Son Excellence M. le Ministre de la Police générale, m'ordonne, par sa lettre du 30 novembre dernier, de faire *cartonner* le chapitre consacré aux devoirs et à l'attachement envers la personne de Napoléon dans le catéchisme à l'usage de toutes les Églises de France dont des exemplaires existent encore dans mon département.

« Cette mesure est générale, et embrasse non seulement les imprimeurs et les libraires, mais encore tous les établissements publics d'instruction ou d'enseignement qui pourraient posséder des exemplaires de ce catéchisme.

« Je vous invite, en conséquence, Monsieur le Président, à prendre les mesures convenables et sur-le-champ pour faire exécuter les ordres de Son Excellence en ce qui concerne les établissements du culte réformé qui composent l'arrondissement de votre consistoire et à m'assurer de cette opération par le relevé que vous m'adresserez des déclarations signées par les personnes de votre confession qui auront cartonné le chapitre dont il s'agit.

« Ce relevé m'est indispensable pour compléter le rapport que je dois faire à ce sujet à Son Excellence ; vous voudrez bien m'accuser réception de la présente.

« J'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous saluer avec considération. »

DU BOUCHAGE.

Quelles furent les suites données à cette lettre préfectorale ? Nous l'ignorons, mais de toute manière elle était trop tardive, car le 3 avril 1814, trois mois plus tard, le sénat déclarait Napoléon déchu du trône, et « le peuple français délié du serment de fidélité ». Aussi est-il peu probable que l'on trouve jamais des catéchismes de Superville et d'Osterwald enrichis de la célèbre septième leçon du *Catéchisme à l'usage de toutes les Églises de l'empire français*.

F. P.

A propos de Jean de Léry. — On lit dans un journal bourguignon cette annonce qui se rapporte sans doute à la propriété de *Jean de Léry* : « A vendre à l'amiable Château de Léry, canton de Saint-Seine-l'Abbaye, comprenant : Belle maison de maître, maison de jardinier, granges, écuries, jardin, parc, eau vive. etc., le tout clos de murs, d'une contenance de 1 hectare 28 ares 44 centiares.

« Le village de Léry est situé sur la ligne projetée du tramway de Saint-Seine à Aignay-le-Duc. »

C'est la première fois, à ma connaissance, que nous est révélé ce qui fut sans doute la seigneurie, ou la propriété patrimoniale du célèbre auteur du *Siège de Sancerre* et de l'*Histoire d'un voyage fait en la terre de Brésil*. Si l'on veut bien se reporter au *Bulletin* de 1886, p. 570, on voit qu'en 1589 Jean de Léry était pasteur, au service de Berne, de Savigny (1) près d'Aubonne et qu'en 1595 il fut nommé pasteur de l'Isle et Montricher. Ce dernier fait m'a été confirmé récemment par un exemplaire de l'*Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil*, pour les héritiers d'Eustache Vignon, 1600 (4^e éd. dédiée à Mme la princesse d'Orange) qui avait appartenu à M. Du Mont, bibliothécaire cantonal de Lausanne, et qui, à l'instar de tous les livres lui ayant appartenu, était couvert de notes d'une écriture minuscule. A cet exemplaire était annexé un feuillet renfermant la copie de la première page du plus ancien registre de la cure de l'Isle et Montricher : « *Livre des Baptêmes faits en l'Eglise de l'Isle depuis le vingt-troisième de mars 1595 que moy Jean Delery, Ministre de la parolle de Dieu fus présenté et receu en icelle par Monsieur le Baillif de Morges, supvant l'élection qui en avoit esté faite en la Classe du dit Morges tenue à Aubonne le sixième de fevrier précéd[ent] et confirmation de nos souverains seigneurs de Berne par lettres du dix-neufviesme du dit mois de fevrier 1595.* »

Dans la note précitée, de 1886, nous remarquions qu'il y avait, dans la vie de de Léry, une lacune allant de 1573 à 1589. On peut supposer qu'à l'instar de beaucoup d'autres, miraculeusement échappé à la Saint-Barthélemy et à ses suites immédiates, il se retira dans sa terre qu'il dut plus tard abandonner comme tous ceux qui ne voulurent point, pendant la Ligue, retourner au catholicisme. Cet abandon dut logiquement avoir pour corollaire la confiscation du domaine. Il serait intéressant de savoir entre les mains de qui il passa à cette époque. Peut-être un de nos lecteurs bourguignons par qui la Ligue a été récemment étudiée (2) pourrait-il le savoir en s'adressant au notaire chargé de la vente en 1911 ?

N. W.

(1) M. Dumont a écrit *Lassigny*.

(2) Voir dans la *Revue bourguignonne* de 1910, tome XX, nos 1, 3 et 4, les

De la Révocation à la Révolution. Réponse à M. D. Benoît et à M. M. Lelièvre. — L'article que, dans la dernière livraison du *Bulletin* (1911, p. 563) j'ai consacré à la première partie de l'ouvrage que M. Matthieu Lelièvre a entrepris d'écrire sous ce titre, n'a pas eu l'heur de plaire à M. Daniel Benoît. Voici comment il en parle dans *l'Évangéliste* du 19 janvier 1912 :

« L'excellent volume du rédacteur de ce journal, *De la Révocation à la Révolution*, vient d'être mis sur la sellette. M. Weiss, dans le dernier numéro du *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, lui reproche d'avoir dépeint, sous des couleurs trop sombres, l'état religieux des Églises à la veille de la Révocation; et le président de la Société, M. Frank Puaux, opine dans le même sens. Il écrit, dans le *Christianisme au XX^e siècle*, en réponse à M. Blanc Milsand, qui n'avait fait que citer M. Mathieu Lelièvre : « Non, les Églises n'étaient pas corrompues. » Elles ne l'étaient que trop. Certes, il survivait un reste, pour parler avec M. Babut, dans son allocution à l'inauguration du Musée du Désert, « un reste qui a été la semence d'un « meilleur avenir ». Des actes admirables de fidélité chrétienne ont racheté des défaillances impardonnables, et les galères se sont remplies de confesseurs, et les martyrs ont écrit avec leur sang la page la plus glorieuse de notre histoire. Mais le grand nombre, mais toute cette population montalbanaise, montpelliéraine ou nimoise, qui abjura à l'arrivée des dragons, mais tous ces pasteurs — deux cents au moins — qui apostasièrent, et qui devaient nourrir d'un froment bien mélangé d'ivraie leurs ouailles, qu'en faites-vous? Ce n'est pas Matthieu Lelièvre, c'est un contemporain qui dit, dans un sonnet, en fort mauvais état, mais dont on peut rétablir ainsi les deux derniers vers :

Si Dieu, lassé de nous, nous chasse de nos temples,

C'est que, depuis longtemps, nous l'en avons chassé. »

J'ai aussitôt envoyé à M. Benoît un mot de réponse que je vais essayer de préciser ici. Je ne m'arrêterai pas à relever l'expression dont il se sert au début, — ceux qui auront lu attentivement mon compte rendu, auront de la peine à croire que j'aie voulu mettre M. M. Lelièvre « sur la sellette ». Je ne relèverai pas davantage le procédé de réfutation de M. Benoît, qui consiste à ne pas même citer mes arguments, ou plutôt les faits que j'ai opposés à la thèse de son ami — qui est aussi quelque peu le nôtre — et par conséquent à ne pas les discuter. Il suffira de le souligner.

travaux remarquables de MM. Henri Drouot (*Un épisode de la Ligue à Dijon, L'affaire La Verne, 1594*, 2^e série des *Études sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*, et Louis Gros, *Le Parlement et la ligue en Bourgogne*, 3^e fascicule des mêmes *Études*).

Je m'en bornerai à préciser pourquoi mon appréciation diffère de celle de MM. Lelièvre et Benoit qui attribuent l'apostasie de 1685 à une défaillance, une déchéance « impardonnables ».

Alors que, malgré la progression constante depuis 1660, des dénis de justice les plus inqualifiables, malgré les terrifiantes dragonnades de Marillac en Poitou en 1681, personne ne croyait à la Révocation (1), — l'universelle apostasie du mois d'octobre s'explique par la surprise, par l'atrocité des tortures qu'inventèrent les missionnaires bottés et par la terreur que leur barbarie avait partout répandue. Je répète donc qu'il n'est pas nécessaire d'en conclure que les protestants étaient alors généralement corrompus. Le même phénomène, avec les mêmes brillantes exceptions, s'était déjà produit au moment de la Saint-Barthélemy et de la Ligue. A ces époques, pourtant encore rapprochées des « temps héroïques », presque tous ceux qui n'avaient pu fuir, abjurèrent ou firent semblant d'abjurer, pour sauver leur vie.

J'ai cité à ce propos à M. Benoit, un exemple souvent invoqué par les victimes des persécutions, celui de Pierre reniant son maître, non en face des assassins de 1572, ni même des dragons de 1685, mais en face de la possibilité de voir son sort lié à celui du Christ. C'est ce « reniement de Pierre », aussitôt suivi des larmes de repentance du futur apôtre, qui nous fait comprendre le jugement porté par Claude, par Brousson et généralement par toutes les victimes, sur eux-mêmes et sur leurs ouailles. Mais si le Maître ne crut pas que la lâcheté de son disciple fut « impardonnable », à mon tour j'ai le droit de ne pas porter sur ceux qui se laissèrent surprendre et abattre par la tourmente comme lui, un jugement impitoyable.

Cela veut-il dire que j'excuse et que je « réhabilite » les huguenots du XVII^e siècle ? Pourquoi mon contradicteur ne laisse-t-il même pas soupçonner les réserves que j'ai faites sur les causes de leur relâchement ? Car, en définitive, ces causes ne sont que trop réelles, et nous font comprendre le *désarroi général qui ne rendait possibles que des résistances individuelles et isolées*. Depuis trop longtemps l'union qui fait la force, au milieu de la tempête surtout, faisait défaut. Lorsqu'en 1659 il fallut clore le dernier synode national, les protestants n'auraient-ils pas dû chercher et trouver un moyen quelconque de maintenir entre eux le contact, de se renseigner, de se concerter, de travailler en commun à leur défense ? Ils n'y ont pas songé. Quand, en 1681, le Poitou fut traité comme un pays conquis par des armées ennemies, qui donc protesta en dehors des députés de la province ? Je sais bien

(1) A Paris, même un homme aussi bien informé que le pasteur Claude, n'y crut qu'en juillet 1685.

que c'est précisément cette entente, cette entraide que depuis Richelieu, ou plus exactement depuis le P. Bérulle, le gouvernement s'était efforcé de représenter et de détruire comme un crime. Mais si alors tous avaient fait le bloc pour résister, ceux qui poursuivirent la ruine de l'édit de Nantes n'auraient pas eu pour complices les divisions du peuple protestant.

Pourquoi, encore une fois, ne veut-on pas tenir compte de ces faits et de ceux qu'ils entraînerent? Car l'apostasie des pasteurs — et je répète que l'étendue de cette apostasie a été exagérée — fut une des conséquences de cette situation (1). Une autre, ce fut l'impossibilité de résister autrement qu'isolément et inutilement à l'ordre d'exil de 1685.

C'est pour cela que ceux qui voyaient le plus clair cherchèrent à entraîner avec eux *tous* leurs paroissiens. C'était plus possible que de rester au milieu d'eux pour succomber avec eux. Quelques-uns y réussirent. Élie Benoît entraîna avec lui presque toute l'Église d'Alençon, Du Soul, un des pasteurs de Rennes, presque tous ceux de cette ville (*Bull.* 1885, 178), etc. C'était peut-être et malgré les obstacles, la vraie solution; car, au fond, ceux qui restèrent le firent pour sauver leurs biens (2), et lorsqu'un pays ne veut pas respecter le droit de ses enfants à la liberté du for intérieur, c'est lui qui brise le lien le plus puissant qui les attache à leur patrie et les autorise par là même à lui préférer leur conscience.

N. WEISS.

Je viens de lire les deux articles par lesquels M. Lelièvre répond à M. Puaux et à moi-même dans *l'Évangéliste* des 2 et 9 février (ainsi qu'à M. Jean d'Arvey dans *le Protestant* du 3 février). Ils ne changent rien à ce que je viens d'écrire. M. Lelièvre ne croit pas à l'action dissolvante des divisions. Pourquoi donc, si elles sont un bien, assistons-nous au mouvement de concentration qui s'opère dans les pays anglo-saxons où elles sont le plus nombreuses? Il prétend ensuite que si les protestants avaient été moins *mondains* (qui donc avait contribué à les rendre tels, si ce n'est ceux qui placèrent la théologie au dessus de la piété?), l'apostasie n'aurait pas eu lieu. C'est ce que j'appelle raisonner sur une humanité idéale et sur un protestantisme qui n'a jamais existé nulle part. Assurément, si tous les pasteurs et leurs paroissiens avaient été ce qu'ils auraient dû être, des hommes d'élite, ils se seraient finalement laissés égorger comme le firent si souvent leurs pères. Mais, à part l'élite qui était là, beaucoup

(1) Chacun d'eux n'ayant à compter que sur lui-même.

(2) A bien peu d'exceptions près. Et c'est pour ceux-là, en définitive, que les pasteurs auraient dû se sacrifier.

plus considérable qu'on ne le concède (1), — ils étaient des hommes qui pouvaient répondre affirmativement à la question du Maître : « m'aimes-tu ? », mais malgré cela accessibles à l'épouvante, attachés à leur sol et à leur sang, nullement sûrs de pouvoir résister *jusqu'à la fin*, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Dans ces conditions la seule issue, c'était *s'en aller*. Or pour cela il aurait fallu s'inquiéter, prévoir, s'entendre, et non pas laisser chacun se tirer d'affaire comme il pouvait, ce qui, dans tous les naufrages, a toujours précipité la catastrophe et augmenté le nombre des victimes.

N. W.

NÉCROLOGIE

M. E. Bourlier, pasteur de l'Église wallonne de La Haye, président de la *Commission de l'Histoire des Églises wallonnes* et, depuis 1902, membre honoraire de notre Comité, est décédé subitement à La Haye, au retour d'une visite qu'il venait de faire à la Bibliothèque wallonne de Leide, au mois de novembre dernier. Avec M. Bourlier, français d'origine, disparaît un des derniers amis de notre histoire en Hollande, un de ceux qui avaient encore collaboré avec les F. Gagnebin, A.-J. Enschedé et W.-N. Du Rieu.

Nous venons aussi d'apprendre qu'un de nos anciens collaborateurs, M. le pasteur César Pascal, est décédé à Brighton (Angleterre) le 31 décembre 1911, à l'âge de 73 ans. Il est surtout connu, parmi nos coreligionnaires, pour son roman historique, *La fiancée du proscrit*, qui a popularisé quelques épisodes de l'histoire du Désert. — Nous adressons nos condoléances aux familles de ces deux collègues.

N. W.

(1) Ce ne sont pas « quelques milliers », comme l'écrit M. Lelièvre dans *l'Évangéliste* du 16 février, qui « sacrifièrent leurs biens et exposèrent leurs vies », mais des *centaines de milliers*, qui, ou bien surent résister, ou bien se relevèrent par ce sacrifice, après leur chute.

Le Gérant : FISCHBACHER.

Études Historiques

LE PROTESTANTISME A CONDÉ-SUR-NOIREAU (CALVADOS) ET DANS LE BOCAGE NORMAND

de la Révocation a Napoléon I^{er} (1685-1812) (1)

I

Vers 1670, les réformés du Bocage normand étaient groupés en six églises : *Condé-sur-Noireau* (avec temple aux Isles), *Athis-Sainte-Honorine-la-Chardonne* (avec temple au Mont), *Athis-Ronfeugerai* (avec temple à La Gautrais), *Fresnes*, *Vire* et *Le Chefresne*; églises dont la

(1) Cet article fait suite aux *Huguenots des Isles*, ou histoire de l'Eglise Réformée de Condé-sur-Noireau jusqu'à la Révocation, — publiée à Condé, en 1907, par notre oncle regretté, M. A. Leboitteux. (C'est au hameau des Isles, à deux kilomètres ouest de leur ville, que les réformés condéens eurent leur temple jusqu'en 1680.)

M. Leboitteux, avec l'aide dévouée de M. A. Bénét, alors archiviste du Calvados, avait déjà réuni des matériaux pour continuer son livre, lorsqu'il mourut en octobre 1907.

Outre ses notes, nous utilisons trois registres de l'Eglise Réformée de Condé, renfermant un *Etat des contribuables* de l'Eglise de 1775 à 1817, des mariages de 1775 à 1781, des baptêmes et mariages de 1785 à 1788, et des actes de délibérations de 1804 à 1808.

Ces registres, mêlés à des papiers de famille, n'ont été retrouvés que depuis la publication, en 1898, de notre *Essai sur l'histoire du Protestantisme à Caen et en Basse-Normandie*. Nous les avons remis, en 1908, sur sa demande, à M. le pasteur Capilléry, qui alors desservait l'Eglise de Condé; il les a déposés dans les archives de cette église.

D'autre part, M. A. Bénét a bien voulu nous signaler l'inventaire, rédigé par lui en 1903, des archives municipales de Condé antérieures à 1790, et M. Besnier, son successeur à Caen, a eu l'obligeance de faire mettre à notre disposition cet inventaire, dont il n'existe qu'un exemplaire autographié.

Enfin, d'utiles communications ou renseignements nous ont été procurés par MM. les pasteurs N. Weiss, de la *Société*; Bourgeon, de Caen; Eynard,

population totale, y compris de nombreuses annexes, s'élevait alors à plus de 4 000 fidèles (1).

Dès 1679-81, furent démolis la plupart de leurs temples. Et sitôt signé l'édit de Révocation (17 octobre 1685), plusieurs « compagnies » d'un « régiment de cavalerie étrangère (2) » s'abattirent sur Condé. Les 11 et 18 novembre 1685, abjurèrent 162 Condéens, dont Thomas de Lindet, peut-être l'aïeul de Robert Lindet, conventionnel (3). Et pourtant, 162 abjurants, c'était peu, pour un total de 950 réformés que Condé renfermait encore en 1686 (4).

Dans les paroisses voisines, mêmes fournées; il est vrai qu'à Athis Robert de Neufville (5), écuyer, « promet » simplement, le 26 novembre 1685, de professer le catholicisme « conformément aux Saintes Ecritures », et de renoncer « a toutes hérésies, superstitions et ydolatries contraires a la Sainte Parole de Dieu (6) ». Une telle formule ne liait pas outre mesure sa conscience de huguenot.

Parmi les prêtres qui s'efforcèrent d'obtenir des conversions plus sérieuses, figure Robert Levaillant, écuyer. Depuis 1674, il desservait la cure de Condé (7). « Licentié aux Droits » et bachelier en théologie, il n'était pas sans culture. Ses biographes le disent d'humeur conciliante. Avant la Révocation, il avait eu des relations amicales avec Galand, ministre d'Athis (8); d'où le jeu de mots : A VAILLANT CURÉ GALLANT MINISTRE. Ce n'est pas lui, mais le

d'Athis (aujourd'hui à Vire); Bianquis, de Condé-sur-Noireau; et par M. le Docteur R. Bazin, de Condé.

A tous, nous exprimons ici notre vive gratitude.

(1) Voir notre *Prot. en B.-Norm.*, p. 60 à 64, et abbé Macé, *Hist. de l'Égl. prot. d'Athis*, Montligeon, 1906; p. 68-79.

(2) Ce régiment n'est pas désigné de façon plus précise dans les reg. d'état civil cath. de Condé.

(3) Leboitteux, *Les Huguenots des Isles*, p. 171.

(4) Abbé Macé, *ouv. cité*, p. 125, d'après Arch. Nat.

(5) Sur les de Neufville d'Athis, voir ci-après, III.

(6) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 219.

(7) Condé n'avait alors qu'une église paroissiale : Saint-Martin. L'Église Saint-Sauveur, aujourd'hui siège de son doyenné, n'était qu'une chapelle succursale.

(8) Et non de Condé, comme nous l'avons dit par erreur dans notre *P. en B.-N.*, p. 148, d'après l'abbé Marie (*Hist. de Condé*, p. 30.)

curé de Saint-Germain du Crioult, qui avait présidé en 1680 à la démolition du temple de Condé (1). On pouvait donc présumer que le curé Levailant aurait quelque action sur les réformés de sa paroisse. Selon l'abbé Marie (2), il en aurait ramené, au sein de l'Église, « un grand nombre ». Or, que nous apprennent les registres d'état civil catholique de Condé?

De Noël 1685 à février 1686, six personnes seulement, dont une de Condé, les autres de Fresnes et de Montilly, renouvellent leur abjuration.

En 1687, 1688, 1689, 1690, *aucune*.

Le 16 octobre 1698, Suzanne Trolley, protestante de Sainte-Honorine, jure sur les Évangiles « de vivre et mourir dans l'Église catholique, qui peut seule lui procurer le salut ».

Le 30 juillet 1699, abjuration de Pierre Brisset; il fut longtemps sous la tutelle de David Brisset, son grand-père, huguenot; mais aujourd'hui il a 23 ans; il est « de condition libre, et Dieu lui a fait cognoistre l'erreur ou il estoit... ».

Voici mieux. Le 9 décembre 1693, réabjure Thomas Chanivière (ou Chennevière), bourgeois de Condé. Trois semaines plus tard, le 2 janvier 1694, après « confession sacramentale et communion publique », il épouse « solennellement » Anne Mérouze, « avec la dispense des temps ». On a des raisons de se hâter : la nouvelle mariée accouche d'une fille le mois suivant (24 février).

Le 9 mars 1686, se présente, devant le curé, Jean Halbout, sieur de la Blonnière, pour requérir l'absolution de l'hérésie... « où il a renoncé par sa signature de l'onze novembre dernier ». Une infirmité l'a empêché d'aller à l'église; mais il promet « luy et toute sa famille... de pratiquer fidèlement tous les sacrementz de l'Église romaine, et se soubmet a toutes les peines... portées par les ordonnances de Sa Majesté contre les relaps (3) ».

(1) Leboitteux, p. 153.

(2) *Hist. de Condé*, p. 30.

(3) Arch. mun. de Condé, GG. 7 et GG. 8.

Or, moins de trois ans après, en septembre 1688, ce même Jean Halbout, sieur de la Blonnière, prête sa maison pour un « prêche » que préside Daniel Bocquet, ex-ancien de Caen (1).

Dès le mois d'octobre 1686, Daniel Huet, le futur évêque d'Avranches, a dénoncé une réunion de ce genre, tenue au greffe même de la juridiction de Condé. Déjà commence au Bocage le culte « du Désert » ; la nature du pays s'y prête. Sur la fin de mars 1689, l'intendant Foucault, apprenant que les réformés d'Athis et de Condé s'assemblent par groupes de 200 à 400, leur expédie des dragons qui répandent l'épouvante jusque dans les moindres villages : au Bas-Hamel (2), par exemple, chez Jacques Lefebvre, dont la sœur est en couches. Un vieillard de Fresnes, Richard Onfroy, qui a prié de nuit, à son domicile, avec quelques fidèles, doit s'estimer heureux qu'on le laisse mourir en prison (décembre 1691).

L'alerte passée, les réunions reprennent. Le pasteur du désert Claude Brousson, parcourant le pays en 1696, constate que « le petit troupeau est un des plus fidèles », et qu'il y a des endroits « où l'on s'assemble souvent ».

Vient la déclaration royale du 13 décembre 1698, qui prescrit aux évêques de prêcher les récalcitrants. Nesmond, évêque de Bayeux, se met en campagne ; il visite Condé et les paroisses voisines. Résultat : en mai 1700, Étienne Bocquet, inspecteur des manufactures, écrit au ministre Chamillard : « Condé, Fresnes, Montsecret et Tinchebray sont dans un pays de bois et de montagnes, ce qui peut beaucoup favoriser les assemblées des religionnaires... Mais soit qu'ils les fassent nuitamment, ou qu'ils prennent bien leurs mesures, on ne peut les surprendre. Il paraît

(1) Voir notre *Prot. en B.-N.*, p. 269. — De Jean Halbout, sieur de la Blonnière, et d'Esther Lemarchand, naquit Esther Halbout, qui se fit catholique, puisqu'elle épousa, dans l'Eglise Saint-Martin de Condé, le 21 juin 1704, Guillaume Bourdon, bailli de Caligny. — Sont inhumés dans la même église : le 9 août 1760, Jeanne Charlotte du Frêne, épouse d'Isaac Jacques Jacob Bourdon de la Blonnière, écuyer, brigadier des gardes du corps du roi ; — le 27 décembre 1769, Isaac Jacob Jacques Bourdon de la Blonnière, capitaine de cavalerie. (Arch. mun. de Condé, GG. 47.)

(2) Hameau de Berjou.

beaucoup de liaison et d'accord entre eux; ils sont très obstinés et semblent ne rien appréhender, parce que, disent-ils, on les a plusieurs fois recherchés sans que cela aye eu aucune suite ». A leur tête sont Nicolas Halbout (1) et les frères Pierre et Jacob Manson, de Condé; « ils ont déclaré, en présence du bailli de ce bourg (2), vouloir vivre et mourir dans la Religion prétendue Refformée (3) ».

Du 31 juillet 1699 au 22 mars 1707, date de la mort du curé Levailant, et malgré la présence, à Condé, de Claude Amiard et de Jean Gaignard, prêtres en mission « audit lieu », les registres de baptêmes de Saint-Martin ne mentionnent qu'une abjuration, celle de Gervais Haye (14 juillet 1701) (4).

Athis comptait encore, en 1690, disséminés en plus de trente hameaux, 351 « nouveaux-convertis ». Combien font « leur devoir » de catholiques? Dix seulement, dont trois vont à la messe; un seul s'est confessé (5).

En somme, échec à peu près complet.

Il va sans dire que nombreuses ont été les émigrations. Vers 1670, nous le rappelons, les réformés de Condé et du Bocage dépassaient le chiffre de 4 000. Or, dès 1689, d'après l'intendant Foucault, ils ne sont plus que 3 000. Parmi les fugitifs, citons : la femme et les enfants (sauf un) de Robert de Neufville, d'Athis; les Fourré des Pillières, de Flers (6); les Aumont, Brisset-les-Costils, Chinard, Gosselin, Halbout, Lebailly de la Motte, Leconte, Legeay, Lemaingen, Manson, Martin, Rabache, du Rosel-

(1) Cependant, le 21 mars 1691, devant le curé de Condé, un Nicolas Halbout, « ayant reconnu qu'il n'y avait que la seule Eglise Cath. Ap. et Rom. dans laquelle on puisse faire son salut, après avoir entendu mot après mot les articles de foi qu'elle professe, a déclaré qu'il renonce à l'hérésie de Calvin, ...se soumettant en cas de prorenonciation (*sic*) à toutes les peines portées contre les relaps ». (Arch. mun. Condé, GG. 7.)

(2) Condé n'avait alors que 3 000 habitants environ.

(3) Arch. Calv. C. 1514. — Voir aussi La Ferrière (*Hist. d'Athis*, p. 105-106) et notre *P. en B.-N.*, p. 268 et 289-293.

(4) Arch. mun. Condé, GG. 9.

(5) Abbé Macé, *ouv. cité*, p. 299-305.

(6) Le 24 décembre 1699, un Fourré des Pillières, de Flers, est arrêté à Cherbourg à bord d'un navire anglais. Incarcéré à Valognes, il réussit à s'évader. (D'après un dossier du greffe du tribunal civil de Cherbourg. Communiqué par M. Picquenot, de Cherbourg.)

Fréval. C'étaient en majorité des fabricants de tissus. Aussi Foucault, dans son mémoire de 1698, avoue que le commerce des draps, lingettes et toiles, dans le Bocage, « a considérablement diminué depuis 1685, que la plus grande partie des marchands, qui étaient religionnaires et les plus riches, ont passé dans les pays étrangers (1) ».

II

Néanmoins, Louis XV poursuit l'œuvre néfaste de son bisaïeul, et la déclaration de 1724 condense tous les édits de persécution antérieurs. Il en résulte à Condé une certaine recrudescence d'abjurations (2); à chacune d'elles signent dix à quinze témoins, presque tous prêtres.

C'est surtout contre les enfants que s'exerce le zèle convertisseur. Le 2 juillet 1731, l'intendant de Caen reçoit l'ordre de faire exécuter « les édits concernant l'éducation » de ceux de Condé, Flers et environs. L'abbé Laisné, curé de Flers, s'est plaint qu'on ne les envoie pas à ses catéchismes; n'ayant rien obtenu du procureur du roi à Vire, il voudrait être autorisé à pénétrer, avec main-forte, au domicile des pères et mères. De toutes parts, sont dénoncés des enfants à enlever. Sous le prétexte religieux, se dissimulent parfois les pires sentiments. Ainsi Jean Binard, de Condé, est d'un tel « libertinage » que sa femme, Marguerite Halbout, a dû se séparer de lui; il se venge en demandant, au nom de la religion, qu'on enlève à cette mère ses deux petites filles (1731) (3).

Après le règlement royal du 18 mars 1747 sur les couvents des *Nouvelles-Catholiques*, de nombreuses lettres de cachet parviennent en 1748 à l'intendant de Caen. « De par le Roy », sont saisis, entre autres : à Athis, les enfants Brisset, Chauffray, Chesnel, Lebailly, Lucas; au

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 227-299, *passim*. — En 1786, le régisseur, à Condé, des biens des religionnaires fugitifs, était Sébastien Le Normand. (Arch. mun. Condé, CC. 11.)

(2) Notamment en 1727 et 1728. (Arch. mun. Condé, GG. 12.)

(3) Arch. Calv. C. 1515 et 1653. — Voir notre *P. en B.-N.*, p. 306 et 307.

Chefresne, les enfants Bourdon, Vilain et Roux. A Athis, les opérations se font de nuit; le curé Houvet et ses deux vicaires se partagent pour diriger les cavaliers de maréchaussée; on enfonce à coups de hache les portes des parents. L'épouvante est telle, qu'il en résulte, surtout vers les îles anglo-normandes, un nouveau mouvement d'émigration.

Ce que deviennent, au couvent, les enfants enlevés, on ne le sait que trop. Heureux ceux qui parviennent à s'évader! Les autres, pour la plupart, tombent malades : telle Catherine Lucas, d'Athis, qui en 1752 se trouve « couverte d'humeurs froides et toute ulcérée ». Quelques-uns décèdent. Ceux qui survivent font abjuration, bon gré mal gré, après quatre ou cinq ans. Mais on prend toutes mesures pour les maintenir à l'écart de leurs parents, qui, sauf de très rares exceptions, n'ont plus qu'à les pleurer comme morts (1).

Et quelle est la condition légale de ces pères et mères? En vertu d'une déclaration royale de 1697, est nul tout mariage qui n'a pas été béni catholiquement, à l'église, par le curé. Que feront les réformés? Les uns se marient de nuit à une assemblée du Désert; d'autres s'épousent, moyennant finances, devant quelque prêtre famélique. En 1700, à Condé, Jacques Vauloger et Jacob Manson, tous deux fabricants, sont poursuivis pour mariage clandestin. Vauloger déclare « qu'il a été marié nuitamment dans un champ par un ministre à lui inconnu », et il donne copie de son contrat de mariage. Manson produit une attestation « comme il a esté marié par le curé de Cabour proche Caen, qui depuis a passé en Angleterre ou Holande » (2). Le 13 décembre 1701, Jacob Mousset et Catherine Blin, de Berjou, avouent à leur curé qu'ils ont été mariés il y a environ huit ans, « sans avoir observé les formalités de l'Église, par un homme se disant prestre, dans la ville de Caen ».

Pour légitimer leurs enfants, ce Jacques Mousset et sa

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 328 à 353.

(2) Arch. Calv. C. 1514.

femme se résignent à abjurer (13 décembre 1701); puis, le 26 décembre, ils font « réhabiliter » leur mariage par le curé de Condé (1). Mais nous ne croyons pas (sauf erreur) que les registres catholiques du Bocage offrent d'autres exemples d'une semblable « réhabilitation ».

Donc, à peine l'enfant protestant est-il venu au monde, qu'une tache originelle le distingue, sur les registres d'état civil, de l'enfant catholique.

Celui-ci est toujours désigné comme *né du légitime mariage de...* Parfois même, à Condé, il a pour parrain « très haut, très puissant et très illustre seigneur Mgr Charles Maurice Grimaldy de Monaco, grand d'Espagne de première classe..., vidame de Chartres, baron de Saint-Lô, seigneur dudit Condé (2) ».

Mais un fils de parpaillot ne saurait prétendre à un tel honneur. Le curé l'inscrit comme *naturel*.

Exemples :

A Condé, le 15 septembre 1684, baptême de Louis, « fils *naturel* d'Edmond et d'Élisabeth Petit, tous deux de la R. P. R. ». — Le 13 avril 1697, baptême de Marguerite Halbout, « fille *naturelle* des œuvres de... ». — Le 5 décembre 1701, baptême de Jean-Marie, « fils *naturel* conçu des œuvres de... » Le 8 septembre 1726, baptême d'une fille *naturelle* de Marguerite Boquet, de la R. P. R., « qu'elle a déclaré dans les douleurs de l'enfantement l'avoir conçue de Jacques Vauloger, aussi de la R. P. R. ». — Le 2 septembre 1736, baptême d'Anne Bosquet, « fille *naturelle* de,... tous deux de la R. P. R. ». — Le 1^{er} juin 1738,... Charles Halbout, « fils *naturel* de... tous deux de la R. P. R. ».

Variantes : le 14 janvier 1699, baptême d'un enfant « sorti des œuvres de David Onfray et de Jeanne Radulph. *pervertie* »;

Le 20 septembre 1699, baptême de Pierre Bridet, fils de Nicolas, et de Catherine Halbout, de la R. P. R., « *sans mariage* »;

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 356. — Il faut lire *Mousset* et non *Morset*.

(2) 7 octobre 1735. (Arch. mun. Condé, GG. 16.)

Le 28 août 1704, baptême de Jacques Groussard, « né des œuvres de Daniel, et de Marguerite Huard, *sa prétendue épouse* » ;

Le 1^{er} mars 1720, baptême d'Isaac, « fils des œuvres de Samuel Leconte et de Marie Martin, *sa soi-disante femme* ».

« Le 29 avril 1728, écrit le vicaire Jouenne, Jean Potel, né des œuvres de Jean Potel et de Marie Le Marchand, de la R. P. R., a été apporté à l'église... par Marie Langlois, *notre sage-femme (sic)* (1). »

Même formule (*né des œuvres de*) à Saint-Pierre du Regard (1696-1717), à Athis jusqu'en 1754, à Sainte-Honorine jusqu'en 1749 et même 1772 (2).

Or, à Condé, tiennent garnison, à plusieurs reprises, des groupes de cavaliers : de 1717 à 1738, « la compagnie mestre de camp du régiment de dragons d'Harcourt » ; de 1750 à 1752, « la compagnie de Des Hayes, du régiment de Bourbon-Busset ». N'étant pas des dragons de vertu, ils procréent plusieurs enfants illégitimes (3). A la date du 12 août 1738, le curé inscrit un de ces bâtards comme « né des œuvres de... » On dirait un enfant protestant, n'était l'absence des initiales « R. P. R. ».

Ces initiales, les curés de Berjou jusqu'en 1726, de Fresne jusqu'en 1761, se dispensent même de les ajouter, pour les religionnaires, à la formule : « né des œuvres de... ». Où est la différence avec les bâtards ?

Le 24 mars 1702, devant Blin, curé de Fresne, paraît Magdeleine Leconte, protestante. Elle se déclare « enceinte des œuvres » de Jacques Colin, domestique, et promet « de se conserver bien et deument (4) ». — A

(1) Arch. mun. Condé, GG. 7 à GG. 13.

(2) A Montilly : « né du *prétendu* mariage de ...*sa prétendue* femme, ...de la religion *prétendue* réformée » (1724) ; — à Caligny (29 janvier 1762) : « de la religion *faussement prétendue réformée* ». (Voir notre *P. en B.-N.*, p. 357, 358.)

Cette expression singulière (*religion faussement prétendue réformée*) se trouve aussi sur les reg. de Condé, à la date du 12 décembre 1762. (Arch. Condé GG. 17.) N'est-ce pas le cas de dire que, contrairement à l'intention du prêtre, deux négations valent une affirmation ?

(3) Arch. mun. Condé, GG. 22.

(4) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 398, 498, 499.

Condé, le 29 mars 1731, baptême d'une fille de Jean Halbout, de la R. P. R., et de Marie Alexandre, « qui a persisté dans les douleurs de son enfantement *à la déclaration qu'elle en avait faite* pour être des œuvres de Jean Halbout (1) ». N'est-ce pas traiter en filles-mères les épouses huguenotes?

Si les parents, pour éviter d'aussi odieuses flétrissures, essaient de dissimuler leurs naissances, de sévères pénalités les attendent. Isaac Lepage et Louise Sebire, de Flers, ont voulu dérober leur nouveau-né au curé de Saint-Pierre du Regard; ce prêtre les assigne devant le bailli de Condé, qui les condamne à venir aux fonts baptismaux de Saint-Pierre du Regard, « avant soleil couché », sous peine de cent livres d'amende (28 février 1697).

Né illégitime, l'enfant n'a pas de droits successifs, et souvent des collatéraux malhonnêtes lui disputeront le bien de ses père et mère (2).

Pendant toute sa vie, il est traité comme un mineur ou un interdit, puisqu'en vertu d'une déclaration du 5 mai 1699 il ne peut rien vendre de ses biens sans permission du roi. De là, maintes requêtes à fin d'aliénation, et aussi maints procès : en 1743, Jean et Thomas Malet, de Montilly, revendiquent la propriété d'immeubles que leur père a vendus pour les punir, disent-ils, d'avoir abjuré l'hérésie (3).

Enfin le « nouveau-converti » vient à mourir, et sans avoir reçu les sacrements. S'il s'agit d'un tout jeune enfant, le curé consent à l'inhumer. Ainsi, à Condé, sont enterrés au cimetière catholique, de 1751 à 1776, « les corps » de plusieurs enfants huguenots morts à moins de huit ans (4). Souvent le père, dans l'acte, est désigné comme absent; peut-être veut-il épargner à sa douleur le

(1) Arch. mun. de Condé, GG. 42.

(2) Tel, au Chefresne, en 1730, l'oncle des enfants Levilain-Duhamel.

(3) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 358-365, 498.

(4) Arch. mun. Condé, GG. 45 à 48. — Voir aussi Reg. cath. de Montilly, Flers, Saint-Denis de Meré, *passim*.

spectacle d'une cérémonie expédiée en hâte et de très mauvaise grâce.

Mais le curé refuse l'inhumation, si l'enfant a dépassé l'âge de huit ans (1), et, à plus forte raison, s'il s'agit d'une grande personne. Même, en ce cas, il n'inscrira sur son registre la déclaration de décès qu'à titre exceptionnel, et sur l'ordre du magistrat (2).

Alors, que faire du cadavre ? On l'inhume en secret, soit au fond d'un jardin ou d'une cave, soit dans un terrain donné ou prêté par quelque fidèle, et qui sert de cimetière commun. Tels sont, à Condé, le clos Manson, propriété du sieur Manson ; à Sainte-Honorine, le cimetière de La Vallée ; à Athis, ceux de La Motte et du Rocher d'Épinouze ; à Fresnes, celui de La Queue ; à Tinchebray, celui de la Madeleine (3).

Pour remédier à l'inconvénient de ces inhumations clandestines, une déclaration du 9 avril 1736 décide que « ceux auxquels la sépulture ecclésiastique ne sera pas accordée » devront être enterrés en vertu d'une ordonnance du juge local.

Pendant près de quatre ans, les réformés du Bocage semblent ignorer cette loi. Sont enfin assignés à Tinchebray, le 2 décembre 1739, quatre d'entre eux : Mathieu Manson, de Condé ; Jacob Levain, de Sainte-Honorine ; François Bellanger et Louis Vardon, d'Athis. Comme ils allèguent n'avoir rien su de la déclaration, le juge se borne à les condamner aux dépens (4).

Mais, le 14 janvier 1740, le bailli de Condé fulmine

(1) A Sainte-Honorine, meurt Louis Le Marchand, fils de Louis et d'Anne Lefèvre, âgé de huit ans et demi. Le 7 juillet 1777, Aubin, bailli de Condé, autorise son enterrement, « parce qu'au préalable les parents se présenteront au curé de Sainte-Honorine, pour savoir s'il veut l'enterrer en terre sainte ». Le même jour, 7 juillet, le curé de Sainte-Honorine « ne refuse pas d'inhumer si les parents veulent apporter le corps suivant l'usage des catholiques romains ; mais après s'être informé de l'usage qui s'observe dans la paroisse au sujet des enfants des protestants, ils sont inhumés dans le cimetière jusqu'à l'âge de huit ans ; or le corps du présent enfant protestant est âgé de huit ans échus le 11 de février dernier ». (Arch. Calv. C. 4619.)

(2) Curé de Flers, 12 avril 1741. (V. notre *P. en B.-N.*, p. 365.)

(3) Arch. Calv. C. 4616 sqq., *passim*.

(4) V. notre *P. en B.-N.*, p. 366.

une sentence comminatoire. Les réformés se soumettent; dès le 21 janvier, ils demandent des autorisations d'inhumer. Le 4 février, le bailli a fort à faire, ayant reçu plusieurs « horsains » ou gens du dehors; il enregistre de leur part, dans la journée, neuf déclarations concernant des décès fort antérieurs.

A titre d'exemple, voici, en abrégé, une requête à fin d'inhumation du 10 mai 1754 :

« A M. le Bailli de Condé, Nicolas Fouquet, de la paroisse de Sainte-Honorine, vous remontre que Jacob Levain, fils de..., âgé d'environ 60 ans, est décédé hier... Mais comme il faisait profession de la R. P. R., et qu'il ne peut être inhumé sans permission de justice, le suppléant a recours à ce qu'il vous plaise, Monsieur, vu l'énoncé en la présente, permettre de faire inhumer le corps dudit Levain. »

Le magistrat, où les conclusions conformes du procureur fiscal, accorde l'autorisation, ajoutant que son ordonnance devra être rapportée, pour être enregistrée à son greffe.

L'inhumation a lieu rarement en plein jour (1), le plus souvent vers cinq heures du matin, neuf ou dix heures du soir, et le jour même, ou, au plus tard, le lendemain du décès. Une telle hâte à enterrer fait frémir. Peut-être y était-on contraint, afin de prévenir les attroupements des catholiques fanatiques.

De la nouvelle loi, les réformés n'ont que vexations à attendre. Jusqu'en 1769, ils seront presque toujours désignés, sur les ordonnances d'inhumation, par la même formule dédaigneuse : *ces sortes de gens*. En outre, la plupart sont peu fortunés, et les juges se font payer très cher : quelquefois de 15 à 70 livres pour une seule inhumation (2).

Encore si les pièces étaient rédigées avec soin ! Mais il y a de grosses négligences. Ainsi, le 9 février 1788, Marguerite Ferru, femme Boisne, est inscrite comme

(1) En voici un exemple : Claude Collin, de Sainte-Honorine, inhumé à La Vallée, sur les trois à quatre heures après-midi (2 avril 1741).

(2) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 367.

décédée à l'âge de 86 *livres* (*sic*). Dans un procès-verbal du 9 janvier 1768, le nom d'une défunte a été laissé en blanc par le juge, bien que les témoins aient signé d'avance.

Une preuve que les réformés subissent malgré eux la Déclaration de 1736, c'est que, même après 1740, alors qu'ils ont été mis en demeure de s'y conformer, il leur arrive encore de dissimuler leurs inhumations : ils ne les font connaître au juge que longtemps après, et de mémoire, au risque de ne fournir que des renseignements très vagues, qui en justice peuvent difficilement faire foi : « mort il y a deux ans *environ*..., à trente ans *environ* », etc. Tel décès du 4 octobre 1743 n'est déclaré que le 5 mars 1745 ; tel autre, du 20 février 1770, que le 18 avril 1776.

III

Requêtes à fin d'inhumation et actes de baptême sont intéressants à un autre point de vue ; ils révèlent ce qu'étaient la condition sociale, la vie publique et privée des réformés de Condé et du Bocage au XVIII^e siècle.

Voici d'abord des noms de famille :

A *Condé* et villages voisins (Bouilly, Saint-Germain du Crioult, la Poissonnière, la Louvetière, Saint-Pierre du Regard, Le Bus, Saint-Denis de Meré) : les Angot, Bain (et Bin), Barbot, Bazin, Binard, Binard les Vallons, Blanchard, Blin, Boisne, Boquet (et Bosquet), Bourdon, Briand, Bridet, Brisset, Buffard, Chanivière (et Chênevière), Chauvin, Chesnel, Collin, de la Ferté, Delivet, Denis, Deshayes, Duclos, Durocher, Fanet, Ferru, Fouray (et Fouré), Frébourg, Groussard, Hardy, Harivel (et Le Harivel), Halbout, Hayes, Hébert, Huard, Jouvin, Le Bailly, Leconte, Lefebvre s^r de la Motte, Legeay (et Legey), Le Maignen des Prez, Lemarchand, Lemoine, Leneveu, Lenglinay, Leprieur, Manson, Manson dit Champcourt, Marie, Martin (Mart. des Halousées, M. des Jardins, M. de la Brière, M. des Prez), Ménard, Mesnil, Michel, Moisson, Mollet (M. de la Prairie, M. de Lépine),

Noël, Noget, Onfray (et Onfroy), Pelier du Verger, Peluet, Petit, Postel (et Potel), Poulain, Rabache, Richard du Bisson (et du Buisson), Sebire, Sinard (et Synard), Vauloger, Veniard;

A *Athis* et à *Sainte-Honorine* : les Alexix, Anne, Aubraye, Bazin, Bellanger (et Bellenger), Bisson, Blanchard, Boisne, Bourdon, Briand, Brisset, Cavé (et Cavet), Chanivière, Chauffray, Chauvin, Chemin, Chesnel, Collin, Coespel (et Quoispel), Crétien, de La Ferté (et de Laffertey), Delaunay, Denis, Deshayes, Desmonts, de Vère, Dubourg, Duval, Ellie, Foucher, Fouquet, Gallier, Gosselin, Groult, Halbout, Hardy, Hébert, Hérault, Huard, Huet, Jouenne, Le Bailly, Lecornu, Lefèvre, Le Hardy, Le Hueur, Le Jujeur, Lemarchand. (Lem. Les Boves, L. s^r de la Gré-sillière, L. de Singal), Lepage, Lesueur, Levain (Lev. Le Demainne, L. Les Noës, L. des Rochers), Louvet, Lucas, Malhère (et Malerbe, et Malherbe), Marchand-Lafosse, Martin, Mousset, de Neufville, Noël, Pesnel, Petit, Pichard, Pilastre, Pillier, Poulain, Racine, Rivière, Salles, Sebire, Soubien, Thibault, Trolley, Vardon (et de Vardon);

A *Berjou* : les Angot, Blin, Bosquet, Busnot, Chantrel, Devère, Hardy, Hébert, La Ferté, le Bailly, Lefèvre (et Lefebvre), Lefèvre de la Motte, Lefeuvre, Le Hueur, Lemarchand, Malhère, Moussel, du Tilloy;

A *Montilly* : les Delivet, Fossard, Foucher, Guérault, Halbout, Harivel, Huard, Malet, Manson, Mollet, Vardon;

A *Fresnes* : les Bisson, Briand, Buffard, Collin, Duchemin, La Fontenelle, Leconte, Lemoine-Desjardins, Martin, Onfroy, Pellier, Pellet, Prunier, Sebire, Sorel, Thoury;

A *Flers* : les Lecornu, Lepage, Profichet;

Au *Chefresne* et à *Montabot* : les Bourdon, Costil, Lefebvre, Roux, Talbot, Vilain (et Le Vilain).

A noter que certains noms reviennent très souvent, et qu'il a fallu distinguer par des surnoms les homonymes (1). C'est que les réformés du Bocage se marient

1) Condé a conservé l'usage des surnoms. (Il en est de très salés.)

surtout entre eux. En fait d'étrangers au pays, nous ne trouvons guère que Guillaume Docagne du Plessis (ou Duplessis-Docane), bourgeois d'Alençon, qui le 10 février 1777 épouse à Condé Anne Bazin ; — Jacques Leclerc du Chesne, de Bonnétable (Maine), qui le 1^{er} février 1787 épouse à Condé Marie Lemaigen des Prez ; — Elisabeth Lebrument, d'Autretot (près Yvetot) ; qui le 1^{er} avril 1788 épouse le marchand condéen Jacques Hayes (1) ; — « noble demoiselle Suzanne Aubin de Kerbouchard, fille d'écuier Hierosme Aubin de Kerbouchard et de Suzanne Hardy », de Vitré en Bretagne, inhumée à Condé le 21 avril 1772 (2).

A l'exception du sieur de Neuville, écuyer, seigneur du fief de la Fressengère et châtelain de L'Aulnais-Derne, (ou Launay-Derne), près Athis (3), les réformés de Condé et du Bocage sont des « marchands bourgeois », des artisans, des laboureurs, voire de simples journaliers.

Ceux qui sont dans le commerce se partagent en « argentiers » ou banquiers, orfèvres, « apothicaires », bouchers, boulangers, chapeliers, menuisiers, « ferronniers », tanneurs, marchands de bœufs ou de chevaux.

(1) Arch. Égl. Réf. Condé, État civil, à ces dates.

(2) Arch. Calv., Req. d'inhum., à cette date.

(3) On trouve en 1633 un Pierre de Neuville seigneur du Mesnil-Bacley, fief de Saint-Bomer-les-Forges, près Domfront. Un de Neuville fut délégué au synode de Condé de 1665. Le château des Neuville à Launay-Derne, près Athis, avec fronton à leurs armes, existe encore. Voici, d'après les requêtes d'inhumation (*Arch. Calv.*), quelques-uns de leurs actes de décès :

1744, 21 mars : décès, à 40 ans, de dame Anne Lebûe, femme du sieur de Neuville, écuyer, fille de Jacques du Bûe et d'Anne La Cour ;

1782, 11 avril : inhum. de noble demoiselle Elisabeth de Neuville, fille de feu Messire Jacques de Neuville et de feu Elisabeth de Sanegon, d'Athis, décédée à 71 ans ;

1783, 12 janvier : inhum. de Suzanne Thorin, fille de Samuel Thorin et de Suzanne Coignard, femme de Louis Jacques de Neuville, écuyer, d'Athis, décédée à 79 ans ;

1783, 2 octobre : inh. de Messire Louis Jacques de Neuville, écuyer, seigneur de la Fressengère, fils de Jacques, écuyer, seigneur du lieu, et de demoiselle de Sanegon, décédé à 79 ans.

Ce Louis Jacques fut le dernier des de Neuville. Mais de cette famille est descendue au xix^e siècle une dame Lartigues, qui avait conservé, de l'ancienne église réformée d'Athis, des documents devenus depuis la propriété de M. Jules Appert, de Flers. (Abbé Macé, *ouvr. cité*, p. 188-190.) Malheureusement, ces documents sont aujourd'hui dispersés.

Ils sont avant tout « fabriquands » de tissus. A Tinchebray, les Duchemin dirigent une manufacture de laine « très conséquente ». A Condé, Louis Michel du Bisson et David Le Maignen sont « marchands drapiers ». D'autres emploient le chanvre et le lin, récoltés en abondance dans les « chénevières » ou champs spéciaux d'Athis, et blanchis dans des établissements appropriés, comme celui des Boisme à Taillebois. Le chanvre donne les grosses toiles. Du lin, on tire des fils qui, convertis en chaînes, sont vendus aux fabricants de siamoises et mouchoirs de Rouen et du pays de Caux, ou bien sont tissés sur place pour faire des doubliers et des serviettes ouvrées. Le lin mêlé à la laine produit les droguets. Dans tout le Bocage, de nombreux « filandriers », fileuses, toiliers et tisserands travaillent pour le compte de gros négociants, tels que le huguenot Pelier du Verger à Condé, « homme de bonne conduite, de bonne réputation et de probité », écrit le subdélégué de Vire. Vers 1740, s'introduit le coton, qu'un autre réformé, Marchand-Lafosse (1), d'Athis, imagine de mêler au fil, pour en composer une étoffe appelée *grenade* (2). Tous ces tissus sont vendus aux foires de Condé, de Caen et de Guibray, près Falaise : en 1755, Jacques de la Fontenelle, marchand protestant de Fresnes, meurt à Bouilly, près Condé, « de chute de cheval », en revenant de la foire de Guibray (3).

La race est toujours saine et forte ; il n'est pas rare de rencontrer des octogénaires, des nonagénaires, voire des centenaires. A Condé, sont inhumées : le 21 août 1784, Marguerite Bosquet (*cent* ans) ; le 5 janvier 1750, Suzanne Prieur, veuve Brisset (*cent cinq* ans environ). Les mœurs sont pures : dans toutes les requêtes à fin d'inhumation,

(1) Ancêtre de la famille Velay, aujourd'hui châtelaine de La Poupelière, entre Athis et Condé.

(2) Parce que c'est une étoffe à mouchetures en forme de *graines*.

(3) Arch. Calv., req. d'inhum., 1755 ; et Arch. mun. de Condé, FF. 1 et FF. 2. Voir aussi notre *P. en B.-N.*, p. 372, et l'Abbé Macé, *ouvr. cité*, p. 192-196.

de 1740 à 1788, un seul réformé, le 27 septembre 1763, à Sainte-Honorine, est qualifié d'enfant naturel.

IV

Cette haute moralité s'entretient par la pratique régulière du culte de famille, et, quand on le peut, par la fréquentation, si périlleuse soit-elle, des assemblées nocturnes « au Désert ».

Vers l'époque où Antoine Court travaille, dans le Midi, à restaurer le protestantisme français (1715-26), il reste aux réformés du Bocage un semblant d'organisation : leurs quatre communautés de Condé (500 fidèles), Athis (200), Sainte-Honorine (200) et Fresne (500) ont chacune un consistoire de quatre anciens (1). Parfois des « prédicants » les visitent ; la plupart viennent du Poitou, déguisés en « toucheurs de bœufs » ; ils accompagnent les marchands qui, ayant amené des bœufs d'Auvergne dans le Poitou calcaire pour leur faire faire des os, les conduisent ensuite à petites journées vers les pâturages normands, pour les y engraisser (2). Malheureusement, ces prédicants ont plus de bonne volonté que d'instruction, et il leur manque une consécration régulière.

Vers 1744, l'un d'eux, Pierre Morin, dit l'*Épine*, parvient à se faire accepter, comme pasteur, des Églises du Bocage. A défaut d'une vocation « dans les formes », il a du zèle, et son arrivée détermine comme un Réveil. Peut-être faut-il lui attribuer une sorte de complainte versifiée en 31 couplets, qui dut voir le jour dans le Bocage à la fin de juillet 1744, et où le pasteur exhorte son troupeau. Malgré sa forme trop souvent défectueuse, la pièce est intéressante : on y trouve esquissée la vie spirituelle de la Basse-Normandie protestante en 1744, et les réformés du Bocage, comme jadis les Israélites à

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 381, 382.

(2) Art. de M. le pasteur Eynard dans le *Protestant de Normandie*, 1909, n° 3.

Babylone, y chantent leurs regrets et leurs vœux. La voici (1) :

Vers composés au sujet des églises de ce royaume qui son tombée en désolation depuis soixante ans :

1.

Tres chers frères, assemblons-nous
Pour y chanter avec mémoire.
C'est une histoire de nous tous
Qui avons le Seigneur pour gloire,
Qui sera pour nous [animer] (2)
A soutenir la vérité.

2.

Et nous voulons premièrement
Déclarer les païs et contrée
Qui invoque incessamment
L'Éternel, le Dieu des armée
Et qui chantent tous d'un grand cœur
Les louanges de leur Sauveur.

3.

La provinces que nous avons
A commencer, c'est par la France,
Car il y a fort peu d'endroit
Qui prie Dieu en reverence
Et l'adore en sainteté
En esprit et en vérité.

4.

Tout le plus désolé païs
C'est la province de Bretagne,

(1) Extrait d'un recueil⁷manuscrit de⁸chansons huguenotes. Communiqué par M. le Docteur R. Bazin, de Condé-sur-Noireau. M. Bazin nous a envoyé une reproduction très scrupuleuse de son manuscrit ; mais nous nous demandons si ce manuscrit n'est pas une copie fautive de l'original. Nous respectons néanmoins le texte, même dans son orthographe, nous bornant, pour le rendre plus intelligible, à remplacer cinq ou six mots, que nous donnons en note, par d'autres entre [crochets].

(2) Le manuscrit porte *amer*.

Laquelle florissait autrefois
Comme le muguet des montagnes.
Ils ont aujourd'hui interdit
La religion de Jésus-Christ.

5.

Ils ont éteint ce beau flambeau
De la pureté de l'Évangile.
Les ténèbres y sont apparues
Comme autrefois firent en Égypte.
Tout cela est pour nous montrer
Que le seigneur est courroucé.

6.

Dedans cette contrée de pais (1)
Que nous allons mettre en registre,
Que ce grand Dieu a conservée
Comme son peuple Israélite,
En accordant à ce troupeau
La constance dans tous leurs maux,

7.

Condé se comporte assez bien
Dans la vérité et la vie,
Caligny le seconde bien
En la pureté de l'Évangile.
Pontorson du nombre était bien
Mais il tombe dans le [déclin] (2).

8.

Nous n'oublirons pas Montilly
Puisqu'il est bien dans la contrée
Lesquels fait bien profession
De la religion réformée.
Pour Grandville, est bien abuzé
Dans l'erreur de la papauté.

(1) La Normandie.

(2) Le manuscrit porte *déclai*.

9.

Que dirons-nous de Rouen
Aussi de Caen cette grand ville (1)
Et du païs du Cotentin
Ou on a prêché l'Évangile?
Fresne se vante asseurement
De les surpasser maintenant.

10.

Que peut-on dire de Crocy
Et de Montabot près de Vire (2)?
Et de Sainte-Honorine aussy
Qui a conservé son église?
Pour Allancon (3), me fait pitié
Quand je pense a sa lâcheté.

11.

Ils n'ont aucun chandelier d'or
Ni la lampe du sanctuaire,
Pour les éclairer dans la nuit
Et [dans] (4) leur plus grande ténèbre;
Ils attendent a tout moment
Le messager du tout Puissant.

12.

Il y a déjà bien longtemps
Que nous soupirons dans ce royaume,
Il y a bien soixante ans
Que nous tenons nos bouches closes,
Notre Seigneur n'est invoqué
Qu'en nos cœurs en particulié.

(1) En 1750, le pasteur Gautier blâmera la tiédeur des réformés de Caen.
(Voir notre *P. en B.-N.*, p. 388.)

(2) Crocy, près Falaise. — Montabot, près Le Chefresne.

(3) Alençon.

(4) Il y a *de* sur le manuscrit.

13.

Prions Dieu et notre bon Roi
Ce bon conducteur de la France
Qu'il retablisse promptement
Les ordres des Edits de Nantes,
Nous goûterons au mesme tems
Un avant gout de Canaan.

14.

Si notre bon Roi savoit
Quel bonheur serait a la France
De retablir les beaux Edits
Dont a présent jouit la Hollande,
Il donnerait dès a présent
La liberté aux Protestants.

15.

Car nous prions le tout puissant
Qu'il augumente sa victoire
Et qu'il accorde a nos soupirs
La volonté de nos désirs.

16.

Ils ont renversé nos maisons
Les plus florissante du monde
Dont Paris en était remplis,
Ou habitait tant de beaux monde.
Mais Charenton étoit l'endroit
Ou le tout puissant abitoit.

17.

Ils ont étein le chandelier
Qui éclairoit cette grand ville,
Pour ce repaitre aujourd'hui
De la doctrine papistique.
Dieu vengera assurément
Le sang de ses pauvres enfans.

18.

On alloit de jour autrefois
Prier Dieu dedans ses beaux temples ;
A present ce n'es que la nuit
Et encor contre l'ordonnance.
[O] (1) Seigneur Dieu ! tu es puissant,
Apaïse la langueur du temps.

19.

Mais par dedans notre pays
Puisque nous n'avons point de temples,
Chacun consacre sa maison
Pour chanter tes saintes louanges,
Et ta parole y est prêchée
Non point avec liberté ;

20.

Mais c'est avec pureté,
Reverence en nos conscience
Pour que Dieu campe autour de nous
Une légion de ses anges
Afin que nous n'appréhendons
La violence des dragons (2).

21.

Pour Charenton, etait le lieu
Ou résidoit les bons ministres
Qui ont laissé leurs beaux ecrits
[Et] (3) leurs remontrances publiques
Qui nous ont tant fortifiez
Au milieu de tous les dangers.

22.

Il on beau pester et jurer
Ecumer de rage et furie,

(1) Sur le manuscrit, on lit : *Au*.

(2) Au début du xix^e siècle, on conservait encore, dans certaines familles protestantes du Bocage, le souvenir de ce cri d'alarme : *Voici les dragons ! sauvons-nous !*

(3) On lit *de* sur le manuscrit.

Tout cela ne peut arreter
Le zèle dont Dieu [m'a] (1) armé.

23.

Les violence et cruautéz
Leur sont devenue a la mode.
Ce pauvre troupeau désolé
Poursuit toujours son période
En invoquant le tout puissant,
Se moquant des rigueurs du temps.

24.

On peut dire que Saint-Germain (2)
A toute les marque engravée
Que la parole du Seigneur
Leur est purement annoncée.
Plusieurs sont privés du bonheur
De cette grâce du Seigneur.

25.

Athie (3) marche en après,
Qui repond a grand diligence
Qu'elle a un des beaux chandelliers
Qu'a present jouit la Hollande,
Que le Seigneur leur a donné
Pour les conduire a sauveté.

26.

Remarquon de nos ennemis
Toute la rage et la furie
Qu'il ont ensemble comploté
En démolissant nos eglise
Que nos héros avoit planté
Afin que Dieu fut invoqué.

(1) Manuscrit : *l'a*.

(2) Saint-Germain du Crioult, près Condé.

(3) Athis.

27.

Après avoir tant déclaré
Les afflictions et ravages
Que depuis si longtemps on voit
Dans les villes et les villages,
Considérons donc maintenant
Les faveurs du grand Dieu puissant.

28.

Prions le Seigneur tout puissant
Qu'il veuille par sa sainte grâce
Toucher le cœur des ignorant
Qui vivent en tans de disgrâce
Ou l'idolâtrie est planté
Et le nom de Dieu blasphémé.

29.

Si nous supplions l'Eternel
Il exauceras nos prière
Auras pitié et compassion
De nous et de nos pauvres frères
Qui depuis si long tems y sont,
Dans les galères et les prisons.

30.

Mes chers frère en Jésus Christ,
Souvené vous dans vos prière
Du serviteur de l'Eternel
Qui vous éclaire des lumière
Que le Seigneur lui a donné
Pour vous conduire a sauveté.

31.

Sont les marque de mon amour
Que je vous donne, [ô mes] (1) fidèle,
Qui me font ainsi travailler

(1) Le manuscrit porte *avec*.

Pour y ranimer votre zèle,
 [Vous] (1) priant de me croire tel
 Quand finissant je dit amen.

FIN.

Parachevé ce 28 de Juillet 1744.

Tandis que cette exhortation circulait sous le manteau, et sans doute se chantait à mi-voix, le pasteur Morin s'efforçait de reconstituer d'après la Discipline les Églises du Bocage. Il fit si bien, qu'elles tinrent des colloques, à date fixe, trois ans de suite : les 2 février 1745 (2), 7 février 1746 et 16 février 1747. On y détermina surtout les fonctions du pasteur et des anciens ; on décida que personne ne serait admis à prêcher, sans autorisation du pasteur.

Morin eût été plus fort contre les « intrus », si sa vocation avait été plus régulière. Son œuvre fut achevée par son successeur *Pierre Boudet*, dit *Gautier*, un des plus chers élèves d'Antoine Court.

Le 26 décembre 1750, Gautier réunit au Bocage un nouveau colloque. Sur la motion du seigneur de Neufville, ancien d'Athis, on y résolut, « vu les tristes conjonctures », de n'avoir que quatre assemblées par an ; mais on adopta en principe l'idée de former un synode provincial avec les frères de Haute-Normandie, et de se faire représenter, si possible, aux synodes nationaux. A. Court félicita les réformés du Bocage de ce retour aux coutumes de « l'ancienne Église » (25 avril 1751).

(1) Manuscrit : *Mes*.

(2) Au colloque de 1745, figurent 24 anciens, savoir :

Quatre pour *Condé* : Jean et Abraham Delivet, Gervais Binard, Gervais Brisset ;

Dix pour *Sainte-Honorine* : Jacques et Mathieu de la Ferté, Jacques et Pierre Le Hueur, Pierre Marchand, Jean Le Marchand, Louis et Thomas Le Bailly, Louis Collin, Jacques Racine ;

Six pour *Athis* : Pierre Chauffrey, Gilles Anne, Daniel Mollet, Charles et Guillaume Chênél, David Devère ;

Quatre pour *Fresnes* : Pierre et Charles Thoury, Jacques Prunier, Jean Fourey.

A Gautier succéda, en 1752, *Jean Godefroy*, dit *Lebas*. Il visita le petit groupe de Montabot-Le-Chefresne, qui comptait encore de 70 à 80 membres. Comme Gautier, il reprochait leur avarice aux Bas-Normands, mais ajoutait : « Ils ont du goût pour nos exercices. »

Depuis le départ de Godefroy (1763) jusqu'à l'avènement de Louis XVI (1774), les Églises de Condé et du Bocage furent-elles desservies ? Si oui, par qui ? Ni nos recherches personnelles, ni celles qu'on a bien voulu faire sur notre demande, n'ont pu nous le révéler. Ce qui est certain, c'est que les assemblées continuèrent. Au mois d'août 1766, Fontette, intendant de Caen, prescrit à un subdélégué, sans doute celui de Vire, une enquête sur ces réunions « contraires aux règlements », et qu'il dit de nature « à troubler la tranquillité de la province (1) ». A plusieurs reprises, et notamment le 9 janvier 1768, trois réformés, Jacques Lefèvre, Nicolas Lefèvre et Jacques Le Marchand, sieur de la Grésillière, appartenant respectivement aux paroisses de Condé, Berjou et Sainte-Honorine, font des déclarations de décès. Peut-être remplissaient-ils près de leurs frères les fonctions d'anciens (2).

V

Déjà apparaissent les premiers symptômes d'un retour définitif à la tolérance.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la généralité de Caen, comme la plupart de celles du royaume, a des intendants humanitaires. Tel est Fontette, de 1752 à 1775. Non qu'il soit dégagé de tout fanatisme. En 1772, le curé de Montilly veut fonder dans sa paroisse une « école de charité » ; Fontette l'y autorise, vu que le village, dit-il, est « rempli de protestants » ; tout au plus demande-t-il qu'on ne sacrifie pas trop « l'instruction » aux prières (3). Il approuve aussi en principe l'œuvre de propagande des

(1) Voir notre *Prot. en B.-N.*, p. 383 à 392, 500, 518.

(2) *Arch. Calv.*, Req. d'inhum., 9 janv. 1768.

(3) *Ibid.*, C. 6718.

Nouvelles Catholiques. Mais il blâme les mesures violentes. En 1754, on sollicite de lui l'enlèvement de quatre enfants La Ferté, du Mesnil-Hubert; il préférerait que l'on exige des parents une soumission de les envoyer aux catéchismes du curé.

Esmangart, son successeur, est plus net; non seulement il refuse d'enlever à leurs parents les enfants Vilain et Costil, du Chefresne (1780); mais il oblige le curé Larsonneur à rendre à son père Jeanne Costil, de Montabot; il fait aussi relâcher la fille de Jean La Fontenelle, journalier de Fresne (1781) (1).

Quelques années plus tard, est mise en liberté une demoiselle Laperelle, dont la mère était une « Briset » (ou Brisset), de Condé. Enlevée par lettre de cachet à l'âge de 13 ans, elle a été enfermée aux *Nouvelles Catholiques* de Caen, puis, quatre ans après, à l'hôpital, où elle « a resté » trente ans. Cette « longueur de tems » lui a fait perdre la connaissance des biens de ses père et mère, qui doivent consister, à Condé, en deux auberges : celle du « Signe » et celle du Lion, et en une pièce de terre dite « le pré Callambourg ». « Au nom de l'humanité », un fripier de Caen demande pour elle des renseignements à la municipalité de Condé (16 ventôse an II, 6 mars 1794) (2).

Outre leurs droits de pères de famille, c'est la liberté de conscience de leurs mourants que les religieux entendent faire respecter. Pierre Le Marchand, de Condé, étant malade, a demandé un prêtre; mais c'était dans une crise de délire. Le curé, prévenu par des voisins, se présente; mais les parents l'empêchent d'approcher, et, quelques semaines après, c'est eux qui forment une plainte contre lui! (février-avril 1786) (3).

Qu'il y ait quelque chose de changé, on s'en aperçoit aussi aux formules nouvelles des actes de baptême.

Dès 1747, à Condé, il arrive au curé ou à ses vicaires de désigner ainsi les enfants protestants : « né de... » ou

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 403 à 423, *passim*.

(2) Arch. mun. de Condé, I. 1.

(3) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 423, 424.

« fils de... de la R. P. R. (1) ». Même, le 17 janvier 1749, on lit : « fils de... et de... *son épouse* ». Ailleurs, le prêtre s'oublie à écrire : « *né du légitime mariage de...* », comme pour les enfants catholiques ; il est vrai que, se ravisant, il efface le mot *légitime*, voire même les deux mots *légitime mariage* (5 janvier 1787, 18 février 1757). — Parfois, il est pris d'une rechute de fanatisme ; à moins qu'il n'ait des raisons spéciales de désobliger tel ou tel : *sorti de...* (14 juillet 1762, 7 mars 1764) ; — *provenu de...* (8 janvier 1765) ; — *né ou sorti des œuvres de...* (24 mai, 27 août 1765) ; — *né du mariage prétendu de...* (15 janvier 1775) ; — *né du prétendu mariage de...* (4 novembre 1776). — Un acte du 4 février 1786 porte effacés après coup les mots *prétendu mariage* (2).

A Berjou, le 24 janvier 1749, le vicaire Lemarchand écrit : « *né du mariage de...* de la R. P. R. » ; mais, le 21 juillet, même année, il applique à un autre enfant protestant la formule indécente : *né des œuvres de...*

A Montilly, depuis 1779, le curé Marie écrit : *né du mariage de...* ; à Sainte-Honorine, le vicaire Louvet : *né du mariage civil de...* Mais, à Athis, de 1776 à 1783, plusieurs enfants sont encore inscrits comme « nés du *prétendu* mariage de... », et le curé de Sainte-Honorine, invité par un père de famille (3), en 1781, à retrancher d'un acte de baptême ce mot *prétendu*, s'y refuse.

Vient enfin l'Édit de Tolérance du 19 novembre 1787, qui accorde aux « non-catholiques » un état civil, réhabilite leurs unions antérieures, les autorise à déclarer leurs naissances, mariages et décès aux juges locaux comme aux curés, et leur promet des cimetières que donneront les municipalités.

C'est seulement le 3 avril 1788 que le Parlement de Rouen enregistre l'édit nouveau ; aussi voit-on des réformés du Bocage formuler encore, le 30 mars 1788, une requête à fin d'inhumation.

(1) Ces initiales sont quelquefois mises en marge.

(2) Arch. mun. de Condé, GG. 16 à 24.

(3) Philippe Adeline.

Mais sitôt l'édit rendu exécutoire, ils affluent aux justices locales et même aux presbytères pour faire réhabiliter leurs mariages précédents.

A Vire, devant Saillefest de la Tigerie, lieutenant du bailliage, comparaissent, le 30 août 178 , Pierre Harivel et Marguerite Mollet, de Montilly; véritables noces d'or! car ils sont mariés depuis mai 1738, depuis plus de cinquante ans (1).

A Condé, les 24 octobre 1788 et 4 mars 1789, d'autres viennent signifier au curé Bourgeois, assisté de plusieurs témoins, que de leurs « unions conjugales », contractées depuis tel nombre d'années, sont issus tels enfants, et que « leur intention est de vivre, comme ils ont fait, en *légitime* et indissoluble *mariage* conformément à l'Édit ». Et le curé en donne acte, sous l'œil narquois de nos bons réformés, heureux sans doute de se payer sa tête, comme nous dirions aujourd'hui.

Quant aux actes postérieurs à l'Édit, ils sont déclarés, en vertu de l'Édit lui-même, d'abord devant Joseph Aubin, bailli de Condé, et les baillis de Caligny et de Flers; puis, du 1^{er} octobre 1791 au 29 septembre 1792, devant le juge de paix de Condé, assisté de son greffier (2).

Mais des difficultés se présentent. Les juges locaux ne sont pas toujours à portée des intéressés, et ils se font rétribuer largement. Jacques Hayes, de Condé, épousant Élisabeth Lebrument, d'Autretot, se plaint que le magistrat de Caudebec lui réclame plus de 85 livres d'honoraires.

D'autre part, les autorités locales rechignent à accorder des cimetières, si bien que les réformés du Chefresne en viendront à offrir, le 1^{er} novembre 1788, de payer eux-mêmes leur champ de sépulture (3).

Ceux de Condé, avant l'Édit, inhumaient, le plus souvent, dans un verger appartenant au sieur Manson, rue

1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 339, 437, 440.

(2) Arch. mun. Condé, GG. 49 et 30.

3) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 440, 441, 446, 515.

du Vieux-Château (1). Comme Manson refuse, en 1788, de vendre ce verger, la municipalité choisit celui d'un sieur Huard. Mais Huard oppose le même refus. On s'adresse à l'intendant, qui renvoie au « bureau intermédiaire » (2) de Vire. Le bureau de Vire se fait communiquer un état des familles protestantes de Condé; on y voit qu'au 4 juin 1788 elles étaient au nombre de 58 (3), comprenant 219 fidèles. Puis tout traîne en longueur. Un an après, le 12 juillet 1789, le pasteur de Condé, Gourjon de Monchamps, écrit à l'intendant : « Nos morts s'enterrent encore comme dans les temps ci-devant orageux... (4) »

Une nouvelle année s'écoule, et c'est seulement le 4 juin 1790 que la municipalité de Condé adopte, comme cimetière protestant, un terrain de 25 « perches », situé sur la colline dite *Motte de Lutre*, et appartenant à Catherine Huard, veuve Pierre Lemarchand.

Est-ce fini ? Pas encore ! Le 15 juin 1790, l'arpenteur Mulot a été envoyé par Boutry, procureur de la commune, pour délimiter le terrain. Le 17, on le renvoie « changer le premier emplacement » et « passer » d'autres devises. Le 29 juillet, il est nommé expert pour estimer le fonds. A la date fixée pour l'estimation, Boutry se voit retenu près des « frères » de Vire. D'ailleurs, en examinant la procédure, il constate l'absence d'un ou deux parents (la veuve Lemarchand s'était mariée deux fois). Il remet l'affaire à un autre jour; lisons : à plus d'une année.

Enfin, le 27 octobre 1791, les experts évaluent les 25 perches à 18 livres 15 sols de revenu, et « si on fait le franchissement », à 375 livres.

Le 8 février 1792, l'arpenteur Mulot retourne sur place en vue d'une délimitation définitive. Mais il découvre que ses devises ont disparu; on a « labouré et encemencé »

(1) Terrain compris aujourd'hui dans les dépendances de l'Hôtel du *Lion d'Or*.

(2) Rouage spécial des assemblées provinciales de 1787.

(3) Savoir : 37 au « bourg » de Condé, 2 au village du Bus, 8 à la Louvetière, 8 à la Poissonnière, etc. (Arch. mun. Condé. BB. 5.)

(4) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 445, 446.

une partie du terrain, et les réformés, las d'attendre, ont déjà inhumé dans l'autre partie (1).

L'affaire dut pourtant s'arranger, car le terrain en question est aujourd'hui le cimetière protestant de Condé.

VI

Si Louis XVI a concédé aux « non-catholiques » l'état civil, il est moins disposé à leur permettre de s'assembler pour prier.

Au début de son règne, le bruit s'est pourtant répandu que le culte public serait désormais toléré. Les réformés du Bocage croient pouvoir s'organiser en conséquence. Un nouveau pasteur se présente à eux : *Gential*, dit *Las-saigne* ou *La Sagne* (2), originaire du Vivarais, et ancien élève de Lausanne. Le 1^{er} décembre 1775, les trente et un chefs de famille domiciliés « au bourg » de Condé font connaître ce que chacun d'eux « payera » pour son traitement. La souscription la plus forte est de 15 livres, et la moindre de 1 l. 4 s. ; le total s'élève à 204 livres (3).

Le 6 janvier 1776, les anciens de Condé se réunissent en colloque avec ceux d'Athis, Sainte-Honorine et Fresnes. On fixe le traitement du pasteur à 1 000 livres,

dont 380 à fournir par Condé (y compris les villages voisins),

305 par Sainte-Honorine,.

189 par Fresnes,

126 par Athis.

TOTAL : 1 000 (4).

Des documents postérieurs montrent qu'il n'y avait pas de caisse centrale ; chaque Église, généralement tous les six mois, payait sa quote-part au pasteur, qui remettait pour les pauvres une petite somme (5).

(1) Arch. mun. de Condé, L. 1 et M. 1.

(2) Il écrit *La Sagne* sur son registre de mariages.

(3) Arch. Égl. réf. de Condé, Reg. *Etat des contribuables*.

(4) V. notre *P. en B.-N.*, p. 457.

(5) « 1789, 2 octobre : à M. Gourjon, 6 mois de ses honoraires, 120 livres »

La Sagne, du 27 décembre 1775 au 28 octobre 1781, tiendra registre des mariages bénis par lui « sous la croix » : en tout cinquante-neuf, entre gens venus de tous les points du Bocage ; même de Couterne (1), près de Bagnoles de l'Orne ; même du Fresne-Camilly, près Caen ; même de la Beauce et du Blésois (2).

En 1750, on n'osait avoir que quatre assemblées dans l'année. En 1776, chacune des quatre Églises est invitée à se procurer une robe et un « bonnet carré » : le pasteur leur fera le culte chaque dimanche à tour de rôle ; il visitera aussi, entre temps, le petit groupe de Montabot-le-Chefresne. Aussi s'adjoint-il deux auxiliaires : *Racine*, fil ; d'un fermier de Sainte-Honorine, et *Bellanger*, qui était d'Athis, et venait d'exercer le ministère en Picardie (3).

Jusqu'alors, le culte n'avait lieu que de nuit, soit en plein air, au fond des bois, soit dans des granges, des hangars, comme celui de la ferme de Chénevière (4), ou encore dans des pressoirs. Chaque pressoir était muni, comme aujourd'hui, d'une grande auge circulaire en granit, où tournait la meule écrasant les pommes. Il est probable qu'à l'aide de l'auge on formait cercle autour du pasteur.

En 1775, c'est de jour que les fidèles se risquent à

— Le 28 Germinal an II (17 avril 1794), Gourjon, recevant 59 l. 7 s. 6 d. « pour un quart de son service à Condé », déclare remettre sur cette somme 91. 7 s. 6 d. pour les pauvres. (Reg. *Etat des contribuables*. — Voir aussi notre *P. en B.-N.*, p. 512.)

(1) Arr. de Domfront (*Orne*). « 1^{er} mai 1777, mariage de Jean Pierre Ri-houey, receveur de *M. de Couterne* ». (Reg. mar., 1775-81.) Ce M. de Couterne est évidemment un de Frotté. Sur les de Frotté protestants, ancêtres du fameux chef royaliste, voir notre *P. en B.-N.*, p. 476-478.

(2) Du 18 novembre au 1^{er} décembre 1780, La Sagne bénit sept mariages des familles Grejon, Cointepas, Pari, Fleuri et Salé, de *Beauce*, et Grillon, Cosson, Angellier, d'*Aulnay* et *Mer* en Blésois.

(3) L'intendant Esmangart dit que Bellanger est d'Athis. A plusieurs reprises, le nom de Bellanger figure sur les requêtes d'inhumation du Bocage. — Le 11 octobre 1778, La Sagne déclare avoir autorisé « M. Bellanger, pasteur en Picardie », à bénir un mariage. — En avril 1782, le trésorier de l'Égl. Réf. de Condé paie : « quatre mois pour M. Bellanger, 48 livres ». (Reg. prot. de Condé.)

(4) Abbé Macé, *ouv. cité*, p. 186. — Des ouvertures étaient dissimulées sur le pourtour du hangar, pour permettre une évacuation rapide, en cas d'alerte (*Ibid.*).

tenir réunion : ceux de Condé, pour la première fois le 17 décembre 1775, au hameau de la Louvetière, « dans le pressoir à M. Laneufville » (1); ceux de Sainte-Honore, dans le pressoir de Jean Levain des Preys.

Aussitôt, les curés de se plaindre : il faut arrêter le ministre qui « ameute » ainsi les réformés. L'intendant Esmangart eût volontiers fermé les yeux ; mais, par ordre du roi, le maréchal d'Harcourt, gouverneur de la province, défendit toutes assemblées (septembre 1776).

Les protestants du Bocage ne pouvaient croire à une interdiction définitive ; ils reprirent bientôt le culte en commun ; le vicaire de Fresnes dénonce en 1778 des « prêches » dans sa paroisse.

Alors intervint Armand, chapelain de l'ambassade de Hollande ; il proposait au gouvernement une transaction : les pasteurs du Midi seraient réduits de moitié, et ceux du Nord, sous sa direction, réuniraient des groupes de 15 à 20 personnes au plus. Il reçut carte blanche. La Sagne, fort de l'appui de son troupeau, continuait le culte public ; on l'incarcéra pour quelques mois au château de Caen (janvier-avril 1780). Mais lorsque Armand, combattu par Court de Gébelin, eut disparu de l'horizon (1783), les réformés bénéficièrent d'une certaine tolérance de fait.

La Sagne ayant accepté vocation des Églises de la Thiérache, les anciens du Bocage, réunis en colloque (3 mars 1783), obtinrent de Bellanger, son ancien auxiliaire, qu'il « resterait » parmi eux comme pasteur en titre. Cependant le départ de La Sagne ne fut pas immédiat, car, le 12 juin 1783, le curé du Chefresne écrit : « Un nommé *La Cène* (La Sagne), qui a été trois mois en prison au château de Caen, ...maintenant métamorphosé en *Gential*, désole ma chétif (*sic*) paroisse. » Or, *Gential* était le vrai nom de La Sagne. On voit qu'il jugeait désormais superflue la précaution d'un pseudonyme (2).

Quant à Bellanger, il rencontra l'opposition très vive

(1) D'après une note manuscrite reproduite sur plusieurs Bibles de famille du pays.

(2) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 426-428, 431 à 433 et 513.

de trois notables de son troupeau : La Roque (1), Legeay et Groussard, qui, le jugeant inférieur à sa tâche, allèrent de maison en maison dissuader les fidèles de fréquenter ses services et de lui payer ses honoraires. Cinq anciens de Montilly (2) blâmèrent leur conduite dans une protestation où on lisait : « M. Bellanger est digne d'exercer, ou il ne l'est pas. S'il l'est, pourquoi ne sont-ils pas venus l'écouter ? S'il ne l'est pas, pourquoi n'ont-ils pas produit des raisons valables et solides dans notre consistoire, et fait assembler le colloque pour en juger selon la discipline?... Notre conscience ne nous permet pas d'agir envers les ambassadeurs du Christ comme à l'égard d'un domestique qu'on renvoie quand il a fait quelque faute (3). »

Néanmoins, Bellanger dut se démettre, car, du 29 septembre 1786 au 16 juillet 1788, les baptêmes et mariages sont bénis à Condé par un nouveau ministre, *Descours*, qui s'intitule encore « pasteur au désert », mais sans pseudonyme.

A Descours succéda *Aimé Gédéon Gourjon de Monchamps* (4). Né à Genève le 8 mai 1761, d'Antoine Gourjon, de Salles près Grignan (Provence), et de Marie Anne Monchamp, de Dieulefit en Dauphiné, réfugiés pour cause de religion, il avait étudié à Lausanne. Il eut une sœur mariée à Reboul-Charron, pasteur de La Motte-Chalençon (*Drôme*). C'est le 22 août 1788 qu'il célèbre à Condé son premier acte, un baptême (5).

(1) Ce doit être un surnom.

(2) Louis et Jacques Delivet, J. Vardon, P. Manson, Nicolas Huard.

(3) Document sans date, mais qui fut rédigé entre 1783 et 1786. Il se trouve dans un recueil factice qui appartenait à feu notre oncle, M. Leboitteux, et que nous avons donné à la Biblioth. de la Société.

(4) Ainsi, contrairement à ce que nous disions dans notre *Prot. en B.-N.* (p. 446), Gourjon ne remplaça pas immédiatement Bellanger.

(5) Pap. de famille, et Arch. Egl. Réf. de Condé, reg. bapt. et mar., 1785-88. — Gédéon Gourjon épousa à Condé Madeleine Richard du Buisson, née en 1768. Il en eut douze enfants. Le dixième fut le pasteur Horace Gourjon, qui, né en 1808, desservit en dernier lieu l'église de Montilly, et mourut à Condé en 1895.

A l'une des filles de Gédéon Gourjon se rattachent, directement ou par alliance, les pasteurs Hardy, Abelous, Huraut, Legouis et Dumas.

Dès mars 1788, les fidèles de Condé avaient recueilli la somme de 42 livres « pour faire faire une chaire ». Ils souscrivirent aussi 60 livres par an, à partir du 1^{er} janvier 1788, pour la location d'une « chambre de prière » (1). Ceux d'Athis, plus heureux, inaugurèrent leur premier temple, le 31 mai 1789, jour de Pentecôte, dans ce hameau de Chénevière (2) qui les avait vus jadis s'assembler en secret.

Vint la Constitution de septembre 1791, qui déclarait tout citoyen « libre d'exercer le culte religieux auquel il est attaché », et « d'élire ou choisir les ministres de son culte ». Vers la fin de 1791, Gourjon, prenant pour texte 1 Pierre 2, 13 (*Soyez soumis à tout ordre humain*); vante cette « Constitution sublime qui prépare le bonheur des peuples » (3).

C'est bien l'heure de la réparation qui a enfin sonné pour nos huguenots. En 1789, les suffrages de leurs concitoyens les font entrer, relativement nombreux, aux premières municipalités élues de Condé et d'Athis (4). La même année, le pasteur Gourjon vient suivre à Versailles, comme « représentant extraordinaire de la commune de Condé sur Noireaut » (*sic*), les séances de l'Assemblée nationale (5). Le 30 janvier 1790, la municipalité de Condé, en instance pour obtenir un tribunal, le remercie d'avoir « bien voulu » intéresser à cette demande

(1) Arch. Egl. R. de Condé, Reg. *Etat des Contribuables*. — Cette « chambre de prière » devait faire partie de la maison d'un nommé François Prieur, située dans une venelle aujourd'hui disparue, qui aboutissait à la rue du Vieux-Château, à l'endroit occupé aujourd'hui par la charcuterie Chanu. (Communiqué par M. le pasteur Bianquis, de Condé, d'après les souvenirs d'une de ses paroissiennes, et les Arch. de son église.)

(2) Ce temple de Chénevière était sans doute provisoire, car deux autres furent élevés en 1832 : l'un aux Aulnais-Bilbots pour Athis, l'autre à La Rivière pour Sainte-Honorine. On leur a substitué en 1866 un temple unique, construit sur la route de Sainte-Honorine à Athis.

(3) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 452, 456.

(4) Arch. mun. Condé, BB. 1. — Abbé Macé, *ouv. cité*, p. 187.

(5) D'après une carte d'entrée à la tribune de l'Assemblée nationale. Cette carte porte d'un côté la date de 1789, de l'autre le nom de « Gourgeon », avec la signature du célèbre Guillotin, « commissaire de l'Assemblée nationale ». (Papiers de famille.)

son éminent coreligionnaire « Rabot (*sic*) de Saint-Étienne » (1).

VII

En cette fin du XVIII^e siècle, qu'est devenue, au Bocage, la vie religieuse ?

Chez les catholiques, ce n'est pas brillant. A Condé, le curé Bourgeois est en procès avec ses paroissiens. En 1773, le cinquième dimanche après Pâques, il les avertit que « dans la suite on annoncera dans cette église (Saint-Martin) les vigiles des fêtes et les fêtes mêmes, ... afin qu'un chacun... ne puisse prétendre cause d'ignorance pour se dispenser des jeûnes et de la célébration des fêtes » (2). — En 1671, Louis Le Veneur de Beaumont a fondé à Condé, dans l'église Saint-Sauveur, où il sera inhumé le 26 janvier 1684, une confrérie du Saint-Sacrement, pour « augmenter la religion » dans le bourg « et y convertir les hérétiques ». Nous avons un registre des délibérations de cette confrérie pour la période de 1763 à 1791. Hélas ! il n'y est plus question de prosélytisme. On se borne à poursuivre « l'édification » des catholiques. Les fonds sociaux ne servent qu'à acheter des « objets du culte ». Le 26 juin 1791, on apprend que le trésorier de la confrérie « se dégoûte » de ses fonctions. Le dimanche 30 octobre 1791, le curé Bourgeois, malgré annonces en chaire et convocations individuelles, compose à lui seul l'assemblée ; il constate que le dimanche précédent c'était la même chose ; alors il lève la séance sans opposition ; « vu qu'il ne s'est trouvé personne, dit-il, je me suis retiré » (3). Ainsi finit le registre, et sans doute aussi la confrérie.

Quant aux réformés, ceux du Bocage en étaient-ils réduits, comme ceux de Caen, à un pur déisme ? C'est possible ; mais, faute de documents, nous ne pouvons

(1) Arch. mun. Condé, BB. 1.

(2) Arch. mun. Condé, GG. 24. — Leboitteux, *Hug. des Isles*, p. 132.

(3) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 163, et Arch. mun. Condé, GG. 7. et 31.

l'affirmer. En apparence tout au moins, on observe l'ancienne discipline; on célèbre des jeûnes; on frappe de peines soigneusement graduées ceux qui résistent aux arrêtés des colloques, ceux qui négligent les assemblées, etc. Gourjon, le pasteur, prêche Christ fils de Dieu, et ce n'est pas sa faute si les « frères » de Caen repoussent son projet de synode provincial. Mais vienne la Terreur, et l'on verra Gourjon, comme d'ailleurs son « collègue » catholique le curé Bourgeois, « renoncer à faire aucunes fonctions quelconques » de son ministère, « désirant en tout se conformer aux décrets de la Convention (22 mai 1794) (1). Dans les registres protestants de Condé, de 1794 à 1804 c'est le vide absolu : ni actes d'état civil, ni délibérations d'anciens.

L'intermède allait être rempli par un missionnaire méthodiste venu de Guernesey, *William Mahy*, et ce fut son honneur de passer outre aux défenses, temporaires après tout (2), de la Convention, comme les pasteurs du Désert aux édits de Louis XIV et de Louis XV.

Répondant à l'appel des réformés de la « Campagne de Caen », délaissés par le pasteur de cette ville, que les Caennais, dans leur égoïsme, prétendaient se réserver, W. Mahy débarqua à Courseulles en 1791. Il resta en Basse-Normandie jusque vers 1808. Il y eut comme auxiliaires : en 1792 et en 1802 le Jersiais *Jean de Quetteville*, et de 1803 à 1805 *Pierre du Pontavice*, noble breton converti à la Réforme. Non content de reconforter les petits

(1) Voir notre *P. en B.-N.*, p. 458-463. — Selon le pasteur méthodiste J. de Quetteville, « le ministre de Condé », cessant en 1794 ses fonctions, déclara à ses paroissiens « qu'il ne croyait pas un mot de ce qu'il leur avait prêché depuis vingt ans ».

Le ministre de Condé (Quetteville ne le nomme pas) était alors Gourjon. Or, Gourjon, en 1794, ne desservait Condé que depuis six ans. Et ce que nous savons de lui rend bien peu vraisemblable l'aveu cynique qu'on lui prête. Quetteville, du reste, n'était pas à Condé en 1794; il ne pouvait connaître cet aveu que par oui-dire; et, quand il le mentionne, c'est plus de quarante ans après, en 1836! Peut-être se fit-il l'écho de propos tenus par des protestants du pays, qui, « mécontents de la démission de leur pasteur, en exagérèrent certains incidents ». (Voir M. Lelièvre, *Un précurseur du Réveil, P. du Pontavice*; Paris, 1904; p. 9.)

(2) Le 21 février 1795, la Convention rétablit, sous certaines restrictions, la liberté des cultes.

groupes huguenots voisins de Caen (Courseulles, Cresserons, Beuville, Périers), il visita dans le Bocage Condé, Sainte-Honorine, Athis et Fresnes. S'il avait peu de culture, il connaissait bien sa Bible. Il prêchait de lieu en lieu le Réveil, « invitant les âmes à recevoir le salut de Dieu par Christ ». A la plupart des fidèles, il sembla un nouveau « Saurin ». Mais il voulait aussi réformer les mœurs. « Quand il nous entendait jurer, écrit Pierre La Fontenelle, de Fresnes, il nous reprenait fortement, n'ayant aucun égard à l'apparence des personnes... Cela faisait plaisir aux uns et de la peine aux autres. » On répandit le bruit qu'il « faisait courir filles et femmes à travers champs, et qu'elles devenaient folles ».

En somme, Mahy, comme le dit très bien M. le pasteur Lelièvre, rencontrait la résistance qu'opposent « ceux qui dorment à ceux qui veulent les réveiller ». D'autre part, il avait eu beau épouser une protestante de Beuville et se faire naturaliser; les anciens du Bocage le qualifieront encore, en janvier 1806, de « ministre méthodiste anglais domicilié à Beuville (1) ». En pleine lutte franco-anglaise, son origine lui créait une situation délicate. On pouvait craindre enfin que l'Église méthodiste n'apparût, aux yeux de Napoléon, comme une congrégation protestante non autorisée; aussi la majorité des réformés du Bocage blâmait-elle l'œuvre d'évangélisation entreprise par Mahy en dehors de leurs consistoires, et qui risquait de les compromettre en haut lieu. Tout cela explique que Mahy ait été entravé dans sa mission de Réveil; il n'eut guère de succès qu'à Fresnes, d'où sont sortis les pasteurs méthodistes Frédéric et Onésime Prunier (2).

Le 18 Germinal an X (8 avril 1802), Bonaparte avait ajouté au Concordat des articles organiques où, sous réserve de confirmer l'élection des pasteurs, il « reconnaissait » les cultes protestants au même titre que le culte catholique. Se conformant à une circulaire du ministre Portalis, le préfet du Calvados, Caffarelli, demanda au

(1) Reg. prot. de Condé, à cette date.

(2) M. Lelièvre, *Du Pontavice*, p. 11-36, 107, 195-197.

Consistoire de Caen, le 18 Thermidor (6 août 1802), quel était, par communes, le nombre des protestants dans le département, combien ils y avaient d'Églises et comment s'appelaient leurs pasteurs.

Ce n'est que deux mois après que le Consistoire répondit, par deux lettres adressées le même jour à Caffarelli et à Portalis (19 Vendémiaire an XI, 14 octobre 1802). On y lisait :

« Le nombre des individus de cette religion [dans le Calvados] s'élève à peu près à sept mille (1). Ils habitent les communes de... [*suit une liste de 42 communes*]. Il existe dans le département deux Églises, l'une à Caen, l'autre à Condé. [Leurs pasteurs] se transportaient dans la campagne à des époques fixées, pour y réunir les fidèles. L'Église de Condé a toujours été composée des protestants de Condé et de Saint-Germain de Crioult dans le Calvados, et de ceux de Berjou, Sainte-Honorine-la-Charbonne, Athis, Fresnes, Montilly et Caligny dans l'Orne. L'Église de Caen est desservie par le citoyen Fontbonne-Duvernét, et celle de Condé par le citoyen Gourjon (2). »

Nous avons vu plus haut que Gourjon, trop docile aux décrets de la Convention, avait déposé en 1794 sa robe pastorale. Il acheta un fonds de commerce; il fut en 1795 maire de Condé, puis, de décembre 1797 à février 1798, « agent municipal » de cette ville (3). Exerçait-il à nouveau le ministère évangélique en 1802? Si le Consistoire de Caen l'affirme, les registres protestants de Condé n'en disent rien. Aux années 1802 et 1804, Gourjon baptise lui-même des enfants qui lui naissent (4), et il se peut qu'il ait recommencé à prêcher,

(1) Très à peu près, en effet; le chiffre de 7 000 est démesurément grossi; le « vénérable » Consistoire, invité par le gouvernement à préciser, éprouvera un embarras assez plaisant. Mais il lui était difficile de ne pas ruser avec la loi de Germinal an X, qui exigeait, pour la constitution d'une Église consistoriale, un chiffre de 6 000 fidèles.

(2) Indiqué par S. Beaujour, *Essai sur l'Hist. de l'Égl. Réf. de Caen*, p. 502, d'après les registres du Consistoire. Mais nous devons la copie d'extraits plus détaillés de ces registres à la très amicale obligeance de M. le pasteur Bourgeon, de Caen.

(3) Arch. du Calv., L. 337.

(4) Pap. de famille.

soit sur la demande de réformés du pays hostiles aux méthodistes, soit que les Caennais l'en aient prié, pour que l'Eglise de Condé, présentée au gouvernement comme pourvue d'un pasteur, fût plus aisément reconnue. Mais si Gourjon reprit ses prédications, ce fut pour peu de temps (1).

En effet, le 10 juin 1804, les anciens du Bocage se réunirent pour choisir un nouveau pasteur. Ils décidèrent de lui assurer, « en attendant les honoraires du gouvernement », un traitement de 1500 livres, soit 500 de plus qu'en 1776.

Condé vota.	285 livres.
Sainte-Honorine (et Berjou).	445 —
Montilly	225 —
Athis.	210 —
Fresnes	205 —
« Montabord » (Montabot-Le-Chefresne) .	130 —
TOTAL :	1500 livres.

Le même jour (10 juin), vocation fut adressée à *Laurent Cadoret*, qui, né à la Havane, en 1770, d'un armateur catholique de Saint-Malo, s'était fait calviniste en Angleterre ; il était recommandé par le pasteur de Caen.

Restait aux Condéens à obtenir un temple. Le 16 juin 1804, ils prièrent Portalis, en même temps qu'il soumettrait à l'Empereur la nomination de Cadoret, de faire mettre à leur disposition l'église Saint-Martin, qui, fermée depuis 1793, était aux mains du gouvernement (2).

L'église Saint-Martin ! l'ancienne décanale ! la *matrice*, comme on disait jadis ! C'eût été une belle revanche de la Révocation ! Mais l'opposition du parti adverse fit sans doute échouer la requête, car, le 14 mai 1809, le Conseil municipal de Condé « forme la demande d'autoriser les

(1) En 1806, Gourjon signe, comme secrétaire, une délibération des anciens du Bocage. Il a toujours des relations dans le monde politique : un de ses enfants, né le 9 novembre 1812, a pour parrain « Pierre Mathieu Frontin de Louviers, député au Corps Législatif ». En 1824, on retrouve Gourjon président du tribunal de commerce de Condé. Il meurt en 1832 (Pap. de famille).

(2) Arch. Egl. R. de Condé, délib. des 10 et 16 juin 1804.

catholiques de Condé de se servir de l'église Saint-Martin ». Les réformés durent garder l'humble « chambre de prière » qu'ils tenaient en location. Le 28 mai 1817, la propriétaire, Renée Goubot, veuve François Prieur, leur renouvelle pour neuf ans le bail de cette chambre. La même année, à leurs frais, ils font « replancher » l'appartement et réparer l'escalier qui y conduit. C'est seulement en 1826 que sera construit leur temple actuel (1).

VIII

Les protestants du Bocage jouaient de malheur.

A peine Cadoret était-il à Condé (1804), qu'il accepta vocation (septembre 1805) de l'Eglise de Luneray, « près Dieppe ». Son ami, le pasteur Du Pontavice, qui avait passé de l'Eglise méthodiste dans l'Eglise réformée, se présenta pour lui succéder. Mais il venait de collaborer avec William Mahy au Bocage; ce fut assez pour que la majorité l'écartât (2).

Le 22 septembre 1805, les anciens du Bocage, réunis « au lieu de la prière, à la Groudière (3) », décident d'appeler le pasteur *Jean Paul Bétrine*, de Lourmarin (Vaucluse), que recommande Rabaut-Pommier. Ils lui votent les mêmes « honoraires » qu'au pasteur Cadoret. Bétrine accepte; il est installé à Condé, puis à Athis le 14 novembre 1807 (4). Or, un an ne s'est pas écoulé, qu'il invoque des raisons de santé pour obtenir de son troupeau un congé de quatre mois (octobre 1808) (5).

En mars 1809, il n'est pas de retour. Alors les anciens de Condé demandent un culte au pasteur Du Pontavice, qui se trouve de passage dans leur ville. Du Pontavice, sans rancune pour leur mauvais accueil de 1805, prêche

(1) Communiqué par M. le pasteur Bianquis, d'après Arch. Egl. Réf. et Arch. mun. de Condé.

(2) M. Lelièvre, *Du Pontavice*, p. 102-111.

(3) Hameau de Montilly, où est aujourd'hui le temple de cette paroisse.

(4) Abbé Macé, *ouv. cité*, p. 233.

(5) Arch. Egl. Réf. de Condé, Délib., sept. 1805-octobre 1808.

deux fois le même jour à Condé, « et les jours suivants dans les autres églises ». Mais il est déjà malade; il meurt à Beuville l'année suivante (décembre 1810) (1).

Le pasteur *Laval*, qui remplace Bétrine en 1812 (2), finira par se faire catholique (1822).

Avant de terminer, disons seulement qu'un pasteur unique ne suffisait pas pour Condé et tout le Bocage; on obtint du gouvernement l'érection, en paroisses distinctes, d'*Athis-Sainte-Honorine* (1836), du *Chefresne-Saint-Lô* (1842), de *Montilly-Fresnes* (1846) et de *Vire* (1874) (3), pour des Alsaciens immigrés dans cette ville.

Ainsi, en 1874, les Églises du Bocage se retrouvaient à peu près en même nombre, sinon avec même effectif, qu'à la veille de la Révocation. Le nouveau temple d'Athis-Sainte-Honorine, érigé de 1864 à 1866, avec un clocher muni de sa cloche, affirma leur vitalité, et l'on peut dire, en souvenir d'une vignette bien connue, que leur bloc (4), toute proportion gardée, fut une des « enclumes » où « s'usa » le « marteau » du Grand Roi.

A. GALLAND.

(1) M. Lelièvre, *Du Pontavice*, p. 145-146.

(2) Il touche ses honoraires à Condé, pour la première fois, le 10 novembre 1812 (Arch. E. R. de Condé, Reg. *Etat des Contribuables*).

(3) Beaujour, *Egl. Réf. de Caen*, p. 510, 511, 518.

(4) Depuis 1905, elles ont survécu à la loi de séparation. Si elles tendent à se dépeupler, ce fléau leur est commun, hélas! avec tout le Bocage Normand. Ainsi, Condé-sur-Noireau, de 7252 habitants en 1891, est tombé à 5577 en 1911.

Documents

HENRI DE BOURBON, ROI DE NAVARRE

Apprend la mort de sa mère, Jeanne d'Albret.

LETTRES INÉDITES

Juin 1572.

Alors que sa mère, Jeanne d'Albret, négociait en cour son mariage avec Marguerite de France, Henri de Bourbon, roi de Navarre, guérissait à Pau d'une fièvre qui le travaillait depuis quelque temps. Cette maladie bénigne avait offert un heureux prétexte pour retarder l'acheminement du prince vers Paris, que souhaitait fort Catherine de Médicis dans sa hâte de terminer le plus rapidement possible les négociations. Pourtant, sur les instances de Biron (1) qui lui avait été dépêché, le jeune homme, à peine rétabli, se prépara au départ; et, pendant que Biron, confiant dans les promesses données, allait passer quelques jours à son château du Périgord pour y traiter certaines affaires personnelles, le prince se mit en route en compagnie de son gouverneur, Louis Goulard, sieur de Beauvoir (2). Le débordement des rivières retarda un

(1) Armand de Gontaut, baron de Biron, né vers 1524, mort le 26 juillet 1592. Il était alors grand maître de l'artillerie et à plusieurs fois déjà il avait servi de négociateur dans les pourparlers engagés au sujet du mariage de Henri de Bourbon et de Marguerite de France.

(2) Louis Goulard, sieur de Beauvoir et de Clousures, qui fut tué au massacre de la Saint-Barthélemy, avait été attaché à la personne de Henri de Bourbon alors que celui-ci n'avait encore que neuf ans. Cf. *Lettres missives de Henri IV*, t. I, p. 64.

peu son voyage. Le 29 mai 1572 il passait à Nérac (1). Le 13 juin, au moment où il atteignit le petit village de Verteuil-sur-Charente (2), il eut les premières nouvelles de la maladie subite de sa mère Jeanne d'Albret. Ce fut le lendemain 13, à son arrivée à Chaunay (3), qu'il connut sa mort.

Les archives départementales du Nord renferment deux témoignages curieux sur cet événement; ce sont deux lettres adressées au roi Charles IX et vraisemblablement expédiées par le même courrier, l'une du gouverneur Beauvoir et l'autre de Biron qui venait de rejoindre le prince. Rien n'a pu jusqu'ici expliquer leur présence aux archives du Nord; et je crois utile de rappeler aux historiens des xv^e et xvi^e siècles qu'ils trouveront dans ce dépôt une riche collection de lettres missives encore peu exploitée et fort précieuse pour la connaissance de notre histoire nationale.

EUGÈNE SAULNIER.

Lettre de Beauvoir au roi Charles IX.

1572, juin 13. — Chaunay.

Au roy.

Sire, après avoir receu la lettre qu'il a pleu à vostre Majesté m'escripre par ce pourteur et le commandement que me faictés par icelle, j'ay faict entendre à monsieur le prince, mon maistre, la maladie de la feue royne sa mère et le dangier auquel elle estoit, qui luy fut fort désagréable, tant pour l'obligation qu'il y avoit que aussi il est de bon naturel. Ce jourd'huy, nous avons entendu la mort, qu'il a sceu plus tost que je n'estois en volonté de la luy dire. Sire, je prendray la hardiesse de vous dire qu'il se rescent de la perte qu'il a faicte comme le debvoir le luy commande, mais il fault qu'il se résolve, comme j'espère qu'il fera, puisque la volonté de Dieu a esté telle. Je vous supplie très hum-

(1) Barthélemy (Éd. de), *Correspondance inédite d'Armand de Gontaut-Biron, maréchal de France*. Bordeaux 1874, in-4°, p. 58-60.

(2) Verteuil-sur-Charente, cant. de Ruffec (Charente).

(3) Chaunay, cant. de Couhé (Vienne).

blement l'excuser s'il ne vous escript par ce dict pourteur d'aultant qu'il est fort affligé pour le peu qu'il y a qu'il a sceu ceste fascheuse nouvelle. Il sera le quinzième de ce mois à Poitiers, estimant sis journées pour se rendre prez de vostre Majesté, s'il n'est contrainct de faire séjour de quelques jours à Vendosme pour donner ordre à son équipage veu l'ennuyeuse occasion que s'en offre. Sire, je loue Dieu de l'honneur qu'il vous plaist me faire d'avoir agréable mon très humble service que je continueray de telle affection et fidélité que je doitz avec l'ayde du créateur, que je supplie vous donner, sire, très heureuse et longue vie. De Chaunay, ce 3^{me} de juing.

(*de sa main*) Vostre très humble et très obéissant serviteur,

BEAUVOIR.

Lettre de Biron au roi Charles IX.

1572, juin 13. — Chaunay.

Au Roy,

Sire, j'estois allé à Chefboutonne (1), myenne maison, pour veoir aucuns que ceulx de la ville de la Rochelle y avoient envoyé pour me remonstrer aucunes choses pour vostre service et leur repoz que je venys à monseigneur le prince de Navarre, et au dit lieu receuz par ce porteur, le 11^e de cestuy, les lettres qu'il a pleu à vostre Majesté m'escrire; d'où le lendemain alliz trouver mon dit sieur le prince à Verteuil, où je trouvais que le sieur de Larocque (2) y estoit arrivé et que desjà monsieur de Beauvoir et luy avoient faict entendre à mon dit seigneur le prince de Navarre la maladie de la royne sa mère et que l'espérance que l'on y avoit estoit seulle de Dieu, sans remède humain. Mais je modéris ce avec assurance du desplaisir que vostre dite Majesté prenoit de sa maladie et péril; et, d'aultant que le dit sieur Larocque m'avoit asseuré que aujourd'huy l'on en auroit nouvelles, nous entrasmes en plusieurs propoz tant de la dite maladie que de son voiage, selon que j'estimois estre pour parvenir à l'intention de vostre Majesté, comme il estoit quasy nécessaire d'aultant qu'il s'estoit tenu plusieurs propoz divers tant d'une que d'autre religion; à quoy j'avois respondu esgrement avant ce, et vintassez à propoz. Ce jourd'huy, arrivant en ce lieu avant disner, avons trouvé ung

(1) Chef-Boutonne, ch.-l. de cant. (Deux-Sèvres).

(2) Probablement le même que le sieur de Larocque auquel Henri de Bourbon écrivait le 29 mai 1578. Cf. *Lettres missives de Henri IV*, t. I, p. 177.

contreroolleur de la royne de Navarre qui a aporté les nouvelles de sa mort; et, aiant esté délibéré de ne le faire entendre à mon dit seigneur le prince que quelques heures après le disner, s'estant ung chacun composé selon qu'il pouvoit, l'on n'a sceu tant faire qu'il ne s'en soit aperceu, mesmes aux prières, ne pouvant le ministre supporter de nommer la royne sa metraisse morte de fraische mémoire, cuidant couller ce sans estre aparceu. Fut ung coup sanglant au cueur de monsieur le prince et, se levant après les prières, avec myne constante s'est retiré en une seconde chambre où, en entrant, ceulx qui estoient près de luy oyrent ses plaintes et regrets d'avoir perdu la royne sa mère. Quelque heure après je le suis allé veoir, comme aussi monsieur de Strosse (1) qui passoit par ce dit lieu en poste, que nous trouvastes fort éploré, toutefois avec une façon et composition qui monstroït la piété d'un costé et la constance de l'autre. Ceste nouvelle nous a trouvé en ce petit villaige, qui est cause de rompre une délibération que l'on avoit quasi faicte de y séjourner pour la dite nouvelle; mais l'on passera oultre et, en attendant que monsieur de Saint-Sulpice (2) vienne, comme nous avons entendu qu'estiez à le despescher. Mon dit seigneur le prince n'escript à vostre Majesté par ce porteur d'autant que dans demain il dépeschera ung gentilhomme vers icelle.

Sire, je supplie le créateur qu'ils vout doint en très parfaicte santé très longue et très heureuse vye. — De Chaunay, ce xiii^e juing.

(*de sa main*) Vostre très humble et très obéissant sujet et serviteur,

BIRON.

(1) Philippe Strozzi, mort le 26 juillet 1582.

(2) Jean Ébrard, sieur de Saint-Sulpice.

AUX NOUVELLES-CATHOLIQUES DE LYON EN 1747

Le fonds de la *Compagnie de la Propagation de la foi* et du *Séminaire des Nouvelles-Catholiques* de Lyon, aux Archives départementales du Rhône, se compose actuellement de onze registres et de huit cartons de pièces diverses, dont la plupart sont à peu près dépourvues d'intérêt. On ne saurait croire, en effet, à quel point les bonnes sœurs de jadis aimaient les procès et le papier timbré. Il est possible cependant de glaner dans ce fatras quelques documents de valeur réelle — comme, par exemple, celui que nous reproduisons ici et qui porte en lui-même son meilleur commentaire.

Quant aux registres, ils comprennent : cinq registres d'abjurations (1653-1680; 1676-1685; 1685-1703; 1729-1737; 1737-1747) — deux registres des assemblées de la *Compagnie de la Propagation de la foi* (1659-1669 et 1679-1687) — un registre des assemblées capitulaires du *Séminaire des Nouvelles-Catholiques* (1679-1768) — un registre des Nouveaux-Catholiques — un « Livre des réceptions des sœurs » allant de 1737 à 1765, et enfin un Livre de recettes et de dépenses commençant en 1715 et finissant en 1790. On voit par cette simple énumération que bien des lacunes, qui vraisemblablement ne seront jamais comblées, interdisent tout travail d'ensemble sur l'œuvre des conversions par le couvent dans la grande cité lyonnaise. Par contre, on suit de fort près, sauf pour une période de dix années, dans les procès-verbaux des assemblées de quinzaine des confrères de la Propagation de la foi — les dirigeants étaient au nombre de 13 « officiers », « à l'imitation de N. S. J.-C. et de ses apôtres » — le travail souterrain qui ruina peu à peu l'Église protestante de Lyon, tous les moyens étant réputés légitimes, comme nous le montrerons bientôt par la publication d'une autre pièce, pour triompher de l'hérésie en rendant la vie

impossible aux dissidents. Il conviendrait de tenir un plus large compte de cet élément de désagrégation du peuple huguenot, quand on reproche aux persécutés d'avoir, en si grand nombre, jeté le manche après la cognée.

C'est en 1659 que le jeune Louis XIV, sous l'influence de la reine-mère, ordonna l'érection, à Lyon, d'une Compagnie de la Propagation de la foi « pour la gloire de Dieu et l'augmentation de la vraie Religion ». Ce pieux établissement avait paru nécessaire en raison « du voisinage de Genève, des Cévennes, du Dauphiné, des Suisses et des autres lieux beaucoup infectez d'hérésie ». En 1676, vu « les bénédictions qu'il avoit plu à Dieu de verser sur cet établissement », on décida de le compléter par la fondation « de deux Maisons (1), l'une pour les Nouveaux Convertis, et l'autre pour les Nouvelles-Catholiques, sous le titre de l'Immaculée-Conception » — la Sainte-Vierge ayant « détruit toutes les hérésies » — et sous la haute direction de l'archevêque de Lyon, « à l'instar de celles des autres villes du royaume comme Paris, Metz, Sedan, Caen et Loudun, pour servir d'azile aux personnes de l'un et de l'autre sexe contre les persécutions de leurs parens et des autres personnes de la R. P. R. » Aux deux maisons projetées furent accordés d'avance tous les privilèges dont jouissaient les maisons de fondation royale; mais, pour des motifs d'ordre apparemment financier, la maison des Nouvelles-Catholiques fut la seule établie. Elle eut pour première supérieure sœur Marie Foucault qui la gouverna pendant quatre ans et quitta Lyon, en mars 1680, pour aller diriger la maison des Nouvelles-Catholiques de Paris.

Rendons justice aux convertisseurs, et reconnaissons qu'ils ont beaucoup travaillé — en donnant surtout la chasse aux jeunes protestants, garçons et filles, français et suisses, qui venaient chercher du travail à Lyon, ainsi qu'aux enfants des familles étrangères établies pour leur négoce sur les bords du Rhône. Les premiers, isolés et

(1) Lettres patentes de janvier 1676, enregistrées au parlement de Paris le 14 mai 1677.

sans défense, étaient une proie facile; pour atteindre les autres, il ne fallait, à Lyon comme ailleurs, que de l'ingéniosité servie par un minimum de scrupules. Les « conversions » furent donc nombreuses. Un *Estat des revenus* du séminaire des Nouvelles-Catholiques, daté de 1688, parle de « plus de 500 convertis », et ce chiffre ne semble pas exagéré (1). Il est intéressant, d'ailleurs, d'apprendre par ce petit papier que la reine-mère, en 1659, projetait de faire à l'œuvre lyonnaise des largesses allant jusqu'à « des bienfaits considérables », que « la bonne volonté de ceste pieuse princesse » était demeurée « sans exécution », et que la Compagnie de la Propagation de la foi, qui avait commencé « à travailler à la conversion des hérétiques sans avoir un sol, « n'en avait pas moins dépensé depuis sa fondation plus de 25.000 livres, somme qu'elle n'eût jamais réussi à se procurer si « l'ouvrage de la divine providence » n'avait été accompli par ses soins.

En tête du *règlement* dont un extrait se trouve plus loin, le comte de Saint-Florentin rappelle les principes qui avaient présidé, paraît-il, au recrutement des religieuses chargées de transformer les femmes et filles huguenotes en bonnes catholiques. On avait eu soin, dit-il, « de choisir, pour composer ces communautés, des filles distinguées par leurs talens pour l'instruction et qui, ayant été elles-mêmes imbues des erreurs de la R. P. R., les avoient abjurées, et étoient par là bien plus propres à faire taire dans les autres les préjugés de l'éducation (2) ». Ces précautions, peut-être plus théoriques

(1) Le relevé des abjurations, pour la période 1659-1669, donne un total de 161 abjurations, dont 39 abjurations de Suisses, parmi lesquels 8 Genevois et 23 Genevoises. — Un autre, allant de décemb. 1676 à juill. 1683, donne 233 abjurations (81 Suisses, dont 17 Genevois et 33 Genevoises). — Le relevé 1679-1687 fournit de même, pour 256 abjurations, 69 Suisses, dont 13 Genevois et 31 Genevoises. — Il y a aussi de nombreux protestants de tout âge appartenant aux diverses provinces de France, des étrangers anglais et allemands, et des soldats recrutés à l'Hôtel-Dieu de Lyon parmi les malades et les miséreux.

2) La supérieure qui succéda en 1681 à sœur Marie Foucault, sœur Marie-Thérèse Montallier, repartit pour Paris en novembre 1681 et fut remplacée par sœur Marie Chéron, dite de la Croix, [qui devait être une ancienne protes-

que réelles, n'avaient pas empêché les abus de se glisser dans la place et d'y prendre si fortement racine que, en 1747, le comte de St-Florentin lui-même n'était pas loin de considérer les maisons de nouvelles-catholiques — ayant cessé d'être, selon l'esprit de leur institut, de « simples écoles de religion » — comme des asiles « d'hypocrisie et d'oisiveté ». On jugera plus loin si les sentiments du ministre de Louis XV étaient empreints d'un pessimisme exagéré. Il nous suffit de noter au passage — après beaucoup d'autres — en quelle médiocre estime les plus durs persécuteurs de nos pères tenaient et ont toujours tenu certains de leurs auxiliaires ecclésiastiques, dont le prétendu zèle désintéressé ne devait pas être vu de trop près (1).

La lettre du ministre au cardinal de Tencin, ses observations sur l'état des pensionnaires fourni par la maison lyonnaise, le règlement qui intervint, sanctionné par l'autorité royale, tout cela arrêta-t-il les abus? Nous l'ignorons : mais il est permis d'en douter après avoir lu l'article concernant la pensionnaire Henriette Flournois (n° 4 de l'*Etat*). Il est plus vraisemblable que, la semonce ministérielle ayant pris place dans les archives du séminaire où nous l'avons retrouvée, les choses continuèrent à suivre leur cours comme par le passé — et que la force

tante. On trouve, en effet, à la date du 7 mars 1677, l'acte d'abjuration de « D^{lle} Jeanne Magdeleine Chéron, âgée de treize ans, native de Paris, fille de Henry Chéron, maistre de lad. ville de Paris, et de Marie Le Febvre, ses père et mère. » Elle devait être la sœur de Marie Chéron, qui signe sur l'acte (H. 477). Jeanne-Magdeleine devint religieuse le 8 avril 1686 (H. 944. *Registre des assemb. capitulaires du Séminaire des Nouv. Cath. de Lyon*), et, en sept. 1702, elle fut élue assistante de la supérieure Antoinette Pupier.

En 1747, la supérieure de la maison de Lyon était sœur Claire Châtillon. — En 1739, la communauté comprenait au moins 4 religieuses qui étaient nouvelles-catholiques : sœur Jeanne Vernet (ayant fait profession le 19 mai 1732); sœur Catherine Deonna (même jour; sœur Isabelle Deonna (19 mai 1734) et sœur Marie Ehrleholzer (23 juillet 1736). — Cette dernière était fille de Laurent Ehrleholzer, originaire de St-Gall, établi marchand de toile à Lyon. En 1731, à l'âge de treize ans, elle s'était échappée du domicile paternel pour se réfugier au séminaire de la Propagation de la foi, voulant être catholique. Elle abjura le 29 février 1732.

(1) Quant à la persécution, elle n'en recevait aucun adoucissement. Témoin l'ordonnance de François de La Rochefoucauld, marquis de Rochebaron, commandant pour le roy dans Lyon... pour saisir Catherine Charpentier et la conduire à la maison de la Propagation de la foi (Lyon, 22 juillet 1747).

d'inertie des bonnes religieuses eut raison, au moins momentanément, de la mauvaise humeur de M. de Saint-Florentin.

P. FONBRUNE-BERBINAU.

De Versailles 1^{er} avril 1747 (1).

Monseigneur,

Sa Majesté ayant voulu estre informée de l'utilité de la dépense qu'elle fait en faveur de plusieurs filles de Protestans qui ont esté mises par son autorité dans les maisons des nouvelles catholiques, Elle a remarqué, par les différens Etats qui m'ont esté envoyés, que l'employ de ces sommes ne se fait pas d'une manière aussy conforme à ses intentions qu'il seroit à souhaiter et qu'au lieu que ces filles, après estre instruites des vérités de la Religion, devroient sortir et faire place à d'autres à qui on procureroit le même avantage, la pluspart continuent d'estre employées dans les Etats des pensionnaires sans aucune utilité pour la propagation de la foy, puisqu'elles n'ont plus besoin d'instruction, que mesme dans la Maison des Nouvelles Catholiques de Lyon la préférence a esté donnée à des estrangers sur les sujets du Roy, et Sa Majesté, voulant ramener sa libéralité à son véritable objet, a marqué ses intentions par le *Règlement* que j'ay l'honneur d'envoyer à Votre Eminence, (avec) l'*Etat* des filles qui ont esté admises dans la Maison des Nouvelles Catholiques de Lyon et dont Sa Majesté cessera de payer les pensions à l'avenir par les raisons que Votre Eminence verra dans les remarques que j'ay aussy l'honneur de luy envoyer.

J'ay l'honneur d'estre...

(1) Lettre du comte de Saint-Florentin au cardinal Pierre de Guérin de Tencin, archevêque de Lyon et ministre d'État (Arch. départem. du Rhône. — H. *Propagation de la foi*). — Le *Règlement*, du même jour (*Ibid.*), porte que l'on ne recevra, comme pensionnaires du roi, que des « filles de protestans et sujets du Roy », nées de parents ne faisant pas profession de catholicisme, pauvres et non infirmes, et âgées de 9 à 13 ans ; de préférence, des filles de la campagne. — « Tout annonçant, dit l'art. 5, que l'abjuration ne doit être que le fruit et la suite des bonnes dispositions et qu'elle doit être précédée d'une pleine et entière conviction des vérités de la Religion catholique dans un âge capable d'une volonté libre... toute nouvelle convertie [entrée dans la maison de 9 à 12 ans] sortira desd. maisons 3 mois après sa première communion, ce temps étant encore jugé nécessaire pour la confirmer dans ses bons sentimens. » Les filles opiniâtres seront transférées à l'Hôpital. Les autres sortiront, après leur conversion, pour être mariées à d'anciens catholiques (100 livres de dot données par le roi) ou placées comme domestiques chez d'anciens catholiques.

Etat actuel des filles qui sont dans la Maison des Nouvelles Catholiques de Lyon pour leur instruction, et dont les pensions sont payées au Trésor Royal sur les Etats qui en sont envoyés tous les six mois, et sur l'ordonnance qui s'expédie en conséquence.

OBSERVATIONS

Les Maisons des Nouv^{es}. Catholiques ne sont ny hospital pour garder les infirmes, ni hospice contre la misère, mais des Maisons d'instruction pour la propagation de la foy : c'est pour cela que le Roy les choisit par préférence à toute autre Communauté pour enseigner les vérités de la Religion Catholique à celles des filles de protestans que S. M. trouve à propos d'y placer, et dont elle fait payer la subsistance au Trésor Royal sur des ordonnances qui s'en expédient tous les six mois. Il est du bien de la Religion, et l'intention du Roy a toujours été, qu'après que ces filles ont reçu l'instruction, elles fassent place à d'autres. On ne peut donner d'autre objet à la pieuse libéralité du Roy : on n'a pas pu imaginer non plus que pendant que le Roy voit à regret qu'il ne luy est pas possible de procurer la conversion de tous les enfans de ses sujets par cette voye, c'est-à-dire en payant leur subsistance pendant le temps de leur instruction, S. M. pût approuver qu'on les abandonne à l'erreur, et que les secours qu'elle leur destine tournent au profit des étrangers. Le seul prétexte qu'on puisse donner à cette charité, qui n'est pas bien ordonnée, est de dire que l'âme d'une genevoise est aussi agréable à Dieu que celle d'une françoise. Cela est vrai, et si tous les sujets de S. M. étoient bons catholiques, ce seroit une œuvre bien méritoire que de procurer la conversion des étrangers aux dépens du Trésor Royal, mais le Roy doit premièrement ses soins et sa charité à ses sujets.

Sur ces principes, toutes les filles et femmes de Genève et de Suisse qui ont été comprises dans les Etats des N^{elles} Ces de Lyon, en doivent être rayées.

Il y a encore des raisons particulières d'exclusion pour chacune d'elles qu'il est bon de relever. L'observation qu'on en va faire servira à prévenir à l'avenir de pareils abus.

Comme elle a fait son abjuration deux mois après son entrée, il y a plus de 26 ans que l'objet de la pension que le Roy paye pour elle n'a plus son application. Aucun prétexte ne peut donner de couleur plausible à un si long séjour dans la Maison des N^{elles} C. Cette fille

1. *Marthe Guimar*, âgée de 44 ans. Depuis 27 ans, étant entrée le 23 mars 1720. Elle avoit alors 17 ans. Elle a fait abjuration 2 mois après. Elle est fille d'un

n'étoit pas obstinée dans les erreurs puisque deux mois ont suffi pour luy faire faire abj^{on}: ajoutant un an pour la confirmer dans les bons principes, elle se trouvoit avoir alors 18 ans. C'est l'âge propre à prendre un métier ou à être placée domestique. Elle est fille d'un boulanger; par conséquent point au-dessus de l'un ou l'autre de ces états. Son âge, sa condition, l'inutilité d'une plus longue instruction ne laissant pas douter qu'on ne l'a gardée si longtemps que par ce qu'on la trouve utile à la Maison par son travail. On doit se reprocher de s'être laissé aller à un motif si peu judicieux qui a privé de l'instruction au moins 6 filles de Religieuses qui se seroient succédées dans cet espace de 26 ans.

On peut dire de même que l'instruction dans la Religion catholique, s'il a été le principal motif de l'entrée de cette femme dans la Maison des N^{elles} C^{es}, ne l'est pas de son séjour depuis 4 ans, puisqu'elle a abjuré ses erreurs dez le deuxième mois; on la conserve donc comme dans un hospice contre la misère ou parce qu'elle est utile à la Maison. L'un et l'autre motif sont contraires à l'institut de la Maison des N^{elles} C^{es} et principalement dans le cas où le Roy paye la subsistance, par ce que ce n'est jamais que pour faire donner l'instruction.

Il y a beaucoup de choses à dire sur une abjuration faite par un enfant de 8 ans. C'est entr'autres regarder cet acte comme de pure cérémonie, et il en doit être un de volonté libre et bien

boulanger de Genève, calviniste.

2. *Lucretse Comberousse*, femme d'*Emanuel Gonzalle*, âgée de 32 ans. Depuis 4 ans, étant entrée le 12 septembre 1743. Elle avoit alors 28 ans. Elle a fait abjuration deux mois après. Elle est de Genève, le mary est correcteur en livres à Genève. Etoit catholique et a apostasié à Genève (1).

3. *Jeanne Gonzalle*, fille de lad. *Lucretse Comberousse* et dud. *Gonzalle*, âgée de 12 ans. Depuis 4 ans, étant en-

(1) *Lucretse Comberousse*, de Genève, 23 ans, fille de François et d'Élisabeth Desferre, femme d'*Emmanuel Gonzallat*. — Acte d'abjuration, 10 novembre 1743, chapelle de la communauté de la Propagation de la Foi de Lyon. (H. 975). — Il n'y a pas d'acte d'abjuration concernant sa fille *Jeanne* ci-après.

réfléchie, aussi voit-on qu'on a fait faire l'abjuration à cet enfant parce que la mère la faisoit et comme par occasion. Elle commence à être dans un âge à pouvoir travailler avec sa mère. Au surplus, il faut toujours en revenir au principe. Elle est instruite, elle est étrangère, elle peut à la vérité avoir besoin de pain, mais un grand nombre de filles de sujets du Roy sont dans le même cas d'indigence, et ont de plus besoin d'instruction. Il n'est pas juste qu'elle tienne plus longtemps leur place.

Une fille de 39 ans, qui n'est pas d'une condition au-dessus d'un métier, doit sçavoir travailler, et dans une ville de commerce comme Lyon, elle trouvera à s'employer. Il est bien à craindre qu'il n'arrive souvent qu'une vie comode, au moins sans inquiétude, n'ait autant de part que la Religion à la vocation que ces filles font paraître. Quoiqu'il en soit de Henriette Flournoir, 8 mois d'instruction, après une abjuration faite à 38 ans, ont été suffisans pour la confirmer dans les bons principes, ou sa vocation étoit hypocrisie : car en matière de Religion on ne varie pas à cet âge. Ainsi elle n'a plus besoin de secours temporels. La Maison des Nelles C^{es} n'est pas établie pour les lui donner. Elle les trouvera comme tan

trée comme sa mère le 12 septembre 1743. Elle avoit alors 8 ans. Elle a fait abjuration 2 mois après.

4. *Henriette Flournoir*, âgée de 39 ans. Depuis 13 mois, étant entrée le 1^{er} mars 1746. Elle avoit alors 38 ans, a fait son abjuration cinq mois après. Elle est de Genève, son père y est marchand, calviniste (1).

(1) *Louise-Henriette Flournois* [sa signature ne laisse aucun doute], de Genève, 39 ans, fille de Jean-Philippe, marchand et citoyen de Genève, et d'Adrienne Flournois. — Acte d'abjuration, 5 juillet 1746, chapelle de la communauté de la Propagation de la Foi de Lyon (H. 975). — Ce n'est que 4 ans après la lettre du comte de St-Florentin que fut définitivement réglée la situation de cette nouvelle convertie. En 1751 elle fut reçue dans la maison comme pensionnaire à vie en touchant de la communauté, à dater du 15 juillet de cette année, une pension viagère de 100 livres, à condition « qu'elle continuera ses services dans la Maison » et « s'y rendra utile comme elle l'a fait jusqu'à présent ». Le capital de la pension (2000 liv.) fut payé « par une personne qui n'a voulu être nommée ». (H. — Propagation de la foi. *Recettes et dépenses* (1715-1790) à la date du 15 janvier 1751.)

de sujets du Roy, dans le travail de ses mains.

C'est pour les filles de Religieuses qui ont besoin d'instruction que le Roy paye la subsistance et nourriture dans la Maison des N^{elles} C^{es}. C'est un grand abus d'avoir compris dans les Etats de ces pensionnaires une fille qui avoit fait son abjuration 24 ans avant son entrée dans la Maison de Lyon, et de l'y avoir gardée pendant 10 ans au grand préjudice des filles des sujets du Roy. Si on l'a reçue par ce qu'elle n'avoit pas de bien, quelle part la Religion a-t-elle à ce motif? Où les Supérieures des Maisons de N^{elles} C^{es} ont-elles appris qu'elles sont établies pour faire des hospices, et en le supposant, contre le vœu de leur institut? Manque-t-on de pauvres dans le Royaume?

Il y a même chose à dire que dans le précédent article, les circonstances étant les mêmes, et l'exception que celle-cy n'a que 33 ans, qu'elle avoit fait son abjuration 7 mois seulement avant son entrée aux N^{elles} C^{es} et qu'au lieu de 10, il y a 11 ans qu'elle y tient inutilement la place de 2 ou 3 filles de sujets du Roy qui se seroient succédées et qui sont demeurées dans les erreurs, faute de ce secours que le Roy a pourtant destiné pour elles.

Cette fille se trouve dans les mêmes circonstances que Henriette Flournoir, article 4. Ainsi même observation, on y ajoute seulement qu'il y a plus de cinq ans qu'elle a fait abjuration.

5. *Suzanne Clare*, âgée de 57 ans. Depuis 10 ans, étant entrée le 10 avril 1737. Elle avoit fait abjuration de le 14 may 1713, et est bonne catholique. Elle est de Berne en Suisse, fille d'un bourgeois calviniste.

6. *Jeanne Manachou*, âgée de 33 ans. Depuis 11 ans, étant entrée le 16 janvier 1736. Elle avoit fait abjuration à Chambéry de le 19 juin 1735, et est bonne catholique. Elle est de Meudon (1), canton de Berne, fille d'un bourgeois calviniste.

7. *Jeanne Dufour*, âgée de 49 ans. Depuis environ 6 ans, étant entrée le 1^{er} août 1741, âgée alors de 43 ans, a fait abjuration 6 mois

(1) Sans doute Mondon.

après. Elle est de Lauzanne, canton de Berne, fille d'un bourgeois calviniste (1).

Il est à observer qu'outre les pensions que le Roy fait payer sur les Etats que la Sup^{re} des N^{elles} C^{es} de Lyon envoie tous les six mois, le Roy fait payer tous les ans une somme de 800 livres pour être employée en général à la subsistance de plusieurs femmes et filles qui sont instruites dans cette Maison. S. M., qui entend ordonner à l'avenir de l'employ de cette somme, veut bien, pour cette fois, et sans tirer à conséquence, que cette genevoise, dont on dit que l'abjuration n'est pas éloignée, demeure dans la maison des N^{elles} C^{es} jusqu'à ce qu'elle ait fait sa première communion; au cas toutesfois que M. l'Archevesque de Lyon, ou ses grands Vicaires, la trouvent, par l'examen qu'ils en feront, dans les bonnes dispositions qu'on luy attribue.

C'est tourner visiblement à la propre utilité de la Maison les pensions que le Roy donne pour l'instruction

8. *Perrette Garsin* (2), agée de 23 ans. Depuis 3 mois, étant entrée le 30 décembre 1746. Est en bonne disposition d'abjurer ses erreurs. Elle est de Genève, fille d'un employé aux halles de cette ville.

9. *Claudine Arnaud* (3), agée de 32 ans. Depuis environ 15 ans, étant

(1) *Jeanne Dufour*, de Lausanne, 45 ans, fille de Benoît et de Madelaine, Chermet. — Acte d'abjuration, 11 février 1742, chap. de la comm. 1311. — Propagat. de la foi de Lyon (H. 975).

(2) *Jeanne-Pernelle Garsin* de Genève, 23 ans et demi, fille de Jacques, crocheteur aux halles, et de Jacquemine Lhote. — Acte d'abjurat., 31 décembre 1747, *ibid.* (H. 975).

(3) *Claudine Arnaud*, de Lyon, 22 ans, fille d'Etienne, moulinier en soie, et de Béatrix Perret. — Acte d'abjurat., 6 janvier 1733, chap. de la communauté de la Propagat. de la foi (H. 974). Elle avait été mise aux Nouvelles-Catholiques par ordre de l'intendant de sa pension, y était payée à raison de 150 livres par an. — 20 novembre 1743, assemblée des religieuses de la communauté, « les 3 années de noviciat de sœur Claudine Arnaud, âgée de 32 ans et 9 mois et baptisée en la paroisse de St-Vincent de Lyon le 18^e février 1711... étant expirés, il falloit délibérer si on l'admettroit à la profession ». Reçue « en qualité de portière par la voye ordinaire du scrutain ». Elle prononce ses vœux le 12 janvier 1744. (H. — *Livre des réceptions des Sœurs de la communauté des Nouv. Cath. de Lyon*). — Sa sœur, Anne, mise aux Nouvelles-Cath. dans les mêmes conditions, abjure le même jour. Marquée comme ayant alors 18 ans.

de filles de protestans, et la Religion y perd beaucoup. Il n'y a ny raison, ny ménagement pour l'exécution des intentions du Roy à faire payer par S. M. la pension des personnes qui sont dans la Maison pour y faire leurs services. On le doit d'autant moins que le Roy fait payer à la Maison même une gratification annuelle de 1200 livres (1), et que S. M. a accordé à trois sœurs de la communauté 600 livres de pension qui leur sert de dot. A rayer des États des pensionnaires du Roy sur le Trésor Royal.

Ce ne peut être encore que l'utilité de la Maison qui ait fait garder cette fille, sœur de Catherine Arnaud, quatorze ans depuis son abjuration, puisque l'intérêt de la Religion n'y a aucune part. La Maison n'a pas gardé oisive cette fille qui a à présent 30 ans; joignant son travail à celui de son père, moulinier en soye et à présent catholique, elle peut vivre et faire subsister une troisième sœur dont l'article suit. A rayer des États des pensionnaires du Roy sur le Trésor Royal.

La faveur que ses deux sœurs trouvent dans la Maison y a fait admettre cette fille à l'âge de 6 ans. Son père et sa sœur la feront subsister sans danger pour la Religion, puisqu'ils sont catholiques. A rayer des États des pensionnaires du Roy sur le Trésor Royal.

C'est pour empêcher que les enfans ne soient élevés dans l'erreur que

entrée le 26 aoust 1732. A fait abjuration 4 mois après. Elle est de Lyon, fille d'un moulinier en soye, catolique depuis un an et demi. Elle a été reçue en la Maison des Nouvelles catoliques en qualité de sœur portière.

N^a. — Voyez les articles d'Anne et Claudine Arnaud.

10. *Anne Arnaud*, agée de 30 ans, étant entrée le 26 aoust 1732. Elle avoit alors 15 ans. Elle a fait abjuration cinq mois après. Elle est de Lyon. Son père est moulinier en soye très pauvre, catolique depuis un an et demi.

11. *Claudine* [Erreur pour Catherine] *Arnaud*, agée de 7 ans. Depuis 7 mois, étant entrée le 27 aoust 1746. Elle est de Lyon, fille d'un moulinier en soye très pauvre, catolique depuis un an et demi. Voyez Anne Arnaud, sa sœur, cy dessus.

12. *Françoise Gruet*, agée de 6 ans. Depuis

(1) Cf. *Bullet. prot.*, IX, 74.

le Roy paye des pensions dans les Maisons des N^{elles} C^{es}. Les père et mère de Françoise Gruel sont catholiques, il n'y a aucun danger à la leur rendre. Ils sont pauvres, mais la Maison des N^{elles} C^{es} a pour objet unique la propagation de la foy, et non le soulagement des indigens. On ne doit jamais perdre de vue que quelques belles aparences que les actions de charité puissent avoir, on fait toujours mal quand on emploie arbitrairement des aumosnes qui ont une destination fixe. A rayer des Etats des pensionnaires du Roy sur le Trésor Royal.

Même observation que les articles 1, 2, et un séjour de 14 ans dans la Maison des N^{elles} C^{es} après son abjuration ne peut avoir la Religion pour objet. C'est une fille de village. La domesticité ou un métier luy convenoit, et c'est bien mal à propos qu'on l'a gardé [e] aux N^{elles} C^{es} depuis l'âge de 30 ans jusqu'à celui de 45. Ce seroit abuser des grâces du Roy, contre l'intérêt de la Religion, de la comprendre plus longtemps dans les États des pensions. A rayer desd. Etats.

9 mois, étant entrée le 23 juin 1746. Elle est de Lyon, fille d'un ouvrier en soye dont on ne dit pas la Religion, mais qui est aparemment catholique, et d'une mère anciennement luthérienne et à présent catholique, très pauvre.

13. *Jeanne Bouvier* (1), âgée de 45 ans. Depuis environ 15 ans, étant entrée le 8 novembre 1732, âgée alors de 30 ans. Elle a fait abjuration 5 mois après. Elle est du village de Souvernay, pays de Gex, fille d'un habitant dud. village, calviniste.

(1) Fille de Pierre, laboureur, et de Françoise Du Crey. — Acte d'abjurat., 3 janvier 1733, en même temps que les sœurs Arnaud (H. 974). Portée, probablement par erreur, comme ayant alors 40 ans.

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

Bastide
Raymond.

Bastide
Bastide,
ses deux fils.

Raymond Bastide naquit dans la ville d'Alais (2) d'une famille uzétienne. Il était pasteur de Florac au moment de la Révocation et « obtint ainsi que sa femme, Anne Bénézet, le 30 octobre 1685, un passeport pour aller en Suisse par Genève et Lyon (3). »

Leurs biens étaient saisis, ils n'avaient aucune ressource, cinq jeunes enfants à leur charge et on leur laissait à peine quinze jours pour s'expatrier.

Dans ce bouleversement, chassés de leur cure, aux abois, ils allèrent se réfugier dans un mas isolé, à Cendras, chez Pierre Cabanis. Raymond Bastide partit de là seul, sa femme y resta attendant le moment favorable pour le rejoindre; mais, entourée de pièges et d'obstacles, elle rentra dans sa maison d'Alais, espérant encore qu'on lui rendrait sa dot montant à 4 500 livres, ses autres avantages nuptiaux, les biens de son mari et qu'elle pourrait alors partir.

Dans une liste des fugitifs du 1^{er} mai 1686 (4) on voit le nom de dame Bénézet, femme du ministre de Florac, Bastide; si elle s'enfuit, devant l'impossibilité, ou de fuir à l'étranger, ou d'être rejointe par ses enfants, elle revint auprès d'eux.

Enfin, le 17 novembre 1688, à bout de courage, elle envoya un mémoire à Basville, exposant que son mari « estant sorti du royaume la laissa sans ressources avec cinq enfants et que, dans l'estat pitoyable où elle

(1) Voy. *Bull.* 1911, p. 521-544.

(2) M. Rouquette a mis le père dans la première liste des fugitifs d'Alais (1685-1688) et ses deux fils dans la seconde (1688-1698.)

(3) *Les Prédicants protestants*, par Charles Bost, t. II, 55.

(4) *Ibid.*, I, 146.

se trouve, elle demande que le fermier du domaine lui rende ses biens et ceux de son mari (1). »

Elle joignait à cette lettre un certificat prouvant que son fils aîné était engagé dans le régiment de Vendôme et qu'il y remplissait les devoirs de catholique.

En haut du mémoire M. de Lamoignon fait écrire les lignes suivantes qu'il a signées :

« Cette femme est mal convertie; mais si le roy a la bonté de donner aux enfants le bien de leur père, on prendra soin de leur éducation. » (A. N., TT, 89-XIII.)

Les biens mis en régie n'étaient pas facilement repris à ceux qui les détenaient et cette requête n'aboutit pas.

Après sept années de détresse, de solitude, de supplications auprès de son mari, elle décida apparemment ce dernier à revenir. Rentré en France, Raymond Bastide se cacha dans la maison d'Alais où vivait sa famille, attendant que le roi permit l'exercice de leur première religion (2).

La femme du pasteur ne sortit plus de chez elle et n'admit aucune étrangère dans sa demeure; tout cela parut suspect et le major d'Alais, mis en éveil, vint trouver, enfermé chez lui, le malheureux Bastide. C'était le 5 septembre 1692. — Prisonnier à Montpellier, il fut interrogé et nia sa fuite et son retour. — Le 13 janvier 1693, il fut condamné à mort. Devant la rigueur de cette sentence, si près de sa femme, de ses enfants à qui on l'arrachait, son cœur faiblit. Il demanda grâce à Louis XIV et se soumit; il avait alors 56 ans.

« Un serrement de cœur vous étreint malgré vous à la vue de tant de faiblesse » écrit M. Rouquette (3).

Pour nous, au contraire, un sentiment de pitié nous pénètre devant ces luttes de con-

(1) Dans l'état des sommes dues aux fugitifs des diocèses de Nismes et d'Uzès il est dû à Raymond Bastide plus de 3 000 livres en billets (A. N., TT, 260-VIII.)

(2) Interrogation de Bastide dans *Les Prédicants protestants*, par Charles Bost, t. II, p. 56.

(3) *Les Poètes cévenols*, p. 23.

science qui brisèrent des âmes dont les souffrances furent, à la fin, au-dessus de leurs forces.

Tous les pasteurs n'ont pas été des héros ; on le comprend lorsqu'on voit la piété catholique faire rouer un enfant de 17 ans (1), condamner à la potence des femmes de 50 ans (2) ou d'anciens pasteurs (3).

M. Rouquette voudrait nous faire croire qu'un plus grand nombre de martyrs — il n'y en eut donc pas assez ? — aurait empêché la Révocation. La guerre des Camisards fut-elle arrêtée par les protestations du maréchal de Noailles, qui ne voulait plus d'exécutions, parce que la mort édifiante des victimes poussait tous les révoltés au martyre ?

*Baudan (de)
Maurice,
seigneur
de Trescol.*

Sortait d'une des familles les plus honorables du Bas-Languedoc, dont les nombreuses branches s'établirent par leurs alliances dans les diocèses de Nîmes, d'Alais et d'Uzès, où elles occupèrent toujours dans l'Église et la cité des postes importants comme ceux de vignerons, consuls, etc.

*Baudan (de)
Jean
seigneur
d'Harcourt
ou d'Harcoune.*

Jouissait d'une grande considération pour son intelligence et la droiture de son caractère ; il fut envoyé par le comte du Roure, lieutenant général pour le roi, afin d'assister comme commissaire de Sa Majesté en l'assemblée du synode du Bas-Languedoc, qui se tint le 20 avril 1675 à Uzès, dans la maison du sieur Espérandieu ; Maurice et Jean de Beaudan se retrouvèrent après la Révocation dans le donjon de Pierre-Encize ainsi que d'autres méridionaux (4).

Après avoir écrit, demandé leur élargis-

(1) Jean Roussel de St-Geniès considéré comme prêchant et d'autres roués vifs à Montpellier le 30 janvier 1691.

(2) Madeleine Rieumal, de Moissac, 50 ans, pendue à Alais le 14 octobre 1686.

(3) Jacques Guien, ancien ministre de Lunès, 61 ans, pendu à Montpellier le 16 septembre 1693. Voy. *Les Prédicants protestants*, t. II, p. 579.

(4) Il y avait aussi, en janvier 1694, le baron d'Aigremont, de Nîmes, dont le frère, capitaine du régiment de Périgord, écrivit au roi pour obtenir la liberté du prisonnier (A. N., TT. 452-LXI et *Bull.*, 1880, 353).

sement, supplié de ne plus avoir à payer les frais de leur nourriture, de leur entretien qui accablaient leurs familles privées des biens des prisonniers et lassaient leurs amis, ils adressèrent, le 23 mars 1694, cette supplique au roi :

« Sire,

« Espérandieu, Castelneau, Riffard, les frères Baudan d'Uzès et de Nismes en Languedoc, détenus par vos ordres dans votre château de Pierre-Encize de Lion, depuis le 19^e jour de janvier 1687, recourent à la clémence de Votre Majesté et la supplient très humblement d'avoir la charité de faire en sorte que la subsistance qu'il a plu à Votre Majesté de leur accorder depuis le mois d'avril 1693 leur soit incessamment payée. Ils ont jusques icy, Sire, subsisté par le secours de leurs amis qui, ne voulant plus le leur continuer dans l'appréhension de perdre ce qu'ils leur ont presté, ils se voyent réduits dans cet état de manquer du pain sy Votre Majesté ne prend pitié d'eux et n'a la charité d'y pourvoir. C'est, Sire, ce qu'ils ont lieu d'attendre de la justice et bonté de Votre Majesté qui a toujours eu soins de donner le soulagement nécessaire aux misérables; les supplians qui se trouvent de ce nombre auront ce bonheur d'obtenir les grâces qu'ils lui demandent avec tout le respect, la soumission qui leur est possible, et par les vœux et prières qu'ils adressent sans cesse au ciel pour la continuation de votre sacrée personne, pour celle de toute la famille royale et pour la prospérité de votre État et de vos armes. »

Le roi fut sourd à ces cris de détresse. Riffard écrivit encore, puis toutes les voix se turent. Les malheureux prisonniers avaient expiré, abandonnés dans leurs cachots.

On conserve au château de Cabanes le portrait, dit-on, de ce Jean de Baudan conseiller du roi. Les traits sont nobles et rappellent ceux du baron de Salgas (1), même regard

(1) Le portrait du baron de Salgas est dans le château de Salgas, près de Florac.

digne, large perruque, riche costume, allure de grand seigneur.

On appelle ce Jean de Baudan, Lageret, du nom de sa première femme, Marthe de Lageret ou Le Gare. Il épousa en seconde nocces Marguerite Roux. Tous ses biens furent saisis.

Messire Joseph de la Tour du Pin-Gouvernet, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment d'Eu qui s'était retiré à Uzès, les réclama le 5 avril 1776 pour sa femme, Rose de Baudan, comme étant la plus proche parente de Jean de Baudan seigneur d'Harcoune.

Rose s'était mariée en 1752; elle était fille de Maurice Léon de Baudan et de dame Louise de Polastron, probablement petite-fille et petite-nièce des deux prisonniers de Pierre-Encize.

Le chevalier de Castelnau demanda aussi la mainlevée de ces mêmes biens (A. N., TT., 299-VI) qui ne furent donnés qu'en 1793 (21 juillet), à Marguerite Meynadier, épouse Monod, qui les avait réclamés au tribunal révolutionnaire (1).

*Baudan (de)
Elisabeth.*

Etait la fille de Jean de Baudan, seigneur d'Harcourt, conseiller du roi et de Marthe Le Gare. Elle se réfugia à Genève où elle mourut.

Le 8 juillet 1776 messire d'Entraigues, dont le père avait épousé Marie-Anne de Baudan le 31 juillet 1708, réclama les biens délaissés par feu Elisabeth de Baudan, comme sa plus proche parente (A. N., TT., 299-VI). Rose de Baudan, épouse de messire Joseph-Marie de la Tour du Pin, les réclama aussi.

A Uzès, le 10 juin 1776, une dame Pacotte renouvelait les mêmes demandes pour les biens des de Baudan, prétendant que la branche fugitive était absolument éteinte et qu'elle seule avait droit à l'héritage. (*Ibid.*)

De tous côtés, comme on le voit, on s'agissait pour obtenir les biens des fugitifs.

(1) *Les religionnaires des diocèses de Nîmes, Alais, Uzès.*



LA PLACE DU PUIITS DES CERCLES A UZÈS

La première maison en face appartenait aux de Beauvoir du Roure, la 2^e au baron d'Aigaliers, la 3^e à la famille Abauzit, la 4^e aux de Bargeton, la 5^e aux Coste, tous fugitifs.

Baudan (de)

née

Marguerite Roux.

Marguerite Roux était la seconde femme de Jean de Baudan, seigneur d'Harcoune; il est vraisemblable qu'après l'emprisonnement de son mari, elle quitta la France avec sa belle-fille.

Nouveau placet au roi d'un trésorier de France au bureau de finances de Montpellier, nommé Roux, suppliant d'être maintenu dans les biens que Marguerite Roux (1), sa sœur fugitive, a laissés en quittant le royaume vers l'année 1700; elle était veuve d'un sieur de Baudan (A N., T T., 96-XII).

Baudan (de)

demoiselle

femme de

M. de Combles.

Une demoiselle de Baudan réfugiée en Prusse épousa le pasteur de Combles, conseiller du Consistoire supérieur et fut gouvernante des enfants des princesses de Linange sœurs de l'aïeule de la reine de Prusse (Erman III, 195).

Baudan

(de)

née

Marie Deleuze

de la

Liquière,

ses deux filles.

En 1710, Marie Deleuze de la Liquière épousa Claude de Baudan et apporta en dot une belle fortune; de ce mariage naquirent trois filles. Vers 1724, Marie de Baudan se sauva à l'insu de son mari, emmenant avec elle ses enfants; elle était alors près de Cardet, dans son domaine d'Arnassan.

Dès qu'on s'aperçut de sa fuite, elle fut recherchée. Le marquis de la Fare la fit prendre au « pont des échelles » où elle venait coucher. Il paraît qu'elle emportait avec elle, non seulement de l'argent, mais des sièges, des tentures en tapisserie, des candélabres en argent et des objets de luxe lui appartenant. Il est probable que les officiers qui l'arrêtèrent, gagnés par ses générosités ou complices de son projet, la laissèrent s'évader la nuit avec ses filles et ses coffres pleins, car elles se réfugièrent à Berlin. Le sieur de Baudan n'ayant pu décider sa femme à revenir, alla rejoindre sa famille en Prusse. Ses biens furent saisis, mis en régie, puis donnés par

Claude (de)

Baudan

son mari.

(1) Dans les archives de l'Hérault, C, 299, nous voyons que la belle-sœur de Marguerite Roux, femme de M. de Baudan, Claudine de Baudan, était prisonnière au château de Sommières à cause de la fuite de son mari François de Gamon et que son beau-frère payait sa pension.

brevet du roi, le 8 mars 1753, à Mlle Rodier d'Anduze comme la plus proche parente catholique des fugitifs (A. H., C., 333).

La famille de Baudan de Nîmes était représentée dans le Refuge, en 1686, par :

Noble Henri de Baudan, ministre, le père ;

Jean-Henri de Baudan, son fils aîné, ministre de l'Église de Bagard, âgé de 33 ans ;

Henry de Baudan, son quatrième fils, ministre de Moissac, âgé de 26 ans ;

Louis de Baudan, son deuxième fils, lieutenant de cavalerie dans le régiment royal étranger, âgé de 31 ans, avec dame Suzanne de Mirmand, sa femme, heureusement accouchée d'une fille nommée Madeleine de Baudan, dès son arrivée à Morges ;

François de Baudan, son troisième fils, lieutenant de cavalerie, même régiment, âgé de 30 ans ;

Maurice de Baudan, son cadet, de la compagnie des jeunes gentilhommes établie à Busac, 17 ans (1). Tous leurs biens furent confisqués.

Par brevet du 11 novembre 1699 le roi les donna au neveu de Henri de Baudan, au sieur Mirmand, capitaine de cavalerie du régiment dauphin étranger qui les accepta à titre de fidéi-commis. Il décéda non marié et voulut, pour que les biens fussent toujours remis à la famille de Baudan, les transmettre à des personnes sûres. Il y eut alors des réclamations des parents de Nîmes.

Ce sieur de Mirmand avait fait un testament en faveur du beau-père de son frère aîné, hors du royaume depuis longtemps, dans le désir de faire profiter les fugitifs de ces biens.

Un nommé d'Audiffret les demanda, ainsi que M. de la Farelle. M. Mazaudier, conseiller au présidial de Nîmes, mari d'une demoiselle d'Icard qui se disait la plus proche parente de la famille fugitive de Baudan, dit, le 24 janvier 1695, que M. de la Farelle est indigne des

(1) Tollin III^e, p. 22-23.

biens qu'il réclame, ayant marié sa fille dans les pays étrangers et envoyé ses deux fils (1) auprès d'elle, dont un est dans la compagnie de Louis de Baudan, lieutenant de cavalerie au service de Brandebourg. (AN., TT., 89-XV.)

Baudan.
André Patron.

Mourut à Berlin en 1717. Il est le père du général Patron Baudan établi en Russie où sa famille est encore. (Erman IX, p. 21.)

Bauquier
Antoine.

Manufacturier, assisté à Francfort, allant en Hesse. (Liste des assistés de Francfort 1687.)

Beauvoir
du Roure
François.

Descendait d'une des plus nobles familles du Midi, dont la terre du Roure, située en Gévaudan, donnait droit d'entrée aux États généraux du Languedoc, étant une des sept baronnies de Tour; elle la tenait du roi depuis 1262.

Beauvoir
du Roure
née
Catherine Rieutord.

Guillaume de Beauvoir du Roure épousa le 14 avril 1472 Urbaine de Grimoard, arrière-petite nièce d'Urbain VI, pape d'Avignon, élu en 1362.

Beauvoir
du Roure
demoiselles,
deux sœurs.

Une branche de Beauvoir de St-Florent s'établit à Uzès par le mariage de Louis de Beauvoir avec Domergue ou Jeanne de Sarraz; elle fut l'héritière d'une riche famille qui possédait la plus vaste maison de la ville, Place du Marché des cercles, dont les arceaux gothiques et les armoiries (2) aux clefs de voûte sont restés intacts; elle allait jusqu'aux remparts et contenait un jardin et des étables avec gallinier (3).

Scipion de Beauvoir du Roure avait épousé Marguerite de Dangers d'une famille d'Uzès. Maître de cavalerie le 24 janvier 1638, il fut ensuite chevalier des ordres du roi. (Bibliothèque de Nîmes, ms. d'Aubais 202.)

Son fils François marié à Catherine de

(1) Les noms des trois enfants fugitifs de M. de la Farelle n'ont pas été insérés dans les listes d'Alais ou de Nîmes de M. Rouquette.

(2) Elles sont représentées par un chêne qui figure dans leurs armes parlantes : Roure signifie chêne.

(3) Poulailier.

Rieutord, prit du service en Angleterre au moment de la Révocation et obtint une compagnie dans un régiment de cavalerie. Il mourut à Southampton le 26 mars 1722 et sa femme Catherine mourut en 1731. (Agnew, T. II, p. 445.)

Avec lui ses deux sœurs sont aussi fugitives; on leur saisit ce qui revenait à tous trois sur la dot de leur mère, 4.500 livres. (AN., TT., 260-VIII.)

Ses deux fils dont nous allons parler quittèrent aussi la France.

*Beauvoir
du Roure
Scipion.*

Fils de François du Roure fugitif et de Catherine de Rieutord, capitaine au régiment de « mylord North and Grey, » épousa le 16 avril 1713, dans l'église de Dublin, sa cousine, demoiselle Marguerite de Vignolles de Nîmes. Il parvint au grade de colonel d'un régiment d'infanterie et de général-major des troupes anglaises. Il fut tué à la bataille de Fontenoy le 10 mai 1745; il avait 56 ans. (Agnew, T. II, p. 445.)

*Beauvoir
du Roure
Alexandre.*

Second fils de François du Roure et de Catherine de Rieutord, colonel dans le 4^e régiment de Massillian, garda son grade dans l'armée anglaise comme lieutenant-colonel. Il fut gouverneur à Plymouth et commanda en Écosse; ces honneurs lui étaient bien dus pour sa belle conduite à la bataille de Dettingen. Le gouvernement anglais le chargea de plusieurs missions importantes en Amérique. C'était un homme d'esprit distingué. Il mourut à Toulouse en 1765, en revenant des eaux de Barèges; son corps, embaumé, fut transporté en Angleterre et enterré à l'abbaye de Westminster (1) puisque la France aurait refusé une dernière demeure à ses restes. (F. P.)

On avait saisi lors de son départ une lettre de change de 1538 livres que lui devait le

(1) Un monument fut élevé dans l'abbaye de Westminster aux deux frères par le fils aîné du colonel Scipion du Roure. François du Roure de Kensington Agnew, t. II, p. 445).

marquis d'Aubais et plus de 16 000 livres d'autres sommes par lui prêtées. (AN., TT., 260-VIII.)

Un Beauvoir du Roure, leur parent, major du régiment d'Auvergne, peut-être même leur frère, resta à Uzès pour sauver les biens de la famille fugitive qui lui furent donnés. Il jouissait, depuis 35 ans, d'un fief important au lieu de Sauzet, comme plus proche parent du sieur David Danger (frère de Marguerite Danger), son oncle maternel, sorti du royaume pour fait de religion.

Le sieur Scipion Danger né en Prusse revint en France et abjura entre les mains de Mgr de la Fare. Le sieur du Roure quoique fondé par les édits et déclarations de garder en propriété les susdits biens, s'en départit en faveur de ce sieur Scipion du Roure en 1725. (AN., TT., 150-VI.)

*Beauvoir
du Roure
Grimoard
Auguste.*

S'établit dans le Brandebourg dès les premiers temps du Refuge. Son fils est encore dans un âge avancé, à Berlin où il est employé à l'instruction des cadets, (Erman, T. IX, p. 27.)

*Beauvoir
du Roure
Jean
Seigneur de
Montrieu.*

Alla d'abord en Angleterre, puis vint en Allemagne, où il se maria, en 1724, à Calbe, contre le gré de ses parents, avec une veuve nommée Courier, mère de six enfants et qui était sans fortune. (Toll. III^{IB}, 270.)

Le 21 janvier 1745 le maire et les consuls d'Uzès attestèrent que noble Jean de Beauvoir du Roure, seigneur de Montrieu, originaire de cette ville, était absent depuis 41 ans et qu'il descendait des de Beauvoir connus en Gévaudan depuis le x^e siècle, desquels est aussi descendu le pape Urbain VI. (*Ibid.*)

*Beauvoir
du Roure*

Elle était retirée avec son mari à Nimègue où elle eut une fille nommée Stéphanie-Henriette.

*Jeanne
femme de messire*

Une dame de Rocher, femme du seigneur du Petit Paris, fut arrêtée dans sa fuite

Salomon de Rocher Comme elle était enceinte elle fut confiée à
Sr du Petit Paris. un chirurgien d'Aubenas; la malheureuse,
 après ses couches, dut aller en prison. Cet
 acte est cité par l'abbé Rouquette comme
 une preuve de la clémence de Basville. (*Fugiti-*
tifs, p. 33.)

Bécharde,
Bécharde femme
dite
Douce, de Lan-
guedoc.

Fugitifs d'Uzès, réfugiés à Genève où ils
 tiennent le logis de la Croix Blanche à la place
 St-Gervais.

Gabriel d'Entraigues, seigneur du Pin, logea
 chez eux pendant le séjour qu'il fit à Genève
 à l'occasion de la mort d'Anthoine Bouet.

« Nous avons, dit-il, un lit, le sieur Roux
 et moy moyennant trente sols chacun par
 moi et la dite Douce femme de Bécharde nous
 donne à manger à six sols par repas. » (*Livre*
de raison de Gabriel d'Entraigues.)

Béguin
Jacques.

Apothicaire médecin, on saisit après sa
 fuite trois maisons; celle où il habitait était à
 la rue de la porte St-Étienne estimée 1000 livres.
 Ses biens furent vendus, le 23 mai 1687, sur
 la place d'Uzès. Plusieurs acquéreurs se pré-
 sentèrent et finalement le sieur Isaac Ayguin,
 apothicaire d'Uchaud, ayant offert la somme
 la plus élevée, personne ne se présenta pour
 renchérir (A. H., C., 313).

Béguin
femme
née
Marie Danger.

D'après son livre de raison, on vit qu'il
 lui était dû plus de 2000 livres qui ne lui
 furent pas rendues; il avait encore des obli-
 gations pour une somme plus considérable
 (AN., TT., 260-VIII).

La demoiselle Vigouroux de Nîmes, veuve
 de Céphas Danger, marchand de cette ville,
 jouit des biens dudit Béguin pour les sommes
 qu'il avait en ses mains en qualité de tuteur
 de son fils.

Jacques Béguin avait épousé le 3 février
 1678 Marie Danger, fille de Pierre Danger et
 de Françoise de Massiac. Céphas Danger était
 donc son beau-frère.

Béguin Jacques.

Son fils est aussi fugitif, il est marqué à
 Magdebourg comme marchand d'Uzès en 1688
 (Toll. III, p. 3).

Jeanne Béguin sa tante, sœur de son père, veuve de Pierre Balmier, aussi fugitive, a été mise ci-dessus au nom de Balmier.

Bélie

Est assisté de deux livres à la collecte d'Hambourg.

Bénézet.

Reçu membre de l'Église wallonne de Leide en février 1688, par le témoignage de l'Église d'Uzès (A. W.)

Béranger Louis,
Béranger
sa femme.

Marchand, habitant Genève, fils de Jean Béranger et de Madeleine Jeandonne ses père et mère mariés.

Il est naturalisé à Neuchâtel le 7 mars 1713. Son père, Jean Béranger, broquier d'Uzès, jouit de ses biens. (A. Hér., C., 274). Mais il est dit, dans une note (A. Hér., C., 312) que Jean Béranger, broquier, fait mal son devoir de nouveau converti.

Bérangère Françoise,
femme
d'Israel Grivel.

A ses biens saisi en 1733 par ordonnance de M. de Bernage; elle était hors du royaume depuis 10 ans (A. H., C. 323).

Berbiquier Antoine.

Officier natif d'Uzès, âgé de 76 ans, décédé à Berlin le 3 avril 1707 (A. W.).

Bergeirolles
(de)
de Reinaud
Charles
père et sa
femme

Charles de Reinaud de Bergeirolles, seigneur de St-Marcel, St-André et Chamfort, diocèse d'Uzès, capitaine, âgé de 30 ans, était en 1686 seul dans son château des Aupiats à St-Marcel. Son père avait pris du service auprès du prince d'Orange, sa mère très obstinée était retirée à Orange (*Bull.* XXIX, 352) et finit par l'y rejoindre (1).

Bergeirolles
de Reinaud
Charles fils.

Lui-même ne tarda pas à fuir en Hollande. Le 25 octobre 1699, désigné comme capitaine de Courtehon, il épousa à la Haye, Johanna Guilhermine Vermuyden (A. W.).

Comme son père il servit toute sa vie le prince d'Orange. A la requête de messire Jean d'Audibert, comte de Lussan, chevalier

(1) Elle se serait retirée à Orange après 1680, à la suite de la mort d'une charmante fille, sœur de Charles (le fils) qui aurait été mise secrètement dans un cercueil lequel se trouverait encore actuellement dans une pièce du château des Aupiats dont la porte est murée.

des ordres du roi, on saisit le 8 novembre 1703, le château des Aupiats appartenant à noble Charles de Reynaud, seigneur de Bergueirolle, juridiction de St-Marcel de Carreiret, en la présence de Durand Reboullet, rentier de la métairie, pour une somme de 41 000 livres, dont le sieur de St-Marcel est débiteur au comte de Lussan (1).

De son mariage avec Jeanne Vermuyden, il eut une fille née à Genève en 1701, nommée Jeanne-Olympe, qui vint s'installer à Marseille avec son mari Pierre de Veer négociant, originaire d'Amsterdam, bourgeois d'Orbe en Suisse.

Le 29 août 1744, elle y perdit un fils, Pierre-Charles, un autre mourut en 1746 et son mari, âgé de 55 ans, fut enseveli à Marseille le 16 mars 1754 dans un cimetière donné, d'après le traité du 25 septembre 1716, aux sujets protestants des villes hanséatiques décédés dans l'étendue des terres de l'obéissance de Sa Majesté.

Le 5 janvier, Jeanne Olympe, fille de feu Charles de Reinaud de Bergueirolles, seigneur de St-Marcel et veuve de Veer Pierre fut ensevelie aussi à Marseille, âgée de 82 ans (*Bull.* LIX, 530, 531, 534, 549).

Bernard Jean,
Bernard femme.

Maître facturier d'Uzès et sa femme réfugiés à Magdebourg en 1700, inhumé à Magdebourg, le 6 octobre 1730, âgé de 78 ans. (A. W.)

Bernard Christophe. Réfugié en Allemagne.

Bernard
Paul.

Manufacturier en bas, originaire d'Uzès en Languedoc, est à Halle en 1702 (Tol. III^e, 51).

Epouse le 26 novembre 1713 à Magdebourg Marie Bringuier (A. W.)

(1) Jean d'Audibert avait vendu à noble Charles de Reinaud de Bergueirolles qui était originaire de Lyon, le château de St-Marcel. Ce dernier en était déjà coseigneur. Michel Poncet de la Rivière, évêque d'Uzès, en reçut l'hommage et il fut ensuite vendu au prieur du lieu nommé Darnac; celui-ci le donna à son neveu, dans la famille duquel il est resté. Armes : D'argent à 3 faucons de gueules, deux affrontés et un en pointe au chef d'azur chargé d'un soleil d'or (*armorial du diocèse Nîmes-Uzès* par Prosper Falgairolle).

*Marie Bringuier,
Adam Bringuier
leur fils.*

Le 9 décembre 1725 est baptisé à Halle, Adam fils de Paul Bernard et de Marie Bringuier.

Les biens de Paul avaient été donnés à son frère Étienne (A. H., C., 274).

Bernard Urie.

Fils de feu Anthoine Bernard et de feue Catherine Ducros, de la ville d'Uzès, est inhumé à Brème le 10 juin 1733; il était âgé de 57 ans. (A. W.)

Bernard Isaac.

Boulangier, assisté à Genève en 1693 (F.P.).

Bernard Estienne.

Mort à l'étranger. Il laissa une maison abandonnée à la traverse de la rue St-Roman (Liste des maisons abandonnées à Uzès, faite en 1697, *Bull.* 1911, 234).

Bernard Raymond.

D'Uzès (*Colonieliste* de 1699, 72).

Bernarde (de)

Une demoiselle de Bernard est réfugiée à Copenhague en 1685 (F. P.).

*Bernard
Isabeau.*

Trois jeunes filles catholiques, Suzanne Jessonne, Marie Rouberte et Isabeau Bernard, allaient quelquefois au culte dans le temple de ceux de la R. P. R. d'Uzès; comme c'était une contravention aux édits et à la Déclaration du roi du dernier juin 1680, le syndic du clergé fit enfermer les trois ministres d'Uzès afin de les empêcher de prêcher. Ces trois ministres étaient Jean-Louis de Pépin qui comparut le 9 janvier 1681 devant Jean de Bastide, docteur et viguier pour le roi, M. de Manuel et M. de la Borie. Ce dernier n'avait jamais vu ces jeunes filles; M. de Pépin assura aussi n'avoir jamais vu ces jeunes filles dans le temple, pas même le vendredi 27 décembre dernier, à la sortie duquel elles furent emprisonnées, et que pas davantage, il n'avait vu les laquais de Monseigneur, avec leur livrée, à la petite porte du temple, qui venaient surveiller la sortie du culte. — Isabeau Bernard devint servante chez M. de Thoulouze-Foissac, elle quitta

la France avec la belle-fille de M. de Thou-
louze, seigneur de Foissac (A. N., TT., 273-V).

Bernard (de).

Demoiselle de Bernard absente ; l'évêque
d'Uzès Poncet de la Rivière achète sa maison
à un très bas prix (déjà citée *Bull.* 1911, 233).

Berteson Jean.

Natif de la ville d'Uzès en Languedoc, est
décédé à Berlin le 9 mars 1686 (A. W.).

Bertézène Jacques.

Marchand teinturier ; à son départ on sai-
sit sa maison et ses biens qui sont peu de
chose sont en distribution (A. H., C., 274).

Bertézène Jean,

Marguerite Serre de Montpellier a esté
maintenue aux biens de Jean et Marie Berté-
zène ses cousins germains dudit Uzès, d'après
l'édit donné au mois de décembre 1689 (A. H.,
C., 316).

Bertézène Marie,

Berthézène Simon.

Le vignier Bastide et Jacques Deleuze
habitants d'Uzès jouissent des biens des deux
Berthézène (A. H., C., 312).

Berthézène Jean.

Jean laisse des biens estimés 12 200 livres,
3 maisons, deux vignes à St-Firmin et deux
terres (*Bull.* XXXI, 161).

Berthézène Jacques.

Galérien 1717 (F. P.)

Berthézène veuve.

Laisse une maison abandonnée (A. H., C.,
312).

Besard Jacques.

Assisté d'une livre à la collecte de Ham-
bourg.

Besc (de) François
seigneur de
Saint-Pons.

Est sorti du royaume en 1719 contre les
défenses du roi, et pour fait de religion, ses
biens ont été saisis (A. H., C., 322).

Beyssière Jeanne,
Blachaire Pierre.

Fugitive (A. N., TT., 28).
Tisserand d'Uzès, va en Hollande en 1687
(Assistés de Francfort-sur-le-Mein).

(A suivre)

B^{une} DE CHARNISAY.

SÉANCES DU COMITÉ

16 janvier 1912

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, E. Chatoney, A. Lods, J. Pannier, J. Viénot et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président adresse les félicitations du Comité à M. Jacques Pannier qui a été promu docteur ès lettres de la Faculté de Paris avec mention très honorable, après avoir soutenu brillamment ses deux thèses sur l'architecte *Salomon de Brosse* et sur *l'Eglise réformée de Paris sous Henri IV*. Ces deux travaux complètent et feront pénétrer dans le grand public quelques parties encore ignorées de l'histoire du protestantisme à Paris.

Le président ajoute quelques mots appuyés par le secrétaire pour attirer l'attention sur le travail considérable et les résultats nouveaux que présente l'enquête de M. Charles Bost sur *les prédicants protestants des Cévennes et du bas-Languedoc de 1684 à 1700*. Ces deux volumes renouvellent l'histoire de la première période du Désert et, sans peut-être adopter toutes les conclusions de l'auteur, il convient que notre Société lui vote des félicitations et des encouragements.

Pour ne pas trop demander à la caisse de notre Société, le président informe le Comité qu'il a ouvert une souscription parmi les amis du *Musée du Désert*. Le premier souscripteur fut un descendant de Jean Cavalier et, parmi les renseignements que l'existence du musée a provoqués il faut signaler l'indication du lieu où se trouve la chaire de Paul Rabaut.

Après avoir communiqué les remerciements de MM. Jean Barraud et Camille Leenhardt, et annoncé de nouveaux documents sur la tour de Constance, le secrétaire présente les comptes de l'année 1911. Ces comptes sont examinés en détail et approuvés à l'unanimité, après quoi le Comité établit et vote le projet de budget pour l'année 1912.

A propos de la **Bibliothèque**, on regrette de ne pouvoir songer à acquérir quelques-uns des volumes de la bibliothèque Delessert qui va être vendue aux enchères, vente qui sera suivie de celle des collections Gaiffe et Stroehlin.

21 février 1912.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. d'Amboix de Larbont, Th. Dufour, P. Mellon, J. Pannier,

E. Rott et N. Weiss. MM. Bonet-Maury et R. Reuss se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président souhaite la bienvenue au nouveau membre de notre Comité, M. Paul Mellon. Ce dernier remercie M. Puaux de ses paroles amiables et sera heureux de prendre part à nos réunions.

Le président entretient ensuite le Comité de l'échange de lettres qui a eu lieu entre lui et M. Matthieu Lelièvre à propos du jugement porté par ce dernier sur l'état moral des protestants français à la veille de la Révocation. Il demande au Comité d'approuver une délibération officielle l'autorisant à aliéner des parcelles de terrain faisant partie de la propriété de la maison de Roland devenue le musée du Désert. Cette délibération est approuvée à l'unanimité. C'est aussi à l'unanimité, sur la proposition de son président, que le Comité décide de s'adjoindre un nouveau membre dans la personne de M. Jules Fabre, avocat, adjoint au maire du X^e arrondissement de Paris, descendant du célèbre Fabre connu sous le nom de l'honnête criminel et qui, de longue date s'intéresse à notre histoire.

M. Henry Lehr, pasteur à Chartres, étant sur le point de faire paraître une histoire de *la Réforme et des Églises réformées dans le département d'Eure-et-Loir*, M. Puaux propose que nous souscrivions un certain nombre d'exemplaires, comme nous avons fait pour d'autres ouvrages parus récemment. Adopté. On accepte également la demande de la librairie Berger-Levrault de faire encarter le prospectus du beau volume qu'elle vient de publier sur *Ligier Richier*, dans un des prochains numéros du *Bulletin*.

Le Comité s'associe ensuite aux sentiments de sympathie exprimés par l'un de ses membres à l'égard de notre collègue M. Gabriel Monod qui vient d'être très éprouvé dans sa santé et souhaite qu'il puisse bientôt reprendre sa place au milieu de nous.

Le secrétaire communique le dernier fascicule des *Proceedings* de la *Huguenot Society of London* et y signale une reproduction partielle, la première qui ait jamais paru, des fameuses fresques de Vasari représentant au Vatican le massacre de la Saint-Barthélemy. Il transmet au Comité une invitation à se faire représenter au congrès des religions qui doit se tenir à Amsterdam en septembre. On s'entretient aussi de l'invitation au centenaire de Rousseau, et M. d'Amboix de Larbont veut bien nous donner quelques détails sur l'éventualité de tenir cette année au Mas d'Azil notre assemblée générale qui n'a pu y avoir lieu l'année dernière.

Bibliothèque. Elle a reçu un nouvel envoi de livres appartenant en grande partie à l'époque de la Révolution et provenant du

château du Doux, propriété de feu M. Georges Bertin. MM. Ferdinand Buisson et le pasteur Maulvault lui ont aussi envoyé quelques volumes et M. Bonet-Maury a obtenu pour elle le volume de M. F. de Mallewoüe. *Les actes de Sully passés au nom du roi de 1600 à 1610* (in-4° de LXXII-516 p., Paris, imprimerie nationale, 1911.) Le secrétaire donne ensuite quelques détails sur la vente imminente des livres protestants, dont beaucoup très rares, qui faisaient partie des bibliothèques Adolphe Gaiffe et Ernest Stroehlin. Le Comité estime qu'il convient de faire un effort pour en acquérir quelques-uns et charge son secrétaire de suivre la vente à cet effet.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Jean Ogier de Gombauld. Sa vie, son œuvre (1).

Lorsqu'en 1666 l'abbé Paul Tallemant prononça son discours de réception à l'Académie française, il dit : « Vous m'avez accordé la place de M. de Gombauld, dont le mérite est connu de toute l'Europe, qui, durant plus d'un demi-siècle, a été l'admiration de toute la cour. » Qui s'en douterait aujourd'hui ? *Sic transit*... Et ce qu'il faut le plus admirer dans ce livre qui vient d'être consacré au vain labeur de ressusciter cette réputation éphémère, c'est la patience vraiment héroïque de l'auteur, qui a d'ailleurs la charité de nous prévenir que son héros « n'est jamais naturel » (p. 214), que son « intelligence est peu profonde et peu étendue », son esprit absolument pas subtil, son âme peu compliquée, « qu'il n'a rien d'un penseur », enfin *n'a jamais eu d'idées* (p. 212); que sa vieillesse « était tombée en enfance, si toutefois on peut dire pareille chose d'un homme qui eut toujours l'âme enfantine » (p. 97); que ses *Lettres*, dont elle « fait, avec d'autant moins de scrupules (!), de longs extraits, ont été volontairement ignorées des principaux biographes, qui les jugeaient *nulles* au point de vue littéraire » (p. 1); que son *Eudimion* est « un des plus ennuyeux livres qui se puissent lire »; car, « inspiré par la passion, il en manque totalement » (p. 101); que, d'autre part, « l'absence de documents donne un caractère d'imprécision à la biographie », dont « les trois premiers chapitres, en particulier, sont échafaudés sur des suppositions qu'un seul document pourrait renverser en partie » (p. 2).

(1) Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Neuchâtel pour obtenir le grade de docteur, par Lydie Morel, licencié ès lettres. Neuchâtel, De la chaux et Niestlé, 1910. 1 vol. de 250 p. in-8°.

Quelle devait être, semble-t-il, la conclusion directe, logique et sensée de ces édifiantes révélations? Evidemment qu'il vaudrait mieux chercher un autre sujet moins ingrat, plus digne du travail, de la sagacité, de l'érudition, du talent incontestable de l'auteur, que de s'acharner pendant 249 pages sur cette pauvre personnalité pour tâcher de trouver quelque chose là où il n'y a rien.

Franchement, M. Lanson a rendu à l'auteur un bien mauvais service, lorsqu'il a eu « la grande obligeance » de lui proposer ce maigre sujet, dont le premier chapitre est en grande partie consacré à la grave question de savoir si le héros s'appelait Ogier ou Gombauld, et le deuxième à ses ridicules amours pour Marie de Médicis. N'y aurait-il pas eu d'œuvre plus utile et plus intéressante à accomplir dans le vaste champ de notre histoire protestante, et cette piètre figure que toute la souplesse de l'auteur ne réussit pas à animer, nous fait-elle vraiment honneur et n'eût-il pas mieux valu pour elle et pour nous la laisser dormir dans son juste oubli? Mais ce qu'il faut regretter surtout, c'est le temps et la peine largement dépensés par une plume qui aurait été capable de s'attaquer à une nature plus riche et à une matière plus rémunératrice. Car on peut aisément deviner ce que doit représenter de labeur le simple appendice bibliographique de 30 pages (1).

TH. SCHOELL.

Une nouvelle vie de J.-J. Rousseau (2).

Il semblait que tout avait été dit sur lui, que les opinions les plus flatteuses et les jugements les plus sévères avaient été défendus par les arguments les plus forts avec un égal succès, et ne voilà-t-il pas qu'une Anglaise s'avise de consacrer vingt ans à une interprétation nouvelle de cette vie si connue, si étudiée, si critiquée, pour aboutir à ce double résultat étrange que le complot qu'on croyait n'exister que dans l'imagination malade du pauvre Rousseau vieilli et aigri était bien réel, et que, en revanche, le crime d'avoir abandonné ses enfants (3), crime que l'on croyait

(1) Pourquoi *le Menagiana*? L'auteur ignorerait-elle que c'est un pluriel? (p. 1, l. 6, d'en bas). — On pourrait dire que Gombauld n'est intéressant que par la preuve éclatante qu'il fournit de ce fait que plus un écrivain recherche la popularité immédiate, plus la postérité se détourne de lui; car la mode à laquelle il a tout sacrifié l'emporte avec elle.

(2) Frederika Macdonald : *Jean-Jacques Rousseau, a new criticism*. Londres, Chapman et Hall, 1906. 2 vol. de XIII-418 et XI-405 p. avec portraits, gravures, planches, illustrations et fac-similé.

(3) Cette question commence même à intéresser le grand public. Voir le *Petit Parisien* du 4 avril.

réel et dont Rousseau s'accusa avec de vifs remords jusqu'à sa fin, n'était qu'imaginaire ! Non pas que ces affirmations fussent absolument nouvelles : elles avaient déjà été soutenues de divers côtés et à différents moments, mais en passant et comme par boutades, tandis que notre Anglaise les dresse sur une base sagement construite, capable, semble-t-il, d'affronter de rudes assauts sans crouler. Pour ce qui est des enfants notamment, on avait souvent déjà élevé des doutes sur la manière dont leur histoire nous était racontée : on s'étonnait à bon droit de l'insuccès de toutes les recherches faites à leur sujet aux Enfants-Trouvés ; on s'étonnait plus encore de la facilité vraiment extraordinaire avec laquelle Thérèse aurait consenti à s'en séparer ; on pouvait enfin s'étonner presque autant de ce qu'un homme aussi sensible et, en somme, aussi faible que Rousseau ait montré en cette circonstance une aussi farouche et persistante énergie. Mais tous ces doutes surgissant ça et là, au hasard d'impressions fugitives et capricieuses, n'avaient jamais encore été réunis en faisceau ni coordonnés systématiquement et éclairés par des recherches rationnelles et complètes.

C'est ce qu'a fait Mme M. Et pour montrer toute l'étendue et la valeur de son œuvre, il suffira de mettre sous les yeux du lecteur la table raisonnée et expliquée des matières traitées par elle avec une force, une lucidité et un esprit de suite qu'on pourrait qualifier de virils, s'ils ne faisaient défaut à nombre d'hommes.

TOME I

Introduction : Dessein et méthode de ce nouvel essai critique. Contradictions flagrantes dans le tableau traditionnel de la vie de Rousseau, et non moins choquantes entre le dire de ses contemporains impartiaux et les charges des critiques de parti pris.

1^{re} PARTIE

Etat de la question au moment où l'auteur commença ses travaux.

2 Théories en présence :

1° Que la vie désintéressée et le caractère vertueux de Rousseau prêtaient de l'autorité à ses écrits ;

2° Qu'il nous faut reconnaître deux hommes en lui : un écrivain de génie et un crétin au moral.

1^{re} théorie : *Le vertueux citoyen de Genève.*

Ch. I. Le verdict des contemporains : le jugement de Deleyre, Dupeyron, d'Eschernay, Bernardin de Saint-Pierre, Corancez, etc.

opposé à celui de Diderot, Grimm, Mme d'Epinaï, Hume, Voltaire, Tronchin, d'Alembert, d'Holbach, Marmontel, La Harpe.

Ch. II. Celui de la génération suivante : Mirabeau, Mme de Staël, Kant, Schiller (1).

Ch. III. Comparaison des jugements contemporains et postérieurs sur les *Confessions*. Conclusions (p. 34) : 1^o Ce livre ne passa pas pour un ouvrage révoltant, mais pour un chef-d'œuvre de sincérité, de courage et de génie. — 2^o Les accusations de Rousseau contre ses persécuteurs et calomniateurs secrets ne furent point considérées comme extravagantes, mais estimées très croyables et confirmées par les actes de ces mêmes hommes après la mort de leur victime. — 3^o La théorie que ses affirmations sont sans valeur comme provenant d'un malade s'est trouvée être non une doctrine inventée par les apologistes de Rousseau, mais une justification faite pour eux-mêmes par les Holbachiens encore vivants au moment de la Révolution.

2^e théorie : L'artificieux scélérat Jean-Jacques.

Ch. IV. La publication de la *Correspondance littéraire* (1812) et des *Mémoires* de Mme d'Epinaï (1818) fut le point de départ du changement d'opinion qui renversa le jugement des contemporains.

Ch. V. L'impression produite par ces ouvrages et spécialement par les *Mémoires* inaugura la doctrine moderne de la personnalité répulsive de Rousseau.

II^e PARTIE

Examen historique. Preuves documentaires que les *Mémoires* représentent un instrument du complot pour fabriquer à Rousseau une fausse réputation et l'imposer à la postérité.

L'ouvrage imprimé

Ch. I. Analyse historique des origines des *Mémoires* et de l'autorité réclamée pour eux. 1^{re} édition et rapport de son éditeur sur l'ouvrage. Critique de Musset-Pathay dans ses *Anecdotes inédites pour faire suite aux Mémoires de Mme d'Epinaï* et réplique de J.-C. Brunet dans une nouvelle édition du *Manuel du Libraire*. 2^e édition des *Mémoires* par Paul Boiteau (1863) ; protestations de Scherer dans ses *Études sur la littérature contemporaine*, et de Perey et Maugras, auteurs de *La jeunesse et les dernières années de Mme d'Epinaï*.

(1) N'a jamais été à Ermenonville ; l'auteur s'est grossièrement mépris sur le sens de la 1^{re} strophe de l'invocation à la tombe de Rousseau : *Monument von unrer Zeiten Schande*, etc.

Les deux manuscrits

Ch. II. Le manuscrit partagé entre les Archives et l'Arsenal est l'œuvre originale de Mme d'Epinay et trahit la substitution, à son propre récit, d'une interpolation fabriquée en une série de notes rédigées par Grimm et Diderot. (Fac-similé de notes interpolées telles que les montre le manuscrit.)

Ch. III. Le manuscrit de la Bibliothèque historique (rue de Sévigné), celui qu'utilisa J.-C. Brunet, est l'exacte copie de l'autre et révèle le soin de Grimm pour préserver le document et en préparer la publication, quand tous les contemporains auraient disparu.

Ch. IV. Le manuscrit de la rue de Sévigné montre la falsification du livre par les éditeurs des *Mémoires* imprimés, et le dessein de lui attribuer le caractère d'une œuvre originale.

III^e PARTIE

Ch. I. Plan et but de la fausse histoire interpolée. La fausseté est la qualité essentielle du Jean-Jacques inventé par Grimm et Diderot. Les *Tablettes* de ce dernier et la légende des sept crimes de Rousseau.

Ch. II. Étude d'évidence historique qui jette une lumière nouvelle sur la fable des Enfants de Rousseau. L'évidence se trouve dans les registres des enfants trouvés (Appendice E). Les faits historiques prouvent qu'il n'en avait pas; sa responsabilité morale est pour une doctrine qu'il reconnut plus tard être une erreur. Il ne fut même pas coupable d'intention de cruauté en exposant un enfant, ni de tyrannie ou d'injustice en forçant Thérèse à renoncer à ses enfants, ni d'hypocrisie en professant une doctrine et en en pratiquant une autre.

IV^e PARTIE*La légende des sept crimes de Rousseau. — I. Crimes prétendus contre Mme d'Epinay.*

Ch. I. Nature de l'amitié de Rousseau pour Mme d'Epinay. En lui préparant l'Ermitage, elle fit acte d'amitié et non une charité. Preuve que le récit tel qu'il est dans les mémoires fut arrangé pour concorder avec la version de Diderot et de Grimm. Preuve que Rousseau fut l'ami et non le protégé de Mme d'Epinay.

Ch. II. La première année à l'Ermitage. Sympathie de Mme d'Epinay pour Rousseau, qui a confiance en elle; code d'amitié de Rousseau. Le René légendaire et l'invention de ses sophismes et impostures.

Ch. III. Intervention de Mme d'Houdetot. Première querelle. La

« Lettre anonyme à Saint-Lambert ». La relation de ce fait dans les *Mémoires* est une interpolation.

Ch. IV. La tentative de Mme d'Épinay pour réconcilier Grimm et Rousseau est racontée différemment dans les *Confessions* et dans les *Mémoires*.

Ch. V. Le voyage à Genève et la lettre qui fut « un prodige d'ingratitude » examinés en rapport avec les différents récits donnés dans les *Confessions* et dans les *Mémoires*.

APPENDICES

A. Interprétation des œuvres de Rousseau par les méthodes psychologiques. Critique de John Morley, *Life of Rousseau*.

AA. Témoignage de contemporains impartiaux : Comte d'Eschernay, *Mélanges de Littérature, d'Histoire et de Philosophie* (1811); Bernardin de Saint-Pierre, *Mes relations avec J.-J. Rousseau*; Corancez; Grétry, *Essai sur la Musique*.

B. Les quatre principaux libelles après la mort de Rousseau et avant la publication de la deuxième partie des *Confessions* (fin de 1788) : 1) 15 juillet 1778, la *Correspondance Littéraire* provoque la fausse rumeur du suicide de Rousseau. 2) 5 octobre 1778, La Harpe publie, dans le *Mercure de France*, l'invention de Diderot sur le *Premier Discours*; insinuation à peine voilée, que Rousseau n'est pas l'auteur du *Devin du village*. 3) Décembre 1778, abominable note de Diderot, jointe à son *Essai sur Sénèque*, dont la deuxième édition, parue (1782) sous le titre d'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, ajouta une longue liste de nouvelles invectives. 4) Juin 1779, dans son *Eloge de Milord Maréchal*, d'Alembert saisit l'occasion d'accuser Rousseau de s'être conduit envers son « bienfaiteur » avec une ingratitude abominable. Ces libelles furent réfutés au moment où ils parurent et excitèrent l'indignation générale au point que leurs auteurs se plaignirent du fanatisme du public. Néanmoins tout leur contenu ressuscite 30 ou 40 ans après et est répété jusqu'à ce jour comme vérité historique. La première calomnie, sur le suicide, est suivie de la copie littérale du procès-verbal dressé par les chirurgiens après la mort de Rousseau (extrait des minutes du greffe du bailliage et vicomté d'Ermenonville), et de la longue *Lettre à Sophie, comtesse de ****, par René Girardin, sur les derniers moments de Rousseau (12 juillet 1778, ainsi dix jours après la mort). Les autres calomnies sont réfutées de même par d'authentiques témoignages contemporains, notamment toute une série de lettres justifiant la conduite de Rousseau envers Milord Maréchal.

C. Récits d'Holbach sur la rupture de son intimité avec Rousseau.

CC. Libelles de La Harpe.

D. Sur les deux manuscrits des *Mémoires*.

E. Registres des « Enfants Trouvés ». Joseph-Catherine Rousseau n'a rien à voir avec J.-J.

TOME II

IV^e PARTIE (*fin*)

II. — *Crimes prétendus contre Diderot et Saint-Lambert.*

Ch. VI. Avoir quitté Paris et vivre d'une façon indépendante, voilà l'offense impardonnable de Rousseau aux yeux de Diderot. Première calomnie secrète dans la *Correspondance*; efforts de Diderot pour provoquer une querelle. Légende de la femme de Garnier et de sa pénétration extraordinaire.

Ch. VII. Légende de la visite de Diderot à Rousseau et de son conseil d'écrire à Saint-Lambert, racontée par Marmontel et Diderot et interpolée dans les *Mémoires*. La véritable lettre à Saint-Lambert et sa réponse. La réelle visite de Diderot et sa trahison.

Ch. VIII. L'atroce lettre de Diderot à Grimm (« Cet homme est un forcené » etc.). Mme d'Houdetot fait à Rousseau le reproche d'indiscrétion. Ce dernier découvre la trahison de Diderot et écrit à d'Alembert. Réplique de Diderot, dix-neuf ans plus tard, dans la note ajoutée à son *Essai sur Sénèque*.

III. — *Crimes allégués contre Grimm.*

Ch. IX. Obligations de Grimm envers Rousseau. Fiction de son duel pour la défense de Mme d'Épinay. Lui, que Rousseau avait introduit, travailla secrètement et ouvertement à le déprécier aux yeux des amis que celui-ci lui avait procurés.

V^e PARTIE

La *Correspondance* est le deuxième instrument du complot tramé par les conspirateurs pour répandre la fausse réputation de Rousseau comme sophiste et imposteur, pour lui susciter des ennemis et le priver de protecteurs au moment de ses persécutions.

Introduction. Campagne de calomnie menée par Grimm dans ce journal secret, de juin 1762 à mai 1767. Situation de Rousseau à ce moment : condamné par le Parlement de Paris, par le Conseil de Genève et le Sénat de Berne, et réfugié dans les États du roi de Prusse, à Motiers-Travers.

Ch. I. 1^{er} acte de la campagne de calomnie, juin à septembre 1762. Efforts de Grimm pour indisposer contre Rousseau fugitif les chefs des États européens, en le peignant comme un démagogue et semeur de doctrines pernicieuses. L'espèce de biographie de J.-J. mise en circulation, le 15 juin, le peignait comme un ennemi des grands, de toute autorité et de l'ordre. La fausse critique de l'*Emile* adressée le 1^{er} juillet, décrivait l'auteur comme un sophiste qui ne songeait qu'à renverser les opinions. Deux autres critiques (1^{er} août et 1^{er} sept.) le représentaient spécialement comme ayant attaqué Frédéric, dans les États duquel il avait trouvé un refuge, comme voulant fomenter des troubles en faveur de Voltaire et insulter le Conseil, s'il allait à Genève, et comme se vantant de ses propres ingratitude.

Ch. II. 2^e acte (sept. 1762 à sept. 65). Efforts de Grimm pour chasser Rousseau de Motiers-Travers et hors de portée de la protection de Frédéric, en excitant contre lui le fanatisme du clergé et la rage de la populace par de fausses descriptions de ses œuvres comme contenant des blasphèmes contre la religion chrétienne et des appels à la guerre civile. C'est ainsi que dans une fausse critique de sa lettre à Christophe de Beaumont, Grimm mit en circulation le bruit que Rousseau justifiait les persécutions des protestants de France et fournissait des armes cruelles au fanatisme. Par sa fausse critique des *Lettres de la Montagne*, il affirma que Rousseau attaquait tous les principes de la religion chrétienne et en décrivait le fondateur comme un bon vivant et un homme de plaisir; qu'il était coupable du crime de haute trahison et de fomentation de guerre civile pour se venger du Conseil qui avait brûlé l'*Emile*. Ces calomnies acceptées par les pasteurs et la populace de Motiers les poussèrent à insulter et à attaquer Rousseau et obligèrent ce dernier à fuir « le cœur déchiré par le spectacle de la haine populaire ».

Ch. III. 3^e acte (nov. 65 à mai 67). Efforts de Grimm pour lasser la sympathie publique envers Rousseau persécuté et pour l'isoler en détachant de lui ses protecteurs puissants et ses amis influents. Nouvelle méthode qui affecte de douter de la réalité de ses infortunes et insinue qu'il court après les persécutions pour acquérir la notoriété. On persuade Rousseau de préférer, à l'invitation de Frédéric à Berlin, l'offre d'Hume de lui trouver une retraite en Angleterre. Hume s'entend avec les ennemis parisiens de Rousseau; sa part dans la prétendue « plaisanterie » lancée par Grimm durant le séjour de Rousseau à Paris, à savoir la « fausse lettre du roi de Prusse ». Hume tâcha de plaire à tout le monde en communiquant, d'une part à la presse anglaise les libelles des encyclopédistes contre Rousseau, et en travaillant d'autre part à obtenir pour lui du roi d'Angleterre une pension qu'il refuse. Hume demande une explication. La lettre de Rousseau établit les

faits qui l'obligent à croire à la trahison d'Hume. Celui-ci ne répond pas aux accusations, mais insiste sur les « bienfaits » dont il a comblé Rousseau. *L'Exposé succinct*, traduit et produit par Suard et d'Alembert en octobre 66.

Ch. IV. La lettre dite « atroce » de Rousseau à Hume (10 juin 66), qui avait ignoré les raisons évidentes de la méfiance de Rousseau, ne commenta point la lettre de ce dernier à la *St. James' Chronicle* ni ne s'informa pourquoi il avait cessé de lui écrire. Quand Rousseau refusa la pension obtenue par son entremise, il demandait depuis longtemps une explication. En réalité, ses torts étaient plus graves que Rousseau ne savait. La lettre de ce dernier montre que son auteur reconnaissait la situation qui lui était faite par la conspiration, à savoir que personne ne croirait ce qu'il savait être vrai et que les gens le prendraient désormais pour un imposteur et un ingrat; mais qu'il continuerait lui-même à être véridique et juste et à laisser les hommes penser ou dire ce qui leur plaisait.

Chap. V. Fin du 3^e acte. Grimm prépare ces résultats par des calomnies répandues en secret. La fausse lettre du roi de Prusse est répandue à travers l'Europe en janvier 66, bien que Hume et Walpole s'imaginent qu'elle est tenue secrète. La protestation de Rousseau contre la publication dans les feuilles anglaises est représentée par Grimm (15 avril) comme un effort pour irriter Frédéric contre l'Angleterre et provoquer une guerre sanglante. Le 15 octobre, Grimm commente triomphalement la querelle dans son journal secret. Rousseau, abandonné par un ami après l'autre, s'affole, lorsque lord Keith aussi refuse de croire qu'Hume l'a trahi; il désespère d'obtenir justice de ses contemporains.

Le cœur brisé désormais, il n'a plus qu'un désir : démasquer les hideux imposteurs qu'il suspecte de vouloir imposer leurs calomnies à la postérité.

VI. Ce que les conspirateurs ont accompli et ce qu'ils n'ont pas pu accomplir. Ils l'ont condamné à terminer sa vie et à mourir dans le désespoir; mais il vécut ces dix dernières années et mourut dans son bon sens.

APPENDICE

F. La fausse lettre de Diderot.

G. Du prétendu appui fourni par Rousseau aux Jésuites.

GG. De la prétendue affirmation de Rousseau, qu'il est ingrat.

H. Sa lettre, pleine de dignité, à Mme d'Houdetot comparée à la prétendue *Lettre à Sophie*.

J. Tronchin à Rousseau.

JJ. De l'accusation portée contre Rousseau d'avoir écrit le même jour deux lettres à Genève, l'une pour prêcher la paix, l'autre pour exciter ses concitoyens à la révolte.

K. Hume et les libelles contre Rousseau, publiés dans la presse anglaise.

L. Voltaire et Rousseau.

Voilà la sommaire indication du riche contenu que nous offre cette œuvre de bonne foi et de courage; elle soulève bien des questions et sollicite les réflexions les plus diverses. Peut-être ne distribue-elle pas assez, des deux côtés, la lumière et l'ombre et ne fait-elle pas un départ assez strict des torts réciproques. Mais ce qu'elle prouvera à tout lecteur impartial et attentif, c'est que la postérité a été injuste envers Rousseau et qu'il a, en somme, le beau rôle.

Simple et confiant, il n'était pas fait pour le milieu où le hasard le jeta, y commit des maladresses, comme font tous les hommes droits et sincères, et ces maladresses furent traitées de crimes, et ses meilleures intentions furent méconnues et défigurées. Il était faible, étant sensible, et l'on abusa de sa faiblesse avec impudour. Tout cela, on se le représente aisément, dès qu'on connaît la nature humaine, car tout cela se reproduit aujourd'hui comme alors : les mêmes causes donnent les mêmes effets. Le parti pris, la malignité, la jalousie, la bêtise poursuivent leur œuvre ténébreuse de génération en génération, souvent avec inconscience et même de bonne foi, rééditant l'éternelle histoire de la brave vieille qui apporte pieusement son fagot au bûcher de Jean Huss.

La question des enfants de Rousseau provoque une hypothèse qui a déjà été formulée et que Mme M. ne semble pas du tout avoir envisagée, soit qu'elle n'y ait pas pensé, soit qu'elle ait refusé de s'y arrêter, dans la conviction que le caractère droit de J.-J. ne l'autorisait pas. On a admis que ce dernier n'avait en effet pas d'enfants, mais qu'il a été, non dupe, mais complice de la comédie, préférant passer pour un père indigne que pour un homme incapable d'être père. Fut-il vaniteux à ce point? Telle est la question, et selon qu'on la résoudra, on pourra accepter ou repousser l'hypothèse. Dans un cas, d'ailleurs, comme dans l'autre, il restera des obscurités et des invraisemblances. D'une part, comment croire à tant de naïveté; d'autre part, comment croire à tant de vanité?

Contentons-nous ici, comme il convient de le faire bien souvent, de constater le mystère et l'énigme sans essayer de les percer à fond; car il en est de tout problème psychologique comme des problèmes mathématiques : les uns et les autres laissent généralement des restes irréductibles qu'il est sage de respecter. N'oublions jamais que les jugements psychologiques sont toujours sujets à caution et qu'il y a toujours quelques éléments de la question, quelquefois même les éléments essentiels, qui nous font défaut; car nous ne pouvons, comme on dit vulgairement,

nous mettre dans la peau des autres ; ils obéissent à des mobiles et à des influences que souvent ils ignorent eux-mêmes, à plus forte raison nous échappent-ils. La justice humaine est boiteuse et il ne nous appartient pas de juger sans appel ; car ce n'est pas nous qui pouvons sonder les cœurs (1).

TH. SCHOELL.

Statistique des opinions religieuses du diocèse d'Alais (2).

L'une des conséquences de la révocation de l'édit de Nantes dans le Languedoc fut la création de l'évêché d'Alais dont le premier titulaire devait être François chevalier de Saulx. M. Bligny-Bondurand, le savant archiviste de Nîmes, en donne des preuves très fortes, en montrant que malgré les persécutions, le protestantisme étant toujours au fond des âmes, il parut nécessaire de fortifier l'action ecclésiastique en dédoublant l'évêché de Nîmes.

Un travail préparatoire s'imposait, celui de la délimitation du nouveau diocèse. Il fallait se rendre un compte exact de la population qui le composerait, donner une appréciation de son état d'esprit, établir une statistique des anciens comme des nouveaux catholiques. Ce travail fut fait en l'année 1688 et de la manière la plus remarquable. Conservé dans les archives de l'évêché de Nîmes, il a été réintégré en 1909 dans les archives du Gard. M. Bligny-Bondurand l'a publié en l'accompagnant de notes érudites qui ajoutent encore à son prix.

Ce document, en effet, est d'une grande valeur, car rares sont les statistiques présentant des garanties sérieuses d'exactitude, surtout à l'époque de la Révocation.

Rien n'en donnera une idée plus juste que l'exposition du plan établi par les auteurs de cette statistique. Un tableau d'ensemble pour Alais présente, d'abord pour chaque archiprêtre, le nombre des anciens catholiques, tant hommes que femmes, le nombre de garçons et de filles, tant au-dessous qu'au-dessus de douze ans. Le même relevé est fait pour les nouveaux catholiques. Est ajouté le nombre des domestiques, ouvriers, compagnons, valets et servantes. Non moins curieux le relevé des nouveaux catholiques ayant communie en cette année 1688 et de ceux qui se sont soustraits à cette obligation à cette même époque. La statistique donne enfin les chiffres des fugitifs du futur diocèse pour cause de religion.

(1) Il y a de fréquentes fautes d'impression dans les citations françaises ; on les reconnaît d'ailleurs aisément en général. Par exemple : p. 155, n. 2, lire *dans* au lieu de *donc* ; p. 169, l. 15, lire *se passer*, etc. Le nom de la rue d'Enfer, où se trouvait l'hospice des Enfants assistés, est régulièrement estropié en : rue de Lénfert (p. ex. p. 416).

(2) Par M. Bligny-Bondurand, une brochure de 91 p. in-8°, Paris, imprimerie nationale, 1911.

Voici les chiffres principaux de ce tableau : Anciens catholiques : Alais, Anduze, Lasalle, Saint-Hippolyte, Sumène, Le Vigan, Meyrueis, 17 902. Nouveaux catholiques : 41 736, ayant communiqué, 20 882, s'étant abstenus, 8 321. Fugitifs, 1503.

Chaque archiprêtré, à son tour, est l'objet d'un tableau semblable donnant les mêmes relevés pour toutes les paroisses qui en dépendent. Il est inutile de faire remarquer l'intérêt d'une telle statistique, mais ce qui ajoute encore à son prix c'est que chaque tableau est accompagné de notes concernant d'abord « les gentilshommes ou vivant noblement nouveaux catholiques » et ensuite « ceux qui sont actuellement dans le service, nouveaux convertis », nouveaux catholiques qui ont été dans le service, nouveaux catholiques capables d'entreprendre, enfin des notes sur les châteaux de l'archiprêtré.

Une telle source d'informations est précieuse, car, en marge de chaque nom, se trouve une indication qui souvent en dit long sur le personnage. Le système des fiches est de vieille date et son origine cléricale n'est pas douteuse. « Très dangereux, génie protestant, méchant et sans religion, sa mère ne vaut rien, doit passer pour suspect, séditieux, résolu, riche et insolent, capable d'un mauvais coup, fils d'une méchante mère, fourbe et violent, hardi jusqu'à l'insolence, traître au fond et ne valant rien, opiniâtre et chagrin, scé'érat, il dogmatise, capable de tout contre la religion, vaurien », autant d'insultes et de calomnies contre des hommes dont le seul crime était de ne pas vouloir sacrifier leur conscience à la volonté impie de Louis XIV.

Les siècles ont passé et ces indignes outrages sont devenus, à la confusion des misérables zélateurs du grand règne, la preuve la plus sûre de la dignité morale de ceux qui en furent l'objet.

M. Bligny-Bondurand pense que ce document anonyme, écrit, dit-il, dans une langue brève et dure, émane d'un « homme habitué à commander et à prévoir » et naturellement le nom de Bâville vient sous sa plume. Je serais porté à croire qu'il en fut l'inspirateur, en traça les grandes lignes et envoya des questionnaires aux ecclésiastiques et aux consuls des paroisses. Si averti que fût Bâville des hommes et des choses de son intendance, il ne paraît pas possible qu'en 1688, trois ans après son arrivée à Nîmes, il en ait eu une connaissance aussi complète. Le travail a été fait sur fiches provenant des sources les plus diverses, mais Bâville en a fixé les lignes.

On ne saurait assez remercier le savant archiviste du Gard de l'avoir publié, car ce document, d'une si remarquable précision, vient donner une preuve nouvelle et décisive de la grande faute commise en 1685 dont M. Bligny-Bondurand dit justement qu'elle eut pour la France « les plus funestes conséquences dont nous souffrons encore ».

F. Px.

CORRESPONDANCE

Famille Bernus. — On lit, dans la *Semaine religieuse* de Genève, du 23 mars 1912, l'article suivant :

« ALLEMAGNE. — *Anoblissement de deux philanthropes chrétiens.* — Lors du dernier anniversaire de sa naissance, l'empereur allemand a accordé la noblesse héréditaire à MM. Louis et Moritz Bernus, de Francfort-sur-le-Mein, bien connus pour leurs fondations philanthropiques et leur participation active et personnelle aux œuvres chrétiennes. On sait que ces messieurs appartiennent (comme leur sœur, la veuve du pasteur Arnold Bovet, de Berne) à une famille du Refuge huguenot qui orthographiait primitivement son nom « Bernous ». M. Louis de Bernus, ancien propriétaire d'une grande maison de soieries qui a passé plus tard aux frères Passavant, a créé un asile pour employés d'hôtel et un asile pour jeunes filles convalescentes. Son frère cadet, M. Moritz de Bernus, a fait construire, il y a une trentaine d'années, l'église du Christ sur la place Beethoven, et plus tard, l'église d'Emmanuel au nord de la ville. La Société qui fait célébrer des cultes allemands dans les lieux de cure lui doit aussi son origine et il a fait lui-même bâtir quatre chapelles dans des stations de malades... »

La famille à laquelle appartiennent MM. Louis et Moritz Bernus qui viennent d'être anoblis, est la même que celle à laquelle appartenait le toujours regretté professeur de la Faculté de théologie de l'Église libre de Lausanne, Auguste Bernus dont, à la Bibliothèque de notre Société, nous feuilletons chaque jour les notes recueillies pour la continuation de la *France protestante*.

Les Bernus de Francfort dont l'un desquels, Jacob, né en 1734, mort en 1816, était l'ancêtre d'Auguste Bernus (1), descendent tous de deux frères, Henri et Jean, qui, en 1696, y achetèrent le Saalhof et devinrent bourgeois de la ville le 9 et le 21 avril de la même année (2). Ces deux frères étaient les fils d'un négociant de Hanau, *Jacob Bernus*, qu'on trouve établi dans cette ville dès 1666 (3).

La notice de M. Ph. Bridel et l'article de la *Semaine religieuse*

(1) Voir *Auguste Bernus*, par Ph. Bridel, 1904, p. 4.

(2) A. Dietz, *Frankfurter Bürgerbuch*, 1897, p. 10.

(3) C. Nessler, *Festschrift zur 300 jährigen Jubelfeier der wallonischen Gemeinde zu Hanau*, 1897, p. 7.

de Genève disent que la famille était originaire du Dauphiné. Cela n'est peut-être pas tout à fait exact. J'ai sous les yeux l'exemplaire de la deuxième édition de la *France protestante* qu'A. Bernus a fait interfolier et qu'il a rempli de notes et d'additions. Il semble bien qu'il ait voulu y consacrer une notice à sa famille puisqu'il y a inscrit cette note : « Le 25 août et le 8 septembre 1576 l'Anglais Lewin, écrivant de Londres à Jean Sturm à Strasbourg, lui annonce que sa pension lui sera payée (1) comme précédemment par l'entremise de Bernus, à la foire de Francfort » (*Zurich Letters*, II, 278 et 284).

Qui était ce Bernus et d'où était-il ? A côté de cette note A. Bernus en a inséré une autre que lui avait adressée feu H. Dannreuther et qui renvoie au recueil publié par l'Académie des Sciences morales et politiques et intitulé *Catalogue des actes de François I^{er}*. Le tome IX de cette publication, renfermant la première partie de la Table, signale un *Claude Bernus*, juriste, nommé capitaine et juge d'Apt le 14 mars 1529 (t. VII, 164). Le même Claude, mais orthographié Berneux ou Bernuci est nommé, le 23 novembre 1535, receveur particulier au siège de Forcalquier (VII, 203), office qu'il résigna en 1542 (*Ibid.*, 329). — Le même *Catalogue* nous apprend encore (IV, 394 et VII, 336) qu'un *Nicolas Bernus*, demeurant à Sault en Provence — dans la même région où sont Apt et Forcalquier — avec son père et sa mère, mais né en Lorraine pendant un voyage de ses parents, obtint en décembre 1542 des lettres de naturalité datées d'Angoulême.

Il semble résulter de ces actes qu'une famille Bernus habitait, sous François I^{er}, cette partie de la Provence voisine du Dauphiné. On peut conjecturer que le Bernus qui, en 1576, fréquentait la foire de Francfort, appartenait à la même famille où, pendant un voyage en Lorraine, était né Nicolas Bernus. Dans tous les cas ce négociant qui servait d'intermédiaire entre la reine Élisabeth et Jean Sturm et qui, d'après certains termes des lettres où il est cité semble avoir été très connu à Strasbourg, devait être protestant. Lorsqu'on se rappelle qu'environ deux ans après que Nicolas Bernus eut obtenu les lettres de naturalité datées de décembre 1542, la région voisine de celle qu'il habitait fut ensanglantée par les terribles massacres de Cabrières et de Mérindol, on comprend que ceux qui avaient des sympathies pour les victimes aient quitté le pays. Quoi qu'il en soit, les documents que nous venons de citer semblent bien indiquer que le berceau de la famille Bernus se trouve dans cette partie de la Provence où se trouvent encore aujourd'hui les villes d'Apt, de Forcalquier et de Sault.

N. W.

(1) Il s'agit de la pension que la reine d'Angleterre faisait à Jean Sturm.

Un descendant de réfugiés honteux et repentant.

Un de nos collègues m'a envoyé ces jours-ci le numéro du *Gil Blas* du 13 mars 1912, en tête duquel se trouve un curieux article intitulé *L'adoption* et signé Binet-Valmer. En voici quelques extraits qui justifieront la riposte du soussigné.

« Je ne suis pas Français, mais quand mon père, qui fut en son temps un médecin assez célèbre, mourut, il y a vingt-trois ans, la plupart de vos journaux parlèrent de sa mort sous ce titre, pour moi titre de noblesse : « Un ami de la France. » Et cela, parce que le docteur Binet avait créé et dirigeait une ambulance, à Genève, aux jours sombres de 70. Et bien ! je dois dire qu'il agit ainsi, non par amitié, mais par amour...

« Je suis doublement exilé, fils d'une race qui abandonna la contrée où elle était née, pour un asile que j'ai quitté à mon tour, et, n'ayant point de patrie véritable, j'évalue lourdement le prix d'une patrie, tels ces enfants qui, privés de leur mère, ne songent dans leur ingénuité qu'à l'amour maternel...

« Alors je suis venu et j'ai eu cette belle fortune d'être accueilli par vous fraternellement. Ce n'est donc point pour moi que je plaide, c'est pour tous ceux qui sont près de vos frontières, qui souhaitent venir et qui n'osent... C'est que vous les éprouvez par trop de raillerie... Vous dites : « Ecrire en Suisse, écrire en Belge. » Ah ! comme la moquerie est aisée... Je ne sais pas de lieu où l'on blâme plus la France que Bruxelles et Genève, mais, je vous le jure, cette haine qui apparaît, c'est de l'amour qui se cache.... Ah ! si l'on pouvait réconcilier ces amants qui ne voient que leurs fautes, comme ils seraient heureux de s'apercevoir qu'ils n'ont qu'un seul cœur.

« Je devine l'objection et je l'approuve. N'espérez pas que mes coreligionnaires me suivent. Baissons la voix : nos ancêtres ont perdu le droit de se dire Français, le jour qu'ils ont préféré leur intelligence à leurs émotions, le jour qu'ils ont sacrifié à des idées cet amour qui persiste en eux, maintenant que ces idées leur semblent, oui vraiment leur semblent ne pas mériter un tel sacrifice. Ces huguenots qui, pour des idéologies, se sont détachés de l'amour du pays, furent de grands coupables, et nous le prouvons par notre regret.

« Si vive que soit une croyance, elle n'est que passagère, mais la sensibilité d'une race demeure tant que la race se perpétue, et c'est crime que de s'arracher à ce milieu sensible pour suivre la fantaisie d'un esprit même convaincu.

« Donc, nous, les descendants de ces fuyards, nous portons le poids de leur erreur ; c'est justice, je ne me plains pas.

« Il reste que nous aimons la France, que nous avons besoin

d'elle et qu'elle aura besoin de nous... et moi qui ose, qui ne crains pas le ridicule de la prière, je dis à vous qui êtes la France, *non point de nous reconnaître pour ses enfants, mais de nous adopter* (1).....

Voici donc le nouvel évangile du réfugié honteux et repentant :

Lorsque les sujets huguenots de Charles IX ou de Louis XIV qui prétendaient avoir le droit de *rester* Français sans aller à la messe, durent choisir entre celle-ci et la mort ou la bastonnade, — ils eurent tort de... choisir et de s'en aller plutôt que de se laisser égorger ou assommer. Ces « fuyards... ont préféré leur intelligence à leurs émotions... ces huguenots qui, pour des idéologies, se sont détachés de l'amour du pays, furent de grands coupables ».

Comme cela est bien dit et surtout bien pensé ! — Ce descendant de réfugiés ignore que si ses ancêtres sont allés à Genève, ce n'est pas pour des idées, mais pour ne pas prostituer *la liberté*, d'avoir « des idées », ou, s'il le préfère, « des émotions ! » Il ne sait pas qu'il y a un siècle déjà des Français moins serviles que lui et moins infatués que ceux qu'il supplie humblement de bien vouloir *adopter*, reconnurent sans discussion que tout descendant de réfugiés pour cause de religion était *de droit* Français, qu'en conséquence, étant Français *avant* d'être devenus protestants, ce changement de religion n'avait pu les priver de leur nationalité ! Il a l'impudeur ou l'inconscience d'écrire que ses ancêtres ont perdu ce droit inaliénable et obéi à une fantaisie criminelle, le jour où ils (2) durent — au prix de quelles souffrances — s'arracher à leur pays, pour ne pas s'avilir dans leur dignité d'êtres humains en se soumettant à un *credo* imposé par des étrangers !

La belle patrie, en vérité, que celle à laquelle on appartient — non du fait de sa naissance ou de ses origines — mais grâce au bon plaisir d'un quarteron de journalistes qui s'érigent en juges souverains de vos idées, de vos « émotions » et de votre nationalité ! Et combien émouvant — et généreux surtout — cet « amour du pays » exigeant qu'on renie la fidélité des parents à leur libre conscience et qu'on méprise l'asile où ils furent hébergés sans condition, lorsqu'ils étaient traqués comme des criminels !

N. WEISS.

Ordre de rebaptisation de 1751 dans le Tarn. — En 1751 J. Emmanuel de Guignard de Saint-Priest signala sa nomination à l'intendance du Languedoc par une ordonnance qui ne se bornait

(1) C'est nous qui soulignons.

(2) M. B.-V. écrit — est-ce un style d'adoption ? — « le jour qu'ils ».

pas à renouveler l'interdiction, sous les peines les plus sévères, du culte du Désert et des baptêmes et mariages qu'on y célébrait, mais enjoignait aux nouveaux convertis de faire réhabiliter leurs mariages et rebaptiser leurs enfants par des prêtres dans l'espace de quinze jours. Les curés devaient lui signaler les récalcitrants. M. Charles Dartigue, étudiant à Vabre (Tarn), a retrouvé et nous a envoyé la circulaire, non signée, par laquelle les pasteurs du Désert qui desservaient les montagnes du Tarn (consistoire de Vabre et de Viane) enjoignirent à leurs paroissiens hors la loi, de tout souffrir plutôt que d'obtempérer à cette ordonnance. Le texte de cette lettre-circulaire vient d'être publié dans *la Voix de la Montagne* du 15 avril 1912. Ce qui serait intéressant de savoir, c'est le résultat de ces deux ordres contradictoires. En parcourant les registres tenus par les curés à cette époque, dans les paroisses des nouveaux convertis, on retrouverait sans doute les noms de ceux, s'il y en eut, qui se laissèrent effrayer par les menaces de l'intendant.

N. W.

Errata et Addenda. — Page 92 du *Bulletin* de 1912, à propos de Jean de Léry, j'ai écrit qu'en 1589 il était pasteur, au service de Berne, à Savigny près d'Anbonne et ajouté, en note, que feu M. Dumont, bibliothécaire à Lausanne, dit Lassigny. M. le Pasteur Farjat m'écrit, de Fontainebleau, qu'il faut lire *Lavigny*, commune à 3 ou 4 kilomètres d'Aubonne.

Page 95, ligne 18 du texte, au lieu de *tous ceux*, lire tous les protestants.

Bulletin de 1911, 403, j'ai publié un procès-verbal de la rétractation de François Buffet, prieur des Carmes de Dijon, à Chalon-sur-Saône le 25 mars 1580. En feuilletant le *Livre du Recteur* de l'Académie de Genève, j'y ai vu, page 26, l'inscription suivante : *Franciscus Buffet, Divionensis, 28 julii 1580.*

N. W.

NÉCROLOGIE

M. Gabriel Monod.

La mort frappe à coups redoublés depuis quelques années sur le Comité de la *Société de l'histoire du protestantisme français*. Dans la journée du 10 avril dernier, s'est éteint, après de longues et cruelles souffrances, un des membres les plus récemment appelés à y siéger, un de ceux aussi dont la valeur scientifique et morale l'honoraient le plus par leur présence, M. Gabriel Monod, membre de l'Institut, président de la section historique et philologique à l'École des Hautes Études, ancien professeur à l'École normale supérieure, à la Faculté des Lettres et au Collège de France.

Né au Havre, le 7 mars 1844, Gabriel-Jacques-Jean Monod était le neveu du célèbre prédicateur Adolphe Monod. Après de brillantes études dans différents lycées de Paris, il passait par l'École normale et devenait agrégé d'histoire dès 1865. Il séjournait ensuite quelque temps aux Universités d'Allemagne, et entra en 1868 dans l'enseignement supérieur comme répétiteur à l'École des Hautes Études fondée à cette date par M. Victor Duruy, afin de naturaliser chez nous des méthodes de travail plus sévères et plus critiques dans notre enseignement supérieur. Son activité scientifique fut interrompue par la guerre, durant laquelle il se joignit comme infirmier à l'ambulance de l'armée de la Loire, où se trouvait également le professeur Auguste Sabatier. Il a consigné ses souvenirs de campagne dans le premier de ses écrits, *Allemands et Français*, paru en 1872, et qui montre déjà son talent de narrateur, sa finesse de psychologue et l'impartialité absolue qui n'a cessé d'être le but suprême qu'il se proposait d'atteindre. Ses savantes *Études critiques sur les sources de l'histoire mérovingienne et carolingienne*, ses nombreux travaux disséminés dans une foule de recueils scientifiques et littéraires, surtout la création de la *Revue historique*, en 1876, recueil qu'il dirigea jusqu'à sa mort, firent bientôt de lui l'un de nos historiens les plus connus et les plus estimés, l'un des guides préférés de la jeunesse universitaire, de celle du moins qui ne recule pas devant les tâches difficiles et souvent ingrates que lui propose l'érudition moderne. Appelé en 1880 à une conférence d'histoire à l'École normale supérieure, Monod y professa pendant près d'un quart de siècle et y forma de nombreux et brillants élèves qui ne parlent de l'enseignement du maître qu'avec reconnaissance et

respect. En dernier lieu, il avait occupé une chaire au Collège de France, et il y avait parlé surtout de Michelet, qu'il avait beaucoup connu, dont il a publié tant de pages inédites et sur lequel il a lui-même écrit des pages si sympathiques en même temps que de si juste critique. Démissionnaire depuis l'été dernier, parce qu'il se sentait fatigué d'un enseignement académique de plus de quarante années, il espérait pouvoir se consacrer encore à des œuvres plus personnelles, à la réalisation de projets depuis longtemps caressés, quand une maladie traîtresse est venue paralyser cette inlassable activité d'esprit, cette généreuse ardeur qui se dépensait pour toutes les grandes causes, et qui était l'un des traits les plus caractéristiques de sa nature. Parmi les ouvrages sortis de sa plume on peut mentionner encore comme un instrument de travail des plus utiles, sa *Bibliographie de l'histoire de France* (1888); *Les maîtres de l'histoire, Taine, Michelet et Renan* (1897); *Jules Michelet, études sur sa vie et ses écrits* (1905); *Portraits et souvenirs* (1897). On pourrait aisément composer toute une série de très intéressants volumes en recueillant dans les revues françaises et étrangères les études historiques, littéraires et morales qu'il y a publiées durant sa longue activité comme professeur et comme publiciste, et qui témoignent tous d'une richesse d'aperçus, d'une variété de connaissances bien rares acquises par de fréquents et fructueux séjours à l'étranger.

M. Gabriel Monod était entré au Comité de la Société en 1905, en même temps que son cousin, M. Henri Monod, qui l'a précédé de si peu dans la tombe; mais si son séjour parmi nous n'a point été de longue durée, l'intérêt qu'il témoignait à nos études et à nos recherches s'est trop souvent affirmé pour que le souvenir de cette collaboration trop tôt interrompue d'un savant de si grand mérite ne nous reste précieux. Quant au souvenir de l'homme, du cœur généreux, de l'ami fidèle, de l'intègre et passionné défenseur du droit et des droits de la Vérité, il ne s'effacera jamais de la mémoire de ceux qui l'ont connu.

R. REUSS.

Le Gérant : FISCHEBACHER.

Études Historiques

FRÈRE NICOLLE MAUREL, APOSTAT CÉLESTIN,

dit « le prédicant ».

15...-1546

Dans sa *Recepte véritable* (1), Bernard Palissy, au cours de l'intéressant chapitre consacré aux origines de l'Église réformée de Saintes, nous fait connaître plusieurs de ceux qui, aux environs de l'année 1540, répandirent dans le pays des îles de Saintonge, Marennnes, Arvert, Oleron, les premiers germes de la religion nouvelle : anciens moines, pour la plupart, qui, nous l'avons dit ailleurs (2) d'après le témoignage presque contemporain de Bernard Pallissy, « pour avoir pris la hardiesse... de découvrir quelques abbuz », furent poursuivis par les pouvoirs et, « contrains (de) s'enfuir, s'exiler et se défroquer, craignans qu'on les fist mourir de chaud », cherchèrent un refuge « loin des chemins publics », dans la région d'accès difficile alors dite des « Isles ». Ils y trouvèrent « divers moyens de vivre sans estre cogneus..., les uns se faisant de mestier, les autres régentant en quelque village ». Ayant gagné peu à peu à leurs idées ceux qui les approchaient, ils trouvèrent moyen, grâce à la protection tacite d'un grand vicaire de l'évêque de Saintes, d'occuper le

(1) Ed. Benj. Fillon, Niort, Clouzot, 1888, 2 vol. 8°.

(2) *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, année 1904, p. 143.

dimanche la chaire catholique. Ce furent là, sans nul doute, dans ce pays perdu alors, parmi « ces gens de marine, » c'est-à-dire presque sauvages et « sans aucune humanité » (1), les premiers groupements de Réformés en Saintonge.

De quelques-uns de ces prédicateurs Bernard Palissy nous a donné les noms : frère Hubert Robin, établi à Saint-Denis au bout de l'île d'Oleron ; frère Nicolle qui résidait à Arvert et un autre encore, resté anonyme dans le récit du potier, « qui tenait escole à Gemozac » où il « preschoit le dimanche » (2). Un peu plus loin dans son récit, Bernard Palissy expose le rôle joué à cette époque dans les origines de la Réforme saintongeoise par Philbert Hamelin, ancien prêtre, originaire de Chinon.

La découverte de plusieurs arrêts inédits du Parlement de Guienne, faite par M. N. Weiss, puis par moi-même, avait permis d'identifier le « prédicateur » de Gemozac avec un certain René Macé, ancien franciscain, de confirmer et de préciser les poursuites exercées en 1546 contre frère Hubert Robin et M^e Philbert Hamelin, enfin d'ajouter aux noms que nous connaissions déjà un nom nouveau, celui de Philippe Barat, accusé d'avoir prêché des propositions hérétiques à Saint-Just-en-Marennnes (3). Cependant rien n'avait été trouvé concernant M^e Nicolle, le « prédicateur » d'Arvert. Nous savions seulement à son sujet, toujours par Bernard Palissy, qu'en même temps que Hubert Robin était arrêté à Saint-Denis d'Oleron, frère René Macé à Gemozac, il était lui aussi fait prisonnier à Arvert par les soins de M^e Savary Collardeau, procureur fiscal de l'évêque de Saintes, agissant en qualité d'inquisiteur de la foi. Avec ses deux compagnons il fut enfermé dans les prisons de l'officialité de Saintes et dégradé solennelle-

(1) Théodore de Bèze, *Histoire Ecclesiastique*, éd. Baum, Cunitz et Reuss, t. I, p. 122.

(2) Palissy, *op. cit.*, p. 117.

(3) Outre le *Bulletin cit.*, ces textes ont été imprimés dans la brochure intitulée : *L'Eglise réformée de Saintes. Son nouveau temple. Ses origines. Son passé*. Saintes, chez Gay, 1907, qui contient, p. 23 et suiv., l'étude de M. Weiss : *Les origines de l'Eglise Réformée de Saintes, 1544-1551*.

ment. Condamné au feu par le parlement de Guienne, il subit, au mois d'août 1546, à Saintes ou à Libourne, le dernier supplice.

En exposant en 1907 les résultats des diverses recherches au sujet de tous ces évangélisateurs de la Saintonge, M. Weiss déclarait que « de tous ces courageux pionniers », frère Nicolle était celui sur lequel « nous étions le moins renseignés ».

Je pense qu'il faut l'identifier avec frère Nicole Maurel, ancien moine de l'ordre des Célestins qui, ayant apostasié, fut poursuivi à Paris au moment de l'affaire des Placards (1534-1535) et inscrit sur les listes de proscription sous le nom de « frère Nicolle Meret, apostat célestin, dit le prédicant » ou « Pierre Nicolle Marel, apostat célestin, appelé le prédicant (1) ».

Dès le mois de juillet 1534, ce personnage est à Bordeaux, où, sous le nom de « M^e Nicolle » et, en qualité de régent au Collège de Guienne, il est inscrit avec les autres professeurs parmi les bénéficiaires d'un contrat aux termes duquel il recevra 60 livres tournois pour ses gages d'une année (2). Parmi ses collègues M^e Nicolle compte le cicéronien Robert Breton (*Britannus*), l'illustre pédagogue Mathurin Cordier, André Zébédée qui devint plus tard pasteur en Suisse, Nicolas de Grouchy, « homme, nous dit de Thou, d'une érudition rare », Guillaume Guérente, les deux Govea, Antoine et André, d'autres encore, tous esprits distingués qui participaient au mouvement de Renaissance qui agitait alors les esprits en même temps qu'ils adhéraient, plus ou moins secrètement, aux idées de Réforme (3).

(1) La première mention est donnée par la liste conservée dans un manuscrit de la Bibliothèque de Soissons (ms. 189, fol. 79); la seconde par une liste insérée dans la *Chronique du Roy François I^{er}*, éd. Guiffrey. Toutes deux ont été réimprimées dans la seconde édition de la *France Protestante*, t. V, 880 et enfin, la liste du manuscrit de Soissons ayant été revue sur l'original, dans le travail de MM. Bourrilly et Weiss (*Bull. cit.*, 1903-1904; p. 97 et suiv. du tirage à part).

(2) Gaullieur, *Histoire du Collège de Guienne*, p. 82.

(3) Sur tous ces personnages, cf. Gaullieur, *ibid.*, p. 82 et suiv. Nous nous proposons de les étudier plus complètement dans un travail que nous nous

D'après une lettre de Britannus, frère Nicolle n'est plus à Bordeaux à la fin de 1536 (1).

On le trouve à cette époque à Agen. Il nous y est signalé par le procès-verbal de l'enquête faite en 1538 par Louis de Rochète, inquisiteur de la foi, sur les menées hérétiques dans cette ville (2), enquête qui devait aboutir aux condamnations énumérées par Théodore de Bèze dans son *Histoire ecclésiastique* (3).

Dans ce document il apparaît sous le nom de M^e Nicolle. Mais un témoin, Péronne Salesse, veuve de Vidau de Larchière, d'Agen, le désigne expressément sous son nom véritable : « frère Nicolle Maurel ». C'est cette désignation qui nous a permis de faire l'identification proposée. Un autre témoin, Antoine de Durfort, étudiant, le donne comme originaire du « pays de Picardie ». Plusieurs témoignent qu'il instruit alors les enfants du riche marchand Jacques de Vaux.

On trouve, en effet, aux environs de l'année 1535, dans la ville d'Agen, un petit cercle d'humanistes, plus ou moins entachés des idées nouvelles de Réformation religieuse, qui, sous la protection d'un médecin d'origine italienne, Jules-César Scaliger, vivent assez librement, exprimant et propageant autour d'eux les idées qui leur sont chères : ce sont d'anciens professeurs au Collège de Guienne, comme Pierre Allard, précepteur des enfants Saint-Simon, conseiller au Parlement, et du marchand Solary, puis régent aux écoles de la ville, Jean Martin de l'Étoile (*Stella*), son collègue aux Ecoles, M^e Philibert Sarrazin,

disposons à faire paraître en tête d'une publication des *Arrêts du Parlement de Guienne concernant les débuts de la Réforme dans le ressort du Parlement de Guienne* (à Bordeaux, Feret éditeur).

(1) *Roberti Britanni Epistolae*, Toulouse, 1536, in-4°, f° 70, r°.

(2) Cette enquête (copie du xvii^e siècle) était conservée aux Archives de l'Évêché d'Agen avant que la loi de séparation des Églises et de l'État l'ait fait attribuer aux Archives Départementales de Lot-et-Garonne. Un savant d'Agen, M. Fallières, m'avait obligeamment communiqué une transcription qu'il avait faite de ce document. C'est un manuscrit de 102 folios. Au verso du dernier, d'une écriture du xvii^e siècle : « Révélation de témoins sur un monitoire publié à Agen contre certains personnages qui enseignoient la doctrine de Luther. Pour M. Rigaudi médecin. »

(3) *Histoire Ecclésiastique*, éd. Baum, Cunitz et Reuss. t. I, p. 39.

qui, lui aussi, a enseigné à Bordeaux où il avait comme élèves les fils du conseiller de Guilloche et était particulièrement lié avec Mathurin Cordier. A Agen, il est chargé de l'éducation des enfants du médecin Scaliger, du marchand Solary, de ceux du trésorier du roi Godaillh (1), en 1535 enfin, désigné par les consuls pour « régir et exercer les escolles de la cités », avec trois autres régents sous ses ordres (2). Ce sont aussi des moines suspects : frère Marc Richard, prieur du couvent des Augustins d'Agen, d'abord au service du docteur en théologie Sainte-Lane, qui a laissé jadis son pays pour se rendre à Paris, d'où il a dû revenir chassé par la persécution après l'affaire des Placards, vers le même temps sans doute que Mathurin Cordier et M^e Nicolle lui-même (3); M^e Jean Jacques, précepteur des novices du couvent des Augustins. Ce sont enfin des écoliers, Jean Artenault, breton, Jean de Lagarde, Bertrand Lavinha, béarnais, Bernard de Gourgue, originaire du Mont-de-Marsan, les deux frères Antoine et Pierre de Durfort, et enfin un personnage sur lequel nous sommes mal renseignés, Jean Fligneus (?), poète et régent des écoles.

Sur tous ces personnages, sur leur vie à Agen, leurs relations, leur personnalité physique même (4), leurs opinions surtout, et la propagande qu'ils font autour d'eux dans les riches familles de bourgeoisie chez qui ils enseignent, l'enquête de 1538 abonde en précieux renseignements.

(1) « Philibert Sarrazin vint à Agen pour enseigner les enfans environ cette année 1536, lequel pour estre homme docte, vertueux et craignant Dieu, fut des principaux amis du seigneur Jules-César de l'Escale, cy-dessus mentionné, qui lui bailla son fils aîné pour l'enseigner ès bonnes lettres avec d'autres enfans de bonne maison ». Théod. de Bèze., *Hist. eccl. éd. cit.*, p. 39.

(2) « L'an mil cinq cens trente cinq et le 21^e jour d'aoust, dans Agen, M^e Philibert Sarrazin de Bourgogne a prins à régir et à exercer les escolles de la présent cité d'Agen pour la présente année des sieurs consuls dudit Agen, sçavoir est à charge que led. Sarrazin sera tenu et a promis avoir deux régents, ung ancien, l'autre grammatic et un autre pour enseigner les petits enfans des matières bons et suffisants, et sera tenu..., etc. » (Archives d'Agen, BB 24, fol. 19. Impr. Bourgeon, *La Réforme à Nérac*, p. 80).

(3) Il figure sur la liste des 73 ajournés citée *supra*.

(4) Voici, en particulier, le portrait de Pierre Allard : « Homme maigre, ayant une longue barbe rousse peu fournie à la vérité et de grandes dents. »

Les dépositions relatives aux idées exprimées par M^e Nicolle sont peu nombreuses.

Il est question de lui dans une première déposition de l'étudiant Antoine de Durfort qui rapporte les propos tenus chez Pierre Allart un jour où y étaient venus « des écoliers estrangers à luy incogneuz, le nom desquelz ne sçait ny le nombre, de la langue françoise, lesquelz semblablement refferoient que aux Allemaignes tenoit les susdits propos et que à Paris l'on brusloit ceulx qui les tenoient » ; là se trouvaient M^e Philibert précepteur des enfans de Godailh, et « ung maistre Nicholle, du pays de Picardie, qui est à présent précepteur de Vaux, marchant ».

Un autre écolier nous rapporte sa conversation avec Philibert Sarrazin, un jour que tous trois allaient se promener aux environs de la ville :

Et premièrement dict que, environ le temps des vendanges dernier passé, luy estant en la compagnie de M^e Philibert Sarrazin, Nicolle, m^e de Vaux, à présent prisonnier, allant dehors la ville, passarent près du jardin des Carmes, là où il y a affigé une ymaige de Nostre Dame, Saint-Martial et Saint-Anthoine ; et led. M^e Nicolle, en regardant lesd. ymaiges dict telles parolles : « encores en ce pays tiennent de ces diables d'ydolles ». De quoy led. M^e Philibert se mist à rire.

Une deuxième déposition d'Antoine de Durfort, plus complète que la première, nous donne des détails circonstanciés sur les propos qu'agitaient entre eux frère Nicole, Philibert Sarrazin, Pierre Allart, et les autres hérétiques agenais. Elle mérite, croyons-nous, d'être citée tout entière.

Et dict (Antoine de Durfort) en continuant sad. depposition, icelle corrigeant et en icelle adjoustant, que despuys luy est venu en mémoire que led. maistre Pierre Allart, pour lors régent, disoit et tenoit du *purgatoire* qu'il n'y en avoit poinct et qui luy monstasse ung lieu en la sainte escripture pour quoy je le pourroy prouver ; et de prier les *Sainctz* aussi que je luy monstasse les passages comment il falloit prier les saints ; et icelluy Allart (1) allé-

1. Lisez Antoine ou Durfort.

goit les passaiges comment il falloit prier les saintz ; et icelluy Allart allégoit les passaiges comment il falloit tant seulement prier Dieu et non poinct les saintz. Et de la *confession auriculaire* disoit aussi que l'on ne trouvoit pas dans la sainte Escrip-ture qu'elle aye esté ordonnée par Dieu. Et oultre icelles disoit led. Allart qu'il n'estoit pas mal faict manger chairn chascun temps mais que l'on le feist sans scandalle, allégant : *omnia munda mundi* (1). Et du *pape* que ce n'estoit que ung homme comme les autres et que la puyssance qu'il avoit c'estoit des hommes et que cella que les papes ont faict et les canons n'estoient que tradi-tions humaines. Etaussi disoit que tout le monde se pouvoit ma-rier et que seroit mieux que les prebstres se mariassent que non pas de tenir concubines. Et en cella, tant de manger chairn que de soy marier, amenoit le passage de Saint Paul : *venient quidam novissimis temporibus qui prohibebunt nubere et vesci cibis quos Deus creavit ad usum hominum* (2), etc. disant qu'il n'y en avoit autres que gardassent de manger chairn et de marier les prebstres, sinon les papes qui le faisoient. Et des *cérémonies de l'église* disoit que, despuys que Notre Seigneur print mort et passion, elles avoient esté abolies et que à present n'estoient nécessaires. Et quant aux *ymaiges*, aussi disoit que il estoit aussitost mal faict comme bien faict de metre des ymaiges ; car il y avoit de pouvres gens qu'es-toient infirmes qui adoroient ces ydolles ; et que de pourter des chandelles à l'église ce n'avoit esté que pour avarice et que seroit meilleur en faire l'aumosne aux pouvres. *De votis*, que seroit mieulx les donner aux pouvres, ses linceulx (?) que non pas les lais-ser pourrir ; de *l'eau benoiste* que c'estoit comme une autre eau ; des *pardonnances* qu'elles avoient esté trouvées par l'avarice des papes, que c'estoit à Dieu de pardonner nous peschez et non à autres ; des *prebstres* qu'ils ne pouvoient absouldre, que ce n'es-toit que ung organne. Et oultre disoit que quant l'âme s'est sépa-rée du corps, que si elle estoit morte en péché, elle s'en alloit en enfer et si sans péché qu'elle s'en alloit là où Dieu plaisoit, allé-gant : *Anime justorum in manu Dei sint* (3) et que la seule constrict-ion estoit assez. Et des *excommuniemens* qu'ilz n'avoient esté trou-véz pour debtes suivre (?) pour les hérétiques et (4) les pescheurs ostinéz. Et du *libre arbitre* il ouyt dire dans ce lougis — ne scau-roit dire quel de tous les trois ou ledict Allart, maistre Phillibert et maistre Nicholle, mais c'estoit l'ung des trois — que du libéral

(1) Tout est pur pour ceux qui sont purs.

(2) Il en viendra bientôt qui défendront le mariage et l'usage des aliments que Dieu a créés pour l'homme.

(3) Allégant que « les âmes des justes sont entre les mains de Dieu ».

(4) Le sens est que l'excommunication n'a pas été inventée pour poursuivre les hérétiques, mais les pécheurs obstinés.

arbitre, nous ne pouvons bien faire ne mal faire, si Dieu ne vouloit, car nous ne scaurions bien faire, si le Sainct Esprit ne nous illuminoit, ny mal faire, car Dieu nous pouvoit tuer en le voullant faire. Et ce dessus par plusieurs fois; et au dernier temps led. qui deppouse a ouy dire et proférer ausdicts Allard, maistre Philibert et Nicholle aud. Iougis de Bertin, durant le temps qu'ils régentoient; car aucunes fois y estoit l'ung, aucunes fois deux et d'autres tous trois quant l'on parloit desd. propositions et chascun en disoit sa rastelée et allégoit d'un cartier et d'autre, jusques aux garçons que led. Allard tenoit de Monsieur Sainct-Simon et d'autres de Bordeaux appeléz Lanius et de Peyregort...

Dict plus (le témoin) que, oultre led. Iougis de Bertin, le deppousant a ouy lesd. propositions estre dictes et tenues en plusieurs aultres partz et lieux et divers temps en allant à l'esbat par les rues, ausd. Allard, Philibert et Nicolle....

Dict davantaige qu'il luy est venu en mémoire que lesd. Allard, Philibert et m^e Nicolle, disoient que, quant ilz seroient mortz, ilz ne veulloient point que l'on sonnasse (*sic*) de cloches, ne priassent Dieu pour eulx, car ilz aymoient estre autant en ung lieu comme autre; et des prebstres quant chantoient à aulte voix, se mocquoient d'eux, disant *quod Deus erat scrutator cordium* (1)....

Cependant, en 1538, tout ce petit cercle qui vit à Agen sous la protection de J. C. Scaliger, est soupçonné de « luthérierie ». Louis de Rochète, jacobin, est envoyé, en qualité d'inquisiteur de la foi, dans la ville, pour y faire enquête sur les matières de la foi conjointement avec

(1) Que Dieu scrutait les cœurs. — Une déposition de m^e Arnaud Espine, prêtre d'Agen, qui donne des renseignements sur les propos tenus par Antoine et Pierre de Durfort chez qui fréquentent Philibert Sarrazin, Pierre Allard et m^e Nicolle est à peu près identique, « non que leur aye jamais ouy dire rien sinon aud. maistre Philibert que ung jour, estant aud. Iougis, en la compagnie de ung escollier breton et luy semble que m^e Nicolle y estoit, lequel Philibert dict au deppousant, en se moquant par telles parolles : « *As manyat Dieu ?* » quant venoit de dire messe; et quant lesd. Durfort avoient esté avec les dessus nommés, de tout le soir ilz ne tenoient autres propos que de ces propositions et se debitoit le deppousant que lesd. frères aprinsent cella desd. Philibert, Nicolle et Allard ».

A noter enfin une déposition de M^e Bertrand Borboul, prêtre de Saint-Caprais d'Agen, toujours sur les rapports de M^e Nicolle et Pierre Allard avec les frères de Durfort. Les propos rapportés sont toujours à peu près les mêmes.

Geoffroy de La Chassaigne, conseiller au parlement de Bordeaux; un monitoire est affiché *ad finem revelationis* de tous ceux et celles qui se trouveraient « entachés de la secte de Luther » à la porte de l'église cathédrale Saint-Etienne d'Agen et de la maison de ville.

Au commencement du mois de mars 1538, M^e Nicolle est mis en état d'arrestion et envoyé dans les prisons de l'officialité de Bordeaux : il y est, nous le savons, le 10 mars 1538 (1).

Sans doute il est au nombre de ces prêtres suspects d'hérésie qui, le 13 mars 1538, sur la demande de l'archevêque de Bordeaux et à la suite d'une délibération du chapitre Saint-André sont transférés des prisons archiépiscopales dans celles du chapitre cathédral (2), et qui, un mois après, avec dix autres luthériens, montent sur un échafaud dressé « devant le grand clocher de Saint-André ». Huit sont en chemise et pieds nus. Les trois autres ont simplement la tête découverte et les pieds nus. Tous portent au poing une torche allumée. « En présence du grand inquisiteur, de l'archevêque Charles de Gramont et de son clergé, qu'entourait une foule immense et fanatisée, nous dit Gaullieur d'après les registres secrets du parlement de Guienne, ils firent amende honorable, demandèrent pardon à Dieu, au Roi et à Justice et trop heureux de sauver leur vie à si bon compte, déclarèrent solennellement qu'ils abjuraient toutes leurs erreurs » (3).

Relâché, nous ne savons à quelle époque, Nicolle vint s'établir quelques années plus tard à Arvert, où, nous l'avons dit, il fut fait prisonnier, ainsi que deux autres prédicants, et de là mené dans les prisons de Saintes (1546). Nous savons par Bernard Palissy que l'un de ses compagnons de prison, frère Hubert Robin, à qui on avait fait parvenir une lime, réussit à desceller les fers qu'il avait

(1) D'après l'Enquête.

(2) *Archives Départementales de la Gironde*, G. 286, f^o 307 r^o, Registre capitulaire des délibérations du chapitre Saint-André (1520-1548).

(3) Gaullieur, *Histoire de la Réformation à Bordeaux*, p. 48, d'après la *Chronique de Métivier* (éd. Bresetz et Delpit, t. I, p. 344).

aux jambes et, nous dit l'auteur de la « Recepte véritable », étant même arrivé « à percer les murailles qui étaient de bonne maçonnerie », échappant aux grands chiens de garde qui veillaient dans la cour de l'évêché, réussit à s'enfuir par les jardins. René Macé et Nicole, n'ayant pu briser leurs chaînes, furent brûlés au mois d'août 1546, l'un à Libourne, l'autre à Saintes.

Une curieuse mention insérée par le vicaire de Saint-Emilion, Brangier, dans le registre paroissial qu'il tenait à cette époque, nous fournit avec quelques détails caractéristiques sur le supplice de celui qui mourut à Libourne, la date précise de son exécution : 22 août 1546. Cette mention a été imprimée dans les *Archives historiques de la Gironde* au tome XXXVIII, puis réimprimée par M. Weiss dans sa brochure sur l'Eglise de Saintes (1). Dans le même travail, M. Weiss croit pouvoir identifier le martyr de Libourne avec le cordelier René Macé. En réalité nous ne pensons pas qu'on puisse décider d'après les seuls documents dont nous disposons encore.

H. PATRY.

P. S. L'Eglise réformée de Saintes ayant inauguré en 1906, c'est-à-dire exactement 360 ans après les supplices de 1546, un nouveau temple, on me pria d'y raconter les origines de l'Eglise, puis de rédiger cette conférence. Je ne crus pouvoir le mieux faire que sous forme d'une chronique composée du récit de Bernard Palissy, et des documents contemporains qui le confirment, le précisent et le

(1) Voici encore une fois cette mention : « Le xxii^e jour dud. mois d'août mil v^e xi. six, Messieurs de la Cour de Parlement mandarent le samedy devant led. jour Messieurs du Chappitre de Saint-Milion que le dimanche xxii^e jour dud. mois se trouver au lieu de Libourne pour assister à la procession générale ordonnée par lad. Cour, ce que fut faict et firent la procession générale par Libourne et portarent le corps précieux de Jésus comme le jour du Corps de Dieu, lequel fut présenté par Monsieur le doyen à un hérétic sacramentaire, qui avoyt denié led. sacrement, lequel ne vouldist adorer le corps précieux de Dieu, ains tourna sa face à l'autre part ne en la Vierge Marie, ne aux saintes; pour ce fut brûlé ledit heretic, moyne renyé, à petit feu, tout vifz et persista en sa malice. » (*Archives Communales de Saint-Emilion*, E suppl. 4547, rég.)

complètent (1). Palissy ayant écrit que les deux prédicants détenus avec Hubert Robin qui réussit à s'enfuir, c'est-à-dire « M^e Nicole et son compagnon » furent brûlés « l'un en cette ville de Saintes et l'autre à Libourne », au mois d'août 1546, j'ai cru pouvoir en conclure que le supplice de Libourne eut lieu *après* celui de Saintes (2). Le texte du registre paroissial de Saint-Emilion donnant la date du 22, c'est-à-dire d'un des derniers jours de ce mois d'août, j'ai été entraîné à placer à Libourne le supplice du « compagnon de M^e Nicole », c'est-à-dire de René Macé, d'autant plus que ce malheureux fit preuve d'une obstination exceptionnelle, ayant émis des opinions « sacramentaires » et « tourné sa face » lorsqu'on lui présenta « le corps précieux de Dieu ».

On avait, en effet, coutume de faire expier la faute là où elle avait été commise, à moins qu'il ne s'agit d'un sujet particulièrement récalcitrant, auquel cas le Parlement faisait souvent dresser le bûcher dans la ville où siégeait la haute Cour.

M. Patry nous apprend que le frère Nicole, dont il vient de reconstituer si heureusement la destinée, fut probablement au nombre de ceux qui, en 1538, firent amende honorable, « devant le grand clocher de Saint-André. » Lorsqu'il fut encore arrêté en 1546, il était donc « relaps », c'est-à-dire dans la même situation que Philbert Hamelin lorsque celui-ci fut pris pour la seconde fois en 1556, après avoir eu, dix ans auparavant, la même défaillance que Nicole Maurel en 1538. De même que Hamelin, qui aurait dû être exécuté à Saintes, mais le fut, *en raison de sa prétendue rechute*, à Bordeaux, il se pourrait donc que Nicole Maurel fût celui qui, en 1546, périt à Libourne où le Parlement avait dû se réfugier à cause de la peste. — Souhaitons qu'un nouveau texte nous permette de remplacer ces hypothèses par des certitudes.

N. W.

(1) Pages 23 à 64 de la brochure citée *L'Église réformée de Saintes, son nouveau temple, ses origines, son passé*. Saintes, imp. A. Gay, 1907, in-8°.

(2) Voy. p. 35 de cette brochure.

Documents

UNE LETTRE INÉDITE DE GUILLAUME FAREL

relative aux Vaudois du Piémont

(8 mars 1538)

Les deux campagnes de l'armée de François I^{er} en Italie, en 1536 et 1537, favorisèrent temporairement la propagation des doctrines réformées parmi les habitants des vallées vaudoises du Piémont. Elles provoquèrent également un soulèvement victorieux de ces anciens hérétiques contre leurs seigneurs catholiques. Un préfet des missionnaires romains qui, en 1636, retraçait les diverses phases du mouvement vaudois dans un livre destiné à la congrégation « *De propaganda fide* », le père Teodoro da Beveldere, a donné de ces faits un curieux récit qui n'a pas passé jusqu'ici entièrement inaperçu (1). Les prescheurs qui, à la suite de l'armée française, ont pénétré en Piémont et évangélisé la vallée de Luserna sont emprisonnés au château de la Tour par les gentilshommes du pays. Mais, raconte le missionnaire romain : « ...estans venus au secours du Roy le renommé et puissant comte Guillaume de Vuirtemberg, conducteur d'un gros nombre d'Alemands affectionnés au Luthérianisme, les hérétiques irrités contre les Gentilshommes qui emprisonnoient leurs ministres, présentèrent tant de plaintes contre eux au tribunal du dit Comte, qu'ils furent condamnés à la confiscation de leurs biens. Et que après, Farel estant venu en personne en la dite valée de Luserne, le dit comte le laissa gouverneur en sa place,

(1) *Relazione all' Eminentissima Congregazione di Propaganda Fide*, Turin, 1636.

qu'après lui suivirent au Gouvernement Arnoul et Naus infectés de la mesme contagion qui deschassèrent les seigneurs non seulement du dit Chasteau, où ils se logèrent mais aussi de la Vallée et que durant les trois ans qu'ils en furent bannis, les hérétiques y semèrent l'yvroye à leur plaisir... »

Le roi donne l'ordre aux hérétiques de rendre aux seigneurs « la Tour et les maisons » ; ceux-ci brûlent le château que plus tard ils démolissent avec le bourg voisin ; ils sont devenus si nombreux qu'ils gagnent à leur cause plusieurs villages et sous le gouvernement du prince de Melfi « ... les Seigneurs furent tant abaissés et l'hérésie s'enfla tellement en la Vallée, que du tout le Piedmont subject au Roy, alloient gens pour escouter les Prescheurs contre le vouloir du Roy, qui l'ignoroit, ou le dissimuloit pour ne perdre les chefs fauteurs des hérétiques » (1).

Pierre Gilles, l'historien des Églises vaudoises d'Italie, en traduisant ce passage de Belvedere traite d'invention calomnieuse cette tendance qui consiste à attribuer le soulèvement de la vallée de Luserne à l'instigation des réformés... « Il est évident, » s'écrie-t-il, « que tout ce Discours Monacal parmi quelque vérité est tout farci d'ignorantes ou malicieuses suppositions : car qui est celui (s'il n'est du tout ignorant des affaires du monde) qui croye que Farel se soit faict Luthérien au pays de Berne? (2) et qu'il ait esté éably Gouverneur en la place du comte de Vuirtemberg (3) » ?

Il semble cependant que le récit de Belvedere, malgré ses grossières erreurs apparentes, repose sur une base sérieuse d'informations, des mémoires du comte Jean-Baptiste Rorengo de la Tour (4). Un document nouveau vient en effet confirmer, en les rectifiant, quelques-uns de ses détails et nous donne des renseignements parfaitement

(1) Pierre Gilles, *Histoire ecclésiastique des églises réformées recueillies en quelques valées de Piedmont* (Genève, 1644, in-4), p. 44-45.

(2) Assertion de Teodoro da Belvedere.

(3) Pierre Gilles, *op. cit.*, p. 45-46.

(4) Cf. P. Rivoire, *Storia dei signori di Luserna*, *Bulletin de la Société d'Histoire Vaudoise*, 1896, n° 13, p. 64-66.

concordants sur l'origine du soulèvement des Vaudois piémontais. Il s'agit d'une lettre inédite de Guillaumé Farel, autographe encore que non signée, et qui est conservée aux Archives d'État de Genève (1).

S. deux de ceulx qui ont charge du peuple de par de là, comme avoit Jehan Gerard, sont venus et disent comment le Roy vous a donné toute charge et à vous et à vostre compaignon Arnous de toute la terre de Monsieur le comte, de recevoir au nom de Monsieur le comte pour le Roy la fidélité de tous et de punir par confiscation des biens de ceulx qui ne voudront fere fidélité; et si vous est donnée toute puyssance de pourvoyr aux justices et de les ordonner tout ainsy qu'il vous semblera bon; par quoy vostre compaignon ayant les lettres tant pour luy que pour vous données à Montpellier dernièrement, a délibéré les fere entériner par Monsieur Monte-Jehan lieutenant pour le Roy; par ainsy faudrat le plus tost que pourres passer les mons, car comme ceux disent, vous y estes grandement désiré et semble bien expédient, affin que vostre compaignon qui ne sçait guerre bien comment en telz affaires se fault conduyre, ne face quelque chose au détriment du Roy ou quelque chose dont puyssiez estre repris.

Sur quoy donnez ordre et si vostre dit compaignon est adverty, qu'il ne procède sans que vous y soyez et qu'il vous attende jusques à vostre retour affin que bon ordre soit donné et qu'on cognoisse que loyalement servez le Roy et Monsieur le comte auquel desire estre recommandé. En haste ce 8 de Mars 1538.

Vostre frère,

A Monsieur le capitaine des Troys Vallées, Gauchier Farel estant avec Monsieur l'ambassadeur de Berne, Monsieur Diesbach.

Le commentaire de ces quelques lignes va constituer pour nous une intéressante glose du texte de Belvedere.

(1) Je l'ai trouvée en reclassant les portefeuilles de la correspondance du Conseil pour les affaires particulières. Elle est maintenant cotée P. H. 1206. L'écriture est, en plus mauvais, celle de la lettre autographe conservée à la Bibliothèque publique universitaire de Genève (datée de Berne le 29 mai 1537) et publiée en fac-similé par M. Virgile Rossel, dans *Histoire littéraire de la Suisse Romande* (édition illustrée, Neuchâtel gr. in-8, 1903), p. 81.

M. Francis De Crue, professeur à l'Université de Genève, a bien voulu relire le texte que je publie ci-dessus. Il a aussi mis à ma disposition ses nombreuses copies de documents, réunies en vue de la rédaction de son *Anne de Montmorency*. C'est d'après ses notes que je cite les pièces de la Bibliothèque nationale de Paris. Je saisis cette occasion pour lui témoigner toute ma reconnaissance.

Le destinataire de ce court billet écrit par Guillaume Farel, alors à Genève avec Calvin, est l'un des quatre frères du réformateur, Gauchier Farel; greffier de la cour épiscopale de Gap, en 1532, emprisonné dans cette ville au printemps de 1533, il réside quelque temps à Genève, après sa libération survenue probablement en septembre 1534, voyage à Turin et peut-être aussi à Gap; à la fin de l'année 1535, il entre au service du comte Guillaume de Furstenberg, en qualité d'intendant ou de secrétaire (1); au commencement d'octobre 1537, nous le trouvons à Genève où il assure le Conseil du bon vouloir de son maître (2). Avec son frère Claude il s'était rendu « admodieur » des biens du prieuré de Ripaille près de Thonon où nous le trouvons au mois de février 1538. Une bande d'hommes armés attaquent en effet ce prieuré dans la nuit du 14 au 15 février, enlèvent l'argent et les chevaux de Claude et de Gauchier Farel, et poursuivent leur domestique (3). Une lettre de Christophe Fabri à Guillaume Farel datée de Thonon, le 4 mars 1538, nous apprend que Gauchier venait de partir précipitamment de la contrée (4).

Notre lettre du 8 mars 1538 est adressée à « Gauchier Farel, estant avec Monsieur l'ambassadeur de Berne, Monsieur Diesbach ». Jost de Diesbach venait en effet d'être chargé d'une mission particulièrement pressante auprès de François I^{er}. Le 19 février 1538, on lisait au Conseil de Genève une lettre du fils de l'ancien syndic Jean Philippe, André, détenu en prison à Paris comme luthérien et qui réclamait assistance. Le Conseil décida sur le champ de demander une ambassade à ses alliés de Berne et leur écrivit une lettre que Jean Lullin fut chargé de porter. En même temps, il écrivait aux deux ambassa-

(1) Herminjard, *Correspondance des Réformateurs*, IV, p. 403, n. 6, p. 453 n. 2; cf. *Catalogue des actes de François I^{er}*, VII (Paris, 1896, in-4), n° 28768, p. 743, N. Weiss, *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XXXIX (1890), p. 258, n. 2, et Arnaud, *Histoire des Protestants du Dauphiné*, I (Paris, 1875, in-8°), p. 527.

(2) Herminjard, *op. cit.*, IV, p. 294, n. 6.

(3) Herminjard, *op. cit.* IV, p. 372, n. 1.

(4) *Ibid.*, n° 690, p. 377-378.

deurs qu'il avait précédemment délégués à la cour du roi de France pour y défendre les intérêts de la Seigneurie dans la question des biens du Chapitre (1). Le résultat ne se fit pas attendre; le 20 février le Conseil de Berne intervenait par une nouvelle missive auprès de François I^{er}, et délivrait le 26 des lettres de créance à Jost de Diesbach (2). Gauchier Farel dut sans doute se joindre à l'ambassadeur de Berne à son passage à Genève. Il était à peine parti que le réformateur Guillaume Farel apprenait une nouvelle grave et inattendue de deux ministres des Églises vaudoises du Piémont (3). Son frère Gauchier venait d'être chargé par François I^{er} d'une mission importante en Piémont. Avec un certain Arnous il devait recevoir la fidélité des gens des vallées vaudoises, confisquer les biens de ceux qui résisteraient et administrer la justice selon leurs propres intentions. Farel se hâta aussitôt d'écrire à Gauchier pour l'exhorter à passer les monts le plus rapidement possible et à s'acquitter de sa tâche avec diligence, sans laisser le temps à son compagnon d'agir seul et maladroitement. Les Vaudois attendent avec impatience l'arrivée

(1) Genève, Archives d'État. *Reg. Cons.* 31 (1537-1538), fol. 198 verso. Le 1^{er} janvier 1538, Claude Savoye et Étienne Chapeaurouge avaient été désignés comme ambassadeurs auprès de François I^{er}; mais il ne partirent pas avant le 16 février. *Ibid.*, *Reg. Cons.* 31 (1537-1538), fol. 146 et 195 verso.

(2) *Ämtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*, IV, 1 c (Lucerne, 1878, in-4), n° 366, p. 939.

Claude Savoye et Étienne Chapeaurouge firent leur rapport au Conseil, dans la séance du 12 mars 1538; ils rapportaient une lettre de François I^{er} qui assurait que le cas de André Philippe serait spécialement examiné par lui-même, en son temps. Genève, Archives d'État, *Reg. Cons.* 32 (1538-1539), fol. 4. La lettre de François I^{er} datée de Moulins, le 2 mars 1538 (1537), P. H. 1054, appelle le prisonnier Jehan Philipe Andrien. Le Registre du Conseil, Andry Phillippe; les *Abschiede*, Andrieux fils de Jean Philippe. André Philippe dut obtenir sa libération; en 1542 il est fait seigneur de Bellerive. Cf. Galiffe, *Notices généalogiques*, I (Genève 1829, in-8°), p. 308.

(3) « Deux de ceulx qui ont charge du peuple de par de là comme avait Jehan Gerard ». Jean Gerard était venu à Genève en 1536, avec Martin Gonin, ministre, natif des vallées vaudoises, pour prier Farel d'entreprendre la réforme de leurs Églises. (Cf. Herminjard, *op. cit.*, IV, p. 129, n. 11). Il resta à Genève, y monta une imprimerie qui joua un rôle dans l'histoire de la Réforme genevoise, fut reçu bourgeois en 1541 et mourut au commencement de 1558. Cf. Théophile Dufour, *Notice bibliographique sur le catéchisme et la confession de foi de Calvin (1537)... dans le Catéchisme français de Calvin, publié en 1537, réimprimé ...avec deux notices par Albert Rilliet et Théophile Dufour* (Genève 1878, in-8°), p. CLXXIV-CLXXXI, et Covelle, *Le Livre des Bourgeois* (Genève, 1897, in-8°), p. 222.

parmi eux du frère du réformateur qui assista en 1532 au synode de Chanforans et qui, dès lors, s'est occupé avec sollicitude de leurs intérêts matériels et moraux. On comprend aisément que dans l'esprit du réformateur, son frère Gauchier, en servant loyalement le roi, doit servir aussi la cause de la Réforme ; une occasion inattendue lui est offerte d'accomplir une œuvre réparatrice dans ces régions montagneuses où la persécution sévit à l'état latent.

Il reste, cependant, à expliquer l'élévation quasi prodigieuse de l'ancien greffier de la cour épiscopale de Gap, emprisonné en 1532, au rang de « capitaine des trois vallées », c'est-à-dire des trois vallées vaudoises de Luserne, avec Angrogne, de Pérouse et de Saint-Martin (1).

Gauchier Farel a reçu avec Arnous la charge de toute la terre de « Monsieur le comte » et c'est au nom de « Monsieur le comte » qu'il doit recevoir pour le roi la fidélité de tous les habitants. — Ce « Monsieur le comte » n'est autre que le fameux capitaine Guillaume de Furstenberg, comte de l'Empire et au service duquel Gauchier Farel était entré à la fin de l'année 1535 (2).

A la même époque, Guillaume de Furstenberg prenait à l'armée de François I^{er} le commandement des mercenaires allemands (3). Il devenait du même coup à la cour du roi de France, où il servait d'intermédiaire entre les États protestants et François I^{er}, un des plus courageux défenseurs des Réformés. A plusieurs reprises, en 1536 et 1537, les villes évangéliques et les réformateurs trouvent un grand appui auprès de lui, et obtiennent de son crédit une intervention utile en faveur des frères persécutés et tout particulièrement des Vaudois (4).

En juin 1536, le comte Guillaume occupait Barcelonnette avec ses lansquenets (5). Après la dévastation de la

(1) Cf. Gilles, *op. cit.*, p. 8.

(2) Voir plus haut.

(3) Herminjard, *op. cit.*, VI, p. 123, n. 9.

(4) Cf. Herminjard, *op. cit.*, IV, n° 572, p. 85 ; p. 97, n. 5 ; n° 578 ; p. 99, n° 618, p. 202-203 ; n° 658, p. 293 ; V, p. 446, n. 41.

(5) Francis De Crue, *Anne de Montmorency* (Paris, 1885, in-8°), p. 266.

Provence et la retraite de l'armée impériale, il prend une grande part à la campagne d'Artois sous le grand maître Anne de Montmorency, de mars à juillet 1537 (1).

Lorsque, en octobre 1537, Montmorency réunit toute son armée pour passer en Italie, Furstenberg lui amena 12000 lansquenets; le 26 octobre, le pas de Suse était forcé, grâce à la vaillance des soldats allemands et des gens de pied du capitaine général Montejehan (2). Le jour même Anne de Montmorency écrivait au roi : « ...le comte Guillaume avecque sa bande qui est plus belle que jamays s'est monstéré très gentil capitaine et désirant vous faire service... (3). François I^{er} écrivit alors au colonel général des lansquenets par l'entremise de Montmorency (4). Si nous n'avons pas le texte de cette missive, nous pouvons être sûrs qu'elle annonçait ou qu'en tous cas elle précédait de peu une importante donation de terres en récompense de ces loyaux services et en dédommagement des confiscations ordonnées par Charles-Quint. Le 8 novembre 1537, M. de Villandry annonce de Briançon à Montmorency qu'il a fait l'expédition des terres que le roi donne au comte Guillaume (5). La lettre de Guillaume Farel à son frère Gauchier indique bien que ces terres comprenaient les vallées vaudoises du Piémont. Ecrivant à Calvin, le 31 octobre 1540, il dira encore en parlant des Vaudois : « *Pedemontani quos Rex dederat Comiti Gullielmo* » (6). — La seconde campagne de François I^{er} en Piémont se termina le 16 novembre 1537 par la trêve de Monçon; l'armée impériale avait battu en retraite au delà du Pô que Montmorency venait de franchir; de fortes garnisons furent maintenues dans les places de la rive droite du Pô jusqu'à la hauteur de Turin; le 29 novembre René de Montejehan était nommé

(1) *Ibid.*, p. 297-307.

(2) De Crue, *op. cit.*, p. 321-323.

(3) Paris, Bibl. nat. *Ms franc.* 2932, fol. 80. Cf. De Crue, *op. cit.*, p. 324.

(4) François I^{er} à Montmorency; Sorgus, 28 octobre 1537; Paris, Bibl. nat. *Ms franc.* 3055, fol. 105.

(5) *Ibid.*, *Ms franc.* 3056, fol. 55.

(6) Herminjard, *op. cit.*, VI, n° 907, p. 347.

lieutenant-général en Piémont; à la fin de mars 1538 les confins militaires étaient fixés et le pays organisé comme une province française (1). Ce fut donc à la fin de 1537 ou au commencement de 1538 que, par le crédit du comte Guillaume de Furstenberg, Gauchier Farel fut désigné avec Arnous pour faire reconnaître le pouvoir royal et organiser l'administration de la justice dans les terres de son maître.

Les lettres qui investissent Arnous et Gauchier Farel de cette autorité ont été expédiées à Montpellier; c'est du moins ce que Guillaume Farel écrit dans son hâtif billet du 8 mars. Or la chancellerie royale séjourne à Montpellier du 21 décembre 1537 au 17 janvier 1538 (2) et, au commencement de mars 1538 Arnous se dispose à faire entériner ces lettres par le nouveau lieutenant-général en Piémont, René de Montejean.

Quelle fut l'activité de Gauchier Farel dans ses nouvelles fonctions? Il faut, pour répondre à cette question, recourir au texte de Belvedere que nous pouvons maintenant expliquer et corriger. L'occupation de la vallée de Luserna par les lansquenets entraîne la confiscation des biens des gentilshommes catholiques peu disposés à se plier aux justices du nouveau maître; précisément la lettre de Guillaume Farel annonce des confiscations de biens pour ceux qui refuseront la fidélité au roi de France. Le comte de Furstenberg laisse comme gouverneur de ses vallées, son serviteur Gauchier Farel; Belvedere, trompé par ses documents, a ici confondu le réformateur avec son frère; il connaît les noms des successeurs du capitaine des trois vallées, Arnoul qui est sans doute l'Arnous de la lettre du 8 mars 1538 et un certain Naus ou Naas que nous ne connaissons pas d'autre part. Mais le missionnaire romain semble avoir exagéré l'action de ces trois hommes et les progrès des hérétiques pendant trois années consécutives. Guillaume de Furstenberg, pour sa part, est à

(1) De Crue, *op. cit.*, p. 328-343. Cf. *Catalogue des actes de François I^{er}*, VII (Paris, 1896, in-4), n° 2432, p. 226.

(2) *Catalogue des actes de François I^{er}*, t. VIII (Paris, 1896, in-4), p. 500.

peine resté en Piémont (1). Gauchier Farel n'a-t-il pas réussi dans sa mission ou le gouverneur Montejehan se refusa-t-il à entériner ses lettres? Nous ne savons. Le fait est que peut-être déjà en septembre 1538, en tous cas en janvier 1539 il était de retour en Suisse (2). Avec son frère Claude il résidait de nouveau à Ripaille au début de mai 1539 (3).

Déjà en septembre 1538 la persécution contre les Vaudois du Piémont avait repris (4). Les frères souffraient des injures et des vexations du gouverneur René de Montejehan. Furstenberg prit aussitôt en mains leur cause et se plaignit avec vigueur de ces procédés auprès du connétable Anne de Montmorency. Bientôt il se brouillait avec Montejehan et, la querelle s'envenimant, le provoquait en duel. La mort du gouverneur du Piémont empêcha la rencontre (5). Mais Furstenberg s'était heurté à un adversaire plus puissant et plus malveillant encore, le connétable lui-même. En méditant une éclatante vengeance il se retira du service du roi de France en mai-juin 1539 (6).

Privés de leur protecteur, les Vaudois retombèrent sous le coup des nouvelles rigueurs royales. Le 14 décembre 1540, François I^{er} ordonnait de mettre à exécution l'arrêt de

(1) Au commencement de l'année 1538 on le disait à Monthoye (?). Genève Archives d'État, *Reg. Cens.*, 34, fol. 144. En mars et avril 1538 il s'occupa à faire une nouvelle levée de lansquenets. Cf. une lettre de Montmorency à son frère La Rochepot de la Côte Saint-André le 24 avril 1538. Bibl. nat. *Ms. fr.* 2995, fol. 244. Le 26 avril il était à la Cour qui, du 17 mars au 4 mai, séjourna à la Côte Saint-André. Cf. Herminjard, *op. cit.*, v, n° 704 a, p. 444 et n. 4, et *Catalogue des actes de François I^{er}*, VIII, p. 301. De là il accompagna le roi qui, sur l'invitation du pape, se rendit à l'entrevue de Nice (2 juin 1538). De Crue, *op. cit.*, p. 352.

(2) Herminjard, *op. cit.*, V, p. 127, n. 5 et p. 155, n. 46 et n° 765, p. 222.

(3) *Ibid.*, n° 787, p. 309.

(4) Herminjard, *op. cit.* V, p. 149 n. 1 et p. 170, cf. VI, p. 123, n. 6.

(5) La querelle de Furstenberg et de Montejehan est racontée par Calvin dans une lettre adressée à Farel, de Strasbourg, le 20 novembre 1539. Herminjard, *op. cit.*, VI, n° 835, p. 122-126. Cf. V. S. Bourrilly, *Guillaume du Bellay seigneur de Langey 1491-1543* (Paris 1904, in-8), p. 315. Le Maréchal de Montejetan mourut peu avant le 28 septembre 1539. Cf. *Catalogue des actes de François I^{er}*, IX, p. 228.

(6) Furstenberg était à Strasbourg en novembre 1538. Herminjard, *op. cit.*, VI, p. 126, n. 15. Cf. De Crue, *op. cit.*, p. 384. Voir sur la querelle de Furstenberg et de Montmorency et le rôle qu'y joue Calvin, Francis De Crue, *L'action politique de Calvin hors de Genève* (Genève, 1909, in-8), p. 24-26,

proscription rendu contre eux par le Parlement de Provence le 18 novembre. Un rapport favorable de Guillaume du Bellay obtint le 8 février 1541 un nouveau délai de trois mois (1). Ce ne fut pourtant qu'en 1543, après la mort du seigneur de Langey, que les persécutions atteignirent l'horreur des massacres de Mérindol et de Cabrières.

PAUL E. MARTIN.

REMONTRANCES DE L'ASSEMBLÉE POLITIQUE D'ANDUZE AUX ÉTATS DE LANGUEDOC. 30 NOVEMBRE 1579 (2)

Malgré les études et les publications dont l'histoire des guerres de Religion et de la Ligue en Languedoc a été l'objet, bien des points restent encore obscurs. En effet, les actes des chefs, leurs mobiles et leurs résultats politiques commencent à être connus; mais, d'une part le détail des troubles, le désordre qu'ils jetaient dans la vie

(1) Bourrilly, *op. cit.*, p. 316.

(2) M. Maurice Luthard a bien voulu nous adresser le texte de cet important et intéressant document. Nous le remercions vivement d'avoir pris la peine de le copier et de l'annoter, et nous sommes surpris qu'une pièce qui n'est, à tout prendre, qu'une énumération de faits historiques précis, ait été omise lors de la réédition de l'*Histoire du Languedoc* de dom Vaissète. — Mais valait-il la peine de recueillir ces plaintes? M. Luthard lui-même, qui a pourtant pensé qu'elles ne devaient pas passer inaperçues, ne se laisse-t-il pas, dans son introduction, influencer par cette opinion accréditée, entre autres par l'*Histoire de France* de Lavisse qu'il convient de renvoyer dos à dos les bourreaux et les victimes qui se plaignent, celles-ci n'étant guère plus intéressantes que ceux-là? — Je ne saurais trop insister pour que ceux qui jetteront les yeux sur ce texte veuillent bien le lire attentivement. Ils verront que, sauf pour les surprises de Caux et Saint-Thibery et l'affaire de Montagnac, dont il est question au commencement et à la fin, personne n'a osé contester l'exactitude de la longue liste d'assassinats et de violences dont se plaignent les huguenots. Une fois de plus ces derniers devaient constater que les stipulations de l'édit de pacification n'engageaient pas et n'engageraient jamais leurs adversaires. Ceux-ci, en effet, n'ont jamais poursuivi le désarmement des protestants que pour pouvoir les supprimer de gré ou de force, avec moins de risques que lorsqu'ils étaient en mesure de se défendre.

des populations, de l'autre leurs conséquences économiques, voilà qui l'est déjà moins.

Sur l'état du Languedoc au lendemain de la conférence de Nérac (février 1579), de nombreux documents nous renseignent, officiels et privés; tous aussi passionnés d'ailleurs, qu'ils émanent de Montmorency-Dampville, de ses adversaires du moment les Huguenots, du Roi de Navarre ou des Catholiques.

Vouloir résoudre, au profit de l'un ou de l'autre de ces partis les contradictions dont fourmillent ces textes, serait très difficile, sinon impossible. Et puis, serait-ce bien œuvre d'historien? Car chaque parti a eu ses torts: on le sait et le dire c'est maintenant énoncer un truisme. Les événements furent ce qu'étaient les hommes, et ils se souciaient peu des principes. Aussi la sincérité religieuse des chefs, sinon des masses, peut-elle être mise en doute. La politique de l'intérêt régnait. Alliés d'hier, adversaires d'aujourd'hui et de demain, Montmorency et les Protestants se reprochent en 1579 des actes dont ils se fussent ensemble réjouis quatre ans auparavant.

Le recueil d'actes, en originaux ou en copies, que L. Charretier, secrétaire particulier du duc de Montmorency, réunit entre 1577 et 1582 est particulièrement précieux pour cette période. Il forme deux registres conservés aujourd'hui à la Bibliothèque de Toulouse, n^{os} 612 et 613 de la section des manuscrits. Dom Vaissète s'en est abondamment servi, et depuis, les principales pièces du recueil ont été reproduites *in extenso* dans le tome XII de la réédition Privat.

Il en est une pourtant sur laquelle les savants bénédictins ont passé rapidement (1). Depuis elle paraît aussi avoir été négligée et Ch. Pradel, qui, pour son édition des *Mémoires de Jacques Gâches*, a utilisé les deux manuscrits de Toulouse, ne semble pas l'avoir connue.

Ce document, d'origine protestante, intéresse surtout le Bas-Languedoc et le Vivarais. Il présente, à notre avis,

(1) *Histoire Générale du Languedoc*. Toulouse, Privat, t. XI, p. 677 (analyse) et 678 note.

un véritable intérêt historique et c'est pourquoi nous l'offrons aux lecteurs du *Bulletin*. Les notes qui l'accompagnent sont destinées à remettre sous leur véritable jour les faits quelquefois déformés par un exposé forcément trop unilatéral (1).

M. LUTHARD.

11 février 1912.

Les Seigneurs, Gentilhommes, consulz et depputez des Églises Réformées du bas-pays de Languedoc, Cévènes, Gevaudan et Vive-roy, assamblés en la ville d'Anduze avec la permission de Monseigneur de Montmorency, pair et maréchal de France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en Languedoc, Remonstrent à vous Messieurs de l'assemblée des Troys Estatz dud. pays se tenant présentement en la ville de Béziers.

Quils auroient reçu et obey de leur part à tout le contenu de l'Edit de pacification et articles de la Conférence tenue à Nérac (2), n'ayant jamais eu autre propos ne intention que de les entretenir garder et observer inviolablement, ainsi que la Royne mère du Roy qui a esté sur les lieux et leur a parlé, leur a rendu ce tesmoignage partout où elle passé (3). Et portent un extrême regret et déplaisir, qu'après avoir recherché tous les moyens desquelz ils se sont peus aduiser pour se reconcilier avec les catholiques leurs compatriotes et réparer les breches de l'ancienne société et comunion civile en laquelle eux et leurs devanciers s'estoyent maintenus par si longues années soubz l'obéyssance des feuz Roys, pour vivre et mourir dorenavant en bonne paix et amytié par ensemble, il soit advenu que aucuns perturbateurs du repos public, tant d'une que de l'autre religion se soyent licentiés à tant d'entreprinse et surprinses de villes avec meurtres, pillages, ran-

(1) Dom. R. Trilhe, de Toulouse, a bien voulu collationner sur l'original la copie que j'avais prise. Qu'il reçoive ici l'expression de ma reconnaissance.

(2) Édit de Bergerac : 17 septembre 1577. Conférence tenue à Nérac entre Catherine, Henri de Navarre et les députés des Églises en février 1579. Les articles qu'ils y signèrent furent enregistrés au Parlement de Toulouse le 31 mars.

(3) Catherine, après Nérac, assista aux séances des États à Castelnaudary, puis traversa le Languedoc pour rentrer à la cour. Elle est à Narbonne le 15 mai, à La Vèrune le 28, à Montpellier le 29 malgré la peste et l'hostilité des huguenots, à Beaucaire le 30.

connementz et autres maulx qu'ils ont comis pour empecher l'entier et parfait establissement de cette paix tant désirée.

Mais ce qui contriste le plus lesd. Eglises est que, non seulement on toullère et passe par connivence et dissimulation les excès et contreventions aud. Edit qui se comectent par lesd. catholiques, mais qu'on charge l'innocence de beaucoup de gens de bien et d'honneur de la Religion des fautes de ceulx qu'ils n'ont jamais favoris, soubstenus ne advoués, spécialement les surprises de Caulx (1) et Saint-Thibery (2) qu'on leur met tousjours en avant.

Car quant à Caulx (3) il est tout certain qu'il fut surprins par gens incogneus (4), aucuns catholiques leur ayant forny et presté armes et chevaux pour l'exécution (5); Néanmoins le Seigneur de Châtillon (6) et les Eglises plus prochaines ayans entendu qu'ils s'advouoyent de la Religion, les auroyent incontinant faict sommer de quicter et remectre led. lieu en l'estat qu'il estoit au paravant, leur proposant qu'en leur refus il les feroient desadvouer par le Roy de Navarre leur protecteur général et les poursuyvroyent par justice pour estre punis et chastiés comme infracteurs de paix suyvant la rigueur de l'Edict. Surquoy, ayant esté par eulx demandé délay pour en communiquer à quelque gentilhomme catholique du pays qu'ilz ne vouloyent nommer; ils auroyent peu après respondu qu'ils n'en feroient rien.

De cecy adverti led. Seigneur Roy de Navarre par lesd. Eglises, Sa Majesté auroyt envoyé un gentilhomme exprès en ce pays (7), lequel ayant sommé derechef ceulx dud. Caulx de se rendre et usé de tous les comandemens nécessaires pour les fère obeyr, ils auroyent persisté en leur refus, ce que auroyt donné occasion à ceulx de la Religion de présenter à Mond. Seigneur de Montmo-

(1) Hérault, arr. de Béziers, canton et à 8 kilomètres ouest de Pezenas.

(2) Hérault, arr. de Béziers, canton et à 8 kilomètres sud de Pezenas.

(3) Cette prise eut lieu le 10 août d'après le *Journal de Faurin sur les guerres de Castres* (Ed. Pijardière, in. Pièces fugitives d'Aubais. II, p. 96).

(4) Pas tout à fait inconnus : Dom Vaissète dit que le capitaine Fournier commandait à ceux qui s'emparèrent de Caux et qu'il était de la Religion. D'après Montmorency ces perturbateurs venaient de Cabrières, lieu fort surpris depuis peu et occupé par les huguenots des environs de Lodève et de Gignac, d'où ils partaient pour ravager tout le pays. Il semble que Montmorency ait raison, car le chroniqueur protestant Philippi n'hésite pas à attribuer à ses coreligionnaires les attentats de Caux, Saint-Thibery, Cabrières, etc. (Ed. des Bibliophiles, Montpellier, 1880, in-8°, p. 225).

(5) Dans son discours sur les contraventions (oct. 1579) adressé à l'Assemblée d'Anduze, Montmorency sommait les protestants de lui nommer les catholiques qui avaient favorisé la prise de Caux, afin que leur châtimement servit d'exemple. Or l'accusation reste vague.

(6) C'est : François II de Coligny de Châtillon, fils de l'Amiral.

(7) C'est : le sieur de Corne, envoyé le 23 septembre 1579 aux Églises réformées du Bas-Languedoc.

rence tout l'ayde, secours et assistance qui estoit au pouvoir desd. Eglises pour en avoir raison par la force.

Mais on sait bien que led. Seigneur les ayant assiégés les auroyt bien tost après receuz à composition telle que non seulement ilz s'en seroyent allé vaquer et vivre saulves, mais, comme le bruict a couru, auroyent touché une bonne somme de deniers pour quicter la place, icelluy seigneur de Montmorency ayant depuis escrit au sieur de Lèques (1) gouverneur d'Aigues-Mortes qui s'aprestoit pour luy mener de forces de la Religion, qu'il avoyt mieulx aymé les en tirer par douceur que non par rigueur pour ne leur donner ocasion de retomber en semblables fautes, d'où s'ensuyt que la surprinse dud. lieu de Caulx ne doibt estre non plus imputée ausd. Eglises que l'impunité despuys ensuivye.

Et pour le regard de Saint-Thibery, encores qu'on peut aulcunement excuser ceulx qui s'en seroyent saisis sur ce qu'ils estoient privés du bénéfice de la paix, chassés de leurs biens et maisons depuis les premiers troubles, en haine et pour le seul faict de la Religion, et par leurs extrêmes povretés et nécessités, réduits jusques au point de désespoir, si c'est ce que pour arrester le cours de telles contreventions et ne donner acasion de mal faire à ceulx qui soubz tels prétextes pourroyent atempter semblables choses, aulcuns de lad. Religion se seroyent incontinant armés et employés, soubz l'autorité de mond. Seigneur de Montmorency pour fere remettre led. lieu en l'estat qu'il estoit auparavant. Ce que montre bien que lesd. Eglises n'ont eu aucune part, communication ne intelligence avec ceulx qui c'estoyent saisis desd. places (2) (3).

Mais c'est à Elles de se plaindre non seulement de ce que led. Edit de pacification n'a esté encore exécuté en leur faveur, ny

(1) C'est : Antoine Duplex dit le capitaine Grémian, mentionné dès 1562 et gouverneur d'Aigues-Mortes depuis 1575. Il avait acheté la seigneurie de Lecques dont il porta le nom dans les derniers temps de sa vie. Mort en octobre 1599.

(2) Que vaut cette protestation de l'Assemblée? L'envoyé du roi de Navarre, de Corne, était chargé d'exhorter les Eglises « à discontinuer les assemblées, courses et pilleries et les saisies des diverses places qu'ils avoient faict, afin d'entretenir l'Edict de pacification ». (Bibl. Ville Toulouse, ms. 612, pièce 132.)

(3) Pour le cas particulier, Dampville accuse formellement ceux qui ont pris Saint-Thibery d'être de la Religion. Le huguenot Faurin le reconnaît aussi en ces termes « en ceste année susdite et au mois d'octobre, la ville de Saint-Ubéry, près de Montagnac a esté prise par ceux de la Religion Réformée. » (Op. cit., p. 98). Quant à Henri de Navarre, à Châtillon et aux autres chefs, s'ils désavouent ces prises, c'est en disant que les coupables sont des « proscriers de la Religion ». Montmorency reprit d'ailleurs Saint-Thibery le 27 octobre et on ne peut ici lui adresser le reproche de faiblesse envers les perturbateurs : 4 furent tués en se défendant et 23 autres, livrés à la justice, furent pendus.

l'exercice de la Religion estably ez anciens ballages, seneschaus-sées et gouvernementz tenans lieu de ballaige, les gouverneurs des Provinces qui sont de lad. Religion remis en leurs charges et gouvernementz et les chambres de Parlement accordées ez Provinces de Normandie, Bourgogne, Guyenne installées, mais aussi des torts et injustices qu'on leur faict, et des contreventions auxd. Edict, beaucoup plus grandes sans comparaison que les catholiques ont comis et comectent journellement contre lesd. de la Religion, pour la tolérance de ceux qui les debvroient fère punir et chastier exemplairement.

Et pour comencer par la Justice il est tout notoire que depuis le mois d'aoust que la peste a cessé à Nymes et que les officiers et magistrats de la Cour de Monsieur le Sénéchal et Présidial qui sont de la Religion y furent retournés pour rendre justice aux subiects du Roy leurs ressortables, les officiers catholiques leurs collègues n'y seroyent volus aller; Ains se séparans du corps de lad. Cour auroyent faict et dressé ung autre siège à part qu'ilz tiennent encores à Roquesmaure (1), travaillant et molestant tellement les parties pour le conflict des deux juridictions en un mesme siège, que ce qu'est jugé par les uns est cassé et révoqué par les autres, et lesd. parties par ce moyen privés de la droicte administration de justice, contre et au préjudice du bien de paix.

Il en est autant de la cour de messieurs les Vigiens et Juges Royaulx de Gignac (2) où le siège estant estably et confirmé de son antienne institution par les feuz Roys, le juge royal qui est M^{re} Jean le Roy, catholique, a transporté led. siège à Clermont (3), travaillant les parties de son ressort qui se retirent aux autres officiers séans à Gignac par cominations et déclarations d'amendes et par toutes autres sortes de molestes dont il se peut adviser.

La cour de Parlement séant à Tholouze procédant à la réception de Monsieur M^{re} [blanc] et à la prinse de l'office de Juge au ballage de Vellayluy faict défenses très espesses de fere profession d'autre Religion que de la catholique à peyne d'estre privé de son office.

Et sur la réception de M^{re} Dulong (4) procureur du Roy en la seneschaussée du Puy et ballage du Vellay, a donné arrest, il y a environ 6 mois portant semblables défences, qui est une pure et manifeste contrevention aud. Edict de pacification.

Il n'y a jamais eu moyen, quel que poursuite que les Eglises en

(1) Roquesmaure : chef-lieu de canton, arr. d'Uzès (Gard).

(2) Chef-lieu de canton, arr. et à 23 kilomètres de Lodève, sur l'Hérault. — Viguerie érigée en 1346 de ressort fort étendu.

(3) Chef-lieu de canton, arr. et à 18 kilomètres de Lodève. — Un arrêt du Parlement de Toulouse, du 15 janvier 1579, avait, en raison des troubles, ordonné le transfert du siège de Gignac à Lodève.

(4) Jean Dulong (Delom ou Lelong) maintenu en ces offices par arrêt du Parlement de Toulouse : 17 novembre 1578 (B. 79, f^o 7).

ayent fait en général, et le sieur de Sammartre (1) en particulier, de fère remettre led. sieur de Sammartre en son estat de prévost général en Languedoc, lequel luy est occupé par Pezon en haine et pour le seul fait de la Religion.

Aux villes catholiques où il y a siège de justice et spécialement à Béziers on enquiert les parties si elles sont catholiques ou de la Religion et lorsqu'il s'en rencontre quelcun de la religion on luy defent l'autre, le privant de l'enseignement et instruction, ensemble de la sollicitation et poursuite de son procès, en telle sorte que plusieurs se treuvent déboutés de leurs demandes et les autres injustement condamnés par faute de pouvoir produire leurs titres.

Et quant à la Justice souveraine qu'ilz pensoient leur estre rendue par la chambre de Parlement establie à l'Ysle (2), on sait bien que l'exercice de la religion qui se faisoit au temps et après la publication de l'Edit en a esté osté et qu'il y a garnison catholique, qui tient en telle crainte les parties de la Religion qu'elles n'y osent aller ou s'y arrester tant peu que ce soit pour la pour suite de leurs causes.

Quand la Royne Mère du Roy eut député commissaires Monseigneur de Thoré et les sieurs de Lombès et de Saint-Phélix pour fère remètre les places tenues et ocupées de part et d'autre en leur premier estat, sauf les villes de Seurété suyvant l'Edict et articles de la Conférence, tous ceulx de la Religion auroient incontinent obéy et les catholiques continué de tenir fort, come au paravant.

Tesmoing Saint Anestésie (3) tenu par le capitaine Ardoyn, le chateau de Brissac (4) tenu par le sieur de Vuel et le fort de Maguelonne (5) tenu par le sieur de Saint-Brès (6) qui ont esté retenus

(1) De Sommartre. Déjà remplacé en 1577 dans son office par Nicolas Pezons, un des exécuteurs de la Saint-Barthélemy. L'assemblée de Sommières (18 novembre 1578) et sans doute aussi celle de Montauban (1581) réclamèrent sa réintégration. Sommartre avait aussi présenté à ce sujet en 1578 un placet aux Etats de Languedoc qui se déclarèrent incompétents.

(2) Chambre mi-partie pour le ressort du Parlement de Toulouse. Placée à l'isle d'Albigeois par le traité de Nérac et un édit particulier enregistré au Parlement de Toulouse le 2 juin 1579. Installée solennellement le 23 juin.

(3) Canton de Saint-Chapte (Gard). Sainte-Anastasie : château et village du diocèse et de la Viguerie d'Uzès, repris par les catholiques en janvier 1579, sur les protestants qui s'en étaient emparés « avec force, pillage et volleries » dont se plaint Montmorency (le 8 oct. 1579) qui accuse ses adversaires d'avoir ouvert par cette surprise l'ère de violences dont ils se plaignent.

(4) Château du XII^e sc. et village, canton et à 7 kilomètres de Ganges, arr. de Montpellier.

(5) Maguelonne : cathédrale romane fortifiée (XII^e sc.) située dans une petite ile au milieu des étangs à 12 kilomètres sud de Montpellier. Siège de l'Evêché transféré à Montpellier en 1536.

(6) Ce de Saint-Brès avait livré le « fort » de Maguelonne à Dampville en

depuis la conclusion de lad. conférence, et les capitaines et soldatz y estans tousjours coru[?] et exerce tous actes d'hostilité contre lesd. de la Religion; Et depuis quelques jours que le sieur de Saint-Brès a esté tiré par force dud. Magalonne par Messieurs du Chapitre de l'Eglise cathédrale Saint-Pierre de Montpellier, il s'est saisi du lieu de Prades (1) et y a mis garnison qui court aussi tous les jours pillant et assassinant tous ceulx qu'ils treuvent de la Religion.

Encores auroyt led. Saint-Brès faict prisonnier Colin Ronier de Fabrègues (2) qui est de la Religion, a pillé une bonne parties des meubles et bétail qu'il avoyt à une ferme qu'il tient desd. sieurs du Chapitre apellée Maurin.

Quant aud. Sieur de Vuel il tua dernièrement de guet à pens le capitaine barron de Gange et fect prisonnier un marchand de Montpellier nommé Jacques Causse qui estoit fuy de la peste au lieu de Saint-Bauzile (3), lequel il a retenu plus de deux moys pour le rançonner.

Le Sieur de Montbrun (4) en Gévaudan, qui estoit un gentilhomme signalé entre lesd. de la Religion se contenant paisiblement comme il avoyt tousjours faict dans son chasteau sans se doubter de rien fect prins par les catholiques après la conclusion de la conférence, luy tué à sang froid, ung sien enfant mort de fray et sa maison entièrement pillée et sacagée, des meurtriers s'estans maintenant retirés, partie aux forts de Vissec et Blandas, et partie au fort de la Promarède sans que les sieurs desd. lieux qui sont catholiques les ayent jamais voleus remètre entre les mains de la justice pour estre punis.

Le sieur de Chasteljaud (5) qui estoit un autre gentilhomme de la Religion et se contenoit aussi paisiblement en sa maison, fut pareillement tué et assassiné et son fils et sa maison pillées par les catholiques, les chambrières violées et forcées, depuis la conclusion de la Conférence sans qu'on en ayt jamais faict semblant de fère justice.

1575. — Saint-Brès est un village de l'arr. de Montpellier, canton et à 6 kilomètres de Castries.

(1) Hérault : arr. de Montpellier, canton et à 7 kilomètres de Matelles.

(2) Hérault : arr., canton et à 10 kilomètres de Montpellier.

(3) Saint-Bauzille du Putois : Hérault, arr. de Montpellier, canton et à 6 kilomètres de Ganges.

(4) Baronnie donnant à tour de rôle l'entrée aux Etats de Languedoc. — C'est sans doute Léon de la Vigne, seigneur de Montbrun, député à l'Assemblée politique de Nîmes (14 février 1570).

(5) Ardèche : arr. de Largentière, canton des Vans. — Ce château, situé sur les bords du Chassézac, existe encore. Les de Labaume de Casteljaud, très ancienne famille vivaroise, portaient « de gueules à la fasce d'or accompagnée de 3 gantelets d'argent, 2 en chef et 1 en pointe ».

Le sieur de la Rovière (1) d'Uzès estant dernièrement allé à Beaucourè avec un consul de Meyne (2) pour suplier mond. seigneur de Montmorency de solager et descharger les habitans dud. Meynes de la norriture de quelques gens qu'il leur avoyt-envoyés. Comme il fut au logis pour se mètre à table, certains personnages seroyent venus aud. logis, lesquels, sans mot dire auroyt tué led. sieur de la Rovière à coups de pistole et à l'instant s'en seroyent allés en toute liberté, sans que lors ny despuis les magistrats et officiers dud. Beaucaire en ayent enquis pour fère justice.

Quand les commissaires députés pour l'exécution de la paix et articles de la Conférence furent au lieu de Cornillon (3) pour le fere remettre en l'estat, les capitaines Guenoulle et la Barrière y feurent tués de propos délibéré en haine de ce qu'ils estoient de la Religion.

Le Sieur de Saint-Pons (4), tuteur des enfans pupilles du Sieur de la Roche d'Aps (5) en Viveroys, ayant obtenu sentence du Sénéchal de Beaucaire et Nymes pour estre réintégrés en leurs maisons et après que leurs rentiers et serviteurs eurent esté mis en possession par un commissaire catholique, il seroit advenu que tous les catholiques dud. Aps et lieux circonvoisins assemblés jusqu'au nombre d'environ quatre cense seroyent eslevés contre lesd. rentiers et serviteurs qui estoient cinq en nombre desquelz il en auroient tué quatre sur le champ et le cinquiesme ayant esté blessé jusques à la mort fut, le lendemain, achevé de tuer de sang froid chez le chirurgien.

Les places et lieux forts que ceulx de la Religion tenoyent aud. pays de Viveroys n'eurent esté plutost quictés et remis entre les mains des commissaires exécuteurs de l'Edit et articles de la Conférence que les catholiques s'en seroyent saisis et y auroient mis garnison, singulièrement aux chasteaux de Bolongne (6),

(1) La Rouvière-en-Malgoirès, canton de Saint-Chapte (Gard). — Viguerie et diocèse d'Uzès.

(2) Meynes : canton d'Aramon, Gard. — Diocèse d'Arles, ressortissait à la Viguerie de Beaucaire. — Les d'Arpajon en furent seigneurs jusqu'en 1598.

(3) Canton du Pont-Saint-Esprit (Gard).

(4) Ardèche : arr. de Privas, canton de Vallon. — Ce seigneur est sans doute Georges de Saint-Ferréol, seigneur de Saint-Pons, protestant et frère de Guillaume de Saint-Ferréol, ministre de Montélimar, mentionnés vers 1587.

(5) Château de la Roche-les-Aps, commune d'Aps, canton de Viviers, arr. de Privas (Ardèche). — Aps fut pris et saccagé par les Religionnaires en janvier 1580.

(6) Saint-Michel de Boulogne, canton d'Aubenas, arr. de Privas (Ardèche), château remanié au xvi^e sc. très bien conservé. Baronnie appartenant en 1570 à Marie de Lestrangle, veuve de Claude (mort en 1569) et remariée le 22 février 1579 à René de Hautefort.

Sanson (1) et Valon (2) qui sont des places de très grande importance.

Et pour entretenir lesd. garnisons, contraignent lesd. de la Religion au paiement des impositions extraordinaires faites pendant et à l'occasion des troubles depuis quatre ans, contres les expresses défences et prohibitions portées par led. Edit.

Le sieur de Rochebonne (3), catholique, a surprins le château du sieur de Vacherolles (4) qui est de la Religion aud. pays de Viveroys où les catholiques tiennent des forces droites et font tous préparatifs de guerre, chose qui tient toutes les Eglises dud. pays en grande crainte et jalousie, ne sachant quelz desseingz ils veulent exécuter.

Il est bien vray qu'on a desouvert troys nouvelles entreprises d'aulcung catholiques du pays qui se sont essayés de surprendre la ville d'Albenas (5) pour y mettre le sieur de Montlor (6) qui est en chemin pour y aller avec quelques forces.

De tout temps immémorial et par droict acquis de l'ordonnance des Estatz du pays confirmés par un long usage, la recepte particulière du Viveroys se faisoit à Villeneuve de Berc qui est le lieu du principal siège de justice dud. pays (7), et maintenant, en haine de ce qu'il y a exerce de la Religion aud. Villeneuve, les catholiques ont translaté lad. recepte à Viviers et à Largentièrre, villes du tout incomode à ceulx d'une et d'autre religion.

Après que ceux de la Religion de la Ville de Lodève eurent esté remis en leurs maisons en vertu des articles de la Conférence, M^{re} Francoys Violz lieutenant du Juge, le sieur de Fozières (8),

(1) Château sur l'Ardèche. Commune de Sampzon, canton de Vallon, arr. de Largentièrre.

(2) Vallon, chef-lieu de canton, arr. de Largentièrre (Ardèche). Château dit « Ce chastellas » ruiné en 1621. — Co-seigneurie dont le principal seigneur était celui de la Gorce. Avait en 1570 une garnison de 15 soldats protestants.

(3) Château. Commune de Saint-Martin de Valamas, canton dudit; arr. de Tournon (Ardèche). — Les Religionnaires sous la conduite de Chambaud s'en emparèrent avant août 1580 : peu après Jean de Chateauneuf, seigneur de Rochebonne, le reprit.

(4) Ce de Vacherolles fut député du Vivarais à l'assemblée politique de Montauban en avril 1581.

(5) Aubenas : chef-lieu d'arr. (Ardèche).

(6) Montlor ou Montlaur. Château et baronnie de tour. Commune de Concouron, canton dudit, arr. de Largentièrre (Ardèche).

(7) Un texte de 1514, relatant une discussion survenue aux États du Vivarais au sujet de la résidence du receveur général de la Province, dit au contraire : de toute ancienneté ce receveur résidait à Viviers, et le siège n'avait été transporté à Villeneuve par un de ces officiers que pour raison de convenances personnelles. (*Revue du Vivarais*, 1907, p. 515.) — Pour l'époque qui nous concerne ce siège fut translaté de Villeneuve à Largentièrre par ordonnance du parlement de Toulouse. Il y est provisoirement maintenu par ce Parlement le 20 avril 1580 « l'Edit de paix n'étant pas entièrement exécuté à Villeneuve ».

(8) Arr., canton et à 5 kilomètres de Lodève. Château du xiii^e siècle. — C'est

Pierre Babot,..... Lapierre, consulz et Jean de la Barthe et autres catholiques se seroyent eslevés contre Jacques Dupont, marchand dud. Lodève, pour le tuer, en haine de la Religion, de façon qu'il fut contrainct de monter sur le couvert de sa maison pour se sauver et enfin s'estant rendu en la maison d'un sien parent il y feut assiégé par l'espace de dix jours, les susnommés excitans le peuple, crians « tue, tue al huguenot! »; Et le mesme auroyent ilz faict à l'endroit de Jean Bertrand, Loys Bernard et Laurent Gemeys, tous gens de bien et pacifiques s'il y en a en toute la ville lesquels ils ont géénné et tormenté, les deténans prisonniers les uns en prisons close et les autres dans leurs propres maisons de façon que tous les autres habitans de lad. Religion inthimidés par les séditions que les catholiques sucitoient jornellement contre eulx ont esté contrainctz d'abandonner leurs biens et maisons et vaguer ça et là comme pouvres personnes perdues et désespérées sans aulcung moyen de vivre.

Les habitans de Clermont qui sont de la Religion s'estans aussi rendus dans leurs maisons pour jouyr du bénéfice de la paix, il leur est advenu que les catholiques leurs concitoyens ne pouvans porter ni soffrir leur présence en ont emprisonné la pluspart et les tiennent captifs. Autres ont esté batus, navrés et finalement tués comme Pierre Chinhon et Georges Vernières en sédition populaire et les autres, craignant d'estre massacrés ont esté contraincts de s'en aller avec leurs familles qui sont au nombre de deux cens, n'osans approcher de la ville pour jouyr des fruicts et revenus de leurs biens sans mectre leur vie en hazard à cause des embusches que lesd. catholiques leur dressent pour les surprendre.

Les principaulx auteurs et exécuteurs de ces désordres et séditions sont trois méchans garnemens de la Ville nommés François Goudon, Jean Fabre et..... Cabassut que les consulz magistrats et principaulx habitans catholiques appuyent et favorisent; lesquels, atrouppés de gens de sac et de corde, leurs semblables, tiennent les champs, et ne pouvans atraper lesd. de la Religion fuitifs de Clermont, font prisonniers, pillent, rançonnent et assassinent tous ceulx qu'ils treuvent des lieux circonvoisins s'ilz sont de la Religion; ayans depuis quelques jours faict prisonnier Denys Balle lequel ils auroyent mené à Gabian (1) entre les mains du capitaine Janin (2) et d'illec entre les mains du sieur

Jacques de la Treille, seigneur de Fozières, fils de Jean et de Catherine de Rosset, né le 18 juin 1545. Gouverneur de Lodève après la mort de ses frères Pierre et Michel. Mort en 1620.

(1) Canton et à 4 kilomètres de Roujan, arr. de Béziers (Hérault).

(2) Capitaine alors du parti de Montmorency. Tué le 16 novembre 1585 près de Coursan par les gens du duc.

d'Espondilhan (1) comandant au chateau de Pézénas qui l'a mis à cent escus de rançon; et néantmoins voulu et destroussé Estienne Adverand, de Salèles (2), un du bosc d'Ayrac (3) et un pagnetier estrangier qu'ils avoyent mis en chemise pour le tuer si quelques passans catholiques ne fussent survenus.

Touchant les habitans de Foy qui sont de la Religion, après que par le comandement de m^{rs} les commissaires exécuteurs de l'Edit et articles de la Conférence ils eurent cessé la garde qu'ilz faisoient auparavant pour leur conservation, les catholiques leurs concitoyens se seroyent incontinent eslevés avec armes et, captivans la liberté desd. de la Religion, auroyent comencé de les désarmer, battre, fraper et les menasser de tuer, de magnière que, se voyant à toutes heures et momentz en extrême péril de leurs vies à cause des tumultes et séditions que lesd. catholiques excitoient contre lesd. de la Religion, ils auroyent quité et abandonné leurs biens et maisons comme leurs autres.

Il y a ung village du diocèse de Lodève, nommé Boyniac (4) duquel presque tous les habitans qui sont environ cinquante maisons, sont de la Religion; Ces pouvres gens ayans quelques murailles qui leur servoyent de défence contre les invasions des voleurs et assassineurs, ne se sont donnés de garde que les catholiques les sont venus abatre et ruyner, piller et sacager leurs maisons, de sorte que n'ayant à présent aucung lieu de retraicte, ils sont contraincts de se cacher dedans les boys et aux cavernes.

Et lorsqu'ilz veulent aller au presche au lieu de Saint-André (5) qui est l'Eglise la plus prochaine, ils sont contrainctz passer à travers champs et par des sentiers secretz et esgarés de peur de tomber aux embuscades qu'on leur dresse; Et quand lesd. catholiques savent qu'ils ont esté receuz aud. Saint-André ils pillent et ravagent le bétail des habitans dud. lieu affin qu'ils prennent occasion de leur refuser la porte.

Les habitans du lieu de Salas (6) au diocèse de Lodève qui sont aussi de la Religion ayant reçu comandement de mond. Seigneur de Thoré pour desmanteller led. lieu, suyvant l'arresté de la conférence y auroient incontinant obey, estimans qu'on les deust laisser en paix, mais aussitost qu'on les [eut] veu a descouvert, les capitaines Gordon, Talliessac de Gignac et ung nommé Fabre avec environ quatre vingts arquebouziers les seroyent venus

(1) C'est : Guillaume du Caylar, seigneur d'Espondeillan, partisan de Montmorency, gouverneur de Béziers en 1586.

(2) Salèles, hameau, commune du Bosc arr., canton et à 15 kilomètres de Lodève.

(3) Le Bosc d'Avoiras : arr., canton et à 11 kilomètres de Lodève.

(4) Brignac : arr. de Lodève, canton et à 4 kilomètres de Clermont.

(5) Arr. de Lodève, canton et à 4 kilomètres de Gignac.

(6) Arr. de Lodève, canton et à 13 kilomètres de Clermont.

assaillir, et si lesd. de la Religion ne se fussent tous mis en garde sur les ruynes de la démolition pour se conserver, ils estoient tous perdus et ruynés.

Le sieur baron de Pujol (1) auroyt depuis la conclusion de la conférence dressé plusieurs entreprinses contre la ville de Bédairieux pour la surprendre, et au moys d'aoust dernier ses gens ayans faict prisonnier un povre de la Religion que le sieur Duga envoyoit au lieu d'Arnac, et icelluy mené dans la maison dud. sieur de Pujol, icelluy sieur de Pujol l'auroyt fait tuer et massacrer en sa présence. Néantmoingt auroyt il toujours tenu les champs avec troupe de gens de cheval pour surprendre ceulx de la Religion et singulièrement aucuns capitaines et soldats qui auroient esté amys du feu capitaine Noguier, lequel il avoyt fait pendre, ausquel il avoyt dressé une embuscade le jour et au propre lieu où il fut tué par les autres, se jactant tousjours led. sieur de Pujol en son vivant qu'il extermineroit tous ceulx de la Religion qui estoient à six lieues alentour de sa maison.

Depuis le massacre comis en temps de paix en la personne de monsieur le baron de Faugières (2) et autres de sa maison, la veufve du défunct n'a jamais pu obtenir justice contre les meurtriers, quelques poursuites et diligence qu'elle en ayt sceu fere, car tenant prisonniers deux complices des principaulx fauteurs des meurtres, elle n'a jamais seu trouver un prévost qui leur aye voulu fere leur procès; tellement que les ayant gardés par longtemps ilz ont enfin violé les prisons et s'en sont allés avec impunité. Cependant on voit ordinairement les principaulx exécuteurs des massacres près la personne de monseigneur de Montmorency, mesme ung nommé Saint-Jean, un autre nommé Guérin et plusieurs autres contre lesquelz mondit seigneur avoyt décrété luy mesme et signé prinse de corps pour les fère mettre entre les mains de la justice.

En tant s'en faut que le filz et héritier dud. feu baron de Faugières ayt esté encore remis en sa maison de Lunas (3) dont il est conseigneur par moytié pour en jouyr suyvant le Edit, que ses

(1) C'est sans doute Olivier de Thézan, seigneur de Pujol, baron de Morcayrol, coseigneur de Boussagues et de Nages, maréchal de camp; chevalier des ordres du Roi en 1570.

(2) Faugères : arr. de Béziers, canton et à 10 kilomètres de Bédairieux. — C'est Claude de Narbonne, baron de Faugères, fils de Jean et de Beatrix de Faugères de Caylus (remariée en 1540 avec Jean de Clermont), tué avant le 14 mars 1578. — La *Chronique protestante biterroise*, de L. Charbonneau (éd. Germain, p. 53) dit que c'est la vieille dame de Faugères (Beatrix) qui fit tuer son fils et se saisit de Lunas, avec l'aide du gendre de sa fille Etienne de Caylus, sieur de Colombières.

(3) Chef-lieu de canton, arr. et à 15 kilomètres de Lodève. Le chroniqueur protestant Batailler, de Castres, écrit dans ses *Mémoires* (édition Ch. Pradel, p. 4-5), à propos de la reprise de cette place par Dampville en 1585 : « Lunas,

propres paysans catholiques qui auroyt trahi et livré led. sieur de Faugières tiennent fort la dedans, prennent et usarpent ses fruicts et revenus et en font comme de leur chose propre.

La veufve et ses subjectz de la Religion pensans jouyr du comun soulagement qui est octroyé à tous les subjectz du Roy et du bénéfice de la paix, quant on ne vouldroit avoir aulcung esgard aux pertes irréparables qui ont souffertes, sont estonnés que depuis la conférence mond. Seigneur eust donné comission au capitaine la Couronne pour dresser une compagnie de gens de pied au lieu de Causses (1), lui ballant pour ayde led. lieu de Faugières et qu'il ayt falu que pour éviter une plus grande despence les habitans ayent donné deux cens livres aud. la Couronne.

Depuis le passage de la Reyne mère du Royon n'a veu ne ouy parler que d'assemblées de gens de guerre catholiques et d'entreprises sur toutes les villes et lieux de la Religion, outres celles qu'ils ont réellement exécutées.

Car à Nymes ils ont esté veuz par troys foys dans les fossés pour le recognoistre et se sont souvant assemblés à Beaucaire et ez envyrons pour exécuter.

A Montpellier qui est une des villes de seureté accordées parle Edit auxd. Eglises, ont esté descouvertes plusieurs entreprises, tant auparavant que depuis qu'il a pleu à Dieu affliger lad. ville de peste; mesme ces jours passés, qu'il y avoyt douze cens escus consignés entre les mains de certain personnage pour récompencer ceux qui leur tenoyent la main au dedans et sept ou huit cens hommes de guerre assemblés depuis Saint-Guillende désert (2) jusques à Boyssac (3) près de Ganges (4) pour aller à exécution; quatre hommes armés ayans esté descouverts par troys ou quatre nuicts aux bords du foussé du costé de Saint-Pierre pour recognoistre les lieux plus propres pour l'escalade.

Laquelle entreprinse ayant esté descouverte la première foys a esté encore remise sus pour la seconde, tous les gens de guerre catholiques du pays, tant gentillomes que autres ayans marché avec leurs armes aux lieux de rendes-vous qui leur avoyent esté ordonnés, et toutes choses si dextrement conduictes et acheminées jusques au point de l'exécution, que, sans les advertissemens qui furent donnés de toutes parts aux consulz, capitaines et soldats de

lien qui avoit appartenu à la mère du feu M. de Feugères; c'est là qu'il avoit esté meurtri au lit par le moyen de sadite mère. »

(1) Causses et Veyran. — Canton et à 7 kilomètres de Murviel; arr. de Béziers.

(2) Arr. de Montpellier, canton et à 7 kilomètres d'Aniane, dans les gorges de l'Hérault.

(3) Brissac. — Cfr. *Supra*.

(4) Ganges, chef-lieu de canton, arr. et à 46 kilomètres de Montpellier, sur l'Hérault.

la garnison, mesme par aulcuns catholiques qui ont horreur de l'énormité de ces perfidies, il est tout certain que lad. ville estoit perdue et ruynée.

En la ville d'Anduze s'est aussi decouverte une autre entreprise qui estoit bien près de l'exécution, selon ce qui se vérifiera toujours par les traistres qu'on y tient prisonniers.

Ganges, Le Vigan, Méirueys ont esté et sont encore dans le mesme péril, les assemblées de gens de guerre y ayant esté faictes par deux ou troys foys depuis la Vacquièrre (1) jusqu'à Nant (2) pour exécuter les entreprises que les catholiques y ont.

Gignac, Malgue (3), Lunel, Marcellargues, et Alez ne sont aussi exemptz de mesme dangier selon les advertissemens que leur ont esté donnés de toutes partz (4).

Cependant, pour entrer en recommandation contre ceulx de la Religion et leur fere acroire qu'ils sont occasion de toutes ces entreprises, on extorque par force et contraincte de faulces acusations à l'encontre d'eulx et les faict on charger et calompnier d'une infinité de maulx ausquelz ilz n'ont jamais pencé, voire des propres conspirations et entreprises que ceulx mesme que les font calompnier ont autrefois projecté, non à d'autres fins que pour s'en purger et justifier aux despens de l'honneur des gens de bien, et, s'il leur est possible ramener la guerre en ceste pouvre province pour metre tout dessus dessoulz en confusion.

Tesmoing la déclaration faicte par le capitaine Picard par devant les consulz, Viguier et le Lieutenant royal en la cour ordinaire de Montpellier après estre évadé des mains de mond. Seigneur de Montmorency qui le détenoit prisonnier à Pezenas ; dont l'extrait collationné au propre original envoyé à lad. assemblée est cy inseré, de tel teneur :

« Ce jourd'hui vingt unième de novembre mil v^e soixante dix neuf, en la ville de Montpellier, par devant noble Simon Dusaudre seigneur de Saint-Just (5) premier consul et viguier de lad. ville et Jaques Gernays quatriesme consul, et M^{re} Pierre Gallac docteur ez-droictz, lieutenant en la cour royale de la viguerie et ordinaire de lad. ville, Jean Picard, capitaine, natif dud. Montpellier, a dict qu'il y a de cinq à six semaines que, tant pour le danger

(1) La Vacquerie, canton, arr. et à 18 kilomètres de Lodève.

(2) Chef-lieu de canton, arr. de Millau (Aveyron).

(3) Mauguio, autrefois Melgueil, chef-lieu de canton, arr. et à 11 kilomètres de Montpellier.

(4) Trois de ces villes : Gignac, Lunel, Alais sont parmi les places de sûreté accordées aux protestants par le traité de Nérac. Cédées en février pour 6 mois seulement, elles auraient dû être remises en octobre aux mains des commissaires.

(5) Simon de Sandres, s^r de Saint-Just, fils de Guichard de Sandres et de Jeanne de Trinquaire, consul de Montpellier en 1584 et capitaine de 50 hommes d'armes à Aigues-Mortes en 1599.

de peste qu'est en la présante ville que pour le recouvrement de quelque somme qui lui est due par le capitaine Bacon (1), il partit de lad. ville accompagné de troys autres pour aller au lieu de Pierrerue (2) où le capitaine Bacon fait sa résidence et estant en chemin près le lieu d'Aspiray (3) au diocèse de Béziers, fut rencontré et retenu par une embuscade de vingt cinq hommes à cheval catholiques armés conduits par le seigneur de Connas (4) et l'admenèrent au lieu de Fontez (5) et le mirent prisonnier dans le chateau dud. lieu avec la garde de soldatz; Là où il fut détenu par quatre jours et après vint aud. lieu le capitaine Rosines (6) lequel pria led. S^{gr} de Connas luy baller led. capitaine Picard pour l'admener prisonnier à Montanhac (7), disant qu'il falloir que Monseigneur le duc de Montmorency, maréchal de France, gouverneur et lieutenant general pour le Roy en ce pays de Languedoc parlât à luy; A quoy led. sieur de Connas s'accorda et le balla entre les mains dud. capitaine Rosines lequel le conduisit puis après aud. Montanhac avec une troupe de vingt cinq hommes à cheval armés; Et l'ayant aud. Montanhac le met dans la maison de Mathieu Baile souz la garde de huit ou dix soldatz. Et là fut détenu par autres quatre jours; et après fut conduit dud. Montanhac au lieu de Connas (8) où il fut aussi détenu cinq jours et après fut ramené aud. Montanhac à la maison dud. Baile qu'est le logis ballé aud. sieur de Connas; Et deux jours après mond. Seigneur le Maréchal passant au devant de la ville de Montanhac comanda aud. capitaine Rosines de lui admener led. Picard au chateau de Pezenas là où il s'en alloit, ce que led. Rosines fait accompagné de douze hommes à cheval armés et vingt cinq arquebuziers. En estant aud. chateau de Pezenas led. capitaine Rosines présenta led. Picard aud. Seigneur Maréchal et sa Grandeur comanda au prévost Malaval [?] le tenir prisonnier; lequel prévost dès incontinent luy fist lier les mains avec unes menottes de fer et le fait mettre en un crouton aud. chateau auquel les esgoutz et immondices d'icelluy se gectent; Et là le fait despouller jusques

(1) Capitaine protestant, fils d'un maréchal ferrant de Pierrerue (Diocèse de Saint-Pons). Capitaine à Thézan en 1577. Il s'empare de Minerve le 8 février 1582 et ravage les environs. Chassé de cette forte place, il se réfugie à Brams où il est assiégé, pris et pendu en fin 1582. Il était, dit D. Vaissète, traître à son parti et vendait aux catholiques les secrets des protestants.

(2) Arr. de Saint-Pons, canton et à 3 kilomètres de Saint-Chinian (Hérault).

(3) Aspiran, arr. de Lodève, canton et à 8 kilomètres de Clermont.

(4) De Montagnac. — Des Etats royalistes se tinrent en 1591 et 92 à Montagnac dans la maison du sieur de Connas.

(5) Arr. de Béziers, canton et à 14 kilomètres de Montagnac.

(6) Ce capitaine avait participé à la prise de Montagnac, cfr.

(7) Chef-lieu de canton, arr. et à 30 kilomètres de Béziers.

(8) Conas, hameau, commune de Pézénas. Autrefois seigneurie de la Viguerie de Béziers, mais du diocèse d'Agde.

à la chemise et le fait fouller pour voir s'il avoyt poinct de lettres et esgrietz sur luy, et ne trouvant rien luy fait charger les fers aux pieds. Et le lendemain, envyron de six à sept heures du matin, le prévost Molinier (1) le vint trouver aud. crouton et luy dict qu'il avoit comandement de mond. Seigneur le Maréchal de l'ouyr et interroger sur pleusieurs faictz et pointtz que luy avoyent esté ballés par escript et luy dict qu'il ne luy donnast payne ne aux autres qui auroyent charge dud. seigneur de le tourmenter et forcer à dire lorsqu'il seroit interrogé, mais qu'il contentast led. seigneur Maréchal à ce que luy fit grâce de l'eslargir. A quoy il respondit qu'il ne savoit la cause pourquoy il estoit prisonier, et pour sortir de ceste captivité promet de fère tout ce que led. seigneur voudroit. Et lors led. Molinier prévost comencea à l'interroger sur plusieurs faictz : à quoy il respondit la vérité et ce qu'il en savoy ou avoyt entendu ; Et lorsqu'il ne faisoit ses responses selon le désir et intention dud. Molinier, led. Molinier s'en alloit despité. Et quelque peu de temps après retournoit disant : « Capitaine Picard, il faut que vous contenties mond. Seigneur le Maréchal qui a vostre vie et vostre mort en sa main ; Vous savez quel seigneur il est : il faut que vous respondies à ce que je vous diray. »

Et lors led. Picard luy dict et le pria qu'il parlast à mond. Seigneur le Maréchal, qu'il fait mettre par escript tout ce que seroit son bon plaisir et qu'il le signeroit. Et led. Molinier luy dyct qu'il falloît qu'il respondit tout présentement et lui fict dire tout ce qu'il volut, mesme sur plusieurs faictz et pointtz non véritables et desquels il estoit ygnorant comme est ; Et luy fit accuser plusieurs personnes qu'il portoit par roolle et qu'il croioit luy avoir esté ballés par led. Seigneur Maréchal ou autre de son mandement. Entre autres faicts le fait répondre sur quelques prétendues entreprinses qu'il disoit que ceulx de la Religion Réformée avoyent pour surprendre les villes de Narbonne, Beziers, Agde, Pézénas, Saint-Sperit (2), Mèze (3), Aniane (4), les Maries (5), le chateau de Murles (6) et autres lieux, sur lesquelz faicts led. Picard respondit la vérité de ce qu'il en pouvoit avoir entendu et ne trouvant

(1) Peut-être Etienne de Molinier, seigneur de Tourène, conseiller au présidial de Carcassonne en 1575.

(2) Le Pont-Saint-Esprit, arr. d'Uzès (Gard) — siège de viguerie royale.

(3) Chef-lieu de canton, arr. et à 31 kilomètres de Montpellier.

(4) Chef-lieu de canton, arr. et à 29 kilomètres de Montpellier. — Une tentative d'escalade avait été réellement donnée vers le mois d'août 1579 à Aniane, par les huguenots de Gignac et des environs qui voulaient piller les caisses de la Cour des Aides réfugiée là à cause de la peste de Montpellier. Le fait est établi par un passage du chroniqueur protestant Philippi (Edit. Gaudin, pp. 255-56) et par plusieurs pièces des archives municipales d'Aniane.

(5) Les Saintes-Maries de la mer.

(6) Arr. de Montpellier, canton et à 9 kilomètres des Matelles.

led. Molinier ses responces à son plaisir continua l'ouyr et l'interroguer; Et le lendemain, escrivant toujours de sa main led. Molinier tant les interrogatoires que responses et ne pouvant venir à ce qu'il désiroit, le lendemain qu'estoit un dimenche, il fait sortir led. Picard dud. crouton et l'admena à un estable dud. chateau, là ou led. seigneur Maréchal luy vint parler et luy dict qu'il vouloit savoir de luy lesd. entreprises de Béziers, Pézénas et Agde et quelz personnages donnoient les advertissemens aux habitans de Montpellier lorsqu'il tenoit lad. ville assiégée. Et luy respondit led. Picard que de tout cella il n'en savoit rien. Led. seigneur Maréchal comanda de le rentrer aud. crouton, ce que led. prévost fait. Et luy dict led. prévost que s'il ne contentoit led. Seigneur Maréchal que led. Picard estoit perdu : A quoy il luy dict qu'il feroit tout ce que led. Seigneur Maréchal voudroit; Et le mesme jour et le lendemain led. prévost continua de l'interroger, escrivant le tout, toujours de sa main. Et le mardy suyvant venu encores devers luy luy fait oster les manotes des mains et luy balla papier, pleumes et ancre disant que mond. Seigneur le Maréchal luy avoit comandé de lui fere escrire ce qu'il luy diroit et qu'il n'y fit refus s'il vouloit sortir de ceste captivité; et luy fait escrire ses responces sur plusieurs faicts qu'il avoyt esté interrogé telles que luy pleut; et lui fait coucher comme le Seigneur de Clerement (1) passant par ce pays de Languedoc, revenant de la conférence faicte par la Reyne avec lesd. Églises avoyt dict qu'il s'en alloit en Allemagne et qu'il avoyt charge d'admener pour ceulx de lad. Religion de Languedoc, Dauphiné et Provence deux mille hommes à cheval reistres; et que Monsieur Formy (2) ministre de la parolle de Dieu de Montpellier le luy avoyt dict et asseuré, bien qu'il n'en seut rien et que led. Formy ne luy en a jamais parlé, comme il luy remontra; Et luy fait aussi coucher que le capitaine Pradelles et un mestre d'Agde avoyent entreprinse sur la ville d'Ade pour la surprendre et s'en saisir et qu'il en avoyt parlé aud. Sieur Formy ministre et à maistre Jean de la Place (3) aussi ministre dud. Montpellier lesquels leur auroient dict qu'ils se retirassent à M^{sr} de Chastillon qui avoyt d'autres affaires semblables en main et feroit tout ensemble. De quoy led. Picard n'en savoit et n'en avoit ouy parler. Aussi luy fait escrire et coucher led. Molinier que Mes-

(1) Lecture incertaine. Sans doute est-ce Claude Antoine de Vienne, seigneur de Clervant, agent du roi de Navarre qui ira lui ramasser une armée en Allemagne en 1584.

(2) Claude Formy, né à Montpellier. Reçu ministre le premier dimanche de mai 1561. Haag dit de lui : « mentionné pour la dernière fois en 1573 » ; on sait par ailleurs qu'il est mort avant 1588 et que son fils Pierre fut comme lui ministre.

(3) J. de la Place, ministre à Valence en 1561, à Montpellier dès 1565, dessert encore cette église en 1583. On ignore la date de sa mort.

sieurs de la Serre (1) et Payan (2) ministres estoient allés par les Églises du Viveroy et bas-pays de Languedoc et après devers le Roy de Navarre pour avoir résolution de prendre les armes et que les ministres dud. Montpellier le luy avoyent dict, bien qu'il n'en savoit rien et qu'il ne sache que c'est. Luy fait aussi escrire comme Monsieur Dego (?) avoyt dernièrement forny bledz pour la norriture des habitans de ceste ville, bien qu'il n'en sache sinon par ouyr dire; Et plusieurs autres faictz non véritables desquelz à présent il n'est mémoratif, lesquelles responces et escriptures par luy faictes led. Molinier luy fait signer. Et d'autant qu'en ce faisant il a grandement blessé sa conscience, chargeant lesd. personnages qui sont inocens, il a déclaré et déclare qu'il a faict et escrit lesd. responces par force et contraincte et quelles ne sont véritables, en tant que besoin est les désavoue et n'y persiste aucunement les déclairant faulces et contrainctes. A dict aussi qu'il fut interrogé dez le commencement par led. Molinier sur quelque prétendue entreprinse faicte par Messieurs de Leques et Arbaud sur la ville d'Arles et les Maryes et aussi de quelque conspiration qu'il disoit avoir esté faicte pendant l'union aud. Montpellier en la maison de Monsieur de Reynac à présent trésaurier de France, de tuer mond. Seigneur le maréchal de Montmorency, et pareillement de ce qu'on dit que au passage de la Reyne Mère et au devant de lad. ville de Montpellier les habitans d'icelle auroient délibéré de tirer un coup d'arquebuzade à lad. dame : Sur quoy il auroit tousjours dict qu'il ne savoit de quoy que c'estoit, ne sait si l'on a faict aucuns escriptz sur ce, lesquelz et tous autres qu'ils pourroyent avoir faicts dict estre non véritables, forcés et contraincts; Et même autre escrit et déclaration qu'on luy fait fere avant que le vouloir eslargir dud. crouton dimenche dernier quinzième de ce moys led. Molinier prévost estant accompagné de Monsieur le Président Philippi (3) m^{re} des Requestes dud. Seigneur Maréchal lequel il fait pour sortir de lad. captivité forcé et contrainct comme dessus. Et a requis et supplie lesd. Sieurs prendre acte desd. déclarations pour deschargement de sa conscience et des susd. personnages qu'il a contre vérité accusés. — Picard. ainsi signé.

(1) Peut-être est-ce J. de Serres, ministre de Nîmes, député à l'assemblée de Sommières, 17 avril 1580.

(2) Jean Payan ou Payen, ministre de Lyon, baptisé à Montpellier en 1564. Il y resta et fut député aux assemblées politiques de Nîmes 1576 et Lunel 1577. Desservait encore Montpellier en 1589.

(3) Jean Philippi, fils d'Eustache et frère de Guillaume, né à Montpellier en 1547, mort le 13 février 1604. Succède à son père dans la charge de conseiller à la Cour des Aides de Montpellier en 1548, président en 1572. Auteur présumé des « mémoires touchant les choses advenues pour le fait de la Religion à Montpellier et dans le Bas-Languedoc ez années 1560-1600 ».

Lesd. sieurs Consul et lieutenant ont respondu qu'il se retire vers mond. seigneur le Maréchal pour fere lesd. déclarations et que acte luy en soit expédié par Nous, notaire royal soubsigné. — Faict au devant de la maison consulaire de lad. Ville de Montpellier en présence de Sire Pierre Megret marchand et François Noatz, capitaine des gens de la suyte desd. sieurs consuls, de lad. ville habitans, soubsignés à l'original et de moy not[air]e de lad. ville requis suyvant l'ordonnance desd. sieurs consuls et lieutenant soubsignés : Tardinier, Tallard.

Extrait de son original Tallard. »

Et ne peut on alléguer que telle déclaration ayt esté faicte par impression ne contraincte, car led. Picard s'estant rendu aud. Montpellier lors qu'on atendoit plutost nouvelle de sa mort que de sa vie, touché du sentiment de sa conscience, s'en alla de son propre mouvement par devant lesd. consuls et magistrats fere lad. déclaration; Et puis sortant de la ville pour la crainte du danger de peste qui y est, au autrement, se seroyt retiré autre part.

La hayne invétérée qu'on porte ausd. de la Religion est si extrême que, ce que la guerre et la peste ne les ont peu consumer, on tache de les avoir et fere miner par la faim, dautant que quelques marchans du pays ayant contracté l'achapt de certaines quantités de bleds pour les fere conduire aux villes et lieux tenus par lesd. de la Religion, on les a empêchés, tout ainsi qu'on desfendoit la trante [traicte] des marchandises de contrebande en temps de guerre.

Chacun sait que le pauvre peuple, tant de l'une que de l'autre religion est de tout poinct ruyné, Néanmoins, à présent qu'il a pleu a Dieu luy donner une belle et ample récolte de vin, de laquelle il se pensoit prévaloir, ne seroit ce que pour subvenir au payement des tailles et impositions qu'il porte, la traicte dud. vin a esté fermée sinon que le pouvre paysan paye deux escus pour chascun muid qu'il voudra metre sur l'eau, qui est envyron la moitié de la juste valeur d'icelluy ou davantage.

Et pour revenir à la poursuite des autres contreventions aud. Edict, il est tout notoire que ces jours passés le lieu de Castillon (1) au diocèse d'Uzès fut surprins par aulcuns soldats sortis de Beaucaire et deux habitans de la Religion tués à sang froid, l'un à coups de dague à la porte et l'autre, qui fut ataché à un arbre, à coups d'arquebuzades.

Mais de toutes les contreventions, la cruelle et plus que barbare exécution de la Ville de Montanhac est pitoyable, car les habitans se contenans en paix (2) sans autre garde que deux hommes qui se tenoyent à la porte avec deux allebardes pour avoir

(1) Castillon-du-Gard, canton de Remoulins (Gard).

(2) C'est une période fort troublée de l'histoire de Montagnac, et les faits

l'œl sur la senté de leur ville à cause du danger de peste, les capitaines Rosines (1) et Péliissier (2) et un nommé Gaumassy habitans dud. Montagnac auroyt suscité les capitaines Teulade (3), Rassis et autres, lesquels accompagnés d'environ quatre-vingt ou cent hommes de guerre tous catholiques y seroyent entrés en plain jour par escalade.

Et après avoir faict prisonier le sieur Du Pré, ministre de l'Église dud. Montagnac, pillé tous ses livres, meubles et acoustremens et icelluy rançonné de deux cens escus, ils l'auroyent cruellement massacré à sang-froid, trayné son corps par les rues avec toute ignominie et après expausé aux chiens pour le manger sans sépulture.

Oultre led. sieur Du Préd furent aussi tués huict bons habitans de la Religion, plusieurs autres blessés à la mort et lad. ville expausée au pillage ce qui meit tout le reste des habitans en tel effray que ceulx qui se peurent sauvér saultèrent incontinant les muralles et ceulx qui estoyent sortis le matin s'enfuyrent ailleurs sans retorer à la ville (4).

même n'en sont pas rigoureusement établis. Voici ce que donne la confrontation des autres textes qui contredisent, sur bien des points, celui-ci :

L'édit de Saint-Germain (8 août 1570) avait assigné aux protestants du Languedoc deux villes d'exercice : Aubenas et Montagnac. L'Edit de Poitiers (septembre 1577) les remplaça par Montpellier et Aigues-Mortes. Dampville fit désarmer les catholiques de Montagnac et remit la ville à Ventadour. Le 8 février 1578 le Roi écrit à Dampville pour lui annoncer qu'en récompense de leur bonne attitude pendant les troubles, il accorde aux habitants de Montagnac — quoique ils n'y aient pas droit — le libre exercice de la Religion réformée. La place était confiée à la garde des habitants. Le 30, le roi de Navarre écrit à ce sujet : mais le 23, Montagnac a été surpris de nuit par les Religioneux et enlevé d'assaut, plusieurs catholiques ont été massacrés, la ville pillée, le président Philippi et le capitaine Rosines retenus prisonniers. Deux mois après Montmorency assiège à nouveau Montagnac et l'enlève. Sans doute ne la soumit-il que momentanément, car l'année suivante elle est encore aux mains des protestants. Les habitants catholiques n'y peuvent rentrer, elle a une garnison et sert de refuge aux infracteurs de l'Edit, pillards et voleurs, particulièrement à ceux qui ont pris Caux et Saint-Thibery en juillet 1579 et qui viennent y vendre le produit de leurs courses. C'est alors que se produisit la reprise par les catholiques.

(1) Colonel de l'infanterie de Dampville en 1577. Gâches raconte qu'il s'attira la haine des huguenots et comment il fut tué en 1581 près de Ville-neuve-les-Béziers par des batteurs d'estrade protestants.

(2) J. Gâches ne le mentionne pas, non plus que les suivants. En revanche il cite un autre capitaine que nous ne connaissons pas : La Crouzette.

(3) Ce capitaine avait tenu garnison à Aniane du 22 avril au 28 mai 1579, et il ressort des textes des délibérations communales que la présence de cette compagnie en avait imposé aux protestants et perturbateurs des environs au point de rendre une quasi sécurité aux habitants des terroirs voisins. Ces textes seront publiés dans une étude sur le protestantisme à Aniane.

(4) Dampville prétend qu'il n'y eut que quatre personnes tuées, et encore en se défendant. D'ailleurs, ajoute-t-il, ce ne fut que répondre à la violence par la violence. — Quant à la date de cette affaire, elle est incertaine.

Le sac auroyt duré l'espace de six sepmaines, les pilliards portant publiquement le butin aux villes tenues par les catholiques pour le vendre; Et pour ne laisser en arrière aulcune espèce de cruauté, après qu'ils eurent pillé et emporté tout ce qu'ils peurent trouver aux maisons de ceulx de la Religion, ils auroyent rançonné non seulement les pères et mères, mais aussi les jeunes enfans de l'aage de dix ans et au dessoubz les pendans par les pieds et par les ayxelles pour esmouvoir leurs parents à pitié afin de les rançonner pour la délivrance de leurs enfans.

Et tant s'en faut que sur les plainctes et remonstrances faictes à mond. Seigneur de Montmorency de ceste funeste et pitoyable désolation il leur fait aulcune ouverture de justice pour en avoir raison (1), que tout au contraire il envoya aud. Montanhac soixante chevaux m^{es} de sa compagnie de gendarmes, ensemble tous les arquebuziers à cheval de sa garde et y laissa six-vingt soldatz à pied avec ceulx qui s'estoyent treuvés à l'exécution pour y demeurer en garnison, de façon qu'il a falu que lesd. habitans ayent employé tout leur argent contant qu'ils auroyent saulvé et guaranty du sac et employer le crédit de tous les amys qu'ils avoyent au dehors pour fornir à la norriture et entretènement desd. gens de guerre s'ils ne vouloient voir arder et brusler leurs maisons comme ils en estoyent menassés.

Néanlmoings, entassant affliction sur affliction, pour le comble de leurs ruynes on a contrainct lesd. de la Religion de travailler ou fere travailler à la réparation et fortification d'un temple qu'ilz font servir de citadelle, faisant ruynier plusieurs de leurs maisons pour employer le bois et autres matières desd. ruynes à la réparation de lad. citadelle dans laquelle ils ont aussi fait mectre et porter tout ce qu'il y avoit de reste de bledz, vins, huilles, lards et autres vivres desd. de la Religion.

Et voit on ordinairement lesd. Rosinès, Pélissier, Teulade, Rassis et autres exécuteurs de ces forfaitis à la suite et compagnie de mond. seigneur de Montmorency avec telles privaultés qu'il les apuye et favorise comme ses mignons.

Ainsi fut led. Teulade quelques jours après la prinse dud. Montanhac au terroir de Vindemian (2) accompagné d'une troupe de

J. Gâches et dom Vaissette disent qu'elle eut lieu le 22 septembre : c'est inexact, car il ressort d'une lettre du roi de Navarre à Dampville qu'elle fut antérieure au 7 septembre.

(1) Dampville, au contraire, assure que dès qu'il fut informé de ces affaires il envoya à Montagnac un prévôt pour en informer; il répète en plusieurs endroits qu'il n'épargnera rien pour le châtiment des coupables. Et, de fait, si Henri de Navarre lui écrivit le 7 septembre pour lui demander une punition exemplaire, la Reine mère lui écrivit aussi le 8 octobre pour autoriser le châtiment des coupables et approuver la réunion d'une assemblée convoquée à cet effet.

(2) Arr. de Lodève, canton et à 10 kilomètres de Gignac (Vendemian).

gens de cheval et rencontrant un bon viellard de la Religion de l'aage de soixante ans, le perça de part en part d'un coup d'estoc et le tua, prins force prisonniers et ravagea tous les mulets et autre bestail qu'il trouva.

Maintenant tout le pays est rempli de gens qui courent tous les jours, font prisonniers tous ceux qu'ils treuvent de la Religion et comectent tous actes d'hostilités, tout ainsi qu'ils faisoient en temps de guerre.

Parquoy lesd. seigneurs gentilhommes, consulz et députés susdits tenans pour tout certain et résolu que ces choses ne se font par le comandement du Roy par ce qu'elles tornent directement au préjudice de son Estat et à la ruyne et oppression de ses bons et fidèles subjects, joint le ferme propos auquel sa Magesté persevere tousjours de garder et fere garder et observer inviolablement led. Edict de Pacification et articles de la conférence, ainsi qu'ils ont sceu et entendu par ce que le Roy de Navarre leur en a souvant escrit, que par ce que lad. dame Reyne leur en a dict en passant par ces pays de Lenguedoc ; Et ils voyent et entendent que toutes les actions, propos, lettres et mandemens de leurs Majestés tendent à cela, Vous prient, requièrent et adjurent au nom du Dieu Vivant et de l'amytié naturelle que Vous devez porter à la Patrie nostre commune mère, de fere entendre à leursd. mages-tés tous ces désordres et confusions afin qu'en y pourvoyant elles facent punir et chastier rigoureusement et sans aulcung suport ces énormes excès et contreventions, ostent ces maulx et des obstacles et empechemens qui retardent la vraie exécution et establisement de la paix afin que nous ayons le moyen de reprendre nostre ancienne amytié pour nous réunir et passer le reste de nos jours en quelque repos après tant de misères et calamités qu'on nous a faict endurer.

Cependant que vous regardies de joindre vos forces, moyens et volontés avec celles desd. Églises, lesquelles nous vous offrons et présentons en leur nom pour nous opposer par comune main à tous ceulx, tant d'une que d'autre religion qui nous troublent, sans leur présenter l'entrée de voz villes, ny leur donner aulcune ayde, faveur, vivres, munitions ny aultres comodités pour continuer les exécutions dampnables de leurs entreprinses et cruelles vengences, Vous prions prendre à la bonne part que, pour nous garder de toute surprinse et nous préserver de tant de dangiers et inconvenians qui nous envyront, nous retenons la garde des villes de seureté accordées à nos Esglises, tant par led. Edict de Pacification que par les articles de la conférence (1), actendant

(1) Les villes accordées par l'Édit de 1577 pour le Languedoc sont Montpellier et Aigues-Mortes ; celles accordées par le traité de Nérac, au nombre

qu'il ayt pleu à leursd. Magestés nous fere jouyr d'une vraye, entière et assurée paix; Et pour la fin, nous excuser si nul d'entre nous ne se treuve en vostre assemblée, ayant esgard aux notoires dangiers des chemins et au traitement que nous craignons nous estre faict comme il seroit advenus aux députés de la Religion qui furent arrestés prisonniers au retour de l'assemblée des Estats tenus à Béziers l'année passée mil V^e septante huict.

Faict en Anduze le pénultième jour de novembre mil cinq cens soixante dix neuf.

Montvaillant (1)

S^t Cosme ps (2)

Tiré des actes de Lad. assemblée moy notaire royal soubzigné escripvant

CHARETSLOUS not.

de 11, devaient être rendues en octobre. C'étaient : Revel, Briatexte, Alet Saint-Agrève, Baix, Bagnols, Alais, Lunel, Sommières, Aimargues et Gignac.

(1) Jehan de Belcastel, seigneur de Montvaillant, député à l'assemblée politique de Nîmes (14 février 1570) et aux Etats Réformés tenus en 1573 à Millau. (Le château de Montvaillant est en Lozère près de Florac).

(2) Nicolas de Calvière, baron de Boissières et de Saint-Cosme, gouverneur de Nîmes de 1570 à 1598.

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

Blanc, Blanc femme, Toute cette famille venant d'Uzès est
cinq enfants. assistée par la collecte de Hambourg en 1687.

Blanc. D'une famille originaire de Flaux, habitant Uzès, est fugitif depuis 1699. Ses biens sont saisis et séquestrés en 1720 (A. H., C., 322).

Blancher Jean, Faiseur de perruques, réfugié en 1702,
Blancher femme avec sa femme, et huit enfants; ils sont à
née Louise Sigalon, Magdebourg.
huit enfants.

Blanchet Abraham. Peigneur de laine, en 1700, dans la colonie de Magdebourg (Ms. Dieterici).

Blanchet, Epouse, le 6 décembre 1701, à Magdebourg,
Blanchet femme Louise Sigalon, fille de Paul Sigalon (2)
née d'Uzès (A. W.)

Louise Sigalon. Il y a dans ces archives 44 fiches sur cette famille d'Uzès qui avait en partie émigré.

Blancher Jacques, Marchand bourgeois d'Uzès, fugitif avec
femme née sa femme Louise Ravanelle, son fils Isaac jouit
Louise Ravanelle, de ses biens et habite Uzès (A. H., C., 274).
 Il était riche.

Blanchut Jacques, Bourgeois d'Uzès.

Blanque Anne. Hôtesse, laisse une terre qu'on lui saisit ainsi qu'une vigne (A. N., T T., 273, VI).

Blacous Jacques, Jacques Blacous et Isabeau Chamand
Blacous femme d'Uzès, mariés, font baptiser leur fils Paul à
née Halberstadt le 6 janvier 1704 (A. W.).
Isabeau Chamand.

(1) Voy. plus haut, p. 156 à 171.

(2) Peut-être cousine de l'autre Louise. Les Sigalon étaient une honnête famille de teinturiers d'où descend Xavier Sigalon, peintre de talent mort en 1834.

Billon Gabriel.

Docteur à Uzès, fils de Mathieu Billon et de demoiselle de Rocheblave; son père, qui avait été régent à Nîmes, s'était établi dans le village de Blauzac où il était devenu médecin. Du chef de sa mère, il avait hérité d'un fief noble, à Blauzac.

Le 18 décembre 1683, âgé de 24 ans, il épousa à Uzès demoiselle Goirand, âgée de 34 ans, fille de feu sieur Goirand, bourgeois et de demoiselle d'Allard (Arch. Uzès).

A l'époque de la Révocation, chez tous les coseigneurs de Blauzac, il y eut simulacre de conversion, et ils furent imposés comme nouveaux convertis. Gabriel Billon gardait, malgré son abjuration, les mêmes convictions religieuses.

Dans la nuit du 17 au 18 avril 1693, il assistait à la prédication de Claude Brousson « et s'approchant de lui se nomma comme le fils d'un ancien régent de Nîmes chez qui le prédicant avait été en pension dans son enfance. Il ne fallait pas venir si loin, dit Brousson, je m'approcherai de vous et d'Uzès; je suis malade et j'ai besoin de vous » (1).

Mis en prison à Montpellier, il dut déposer dans un interrogatoire et, dès qu'il fut libéré, il alla prendre du service à l'étranger.

*Billon Marie,
Billon, une
servante.*

En 1700 ses enfants, dont une fille née à Uzès, sont dans la colonie de Soest, confiés aux soins d'une vieille servante (2). Ils sont désignés comme les enfants du sieur Billon, capitaine réformé (Ms. Dieterici).

Billon Anthoine.

Son parent, établi marchand de soie à Nîmes, fugitif en Hollande.

Billon Adam.

Naturalisé à Dublin le 1^{er} août 1699 (Agnew, II, 76).

Billon Jacques.

Un Billon d'Uzès était au service du roi de Sardaigne comme officier dans le régiment levé par la reine Anne pour les seuls Français réfugiés à l'étranger après la révocation de l'édit de Nantes (Ms. Abauzit).

(1) Charles Bost, *Les Prédicants protestants*, II, p. 60.

(2) Leur mère était morte à Uzès après la Révocation.

Billon Pierre,

Naturalisé anglais le 5 janvier 1688 (Agnew, II, p. 57).

*Billon François,
demoiselles Billon.*

En 1695 mourut à Delft, François Billon qui laissa pour unique héritier François Billon de la Chambre, son neveu, demeurant à Alençon. Celui-ci obtint un passeport pour aller à Delft recueillir la succession du défunt dont les deux sœurs étaient aussi à Delft; mais il ne put obtenir le capital de certaines sommes placées en fonds d'Etat; il décéda en Hollande.

Sa veuve et ses filles demandèrent un passeport pour aller à Delft, et comme elles étaient fort attachées à leur religion, on voulait les obliger à faire un remploi pour que cet héritage ne leur permit pas de rester à l'étranger (A. N., TT., 102, XIV, XV).

Blisson Pierre.

Famille originaire de Saint-Siffret proche Uzès et y demeurant, va à Wesel.

*Blisson François,
Blisson femme
née*

Fils de Jacques Blisson et de Catherine Croizette, né le 4 septembre 1647 (Toll.)

Marie Goiranne.

*Blisson Charles,
Blisson femme
née*

Pensionné envoyé par Sa Majesté pour régler des différends avec la cour de France. Sa veuve, Isabeau Brutel, demande en 1694 la continuation d'une partie de la pension dont jouissait son mari (A. W.).

Isabeau Brutel.

Blisson Judith.

Le 11 août 1689 a été inhumée à Magdebourg Judith Blisson, femme de Jean Meffret, d'Uzès, âgée de 37 ans (A. W.)

*Blisson Pierre,
Blisson femme
née*

Le 3 avril 1720 a été marié à Rotterdam, Pierre Blisson, d'Uzès, et Claudine Dasson (A. W.)

Claudine Dasson.

*Blisson Jacques,
Blisson femme
née*

Fils de feu Gabriel et de Françoise Dubosc, sa femme, se marie à Magdebourg le 29 janvier 1695, avec Suzanne Cabanon, fille de Mathieu Cabanon, originaire de Mus (1) (A. W.)

Suzane Cabanon.

(1) M. Rouquette n'a trouvé que deux fugitifs du village de Mus (diocèse de Nîmes), Madon de Montmirail et Jean Roman.

Boileau (de) Jacques (1) Seigneur de Castelnau,
Madame de Boileau
 née
Françoise de
Vignoles

Bien qu'une partie de la famille de Boileau ait habité Nîmes, comme elle possédait la seigneurie de Castelnau, dans le diocèse d'Uzès, où elle résidait une partie de l'année, nous mettons d'abord dans notre liste les fugitifs de cette branche aînée, auxquels nous ajouterons ceux de la branche cadette des Boileau d'Uzès.

On fait remonter à Étienne de Boileau, prévôt de Paris, l'origine de cette ancienne maison qui fut dispersée dans le monde par les persécutions religieuses.

Jean de Boileau, premier seigneur de Castelnau, épousa en 1538 Anne de Montcalm; son fils, Jean, deuxième seigneur de Castelnau, fut premier consul à Nîmes en 1605; il avait épousé en premières noces Honorade le Blanc, fille de Robert le Blanc, chevalier, seigneur de la Rouvière Fourniguet, et de demoiselle Honorade de Blanchon. La Rouvière est à côté de Saint-Chaptes et la famille Blanchon, qui avait la seigneurie d'Ayran, était de la vieille noblesse d'Uzès; cette alliance attira la famille de Boileau dans la ville même. Jacques, docteur en médecine, second fils de Jean, s'y maria et fonda la branche d'Uzès. Nicolas de Boileau, son frère aîné, naquit en 1578; il épousa le 18 mars 1619, Anne de Calvière et mourut en 1657; ils eurent quinze enfants.

Leur premier fils, François, lieutenant de cavalerie, mourut à l'armée après 1671, car à cette époque, il est parrain, quoique absent et remplacé par son père, de François de Perrotat, baptisé à Uzès, fils de sa cousine germaine, Roze de Boileau, femme de David de Perrotat. A la mort de son frère, Jacques, qui nous occupe, devint le chef de la branche de Nîmes. Né le 15 janvier 1626, il avait épousé le 15 août 1660 Françoise de Vignoles, fille de Jacques de Vignoles et de Louise de Baschi.

Une déclaration royale de 1652 accordait

(1) Noble Jacques de Boileau, seigneur de Castelnau, est le seul des fugitifs de cette famille mentionné à Castelnau, diocèse d'Uzès, dans les listes Rouquette.

aux habitants de Nîmes l'élection des plus qualifiés de la ville, à condition qu'ils fussent gentilshommes, pour balancer dans les conseils politiques l'avis des évêques. Jacques de Boileau fut élu, et maintenu dans sa noblesse, lui et ses enfants, le 20 octobre 1668. Il avait servi dans les cadets gentilshommes. A la Révocation il quitta la France ; une lettre écrite de Nîmes le 10 octobre 1685 par le baron de Saint-Victor à sa fille nous informe qu'il est absent de la ville (*Bull.* XLV, 290-291).

Nous le retrouvons à Pierre-Scize où il fut enfermé le 12 janvier 1686 ; en 1694 son portrait fut fait par Mme Jeanne Garnier Charpy, prisonnière aussi à Pierre-Scize ; il est conservé en Angleterre par ses descendants. (*Bull.* XX, 168).

Jacques ne put supporter les souffrances de cette dure captivité ; tombé en paralysie, on lui permit d'aller aux eaux de Balaruc ; en retournant en prison, il expira à Saint-Jean de Védas, près de Montpellier, le 17 juillet 1697, âgé de 71 ans. (Agnew, II, 303).

Sa femme, en voulant fuir, fut saisie et enfermée dans un couvent ; en 1690 elle se sauva à Genève et alla rejoindre une partie de ses enfants en Brandebourg ; elle y était depuis cinq ans à la mort de son mari, elle retourna ensuite à Genève où elle mourut en 1700, après avoir eu la douleur de perdre à l'étranger quatre de ses filles. Elle avait eu vingt-deux enfants, un presque chaque année puisqu'elle resta vingt-quatre ans avec son mari. Nous en retrouvons seize dans les manuscrits de son cousin le marquis d'Aubais de Baschi (Bibl. de Nîmes, Ms. 206). Neuf furent fugitifs, six moururent avant la Révocation, un seul resta à Nîmes pour conserver les biens de sa famille.

*Boileau de
Castelnau (de)
Anne.*

L'aînée des vingt-deux enfants, naquit le 4 novembre 1662 et mourut non mariée à Berlin le 4 septembre 1694, âgée de 32 ans.

Boileau (de)

Né le 13 avril 1665, premier capitaine dans

*de Castelnau
Henri.*

le régiment de Katte cavalerie, faisant partie des troupes du Brandebourg ; tué au siège de Tournay le 22 juillet 1709.

*Boileau (de)
de Castelnau
Françoise.*

Née le 25 août 1666, avait été prise en fuyant et retenue dans un couvent (1) où elle était le 6 mars 1688 (*Bull.* XXVII, 155). Remise en liberté elle passa en Suisse où elle épousa Joseph Pandin, seigneur des Jarriges en Poitou, émigré en Prusse, fils de Gaspard de Pandin, seigneur de Loge et d'Élisabeth Ravaud. Il était capitaine au régiment de la Fère en 1686 et ensuite dans le régiment de Connanght en Brandebourg, capitaine des grands mousquetaires, puis lieutenant-colonel à la suite des gendarmes en 1698.

Françoise de Boileau mourut à Berlin le 4 octobre 1697 à l'âge de 31 ans ; elle laissa un fils qui fut grand chancelier de l'empire.

*Boileau (de)
de Castelnau
Jean-Louis.
Boileau (de)
de Castelnau
Charlotte.*

Né le 14 octobre 1667 ; mort à Nordlingen des blessures qu'il reçut à la bataille d'Hochstaedt (2) le 18 octobre 1704.

Née le 31 juillet 1670, morte à Berlin le 26 novembre 1696, à l'âge de 26 ans.

*Boileau (de)
de Castelnau
Marguerite.*

Née le 6 octobre 1671 ; morte en 1688, à Lyon, dans un couvent ; elle avait alors 17 ans.

*Boileau de
Castelnau
Charles.*

Né le 10 février 1673, servit en Angleterre, à cause de sa naissance il fut admis dans le régiment de Farringdon ; enseigne en 1698 et lieutenant en 1703. Il se maria en Hollande en 1704 avec Marie-Magdeleine de Collot d'Escury. Fait prisonnier la même année, il ne fut relâché qu'en février 1709, à Valenciennes, dans un échange de prisonniers. Il quitta l'armée en 1711, résida à Southampton jusqu'en 1722 et alla ensuite s'établir à Dublin où il

(1) Au couvent de Sainte-Elisabeth de Bellecour, de Lyon.

(2) Dans cette désastreuse bataille où le prince Eugène de Savoie et le duc de Marlborough défirent les Français le 13 août 1704, des gentilshommes d'Uzès nouveaux convertis, enrôlés dans le régiment du Boulonois, y furent faits prisonniers, entr'autres François de Rossel, frère du baron d'Aigaliers.

devint marchand de vin dans Bride Street ; il y mourut le 7 mars 1733, âgé de 60 ans. Par son testament il laissait son titre à son frère Maurice resté en France, cinquième seigneur de Castelnau, qui avait eu pourtant la velléité de fuir et de réaliser ses biens. Le 22 mai 1714 il demanda la permission de vendre une maison qu'il avait à Nîmes pour payer, disait-il, les dettes de l'héritage de leur grand-père maternel, Jacques de Vignoles, et de Louise de Baschy. Basville, informé de cette démarche, écrivit à M. de la Vrillière le 22 mai 1714 que M. de Castelnau « est riche, qu'il est sans contredit le plus mauvais nouveau catholique qu'il y ait dans le Languedoc et de ne pas lui donner cette permission » (A. N., TT., 110, XXIX^{bis}.)

Charles laissa les meilleurs souvenirs en Angleterre où il était appelé « le galant réfugié ». Il eut dix enfants qui firent de grands mariages, ses fils servirent dans l'armée et dans la marine. Un de ses descendants, Sir John de Boileau, baronet, né en 1794, avait épousé en 1825 Lady Catherine Sarah Elliot ; il mourut en 1869. C'était un ami de la Royal Society, vice-président de la Société des Antiquaires et directeur de l'hôpital français à Londres.

*Boileau (de)
de Castelnau
Magdeleine.*

Née le 16 mai 1674, suivit sa mère en Suisse et mourut à Lausanne le 7 février 1691, âgée de 17 ans.

*Boileau (de)
de Castelnau
Louise.*

Née le 7 novembre 1683, épousa le 6 octobre 1708 Abel de Ligonier, seigneur de Montsuquet.

*Boileau (de)
de Charles
Sr de Vignargues,
Madame
de Boileau
née
Marguerite de Gal-
tier.*

Charles de Boileau, né le 9 mars 1630, fils de Nicolas de Boileau de Castelnau et d'Anne de Calvière, frère de Jacques, le prisonnier de Pierre-Scize, quitta la France avec sa femme, Marguerite de Galtier, qu'il avait épousée le 30 mai 1673 ; il mourut à Lausanne à la fin du mois d'août 1707. Sa femme lui survécut peu de temps et s'éteignit également à Lausanne le 3 février 1709.

*Boileau de
Castelnau
Isabeau
femme de noble
Pierre de Leyris.*

Isabeau de Boileau, fille de Nicolas de Boileau, seigneur de Castelnau, et d'Anne de Calvière, sœur du précédent, avait épousé Pierre de Leyris, Sr de Chamborigaud, fugitif ainsi que son fils François et sa fille réfugiés à Berne. Elle aussi dut fuir, car sa dot, évaluée à 2 000 livres, fut saisie et mise en régie. (A. N., TT, 260, VIII.)

*Boileau de (1)
Castelnau
Roze
femme de noble
David de Perrotat.*

Roze de Boileau, fille du second mariage de Jacques de Boileau, chef de la branche d'Uzès, et d'Alix Dunal, est fugitive avec ses cinq enfants; son mari meurt à Pierre-Scize (2).

*Boileau de
Castelnau
Antoine,
Madame de Boileau
Catherine-Louise
leur fille.*

Antoine de Boileau, fils de Jean de Boileau de Castelnau, docteur ez droicts, et de Catin de Boyer, naquit à Uzès le 21 juin 1650, et fut présenté au baptême par Antoine de Boyer, bourgeois, son grand-père maternel, et par demoiselle Alix Dunal, femme de son grand-père paternel. Il avait épousé avant la Révocation Catin de Pujolas, fille de noble Louis de Pujolas, docteur ez droicts, qui mourut à Paris le 13 novembre 1666.

Ce ménage fugitif dut emmener avec lui plusieurs enfants, puisque la *France protestante* dit que les descendants des de Boileau d'Uzès s'établirent à Dunkerque et allèrent jusqu'à Saint-Domingue. Nous ne retrouvons dans l'état civil d'Uzès que Catherine-Louise, leur fille, présentée au baptême le 1^{er} avril 1687 (3).

Jacques de Boileau de Castelnau, chef de la branche d'Uzès, était le grand-père de cet Antoine de Boileau fugitif. Il avait épousé en 1614 Armande de Rossel, fille de Pierre de Rossel, et petite-fille de Jean de Rossel, seigneur de Sainte-Anastasie, qui fut à la tête du

(1) Nous la mettrons à la lettre P avec toute sa famille.

(2) Dans la liste d'Uzès de l'abbé Rouquette, elle est citée seulement avec ses trois filles; ses deux fils fugitifs tués à l'armée et son mari mort à Pierre-Scize ont été omis.

(3) D'après les Archives de Montpellier un fils d'Antoine de Boileau serait resté à Uzès et aurait eu en don les biens de son père (Arch. Hér., C 274).

parti huguenot ; homme puissant par son intelligence et sa fortune, c'est de lui que descendent les Rossel, baron d'Aigaliers et baron de Fontarèches. — Arnaude de Rossel mourut en couches de son second fils, Henri, le 27 juin 1619.

Jacques se remaria avec Alix Dunal et eu, de ces deux mariages trois fils et une fille Pierre-Henri qui mourut en 1635, et Jean qui épousa en 1648 Catherine de Boyer. Les deux fils de Jacques de Boileau, Pierre et Jean, furent envoyés à Genève en 1627 pour les instruire aux bonnes lettres. De grandes charges avaient accablé Jacques de Boileau en conséquence des guerres de Rohan pendant lesquelles il ne put jouir des biens de son héritage dont plusieurs parties étaient aux lieux d'Aramon et de Castilhon et furent « représentées » (Cotillen notaire 1669). Jacques, consul en 1619 et une seconde fois en 1625, avait été député vers le roi avec le sieur de Gondin, viguier royal, pour lui remettre un cahier de doléances auquel Louis XIII fit une réponse favorable; le 20 août les députés remirent ledit cahier au conseil de la ville. Jacques de Boileau naturellement était opposé au parti de Rohan et de Soubise, ayant promis pour lui et ses concitoyens fidélité au roi.

Lorsque le 10 novembre 1625 le duc de Rohan quitta Uzès, le peuple l'accompagnait sur le grand chemin en criant *vive Dieu, vive le saint Evangile, vive Rohan son défenseur*; le duc, se retournant vers Jacques de Boileau, premier consul, qui cherchait à calmer la foule lui dit : « Ils feraient mieux de crier vive le roi, car ce que nous avons de mieux à faire est de tâcher d'obtenir une bonne paix. » (Ms. Abauzit).

Jacques de Boileau fit son testament devant Delgas, notaire royal, en 1670; il ne lui restait plus que sa fille de son second mariage, Roze, femme de noble David de Perrotat et sabelle-fille, Catherine de Boyer. Son fils Jean, le dernier qui survécut, était mort le 22 avril 1667. Jacques mourut le 6 décembre 1672, âgé de

huitante huit ans est-il dit dans son acte de décès (Etat civil d'Uzès) et fut enterré au cimetière de l'hôpital.

Jean avait laissé de son mariage avec Catherine de Boyer cinq enfants. Jacques qui mourut peu de temps après son père, Antoine, fugitif, Henri qui fut marié à Uzès avec Louise le Fils le 19 septembre 1689 par M^e Dominique Marre, prêtre de la paroisse Saint-Etienne; il mourut peu après.

Louis David, capitaine au régiment d'Angoumois, se sauva dans Avignon; mais il y fut si misérable et trouva de telles difficultés pour fuir qu'il reprit du service et resta en France. Enfin Roze épousa Jean de Folcher, seigneur de Montaren, fugitif.

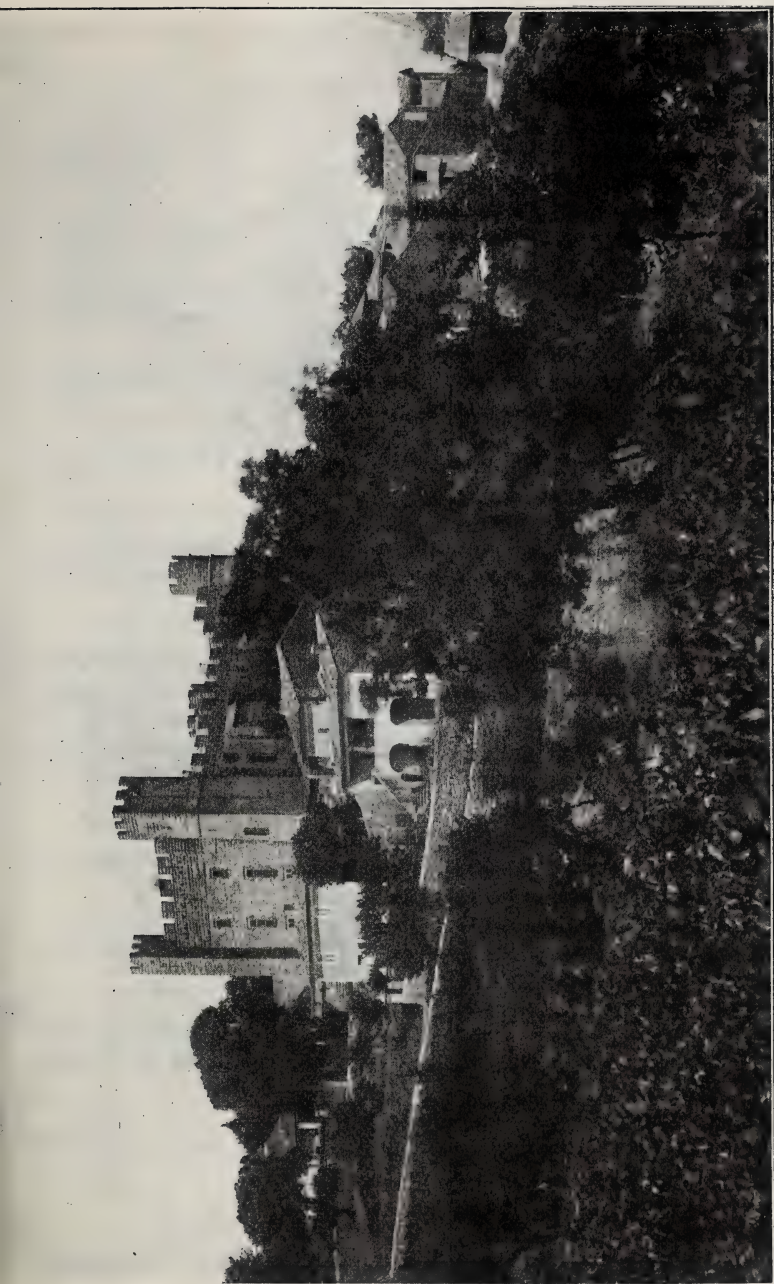
Mme Jean de Boileau (Catherine de Boyer) survécut 19 ans à son mari, mais à la fin de sa vie elle était impotente et ne put que rester à Uzès; elle y mourut et voici son acte de décès.

« L'an que dessus (1686) le 23^e jour du mois de juillet, en l'absence de monsieur le curé de Saint-Estienne d'Uzès, a esté enterée dans le cymetière de l'hôpital (1) madame Catin de Boyer, vefve du sieur de Boileau, nouvelle convertie, sans s'estre confessée, ni receu aucun sacrement de l'église, ayant pourtant fait appeler monsieur le curé estant malade, a envoyé un billet à Monsieur le sacristain prieur de la dite paroisse, à la date du vingtiesme du dit et autres actes, seroit intervenu ordonnance le vingt troisième de Monsieur l'official à l'instance du promoteur et par icelle auroit esté ordonné que le curé de Saint-Estienne ou autre ayant charge enterrerait le corps de la dit dame de Boyer comme catholique apostolique et romaine ce qui a esté fait.

CHAMOUX, *prêtre promoteur.* »

Mme de Boileau n'avait voulu remplir aucun devoir religieux; mais pour éviter tout

(1) La famille de Boileau habitait Faubourg de la Condamine, près du Duché, dans une des maisons démolies pour construire l'hôtel de ville actuel.



Château de Castelnaud appartenant à Jacques de Boileau prisonnier à Pierre-Scize. Pierre Laporte, dit Rolland, s'y était réfugié dans la nuit du 15 août 1704, il fut trahi par Malarte d'Uzès, surpris par les dragons de M. de Paratte et tué en se sauvant derrière le château, au pied d'un arbre qui existait encore il y a quelques années. Appartient à M. de Valfons.

scandale, on l'enterra au cimetière catholique.

Son fils, Antoine de Boileau, fugitif, était resté à Uzès, ne pouvant quitter sa mère si malade; il attendit que leurs affaires de partages fussent finies pour fuir. La veuve d'Henri de Boileau, Louise le Fils, mourut à Uzès. « Le 8 may 1695 est décédé Madame Louise le Fils, veuve de Monsieur de Boileau sans sacrement, ayant persévéré dans son hérésie jusques à la mort, a esté enteré aux champs » (Etat civil d'Uzès.)

On voit dans quels sentiments mouraient les nouveaux convertis.

*Boiran Moyse,
deux enfants.*

Veuve avec deux enfants, à Magdebourg en 1700 (Ms. Diet.)

*Boise Jean,
femme Boise,
trois enfants et sa
sœur.*

Estaminier, est avec sa femme, ses trois enfants et sa sœur à Friedrichstadt en 1698 (Ms. Diet.).

*Boisot veuve
née de
Trinquelague.*

Dans la correspondance d'Antoine Court (Bibl. Prot., vol. IX) on trouve une lettre de M. de Trinquelague écrite d'Uzès le 4 août 1734, annonçant à sa sœur qui est à Lausanne, que leur mère est morte.

Boisson.

Famille d'Uzès assistée à Genève en 1703 (F. P.)

Bonal Louis.

Chirurgien passant à Francfort, allant en Hesse (L. des réf. Franç.).

*Bonne Jean,
Bonne femme, une
veuve.*

Peigneur de laine, à Magdebourg en 1698 avec sa femme et une veuve de sa famille (Ms. Diet.).

*Bonneau Raymond,
Bonneau femme,
deux enfants.*

A Magdebourg avec sa famille en 1698 (Ms. Diet.).

*Bonnet Jean,
Bonnet femme*

Cardeur d'Uzès, passant à Francfort en 1687, allant à Magdebourg (L. des réf.

- née Buisson.* Franc.), marié le 4 décembre 1705 à Magdebourg avec la fille de Gabriel Buisson, réfugié d'Orange (Toll. III r^b 546).
- Bonnet François.* Passe en 1687 à Francfort allant à Magdebourg (L. des réf. Franc.).
- Bonnet Jacques,
Bonnet femme.* Peigneur de laine, à Magdebourg en 1700 (Ms. Diet.).
- Bonnot Jean.* Laisse à Uzès une maison abandonnée sise à la rue des Crottes, la première partie abattue (Etat des maisons abandonnées).
- Bonnichon Louise.* Fait partie de l'Eglise de la Savoye à Londres (Rég. de la Savoye).
- Bony François.* Estaminier, à Villeneuve en 1699.
- Bony Jacques.* Peigneur de laine, réfugié à Zurich (Jaccard, *Eglise de Zurich*, p. 94).
- Borely Paul (1).* D'Uzès, médecin à Nîmes, mort à Genève en 1693. Borély, greffier au Présidial, réclame ses biens consistant en une maison à Nîmes, rue de l'Aspic, et des vignes, mêmes demandes du sieur Tocanier, cy-devant commandant du bataillon royal; on craignait que Jean d'Aunant, son plus proche parent, réfugié à Genève, n'obtint cette succession (1) (A.N., TT., XV).
- Borne Pierre.* Mégissier, originaire d'Uzès; à Magdebourg en 1721 (Toll. III).
- Bornier Antoine.* Ouvrier en soie; à Magdebourg en 1698 (Ms. Diet.).
- Bornier (de)
Philippe,
Madame de
Bornier,
trois enfants.* Gentilhomme; à Lausanne en 1700, avec sa femme et trois enfants (fiches Bernus).
Il demande une attestation de sa foi pour lui, sa femme et ses enfants. La famille de Bornier a joué un rôle si important dans l'his-

(1) Paul Borely médecin est mis à Nîmes dans les listes Rouquette.

toire de Montpellier qu'il est juste de réparer l'oubli, fait par les listes Rouquette, de ce fugitif et de sa famille. Sa mère était Diane de Rossel, sœur des barons d'Aigaliers et de Fontarèches, et plusieurs de ses frères sont nés à Uzès. « Jacob de Bornier, fils de M. Philippe de Bornier, seigneur de Caveyrac, conseiller du roy, lieutenant particulier en la sénéchaussée gouvernementale et siège présidial de Montpellier, et de Diane de Rossel, mariés né le 28 septembre 1666, présenté au baptême par noble Jacob de Rossel, seigneur d'Aubarne, son oncle, et dame Claude de Laudun d'Aigaliers, son ayeule maternelle, et dame Marguerite de Clauzel, son ayeule paternelle. » Noble Gabriel de Bornier, un autre frère, épousa à Uzès en 1714 Marguerite de Brueis, fille de noble Pierre de Brueis, seigneur de la Tour, et de feu demoiselle Marguerite de Tardon.

Le fugitif était fils de Philippe de Bornier, seigneur de Caveyrac, conseiller du Roy, lieutenant présidial en la sénéchaussée, gouvernement et siège de Montpellier, qui était né dans cette ville en 1634; il épousa à Uzès le 20 novembre 1660 Diane de Rossel, fille de François de Rossel d'Aubarne et de Claude de Laudun; elle mourut en 1682 et lui en 1711. On l'employa dans différentes affaires importantes, on a de lui plusieurs ouvrages qui sont des sources dans lesquelles les juriconsultes français ne cessent de puiser (Bibl. Nat. Ms. Languedoc, vol. 100, p. 45). Son fils aîné, Philippe ci-dessus, alla de Lausanne en Prusse; en 1711 il dédia au roi Frédéric-Guillaume une traduction annotée d'un ouvrage de M. de Ranchin (1) originaire d'Uzès, qui naquit au commencement du xvi^e siècle.

*Bosc Jean-Louis
et son frère
Bosc François*

Laurent Bosc, seigneur de la Calmette, contrôleur général des rentes en la généralité de Montpellier, eut deux fils qui réussirent à

(1) La sœur de la mère de Philippe de Bornier, Cléo de Rossel, avait épousé le 24 mai 1654, Jacques de Ranchin, conseiller du roi en la cour du Parlement de Toulouse et Chambre de l'Édit séant à Castres.

- de la Calmette.* passer en Hollande. Jean-Louis devint capitaine au service de Guillaume III. Quant à François Bosc de la Calmette, il fut ministre plénipotentiaire des Etats Généraux auprès de la Confédération suisse et du gouvernement de Neuchâtel; en 1748 il remplit d'autres fonctions diplomatiques en Portugal et en Danemark (P. P.).
- Boscher Louis.* Chirurgien, fils d'André Boscher, chirurgien à Uzès, reçu bourgeois de Genève moyennant 3 000 livres; on lui donne deux fusils et deux salliots (Covelle).
- Bostan Dominique.* Venant de Saint-Denis près Uzès, passe à Francfort en 1687 allant dans le Brandebourg (List. réf. Français 1687).
- Bouc arut Jacques.* D'Uzès âgé de 23 ans, « ayant témoigné un grand repentir d'avoir abjuré en France, s'était présenté au consistoire et avait été reçu dans l'église de la Savoye de Londres, sur la promesse qu'il a faicte d'être désormais fidèle à Dieu jusques à la mort et de se conformer à la discipline de cette église, en foi de quoi, ils ont signé le présent acte au consistoire des Grecs à Londres ce 18 juillet 1689 (Rég. église Savoye 1684) ».
- Boucarut Louis,
femme Boucarut
née
Claude Pujolas.* Bourgeois d'Uzès, fugitif; on lui saisit une maison estimée 2 000 livres et une olivette valant aussi 2 000 livres (Pap. Fraissinet).
- Bouchard Pierre,
un apprenti.* Chapelier à Berlin en 1698 (Ms. Diet.).
- Boucher Israel.* Peigneur de laine, âgé de 24 ans, mis à la chaîne sur l'*Ambitieuse* pour crime de religion en 1690, libéré en 1713 à Zurich (P. P.).
- Boucher Jacques.* Cardeur, Labry, son beau-fils, jouit de ses biens (A. H., C 315).

Bouet Anthoine (1), Seigneur de Servezanne, fort riche et d'une
Bouet femme, excellente maison, son père était mort
née ; en 1635 au lieu de Quissac, à la tête d'une
Marguerite Pinet. compagnie; sa mère était née le Chantre de
 Pognadoresse d'une famille qui avait toute
 la confiance des ducs d'Uzès (2). Il avait
 épousé le 18 février 1672 Marguerite Pinet
 dont on saisit la dot de 3 000 livres, car ce
 ménage était absent depuis 1686 et s'était
 réfugié à Genève.

Il était dû à Anthoine Bouet, quand il
 partit d'Uzès, environ 9 436 livres d'obligations
 (A. N. TT, 260-VIII); on met en régie une
 maison qu'il avait à Nîmes, rue Corconaire
 (*Ibid.*, 247-LVI).

En 1689, son beau-frère, le sieur Pinet,
 marchand à Lyon, demande qu'il lui soit
 donné une somme de 6 000 livres sur deux
 lettres de change dues à son beau-frère,
 Anthoine Bouet, hors du royaume depuis 1886
 (*Ibid.*, 437). Ce dernier mourut à Genève en
 1697; ses héritiers étaient M. Gabriel d'En-
 traigues, seigneur du Pin, qui avait épousé le
 24 février 1674 Bernardine de Brueis, et le
 sieur Roux dont la femme était Marguerite
 Bouet (3), tous deux allèrent d'Uzès à Genève
 pour recueillir cet héritage. Gabriel
 d'Entraigues et le sieur Roux abandonnèrent
 cette succession à la veuve moyennant
 10 000 livres que l'héritier de Mlle de Bouet,
 Trillan Rocquairol, s'engagea à payer; il fit
 présent à M. d'Entraigues de 20 pistoles, du
 manteau d'écarlate du sieur Bouet, et de son
 cheval valant 25 pistoles. Le gendre de Roc-
 quairol était le sieur Gonon, ministre de Mlle de

- | | |
|------------------------------------|---------------------------------------|
| (1) De Sanilhac venount lous Bouet | De Sanilhac viennent les Bouet |
| N'erount de pichos aousselets | Ils étaient alors de petits oiselets |
| E que aro nan de crédit | Maintenant ils ont beaucoup de crédit |
| E n'en soun assez espoumpis | Et ils en sont assez réjouis. |

Revue en vers un peu malicieux des vieilles maisons d'Uzès, datant du
 commencement du xvii^e siècle (Ms. Abauzit).

(2) En 1526 le vicomte Antoine de Crussol d'Uzès donne à Honoré Lechantre
 la seigneurie de Pognadoresse en souvenir des services qu'il lui avait rendus.

(3) Le 29 avril 1744 Marguerite Bouet, femme du sieur Roux, et son beau-
 père Bouet, marchand d'Uzès, demandent à vendre une métairie à Saint-
 Hippolyte de Caton.

Bouet. (*Livre de Raison* de Gabriel d'En-traigues.)

Un Jean de Bouet, seigneur de Servezanne, était consul à Uzès en 1400 (Ms. Abauzit).

Bouet Claude.

On lui saisit les biens d'une vente faite à Jean Capon le 19 mai 1657 (A. N., TT, 260, LIX); son père, Claude Bouet, tisserand, était mort le 1^{er} juin 1666.

*Bouet Paul,
Bouet femme,
3 enfants et
un compagnon.*

Estaminier, d'Uzès, est avec sa femme, trois enfants et un compagnon à Friedrichstadt (Ms. Diet. 1700).

*Boudes Jacques,
Boudes femme,
née Sigalon,
neuf enfants.*

D'Uzès, fugitif avec sa femme en 1697; ils avaient avec eux à Magdebourg neuf enfants, dont cinq fils (Toll. III r^e 729.)

*Bouliard Marie,
son mari,
un enfant.*

Bouliard, d'Uzès, avait donné 3 000 livres en dot à sa fille; elle est sortie du royaume avec son mari et un enfant, il demande le don de cette somme. (A. N., TT, 412).

*Boulogne (de)
Jean-Jacques,
Madame de
Boulogne,
née Marguerite
de Rozel.*

Capitaine au service du roi d'Angleterre et colonel en Hollande. Il avait épousé Marguerite de Rozel. Tous deux quittèrent la France à la Révocation, ils testèrent en Hollande le 5 novembre 1704; ils avaient emporté à l'étranger tous les papiers et titres de famille (Ms. d'Aubais, V, 206). Une Marie de Boulogne était veuve du sieur Jean de Blanchon, seigneur d'Ayran, habitant Uzès en 1633. Cette famille de Boulogne, très importante au moyen âge, disparaît complètement après la Révocation; il est probable que le fugitif était le dernier de sa race.

Boulon Pierre.

Marchand, d'Uzès, passant à Francfort, allant en Brandebourg en 1687 (Liste des réf. de Francfort) avec une bonne attestation de Lausanne, Berne, Zurich et Schaffhouse.

Bouquet Jean.

Fugitif, a laissé aux environs d'Uzès une

terre que personne ne cultive (Etat des biens abandonnés).

Bourbal Pierre.

Fugitif, laisse une maison menaçant ruine qui devait être abattue, à la petite Bourgade. (*Ibid*).

La famille Bourbal était très ancienne et riche ; dans un des vieux quartiers de la ville il existait un arceau reliant deux maisons qu'on appelait l'arc Bourbal.

Jean Bourbal fut consul d'Uzès en 1494 (Ms. Abauzit).

*Bourdet Étienne,
Madame Bourdet
née Antoinette
Levieux,
cinq enfants.*

Les trois fils de Gérome Bourdet, ancien consul d'Uzès en 1680, sont fugitifs. Le premier, Étienne, chirurgien d'Uzès, passe à Lausanne le 6 octobre 1698 avec sa femme, Antoinette Levieux, et cinq enfants qui sont :

Bourdet Sybille.

Née à Uzès le 3 août 1677, présentée au baptême par Pierre Levieux et demoiselle Sicarde, de Nîmes ;

Bourdet Claire.

Née à Uzès le 14 juillet 1681, présentée au baptême par Roger Bourdet et Claire Levieux, baptisée par M. Manuel ;

Bourdet Anne.

Née à Uzès le 23 mars 1679, présentée au baptême par Estienne Bourdet ;

Bourdet François.

Né à Uzès le 29 juin 1683, présenté au baptême par François Bourdet et Marguerite Levieux ;

Bourdet Jeanne.

Née à Uzès le 10 février 1688, présentée au baptême par Gérosme Bourdet, prévôt, son grand-père, et demoiselle Bourdette, sa tante (Etat civil d'Uzès et Fiches Bernus).

Bourdet Roger.

Fugitif, second fils de Gérome Bourdet ; on lui saisit une vigne (A.N., TT, 273).

*Bourdet Denis,
Madame Bourdet,
née
Madeleine Picfier.*

Troisième fils de Gérome Bourdet, ingénieur au service de Leurs Hautes Puissances, natif d'Uzès, épouse à Nimègue le 1^{er} décembre 1702 Madeleine Picfier, réfugiée, de Die (Rég. de l'Église de Nimègue).

- Bourdet François.* Tailleur, d'Uzès, fugitif, sa sœur jouit de ses biens (Arch. Hér., C 313).
- Bourgue Jeanne.* Fugitive.
- Bourles Daniel.* Né à Uzès le 30 mai 1667, fils de Guillaume Bourles, praticien suivant les finances, et de Jeanne Pouganière, présenté au baptême par Daniel de Verchant, receveur des tailles et Marthe de Clauzel de Fontfroide (Mme de Verchant), étudiant en philosophie, il passe à Francfort pour aller en Hollande (L. des réf. de Francfort, 1687).
- Bouvier Jean,
Bouvier femme,
Bouvier frère,
un enfant.* Chapelier, est à Werder en 1698 avec sa femme, son frère et un enfant (Ms Diet.).
- Boyer (de) Jean.* Frère de Magdeleine de Boyer, première femme d'Alexandre de la Tour Gouvernet, baron de Verfeuil, est réfugié à Portarlington.
- Bouzige Jean,
Bouzige femme,
trois enfants.* Facturier, d'une famille d'Uzès, mais venant de Saint-Ambroix (Toll. II, 490).
- Bremon
Christophe.* Cité dans le compte de M. de Saint-Aurant de 1709 (A.N., TT).
- Bringuier Guillaume.* Il est fugitif, mais on ne le retrouve pas à l'étranger, il est signalé dans les listes Roquette.
- Bringuier Guillaume,
Bringuier femme
née Marie Vidale,
deux enfants.* A Halle le 31 décembre 1699, avec sa femme et deux enfants.
- Bringuier Henry,
Madame Bringuier
née Marie Dupin.* Marchand à Lisbonne, épouse le 6 janvier 1704, dans l'église de Saint-Patrick à Dublin, Marie Dupin, fille de Paul Dupin, marchand de cette ville et de Charlotte Noël son épouse, de la province d'Avignon (Registre de l'église Saint-Patrick 108).

Broche Jean.

Fils de Barthélemy Broche, pareur, et de Louise Ribière, passe par Francfort pour aller en Brandebourg en 1687 (L. réf. Franc).

Brousse Antoine.

Le 23 septembre 1690, Marie Brousse, femme d'Anthoine Colomb, de Montaren, a esté maintenue aux biens d'Anthoine Brousse, son père, conformément à l'édit de décembre 1689 (Arch. Hér. C, 316).

Brueis (de)
Jacques
notaire à
Saint-Chaptes.

La famille de Brueis est une des plus anciennes du diocèse d'Uzès, possédant les seigneuries de Brueis, Saint-Chaptes, Baron, Bezuc, Fontcouverte, Aigaliers, et leurs alliances les conduisant à Saint-Jean de Ceirargue, Pouzilhac et Flaux.

Les de Brueis furent mêlés de tout temps, et jusqu'à la Révolution, à l'histoire de la ville d'Uzès (1) et remplirent les charges les plus élevées. On prétend qu'ils descendent d'un Vaudois Pierre de B qui, fuyant les persécutions de Provence, vint se fixer en Languedoc. Nous trouvons son fils, Pierre de Brueis, viguier d'Uzès en 1285; Pierre de Brueis, juge royal, lieutenant de viguier en 1413; Denis de Brueis, juge royal, lieutenant de viguier en 1439; Louis de Brueis, docteur, 1^{er} consul en 1426, réélu trois fois et resté seul en charge en 1430 et 1433; Denis de Brueis, seigneur de Fontcouverte, viguier d'Uzès en 1552; Jean de Brueis, docteur ez lois, 1^{er} consul en 1596 et 1600, seigneur de Pouzilhac; Jacques de Brueis, seigneur de Flaux, 1^{er} consul en 1637; Jacques de Brueis, seigneur de Flaux, son fils, 1^{er} consul en 1673. Philippe le Bel traversant Nîmes en octobre 1285, Pierre de Brueis, viguier royal, vint lui apporter les hommages de ses sujets uzétiens. Il reçut alors des ordres secrets du roi pour s'opposer aux empiètements des ecclésiastiques. Vers 1290 il fit bâtir une haute tour appelée la tour du Roi. L'évêque d'Uzès, Guillaume II dit des Gardies,

(1) En 1792, Gabriel de Brueis fut nommé maire; il avait été député aux États généraux pour la noblesse. Le dernier des Brueis fut Maxime, fils de l'amiral Paul de Brueis, tué à la bataille d'Aboukir le 14 thermidor an VI.

se plaignit de cette construction dans un fond relevant de son bénéfice. Fort des ordres du roi, Pierre de Brueis n'écoula rien; la tour s'éleva et subsista jusqu'à l'entrée à Uzès, le 10 juillet 1629, de Louis XIII, qui ordonna de la raser en même temps que les fortifications qui entouraient la ville (Ms. Abauzit).

Les de Brueis embrassèrent la Réforme. Jean de Brueis, 1^{er} consul d'Uzès, se rendit le 17 février 1595 à Béziers aux États de la Province qui reconnurent Henri IV comme roi de France; il fut aussi député par la ville d'Uzès pour assister à l'assemblée des Églises réformées réunies à Montpellier, et au mois de juillet de la même année il se rendit à Lyon pour présenter au roi les assurances de fidélité des habitants d'Uzès.

En 1603, Uzès et Nîmes députèrent à Henri IV Denis de Brueis, seigneur de Saint-Chaptes, conseiller au présidial, et La Croix de Meirargues, avec le pasteur Jérémie Ferrier, pour apporter au roi une nouvelle assurance de la fidélité de la ville qui avait fermé ses portes au duc de Bouillon.

Jacques de Brueis, seigneur de Flaux, lieutenant en la judicature royale de la ville d'Uzès, fut assassiné en 1625 dans une révolte populaire.

Cinq des principaux coupables furent exécutés. (Ms. Abauzit.) De bourgeois d'Uzès, les de Brueis devinrent seigneurs de Saint-Chaptes. Le premier fut Pierre de Brueis, en 1449; lui et son frère Jean réclament leurs franchises contre les consuls et promettent fidélité à Louise Escatelle, dame du lieu (Arch. de St-Chaptes). Saint-Chaptes s'agrandit et un des petits-fils de Jean, Jacques de Brueis, y fut notaire royal en 1545 (1); le fugitif est un de ses descendants. A la Révocation, il y avait deux notaires à Saint-Chaptes, tous deux protestants; on les mit en demeure de se convertir ou d'abandonner leur profession. Jacques de Brueis n'hésita pas. Son confrère était un

(1) Un Jacques de Brueis était notaire à Uzès en 1555.

Galafrès (1) qui réunit les deux offices en un seul et qui écrivit en tête de ses nouvelles minutes : « Je soubzigné, ayant cessé de faire les fonctions de mon dit office de notaire pour obéyr à la déclaration du Roy portant que les procureurs et notaires, faizant profession de la religion préthendue refformée, se désisteroient de leurs offices en faveur des catholiques et l'obstacle cessant par ma conversion à la foy catholique, j'en reprends les fonctions et en conséquence d'une ordonnance sur resqueste de M^r de Lamoignon intendant, 20 octobre 1685.

Dieu me regarde pauvre pêcheur
Et veuille bénir mon labeur. »

Les de Brueis restèrent plus ou moins mauvais convertis à Saint-Chaptes. Une demoiselle Charlotte de Brueis de Poulx épousa François de Gondin, seigneur Darcy et de Saint-Quentin; il habitait Saint-Chaptes et se convertit. Brousson l'appela un fameux apostat (2).

Toutes les archives antérieures à la Révocation ont été prises probablement par les de Brueis; on ne trouve plus aucun état civil, mais on voit combien le nombre des fugitifs dut être important en constatant qu'en 1695 il n'y eut que vingt-cinq naissances, neuf mariages et deux décès.

On saisit à Jacques de Brueis une maison, des terres et une somme de 160 livres, pour vente de fonds par lui faite à Martin Bourneton, sergent de Marguerittes. (A. N., TT, 260, LXXVI).

B^{nne} DE CHARNISAY.

(A suivre.)

(1) Ch. Bost., *Les Prédicants protestants*, II, 60.

(2) Il y a plusieurs Galafrès fugitifs à Saint-Chaptes, Paul et Jacques Galafrès, Louise Galafrès, femme Boucher et un médecin d'Uzès.

SÉANCES DU COMITÉ

13 mars 1912.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. d'Amboix de Larbont, G. Bonet-Maury, Th. Dufour, P. Mellon, J. Pannier, R. Reuss et N. Weiss. — M. Jules Fabre a écrit pour remercier le Comité de sa nomination et lui exprimer ses regrets d'être empêché de prendre part à cette séance.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance on s'entretient de l'assemblée générale. Le général d'Amboix pense qu'elle pourrait avoir lieu au Mas d'Azil vers la fin de juin, mais il n'a pas encore, sur l'opportunité de cette date, l'avis du pasteur.

Le président mentionne, pour mémoire, une offre d'acquisition de l'immeuble de notre Société, qu'il vient de recevoir, et à laquelle il va sans dire qu'il ne saurait être donné suite. Puis il soumet à ses collègues l'idée d'une séance huguenote qui aurait lieu à l'occasion du centenaire de Rousseau. Elle attirerait l'attention sur un côté de son caractère et de son influence que les discours officiels ne mentionneront certainement pas, mais qui relève directement de ses origines et de son éducation protestantes. — M. Paul Thomas, auteur d'un intéressant volume sur *La Réforme dans l'île d'Oléron*, écrit qu'on va vendre le moulin des Vesron au-dessus de la porte duquel se trouve une inscription empruntée au psaume III^e et signée *Jeanne Vesron 1665*, que le *Bulletin* a reproduite en 1904 (p. 154). — Le président signale l'intérêt d'une *Statistique du futur diocèse d'Alais* en 1688-1689, publiée par M. Bligny-Bondurand, archiviste du Gard, où se trouvent les détails les plus précis sur l'état religieux de ce futur diocèse, trois années après la Révocation. Enfin il donne quelques renseignements sur une série de plaquettes rares et admirablement reliées qu'il a pu acquérir à la vente Stroehlin pour le Musée du Désert.

Bibliothèque. — Elle vient de s'enrichir des acquisitions faites à la même vente, parmi lesquelles il convient de citer deux traductions françaises d'Erasme dues à des protestants de la première heure : la *Manière de se confesser*, 1524, dont on ne connaît que cet exemplaire et l'*Enchiridion (ou Manuel) du Chevalier Chrestien*, s. l. n. d. dont il n'existe aussi que deux ou trois exemplaires; — *Sermon : de la manière de prier Dieu et comment on doit faire processions et rogations, Achevez de lire, et puis jugez*, s. l. n. d.; — le *Livre des Psaumes* (1532) attribué à Caroli; — *Conclusion de la Messe*,

Ite, Missa est. Nouvellement imprimée, 1563, seule édition connue, sous forme de traité, du texte des Placards; — *Confession de foy faite d'un commun accord par les François, qui désirent vivre selon la pureté de l'Evangile de nostre Seigneur Jesus Christ*, 1561; — *Discours de Gaspard d'Olaya...* Bourdeaus, 1600; — *Déclaration pour maintenir la vraye foy... Contre les erreurs detestables de Michel Servet...* Crespin, 1554. — *Del nuovo testamento di Jesu Christo nostro Signore...* Per Giovan Luigi Paschale, 1555 (texte français et italien); — *Relation sommaire des merveilles...* par Claude Brousson, 1694; — *Mémoires d'un protestant condamné aux galères de France, pour cause de religion...* Rotterdam, 1657, etc. — On nous offre un manuscrit, le *Registre des baptêmes, mariages et décès de l'Eglise huguenote de Paray-le-Monial* sous le régime de l'Edit de Nantes, mais on en demande le prix élevé de 300 francs.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Articles de Revues.

La *Revue historique* de Juillet-Août 1911 renferme un article très documenté de M. P. Gaffarel sur les **massacres de Cabrières et de Mérindol** en 1545. Il oublie, en résumant l'histoire des persécutions antérieures à cette date de 1545, de signaler celle, si circonstanciée, de *Jean de Roma*, en 1533, sur laquelle MM. A.-L. Herminjard et H.-L. Bordier ont les premiers publié (dans le tome VII de la *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*, p. 465-482), une série de pièces capitales qui nous permettent de saisir sur le vif les procédés de l'Inquisition. Cet épisode sanglant serait à lui seul digne d'une étude aussi détaillée que celui, plus célèbre, de Cabrières et de Mérindol.

Dans la même revue, de novembre-décembre 1911, p. 276, M. Ch. Samaran a publié quelques notes sur les **dernières années et le testament de Dominique de Gourgues**. On sait qu'en 1567 ce gentilhomme périgourdin entreprit de venger le massacre, par Pedro Menendez de Avidès (1565), des petites colonies huguenotes installées, à l'instigation de Coligny, à la Floride par Jean Ribaut

et René de Laudonnière. « Parti le 2 août 1567, il était de retour, à la Rochelle, le 6 juin 1568, après avoir lavé dans le sang l'injure sanglante faite au drapeau français. » Les frères Haag ont cru, comme cela paraissait d'ailleurs logique, qu'en raison même de cette expédition qui eut un retentissement énorme, de Gourgues était huguenot. S'appuyant sur le testament dont il nous donne le texte, M. Samaran, sans vouloir se prononcer sur ce qu'était auparavant « celui que l'Espagnol Solis de las Meras, racontant l'expédition de Floride, appelait *un hereje terrible* », démontre qu'en 1581, date du testament, de Gourgues était bon catholique. Etant mort à Tours, il y fut d'ailleurs enterré dans le chœur de l'église abbatiale de Saint-Martin, conformément à ses dernières volontés.

Enfin, toujours dans la même *Revue* (1911-1912), notre collaborateur, M. H. Hauser, a fait paraître la traduction d'un curieux récit catholique des trois premières guerres de religion. Ce récit est intitulé *Acta tumultuum gallicanorum* et fait partie d'un volume imprimé à Munich en 1573, chez Adam Berg, intitulé *Illustria ecclesiæ catholicæ Trophæa*, et dédié au prince bavarois Ernest, administrateur de l'évêché de Freisingen, fils du duc Albert V de Bavière, par Erasme Fend ou Vend, conseiller ducal et archiviste ducal. — C'est une sorte d'aperçu, très sommaire pour les deux premières parties, et très rarement exact, des trois premières guerres de religion. Le massacre de Vassy qui en marque incontestablement l'origine, est simplement passé sous silence et les huguenots sont généralement représentés comme s'étant soulevés uniquement pour massacrer les catholiques, alors que leur prise d'armes ne fut qu'un acte de défense, et que lorsqu'ils rendirent « œil pour œil », ce fut pour ne pas être purement et simplement exterminés.

Il en fut ainsi à Lyon où Antoine d'Albon, cousin du maréchal de Saint-André, avait fait exécuter des huguenots déjà en 1560 et où les *Acta* disent qu'ils furent tués par « les citoyens » (1); — à Valence, où La Motte-Gondrin ne fut nullement « traîné au gibet sur le conseil des ministres », mais tué par des amis de Louis Gay qu'il avait trahement fait pendre (2); — à Vendôme, où cene fut nullement avec « l'assentiment de Jeanne d'Albret que les sépultures de la famille de Bourbon furent violées » (3), etc.

Çà et là, toutefois, il y a dans ce récit, des détails qui ne peuvent venir que d'un témoin oculaire. Ceux, par exemple, qui nous décrivent l'aspect de Paris à la veille de la bataille de Saint-Denis (oct. 1567)... « Si quelqu'un disait un mot en faveur des sédi-

(1) P. 18 (du tirage à part), cf. L. ROMIER, *Jacques d'Albon de Saint-André*, p. 312 et *Bull.* 1911, 8.

(2) P. 19, cf. *Bull.* 1907, 351.

(3) P. 25, cf. *Bull.* 1891, 270, 275.

tieux, il était permis de le tuer, ce qui fut le sort *de beaucoup*(1)»...

La dernière partie de ce récit, caractéristique de la mentalité catholique de cette époque, et que M. Hauser a abondamment annoté, raconte surtout la campagne de Jarnac et de Moncontour. Elle est beaucoup moins vague et inexacte que les deux premières; mais là aussi le narrateur n'hésite pas à inventer, comme lorsqu'il essaie de faire croire à la lâcheté de Coligny qui aurait « abandonné l'armée pour s'enfuir à La Rochelle (2) ».

Dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* de 1911 (p. 50 à 61), M. H. Hauser a aussi inséré une étude bibliographique sur les origines et le développement du recueil intitulé **Mémoires de Condé**, recueil démontrant le bon droit des huguenots au début des guerres de religion, « non par des procédés dialectiques, mais par des procédés historiques et critiques, en mettant sous les yeux du lecteur les pièces elles-mêmes du procès, en le faisant juge des actes et des intentions de leur parti. Il y a là quelque chose de très nouveau, ajoute M. H., et qui marque vraiment une date dans l'évolution de l'historiographie. C'est, en effet, la première fois qu'un parti, pour se défendre devant l'opinion, remplaçait les arguments par ce que les érudits appellent des « preuves ». Et M. H. n'est pas éloigné d'attribuer cette idée, et la manière réellement impartiale dont elle a été exécutée, à Th. de Bèze qui se trouvait, comme on le sait, auprès du prince de Condé en 1562 et rédigea certainement quelques-uns des manifestes des belligérants (3).

Dans le *Bulletin de géographie historique et descriptive* de 1911, nos 1-2, M. l'abbé A. Anthiaume, aumônier du lycée du Havre, essaie de reconstituer l'existence de **Guillaume Le Testu**, « un des plus habiles cartographes et des plus experts navigateurs de son temps ». Né au Havre vers 1509, il fit son apprentissage de pilote au port de Dieppe. En 1550, il accompagna le cordelier André Thévet au Nouveau Monde, d'où il revint en 1552, puis il « composa son bel atlas qu'il acheva le 5 avril 1556 ». Le 19 novembre 1556 il prit, à Honfleur, la direction d'un des trois navires

(1) P. 26, cf. *Bull.* 1901, p. 620.

(2) P. 45, cf. S. C. Gigon, *la troisième guerre de religion*, chap. xxi.

(3) Pour M. Hauser, le *Sommaire recueil* qui parut pour la première fois, avec une pagination continue, en un petit in-8° et en 1564, est sorti d'un recueil factice in-4° imprimé à Orléans par Eloy Gibier et dont notre Bibliothèque renferme un exemplaire. Je crois qu'avant ce dernier recueil il y en eut un autre, composé de pièces in-8°, toutes du même format et de l'année 1561. Notre Bibliothèque possède un exemplaire (R. 11,446) qui renferme sept de ces pièces dont cinq ont été insérées par Secousse dans ce qu'on appelle les *Grands mémoires de Condé*.

réclamés par Villegagnon, qui entra dans la baie de Rio-de-Janeiro le 7 mars 1557. Il fit d'autres expéditions en Afrique et dans le Nouveau Monde, fut nommé pilote royal au port du Havre entre 1556 et 1566 et fut tué en 1572 près de Nombre de Dios, au sud du Mexique, où il avait été envoyé par Philippe Strozzi, au service de la France pour reconnaître cette côte. Il se laissa entraîner, ainsi que Francis Drake, dans une expédition destinée à détrousser les Espagnols qui venaient de Panama, d'une partie de l'or qu'ils avaient recueilli au Pérou et qu'ils faisaient transporter, à dos de mulet, de Panama à Nombre de Dios. Guillaume Le Testu fut le seul qui paya de sa vie cet exploit. Cet article se termine par ces lignes : « Le Testu appartenait, dit-on, à la religion protestante. »

On annonce la publication, dans les *Archives Historiques du Rouergue*, par M. L. Rigal, des **Mémoires d'un Calviniste de Mil-lau** (1560-1582) dont le *Bulletin* a donné à plusieurs reprises des extraits et qui formeront certainement une importante contribution à l'histoire des guerres de religion telle que la vécurent les contemporains.

Dans la *Revue d'histoire de l'Eglise de France* (avril-juin 1911), M. Marcel Godet, conservateur de la bibliothèque et des musées d'Abbeville, a publié un document important pour ceux qu'intéresse l'histoire des origines de la Réforme. Il s'agit des causes qui la provoquèrent et la faisaient depuis longtemps réclamer, c'est-à-dire de la décadence morale et religieuse de l'Eglise, si généralement déplorée qu'en 1493 le Parlement et l'Université prièrent le roi d'y mettre ordre. Une sorte de commission fut convoquée à Tours le 12 novembre de cette année, et le principal du collège de Montaigu, Jean Standonck — auquel M. A. Renaudet a consacré ici même (1908, 5-81) une remarquable étude — fut chargé d'y proposer une série d'articles indiquant les moyens d'aboutir à une réforme. C'est le texte de ces articles et les réponses écrites de plusieurs bénédictins, que publie M. M. Godet sous le nom de **Consultations de Tours pour la Réforme de l'Eglise de France**.

Aucun de ceux qui prendront la peine de parcourir ces quelques pages, ne pourra plus soutenir le paradoxe que nous avons vu reparaitre sous la plume du chef des catholiques contemporains, que la Réforme *n'était pas nécessaire!*

M. Lucien Romier dont nous avons recommandé ici même la remarquable biographie du maréchal de Saint-André, continue à

explorer les dépôts d'archives les plus divers. Dans celles de la Cour d'appel de Turin il a trouvé un registre d'arrêts du Parlement français de cette ville contre les Vaudois du Piémont entre 1550 et 1552. Deux d'entre eux condamnent un ancien franciscain Paul de la Rive de Fénil, à être brûlé vif à Pignerol et quatre pauvres femmes à subir le même supplice à Bagnole. (**Les Vaudois et le parlement français de Turin**, dans les *Mélanges d'Archéologie et d'histoire publiés par l'Ecole française de Rome*, t. XXX). — Puis il a inséré dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (1910, t. LXXI) des *Lettres de Giovanni Dalmatio* extraites des archives d'Etat de Parme et adressées au cardinal Farnèse dont il était l'agent à la cour de France en 1558-1559. — Dans celle datée de Paris 27 mai 1558, on lit ce qui suit sur **le chant des Psaumes** : ... « Le dimanche advant Rogations, aussi les lundy mardy et mercredi desd. Rogations, et le jeudy feste de l'Ascension, ont esté faictes des grosses assamblées en ceste ville par ceulx de la secte luthérienne en troys endroitz tout au coup, à sçavoyr : aux Pré aux Clerc et aux champs hors les portes Sainct-Antoyne et Sainct-Victor, sur les sept heures après midy; et là, en pleine campagne, lesd. assamblées chantoient les pseaulmes de David en françoys, à l'usaige de Genève. Chascune desd. assamblées estoit de environ deux ou troys mil personnes. Je vous laisse penser que ce peult estre, puyisque un Roy, plusieurs ducs, contes, barons et grans seigneurs et dames y ont assisté et chanté comme les autres. L'assamblée duroit jusque à une demy heure advant la nuict, et au despartir desd. lieux, s'en alloient et retiroient à leurs cartiers à grandes troupes chantans par les rues le pseaulme *Judicia tua, Domine, Regi da*, à l'usaige susd. de Genève. Le Roy s'en est fort resenty et a mandé en ceste ville monsr le cardinal de Sens pour y mettre police; meys il est bien empêché pour la grandeur des personnaiges à qui touche et multitude des gens qui en sont broullés. Mons^r d'Anelot en est fort enveloppé et pour ceste cause en partie a esté faict prisonnier. Toutesfoys, la principale cause de son emprisonnement est que le Roy se doulant avecq luy de ce qu'il avoyt puy naguyères faict prescher à Angers ung sien prescheur, qui avoyt presché choses scandaleuses, led. s^r Anelot respondit qu'il avoyt assisté à son presche et qu'il n'avoit presché fors l'Evangile purement, et qu'il vouloit soustenir ce que led. prescheur avoyt dict. Sur quoy le Roy luy répliqua que led. prescheur avoyt mesdict de la messe et autres choses qu'il spécifia aud. d'Anelot, le quel soustint le dire de sond. prescheur et entra bien advant en la confession de sa foy, à tant que le Roy luy commanda soy retirer, et tost après donna charge à La Bourdaisière de luy faire entendre qu'il eust à se rendre prisonnier à l'évesché de Meaulx, où il est à présent. Les affaires de la religion

sont fort troublées par deça, et en plusieurs villes grosses ont faict le mesme que en ceste ville. »

On a élevé en 1911, à Rabastens-en-Albigeois, un buste à **Auger Gaillard** dit « Lou Roudié de Rabastens ». Ce charron qui devint ménétrier et finalement un poète de valeur était huguenot. La *France protestante* (2^e éd. VI, 788) lui a consacré une notice assez étendue. On pourra la rectifier et la compléter grâce à un travail provoqué par les fêtes de 1911. A cette occasion M. Léon Belot a, en effet, inséré dans la *Revue du Tarn* de 1911 une série d'articles qui ont été tirés à part en une brochure de 66 pages in-8° (*Auger Gaillard Lou Roudié de Rabastens, sa vie et son œuvre*. Albi, Larrieux, Rabastens-Fougère, 1911) que goûteront surtout ceux auxquels est familier l'idiome languedocien. Les quelques vers français cités par l'auteur témoignent de la grande facilité du poète et de son esprit pacifique et souriant, mais ne permettent pas de l'apprécier à toute sa valeur.

(A suivre).

N. WEISS.

Histoire de la Bible en France (1).

Une histoire de la Bible en France n'avait pas encore été écrite (2), mais quelques fragments importants s'en trouvent toutefois, entre autres dans une série d'articles de tout premier ordre publiés de 1851 à 1867 par feu M. le professeur Édouard Reuss (*Revue de théologie de Strasbourg*) et dans plusieurs livres ou mémoires d'un de ses élèves, feu Samuel Berger, qui s'est occupé plus particulièrement de la Bible française et de la Vulgate au moyen âge et des origines de la critique biblique au xvi^e siècle (3).

Au lieu de suivre l'ordre strictement ou du moins nettement chronologique, M. Lortsch a préféré une manière d'ordre épisodique. Après avoir, dans un premier chapitre, donné un aperçu

(1) *Suivie de fragments relatifs à l'histoire générale de la Bible et d'un aperçu sur le colportage biblique en France et en Indo-Chine au XX^e siècle*, par D. LORTSCH. Paris, agence de la Société biblique britannique et étrangère, 58, rue de Clichy, et Genève, Jeheber, 1910. In-8° de xxiv-590 pages, orné de 65 illustrations et 2 planches hors texte et accompagné d'un index alphabétique.

(2) Ce compte rendu a déjà paru dans la *Revue historique* (janv. fév. 1911) qui me l'avait demandé. J'y ajoute une note.

(3) M. Lortsch aurait dû citer ces travaux, auxquels aucun de ceux qui écrivirent plus tard n'a rien ajouté, en tête de sa bibliographie et disposer celle-ci dans l'ordre chronologique.

très bref de la Bible en France jusqu'au xii^e siècle, il intitule le second *l'Attaque*, c'est-à-dire l'interdiction, au xiii^e siècle, par les autorités ecclésiastiques, des traductions de la Bible en langue vulgaire, et le troisième *la Défense*. Ici, il nous entretient des colporteurs, des libraires, des imprimeurs, des martyrs qui bravèrent cette interdiction, non seulement au moyen âge, mais encore jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Ce chapitre est suivi de deux autres qui nous montrent la *Bible chez les rois*, puis *chez les grands*. Avec les chapitres vi à x, nous reprenons la suite logique du chapitre ii, c'est-à-dire « le progrès de la traduction de la Bible en France » (p. 65), du xii^e au xvi^e siècle, ce dernier étant consacré surtout aux bibles de Lefèvre d'Étaples et d'Olivétan. On sait que cette dernière traduction, originale et fort remarquable pour l'Ancien Testament, et se bornant, en ce qui concerne le Nouveau, à une revision attentive du texte de Lefèvre, est devenue la traduction française de la Bible encore actuellement en usage parmi les protestants. Bien qu'en effet il soit difficile, sinon impossible, de retrouver le style de Lefèvre ou d'Olivétan dans la version officielle de 1911, celle-ci n'en est pas moins la dernière revision de ces deux traductions du xvi^e siècle. M. Lortsch nous expose les diverses étapes de cette revision dans son chapitre x, après quoi il nous parle, avec témoignages à l'appui, des autres versions, protestantes, catholiques, etc., et de l'œuvre des Sociétés bibliques. — La deuxième moitié du volume renferme une série de notes sur l'histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament, des versions des Septante, d'Aquila, Syriaque et de la Vulgate, ainsi que sur la Bible en Angleterre, en Allemagne, en Italie, Espagne, Turquie, Russie et dans les divers pays payens. Les dernières cent pages nous renseignent sur le colportage biblique en France et en Indo-Chine au xix^e siècle.

On voit, par cette énumération sommaire, que M. Lortsch a porté ses investigations dans toutes les directions de son vaste sujet et que ce qu'il nous donne est bien plutôt une petite encyclopédie sur la Bible en France... et ailleurs, qu'une histoire proprement dite. Cette collection de renseignements, extraite d'un grand nombre d'ouvrages, rendra de réels services à ceux qui désirent connaître les destinées du livre qui a incontestablement exercé dans le monde l'influence la plus étendue, la plus profonde et la plus durable. On y trouvera aussi rassemblés une foule de faits curieux, généralement ignorés qui rendent intéressante la lecture d'un volume d'apparence plutôt massive et solennelle.

Ceci dit, l'historien regrettera peut-être la juxtaposition ou la succession des divers fragments parfois disparates dont se compose ce volume et n'y retrouvera guère l'histoire précise de la

Bible en France, surtout à l'époque critique du xvi^e siècle. On n'y voit pas clairement, par exemple, que la Bible traduite à l'origine en français par deux Picards, Jacques Lefèvre, d'Étaples, et Louis Olivier, de Noyon, n'a, sauf le Nouveau Testament et le psautier, *pû paraître que hors de France*, aux Pays-Bas et en Suisse. En fait, si nous exceptons les deux années de 1523 à 1525 où parurent à Paris plusieurs éditions successives du psautier et du Nouveau Testament de Lefèvre, on ne peut reparler, — et encore en ne mentionnant que des faits passagers, — d'une Bible française *parue en France*, que vers le milieu du xvi^e siècle. Si je ne fais erreur, le premier imprimeur français, après Simon de Colines et Simon Dubois (dont M. Lortsch ne parle pas), qui ait osé braver l'interdiction de publier une traduction française du texte sacré, ce fut Étienne Dolet, et c'est pour cette raison sans doute et nullement pour prétendu crime de libre-pensée ou d'athéisme, qu'il a été brûlé en 1546. M. Lortsch se borne à le citer (p. 29) à côté de Pierre de Wingle et de Philbert Hamelin qui étaient Français, mais travaillèrent en sécurité en Suisse ; il eut des émules en France, ainsi qu'en témoignent par exemple deux bibles françaises de 1548 et 1557 conservées à la bibliothèque Mazarine (1).

Ce fait, assurément intéressant et important, explique aussi le rôle joué, dans la propagation de la Bible en France, par Robert Estienne, dont M. Lortsch analyse longuement le volume étincelant intitulé : *Les censures des théologiens*, sans toutefois faire nettement ressortir le service rendu à la Réforme par ce roi des imprimeurs, savant de premier ordre et Parisien d'infiniment d'esprit et de ressources. A partir du moment où l'impression et la circulation de toute version biblique en langue vulgaire eut été interdite sous peine de mort, R. Estienne fit paraître des éditions successives du texte *latin* de la Vulgate, amendé, et surtout expliqué, commenté par des notes si considérables qu'elles finirent par doubler le texte. Le latin étant alors la langue de tout homme instruit et particulièrement du clergé, on voit que R. Estienne s'appliqua à éclairer, nous dirions à évangéliser, surtout ce dernier. Et la preuve qu'il y réussit, ce furent les persécutions et finalement l'exil que lui valurent ses publications bibliques. — M. Lortsch ne nous dit pas non plus à quel moment, ni comment, la Bible française put de nouveau, soit être imprimée, soit circuler en France sans coûter la vie à ceux qui la répandaient.

Il y a donc encore bien des points plus ou moins obscurs à élucider dans l'histoire de la Bible en France, et si son volume trouve les lecteurs que nous lui souhaitons, nous espérons que

(1) Voy. *Bulletin*, 1902, p. 434-436 et 446-447.

M. Lortsch continuera à compléter l'esquisse qu'il nous en a donnée.

N. WEISS.

La Réforme et les Églises Réformées dans le département actuel d'Eure-et-Loir (1523-1911) (1).

C'est une importante contribution à l'histoire du protestantisme que nous donne ici l'érudit pasteur de Chartres, après nous en avoir déjà — on s'en souvient sans doute — fourni deux autres, non moins importantes à un autre point de vue, sur les armées et la marine huguenotes (2). Mais tandis que ces dernières publications ne s'occupaient que du parti huguenot, et d'un côté tout spécial de ce passé, l'ouvrage présent offre (qu'on nous permette l'expression) une tranche entière de notre histoire religieuse, en suivant les vicissitudes complètes du protestantisme sur un point déterminé du sol national. Quand nous aurons un semblable ouvrage, aussi consciencieux et aussi détaillé, sur chacun de nos départements, on pourra écrire l'histoire définitive de notre Réforme, car il ne restera plus grand'chose à glaner. Sans doute, les frontières trop capricieuses de certains départements ne se laisseraient pas aussi bien reporter dans le passé sans créer ni malentendu ni confusion, comme c'est le cas pour l'Eure-et-Loir, dont les limites couvrent assez exactement celles de la douzaine d'Églises qui surgirent au xvi^e siècle sur son sol actuel. Celui-ci tient aujourd'hui un millier de protestants, c'est-à-dire de trois centième de la population globale, tandis que, d'après l'estimation très serrée de M. L. à l'apogée du mouvement réformateur, de 1559 à 1572, les 8 000 huguenots avérés qu'il portait au moins devaient bien représenter un dixième de l'ensemble des habitants, et même, sinon le dixième le plus paisible, du moins le plus énergique et le plus intelligent. La Saint-Barthélemy arrêta net l'élan novateur, la Ligue le refoula et l'édit de Nantes ne put que préserver ce qui végétait encore, mais non ressusciter ce qui était étouffé. Après 1660, les défections se multiplièrent sous l'implacable pression d'en-haut, et des 5 000 religionnaires que la Révocation trouve encore, la moitié céda, le quart à peine put émigrer et le

(1) Par Henry Lehr. Paris, Fischbacher, un vol. de VI-595p., in-8° avec 24 gravures hors texte, une carte et un index.

(2) Parues en 1901 et 1907 dans la collection de son oncle et prédécesseur, M. Paul de Félice, sur les *Protestants d'autrefois*.

reste se terra pendant un siècle pour reparaitre à peu près intact au moment de l'édit de Tolérance. Mais si le chiffre des protestants n'a guère varié en Eure-et-Loir depuis deux cents ans, leur nature s'est complètement modifiée depuis cent ans, en ce sens que de ruraux qu'ils étaient presque tous, ils deviennent de plus en plus urbains; la dépopulation et l'afflux vers les grandes agglomérations fait son œuvre néfaste ici comme partout; et comme toujours, la minorité en ressent plus vite les effets meurtriers : les racines profondes et les traditions solides se brisent, les familles qui avaient résisté à toutes les persécutions s'égrènent ou s'éteignent au grand soleil de la liberté qui engendre vite l'indifférence; et les individus désagrégés et émiettés deviennent la proie facile du tourbillon mondain ou des utopies sociales; le service militaire contribue de son côté à déraciner les jeunes ruraux et à leur inoculer les besoins factices et les distractions frelatées des villes.

M. L. a réussi (et ce n'a pas dû être sans grand'peine) à dresser la liste (p. 572) à peu près complète de tous les pasteurs qui ont jamais fonctionné dans le département. Rappelons à ce propos que Gaston Frommel desservit la cure de Marsauceux de 1888 à 1891; « mais, il se sentit toujours dépaysé dans notre région; on a l'impression que tout le surprend, l'attriste, le décourage »; aussi fut-il « vite épuisé par une tâche que sa conscience et le défaut d'adaptation lui rendaient particulièrement pénible » (p. 510).

Dans le récit des débuts de la Réforme, on est frappé des fréquents rapports, si inattendus, que M. Lehr a découverts entre Genève et la Beauce; plusieurs des premiers martyrs sont signalés comme ayant rapporté leur hérésie de Genève (l'un l'a contractée à Strasbourg), et un autre Beauceron, Charles de Jonvilliers (1517-90) devint même secrétaire de Calvin. Curieux aussi sont les passages sur les évêques Louis et Charles Guillard, qui semblent à M. L. (il en donne des indices sérieux) avoir tous deux penché vers les idées nouvelles. Signalons encore le chapitre capital sur le siège de Chartres par Condé (1568), sujet où l'auteur se meut avec une aisance et une compétence toutes particulières; car il y a longtemps qu'il s'en occupe. Le siège de 1591 par Henri IV est aussi conté très en détail et avec une grande sûreté d'information, ainsi que les travaux meurtriers de l'aqueduc de Maintenon, pour lesquels on eut soin de choisir les régiments huguenots et qui ont aussi déjà été naguère l'objet d'une monographie de M. L. Les extraits du journal que Mme Samuel Bost (née Sophie Laguerre), dont le mari fut pasteur de Chartres en 1870, tint pendant la guerre, sont également d'une lecture captivante. Enfin, parmi les

(1) L'Index alphabétique à la fin du volume permet de le trouver vite.

Églises du pays chartrain, il convient d'accorder une mention spéciale à celle de Dangeau, dont le destin fut lié à celui de la famille de ce nom, au point que l'abjuration du fameux auteur du *Journal* entraîna « par voie de conséquence » la suppression de l'Eglise, bien qu'elle végétât encore dix-huit ans.

Il nous reste à toucher un point délicat ; M. L. est-il absolument impartial ? Entendons-nous : si impartialité veut dire indifférence, ce serait contre nature de la réclamer d'un pasteur parlant de la paroisse qu'il dirige depuis vingt ans. Qu'il s'intéresse vivement au passé de son Eglise, c'est ce qui fait le charme particulier de son livre et ce que personne ne trouvera à lui reprocher. Mais cela ne l'empêche nullement d'en signaler les faiblesses et les manquements, d'ordinaire avec grande discrétion, mais toujours il laisse entendre ce qui est à critiquer. Parfois même son zèle et sa sympathie l'entraînent peut-être dans des détails qui ne sont pas absolument indispensables ; mais il a voulu être complet et il l'est et son œuvre est définitive, et il peut se dire : *exegi monumentum*... Ajoutons que son humour à l'endroit de l'Eglise catholique est du meilleur aloi et déride parfois le lecteur au moment où l'on s'y attend le moins. Exemple : « Les légendes ont du bon. Le tout est de les comprendre » (p. 70), parce que la statue de la Vierge, préservée par un prétendu miracle des balles huguenotes, se trouvait être exactement au point mort et prouva ainsi « que les balles ne se perdaient guère ». Ou encore voyez la mobilisation de toute l'administration et de la maréchaussée départementales, lorsqu'un pauvre colporteur vient faire des réunions dans le village perdu de Gaubert. La lettre que le Président du Consistoire d'Orléans écrivit à ce propos au préfet (en 1826, p. 315) est un vrai monument de solennelle niaiserie.

Une chicane pour finir : pourquoi ne faire nulle mention des si curieuses caves à plusieurs étages que l'on peut voir encore à Marsauceux et où les « nouveaux convertis » tenaient leurs assemblées et souvent même enterraient leurs morts ? (1)

TH. SCHOELL.

(1) Errata : p. 74, l. 7, lire : *estafiers* ; p. 205, l. 10 : *au profit* ; p. 399, l. 7 d'en bas : 1698 est évidemment une coquille, pour 1668 ou 1678 ; p. 466, l. 1, lire : *ou mépris* ; p. 391 : la vue de Chartres en 1575 se trouve p. 68. Parmi les autres vues, on trouvera celle de Châteaudun (même année), du château de Villebon (où mourut Sully), du tombeau de ce dernier à Nogent-le-Rotrou, des quatre temples actuels, etc.

La Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté (1).

Nos lecteurs n'ont pas oublié la remarquable étude de M. Lucien Febvre sur *Gilbert Cousin*, le secrétaire d'Erasme, en Franche-Comté, publiée dans ce *Bulletin* en 1907. Le volume dont on vient de lire le titre, nous donne une série complète de notes et documents extraits des archives du Parlement de Dôle sur la Réforme dans cette province au xvi^e siècle. Ces pièces presque toutes inédites sont précédées d'une introduction détaillée qui nous renseigne sur la justice, les procès d'hérésie, la manière dont l'humanisme et la Réforme essayèrent, de la Suisse, du pays de Montbéliard, de gagner la Comté et sur la résistance que leur opposèrent les autorités locales. Ces dernières réussirent si bien à étouffer ou noyer dans le sang les hérétiques, qu'on a cru longtemps que cette région avait été réfractaire aux idées nouvelles, comme on l'a cru aussi, et même imprimé, de la Bourgogne, du Bourbonnais, etc. Les faits multiples que M. Lefebvre a patiemment, intelligemment exhumés, groupés, exposés, montrent, au contraire, qu'à l'instar de ce qui se passa en Bourgogne et en Bourbonnais, le mouvement fut très sérieux, très général, et parfois très accentué dans ce pays si catholique; mais là comme ailleurs, la répression fut si prompte, si constante, si impitoyable et les frontières accueillantes aux affamées de religion évangélique si rapprochées, qu'après l'échec, en 1575, de la tentative des protestants de s'implanter à Besançon par un coup de force, la vieille cité libre pouvait se déclarer catholique à jamais sous l'égide de sa nouvelle devise; *Obedientia felicitatis meter* : La soumission est la mère de la félicité. Félicité trompeuse ainsi que l'avenir des peuples où la liberté du for intérieur a été violemment jugulée se charge de le démontrer.

Ces quelques lignes ne sont destinées qu'à inciter le lecteur à prendre lui-même en mains ce livre qui se lit avec plaisir et grand profit. Il y trouvera par exemple, p. 89, un tableau chronologique extrêmement instructif du *développement de la Réforme en Comté et dans les pays voisins de 1523 à 1539*; p. 91, une carte sommaire, montrant très clairement les points contaminés par l'invasion des idées nouvelles et comment celles-ci se disséminèrent en suivant les routes du pays. Je ne dis rien du grand nombre de noms nouveaux que révèlent les 304 poursuites relevées par l'auteur, parmi 220 desquelles 26 se terminèrent par la mort ou les galères, l'issue de 84 affaires restant inconnue. Sur 95 hommes

(1) *Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté extraits des archives du parlement de Dôle*, par Lucien Febvre, ancien élève de l'École normale supérieure, docteur ès lettres, ancien pensionnaire de la Fondation Thiers, un vol. de 336 p. in-8°, index. Paris, Champion, 1912.

poursuivis, 24 sont des ecclésiastiques. Ces chiffres déjà instructifs ne laissent toutefois qu'entrevoir la réalité exacte. Il faut les augmenter dans de très grandes proportions pour se faire une idée juste de tous ceux qu'atteignit la contagion de l'hérésie. La rigueur des poursuites et surtout l'exacte surveillance exercée par les autorités, ont certainement contraint la grande majorité de ces derniers à dissimuler leurs sentiments, ou, lorsque ceux-ci s'imposaient malgré tout, à s'en aller « sans tambour ni trompette ». Par combien de fissures l'énergie et l'indépendance morale de la France se sont-elles ainsi écoulées ? C'est ce qu'on ne saura sans doute jamais. Raison de plus pour remercier ceux qui, comme M. Febvre, n'ont épargné aucune peine pour nous permettre d'entrevoir la vérité.

N. W.

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

Beauvoir du Roure et de Rocher. — Permettez-moi de vous signaler une très légère erreur trouvée dans une étude du numéro deux de votre intéressant *Bulletin* (1912, p. 166-167); vous en ferez l'usage qu'il vous plaira.

Jeanne de Beauvoir du Roure, fille de Claude sgr de Labastide de Virac et de Suzanne de Mestier, avait épousé *Samson* (et non Salomon) *de Rocher* s^r du Petit-Paris, fils de Paul et de Françoise de Laborie. Ces du Roure de Labastide de Virac, puis de Saint-Florent, dont quelques-uns furent amis et lieutenants de Rohan, abjurèrent en 1685. Les Rocher-Paris abjurèrent aussi à la même époque et furent ruinés après s'être beaucoup dépensés pour les affaires protestantes du Bas-Vivarais.

Samson de Rocher Paris est signalé par Arnaud, sous le titre de s^r de la *Rouvière*, parmi les fugitifs du mouvement insurrectionnel de 1683. Lui et son frère cadet *Jacques*, s^r de *Chaptines* (aujourd'hui Champtines près Saint-Laurent-les-Bains et le Petit-Paris) furent cependant emprisonnés à Aigues-Mortes; Chaptines y mourut, à moins qu'il ne soit décédé que pendant la traversée vers l'Amérique (1). Cette famille a disparu vers 1790. (Voy. *Bull.*, 1864, p. 46; *France prot.*, X, 433 et 2^e éd. II, 165, 1200 et I, 436.)

MARICHARD.

Vallon (Ardèche), 16 mai 1912.

(1) M. Fonbrune-Berbinou nous apprend que Chaptines mourut à l'Hôpital de Marseille en 1687 (*Réd.*).

Cette note a été remise à Madame de Charnisay qui y a répondu par celle qui suit :

J'ai par erreur séparé (*Bull.* 1912, 166, au bas de la page, en marge) *Beauvoir du Roure de Jeanne, femme de messire Samson* (au lieu de Salomon) *de Rocher s^r du Petit-Paris*. Car c'est bien cette Jeanne de Beauvoir qui était réfugiée à Nimègue où elle eut une fille, Stéphanie-Henriette.

Une autre Jeanne de Beauvoir du Roure avait épousé un autre Samson de Rocher, seigneur du Petit-Paris. Dans les fiches des réfugiés à Francfort, en 1686, un Samson de Rocher « seigneur du Petit-Paris, Chastines, Languedoc » est signalé comme « vieillard », venant de Lausanne et allant en Hollande avec deux fils, *Louis* et *Claude*. La fiche ajoute : « De la noblesse, a servi comme capitaine dans les troupes du roi, a dû laisser sa femme Jeanne du Rouze (pour Roure), fille de Madame (pour M.) de Saint-Florent, qu'on a mise dans un couvent, et cinq enfans, qui sont errans çà et là, dans l'espoir d'en échapper . » C'est probablement des enfans restés en France, que parle M. de Marichard. Il y a eu trois dames nées du Roure. Jeanne de Beauvoir du Roure que cite M. Marichard est la troisième puisqu'elle était fille de *Claude*, s^r de Labastide de Virac.

DE CHARNISAY.

Acte de baptême de Saint-Hyacinthe. (Voy. plus haut, p. 62). — M. R. Garreta l'a retrouvé dans l'*Intermédiaire* et transcrit pour nous. On voit que *Saint-Hyacinthe* ne s'appelait pas Hyacinthe de Saint-Gelais, mais bien Cordonnier, comme l'avaient imprimé les frères Haag (XI, 86) :

Orléans, paroisse Saint-Victor.

« Ce mardy vingt sixyesme de septembre mil six cens quatre vingt quatre, Hyacinthe, né de dimanche dernier, 24 dudit mois, fils de Jean-Jacques Cordonnier, sieur de Belleair et d'Amoile (*sic*, pour damoiselle) Anne Mathée, sa femme, a esté baptisé par moy, Pierre Fraisy, prêtre sousigné, a eu pour perein Anthoine de Roüet, fils de défunt Antoine derouet et d'Amoïselle (*sic*) Anthoinette Cordonnier, de paroisse de Liphard et pour mareine, Marie Cordonnier, fille majeure, de cette paroisse. »

signé : ANTOIEN (*sic*) DE ROIT

DE BELAIR. MARIE CORDONNIER.

P. FARS

Famille Boutet. (*Bulletin* 1908, p. 405-417.)

Il y a lieu de faire quelques rectifications à l'article publié dans le *Bulletin* de septembre-octobre 1908, par M. Louis Bastide sur *Un marin de La Rochelle au XVIII^e siècle, Jacques-Alexandre Boutet* :

1^o Marie-Catherine Dechézeaux, première femme de Jacques-Alexandre Boutet et ma trisaïeule, n'était pas la sœur du conventionnel Gustave Dechézeaux, mais seulement sa cousine et peut-être à un degré même assez éloigné.

2^o La signature du conventionnel, dans la lettre qu'il adressa de sa prison à J.-A. Boutet, lettre reproduite à la page 416 et dont l'original appartient à ma mère, Madame Edouard Grimaux, née Boutet, est *G. Dechezeaux*.

3^o Jacques-Alexandre Boutet (dont le fils Pierre-Alexandre Boutet s'était marié à Sainte-Hermine, Vendée, en 1804) est mort à Luçon, Vendée, le 8 octobre 1808.

JEANNE GRIMAUX.

Champlain était-il huguenot ?

A l'occasion de l'inauguration du monument dressé le 4 mai 1912 au bord du lac Champlain, on s'est naturellement beaucoup occupé de ce Saintongeais, principal fondateur de la colonie française du Canada et l'on s'est de nouveau demandé s'il était d'origine huguenote (1).

Cette question avait, en effet, déjà été posée en 1865 par l'auteur d'une *Histoire de la Colonie française au Canada*, en trois gros volumes grand in-8°, qui paraît avoir utilisé les documents originaux (2). Cet auteur (anonyme) écrit, en effet, dans la note XXI

(1) Voy. le *Christianisme au XX^e siècle* du 17 mai 1912, cf. *Bull.* 1894, 629. — A propos de l'article du *Christianisme*, M. Hanotaux, président de la délégation française au Canada, a écrit à M. Pannier : « Cet article pose une question des plus intéressantes. Elle est examinée dans le livre de M. Gravier sur Champlain, et je crois que Champlain était catholique, d'autant plus qu'il fut patronné par Mme de Guercheville dont l'objectif était d'« évangéliser » le Canada. Mais il peut rester quelque doute et des recherches plus précises amèneraient sans doute une solution. Je ferai des recherches et vous pourrez poursuivre les vôtres. Nous en publierons volontiers les résultats dans le *Bulletin du Comité France-Amérique*. Il est incontestable que les origines de la colonisation française furent, sur plus d'un point, protestantes réformées. Ce serait là un point d'histoire des plus intéressants à éclaircir. Notre malheureux esprit de division brisa trop souvent des œuvres admirablement commencées. »

(2) Jacques Lecoffre. Paris et Lyon, 1865.

de l'appendice au tome I : « Champlain reçut au baptême le nom de Samuel, inusité alors chez les catholiques et en honneur chez les protestants. Pourrait-on conclure de là que, dès son enfance, il avait appartenu à la secte de Calvin ? Mais s'il était prouvé qu'il naquit calviniste, il serait nécessaire d'ajouter qu'il abjura l'hérésie, comme l'avait fait Henri IV, et fut jusqu'à sa mort un zélé défenseur de la vraie foi. »

Toutes les recherches faites jusqu'à ce jour n'ont fourni la preuve, ni de la naissance protestante, ni de l'abjuration de Champlain. A Brouage, où Champlain doit être né vers 1567, les actes d'état civil ne remontent pas à cette époque et on n'y signale qu'entre 1572 et 1576 la présence d'un seul pasteur, Nicolas Folion dit la Vallée, dont on ne connaît qu'imparfaitement l'existence mouvementée.

Si nous ouvrons l'*Histoire chronologique de la Nouvelle France* du P. Sixte le Tac, recollect, publiée par M. E. Reveillaud en 1888, nous y voyons souvent figurer Champlain, mais ce n'est qu'en 1620, lorsqu'il devint le lieutenant du duc de Montmorency, vice-roi du Canada, qu'on l'y voit faire acte de catholique : « Il emmena, dit l'auteur, avec luy Madame sa femme et le reste de sa famille et... alla rendre grâces à Dieu dans la chapelle des P. P. Recollects » (p. 110.)

Champlain avait fait un premier voyage d'exploration au Canada tout à la fin du xvi^e ou au commencement du xvii^e siècle, pour le compte du commandeur de Chastes, gouverneur de Dieppe, lieutenant-général dans la Nouvelle France. Quand il en revint, Aymar de Chastes était mort et Champlain eut l'idée d'intéresser à ses projets un compatriote huguenot, Pierre du Gua, sieur de Mons en la paroisse de Royan, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi (1). Ce Pierre du Gua (2), « gouverneur de Pons », dit le P. Sixte le Tac, « toujours très fidelle à S. M. durant les guerres passées, quoyque de la R. P. R.... obtint commission du Roy, l'an 1603, à condition d'y établir (au Canada) la R. C., ou au moins de laisser vivre chacun selon sa religion ! » Du Gua emmena, en effet, avec lui, un prêtre et un pasteur. Il est permis de conjecturer que si, à ce moment, Champlain avait été bon catholique, il n'aurait pas admis la religion protestante sur le même pied que la sienne.

Le 27 décembre 1610, lors d'un de ses nombreux séjours en

(1) *Samuel Champlain*, article anonyme inséré dans le numéro 9 du tome I du *Recueil des Actes de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*. Cet article, très bien informé, mais qui n'indique pas ses sources renferme une fort intéressante liste de ceux des Saintongeais qui se fixèrent, au Canada entre 1644 et 1715 et dont on a pu retrouver le lieu d'origine dans les actes de mariage des paroisses canadiennes.

(2) Fils, dit l'article que nous venons de citer, de Guy de Gua sieur de Mons, et de Claire Goumar, héritière du Blauzau et du Puy-du-Fon-Saint-Georges,

France, il est à Paris, « rue Tirechappe, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois » et « par devant Nicolas Chocquillot et Loys Arragon, notaires et gardenottes du Roy n^{re} sire, en son chastellet de Paris », il s'engage à épouser « Heleyne Boulle (ou Boullé), fille de M^{re} Nicolas Boulle, secrétaire de la Chambre du Roy, demeurant à Paris rue et paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois et de Marguerite Alix sa femme ». Dans cet acte (1) dont une copie se trouve au registre des insinuations au greffe du Châtelet, aux Archives nationales (Y, 150 fol. 293), le fiancé se qualifie « noble homme Samuel de Champlain sieur dudit lieu, capitaine de la marine, demeurant à la ville de Brouage, pays de Xaintonge, fils de feu Anthoine de Champlain, vivant capitaine de la marine et de dame Marguerite Le Roy, ses père et mère », ce qui ruine l'assertion encore répétée qu'il aurait été « fils de pêcheurs ».

Les biographies de Champlain disent qu'Hélène Boullé (2) était huguenote, ce qui n'aurait rien de surprenant, le nom de sa mère, Marguerite Alix, était celui d'une famille huguenote très connue. Mais le contrat de mariage que j'ai parcouru, n'en dit rien. Il constate simplement que la fiancée est encore « en bas aage », — j'ai vu quelque part qu'elle n'avait que douze ans — et que le mariage, « *sy Dieu et nostre mère sainte Église s'y accordent...* ne se fera et effectuera qu'après deux ans ». — La phrase que j'ai soulignée était de style dans les contrats de cette époque (3). On ne peut donc pas conclure de ce texte que le mariage de Champlain fut catholique ou protestant.

D'autre part, ses deux premiers témoins étaient incontestablement deux huguenots : « M^{re} Pierre Dugas, gentilhomme ordinaire de lad. Chambre du Roy et son lieutenant en la Nouvelle France, gouverneur des ports en Xaintonge pour le service de Sa Majesté, amy, et honorable homme Lucas Le Gendre (4)... bourgeois de la ville de Rouen, aussi amy ». Enfin, encore en l'année 1625, le P. Sixte le Tac constate que la colonie, « étoit entre les mains d'une Compagnie presque toute hérétique » (p. 122). Bref, il semble bien que jusque vers cette époque, grâce

(1) Cet acte est cité par les auteurs anonymes de l'article sur Champlain et de l'ouvrage sur le Canada, mais ni l'un ni l'autre ne paraissent l'avoir lu ou simplement parcouru. J'ai pu le retrouver dans les registres des insinuations au greffe du Châtelet, grâce à l'analyse manuscrite de M. de Campardon.

(2) Ou Boulle (la copie du contrat n'a pas d'accent). La *France protestante* 2^e éd. 1003, signale un Nicolas Boulle, maître brodeur vers cette époque et la famille des célèbres ébénistes Boulle avait, en 1631, des représentants dans la paroisse de Saint-Germain-l'Auxerrois.

(3) Cf. J. Pannier, *L'Eglise Réformée de Paris sous Henri IV*, p. 548.

(4) Il y a ici un mot qui ressemble à « marin ». — Ce mariage semble avoir été, pour Champlain, une « affaire ». Il constitue à sa future épouse une dot de 1 800 livres et ses beaux-parents lui promettent une avance d'hoirie de 6 000 livres sur lesquels il remettent à Champlain 4 500 livres tournois.

sans aucun doute à Champlain et à ses associés, la liberté religieuse — que des participants strictement catholiques n'auraient certainement pas admise — présida, sinon explicitement, du moins tacitement aux destinées de la colonisation canadienne.

Ce n'est qu'en 1615, que Champlain avait amené avec lui le P. Denis Jamay et deux autres recollets. Lorsqu'en 1625 le duc de Ventadour devint vice-roi du Canada, le catholicisme de ces Pères — qui s'était plus ou moins volontairement accommodé de la tolérance religieuse qui jusqu'alors semble avoir régné au Canada — parut décidément insuffisant. Ils ne tardèrent pas à être supplantés par les Jésuites qui, là, comme ailleurs, traquèrent et finirent par extirper le moindre vestige d'hérésie.

C'est ainsi que le Canada, à la découverte et à la colonisation duquel des huguenots eurent, dans tous les cas, une large part, due, entre autres, à l'initiative de Samuel de Champlain, devint une colonie exclusivement catholique.

N. W.

A propos du Règlement royal de 1747 sur les Nouvelles-Catholiques de Lyon.

M. le pasteur Fonbrune-Berbinau a publié, dans le dernier *Bulletin*, une note intéressante sur le *Règlement* imposé par saint Florentin, le 1^{er} avril 1747, aux religieuses des *Nouvelles-Catholiques* de Lyon. (*Bull.*, LX, 144-155.)

Cette note nous remet en mémoire un *Règlement* qui porte presque la même date (18 mars 1747) et qui fut appliqué par Saint-Florentin aux *Nouvelles-Catholiques* de Normandie. Les Archives du Calvados et celles de la Manche en ont des exemplaires, et nous en avons publié les principaux extraits, en 1898, dans notre *Essai sur l'Histoire du Protestantisme en Basse-Normandie* (pages 326-329). On y lit, comme dans le règlement de Lyon, que seront seuls reçus au couvent, comme pensionnaires du roi, les enfants « sujets du Roy », nés de parents ne pratiquant pas le catholicisme, « pauvres et non infirmes », etc.

En outre, dans les « Observations » de la Cour sur les états envoyés par les sœurs de Caen, on lit cette phrase, qui se retrouve textuellement dans les « Observations » faites aux sœurs de Lyon :

« Les maisons des Nouv^{es} Catholiques ne sont ny hospital pour garder les infirmes, ni hospice contre la misère, mais des maisons d'instruction pour la propagation de la foy,... des écoles de religion. »

On relèverait sans peine d'autres identités.

La conclusion, c'est que le même règlement fut sans doute

envoyé, au printemps de 1747, à tous les couvents des Nouveaux ou Nouvelles-Catholiques de France. Il est probable que ces couvents étaient devenus, un peu partout, comme le dit brutalement Saint-Florentin, des asiles « d'hypocrisie et d'oisiveté », et l'on voulait y faire place nette pour la recrudescence de persécution qui suivit la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748.

A. GALLAND.

P. 147, note, l. 3, il faut lire : Henry Chéron maistre *peintre* de lad. ville de Paris. — Marie Chéron, dite de la Croix, supérieure des Nouv. Cath. de Lyon, doit être la même que celle de la *France prot.* (2^e édit., IV, 286), sœur d'Elisabeth-Sophie, peintre et sculpteur, et de Louis, peintre, réfugié en Angleterre, qui peignit à Londres, en 1686, un tableau allégorique de la Révocation, actuellement à la Bibliothèque de la Société (gravé par Fed. Zuch). Elisab.-Sophie, élevée à l'abbaye de Jouarre, abjura à Paris, église Saint-Sulpice, le 25 mars 1668, en même temps que sa sœur Marie, et épousa, probablement en 1692, Jacques Le Hay, qualifié d'ingénieur du roi. Elle mentionna dans son testament (28 août 1711) sa sœur Jeanne-Magdeleine. Cf. Léon Gréder, *Elisab.-Sophie Chéron* (Paris 1909), p. 13, 28, 90 ss; O. Douen, *La Révocation à Paris*, II, 480; III, 68).

P. FONBRUNE-BERBINAU.

De l'authenticité de quelques « poésies inédites de Clément Marot ».

En 1909, M. R. Fromage a publié dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* (pages 44 et sq., 129 et sq., 225 et sq.) quelques poésies qu'il attribue à Clément Marot. Ces poésies si elles étaient vraiment de Marot, modifieraient sensiblement les idées que nous nous faisons de son art et de ses sentiments d'après les recueils de ses poésies authentiques. Aussi avons-nous été amené à examiner leur authenticité au cours d'une série de conférences que nous avons faites récemment, comme suppléant de M. Lefranc, à l'École pratique des Hautes Études sur les dernières poésies de Marot et c'est le résultat de notre enquête que nous exposerons ici, aussi brièvement que possible.

La première des pièces inédites que M. R. Fromage attribue à Marot est intitulée : *D'ung monstre nouvellement baptisé* (Cf. *Bulletin*, 1909, p. 44-50). Elle est transcrite du manuscrit français 22560 de la Bibliothèque nationale, recueil de poèmes et chansons formé par le chirurgien protestant Rasse des Nœux. Le monstre désigné est le pape. M. Fromage voit une allusion à ce poème dans ces deux vers d'une épître d'Eustorg de Beaulieu adressée à

Clément Marot, pour lors résidant à Genève (c'est-à-dire en 1543) :

Du Papegay de Romme ou Antechrist
Dont le baptême as doctement escript.

Ce morceau est porté dans le manuscrit de Rasse des Nœux sans date et sans nom d'auteur.

En réalité, cette poésie n'est pas inédite et M. Fromage aurait pu en lire l'analyse et quelques fragments dans l'ouvrage de Douen sur *Clément Marot et le Psautier huguenot*, t. I, p. 316, n. 4. Elle a été imprimée pour la première fois en 1555, dans un petit in-32 intitulé *Recueil de plusieurs chansons spirituelles tant vieilles que nouvelles, avec le chant sur chacune; afin que le chrestien se puisse esjouir en son Dieu et l'honorer, au lieu que les infidelles le deshônorent par leurs chansons mondaines et impudiques* (1). — Elle est signée, dans ce recueil, des initiales DEL (p. 56).

Qui est ce DEL ? Nous l'ignorons. Mais, à coup sûr, ce n'est pas Marot. Nous retrouverons, en effet, ces mêmes initiales dans deux autres recueils qui contiennent des pièces authentiques de Marot, signées de son nom, ou de ses initiales CL. M. Ce sont : 1° les *Psalmes de David, translatez de plusieurs authours et principalement de Cl. Marot. Veu, recongneu et corrigé par les théologiens, nommément par M. F. Pierre Alexandre, concionateur ordinaire de la Royne de Hongrie*. Anvers 1541. (Cf. O. Douen, *op. cit.* I, p. 315-315); 2° le manuscrit français 2336 de la Bibliothèque nationale, recueil de psaumes et cantiques de Marot et d'autres auteurs.

Cette première pièce n'est donc pas de Marot. Elle est intitulée dans le *Recueil* de 1555, non pas, comme dans le manuscrit de Rasse des Nœux, *D'ung monstre nouvellement baptisé*, mais du *Baptisme de l'Antechrist*, et, remarquons-le, c'est sous ce titre que la connaît Eustorg de Beaulieu d'après les deux vers que nous avons rapportés plus haut. — Il reste établi par ces deux vers, qu'à Genève, en 1543, on l'attribuait à Marot.

La seconde poésie que M. R. Fromage publie comme œuvre inédite de Marot est le *Sermon notable pour le jour de la Dédicace*, « poème qui compte environ trois cent soixante vers et dont la vigueur est digne des Réformés les plus violents au xvi^e siècle ». La bibliothèque de M. le Professeur Strœhlin possède l'exemplaire d'après lequel M. Fromage transcrit ce poème.

Il l'attribue à Marot parce qu'il constate que, dans deux textes, il figure à côté de la *Bergerie spirituelle envoyée au Roy* « que l'on a identifié avec le *Sermon du Bon et Mauvais pasteur* », poème authentique de Marot. 1° Ces textes sont : le registre du Conseil

(1) Un exemplaire de cet opuscule se trouve dans la bibliothèque de la Société de l'histoire du protestantisme français, où nous avons pu le consulter, grâce à l'obligeance de M. N. Weiss.

de Genève, 5 sept. 1539 (voir la copie de ce document, article cité, p. 130); 2^o la *Collectio judiciorum de novis erroribus* de Duplessis d'Argentré, t. II, p. 175.

Nous ignorons quelle est l'autorité que désigne M. Fromage dans la phrase que nous citons entre guillemets, mais nous ne pouvons admettre cette identification de la *Bergerie spirituelle* avec le *Sermon du Bon et Mauvais pasteur*. Le catalogue des livres prohibés par la Sorbonne en 1551, dans Duplessis d'Argentré, les distingue nettement. Le *Sermon du Bon et Mauvais pasteur* est rangé à la rubrique M parmi les livres de Clément Marot: *ex libris Clementis Maroti*. La *Bergerie spirituelle* est classée à la rubrique B du *Catalogus librorum gallicorum ab incertis authoribus*. Enfin le *Sermon de la Dédicace* figure dans ce même catalogue des ouvrages français d'auteurs incertains, à la rubrique D. — La *Bergerie spirituelle* n'étant pas de Marot, l'argumentation de M. Fromage en faveur de l'attribution du *Sermon de la Dédicace* à Marot est sans fondement.

Dans un troisième article (p. 225-242) M. R. Fromage a publié une série de pièces extraites d'un manuscrit du xvi^e siècle appartenant à la bibliothèque cantonale de Lausanne et qui furent, en 1844, l'objet d'une notice par Fréd. Chavannes. Il y a dans ce manuscrit des pièces de Marot authentiques. Mais tous les sizains et huitains cités, p. 229-234, ne sauraient lui être attribués. La pièce transcrite sous le nom de dizain, p. 234 : *O bien heureux qui a passé son eage*, etc. n'est pas un dizain. Ce sont les dix premiers vers de la traduction du *Vieillard de Vérone* (*De Sene Veronensi*) de Claudien, par Mellin de Saint-Gelays. Elle parut dans la première édition des œuvres de ce poète, Lyon, Pierre de Tours, 1547. On en trouvera le texte complet dans Mellin de Saint-Gelays, édition Prosper Blanchemain, t. I, p. 63-65.

Enfin l'*Épître* adressée de Genève à un ami (p. 238-241) nous semble, comme à Fréd. Chavannes, d'une versification trop défectueuse pour être attribuée à Marot avec quelque vraisemblance. L'éloge des mœurs genevoises qui en fait le développement principal ne répond d'ailleurs en rien à l'impression que Marot conserve de son séjour à Genève et qu'il exprima dans le fameux dizain « au roy, envoyé de Savoie, 1543 ».

En résumé, sans nier l'intérêt des publications de M. R. Fromage, nous devons conclure que les plus considérables des poésies qu'il attribue à Marot ne sont pas de ce poète et que, parmi les autres, celles-là mêmes qui ne changeraient guère l'idée que nous nous faisons de l'art et de la pensée de Marot d'après le reste de son œuvre, sont d'une authenticité fort douteuse.

JEAN PLATTARD.

Devant le monument de Coligny le 2 juin 1912.

Ainsi que l'ont raconté tous les journaux, la reine de Hollande a tenu à ce que sa visite à Paris fût marquée par un hommage personnel à la grande victime de la Saint-Barthélemy. Coligny est, en effet, un des ancêtres de la reine Wilhelmine. Elle descend du prince Frédéric-Henri né de l'union, en 1585, de Louise de Coligny, fille de l'Amiral et veuve de Téligny, assassiné comme son beau-père, avec le célèbre Guillaume d'Orange, dit le Taciturne.

On sait que le beau monument érigé en 1889 au chevet de l'Oratoire, est dû à l'initiative et à la persévérance de trois surtout des anciens membres de notre Comité, MM. E. Bersier, F. de Schickler et Jules Bonnet. Le *Bulletin* doit donc conserver la trace de cet hommage filial qui émut profondément ceux, en petit nombre, qui en furent les témoins immédiats.

La reine fut reçue à l'entrée de la grande porte de l'Oratoire par MM. les pasteurs B. Couve, président de l'Union consistoriale de Paris, E. Roberty, président du Conseil presbytéral de l'Oratoire, Wilfred Monod et John Viénot, ses collègues, et par M. E. Lacheret, nommé récemment chapelain français de Sa Majesté.

Conduite à la salle du Consistoire où on lui montra le portrait de Marron, dernier chapelain de l'ambassade de Hollande et premier pasteur officiel de l'Église Réformée à Paris et où elle signa le registre de l'Église, ainsi que S. A. R. le prince des Pays-Bas, elle passa ensuite dans le petit jardin qui entoure le monument. Après avoir contemplé ce dernier, elle écouta M. le pasteur Couve qui s'adressa à elle en ces termes, pendant qu'on essayait vainement d'imposer silence à la foule qui assiégeait les grilles séparant le jardin de la rue de Rivoli :

« Madame,

« C'est au nom de l'*Union consistoriale des Églises réformées de Paris* et, je puis le dire, au nom de tous les protestants français unis dans un même sentiment, que nous avons l'honneur de saluer Votre Majesté et S. A. R. le Prince des Pays-Bas. Cet honneur, nous le devons à la pieuse pensée qu'a eue Votre Majesté de visiter, au chevet de ce temple, le monument élevé à l'amiral de Coligny, l'une des gloires les plus pures de notre histoire nationale et religieuse, au père de cette Louise de Coligny qui devait devenir la femme de Guillaume le Taciturne, votre grand ancêtre, et apporter à son noble époux, comme héritage, la double illustration d'une vie héroïque et d'une mort qu'on peut appeler un martyre.

« Lorsque l'un des plus éminents de nos pasteurs du siècle dernier, M. Bersier, prit l'initiative et mena jusqu'au bout l'entreprise de dresser un monument à l'amiral de Coligny, c'était à la fois une réparation et un hommage; et des catholiques, dans le comité même que présidait le marquis de Jaucourt, ne craignirent pas de s'associer à l'une et à l'autre, comme le fit la Ville de Paris, quand elle accepta de ce comité le don du monument qu'elle a confié à notre garde.

« Et maintenant, dans notre patrie, fière d'abriter sur son sol la liberté de conscience comme l'ont fait depuis plusieurs siècles les Pays-Bas, alors que sur leur terre affranchie ils ouvraient un refuge aux témoins et aux victimes de cette liberté, l'amiral de Coligny dresse sa grande figure, immortalisée plus encore par notre reconnaissance que par le ciseau d'un noble artiste; il la dresse à deux pas de l'endroit où, le 22 août 1572, Maurevel tira sur lui un coup d'arquebuse et à quelques mètres de son hôtel où, deux jours après, il devait périr définitivement assassiné dans la nuit sanglante.

« Que Votre Majesté me pardonne d'évoquer ces souvenirs douloureux qui font partie de la gloire de son grand ancêtre. Il est plus doux de se rappeler comment ce héros qui fut un chrétien dit à ses amis qui s'affligeaient de sa blessure : « Mes amis, pour quoi pleurez-vous? Je m'estime bien heureux de souffrir ainsi pour le nom de Dieu »; et comment, après que son ministre Merlin, celui-là même dont le nom est inscrit sur les murs du temple et qu'Agrippa d'Aubigné a célébré dans ses *Tragiques*, eût prononcé une prière entrecoupée par ses sanglots, l'Amiral adressa lui-même à Dieu une admirable prière, et comment, enfin au moment de mourir, il recommanda son âme à la miséricorde de Dieu.

« Il est fortifiant pour notre foi, trésor commun des Églises réformées des Pays-Bas et de nos Églises de France, de rappeler de tels souvenirs, et de ne plus songer au passé que pour remercier notre Dieu d'avoir préparé, par les hommes d'autrefois, la paix et la liberté d'aujourd'hui. Du haut de son monument, l'amiral de Coligny, dont on peut dire ce qu'on a dit de Louise de Coligny, qu'il était « réfractaire à tous les fanatismes », nous enseigne l'apaisement des discordes civiles qu'il avait en horreur, le respect de la liberté des consciences, l'attachement persévérant à cette foi qui fut la sienne comme celle de la maison d'Orange et qui demeure un lien indissoluble entre les Églises des Pays-Bas, si hospitalières à nos pères et la France protestante du xvi^e et du xix^e siècle.

« En offrant à Votre Majesté et à S. A. R. le Prince des Pays-Bas, notre respectueuse bienvenue, nous demandons à Dieu, non seu-

lement de bénir votre passage au milieu de nous, mais de continuer] à votre règne sa protection et de répandre sur votre glorieux pays, sur Votre Majesté, sur S. A. R. le Prince des Pays-Bas, sur S. M. la Reine mère, comme sur la royale enfant que Dieu vous a donnée, les forces et les joies dont Il est le souverain dispensateur. »

M. le pasteur Roberty prit ensuite la parole :

« Madame,

« J'ai le grand privilège de présenter à Votre Majesté les hommages respectueux du Conseil presbytéral de l'Église Réformée de l'Oratoire du Louvre.

« En consentant à visiter notre Église pour se rendre au monument de l'Amiral Coligny, Votre Majesté et son auguste époux, S. A. R. le Prince des Pays-Bas, nous laissent un souvenir dont nous apprécions tout le prix.

« Comme M. le Président de l'Union consistoriale vient de le rappeler, à l'occasion de votre illustre ancêtre, les liens entre les Pays-Bas et le protestantisme parisien remontent à une époque très lointaine.

« Sur ces murs, est inscrite la date mémorable et funèbre pour nous de la révocation de l'édit de Nantes, et aussi le nom du providentiel asile que trouvèrent nos pères à la chapelle de « l'Ambassade de Hollande ».

« Les anciens chapelains français de l'Ambassade sont ici représentés par le portrait de Paul-Henri Marron, né à Leyde en 1754, premier pasteur de l'Église Réformée de Paris, président du Consistoire, lors de la reconnaissance officielle du culte protestant, dans notre patrie, en 1802.

« Chaque fois que dans ce temple est célébrée la Sainte Cène, les vases sacrés qui servent à la communion rappellent aussi le nom de la patrie de Votre Majesté. Ils nous ont en effet été donnés en 1804, ainsi qu'en témoigne l'inscription gravée sur les plats d'argent, par Son Excellence M. de Schimmelpenninck, « ambassadeur de la République Batave, Paris ».

« Enfin, c'est dans ce temple, s'il nous est permis de rappeler un souvenir douloureux mais éclairé par notre foi chrétienne en l'immortalité, que fut célébré le service commémoratif de la mort de votre bienheureux père, le noble roi Guillaume III.

« Madame,

« Il n'est pas pour nous, protestants français, de sentiment plus cher que celui qui unit étroitement la religion et la patrie, la foi de la Réforme et les prérogatives nationales.

« Et il nous est donné de saluer ici, dans la personne de Votre Majesté, la fidèle représentante de cette tradition splendide qui attache par un lien mystique la terre néerlandaise (et son indépendance) aux revendications de la conscience, et qui, née par la grâce de Dieu, dans le cœur de Guillaume le Taciturne, illustra la maison d'Orange, traverse aujourd'hui votre cœur et trouvera également un refuge dans la jeune âme de la princesse Juliana.

« Mais votre regard s'élève plus haut encore, s'il est possible, jusqu'aux glorieuses espérances des prophètes hébreux, reprises et magnifiées par l'Évangile, touchant un avenir de concorde entre les nations, et c'est encore dans la ville royale de La Haye que nous voyons s'élever aujourd'hui ce majestueux palais de la Paix, symbole du séculaire effort pour réconcilier les légitimes exigences de l'amour patriotique avec l'idéal évangélique de la fraternité humaine.

« Que l'Éternel Dieu, de qui dépendent toutes les destinées, daigne incliner sa grâce sur Votre Majesté et sur S. A. R. le Prince des Pays-Bas, et assurer à leur descendance et à leur peuple les richesses immortelles de la fidélité! »

A ces discours et, dans un moment de silence relatif, la reine répondit d'une voix ferme :

« Je suis vraiment reconnaissante des paroles que vous nous avez adressées en nous souhaitant une si aimable bienvenue, et je vous remercie sincèrement pour les beaux vœux que vous nous avez exprimés.

« Quelle pensée édifiante de nous savoir tous ici présents unis dans la foi vivante en Christ! C'est elle qui nous donne le droit de nous nommer les enfants spirituels des ancêtres pour lesquels nous éprouvons une si profonde vénération et qui forment les liens bien fermes qui nous attachent dans ce pays à nos frères et sœurs dans la foi.

« L'amiral de Coligny a connu le secret de la force héroïque basée sur la ferme confiance en Dieu et il nous a laissé l'exemple d'une vie entière consacrée à Dieu et à sa cause.

« En érigeant ce monument la postérité reconnaissante lui a rendu hommage et je suis bien heureuse de pouvoir m'y associer aujourd'hui.

« En nous réunissant autour de cette statue, nous élevons nos cœurs à Dieu et cherchons avant tout sa gloire!

« Je souhaite vivement que toute âme qui croit en Christ comme en son Sauveur soit fortifiée dans cette foi et que nous devenions de plus en plus les témoins ardents du Seigneur. »

Puis, saisissant la couronne de lauriers nouée d'une écharpe orange timbrée aux armes d'Orange-Nassau, et portant les deux

devises de l'Amiral et du Taciturne, *Je les esprouve tous et Je maintiendrai*, elle s'écria :

« Gaspard de Coligny, amiral de France, grand champion de la sainte cause de Dieu, aïeul de la maison d'Orange-Nassau, je dépose aux pieds de ta statue mes humbles hommages. »

Le jour même où la reine montra ainsi qu'elle restait fidèle à ses origines et aux convictions de ses ancêtres, l'*Action française* déversait, sous la signature Ch. M[aurras], une véritable bordée d'injures sur le monument de Coligny, rééditant, en les aggravant, les pires calomnies dont il a été si souvent fait justice ici même. Le *Journal de Genève* du 5 juin éleva une protestation signée P[ierre] B[ernus]. Et le numéro du 8 juin publia quelques lignes de notre président, M. F. Puaux, faisant remarquer que les épithètes calomnieuses dont l'*Action française* qualifiait Coligny atteignaient, entre autres, le Comte de Paris qui fut le premier souscripteur au monument. L'*Autorité* du 10 juin reproduisit cette lettre. — Enfin la revue *Foi et Vie* du 16 juin publia une réponse plus détaillée à l'*Action française*, rédigée par le soussigné.

N. W.

MM. Ch. Bost et J. Pannier couronnés par l'Académie française. — Nous avons appris avec un vif plaisir que l'Académie française avait décerné :

1. Sur le prix Théroutanne (4 000 francs en faveur des meilleurs travaux historiques publiés dans l'année précédente) 1 000 francs à M. Ch. Bost pour ses deux volumes sur les *Prédicants protestants des Cévennes et du Bas-Languedoc (1684-1700)*.

2. Sur le prix Jean-Jacques Berger (15 000 francs destinés à récompenser une œuvre concernant la ville de Paris) 1 000 francs à M. Jacques Pannier pour son volume sur *l'Église réformée de Paris sous Henri IV*.

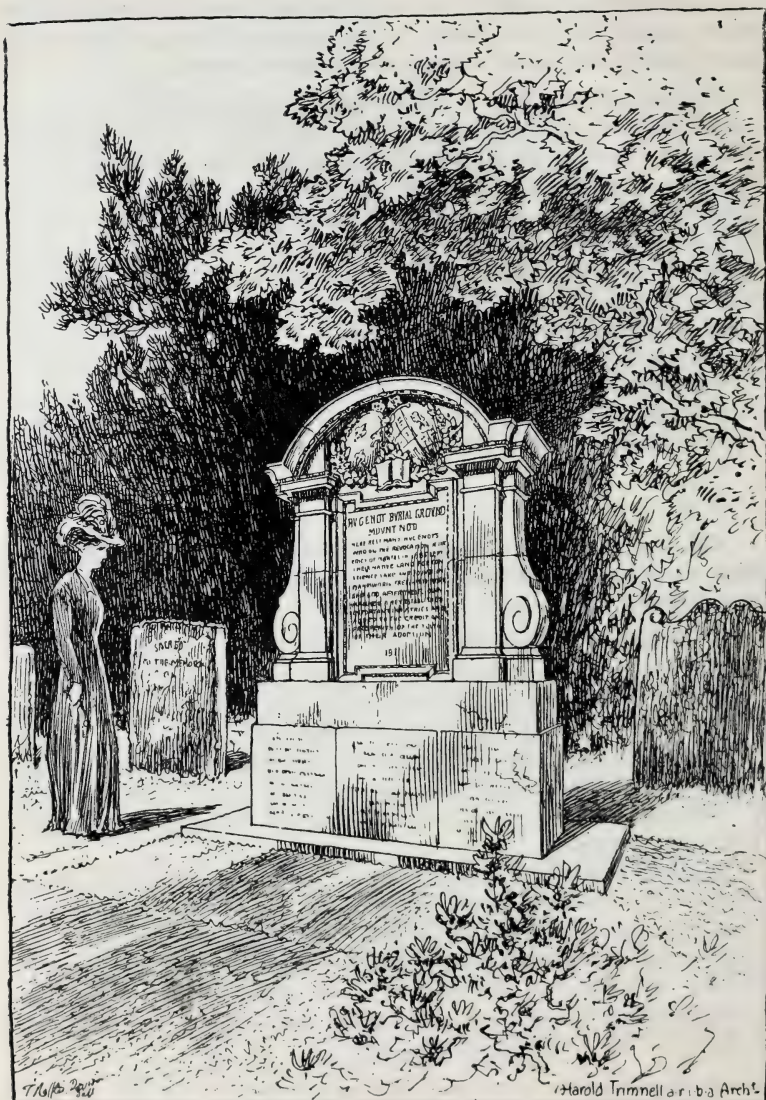
Nos lecteurs savent tout le bien que nous pensons de ces deux collègues et joindront leurs félicitations aux nôtres d'autant plus volontiers que l'Académie daigne plus rarement honorer des auteurs qui consacrent leurs travaux à notre histoire huguenote. Aucune récompense officielle n'a, en effet, été accordée, par exemple à des travailleurs comme les frères Haag, Ch. Schmidt, H. Bordier, Ch. Read, O. Douen, etc.

N. WEISS.

Monument huguenot de Wandsworth.

Il y avait autrefois, à Wandsworth, dans la banlieue de Londres une colonie huguenote. Elle n'y est plus rappelée que par un petit

cimetière désaffecté depuis soixante ans ; il porte le nom de cimetière huguenot et est aussi appelé, on ne sait trop pourquoi, *Mount*



Nod. Quelques amis de notre histoire ont désiré qu'un monument plus durable rappelaît le souvenir de ces exilés. Ils ont fait élever

l'année dernière dans ce cimetière devenu un but de promenade ce monument à l'érection duquel les gens de la localité s'intéressèrent volontiers et qui, le 21 d'octobre, fut inauguré par le président de la Société huguenote de Londres, M. Reginald Saint-Aubyn Roumieu. M. A. Hervé Browning, secrétaire du comité qui s'était formé, et fils de notre regretté collègue A. Giraud Browning, a bien voulu nous envoyer le croquis dont voici la reproduction à laquelle nous joignons la traduction de l'inscription gravée sur la pierre commémorative.

CIMETIÈRE HUGUENOT dit MOUNT NOD

Ici reposent plusieurs huguenots qui, lors de la révocation de l'édit de Nantes en 1685, quittèrent leur patrie pour obéir à leur conscience et trouvèrent à Wandsvorth la liberté d'adorer Dieu à leur manière. Ils y établirent d'importantes industries et augmentèrent le renom et la prospérité de leur cité d'adoption.

1191.

Barbeau.	De La Roque.	Hebert.
Baudoin.	Demfrene.	Lafitte.
Bernard.	Dormay.	Mahieu.
Bordes.	Du Moulin.	Moreau.
Chamberlen.	Fenouilhet.	Paumier.
Chatting.	Fontanieu de la	Payan.
Comarque.	Vabre.	Rolland.
Cravant.	Fourdrinier.	Torin.
Damarée.	Grölleau.	Viet.
Darvall.	Grose.	Vignon (1).
De La Porte.		

La Réforme dans la région de Douai. — Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le prospectus encarté dans le présent fascicule. Le volume de M. P. Beuzart est le fruit de recherches étendues dont la table des matières jointe à la circulaire permet de se faire une idée. L'histoire de la Réforme dans cette région où elle suscita aussi de nombreux martyrs, n'avait pas encore été écrite. Nous espérons qu'elle sera bien accueillie par ceux qui s'y intéressent.

N. W.

(1) Voy. le journal *The Standard* des 10 et 23 octobre 1911.

La Société d'Histoire du Protestantisme Belge.

Cette société, sœur et un peu fille de la nôtre, bien que jeune encore, se distingue par son zèle et son activité. Elle a déjà publié deux volumes de *Documents*. Le premier renferme l'histoire du pasteur **Josse van Laren, de Comines** (1) et de ses descendants. Il exerça le ministère, en Belgique à Ypres et à Anvers au xvi^e siècle, et se réfugia en Zélande où un très grand nombre de ses descendants furent, comme lui, pasteurs. Ces documents ont été traduits et annotés avec beaucoup de soin par notre jeune confrère M. le pasteur Jean Meyhoffer. Nous attirons l'attention sur quelques lettres du commencement du xvii^e siècle que renferment les paragraphes VII à X.

Le deuxième volume qui vient de sortir de presse est le **Registre des baptêmes de l'Eglise réformée néerlandaise de Frankenthal, 1565-1689** (2). Publié par M. A. von den Velden dont nous avons signalé ici même la publication en 1908 des registres de l'Eglise *française* de Heidelberg et Frankenthal (1569-1596), ce volume donne une idée précise du courant de l'émigration wallonne provoquée par les persécutions, et qui se répandit, entre autres, dans les territoires rhénans, de Wesel à Bâle. Ces registres de Frankenthal sont un des rares témoignages de cet exode. Ils renferment l'inscription de 4175 baptêmes et 1523 mariages. Les autres registres encore existants sont ceux de l'Eglise secrète de Cologne et de l'Eglise néerlandaise de Hanau.

N. W.

(1) *Le Pasteur Josse van Laren de Comines et ses descendants*, un vol. de XVI-128 p., in-8° sans index. Bruxelles, Librairie évangélique, 129, chaussée d'Ixelles, 1910.

(2) *Registres de l'Eglise Réformée Néerlandaise de Frankenthal au Palatinat, 1565-1689*, publiés par Adolf von den Velden, I, *Registre des baptêmes*, un vol. de XVI-254 p. in-8°, même librairie, 1911.

Le Gérant : FISCHBACHER.

Études Historiques

FRANÇOIS DE RAMSAY

Trésorier de l'Église de Mouchamps avant
la révocation de l'édit de Nantes (1).

François de Ramsay, fils de Jacques de Ramsay et de Marguerite Guibert, naquit peut-être à Velaudin, paroisse de Bazoges-en-Pareds, où son père et sa mère étaient encore domiciliés en 1651; mais le 15 juin 1665, il habitait Mouchamps, où il faisait partie de « la bonne compagnie de ce bourg » (2). De Ramsay épousa, vers 1674, Marie Corbière, fille de Jean Corbière, docteur en médecine, et de Madeleine Jean, demeurant à Mouchamps. De ce mariage naquirent deux fils, Jean et Henri de Ramsay (3).

Dès 1681, François de Ramsay était un des membres

(1) Cet ancien de l'Église de Mouchamps est sans doute, comme la plupart des Écossais que l'on trouve en France au xvi^e et au xvii^e siècles, un descendant des gardes écossais qui s'y fixèrent au xv^e siècle et sur lesquels on trouvera des renseignements dans un ouvrage devenu assez rare, de WILLIAM FORBES-LEITH, s. j., *The Scots Men at arms and Life-Guards in France*, Edinburgh, W. Patterson, 1882, 2 vol. 4^e — où figurent, par exemple, dès 1457, un *James* et un *Jehan Ramezay* (II, 21). — Un *Pierre Ramsay* docteur, 2^e régent de l'Académie de Montauban dès 1608, épousa dans cette ville, Jeanne Boudé. — D'après notre *Bulletin*, 1899, 285, n., il y avait une famille Ramsay de Lumeau dans la Beauce. Le même *Bulletin* (1897, 335) a signalé une Dlle Ramsay dont en 1748 s'occupait le prêtre irlandais Gould, convertisseur; c'est celle qui, d'après la *France Prot.* (VIII, 374^b) fut en 1745 enfermée aux Ursulines de Thouars. Enfin un *André Ramsay*, gentilhomme écossais logé à Paris, rue des Boucheries-Saint-Germain-des-Prés, fut témoin du décès d'un domestique anglais le 26 oct. 1728 (*Bull.* 1902, 269) M. Bastide suppose que ce sont les Ramsay de la Beauce qui se fixèrent en Bas-Poitou (*Bull.* 1900, 100, n.).

(2) Arch. départ. de la Vendée, série E, papiers de Ramsay, pièces diverses.

(3) Arch. de la Vendée, E, papiers de Ramsay et papiers Corbière.

les plus en vue de l'Église réformée de Mouchamps. Il faisait partie de son Consistoire dont il devint trésorier. Les diverses charges qu'il occupa dans l'Église lui valurent des tracasseries qui allèrent jusqu'à la persécution.

C'est à lui que, le 10 juin 1681, à la requête du syndic du clergé du diocèse de Luçon, Raynard, huissier, demeurant dans cette ville, signifia un arrêt du Conseil d'État et une ordonnance de Marillac, intendant du Poitou, enjoignant aux anciens du Consistoire d'avoir à produire, dans le délai de deux mois, les titres autorisant le culte réformé à Mouchamps (1).

Le 22 avril 1682, il était un des représentants de l'Église de Mouchamps au synode de Thouars, où des questions importantes concernant cette Église furent tranchées (2).

C'est à de Ramsay que le 29 juin 1683 fut notifié par Robin, archer et huissier, demeurant à Fontenay, un arrêt rendu en Conseil d'État du roi, tenu à Versailles, le 11 janvier précédent, interdisant l'exercice du culte réformé à Mouchamps et ordonnant la démolition du temple de cette localité dans le délai de deux mois (3).

Le 9 juin 1683, en arrivant à Fontenay, où il va pour assister au synode de la province du Poitou, de Ramsay est attendu par un huissier qui lui notifie un arrêt pris en Conseil d'État, le 10 avril précédent, et une ordonnance rendue en conséquence par l'intendant, le 4 mai, enjoignant aux ministres et aux anciens du Consistoire supprimé de Mouchamps d'avoir à faire porter, dans la huitaine, au greffe de la juridiction royale de ce lieu, les registres de baptêmes, mariages et décès des réformés (4).

En 1683, de Ramsay fit procéder aux travaux de démolition du temple et disposa des matériaux. L'année

(1) Bibl. de Nantes, coll. Dugast-Matifeux : signification.

(2) Arch. de la Vendée, série I : Actes du synode de Thouars.

(3) Arch. de la Vendée, I : Arrêt du Conseil d'État du 11 janv. 1683.

(4) Arch. de la Vendée, I : Assignation à rendre les papiers ; — Cahier de recettes et dépenses tenu par de Ramsay.

suivante, et jusque vers le milieu de 1685, il continua la liquidation des affaires de l'Église. Il fut encore chargé de distribuer aux pauvres des dons en argent ou en nature qui lui furent remis par ses coreligionnaires de Mouchamps et d'ailleurs (1).

A un mois d'intervalle, les 12 mars et 12 avril 1685, de Ramsay fait deux voyages à Poitiers pour les affaires de l'Église dispersée. La première fois il va comparaître à l'assignation qu'il a reçue pour représenter les registres et papiers du Consistoire et, le jour même, il reçoit de l'intendant l'ordre formel de les produire dans le délai d'un mois.

A son deuxième voyage, il satisfait à cet ordre, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal de sa comparution devant Lamoignon de Basville, intendant, le 12 avril 1685 :

« A comparu maistre François de Ramsais, escuier, faisant pour tous les habitans de Mouchamp de la R. P. R., lequel nous a remontré que pour satisfaire à nostre ordre du douzième jour de mars dernier, portant que led. de Ramsay et les autres habitans dudit Mouchamp de la R. P. R. seroient tenus de nous rapporter, dans un mois, tous les registres du Consistoire, comptes, délibérations, impositions ou contributions volontaires et généralement tous autres actes pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du onze décembre 1684 ;

Lequel nous a représenté quelques pièces qui sont contenues dans un inventaire dont il nous a requis acte.

Sur quoy, nous commissaire susdit, luy avons donné acte de sa comparution et présentation de pièces, luy avons délivré copie du présent procès-verbal et de l'inventaire de ses pièces » etc. (2).

Après supplique des directeurs de l'hôpital général de Luçon tendant à obtenir que tous ceux qui possèdent des biens provenant des Consistoires supprimés, dans le diocèse de Luçon, soient appelés devant l'intendant pour se voir condamner à en laisser la propriété et la possession libre aux administrateurs dudit hôpital, et à leur remettre les titres concernant ces biens, l'intendant ordonne, le

(1) Arch. de la Vendée, I : Cahier de recettes et dépenses.

(2) Arch. de la Vendée, I : Acte de comparution devant l'intendant.

16 mai 1685, que les parties seront appelées devant lui pour se défendre.

Cette ordonnance est notifiée par huissier à de Ramsay le 15 juin 1685; il a huit jours pour comparaître tant en son nom qu'aux noms de ses anciens collègues du Consistoire.

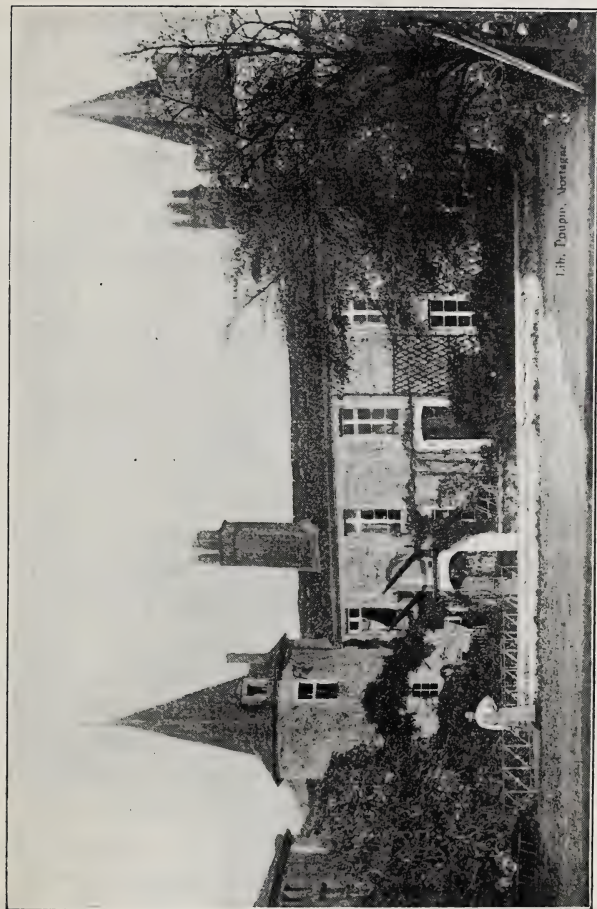
Juste huit jours après de Ramsay est devant l'intendant. Il comparait avec René Bonnet, Jean Tisseau, Samuel Pinot, sieur de la Largère; Marc Guitton, ministre de Montaigu; le sieur Guillon, Moïse Bétoule, ministre de Saint-Fulgent, qui ont été assignés pour des raisons semblables, et enfin Antoine Froment, prêtre syndic du clergé du diocèse de Luçon, venu pour soutenir les intérêts de l'hôpital.

Notre mouchampais ainsi appelé déclare qu'il n'a entre les mains aucun des titres de propriété qui lui sont demandés parce qu'il les a précédemment produits au greffe de l'intendance. En ce qui concerne les biens, il prétend que ne les ayant pas gérés depuis la condamnation de l'exercice il n'est pas tenu d'en faire la restitution. Le syndic du clergé est naturellement d'avis contraire.

Après ces dépositions contradictoires, l'intendant donne raison au syndic en condamnant les anciens de Mouchamps à mettre ledit hôpital en possession des immeubles réclamés et à fournir, dans la quinzaine, les titres les concernant. Ils devront, en outre, justifier de l'emploi du capital de deux rentes amorties au Consistoire, et de Ramsay sera tenu de verser aux administrateurs la somme de 638 livres, montant d'un reliquat de compte, concernant les fonds de l'Église, qu'il avait produit le 13 juin 1683 (1).

L'ordonnance de l'intendant fut signifiée à de Ramsay,

(1) Un autre compte de la gestion des deniers de l'Église par de Ramsay avait été arrêté en séance du Consistoire le 13 janvier précédent. Le procès-verbal de cette séance donne les noms des ministres et anciens qui y assistaient, c'étaient : Bar, ministre; Ramsay, ancien; Martin, ancien; P. Pineau, ministre; Soullard; J. de la Douespe; D. la Douespe, ancien; Léon Pineau, ancien; Giraud, ancien; Fumolleau; C. Valois. (Arch. départ. de la Vienne).



CHATEAU DE LA BONNELIÈRE

(Lib. Poupin.)

en son domicile de Mouchamps, le 31 août suivant, par Raynard, huissier du diocèse de Luçon, qui lui déclara que faute d'y satisfaire il en serait contraint par les voies de droit (1). De Ramsay fit, par exploit, opposition à cette ordonnance, et comme il ne tarda pas à abandonner sa demeure, le différend avec l'hôpital ne fut réglé définitivement qu'en 1688 (2).

Voyant les tracasseries de toutes sortes dont il était l'objet pour sa religion augmenter de jour en jour, et prévoyant sans doute que la révocation de l'édit de Nantes était proche, de Ramsay résolut de passer à l'étranger pour chercher la tranquillité dont il avait besoin.

Sa femme et lui firent deux ballots contenant les objets suivants : deux couettes de lit, un « traversier » garni de plume, deux matelas, quatre couvertures de lit, deux oreillers et un certain nombre de linceuls (draps de lit), nappes, serviettes, chemises, robes, jupes et autres objets à l'usage d'homme et de femme. Ils confièrent ces ballots à M. Marchand, ministre de Vieilleville, qui se rendait en Angleterre.

Après cela, ils vendirent plusieurs de leurs meubles et prirent, avec leur famille, au mois d'octobre 1685, le chemin de Saint-Malo où ils espéraient s'embarquer pour aller joindre leurs « hardes ».

Mais arrivés dans cette ville, ils furent arrêtés par les officiers du roi et mis en prison avec beaucoup d'autres qui, comme eux, voulaient aller à l'étranger chercher la liberté de conscience. Leur séjour en prison dura plusieurs mois. Madame de Ramsay mourut à Saint-Malo (3).

Lassé par la persécution, accablé de chagrin et désirant vivement revoir Mouchamps, de Ramsay fléchit.

Après avoir été sommairement instruit des doctrines catholiques il abjura, le 14 décembre 1685, avec Jean, son

(1) Arch. de la Vendée, série I : Ordonnance du 23 juin et signification.

(2) Arch. de la Vendée, I : Quittance de l'hôpital de Luçon.

(3) Arch. de la Vendée, E, papiers Corbière : Inventaire des meubles de Ramsay et de sa première femme, née Corbière, 1687. — Mme de Ramsay dut mourir protestante, car les registres catholiques de Saint-Malo ne parlent ni de son abjuration ni de son décès.

fil aîné, dans la cathédrale et devant l'évêque de Saint-Malo.

Les protestants arrêtés dans cette ville pour avoir voulu passer à l'étranger, et qui durent abjurer pour être mis en liberté, devaient être nombreux. Le registre où furent inscrites les abjurations nous montre qu'ils étaient venus d'endroits fort éloignés les uns des autres.

Voici seulement les noms de ceux qui abjurèrent le même jour que nos mouchampais :

« Ecuyer François de Ramsay, sieur dudit lieu, mari de dame Marie Corbière; écuyer Jean de Ramsay, son fils, demeurant à Mouchamps; Marie Le Feuvre, native de l'île de Garnezay, royaume d'Angleterre, femme de n. h. Jean Hardy, sieur de La Touche, dénommé dans l'acte d'abjuration ci-devant fait et rapporté dans ce registre; Jacques du Four, demeurant paroisse de Sougeal, diocèse de Rennes, mari de Judith le Cheu; Catherine Tounois, femme de feu le sieur Mathieu Fanjoux, apothicaire en la ville de Tours, mère de Mathieu, Catherine et Suzanne Fanjoux, dénommés dans l'acte d'abjuration ci-devant fait, rapporté au registre; André Pelletier, environ 24 ans, natif de Saumur, orfèvre de sa vocation; Jacques Audoüy, environ 23 ans, natif de Saumur; Daniel Escroignart, chirurgien, environ 25 ans, natif de la ville de Rennes; Judith Escroignart, sœur dudit Daniel Escroignart; François Gendron, environ 28 ans, natif de la paroisse de Rochetretjoux (1), évêché de Luçon; Catherine Couppé, environ 45 ans, native de Paris, femme de feu Jean Brancourt, aussi de Paris, née dans la religion catholique apostolique et romaine, l'ayant professée jusqu'à 30 ans, s'étant pervertie et ayant fait abjuration au temple de Charenton, et finalement Isaac Brancourt, environ 13 ans, fils de Brancourt et de Catherine Couppé, né en Hollande, dans la ville de La Haye, et baptisé par un ministre de la ville » (2).

Le résultat de l'abjuration de Ramsay père et fils ne fut pas immédiat; l'ordre de les mettre en liberté ne fut signé par le roi que le 30 janvier 1686 et les portes de la prison ne s'ouvrirent pour eux que le 8 février suivant (3).

(1) Probablement un descendant de Jean Gendron, marchand, qui demeurait au village de la Pelletrie de Rochetretjoux en 1580.

(2) Arch. de la Vendée, série I : Acte des abjurations reçues le 14 déc. 1685.

(3) Arch. de la Vendée, I : Pièces diverses.

Dès le 27 octobre précédent, l'intendant du Poitou avait condamné de Ramsay à mille livres d'amende pour avoir abandonné sa maison. De son côté, la Commission des tailles de la paroisse de Mouchamps l'avait taxé d'office à cinquante livres. Les dragons venus à Mouchamps le 23 novembre étaient entrés dans sa maison « par bris et rupture de porte », s'étaient emparés d'une partie de ses meubles et les avaient vendus à diverses personnes (1). D'autres meubles avaient été « pillés et vollés par plusieurs particuliers » (2).

Toutefois, le 19 décembre, cinq jours après l'abjuration de Ramsay et de son fils, et tandis que les nouveaux convertis n'attendaient plus pour rentrer dans leurs foyers que la signature du roi, un huissier se transportait à leur maison de Mouchamps, en faisait enfoncer les portes, lever les serrures, et vendait au plus offrant, devant la porte, dans la rue, le reste du mobilier épargné par les dragons, regardé comme propriété du roi pour payer l'amende à laquelle de Ramsay avait été condamné. Le fisc n'y trouva pas son compte : les dragons avaient si bien fait leur service qu'il ne restait plus dans la maison dévastée que deux petits cabinets *usés*, un *meschant* coffre, un *vieux* bahut, une table, quelques fagots de bois, un peu de foin et de paille dont l'adjudication s'éleva à 24 livres seulement (3). De Ramsay, qui avait perdu sa femme à Saint-Malo et dépensé plus de 2 000 livres au cours de sa « déroutte » (4), entra dans sa maison dévastée au mois de mars 1686 (5).

Cette maison était située près du temple actuel de Mouchamps, au lieu dit la Feuilletrie, où on peut encore voir un reste des servitudes et une cheminée en ruines d'une des chambres d'habitation.

(1) Arch. de la Vendée, série I : Requête de Ramsay à Orré, procureur du roi en l'élection de Thouars, commissaire établi par l'intendant pour le logement et subsistance des troupes en Bas-Poitou, avril 1686.

(2) Arch. de la Vendée, I : Requête de Ramsay à l'intendant, mars 1686.

(3) Arch. de la Vendée, I : Procès-verbal de vente mobilière.

(4) Arch. de la Vendée, E, papiers Corbière : Inventaire du 3 fév. 1687. Deux mille livres de cette époque vaudraient bien huit mille francs de notre monnaie.

(5) Requête de Ramsay à l'intendant, mars 1686.

Quelques jours après son retour, de Ramsay adressa une requête à l'intendant Foucaud tendant à obtenir, comme nouveau converti, la décharge de l'amende de 1 000 livres et de la taxe de 50 livres auxquelles il avait été condamné pour avoir abandonné sa maison, et une



CE QUI RESTE DE LA MAISON DE FRANÇOIS DE RAMSAY
A MOUCHAMPS

autre requête à Orré, commissaire établi pour le logement des troupes de sa majesté en Bas-Poitou, tendant à obtenir que ses meubles vendus par les dragons, sans formalité de justice, lui fussent restitués, s'offrant d'ailleurs d'en rembourser le prix d'achat. Grâce à sa conversion, satisfaction lui fut donnée (1).

Au mois de février 1687, de Ramsay se remaria; il

(1) Requêtes déjà citées.

épousa Madeleine Voyer, veuve d'Antoine de Rivecourt, dont elle avait trois enfants. Avant le mariage, il fut fait inventaire des meubles situés dans la maison du futur époux, à Mouchamps, et provenant en grande partie de la succession de Marie Corbière, sa première femme. Les meubles inventoriés dans la chambre à coucher de Ramsay font supposer qu'il n'avait pas complètement abandonné la religion réformée. Parmi ces meubles, en effet, il n'y avait aucun emblème du culte catholique, mais un tableau contenant « LES COMMANDEMENTS » (1).

Les nouveaux époux restèrent quelque temps à Mouchamps, mais dès l'année suivante ils allèrent demeurer à la Mothe-Orson, paroisse de Moutiers-sur-le-Lay (2).

L'abjuration de François de Ramsay n'inspira pas une grande confiance, car en juin 1688, il se vit enlever, à la Mothe-Orson, ses enfants et ceux de sa seconde femme, les jeunes de Rivecourt, que des archers, envoyés de Fontenay, emmenèrent d'abord en cette ville, et ensuite, en septembre, au collège des jésuites de Puygarreau, à Poitiers, d'où on ne pouvait les retirer sans l'ordre

(1) Arch. de la Vendée, série E, papiers Corbière : Contrat de mariage; — Inventaire de meubles. A la fin de cet inventaire, de Ramsay déclare avoir racheté la plus grande partie des meubles qui lui restent des personnes les ayant acquis des dragons et des receveurs des amendes.

(2) François de Ramsay n'est pas le seul membre de sa famille ayant habité le bourg de Mouchamps :

Le 18 juin 1680, un sieur Ravenel, lui écrivant de Paris pour affaires privées, le prie de présenter ses civilités à mesdemoiselles ses *sœurs* demeurant dans ce bourg. (Arch. de la Vendée, E, papiers de Ramsay);

En janvier 1684, ledit de Ramsay, chargé de recueillir les dons des réformés de Mouchamps et des environs, déclare avoir distribué, en deux fois, six boisseaux de blé que ses *sœurs* ont donné pour les pauvres (Arch. de la Vendée, I, cahier de recettes et dépenses);

Une Marie de Ramsay, de Mouchamps, âgée de 30 ans, réfugiée à Londres et « recueillie en l'Eglise de la Savoie », reconnaît publiquement, le 26 octobre 1686, la faute qu'elle a commise en signant une abjuration. (*Bul. de la soc. de l'hist. du prot. français*, LIV, 356, note 2);

D'après l'inventaire de ses meubles, fait à Mouchamps le 3 février 1687, François de Ramsay était frère de d'les Marguerite et Marie de Ramsay; il leur avait prêté 700 livres le 6 mars 1686 (Arch. de la Vendée, E, papiers Corbière);

Demoiselle Marguerite de Ramsay, domiciliée à Mouchamps le 18 sept. 1688, morte protestante dans cette localité, à l'âge de 88 ans, le 20 janv. 1713, devait être la sœur de François de Ramsay (Arch. de la Vendée, E, de Ramsay; — Arch. de la mairie de Mouchamps).

de l'intendant de la province. Les archers conduisirent ensuite Mlle Eléonore de Rivecourt de son habitation de la Bonnelière (paroisse de Saint-Michel-Mont-Mercure) au couvent des nouvelles catholiques de Luçon, où elle resta jusqu'au 3 février 1693. Ces voyages forcés se faisaient aux frais des familles ainsi qu'on peut le voir par un rapport et un reçu des archers (1).

Quelque temps après leur sortie des établissements catholiques où on les avait enfermés de force, Jean de Ramsay fils épousa Eléonore de Rivecourt, fille de sa belle-mère, et vint habiter avec elle, à la Bonnelière, chez Samuel Voyer, son grand-père.

La famille Voyer était restée fidèle à la foi réformée. Sur l'entrée du château de la Bonnelière, qu'elle habitait, on peut encore lire cette inscription qui rappelle sa confiance en la divine Providence : « DIEU EST POUR NOUS, QUI SERA CONTRE NOUS ».

Plusieurs membres de cette famille moururent sur terre étrangère, où ils étaient allés chercher la liberté de conscience (2).

Le différend avec l'hôpital de Luçon qu'avait à soutenir de Ramsay, en 1685, n'avait pu être terminé avant son départ pour Saint-Malo ; il ne le fut que le 10 novembre 1688. C'est ce jour, en effet, que comparurent devant M^e Bourdeau, notaire à Luçon, René Rampillon, prêtre, agissant aux noms des directeurs de l'hôpital, et François de Ramsay, trésorier de l'ancien Consistoire de Mouchamps, demeurant à la Mothe, paroisse de Moutiers-sur-le-Lay.

Ce dernier exposa qu'il n'était pas tenu de justifier de l'emploi du capital des rentes amorties au Consistoire parce que ce remboursement avait été fait plus de six ans avant qu'il fût ancien (3); que, d'ailleurs, il ne s'agissait pas de rentes constituées mais de simples obligations. Il

(1) Arch. de la Vendée, série I.

(2) *Annuaire de la société d'émulation de la Vendée, 1858*; — Arch. de la Vendée, E, papiers de Ramsay, pièces diverses.

(3) Six ans auparavant c'était Paul Soullard, ancien, qui était trésorier du Consistoire (Arch. de la Vendée, série I).

déclara que le reliquat de 638 livres qui lui était resté entre les mains lors du règlement de compte, le 13 juin 1683, avait été employé à secourir les pauvres de Mouchamps après l'interdiction de l'exercice du culte dans cette localité, ce qu'il justifia d'ailleurs par « ses papiers domestiques ». Il affirma, en outre, n'avoir aucune somme, effets, meubles, ni biens quelconques provenant du Consistoire supprimé. Mais il avoua qu'après l'interdiction de l'exercice à Mouchamps, et pendant que cette Eglise « estoit recueillie à Pouzauges », c'est-à-dire de 1683 à 1685, il avait reçu de quantité de personnes diverses sommes s'élevant ensemble à 476 livres 14 sols 5 deniers pour distribuer aux pauvres, lesquelles sommes il n'avait point employées parce qu'il était déjà condamné à payer le reliquat qui lui était resté et qu'il avait dépensé en secours.

Il déclara qu'il était prêt à faire la délivrance audit hôpital de l'argent qu'il avait entre les mains si on le déchargeait des condamnations rendues contre lui.

Le sieur Rampillon, reconnaissant la bonne foi du sieur de Ramsay, accepta son offre, et, après que celui-ci eut versé les 476 livres 14 sols 5 deniers au receveur de l'hôpital, il le déchargea, aux noms des administrateurs de cet établissement et par quittance notariée, des condamnations rendues contre lui, promettant qu'il ne serait jamais inquiété ni recherché pour les affaires du Consistoire (1).

Dans cette quittance il n'est pas question des biens immeubles confisqués sur le Consistoire. L'hôpital de Luçon avait dû en prendre possession après le jugement du 23 juin 1685, pendant l'absence de Ramsay.

Les renseignements sur l'ancien trésorier de l'Eglise de Mouchamps, pendant les dernières années de sa vie, sont rares. On sait néanmoins qu'étant revenu à la religion réformée il fut enfermé au château d'Angers, en 1699, d'où on le transféra à celui de Nantes, dans lequel un cer-

(1) Arch. de la Vendée, 1 : Quittance de l'hôpital de Luçon.

tain de Miane passait pour opérer les conversions les plus difficiles.

Il vint en effet à bout de celle de Ramsay, ce qui lui valut, au mois d'août 1700, de grands éloges du ministre Pontchartrain et à son prosélyte la liberté (1).

Les biens de ce dernier, qui avaient été saisis à la requête du procureur du roi, lui furent remis par ordonnance de l'intendant du Poitou le 31 août 1700 (2).

François de Ramsay revint-il à la foi de ses pères avant de mourir? On serait porté à le croire, car son acte de sépulture ne se trouve pas sur les registres catholiques de Moutiers-sur-le-Lay et de Saint Valérien, paroisses qu'il dut habiter à la fin de ses jours (3).

Quant à son fils Jean, il y revint sûrement puisqu'il passa en Hollande, avec sa femme et d'autres parents, pour conserver cette foi (4).

B. SARAZIN.

(1) Lièvre : *Hist. des protestants du Poitou*, III, 346; — Vaurigaud : *Hist. des Églises réformées de Bretagne*, III, 184.

(2) Arch. de la Vendée, E, de Ramsay : Ordonnance de Maupeou d'Ableige, intendant, accordant main levée de la saisie.

(3) De Ramsay possédait les maisons de la Mothe-Orson, paroisse des Moutiers et de Claveau, par. de Saint-Valérien. C'est dans cette dernière maison qu'il faisait sa « demeure ordinaire » le 11 sept. 1700. Il mourut avant Madeleine Voyer, sa seconde femme, entre cette dernière date et le 19 mars 1706 (Arch. de la Vendée, E, de Ramsay, pièces diverses).

(4) Jean de Ramsay mourut en Hollande; sa femme, qui lui survécut, décéda à Londres en 1721. Leur fils unique, Henri, qu'ils avaient laissé en France, en bas âge, fut mis en possession de leurs biens et de ceux d'autres parents émigrés, au nombre desquels étaient ses deux oncles de Rivecourt et son oncle Henri de Ramsay (Arch. de la Vendée, E, de Ramsay, pièces diverses).

LES BOUQUET DE VENDÉE

On sait que, grâce à de puissantes protections, la Réforme se propagea de bonne heure en Bas-Poitou et particulièrement dans l'ancien évêché de Maillezais. Elle devint maîtresse du pays et Montaigu (1), où d'Andelot, frère de l'Amiral, avait introduit le culte protestant dès 1558, donna souvent à réfléchir à Nantes.

Parmi les églises, aujourd'hui disparues, de la vallée du Lay, celle de Chantonay (2) était à la fois puissante et nombreuse. Son histoire reste à faire. Dispersée au lendemain de la Saint-Barthélemy, abandonnée par son pasteur (3), elle semble disparaître pour renaître vers 1598. Malgré la suppression du culte, en août 1665, ainsi que dans vingt-cinq localités voisines, l'Église de Chantonay subsistait encore à la révocation de l'édit de Nantes, époque où son dernier pasteur, Jean de La Place, probablement fils d'Aymé de La Place, ministre de Talmond, se réfugia à La Haye.

La famille Bouquet faisait partie de l'ancienne Église de Chantonay, où elle occupait un rang considérable. Moïse Bouquet épouse, en 1604, « en l'Église de Dieu réformée de Chantonay », Marie Brethé, fille de Nicolas

(1) D'après Bellouard de Jemonville (*Echos du Bocage vendéen*, vol. III, 163) le temple, détruit par les troupes du duc de Nevers, en 1588, était situé entre la maison du « Grand Logis » et la chapelle Saint-Maurice. A la Révocation le cimetière existait encore. Il fut donné à l'hôpital et vendu par lui au couvent. Montaigu est le lieu de naissance de Philippe de Saint-Hilaire, apôtre de la Réforme dans les marches de Bretagne et du Poitou, qui, avec Bachelard, dit Cabannes, discuta au château de Nantes contre Jacques Dupré. Il était fils de Bertrand de Saint-Hilaire, seigneur de la Bougonnière, etc. A l'époque qui nous occupe (xvii^e siècle) la baronnie appartenait à la marquise de La Roche-Giffard, dernière représentante d'une des plus anciennes maisons de Bretagne, les Machecoul-Vieillevigine, « huguenote obstinée » (Branche de Kergrois). Voir dans Tallemant des Réaux un portrait d'elle. 35^e *Historiette*.

(2) Chef-lieu de canton de la Vendée. Consulter Lièvre, *Hist. des prot. du Poitou*, I, 183 et 263; *Bull.* IV, 321 et VII, 432. Aussi sur les débuts de la Réforme, *Revue de Bretagne et de Vendée*, déc. 1857.

(3) Rohier, réfugié à La Rochelle.

Brethé, « en son vivant sieur du Pont » et de Marguerite Pinaud. Le pasteur de l'Église était alors M. Boisjolin. Moïse est mort vers 1634 ou 1636 et sa femme, dont la famille est très connue en Vendée, vers 1657. C'est la première mention du protestantisme des Bouquet de Vendée, mais leur conversion remontait certainement plus haut. A la Révolution, la première assemblée municipale de Mouchamps, tenue le 12 août 1787, élira un Brethé, un Clémenceau, un Boisson des Touches, un de La Douespe, tous parents ou alliés des Bouquet, descendants de protestants ou protestants eux-mêmes (1).

Moïse Bouquet, en mourant, laissait trois enfants : *Moïse*, Sieur de la Nouhe (2), mort sans postérité avant 1740 ; *Antoinette*, mariée en premières noces à Pierre Peleux, lieutenant criminel et civil du duché de Thouars, puis à Paul Naudin, aussi lieutenant du duché de Thouars, et enfin, *Pierre Bouquet*, qui continue la descendance.

Ce Pierre Bouquet, qui portait comme son père le titre de sieur de la Chevalerie (3), habitait Sigournais. Il était sénéchal de Chantonay et du Puybelliard et épousa, en 1640, Charlotte Peleux. En 1685, quand il abjura, il était qualifié de licencié ès lois, procureur fiscal du duché de Thouars et d'avocat au Parlement, charge qu'il possédait depuis 1651.

Pierre Bouquet a laissé quatre enfants : *Henri*, sieur

(1) *Papiers et Correspondance de J.-E. Deladouespe*, Niort, 1904, p. 14.

(2) Ce nom a été porté, à la même époque, par le seigneur de la Tabarière, aussi membre de cette Église de Chantonay et de celle de Sainte-Hermine, sa voisine, Jacques des Noues ou de Nouhe, qui avait épousé Anne, fille de Philippe du Plessis-Mornay. Ils habitaient ordinairement Bodet (*Com. de Sainte-Hermine*). La terre de Nouhe était entre Chantonay et la Tabarière, aujourd'hui petit hameau sur le chemin de Bournezeau. Rappelons qu'un des plus merveilleux imagiers de la fin du xv^e siècle, l'auteur du missel achevé le 5 avril 1492, aux Herbiers, tout près de Chantonay, s'appelait Pierre de la Nouhe (Missel de l'évêque de Comminges, Biblioth. nation.). — Moïse Bouquet était qualifié sieur de la Chevalerie.

(3) Logis et domaine situé à Chantonay ; — la pièce la plus ancienne que nous possédons dans nos archives de famille, est un acte notarié du 1^{er} septembre 1683, qui constate qu'un certain Nicolas Barbarin et un autre, Antoine Texier, ont payé au sieur de la Chevalerie, à titre de redevance, un boisseau de froment chacun par boissellée de terre qu'ils possèdent ou exploitent sur ledit domaine. — Le Puybelliard, aujourd'hui commune de la Vendée, était l'annexe de l'Église de Chantonay et possédait un temple.

des Closes (1), argentier de l'Ecurie de M. le Prince de Condé, dont la descendance nous est inconnue ; *Anne-Charlotte*, mariée à Paul Giraudeau, greffier de Mouchamps (2) ; *Jules*, et enfin, *Paul Bouquet*, sieur de Saint-Paul, sénéchal de Sigournais, qui épouse Charlotte Marchegay, petite-fille de Samuel Majou et de Marguerite Desmé de Lousigny.

Samuel Majou et Marguerite Desmé ont laissé un testament qui est très beau et très touchant. Il est daté du 12 janvier 1696. Après avoir béni Dieu de la « douceur, tranquillité, parfaite union et amitié » en laquelle ils ont vécu ensemble, « ne nous étant jamais arrivé d'avoir aucune parole contraire l'un envers l'autre », ils écrivent :

Nous avons encore à rendre des grâces singulières à ce bon Dieu de nous avoir fait naître dans sa sainte religion et d'en avoir les sentiments dans le cœur, quoiqu'elle ne se professe plus publiquement en ce royaume depuis l'an mil-six-cent-quatre vingt-cinq, en laquelle année notre roi cassa tous nos édits, chartes et privilèges et fit abattre nos Temples. Il envoya des régiments de dragons exercer des cruautés incroyables sur ceux qui ne voulurent pas donner des actes devant les curés, portant qu'ils renonçoient à l'hérésie et erreurs de Calvin et qu'ils embrassoient les cérémonies de l'Eglise romaine (3). La violence du dragon nous

(1) La métairie des Closes, qui provenait de Pierre Brethé, frère de Marie Brethé, restera dans la famille de Pierre Bouquet, ce qui semblerait indiquer que Henri Bouquet est mort sans postérité.

(2) Nous relevons dans une copie de l'état-civil catholique de Mouchamps les actes suivants : 3 déc. 1709, bap. de Paul-Pierre, fils de hon. homme Paul Giraudeau et de D^{lle} Anne-Charlotte Bouquet. — 17 nov. 1713, bap. de Anne-Charlotte Giraudeau, fille de Paul Giraudeau et de Anne-Charlotte Bouquet, « relaps-relligionnaires de ce bourg ». — 25 nov. 1713, sépulture d'Anne-Charlotte, bap. le 17 nov. 1713. — 13 fév. 1715, bap. de Anne-Marie Giraudeau, parrain hon. homme Jules Bouquet, marraine, D^{lle} Marianne Bouquet. — 18 sept. 1716, sépulture dans le « petit cimetière » du corps de D^{lle} Anne-Charlotte Bouquet, environ 34 ans, en présence de Jules Bouquet, sieur de la Chevalerie, et François Majou, Sieur de la Courtière. — Et enfin, le 18 août 1719, le « sieur Giraudeau, veuf d'une Bouquet » meurt « relaps-religionnaire », dans le bourg. C'est en 1719, que le prédicant Jacques Dauban, de Maigresouris, près Foussais, tient des assemblées aux environs de Mouchamps. Les pasteurs du Désert sont généralement désignés dans cette région de la France par l'expression « l'homme de Dieu ».

(3) Samuel Majou était fils de Daniel, sieur de la Proutière et de Marguerite Brancheu ; Marguerite Desmé était fille de Jacques Desmé, sieur de la

fit tomber en cette lâcheté, comme les autres, dont nous demandons pardon à Dieu. Nous n'avons point assisté au service, ce qui a attiré sur moi Majou dix-huit mois de prison à la Bastille, à Paris; mais mon Dieu m'a soutenu contre les menaces, maux et promesses qu'on m'a faits; en sorte que j'en suis sorti sans avoir rien accordé (1). Souvenez-vous que vous avez pris alliance en la religion de Dieu et de vos pères, par le baptême que vous y avez reçu: ne renoncez jamais à cette alliance: au contraire, faites qu'elle soit perpétuée en vos familles, de génération en génération.

Lisez notre présent testament au moins une fois l'an... et nous demandons à Dieu pour vous et vos enfants, qu'il vous fasse comme au Bon Larron; qu'il dise à vos âmes au sortir de vos corps: « Je te dis que tu seras aujourd'hui en Paradis avec moi... »

Lisez la sainte Ecriture... Ne prenez pas l'habitude de jurer le saint nom de Dieu, mais que votre oui soit oui et votre non non. — Ainsi soit-il (2).

L'aînée des neuf enfants de Samuel Majou, Philippe, mariée à François de la Douespe, était réfugiée avec son mari et ses enfants à Balk, en Frise. Au moment de leur sortie du royaume, l'aînée de leurs enfants, Charlotte de La Douespe, fut enlevée et enfermée au couvent de la propagation de la Foi, à Luçon. Elevée dans la religion catholique, elle devint plus tard la bisaïeule du marquis de Bonchamps, le célèbre chef vendéen (3).

Revenons au deuxième fils de Pierre Bouquet et de

Bouchetière et de Philippe Brancheu. Les Majou et les Brethé étaient parents. — V. Lièvre, *op. cit.*, II, 137; Vaurigaud, III, 25 et 26. Il s'agit de la mission du curé Echallard, bénédictin, qui obtint avec les dragons d'Asfeld, au milieu d'excès indescriptibles, 1 200 conversions dans le seul bourg de Mouchamps. Louvois lui donna l'abbaye de Saint-Benoit de Quimperlé.

(1) Il est intéressant de rapprocher de cette déclaration le passage suivant du *Journal* de Du Junca, lieutenant de la Bastille: « Du dimanche à huit heures du matin, le 29 novembre [1690] est sorti quatre prisonniers et un valet, étant tous du Poitou, qui sont MM. de Chaligny, la Javelière, Grimaudet et Majou, et de plus le valet; tous de la R., et point convertis. » (Cf. Fr. Ravaisson. *Archives de la Bastille*, IX, 177).

(2) Ce testament a été publié en 1834, à Angers, par Paul Marchegay et tiré à 250 exemplaires numérotés.

(3) François de La Douespe, sieur de la Vaslinière, a eu deux fils pasteurs en Hollande. Son beau-frère, François Majou et sa femme, Marie-Anne Bouquet, ainsi que son oncle, René Majou, s'y réfugièrent aussi avec leurs enfants. V. le testament pour les neuf enfants de Samuel. (V. *Bull.* 1903, 95 ss.)

Charlotte Peleux, *Jules Bouquet*, syndic de Sigournais en 1681. Il épouse Marguerite de La Douespe, et meurt en 1707, à la Tabarière (1), près Chantonay, où il habitait depuis 1700. C'est le dernier des Bouquet qui fut qualifié sieur de la Chevalerie. Il a laissé sept enfants : *Marguerite*, mariée à Adam Moizant, médecin ; *Jules* ; *Paul* ; *Pierre* ; *Anne-Marie* ; *Louis-Jules* et *Charlotte*.

Jules, sénéchal de Sigournais, puis seigneur de la Barbière de Chassais, avait épousé Elisabeth Godet, dont il eut un fils, Louis Daniel, baptisé en 1727, avec Louis Jules pour parrain et D^{lle} de Garreau, pour marraine. Nous n'en avons pas retrouvé traces.

Paul Bouquet, Sieur de la Chadelière, épouse en 1720, Anne-Louise Chapeau, née en 1700, morte en 1778. Il habitait, près Chantonay, la maison du Pont. En 1723, il est fermier de l'Abbaye de Bois-Goyer, appartenant aux Dames de Fontevault et habite la maison noble de Bourdevaire (2). Il est mort le 25 avril 1750, à l'âge de 58 ans, protestant opiniâtre, s'il faut en croire le curé qui a rédigé la mention très sommaire de son décès, annoncé par Louis Chapeau, son beau-frère.

Paul Bouquet et Louise Chapeau ont laissé plusieurs enfants : *Pélagie-Rosalie*, d^{lle} des Closes, morte le 25 avril

(1) Nous avons vu que la seigneurie de la Tabarière appartenait à Jacques des Noues ou de Nouhé. Il construit, en 1606, le temple de Sainte-Hermine où le culte se célébrait au château. Le pasteur était encore, en 1623, M. Papin.

(2) A appartenu ensuite aux Deladouespe, puis encore aux Bouquet, par le mariage de Paul Bouquet et de Marguerite Deladouespe, le 2 prairial an VI. Elle se composait de « logis, granges, boulangerie, écurie avec grenier dessus, logement de métayer et basses-cours ». Elle fut brûlée lors de la guerre de Vendée par les insurgés qui y firent pour 15 000 livres de dégâts. — Le chef du soulèvement dans la région était le descendant d'une des grandes familles protestantes de Saint-Fulgent, les Royrand de la Roussière, qui abjurent trois d'un coup, avec leurs gens, en 1685, entre les mains de Madeline, curé. (*Reg. de l'Etat civil, baptêmes.*) Les seigneurs de Saint-Fulgent, qui relevaient de la baronnie de Montaigu, étaient protestants au XVII^e siècle, et descendaient des gentilshommes verriers installés au XIV^e siècle au Parc de Mouchamps. La famille a fourni de nombreux chefs aux armées protestantes et plusieurs pasteurs, (Bouciron de Grand Ry, Loyseau, Amproux, etc., Voir *Bull. de la Soc. des Antiquaires de l'Ouest pour 1863*, p. 217, pour les Bouciron de Grand Ry et le *Diction. des familles du Poitou*, au nom Cailhaut pour les Loyseau et les Amproux.)

1806, à Luçon, non mariée, à l'âge de 67 ans; *Anne-Louise*, morte en 1783, non mariée; *Pierre*, Dr en médecine à Luçon; *Marguerite*, mariée à François Deshayes, morte veuve sans enfants en l'an IV; *Anne-Charlotte-Louise* et *Paul-René*, sieur de la Chadelière, époux de Marguerite Majou (1), qui fut administrateur de la Vendée pour la Convention.

Anne-Charlotte-Louise Bouquet a épousé, avec dispense de parenté, le 20 août 1748, Pierre-Benjamin Clémenceau, sieur de la Ronde, licencié ès lois, avocat au Parlement et veuf de Magdeleine Godet. Quoique qualifiés à l'état civil « catholiques du logis du Colombier », leurs descendants sont en partie protestants. Ce sont : *Pierre-Paul*, Dr en médecine de la Faculté de Montpellier, qualifié « Noble homme », marié à Charlotte Maillot; *Paul-Jean*, marié à Gabrielle Joubert, en 1809 et *Paul-Benjamin*, fils du précédent, marié à Emma Gautereau. L'un de leurs fils est M. Georges Clémenceau, sénateur, ancien Président du Conseil.

Paul-René Bouquet, l'administrateur de la Vendée, mort en 1794, à Chantonay, a laissé une fille *Marie-Anne* qui a épousé Pierre-Alexandre Boutet, le 11 février 1803, fils de Jacques-Alexandre, capitaine de la C^{ie} des Indes et de Catherine de Chaizeault, parente du Girondin (2). C'est la fin de la branche cadette.

Avec Pierre Bouquet (1724-1792), médecin, nous l'avons vu, à Luçon, finit la branche aînée. Il a épousé, par dispense aussi, le 13 mai 1754, Marie-Louise-Florence Clémenceau, fille de son beau-frère Benjamin et de sa première femme Marie-Magdeleine Godet. C'était aussi une descendante du pasteur Jacques Clémenceau, si durement traité par les fanatiques de Poitiers, lors des

(1) Née en 1730, morte le 7 prairial an XIII, à Chantonay.

(2) V. les portraits, etc., dans *Bull.* 1908, p. 405. De leurs deux enfants, Alexandre-Eugène Boutet et Amélie Boutet, sont issues les familles vendéennes actuelles des Bujeaud, Châtelain et Grimaux, dont l'un, Édouard Grimaux, s'est illustré dans la chimie en propageant la théorie de l'atonicité avec Wurtz, dont il fut le collaborateur.

troubles de 1608. Elle est morte le 11 avril 1768 (1), à l'âge de 31 ans, laissant quatre fils : *Jules*, « parti pour les Iles » en 1790; *Louis*, chirurgien, mort naufragé sur l'*Illinois*; *Paul-Marie* et le plus connu de tous, *Charles-Alexandre Bouquet*, qui a fourni une glorieuse carrière dans les armées de la Révolution et de l'Empire. Le 7 floréal, an VII, à l'affaire sur l'Adda, il prend un bataillon entier de 900 grenadiers hongrois et le ramène prisonnier avec 43 chasseurs (2).

Paul-Marie Bouquet, son frère, né aussi à Chantonay, décédé à Luçon en 1809, avait épousé Marguerite-Jeanne Deladouespe (3). Ils n'ont laissé que deux filles, *Marguerite-Pauline-Rosalie*, mariée à Pierre-Arsace Morin, avocat de la Rochelle, et *Jeanne-Catherine-Florence*. Il habitait à Beaupréau (Com. de Ste-Soulle).

Les Bouquet étaient tombés en quenouille. Catherine-Florence épousa, en 1818 (4), dans le temple de La Ro-

(1) A l'acte on lit : « Messieurs les médecins et chirurgiens de la famille étaient présents à la sépulture dans le petit cimetière de Luçon ». Pierre Bouquet a été inhumé à Luçon, le 6 juin 1792.

(2) Charles-Alexandre-Benjamin Bouquet, premier colonel du 13^e chasseurs à cheval actuel (10 oct. 1761-10 oct. 1815), deux fois marié, n'a pas laissé d'enfants. Il habitait à Villars, commune de Sainte-Cécile (V. *Bull.* 1908, p. 408). On peut consulter sur lui l'histoire du 13^e chasseurs, où se trouvent ses états de services et un portrait d'après une miniature sur ivoire en notre possession. Il est mort dans son logis du Chateigner, com. de la Réorthe.

(3) Fille de Jacques-Étienne et de Jeanne-Catherine Loyau. Son père s'était marié en Hollande comme le prouve l'extrait de son livre de raison, conservé dans la famille : « Le 3 janvier 1768, j'ai été marié à La Haye, en Hollande, sur la permission du Roy que j'ai obtenue par le Brevet du 7 nov. 1767, etc. ». C'est un descendant direct de Jean de La Douespe et du notaire Paul de La Douespe qui signent au testament de Catherine de Rohan-Soubise (v. *Bull.* 1903, p. 97, ssq.). Il est curieux de constater que ce dernier succédait à un Loyau, comme notaire à Mouchamps dès la seconde moitié du xvi^e siècle (contrat entre Jean de Hangar, sieur de la Bobinière et le curateur d'Olympe et de Pierre de Ramsay, en 1595, deux familles notables huguenotes de Mouchamps). C'est Jacques-Étienne de La Douespe, devenu administrateur de la Vendée, puis commissaire de la Convention, qui le premier adopte l'orthographe actuelle du nom. Dans une lettre du 17 nivôse, an VI, il regrette le mariage de sa fille avec Paul Bouquet, ce dernier étant resté catholique. Leurs filles furent protestantes.

(4) Catherine-Florence était nièce et filleule de Benjamin Clémenceau. Parmi les personnes qui signent à son contrat retenu par M. Hérard, notaire à La Rochelle, le 19 janvier 1818, il faut noter les derniers représentants de familles protestantes autrefois considérables en Vendée : dame Thérèse Pélagie Joubert du Landreau; Louis Liège, d'une famille parente des Bouquet

chelle, Alexandre-Émile Boutet, autre fils d'Alexandre Boutet et de sa seconde femme Marie-Claude Florent de Mesnard. Ils ont laissé six enfants, aujourd'hui disparus : *Paul-Emile*, marin comme son père ; *Emma*, longtemps directrice de l'asile protestant de Nantes ; *Amélie* ; *Ernest*, mort soldat, tout jeune encore, en Corse ; *Marie* et *Camille*, qui a été Directeur des Contributions Directes et un moment secrétaire du Consistoire de Nantes, mort le dernier, à Marennes, en avril 1912.

LOUIS BASTIDE.

et des Boutet, qui joua un rôle important dans l'Église de Saint-Maixent : le colonel Louis-Jacques-Luc Majou, dont la *Revue des Études historiques* a publié des extraits du journal de campagne (*Nouvelle série 1899*), etc. — Alexandre-Émile Boutet, aspirant de marine, fut médaillé de Sainte-Hélène et quitta de bonne heure la marine. Son fils, Paul-Émile, est mort en 1870, commissaire général de la Marine et membre du Conseil d'amirauté. Il a laissé une volumineuse et précieuse correspondance sur la campagne de Tahiti et la guerre de Crimée, qui a déjà été mise à contribution. C'est lui qui ramena la dépouille mortelle de l'amiral Bruat.

Documents

LES DÉBUTS DE LA RÉFORME A SARLAT (1561)

Il s'agit surtout ici de présenter au lecteur un document capital, retrouvé dans les papiers de la justice d'Agonac (Archives départementales de la Dordogne, série B) (1).

C'est le procès-verbal d'une réunion de gentilshommes, d'officiers royaux et de notables, tenue à Sarlat, le 25 mai 1561, sous la présidence de l'évêque François de Senne-terre, en vue d'amener les « Huguenaulx » de cette ville à se conformer aux édits du Roi touchant l'exercice de la nouvelle religion.

A Sarlat, « malgré l'exemple des supérieurs, l'action morale très forte du clergé catholique et des magistrats, l'esprit de tradition des Sarladais » (2), la Réforme s'était acquis de chauds partisans dans les rangs de la bourgeoisie, depuis 1551 environ. Mais les premiers prêches qui furent tenus à Sarlat, ceux du ministre genevois Étienne Gragnon, ne remontent qu'à 1559 (3). Leur succès fut assez grand pour qu'en 1560, il y eût à Sarlat une « brigade de calvinistes », s'assemblant en plusieurs maisons, malgré l'opposition de l'évêque, du chapitre et des catholiques. Son ministre était un nommé Raymond Duroy, ancien bénédictin d'Uzerche (4). Au mois d'octobre de la même année, l'attitude des réformés et, particulièrement,

(1) Sur cette découverte, cf. Cardenal (Lⁱ de), *Notes sur les archives des États de Périgord*, dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. XXXIX, Périgueux, 1912, p. 145-152.

(2) Escande (J.-J.), *Histoire de Sarlat*, Sarlat, 1903, p. 120.

(3) Gaullieur (E.), *Histoire de la réformation à Bordeaux*, t. 1, Paris, 1884, p. 177.

(4) Tarde (J.), *Les Chroniques*, annotées par le V^{te} de Gérard, Paris, 1887, p. 228.

celle du ministre Mazet, qui prêche en plein jour et baptise à la genevoise, commence à inquiéter les officiers de justice. L'évêque, de son côté, appelle à Sarlat le sénéchal de Périgord pour tâcher d'intimider la population; en novembre, le maréchal de Biron écrit aux notables afin de les engager à ne plus favoriser les progrès de l'hérésie.

Toutes ces démarches sont vouées à l'insuccès par suite de la fermeté des religionnaires qui ont des soutiens parmi les magistrats. En janvier 1561, des troubles éclatent à Sarlat, le parlement de Bordeaux est saisi et Burie, lieutenant général en Guyenne, ordonne à Jean de Losse, l'un des principaux chefs catholiques du Sarladais, d'occuper la ville et de recourir, en cas d'émeute, à la compagnie d'ordonnance du Roi de Navarre.

Les graves événements de l'Agenais et du Quercy, se produisant alors, ne pouvaient qu'empirer la situation à Sarlat. Dans tout le Périgord, s'allume la guerre civile (1). Le malaise redouble en haut lieu. On prête aux protestants les intentions les plus criminelles. Dans ces circonstances, François de Senneterre, qui vient de séculariser son église, rassemble au palais épiscopal les personnes les plus décidées à faire respecter les édits du Roi et à maintenir l'ordre dans Sarlat.

Il faut lire en entier le procès-verbal de cette réunion, qui nous a conservé l'une des plus émouvantes défenses de l'attitude des premiers Réformés contre l'arbitraire royal.

GÉRAUD LAVERGNE.

1561, 25 et 27 mai, Sarlat. *Procès-verbal de l'assemblée tenue au palais Episcopal pour amener les nouveaux Religionnaires de Sarlat à cesser leurs assemblées et leurs prêches.*

Aujourd'hui vingt cinquième du mois de may mil cinq cens soixante ung, en la maison épiscopale de la présente ville et cité

(1) Les indications qui précèdent sont un résumé de la note VII des *Chroniques* de Tarde, o. c., p. 375-378, et de Rouméjoux (A. de), *Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598)*, dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. XXIX, Périgueux, 1902, p. 111-127. Il n'y a encore aucun ouvrage définitif sur les guerres de religion en Périgord.

de Sarlat, en présence de messire François de Seneterre (1), évêque de lad. ville, ont esté assemblez messieurs maistres Anthoine de Salis (2), lieutenant général, Guilhaume de Laporte, lieutenant criminel en la présente Sénéchaucée de Périgort; les seigneurs de Losse (3), de Cousage (4), de Lascaux (5), de Groslejac (6), sire Pierre Saau, bourgeois; Michel Faure, Anthoine Lascourtz, consulz de lad. ville; Mes Annet Dieudye, procureur du Roy; Aymery Pascal, son substitut; Pierre Brousse, esleu; Léonard Tustal, scindic; Bertrand de Salinhac, doyen et Jehan de Mechmon, aulmosnier du chappitre de lad. ville; ausquelz par led. de Salis, lieutenant général, a esté remonstré que, combien par les ecditz et ordonnances du Roy, soit prohibé et défendu à toutes manière de gens de faire assemblées publiques ny en maisons privées pour le faict de la Religion, à port d'armes ne autrement (lesquelz ecditz ont esté publiez à cry public et son de trompe par plusieurs foys, tellement que aucun n'en peult prétendre cause d'ignorance); néantmoins, plusieurs habitants de lad. ville, en contemps et mépris des dictz ecditz, se assemblent pactamment et publicquement et à grand nombre par les maisons, à port d'armes, au grand scandale de tout le peuple et l'esmeuement des bons cytoiens, subjetz et serviteurs du Roy et, que pis est, non contens de ce, auroient délibéré ce jourd'huy, comme est le bruit et fame publique, faire grand amas et assemblée de gens de toutes partz, soubz prétexte de faire la Cène publicquement et par force et violence prendre le couvent des Cordelliers de lad. ville (7), à laquelle Cène se doivent trouver de trois à quatre mille personnes estrangers, si sur ce, n'eust esté pourveu par les officiers et consulz de la présent ville; et que pis est, se jactent et vantent faire lad. assemblées là et quant à présent ne la pourront faire, à tel aultre jour qu'ilz pourront conduire leur entreprinse, que seroit grande ruyne de ceste povre ville et de tout le pays circonvoisin, et faire semblables actes qu'ont esté faictz en la ville de Bragerac (8), en laquelle, soubz coulleur et prétexte de ce dessus, les esglises et couventz de lad. ville ont esté volez et ruynez, comme de ce est voix et fame

(1) Ou de Senectère, ancien moine de la Chaise-Dieu; nommé évêque de Sarlat en 1546, il résigna sa charge en septembre 1567. Cf. *Gallia Christiana*, t. II (1873), c. 1525-1526.

(2) Seigneur de la Batut, lieutenant général au siège de Sarlat (1543-1572).

(3) Jean de Losse, chevalier, sieur de Thonac, Saint-Léon, Gaubert, Banès, etc.; capitaine de la garde écossaise, maréchal de camp aux armées royales et lieutenant du Roi en Guyenne.

(4) De la famille de Roffignac.

(5) Lascoux, Jean de Montardy.

(6) Gauléjac, comm. cant. de Domme; fief des Lamothe-Fénelon.

(7) Ancien couvent de Sarlat. Un chapitre général s'y était tenu en 1514.

(8) Bergerac. C'était, depuis 1553, une des villes de Guyenne les plus attaquées à la Réforme; de nombreux scandales y avaient éclaté dès le début.

publicque; à ceste cause, a supplié la compaignie, tant pour luy que aultres officiers du Roy, délibérer sur led. afère et leur bailler advis et conseil comme on doit procéder pour faire cesser telz scandales et assemblées.

Par led. seigneur de Losse a esté dict et remonstré que le jour d'hier, devers le soir bien tard, estant en sa maison, il receust un paquet à luy envoyé par Monsieur le Seneschal de ce pays (1), dans lequel avoit une missive que le seigneur de Burie (2), lieutenant général pour le Roy, en absence du roy de Navarre au pays de Guyenne, luy envoioit; par laquelle lui mandoit avoir esté adverty que quelques gens avoient délibéré de se saisir de ceste ville, icelle prendre par force et emblée, et qu'il pensoit que se fust pour la saccager, comme est contenu plus amplement par ses lectres; de laquelle a esté illec faict lecture, ensemble d'un arrest donné en la Court de Parlement de Bourdeaux, le huictièsme jour de ce présent moys et an, qu'il a dict bien avoyr esté envoyé par le dict sieur Seneschal; et à ceste occasion a dict estre venu en ceste ville pour entendre la vérité et empescher, de tout ce qui luy sera possible, que telles entreprises ne sortent à effect et, pour ce faire, a ofert employer ses personne, biens et vie et de sept gentilzhommes qu'il a mené avecques luy; disant n'avoir heu le temps pour faire plus grande assemblée de gens arméz et que toutefois ilz délibéroient fere s'il est besoing, en tel nombre qu'il espère que l'auctorité en demeure au Roy.

Lesquelles remonstrances entendues par tous ceulx de la compaignie, et aiant esté rapporté que les personnages de la présent ville qui sont de la nouvelle secte et religion, sont à présent assemblez en la maison de Gabriel de Plamon (3), avec leur mynistre qui leur presche, estans en grand nombre, tant de lad. ville que lieux circonvoisins, garnyz et équippez de toutes armes, seroit mal aisé entrer en lad. maison qui est forte, sans grand danger, murtre et esmotion; considéré mesmement que, pour le présent, l'on n'a poinct grandz forces; ont été tous unanymement d'advis, pour esviter aux inconveniens et scandales susd., mander trois ou quatre personnages de lad. assemblée pour entendre d'eulx s'ils ont délibéré de continuer lesd. assemblées contre les edictz et ordonnances du Roy et arrestz de la Court de Parlement de Bourdeaux, pour après, aiant entendu leur volonté, y pourvoir, comme le cas le requerra et que l'on verra estre affaire par raison.

Pourquoy faire ont esté commis et deputé lesd. La Dieudye,

(1) Jacques André, seigneur du Repaire-Martel.

(2) Charles de Coucy, chevalier de l'ordre du Roi, capitaine de 50 lances.

(3) Famille bourgeoise, qui donna à Sarlat des notaires, des procureurs et un prévôt de la cathédrale.

procureur du Roy: Tustal, scindic; et M^e François Labrousse, commis du greffier, auxquelz a esté donné charge que, en advènement que lesd. personages feyssest difficulté envoyer aulcungs d'entre eulx, craignans fussent retenuz, de leur promectre qu'ilz pourroient venir en tout assurance et ne seroient retenuz ny arrestez de leurs personnes.

Lesquelz La Dieudye, Tustal et Brousse sont allez en la maison dudict de Plamon, en laquelle ont trouvé, comme ilz nous ont rapporté, grand nombre de personages assemblez, tant estrangers que de la présent ville, qui chantoient à haulte voix les pseumes, après avoir ouy le presche, comme ilz disoient, dudict mynistré, ausquelz avoient faict entendre leur charge et qu'ilz estoient là envoyez de la part dudict seigneur Evesque, officiers du Roy et consulz de la présent ville, pour leur dire que aulcuns de leur dicte assemblée vinssent parler à eulx à lad. maison episcopalle, pour entendre ce qui leur seroit dict. Lesquelz personages de lad. assemblée, après avoir demandé seurté de leurs personnes et leur avoir esté octroyée par les dicts Dieudye et Tustal, suyvant la puissance sus à eulx donnée, depputarent pour aller devers lesd. officiers du Roy, M^{es} Jehan Meynery, médecin (1); Pierre Vaquier, Jehan Boverly, procureur, et Anthoine Yssaudon, marchand.

Ausquelz estans arrivez en lad. maison episcopalle, fut remonstré par led. de Laporte, lieutenant criminel, comment par plusieurs ecditz du feu roy François, comme du roy Charles, à présent regnant, avoit esté prohibé et défendu de ne prescher sans permission des évesques et, à toutes personnes, de ne assister à telles prédications, à peyne d'estre pugniz comme séditieux, rebelles et désobéyssans au Roy et criminelz de lèze majesté; aussi de ne faire assemblées publiques ny prières pour le faict de lad. Religion; lesquels ecditz ont esté publiez par plusieurs foys à son de trompe et aussi signifiez particulièrement à plusieurs, tellement que aulcun n'en peult prétendre cause d'ignorance. Toutefois eulx et leurs complices de leur secten'ont jamais voulu cesser de faire lesd. assemblées publiquement, monstrant par là la désobeyssance et rebellion qu'ilz font au Roy et aux magistratz; et jaçoit qu'ilz heussent mérité d'estre pugniz des peynes contenues par lesd. ecditz et ordonnances, toutefois l'on n'a voulu contre eulx procéder, par la rigueur de la loy, ains user de toute douceur pour

(1) Ce Meynier (*Meyneri*), excellent médecin, a joué un rôle important dans les événements de son époque. En 1578, il fut pris à Beynac par des gens de Sarlat et Armand de Gontaut, sieur de Saint-Geniès, dut demander à M. de Biron sa mise en liberté. Cf. Saint-Saud (C^{ie} de), *Lettres au maréchal de Biron*, dans le *Bull. de la Soc. hist. et arch. du Périgord*, t. XXIV, Périgueux, 1897, p. 61-62.

les destourner de leurs folles entreprinses et espérans par ce moien les rendre obeyssans aud. seigneur et à ses ecditz.

Toutefois, ilz n'ont jamais voulu cesser, ains continuant de mal en pis, augmentent tousjours le nombre des gens de leurs assemblées et ont entreprins, comme ledict seigneur de Burye, lieutenant général pour le Roy au présent pays de Guyenne, a esté adverty, de prendre par force et d'emblée la présent ville et icelle saccager, et, pour ce faire, assembler grand nombre de gens estrangers, comme est contenu par sa missive envoyée au seigneur de Losse, de laquelle leur a esté fait lecture. Aussi leur a esté remonstré que, par arrest donné en la Cour de Parlement de Bourdeaulx, le huictiesme du présent moys, sur la lecture et publiance de certain ecdit fait par le Roy, a esté fait inhibition et défence à toute manière de gens, de quelque estat, qualité et condition qu'ilz soient, de se assembler en maison publique ne en privé pour dogmatiser, lire ou prescher, soubz les peynes contenues èz ecditz du Roy, duquel arrest pareillement leur a esté fait lecture, afin que à l'advenir, ilz n'en peussent prétendre cause d'ignorance. Parquoy on les a envoyé quérir pour entendre d'eulx leur volonté, sçavoir s'ilz ont volonté d'obéyr au Roy et au magistrat, et, en ce faisant, cesser lesd. assemblées et presches, leur déclarant que où et quant ilz contynueront pour l'advenir de faire lesd. assemblées, lesd. officiers sont délibérés faire garder et entretenir lesd. ecditz et arrestz et pugnir les contrevenans des peynes contenues par iceulx.

Lesquels Meynery, Vacquier, Bovery et Issaudon ont pryé et requis lad. assemblée leur voulloir communiquer lad. missive et arrest et leur permectre se retirer à part, à ung coing de la salle, pour les veoir et conférer ensemble de la responce qu'ilz doibvent faire aux remonstrances que leur ont esté faictes par led. lieutenant criminel, ce que leur a esté accordé; et bien tost après, aians conféré ensemble, led. Meynery a fait responce verbalement parlant pour toute l'assemblée, laquelle responce il a sommé et requis estre insérée au présent procès verbal, ce que leur a esté accordé en la mectant entre les mains de notre grefier dans demain, heure de sept heures du matin, ce qu'ilz ont fait, de la teneur que suyt.

« Comme Monsieur le Procureur du Roy et scindic de la présente ville, avec le commis du grefier, fust venu le vingt cin-
« quiesme de may, en la maison de Gabriel de Plamon, où nous
« estions assemblez pour prier Dieu, déclarant qu'il estoit là de la
« part de Monsieur de Sarlat, Messieurs le lieutenant général et
« criminel et aultres assemblez en l'Évesché, pour nous prier
« d'envoyer quelques ungs ausquelz ilz peussent communiquer
« la volonté du Roy touchant le fait de la Religion, promectant à

« ceulx qui viendroient toute seureté ; après que nous y feusmes
 « transportez, nous fust faict telle remonstrance et interrogation
 « par led. sieur lieutenant criminel que, puis certain temps,
 « certains de nous s'estoient séparés du reste des cytoiens et que,
 « nonobstant les ecditz du Roy prohibitifz des assemblées illicites
 « qui estoient intervenues depuis, et l'humanité de laquelle luy
 « et les aultres magistratz illec présens avoient usé envers nous,
 « n'usans poinct de telle rigueur que lesd. ecditz leur permectoit,
 « nous avions persévéré de nous assembler ; que, ce jourdhuy
 « mesmes, ilz avoient esté advertiz de la volonté du Roy, de la
 « Court de Parlement de Bourdeaux et du sieur de Burye, laquelle
 « estoit que telles assemblées fussent empeschées par tous moiens
 « par les magistratz et officiers du Roy, l'arrest de la Court inter-
 « venu après icelluy et les lectres du dict sieur de Burye, adres-
 « santes tant à Monsieur le Seneschal que Monsieur de Losse ;
 « lesquelles choses il nous avoient voulu communiquer, nous
 « demandant si nous ne nous délibérions pas d'estre obéyssans
 « au Roy et à ses magistratz, par conséquent cesser doresnavant
 « de nous assembler ; avons faict et faisons les responces qui s'en
 « suyvent :

« Que nous, avec certain nombre des cytoiens, nous estions
 « séparés d'avec les aultres seulement quant à la forme de la reli-
 « gion et non quant à la société politique, par laquelle les uns
 « doivent converser amyablement avec les aultres, comme fidelles
 « et loyaux subjectz, serviteurs du Roy et concytoiens ;

« Que nous nous estions assemblez et assemblions particuliè-
 « rement et paisiblement ez maisons pour escouter la parolle de
 « Dieu et recevoir ses sacrements, luy présenter nos prières, etc.

« Quant aux ecditz du Roy, depuis intervenuz, parce qu'ilz ont
 « esté en grand nombre et divers, il seroit requis de se régler par
 « les derniers ;

« Si ilz ne nous ont molestez jusqu'ici, tout comme certains
 « de ses ecditz le permectent, que en cela nous recognoissons la
 « bonté de Dieu qui leur a tenu la bride et outre la volonté duquel
 « ilz ne peuvent rien exécuter ;

« Que notre principal désir estoit toujours de rendre à Dieu
 « toute obéissance ; le second, qu'il nous feust possible d'obéyr
 « à Dieu et au Roy ensemble et maintenant nous rendions grâces
 « à Dieu de ce que nous pouvions faire l'ung et l'autre, aiant
 « inspiré au cœur du Roy ung tel désir et volonté de maintenir
 « en paix et seurté ses povres fidelles ; car comme il appert par
 « l'ecdit susdict, il défend les assemblées illicites, c'est assavoir
 « celles qui se font publiquement ou à port d'armes et non celles
 « qui se font particulièrement ez maisons comme les nostres.

« Quant aux lettres du sieur de Burye, la dadduction d'icelles

« monstre assez manifestement qu'il a esté mal informé du tout
« et qu'on luy a donné à correction faulx à entendre, comme si
« nous avions entrepris de introduire dans la ville les estrangiers,
« violer les temples, et, qui plus est, prendre la ville mesme d'em-
« blée et la saccager, ce qui est une pure calompnie ; comme ainsi
« soit que nous aions tousjours esvité par tous moiens les tumultes
« et séditions, procuré la tranquillité et repos public et, pour ce
« faire, enduré des injures et opprobres qui seroient longs à réci-
« ter ; ce que ne semble point avoir esté observé à leur endroict,
« veu que depuis trois jours en ça, ilz ont introduict dans la ville
« grand nombre de gens en armes, mis aux portes de la garnison
« en grand nombre, lesquelz ne laissoient entrer personne que
« ne luy heussent faict faire le signe de la Croix, demandant s'ilz
« estoient point allez à la messe et s'ilz estoient point du nombre
« des Huguenaulx, mesmes contrainctz de jurer et de blasphémer,
« comme si c'estoit ung signe de bon crestien, comme nous offrons
« de vérifier, ce qu'est directement contre les ecditz du Roy et
« occasion de sédition et mutynerie.

« Puis doncq que Dieu nous commande de nous assembler en
« son nom, pour lui présenter ce sacrifice de loüange, lequel seul
« il requiert de nous, que le Roy ne le nous défend point, nous
« nous ne pouvons ny debvons aucunement délaysser nos assem-
« blées particulières et ne sommes aussi délibérez de le faire.

« Ace que nous a esté remonstré que, par l'edict de Romoran-
« tin (1), il estoit defendu de ouyr aultres prédicateurs que ceulx
« qui seroient establiz par les evesques ; respondons que le Roy
« entend aussi que iceulx preschent une doctrine pure et sincère
« et non éronée ny hérétique ; que, quant il y auroit quelqu'ung
« estant légitimement appelé, qui prescheroit la parolle de Dieu
« ez temples, nous y serions autant ou plus assiductz que les aultres ;
« mais tant s'en fault que le moyne qui presche de l'auctorité de
« Monsieur de Sarlat le face, que mesme il a soutenu des propo-
« sitions faulces, hérétiques et contraires directement à la parolle
« de Dieu, comme nous sommes prestz de vérifier.

« Nous a esté dict pourquoy nous allions ouyr le ministre, veu
« qu'il n'estoit point autorisé par ledit evesque et que nous le
« debvions amener par devant luy, car pourroit estre que luy bail-
« leroit permission de prescher, estant asseuré de sa bonne doc-
« trine. Avons respondu que le ministre a suffisante vacation (2)
« tant intérieure que extérieure, et pour tant qu'il peult et doit
« prêcher et estre ouy de nous ; que, combien il soit assez résolu
« de la pureté de sa doctrine, toutefois nous nous asseurons
« tant du désir qu'il a d'avancer le règne de Dieu, que, moi-

(1) De mai 1560.

(2) Pour « vocation ».

« nant seurté telle qu'il est requis, il ne refusera de se présenter
« pour conférer d'icelle et la maintenir, si quelqu'ung la voul-
« loit opprimer.

« Quant à la permission de l'Evesque, de laquelle a esté faict
« mention, après la vaction et intérieure et extérieure, est
« seulement requise l'approbation du magistrat fidèle.

« Nous a esté replicqué qu'il ne l'avoit point; avons respon-
« du que Saint Pierre et Saint Paul ne l'avoient point aussi;
« lesquels, nonobstant les emprisonnemens et menaces qui leur
« estoient faictes par le magistrat, ne se destournoient pourtant
« de leur vaction et de la prédication de l'Évangile; que il estoit
« grandement à désirer que le magistrat receust et favorisast
« icelluy Évangile, mais que s'il ne le faisoit, les crestiens ne
« debvoient, pour les hommes, renoncer à Dieu et à son service.

« Nous a esté dict que le Roy estoit en délibération de mettre
« quelque bon ordre au faict de la Religion et que nous debvions
« pour le moins suppeder jusques alors; avons répondu que
« nous désirions grandement que le Roy y mist quelque bon
« ordre et qu'en cela, il fuct conduit par l'esprit de Dieu; mais
« que si la totale cessation du service de Dieu estoit à condemp-
« ner, le délay, pour sy petit qu'il fut, n'estoit aussi excusable.

« Quant à ce que nous a esté faict commandement, à peyne
« de dix mil livres, de représenter dans demain le ministre aud.
« lieu de l'Évesché, et cependant nous a esté baillé en garde;
« avons répondu que le ministre n'estoit en notre puissance;
« qu'il ne leur est loysible de nous imposer une chose impossible;
« que, s'ilz le nous bailloient par la main, nous le garderons
« maintenant. Respondons en outre que ce n'est point en
« suyvant la promesse que nous avoit faicte Monsieur le Procu-
« reur du Roy et que ce n'est point conféré (1) que d'appeller en
« jugement ny seurté de bailler telz appointemens.

« Quant à la défense a nous faicte, à peyne de la hard, de ne
« nous assembler en aulcune sorte et commandement de le
« déclarer aux aultres, avons appelé et appellons devant la per-
« sonne du Roy et mesmes du premier appointement en tant
« que besoing seroit.

« Vous sommant et requérant de insérer en vostre procès
« verbal notre dire, selon qu'il est cy couché, ensemble l'édit du
« Roy, l'arrest intervenu après icelluy et les lettres du seigneur
« de Burye qui nous ont esté par vous communiquées, etc.

« Toutes lesquelles responces susdictes avons faictes, d'aul-
« tant qu'avions esté mandéz par vous pour conférer seulement
« de la volonté du Roy touchant le faict de la Religion, sans aul-

(1) Pour conférer.

« trement vous approuver ou juger. *Ainsi signez* : MEYNIER, BOVERY, YSSAUDON, VAQUIER. »

Et pour ce que, par la responce faicte par led. Meynery, il a déclaré vouloir contynuer lesdictes assemblées et presches, notwithstanding le contenu ausd. ecditz et arrestz, a esté commandé à icelluy Meynery et aultres susd. estant avecques luy, de se retirer à part à une aultre chambre, ce qu'ilz ont faict; et estant ledict Meynery et aultres susd. retirez à part en une chambre, led. lieutenant criminel a remonstré à la compagnie comment il estoit très requis et nécessaire de chastier et pugnir la témérité de telles gens, qui démontrent, par la reponce qu'a esté faicte, estre vrayes rebelles et désobeyssans au Roy et au magistrat et qu'ilz ont délibéré n'y obéyr; et pour ce que lesd. personnages que sont de lad. secte sont en grand nombre et garnys d'armes, tellement qu'il seroit impossible à luy et aultres officiers de lad. Court de les constituer prisonniers sans estre secouruz par la force des armes; à ceste cause, a supplié led. seigneur de Losse et aultres seigneurs et gentilzhommes, illec estans, luy voulloir bailler secours et ayde en cest endroit, afin que l'auctorité en demeure au Roy, néantmoins adviser du moien qu'on a à tenir pour prendre lesd. personnages et procéder à la pugnition d'iceulx.

Et, après avoir longuement conféré ensemble dud. affere, a esté délibéré et résolu que, attendu que lesd. personnages de la nouvelle secte de la Religion sont en grand nombre et, comme on dict, bien munis d'armes et que la capture d'iceulx ne pourroit estre faicte sans scandale ou esmotion, et aussi qu'il est requis et nécessaire d'avoir plus grande force qu'on n'a à présent; qu'on doit advertir led. seigneur de Burye de la volonté desd. personnages et de la response par eulx faicte, pour plus amplement entendre ce qu'il luy plera commander, pour après estre procédé suyvant son commandement, et que cependant lesd. seigneurs de Losse et aultres se pourverront de forces qu'ilz tiendront prestes quant besoing sera, et que, cependant, on tiendra gardes aux portes de lad. ville et icelles tiendront en la plus grand seurté que faire se pourra; néantmoins sa esté advisé que led. lieutenant criminel fera inhibitions et défences ausd. Meynery et autres de ladicte secte de ne faire, pour l'advenir, assemblées publiques ne privées pour le faict de la Religion. Auxquelz Meynery, Bovery, Vaquier et Yssaudon, il baillera en garde le ministre qui a accoutumé de prescher et leur fera commandement de le tenir en leur bonne et seure garde et de le représenter demain, heure de midy, en ladicte maison episcopale, à peyne de dix mil livres et d'estre dictz et déclarez rebelles et désobéyssans au Roy et aultrement estre pugnys comme criminels de lèze majesté.

Suyvant laquelle délibération et résolution, après avoir faict

venir les susd. Meynery, Vaquier, Bovery et Yssaudon, leur a esté par ledict de Laporte, lieutenant criminel, remonstré que toute la compagnie trouvoit bien estrange leur audace et témérité d'avoir dict et déclaré publicquement qu'ilz sont délibérez de continuer les assemblées et presches, d'administrer les sacrementz contre les éditz du Roy et prohibitions faictes tant par la Court de Parlement que par les officiers de la présent ville, et leur a faict plusieurs belles et honnestes remonstrances pour les destourner de leur entreprinse et opinion, les invitant de vivre en paix, unyon et concorde avec les aultres subgetz du Roy, leur remonstrant le danger auquel ils mectent, non seulement eulx, mais aussi tous les aultres cytoiens et habitans de la présent ville; et tant pour l'obéyssance qu'ilz doivent au Roy et aux magistratz et aussi pour le bien et repos public, ilz doivent cesser de faire telles assemblées et, où ilz seroient si obstinez de vouloir persévérer, qu'on a délibéré de procéder contre eulx par la rigueur de la loy. Lequel Meynery lora dict comme dessus et persévéré en sa responce, disant qu'ilz estoient délibérez s'assembler pour prescher et prier Dieu et que le Roy ne leur défendoit point par ses éditz lesd. assemblées, et que leur ministre preschoit sainement et purement la parolle de Dieu et l'Évangile et qu'il croioit que le ministre estoit en bonne volonté de soy représenter par devant led. seigneur Évêque pour l'ouyr sur sa doctrine, pourveu qu'on lui donnast parolle et assurance qu'il ne seroit point retenu ny arresté; et que led. seigneur de Burie avoit esté mal adverty, car il n'eurent jamais volonté de faire ce qu'est contenu par sa missive.

Et voiant que lesd. personnages perséveroient en ceste volonté, led. lieutenant criminel leur a faict inhibition et défense ne s'assembler en aucunes maisons ny aultres lieux privez ou publicz pour prescher ne pour aultre chose concernant le faict de lad. Religion, à peyne d'estre penduz et estranglez et aultrement pugniz comme séditieux, rebelles désobéyssans au Roy et criminelz de lèze majesté. Néantmoins a esté par led. lieutenant criminel baillé led. ministre en garde aux susd. Meynery, Vaquier, Bovery, Yssaudon, auxquels a esté faict commandement de par le Roy de le tenir en bonne et seure garde et le représenter en sa personne en lad. maison épiscopalle à demain, heure de midy et, ce à peyne de dix mille livres tournoises. Lesquels susd. ont dict n'avoir led. ministre en leur puissance pour le représenter et qu'ilz appelloient à la personne du Roy, requérant la lettre missive dud. seigneur de Burye, ensemble l'arrest de lad. Court de Parlement de Bourdeaux, estre inséré au présent procès verbal, ou bien leur en bailler copie par les mains du greffier.

Et le lendemain, vingtsixiesme jour desd. moys et an, estans les susnommez assemblez en lad. maison épiscopalle, lad. heure de

midy, voiant que lesd. Meynery, Vaquier, Bovery et Yssaudon n'obéyssoient à l'appoinctement par led. de Laporte, lieutenant criminel, donné ; a esté enjoinct aud. Labrousse les aller inthimer pour comparoir aud. lieu, pour veoir déclarer les peynes à eulx indictes à faulte d'avoir obéy aud. appoinctement. Lequel Labrousse s'en alla devers lesd. Meynery, Vaquier, Bovery et Yssaudon, et bientost après rapporta les avoir trouvé en leurs personnes et les avoir inthimez d'heure en heure au présent lieu, aux fins susd. Qui lui avoient faict responce estre appellans à la propre personne du Roy et, néantmoins, luy avoient baillé par escrit les réponses par eulx faictes le jour d'hier par devant nous, signées de leurs mains, l'ayant sommé et requis les insérer au présent procès verbal.

Ouye laquelle responce, led. Dieudye, procureur du Roy, requit défaut d'eulx et que, en leur contumaxe et default, les peynes à eulx indites leur fussent absolument déclarées, à faulte d'avoir représenté, conduit et mené au présent lieu led. mynistr, attendu mesmement qu'ilz avoient offert le représenter par devant led. seigneur Évesque, en leur baillant seurté de ne le retenir ny arrester ; et néantmoins que, à doubles peynes, leur feust enjoinct de le conduire et mener en la consiergerie de la Court de Parlement de Bourdeaulx, suyvnt l'arrest de lad. Court, dans la huictaine.

Ouye laquelle réquisition et par avis et délibération des susnommez, led. de Laporte, en default et contumaxe desd. Meynery, Vaquier, Bovery et Yssaudon, et à faulte d'avoir représenté leurd. ministre au présent lyeu et maison épiscopalle à l'heure assignée, desjà escheue et passée ; leur déclara l'amende à eulx indicté estre encourue envers le Roy, laquelle a modérée à mille escus sol ; et surceroit le paiement de lad. amende et déclaration d'icelle s'ilz menoient et conduisoient led. ministre en la consiergerie de lad. Court, suyvnt la réquisition dud. procureur du Roy à huictaine ; et afin qu'ilz n'en peussent prétendre cause d'ignorance, ordonne qu'elle seroit signifiée par led. Brousse, commis dud. greffier.

F. DE SENETÈRE, *Evesque de Sarlat* ; A. DE SALIS ; DE LAPORTE ; DE LA DIEUDYE ; BRIDAT, *greffier*.

Led. jour, je, Labrousse, commis dud. greffier, ay signifié verbalement le susd. appoinctement ausd. Vaquier, Bovery et Yssaudon, trouvez en leurs personnes en la place publique dud. Sarlat, que nous ont faict responce n'avoient veu led. mynistr depuis led. appoinctement et qu'ilz estoient appellans dud. appoinctement, en adhérant auquel, ils appelloient derechef au Roy ; présent Pierre Timel, bourgeois de ladicté ville, tesmoing.

Et le lendemain, vingt septiesme dud. moys et an, j'ay aussi signifié led. appoinctement aud. Meynery, trouvé en la place publique dud. Sarlat ; lequel m'a faict responce que led. Laporte

estoit juge incompetent et dud. appoinctement appellant, en adhérant à ses aultres appellations au Roy. Présent Jehan Marchant, clerc, tesmoing.

DE LAPORTE.

LABROUSSE, *greffier*.

Original, papier, 28 pages. — Archives départementales de la Dordogne, Série B, article supplémentaire sans cote actuellement.

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

Brueis (de) Jacques, baron de Bezuc. Nous trouvons dans la liste Béringuier, parmi les réfugiés de Francfort-sur-l'Oder, en 1699 (n° 2 380, p. 222), Jacques de Brueis, baron de Bezuc, du lieu de Saint-Chattes, capitaine d'infanterie, et Mme Jacques de Brueis. Le 2 novembre 1701, est baptisé à Emmerich son fils Jacob; le 24 mars 1704, sa fille Christine-Louise; le 1^{er} octobre 1705, Johanna-Charlotte; le 4 août 1707, Jean-Ludovic; le 13 septembre 1708, Frédéric-César; le 1^{er} janvier 1710, Charles-Marc-Antoine. Le 4 décembre 1720, fut inhumé à Emmerich, Jacques de Brueis, capitaine réformé du régiment de Lotum, âgé de 68 ans (A.W.). Ce Jacques de Brueis était un des fils de Denis de Brueis, frère de Jean-Jacques de Brueis, Sr de Fontcouverte, et oncle de Philippe qui suit.

Brueis (de) Philippe, baron de Bezuc. Fils de Jean-Jacques de Brueis, seigneur de Bezuc-Fontcouverte (2), et d'Isabeau de Froment, mariés le 22 décembre 1647, et petit-fils de Denis de Brueis, Sr de Fontcouverte et de la Calmette, qui avait épousé Suzanne Dechaix, Isabeau Bellusson et Marguerite de Cambis. De ces trois unions il eut cinq fils et une fille, Isabeau, qui épousa, le

(1) Voy. plus haut, p. 237-258.

(2) Le premier Brueis, sr de Fontcouverte, fut annobli en août 1558 (armorial du Languedoc, de La Roque).



LE CHATEAU DE FONTCOUERTE

21 novembre 1658, Théophile de Froment, Sr de St-Jean-de-Seirargues. Dans les familles de Brueis, de Froment, de Montolieu, de Cambis et du Roure, étroitement unies et liées par des mariages, la Révocation fut l'anéantissement en France; mais, à l'étranger, l'accession aux premières dignités. — Philippe de Bezuc naquit en 1682 au château de St-Jean-de-Seirargues, chez les de Froment, dans la famille de sa mère. Ses parents durent rester à Uzès, retenus par de jeunes enfants et des affaires embrouillées. En 1687, Jean-Jacques de Brueis était à Toulouse poursuivant un procès; il avait abandonné à sa femme, Isabeau de Froment, une procuration générale. Au moment où les persécutions s'abattaient sur leurs familles, ils essayaient de protéger les biens des fugitifs, quand, après avoir saisi les propriétés et les maisons de leurs neveux de Froment, on vendit sur la place publique d'Uzès leur mobilier (1). Le 22 mai 1687, Jean-Jacques de Brueis était là, luttant pour eux contre ce pillage légal. Philippe quitta la France, à l'âge de 16 ans, pour aller rejoindre à Berlin d'autres membres de sa famille; nous le trouvons en 1699 à la Villeneuve avec M. de Montolieu, sr de St-Hippolyte, sa femme Jeanne de Froment, sœur de sa mère, deux enfants, une servante, en tout six personnes (Béringuiér, liste). Enseigne au régiment de Varennes en 1702, il parvint au grade de colonel après 24 années de services. Une partie des troupes alliées ayant été licenciée en 1714, après le traité d'Utrecht, il se trouvait alors à Londres sans ressources et eut recours à M. de Mirmand qui écrivit en octobre 1714 au roi d'Angleterre, Georges I^{er}, pour le supplier d'accorder à ce gentilhomme réfugié, son parent, les moyens de subsister (2). « Dieu, dit M. de Mirmand dans ses *Mémoires*, répandit sa bénédiction sur mon entreprise, en sorte que le roi m'accorda ce que je lui demandais. »

(1) A. H. C. 313.

(2) H. de Mirmand, par Mme de Chambrier, 375-376.

Le baron de Bezuc obtint une pension de 500 livres. Il s'était trouvé à la bataille d'Hœchstett et avait fait, dans la guerre de la Succession d'Espagne, toutes les campagnes de Flandre. « Le roi Frédéric-Guillaume I^{er}, qui lui avait confié le commandement des troupes d'Ost-Frise et l'avait nommé commandant d'Emden, dans des circonstances qui exigeaient de sa part de l'habileté et le talent de se concilier les esprits, avait pour lui une estime singulière, et avait coutume de dire qu'il ne lui trouvait aucun défaut. En lui confiant le poste de gouverneur de Neuchâtel qu'il n'avait point recherché, le roi lui dit qu'il l'envoyait à Neuchâtel parce qu'il le connaissait honnête homme. M. de Bezuc y gagna tous les cœurs et Neuchâtel vit en lui le plus parfait modèle de vertu et de piété avec l'attention soutenue à maintenir l'ordre et la tranquillité. Il avait épousé Magdeleine-Charlotte Chenevix, tante du respectable gouverneur en qui Neuchâtel voit aujourd'hui revivre les grandes qualités qui lui rendaient M. de Bezuc si cher. M. de Bezuc mourut en 1742, colonel et chevalier de l'ordre de la Générosité; sa veuve revint à Berlin où elle mourut en 1745 » (Erman, IX, 219).

Brueis (de) Bezuc (de) Anne de Bezuc, sœur aînée de Philippe Anne, femme de Brueis, avait épousé fort jeune Alexandre d'Alexandre de la Tour du Pin-Gouvernet, baron de Verfeuil, qui était veuf de Magdeleine de Boyer, morte en couches à Uzès, le 28 février 1677, âgée de 27 ans, en lui laissant un fils, Alexandre. Il y avait dans cette seconde union une grande différence d'âge. — Anne de Bezuc quitta probablement la France avec son mari, car sa mère Isabeau de Froment, dans son testament fait en 1708, la nomme épouse de M. de Verfeuil et à l'étranger. Ce dernier était mal vu de M. de Basville. Voici la fiche qui le concerne : « Le sieur de Verfeuil, gentilhomme apparenté aux plus notables familles du Dauphiné, nouveau catholique, a longtemps servi, a été capitaine de

cavalerie. Il a la confiance du peuple, tant à raison de sa qualité et de ses services que de quelques emplois qu'il a eus de la part des consistoires, fait très mal son devoir et passe pour un homme très dangereux et entreprenant, et des plus à craindre du diocèse; son château est à l'entrée des bois, assez bon, et le lieu fermé de murailles et où l'on dit qu'il s'est fait plusieurs petites assemblées de gentilshommes sous prétexte de chasse. Beaufrère du sieur de la Bastide de Goudargues, son voisin, voisin aussi de plusieurs autres gentilshommes mal intentionnés, tels que Fontarèches, Lussan » (Ar. H. C, 273). Dans une étude détaillée sur Uzès et son diocèse, faite par l'intendant ou par le clergé, quelques années avant la Révocation, nous lisons, à l'article Verfeuil : « Messire Alexandre de la Tour de Gouvernet est en Flandres dans le service, il a 6 000 livres de rentes, il est brave, acréditté, il aime les femmes, peu de religion, son père vit encore. »

D'après la tradition, Mme de Brueis aurait amené sa fille à l'assemblée faite dans leurs bois et surprise le 7 juillet 1686; elle fut témoin de cette abominable tuerie et, malgré sa jeunesse, résolut de fuir à la première occasion. Dans les familles de qualité aussi bien que dans celles des artisans et des paysans, ce massacre fut l'occasion d'un nouveau départ très considérable et d'une perte énorme pour le diocèse, car le baron d'Aigaliers évaluée à 500 ou 600 personnes le nombre des morts, et on assure qu'il y eut plus du double de fugitifs. Les deux dépositions (1) qui suivent montreront l'effroi des protestants qui comptaient encore sur des mesures de justice et de tolérance.

« Du mercredi dixiesme jour du mois de juillet mil six cent quatre vingt six, dans la ville d'Uzès, maison et logis de la vefve Rouvergas où pend pour enseigne « Le Merle »,

(1) Arch. H., C, 166.

« Sieur Hierosme de Villeneuve, natif de la ville de Beziers, mareschal de logis de la compagnie du sieur de Persan, au régiment de dragons de Barbezieres, et âgé de trente ans, tesmoing, assigné à la requeste du procureur du Roy, la main mise sur les saints évangilles a promis dire veritté, dépose que M. de Persan son cappitaine, ayant heu advis qu'il se faisoit une asssemblée de nouveaux convertis des lieux circonvoisins d'Uzès, fist Dimanche dernier, septiesme du mois, sur les quatre heures du matin, monter à cheval sa compagnie, luy à la teste, et ayant pris un guide feurent quelques heures dans les bois, et arrivés à un endroict appelé Brueis, scitué dans le mandement d'Aigaliers, le dict Persan fist mettre pied à terre et fist un détachement de quinze dragons commandés par le depposant qui print le guide avec luy ; s'estant mis aux escouttes, pouvant estre sur les neuf heures du matin, ils entendirent quelque bruit et la voix d'un homme qui preschoit, ayant veu sur le haut d'une coline un autre homme qu'y faisoict signe avec un baston et crioit de se retirer, et à mesme temps ils descouvrirent l'assemblée qui estoit fort nombreuse, tant hommes que femmes, dont partie estoient à genoux, et virent au milieu de la troupe un homme vestu de gris, plus eslevé que les autres, qui preschoit, les attroupés les ayant apperceus, le prédicant cessa, ils se mirent à chanter des pseumes et se disposèrent de faire résistance avec les armes qu'ils portoit (1).

(1) La déposition est fausse sur ce point. La véridique parole du baron d'Aigaliers y apporte un démenti formel. « Ce barbare (Persan) surprit une assemblée auprès d'Uzès, dans un lieu nommé le bois de Bouquet, les hommes, femmes et enfans qui composoient cette assemblée, au nombre de 14 ou 15 cent personnes, et qui étoit sans autre dessein que celui de prier Dieu, n'ayant aucune arme, ne virent pas plutôt approcher les troupes qu'ils se mirent à genoux redoublant leurs vœux et leurs prières. Persan leur fit faire plusieurs décharges à bout touchant, ensuite il fit foncer les dragons et les soldats qui massacrèrent cinq ou six cens personnes sur la place, lesquels se laissèrent tuer come des agneaux. Après quoy ce cruel comandant en fit pendre quelques-uns en vie. En mesme temps ce bourreau fit monter un jeune garçon de ceux qu'il avoit fait prandre, sur son cheval et l'ayant attaché avec un licol à un arbre il le pendit » (*Mémoires du baron d'Aigaliers*).

« Sur quoy le deppozant rallia sept ou huit dragons et avec le guide, qui estoit armé d'un sabre et d'un pistolet, fondit sur l'assemblée qui lâcha quelques coups de fuzil, il y en heuct sept ou huict qui furent tués, les autres prirent la fuite... Le dict S^r de Persan, quy avoit pareu avec ceux quy le suivoient, guidés par le S^r Froment (1), consul d'Uzès, fist donner sur les fuyards, il y en eut quelques-uns de tués, des aucuns blessés, d'autres arrestés, desquels le dict Persan en fist pandre trois et despouilher sept ou huict femmes ou filhes qui heurent les estrivières après avoir veu les exécutions... les dits dragons prirent un homme lequel fuyoit menant un cheval par la bride, et feut le dict homme pandu, adjoutte qu'il vit dans l'assamblée beaucoup de personnes qui paroissoient estre hors du comung par leurs habits, les hommes portant des cravattes à dentelles, et les femmes estant bien mizes, il en vit une qui estoit vestue d'une robe de taffetas bleu, ayant une juppe blanche avec des franges or ou argeant au bas, qu'après la desroutte on trouva vingt ou vingt cinq chappeaux, des juppes et autres nippes de femmes ou filles, qui marquoient aussy estre hors du comung, une des dittes femmes qui feurent battues advoua d'estre de la ville de Nismes...

« VILLENEUFVE.

« Ainsi a déposé devant les tesmoins y nommé Lefebvre commissaire.

« Du Sabmedy treiziesme du dist mois et an que dessus.

« Denis Carrière (2), fils de Céphas, du lieu d'Aubussargues, éagé de quatorze ans, dépose que Sabmedy dernier, sixiesme de ce mois, après souppé, il ouyt dire aux nommés

(1) Ce Froment, bourgeois d'Uzès, second consul, était de la même famille que les Froment fugitifs, dont un fut gouverneur de Neuchâtel, mais d'une branche restée catholique.

(2) Il y a plusieurs Carrière fugitifs, dont Pierre Carrière, d'Aubussargues père ou parent du déposant.

Sadargues et Clauzel, frères, qu'il se faisoit une assemblée, sur quoy luy ayant dict s'il vouloit aller avec eux, ils partirent tous ensemble sur l'entrée de la nuict, et allèrent jusques à une fontaine au-dessus du lieu de Collorgues, où quatre ou cinq filles de Blauzac et quelques jeunes hommes ayant dict qu'il n'y avoit point d'assemblée, Sadargues et Clauzel s'en retournèrent. Le dépozzant, avec la jeunesse et filles de Blauzac, poursuivirent leur chemin et furent reposer dans une aire près de Bezuc jusques au lever du soleil qu'ils se rendirent dans un vallon entre deux montagnes, où ils virent une grande et nombreuse assemblée composée d'hommes et de femmes dont il y en avoit quy marquoient par leurs habits estre des gens au-dessus du comung; lorsque l'assemblée feut complete, un homme vestu de gris, d'une sarge à la cordellière, ayant son haut de chausse de chamois, petit et renforcé, le vizage noir, prescha et fist une prière laquelle estant finye on entonna un pseume, à ce mesme temps, on ouyt un grand bruiet, le depposant prit la fuite et vit beaucoup de gens qui disoient que les dragons tuoient tous ceux qu'ils trouvoient. Il trouva sur ses pas Hiérosme Brunet, du lieu de Blauzac, quy est prisonnier, avec lequel il alla jusques près de Barron, où les dragons les arrestèrent; avant, il trouva deux hommes, dont l'un estoit le mesme qu'il avoit ouy prescher, qui se saluèrent; le prédicant dit à l'autre : Mon frère, nous ne faizions point de mal à personne, et un troizieme lui dit : Je vous conseille d'aller changer d'habit, et le prédicant dit : j'en vais prendre un de sarge clère. Il reconnut à la dicte assemblée les nommés Pasquier (1) frères, du lieu de Collorgues,

« Jonquet (2) et Bernard, du lieu de Gar-

(1) Les frères Pasquier sont cinq fugitifs. Jacques (mis dans les listes Rouquette), Jean, Antoine, Simon, dont la descendance fut établie et dont les biens furent réclamés à la Révolution (*Religionnaires* de P. Rouvière) et Abraham cité dans les listes Dieterici.

(2) Jean Jonquet est cité dans les listes Dieterici comme fugitif du Languedoc.

rigues, et la filhe du nommé Reboullet, de Garrigues, n'en ayant pas peu reconnoistre d'autres parce que la plus part se couvroient le vizage avec des mouchoirs et des bonnets de nuit.

« CARRIÈRE.

« Ainsi a déposé devant nous le tesmoin y y nommé ».

Par le testament de Mme de Brueis, nous voyons qu'elle avait trois filles, Marie, Jeanne et Anne, épouse de noble Alexandre de la Tour du Pin, baron de Verfeuil, auquel elle laisse sa part « au cas où elle revienne dans le royaume et qu'elle y soit réhabilitée par le roy ». Elle avait aussi deux fils, Charles de Brueis, capitaine au régiment de Tournon, son héritier, et Philippe de Brueis, auquel elle laisse sa part « au cas où il revienne dans le royaume et y soit réhabilité par le roy » ; si tous ses enfants mouraient sans descendance, elle lègue son héritage à son neveu Théophile de Montolieu, s^r de St-Hippolyte, et à Nicolas du Roure, conseiller du roy dans la ville d'Arles, son cousin.

Jeanne et Charles moururent non mariés.

Marie, née en 1672, épousa M. de Trémons (1).

Philippe, tout jeune, quitta la France, et Anne, baronne de Verfeuil, qui s'était d'abord réfugiée en Suisse, se retira à Berlin, où elle occupa un rang distingué, car c'était une femme d'esprit. Son frère, le gouverneur de Neuchâtel, étant apprécié par le roi, elle fut bien accueillie à la Cour. « Les dames réfugiées furent dispensées par la Reine Sophie-Charlotte de l'étiquette de la Cour ; elles étaient admises au cercle en robe noire et la

(1) « L'an 1716, et le 9^e jour de septembre, mariage d'entre messire Jean de Bramarie, s^r de Trémons, capitaine au régiment infanterie de l'Isle de France, fils légitime de Messire de Bramarie, seigneur d'Hauterive, et de feuë dame Jeanne de Robert, habitant Quercy, diocèse de Castres, et demoiselle Marie de Brueis de Bezuc, fille légitime de feu noble messire Jean-Jacques de Brueis, s^r de Fontcouverte, et de dame Isabeau de Froment de s^r Jean de Seirargue. La bénédiction nuptiale a été donnée selon la forme du rituel par M. Roques, archiprêtre de Salvias en Quercy » (Etat civil d'Uzès).

reine se délassait souvent dans la douce familiarité de leur commerce. » (Erman, VIII, 13). La baronne de Verfeuil mourut à Berlin, en 1763, âgée de 89 ans.

Marie de Trémons, la dernière des de Brueis de cette branche, vécut à Uzès pour garder les biens de sa famille. Nouvelle convertie, mais connue comme religionnaire, à la mort de son mari elle empêcha l'évêque et le curé de venir auprès du mourant. Bonne et charitable elle avait offert l'hospitalité et ses soins à un soldat huguenot, qu'elle recueillit chez elle pour qu'il pût mourir dans sa religion, sans être tourmenté. Le curé de l'église de St-Étienne, Alexandre Marre, ayant su que ce soldat, nommé Joseph Martin, du Languedoc, du régiment du Maine, était chez Mme de Trémons, s'y transporta une première fois, et ne put pas le voir; il y retourna, causa avec ce pauvre garçon qui lui répondit qu'il voulait mourir dans la religion protestante; le curé insista et, devant la faiblesse du moribond qui ne répondait plus, Mme de Trémons mit fin à l'entretien; une heure après le soldat expirait. Mme de Trémons, qui l'avait assisté jusqu'à la dernière minute, fit dire au prêtre que l'on pouvait enterrer le mort; mais que l'on ne devait attendre d'elle, ni argent, ni cire.

Le procès-verbal de toute cette affaire, qui fit grand bruit, fut envoyé à M. de la Fare et au comte de St-Florentin. Mme de Trémons fut condamnée, le 27 juillet 1737, à une amende de 6000 livres, à trois années d'emprisonnement dans le château de Beauregard et aux dépens. Enfermée au château de Nîmes elle y tomba malade. En 1738, à la prière de son frère le gouverneur de la principauté de Neuchâtel, le roi de Prusse intervint en faveur de la veuve du capitaine de Trémons, mort au service de la France. Sans égard pour les 66 ans de la prisonnière, on la fit transporter au château de Beauregard et on l'obligea à vendre son douaire pour payer l'amende à laquelle elle avait été condamnée. Sa grâce

avait été refusée parce qu'elle n'avait pas changé de sentiments, « malgré le bon exemple et les conseils qu'elle a reçus dans l'abbaye d'Alais et n'en était pas moins obstinée dans les erreurs de la R. P. R. » Ainsi écrit M. de Bernage. M. de St-Florentin ajoutait : « Je crois, non seulement qu'il ne convient pas de luy rendre sa liberté, mais encore qu'il seroit bien que vous me chargeassiez de la faire arrêter et reconduire dans l'abbaye d'Alais » (A. N., TT, 463, XV).

Mme de Trémons ne fut remise en liberté qu'en 1740 ; on assure qu'elle sortit de France pour aller auprès de sa sœur et qu'elle mourut en voyage (1). Les derniers représentants de cette branche s'éteignirent en exil.

*Brueys (de) Anne
femme de
M. Durand,
ministre.*

Le fils aîné de Denis de Brueys (2) de Fontcouverte était Daniel, qui épousa en premières noces Marguerite de Cambis. Il eut deux fils : Jacques, qu'il émancipa en 1674 ; Jean qui fut le procureur de son père, et, de son second mariage, une fille, Anne, qu'il maria avec François Durand, gentilhomme et ministre de la ville de Montpellier (3). Anne de Brueys était l'héritière de nom et de biens de cette branche des Brueys (4) de Fontcouverte, ses deux frères étant morts. — A la Révocation elle obtint la permission de suivre son mari et se réfugia avec lui à Schaffhouse. Chapelain du régiment de son parent, Charles d'Aubussargues émigré comme lui, pasteur dans l'île de Guernesey, il fut aussi modéra-

(1) Son extrait mortuaire n'existe ni à Uzès ni dans le diocèse.

(2) Le nom de Brueis s'écrit de deux façons ; la plus ancienne est celle où il y a un i.

(3) « Le 25 février 1680 a esté bény par M. Manuel, ministre, le mariage de François Durand, ministre de la ville de Montpellier, fils de Jean Durand et demoiselle Catherine d'Aunolle, d'une part, et demoiselle Anne de Brueys de Fontcouverte, fille de noble Daniel de Brueys de Fontcouverte Bezuc, baron de Collorgues et autres lieux, et de feue Françoise de la Tour de Malemargues » (État civil d'Uzès).

(4) Le monument élevé par l'empereur Adrien en l'honneur de Plotine, connu sous le nom de « Maison carrée », appartenait à Tristan de Brueys ; il fut vendu par Gabrielle de Brueys, veuve du sieur d'Aunolle, aux pères Augustins le 28 may 1670. En 1672, Colbert permit de l'utiliser comme église (A. H., C. 492).

teur d'un synode tenu au mois de septembre 1694 à Vullane (Erman, VII, 191). Anne de Brueys, éprouvée par le climat de l'Angleterre, rentra en France en ramenant ses enfants. Son fils, en 1705, demanda un passeport et passa en Hollande (Agnew, II, 8) où il resta.

Brueis Jean, Manufacturier, d'Uzès, est avec sa femme
Brueis femme. à Friedrichstadt en 1700 (Ms. Dieterici).

Brueis Israël, Tailleur, né à Uzès, se maria à La Haye, le
Brueis femme, 20 juillet 1692, avec Marie-Madeleine Paveret,
née dont il eut plusieurs enfants (A. W.).
Madeleine Paveret.

Brujas Noël. D'une vieille famille de tailleurs; Pierre Brujas, son père, était 3^e consul en 1627.

Noël Brujas avait épousé Françoise Mainbielle; il en eut plusieurs enfants dont une fille, Suzanne, baptisée le 16 novembre 1663 par M. Rilly, ministre. Françoise Mainbielle mourut le 4 janvier 1680, âgée de 42 ans.

Les maîtres tailleurs d'Uzès formaient une corporation importante, toute protestante. Ils se réunirent le 13 décembre 1677, devant M^e Guillaume Martin notaire, pour accepter leur drapeau « qui était de taffetas de trois couleurs, sçavoir gris de lin, rouge et vert, y ayant au milieu des deux costés en peinture, une paire de sisceaux ouverts avec une couronne au-dessus, le tout doré, avec une demi-pique à laquelle ledit drapeau est attaché ». Noël Brujas signe l'acte le premier. A la Révocation il partit et l'on donna une terre qu'il avait à un nommé Lafont (A. N., TT., 285, VI). En 1736, Pierre Roger, bourgeois d'Uzès, offre au comte de Saint-Florentin d'affermir les biens de Noël Brujas et d'en acquitter les droits seigneuriaux (A. N., TT., 247).

Brun, Louis. Fugitif, assisté à Genève en 1699 (F. P.).

Brunélie, Assistée de deux livres sur la collecte de
Marguerite. Hambourg; veuve de Jacques Brunélie, elle

laisse une fille qui se marie à Uzès le 23 septembre 1695.

Brunet, Claude.

Meurt à l'étranger; sa maison de la rue St-Roman est abandonnée par ses hoirs, fugitifs sans doute (Voir plus haut, p. 234).

Brunel, Louise.

Établie à Werder en 1698 (Ms Dieterici).

Brunier, Pierre.

Fils de Laurent Brunier, ministre à Uzès, et né dans cette ville. Pasteur au Cheylard, il se réfugia en Suisse à la Révocation, puis en Hollande où il fut nommé consolateur dans l'Église wallonne. En 1713, il mourut vieux et infirme (*Bull. des églises Wallonnes*).

Brunier, Daniel.

Autre fils de l'ancien ministre d'Uzès, aumônier, en Danemark, du régiment de Nassau Wallon (*Bull.*, XXXVII, 551).

Brunier, Abel.

Né à Uzès. Son père, homme d'un grand mérite, devint médecin des enfants de Henri IV. — A la Révocation, Abel Brunier se réfugia avec sa fille aînée en Hollande, puis en Angleterre, et fut le précepteur d'un fils du comte d'Auwerkerke, qui commandait les troupes hollandaises contre la France pendant la guerre de la succession d'Espagne. Malheureusement ce jeune homme mourut de la petite vérole. Abel Brunier, accablé par ce malheur, ne survécut pas à son élève et mourut en février 1715. Il avait été naturalisé Anglais (*Bull.*, I, 477).

Bulliod, Pierre.

La famille Bulliod était nombreuse et considérée. Honorat de Bulliod était juge vicomtal en 1555. Sa fille Jeanne épousa Pierre de Laudun, Seigneur d'Aigaliers, de qui descendent les d'Aigaliers et les Fontarèches. Antoine Bulliod avait été consul en 1528 : c'est l'ancêtre des fugitifs et le chef d'une branche de marchands qui occupaient une haute situation dans le commerce de la laine, le plus important de la ville d'Uzès. Sur la route de Nîmes, près du pont St-Nicolas, se trouvait une

argile qui dégraissait mieux les étoffes que le foulage au savon. Les laines que l'on donnait à tisser s'élevaient à 6 000 ou 7 000 pièces par an, et étaient avant la Révocation une cause de richesse pour la ville.

Pierre Bulliod, fils de Pierre Bulliod, marchand, et d'Anne de Ravanel, fut présenté au baptême le 9 décembre 1648. On saisit à son départ deux lettres de change de 2 000 livres, un mas, une vigne, une terre, une olivette audessous de St-Ferréol; dans la ville une étable et une maison (1); ses autres biens furent donnés à son frère Jean, par ordonnance portant maintenue en ladite possession (A. H., C, 312). Étant à Lyon pour son négoce il en profita pour quitter le royaume. On vendit son mobilier sur la place publique, vente qui produisit la somme de 1 000 francs, payée par André Rafin, dernier renchérisseur, et remise par l'acquéreur à l'intendant de Basville.

Marie-Ève Bulliod, sa femme et sa cousine germaine, était restée à Uzès. En prenant les biens de son mari on n'oublia pas de saisir sa dot; la trouvant mal convertie, on lui avait enlevé sa fille unique, Anne, pour la mettre à Sommières, au couvent des Ursulines. Ève Bulliod adressa une supplique à l'intendant du Languedoc, réclamant sa dot, l'héritage de sa sœur Catherine, les marchandises, le mobilier, les vêtements de son mari, et conjurant qu'on lui rendît sa fille. « La suppliante se trouve privée de biens et de consolation sans avoir en rien contribué à ce grand malheur qu'y l'accable, parcequ'en effet les fautes sont personnelles et que la fuite et séparation de son mari donne lieu à la répartition de sa dot et augment, demande que sa fille lui soit remise pour sa consolation sur l'offre qu'elle fait de s'en charger pour vivre ensemble et mourir en l'obéissance de sa Majesté » (A. H., C, 313).

(1) Une maison située sur la place publique, marché des bœufs, confrontant du levant le sieur Ravanel, du couchant Jean Domergue, du vent nord Benoît Pouzilhac, du midi la place, estimée 1200 livres (A. H., C. 312) Ravanel et Domergue sont fugitifs.

La sœur du fugitif était Catherine Bulliod, femme de M. Manuel, ministre, qui mourut à Uzès, le 5 août 1677, âgé de 47 ans.

*Bulliod, Jean,
Marie Accaurat,
femme Bulliod.*

Né à Uzès le 25 janvier 1650, fils de Pierre Bulliod, marchand, et de Marguerite Boutonne, avait épousé le 23 novembre 1677 Marie Accaurat, fille de feu Accaurat, bourgeois; réfugiés en Angleterre.

Bulliod, Louis.

Frère de Jean Bulliod et cousin germain de Pierre, c'est grâce à lui et à d'autres réfugiés français que la ville de Portarlington prit son essor; ils y fondèrent une Église et choisirent comme ministre Jacques de Vignolles, de Nîmes, marié en 1736, à Portarlington, avec Mlle Ligonier de Bonneval.

Louis était né à Uzès le 15 décembre 1661. « Le Jeudi 11 mars 1697 a été béni publiquement le mariage du sieur Louys Bulliod, fils de deffunct Pierre Bulliod, marchand, demeurant en la ville d'Uzès, et de Marguerite Boutonne (1), d'une part, et demoiselle Jeanne de la Baume, fille de feu sieur Guillaume de la Baume, de son vivant major du régiment de Montbrun, natif de Montpellier, et de dame Françoise de Siras, native de la ville de Paris, ses père et mère » (Egl. Française de Portarlington). De cette union naquirent en 1698 des jumeaux, puis des fils et des filles, en tout neuf enfants. Jeanne Bulliod mourut en 1713. Son mari épousa en secondes noces Anne Hunter, qu'il perdit le 15 août 1717 à la naissance de son fils Daniel. Louis Bulliod, ancien de l'Église, maître de l'école française et marchand, s'éteignit à Portarlington le 16 septembre 1745, laissant à une nombreuse postérité le modèle d'une vie probe et utile.

Bulliod, Catherine.

Sœur de Louis et de Jean Bulliod (2), nous la trouvons à Portarlington, en 1737, marraine du fils de Jacob Joubert, dont le par-

(1) Marguerite Boutonne, veuve de Pierre Bulliod, a été ensevelie le 18 octobre 1676, âgée de 58 ans; son fils Pierre assiste à son convoi.

(2) Cette Catherine est la troisième du même prénom que nous rencontrons dans la famille Bulliod.

rain est Jean de Boyer. (Égl. Franç. de Portarlington.)

*Bulliod,
Guillaume.*

Fixé à Couvet (Estat des pauvres français réfugiés à Erlangen).

Il resta à Uzès deux frères Bulliod : Louis, marié à Marguerite Folchier, et Pierre. Leur père, Louis Bulliod, mourut le 16 décembre 1693, et le 24 août 1694 Pierre Bulliod, marchand d'Uzès, abjura entre les mains de Dominique Marre, curé d'Uzès (État civil d'Uzès).

A partir de la Révocation le commerce d'Uzès périclita; il n'y avait plus ni hommes, ni argent. Quelques nouveaux convertis, Barthélemy Bioche, Louis Coste, et les deux Bulliod s'étaient associés avec André Chamant, collecteur forcé. Louis Coste, accusé de faire passer aux Camisards de l'argent venu de l'étranger, fut lâchement tué, en 1710, sur les toits du mas de Couteau par des Miquelets en garnison à Uzès. Basville fit le procès à son cadavre et exposer sa tête à Uzès sur la place publique en face de la maison de sa femme; ses biens furent confisqués. Les Bulliod, mal convertis, prirent peur; craignant d'être trahis, ils se sauvèrent emportant l'argent de l'association; on les saisit et ils furent condamnés par le parlement de Toulouse, en 1711, Pierre au bannissement, Louis aux galères; on obligea par jugement, en 1734, Claude Chamant, notaire, à payer la somme que, ni lui, ni son père ne devaient et qui se montait à 18 000 livres, frais de l'interminable procès causé par la fuite des Bulliod (A. N., TT., 310, XVI).

D'Ourangho venount lous Bulliod
N'érount dous freros dous finot,
Que n'en fasien lou mestier
Dé tisserands ou dé tissiers.
Coumos n'érount dous bons ouvriers,
Naguerount un grand débit,
De lurs sarjhes et de lurs cadis.
Aro parmi lurs enfans,
Nio de noutari, de gros marchans,
Que s'envan toujhours maï prousperan.

D'Orange viennent les Bulliod
Ils étaient deux frères deux finauds
Qui faisaient le métier
De tisserands et de tisseurs.
Comme ils étaient deux bons ouvriers
Ils eurent un grand débit,
De leurs serges et de leurs cadis.
Maintenant parmi leurs enfans
Il y a des notaires, des gros marchands
Qui s'en vont toujours plus prospérant.

(Ms. Siméon Abauzit).

(A suivre)

B^{nne} DE CHARNISAY.

LE « MANIFESTE DES HABITANS DES SÉVENNES »

sur leur prise d'armes

Court, dans son *Histoire des Troubles des Cévennes*, I, 266, a donné de nombreux extraits du *Manifeste des habitans des Sévennes sur leur prise d'armes*. « On ne connut point, écrit-il, d'une manière sûre l'auteur de cette pièce, mais on ne douta point qu'elle n'eût été dressée par quelqu'un de ces zélés qui étaient alors dans les pays étrangers et se donnoient de grands mouvements pour engager la Hollande et l'Angleterre à prendre en considération l'affaire des Camisards et à leur fournir des secours ». Il est à présumer, en effet, que l'auteur du *Manifeste* devait se trouver parmi les relations du marquis de Miremont, et peut-être pourrait-on même prononcer le nom du ministre Olivier, en s'autorisant d'un passage de l'une de ses lettres au grand pensionnaire Heinsius. « Lorsque les Camisards, disait-il, commencèrent à remuer, j'étais à La Haye où je postulais pour y faire passer une douzaine de ministres pour travailler à la consolation du peuple, offrant d'y aller moi-même le premier » (1). Un zèle aussi ardent pouvait lui inspirer la pensée de lancer un manifeste en faveur des Cévenols.

Par le témoignage de La Baume, dans sa *Relation historique de la Révolte des Fanatiques* (p. 153), nous savons que, répandues dans les Cévennes, ces pages produisirent une profonde impression. « Ce manifeste, dit-il, étoit parfaitement bien écrit, mais fort dangereux et très propre à séduire les esprits faibles et les nouveaux catholiques mal convertis. Il dépeint, avec les couleurs les plus vives que l'art et l'éloquence puissent trouver, les cruautés inouïes qu'il prétend qu'on a exercées. »

Une étude attentive du document m'a prouvé que, sur

(1) Archives nationales de La Haye. Correspondance de Heinsius.

ce dernier point La Baume ne se trompait pas et qu'en effet la description des Dragonnades était des plus remarquables, mais cette même étude m'a aussi prouvé que les éloges du conseiller au Présidial de Nîmes devaient être rendus à celui qui seul les méritait.

Quand l'auteur du *Manifeste* prit la plume, il avait sous les yeux *Les Plaintes des Protestans de France*, de l'illustre Claude, et si son droit était de s'inspirer de cette apologie célèbre de la cause des persécutés, du moins cette inspiration ne devait-elle pas se transformer parfois en un véritable plagiat. Jamais la fin ne doit justifier les moyens. Plus puissante, du reste, eût été l'impression produite, si le grand nom de Claude eût été rappelé, car son témoignage est demeuré sans appel dans l'histoire de la persécution de France.

Dans la reproduction du *Manifeste* nous avons souligné tous les passages empruntés aux *Plaintes* afin de rendre à son auteur ce qui lui appartient et de réparer ainsi le préjudice qui lui a été causé.

On se rendra aussi compte que l'auteur du *Manifeste* était très imparfaitement renseigné sur les affaires des Cévennes, et nous avons noté les graves erreurs qu'il a commises.

Les affirmations, trop souvent répétées, tendant à faire de la guerre des Cévennes une entreprise fomentée par l'étranger se trouvent démenties par la rédaction même de ce *Manifeste*, car s'il en eût été ainsi, son auteur, écrivant en Hollande, n'aurait pas manqué d'y faire allusion d'une manière ou d'une autre. Il a ignoré les véritables causes de l'insurrection et s'est trompé sur l'affaire du Pont-de-Monvert. En fait le meurtre de l'abbé du Chayla n'a jamais été considéré comme le point de départ et encore moins comme la cause de l'insurrection par Bâville. Sur ce point important ses déclarations sont formelles. Au lendemain de cet événement, le 4 août 1702, il écrivait à Chamillart. « Il n'y a point d'étrangers parmi ces gens-là; ce n'était qu'un petit nombre de vagabonds, nés dans le pays, que le phanatisme avait rassemblés. Il

est certain même que leur dessein n'était pas de faire des meurtres et incendies qu'ils ont commis. Ils voulaient sauver un d'entre eux qui étoit malheureusement prisonnier dans la même maison où étoit l'abbé du Chayla. Un de ses valets tira un coup de fusil et en tua un, cela les irrita et étant entrés en fureur, ils tuèrent l'abbé du Chayla (1). »

L'intendant étoit persuadé que ce meurtre, si condamnable qu'il lui parût n'étoit qu'un fait isolé dont il n'avait pas à redouter les conséquences. Ses prévisions eussent été justes sans la terrible répression qu'il exerça de concert avec De Broglie. La mort de l'abbé du Chayla ne détermina pas l'insurrection, ce fut la vengeance de cette mort qui la provoqua (2). Elle jeta dans le désespoir les Cévenols qui préférèrent mourir en combattant que brûlés vifs sur les bûchers ou roués sur les échafauds. La responsabilité de cette guerre atroce retombe tout entière sur ceux qui la provoquèrent par leur odieuse cruauté.

Du reste, pendant de longs mois, ni Bâville, ni Chamillart n'envisagèrent comme dangereux le mouvement insurrectionnel et ce ne fut qu'en décembre 1703, qu'ils commencèrent à en comprendre la gravité.

A l'étranger, on ne parla des affaires des Cévennes que dans les premiers jours de 1703, comme le témoigne une lettre publiée dans le *Mercure historique*, mais l'auteur n'a rien connu de précis sur les événements qui s'étaient produits depuis l'affaire du Pont-de-Montvert jusqu'au jour où il écrivait, le 15 mars 1703. Aussi peut-on affirmer que rien n'est moins exact que le titre de son *Manifeste*, car les Camisards ne l'avaient pas délégué pour parler en leur nom, et ce ne fut qu'au mois de juin 1703 qu'ils entrèrent en relations avec M. de Miremont par l'entremise de M. Flottard qui réussit, en déjouant la surveillance de Bâville, à rejoindre Rolland et Cavallier.

(1) *Archives de la Guerre*, 1614, p. 189.

(2) Voir l'étude de M. Weiss : Notes documentaires sur l'histoire des Camisards, *Bull.* 1909, p. 243, qui a mis en lumière les causes de la guerre des Cévennes.

Il n'en est pas moins vrai que le *Manifeste* est un document intéressant, d'une très grande rareté, et dont il vaut la peine de donner une édition critique. M. F. André, archiviste de la Lozère, dans les *Documents historiques et inédits sur les guerres de religion en Gévaudan*, 1898, t. III, p. 375, a publié le *Manifeste* d'après un exemplaire conservé aux Archives de la Lozère, imprimé à Amsterdam, 1703, 27 p. in-4. En face du texte français se trouve la traduction allemande. — Il en parut aussi une édition à Londres sous ce titre : *Les raisons véritables des habitans des Sevennes sur leur prise d'armes, Dédié à Monseigneur le Dauphin*. 7 p. in-4. Se vend par C. Lucas. Une autre édition, petit in-32, 22 p., parut à Berlin chez Dusarral, Libraire de la Cour, 1703. Le document a aussi été inséré dans les *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, par M. de Lamberty, t. II, p. 527, comme le fait remarquer M. Vesson, dans sa revision manuscrite de l'ouvrage d'A. Court, I, 208.

A la fin du *Manifeste* se trouve une ordonnance de Montrevel datée de Quissac, le 24 février 1703, déclarant que « tous les Prestres, Ecclesiastiques, Religieux, anciens catholiques et les Eglises sont mis sous la garde des habitans nouveaux convertis des communes et que s'il leur arrive quelque accident, ces communautés en seront responsables et qu'elles seront brûlées et entièrement détruites le lendemain qu'il y aura eu aucunes de ces entreprises ».

FRANK PUAUX.

Manifeste des habitans des Sevennes sur leur prise d'armes

Les peuples des Sévennes ont toujours fait profession de la Religion, plusieurs siècles avant la Réformation. Au tems des Vaudois et des Albigeois les Sévennes étoient remplies de ces gens-là, et on voit par divers actes qu'ils professoient une même religion que les Réformez d'à présent.

Les grandes Croisades des Papes excitèrent contre eux quelques persécutions, mais ils demeurèrent toujours fermes dans leur foy, leur zèle se raluma au commencement de la Réformation,

en moins que rien tout ce pays-là se vit réformé et l'a toujours été depuis. Ce n'est pas une nouvelle Religion qu'on veuille y introduire aujourd'hui, mais seulement y maintenir l'ancienne dont ils sont depuis longtems en possession (1).

La France n'a jamais eu des sujets ni plus soumis, ni plus fidèles à ses Rois que nos Pères et nous l'avons été, nous en pourrions donner plusieurs preuves incontestables; mais pour n'être pas longs dans notre défense nous nous contenterons d'en produire ici deux exemples considérables arrivés dans le siècle dernier, l'un sous le Règne de Louis XIII et l'autre sous celui de Louis XIV qui font voir à toute la terre que notre fidélité envers nos Rois a été à toute épreuve.

En l'année 1632, le Duc de Montmorenci, gouverneur de Languedoc, gagné par la Reine mère de Médicis et par Gaston, Duc d'Orléans, frère du Roi, entreprit de faire la guerre pour obliger le Roi à se défaire du Cardinal de Richelieu et à ne se plus servir de son ministère.

Le Duc de Montmorenci, après avoir engagé dans son parti toutes les villes de la province où les catholiques Romains étoient dans le plus grand nombre, vint ensuite dans les Sévennes, pour porter les peuples comme dépendant de son gouvernement à embrasser ses intérêts, ceux de la Reine Mère et ceux du Duc d'Orléans. Il employa tous les moyens et tous les artifices qu'il pût imaginer pour gagner les Réformez de ce Pais-là en leur promettant de leur faire rendre leurs Places de Seureté dont on les avoit injustement dépouillez et de leur faire part de toutes les charges de l'État conformément à l'Edit de Nantes, mais ils demeurèrent fermes et inébranlables au service du Roi, ce qui fut cause que le parti du Duc fut détruit et que cette guerre fut bientôt terminée.

Si les Réformez des Sévennes eussent pris les armes, la guerre seroit passée dans les autres Provinces du Royaume; car tous les peuples haïssoient extrêmement le Cardinal de Richelieu, à cause que pendant son ministère, il avoit de beaucoup augmenté les subsides et les impôts (2).

(1) L'auteur du mémoire avait eu connaissance, s'il n'en était pas l'auteur, d'un mémoire paru le 15 février 1703, sous ce titre : *Etat et description des Sévennes par rapport à ce qui s'y passe aujourd'hui*, dont le texte a été donné par M. de Lamberty dans les *Mémoires*, *op. cit.* La fidélité des Réformés au pouvoir royal s'y trouve rappelée, sinon dans les mêmes termes, du moins dans le même esprit. Parfois même, on trouve l'identité des expressions. Ainsi « en moins de rien tout ce pays s'était vu réformé ». On en trouvera plus loin d'autres exemples.

(2) M. Vesson fait remarquer (*op. cit.*, 1, 210) que d'après le *Dictionnaire Languedocien* de d'Hombres et Charvel, Alais 1884, article *Raioou*, encore aujourd'hui les habitants des Hautes-Cévennes sont désignés par ceux du bas-pays

L'autre exemple qui marque la fidélité inviolable des Sévennes envers leurs Rois parut en l'année 1631, que le Prince de Condé entreprit la guerre contre Louis XIV à présent régnant.

Le Duc d'Orléans étoit gouverneur du Languedoc et favorisoit le parti du Prince. Le comte d'Aubigeoux, Gouverneur de la ville et citadelle de Montpellier, embrassa le même parti et le Prince de Condé qui étoit puissant dans la province et avoit de belles terres et beaucoup de créatures, tacha d'attirer par leurs moyens les Réformez des Cévennes, leur promit de faire rebâtir leurs murailles qu'on avoit démolies contre l'Édit de 1629 et de leur faire rendre le Consulat dont on les avait dépouillés contre les Édits de Pacification, mais leur fidélité ne fut point ébranlée et le parti du Prince de Condé échoua dans la Province et ensuite dans le Royaume que si les Sévennes eussent tant soit peu remué, toute la France se seroit soulevé et on peut dire que les Réformez en ce tems-là sauvèrent l'État et conservèrent au Roi sa Couronne (1).

En l'année 1659 on fit la paix entre la France et l'Espagne. Après qu'elle fut faite les moines disoient hautement que cette paix n'étoit faite que pour nous détruire; on nous le donna peu de tems après à connaître par les maux qu'on nous fit; on ne saurait déduire en détail toutes les violences et toutes les cruautés qu'on a exercées contre nous; car incontinent après on prit des mesures pour couvrir toutes les Provinces de gens de guerre.

On fit marcher ensuite des Dragons qui portaient avec eux la terreur et l'effroy: tous nos pauvres gens des Sevennes surpris et étonnés de tous ces mouvements et des propositions qu'on leur faisait sur le sujet de leur Religion, répondirent qu'ils étoient prêts de sacrifier au Roi et leurs biens et leurs vies; mais que leur conscience étant à Dieu, ils ne pouvoient pas en disposer de cette manière.

Il n'en falloit pas davantage pour obliger *les troupes à se saisir des avenues et des portes des villes, ils mettoient des gardes par tous les chemins et souvent ils entroient dans les maisons, l'épée à la main, crians tue, tue ou Catholiques* (2).

Ils s'attachèrent ensuite aux personnes et il n'y a méchanceté ni horreur qu'ils ne missent en pratique pour les forcer à changer de Religion. Parmi mille hurlements et mille blasphèmes, ils pendoient

sous le sobriquet significatif de *raïôus* ou royaux, en souvenir sans doute de leur ancienne fidélité à la couronne.

(1) La déclaration de Saint-Germain du 26 mai 1652, porte que : « nos sujets de la R. P. R. nous ont donné des preuves certaines de leur affection et fidélité, notamment dans les occasions présentes dont nous demeurons très satisfaits. Nous voulons donc qu'ils soient maintenus et gardés en la pleine et entière jouissance de l'Édit de Nantes ».

(2) *Les Plaintes des Protestans cruellement opprimez dans le Royaume de France*, édition nouvelle par FRANK PUAUX, 1885, p. 50 et ss.

les gens, hommes et femmes par les cheveux ou par les pieds aux planchers des chambres ou aux crochets des cheminées et ils les faisoient enfumer avec des bottes de foin mouillé, jusqu'à ce qu'ils n'en pouvoient plus et lorsqu'ils les avoient dépendus ils les rependoient incontinent pour souffrir encore les mêmes peines.

Ils leur arrachotent les cheveux et le poil de la barbe jusques à une entière depilation. Ils les jettoient dans un grand feu qu'ils avoient allumé exprès et ne les en retiroient que quand ils étoient à demi rôtis. Ils en attachoient d'autres sous les bras avec des cordes et les plongeotent et replongeotent dans des puits dont ils ne les retiroient que quand ils étoient à demi noyés, ils en battoient à coups de bâton et tout meurtris et rompus ils les trainoient aux Églises.

Ils les empêchoient de dormir durant l'espace de sept ou huit jours se relevans les uns les autres pour les garder à vue jour et nuit et pour les tenir éveillés, soit en leur jetant des éguieres d'eau sur le visage, soit en leur tenant sur la tête des chaudrons renversés sur lesquels ils faisoient un continuel charivari jusqu'à ce que ces malheureux eussent perdu le sens et s'ils en trouvoient des malades hommes ou femmes attachés au lit par d'ardentes fièvres, ils avoient la cruauté d'assembler une douzaine de tambours et de faire battre la caisse à l'entour de leurs lits pour les étourdir et leur faire perdre toute connaissance.

Il est arrivé en quelque lieu qu'ils ont attaché les pères et les maris aux quenouilles des lits, et à leurs yeux ils ont voulu forcer leurs femmes et leurs filles, à d'autres ils arrachotent les ongles des mains et des pieds ce qui ne se pouvoit faire sans des douleurs inouïes. Ils enflaient encore hommes et femmes avec des soufflets jusqu'à les faire crever, d'autres ils les lardoient d'épingles après les avoir dépouillés depuis le haut jusqu'en bas. Enfin ils persécutoient jusqu'à la mort et refusoient la sépulture à ceux qui n'avoient pas voulu se confesser à leurs prêtres. Nous avons vu plusieurs corps de ceux-là trainés dans les rues sur des clayes et puis jettés à la voirie.

Ce que nous venons de dire n'est qu'un échantillon des terribles prodiges de fureur qui ont éclaté sur nous. Jamais l'enfer dans les plus rudes persécutions n'inventa et ne se servit de moyens si diaboliques et si barbares que ceux dont les Dragons et les Moines qui les conduisoient se sont servis pour nous détruire; ce seroit faire un livre que de les vouloir décrire, mille relations fidèles en ont informé le public. Car toutes ces cruautés ont été générales dans toute la France, mais encore plus violentes dans nos Cévennes.

Après nous avoir fait tous ces maux, on cassa et on révoqua enfin l'Édit de Nantes, qui étoit un édit perpétuel et irrévocable donné par

Henri le Grand en l'année 1598, édit qui fut vérifié dans tous les Parlemens pour être observé inviolablement. Cet Édit a quatre caractères incontestables.

1^o Celui d'être une promesse Royale et souveraine qu'il donne non seulement pour lui et le tems de son Règne mais aussi pour tous ses descendans et successeurs à perpétuité.

2^o Celui d'être un arrêt authentique, définitif et irrévocable pour servir à jamais de règlement et de loi entre deux parties opposées, les catholiques et ceux de la Religion, après les avoir dûment et suffisamment entendus.

3^o Celui d'être un Traité accepté, convenu et consenti par tout l'État et en cette qualité pour servir de loi et de règlement perpétuel.

4^o Celui d'avoir été rendu sacré et comme divin par le consentement et le serment réciproque de tout le Royaume.

Un seul de ses caractères, quand il seroit séparé des autres suffiroit pour mettre cet Edit audessus du caprice du bon plaisir, car qui doute qu'un Roi ne soit obligé à garder sa parole et sa foi et celle de ses Prédécesseurs, lorsqu'elle est devenue une condition inséparablement attachée à la succession comme elle l'est sans doute puisqu'elle a été donnée par Henri IV sous la qualité de promesse authentique perpétuelle et irrévocable (1), qui a subsisté depuis plus de cent ans, confirmée par Louis XIII, son fils et son héritier, par plusieurs Édits et Déclarations solennelles et depuis encore par Louis XIV lui-même, son successeur à présent Régnant, par des déclarations si authentiques des années 1643 et 1652, qu'on ne peut concevoir comment on a voulu violer avec tant de perfidie des promesses si sacrées et si inviolables.

En exécution de la révocation de cet Édit, après les cruautés qu'on avait exercés contre nous, on rasa tous nos Temples et on bannit du Royaume tous nos ministres à perpétuité sans discontinuer de nous faire mille maux sous divers prétextes, toutes ces manières de persécuter inouïes dans les siècles précédents étonnèrent les Réformez des Sévennes qui n'avoient personne pour les consoler. La crainte en fit cacher les uns dans les bois et dans les cavernes, d'autres s'enfuirent pour sortir du Royaume et mettre leurs vies et leurs consciences en liberté, suivant le précepte de l'Évangile qui nous dit, que si on nous persécute dans un lieu, il faut s'enfuir dans un autre, mais les passages étoient si bien gardés pour empêcher la sortie de nos pauvres gens que la plus grande partie fut prise et envoyée aux Galères.

Ceux qui fuyaient de ville en ville furent aussi arrêtés et enfermés dans des prisons qui furent bientôt pleines de nos pauvres persécutés. Les uns y périrent dans l'infection et dans l'ordure et les

(1) *Les Plaintes*, p. 75 et ss.

autres furent embarqués à Marseille, transportés dans l'Amérique pour aller vivre et mourir dans le nouveau monde avec les sauvages. Le premier vaisseau qu'on y a envoyé qui était quasi tout chargé de nos pauvres gens des Sévennes, périt proche de la Martinique où on les envoyoit, dont la plus grande partie tant hommes que femmes furent noyées et submergées (1).

Tous ces traitemens cruels nous donnoient assez de sujet et de raison de nous opposer à tant de violences et puis qu'on employoit la force des armes pour nous détruire sans que nous eussions rien fait pour nous rendre coupable d'aucun crime, nous avions aussi un Droit incontestable d'employer les armes pour notre légitime défense et d'opposer la force à la force qui est un Droit de la nature autorisée par les lois divines et humaines.

Néanmoins pour n'allumer pas une guerre civile dans le Royaume et épargner le sang de nos compatriotes, nous avons souffert patiamment tous ces terribles maux, dans l'espérance que Dieu toucheroit le cœur de nos ennemis et leur feroit connoître l'injustice de tant de persécutions; nous sommes donc demeurés tranquilles, nous tenant ressérés dans nos bois et dans nos montagnes, où quelques bons personnages qui étoient sans lettre et sans études, comme les Apôtres de Jésus-Christ, se mirent à consoler ceux qui étoient dans les cavernes et puis en particulier dans les maisons. C'étoient des gens simples, Cardeurs, Tisserans et Maitres d'Ecoles dont nos peuples furent si édifiés qu'il n'y eut personne tant hommes que femmes qui ne voulut entendre ces nouveaux Prédicateurs, de sorte que le nombre s'augmentant, on résolut de s'assembler à la campagne sans bruit, sans éclat et sans armes. Nous choisissons les lieux écartés et les heures de la nuit pour faire ses exercices en repos et en sécurité (2).

Dans ces assemblées on il y lisoit la Parole de Dieu, on y chantoit ses louanges et on y faisoit des prières pour le Roi et

(1) Ce vaisseau s'appelait *Notre-Dame de Bonne Espérance*, parti de Marseille le 12 mars 1687, avec cent déportés huguenots, soixante-dix hommes et trente femmes. Il fit naufrage le 17 mai 1687, jour de Pentecôte, sur des rochers près de la Martinique; trente-sept personnes périrent.

Baville écrivait le 17 novembre 1702 à Chamillart : « Le phanatisme a fait tant de progrès dans ce pays qu'il faut certainement des remèdes extraordinaires pour le guérir et tout ce qu'il y a d'évêques ici croient comme moi qu'il n'y en aurait point de plus efficace que de faire quelques voitures pour les isles ou le Canada comme on fit si utilement en 1686. — Je suis si pressé par tous les évêques qui sont ici de proposer cet expédient que je n'ai cru pouvoir m'en dispenser. » Chamillard répondit : « Je ne crois pas que Sa Majesté soit du sentiment d'envoyer les séditeux aux isles parce qu'ils infecteraient ce pays-là de leur entêtement ». (*Archives de la Guerre*, 1614, p. 248 et 255.)

(2) On remarquera combien sommaire est le récit de l'auteur qui semble n'avoir rien connu du ministère de Vivens et de Brousson.

pour l'Etat, rien n'étoit si juste, si innocent, mais les Prêtres et les Moines en étant informés, firent venir encore dans les Sevrènes des Dragons et d'autres Troupes qu'ils mettoient en embuscade dans les lieux où ceux qui avoient assisté à ces Assemblées devoient passer pour s'en retourner chez eux, ils les prenoient et les mettoient en prison, puis condamnoient les hommes et les femmes à être pendus ou conduits, les hommes aux galères et les femmes dans les couvents, et si ces Dragons rencontroient par hazard le lieu où ces pauvres gens sans défense étoient encore assemblés, ils tiroient sur eux sans miséricorde comme sur des bêtes sauvages sans distinction d'âge ni de sexe, même sur des femmes enceintes qu'on faisoit mourir cruellement avec l'enfant qu'elles avoient dans le ventre.

Après avoir souffert pendant plus de vingt ans tous les maux dont nous venons de parler, quelques-uns de nos frères qui habitoient dans les hautes Sévènes et qui cherchoient à se consoler s'assemblèrent pour prier Dieu dans la montagne de Lauzère proche le Pont de Monvert, sans bruit et sans éclat, de quoi l'Abbé de Cheylar qui estoit Prieur de St-Germain, cruel et ardent persécuteur, s'en alla avec des gens armés attendre ceux qui venoient de cette assemblée, en fit prendre et pendre quelques-uns sur le champ et garder les autres prisonniers pour leur faire le même traitement (1).

Ceux qui étoient échappés de cette assemblée, sachant qu'on les cherchoit aussi et que leurs gens prisonniers devoient être pendus le lendemain, résolurent de faire leurs efforts pour les délivrer, et s'étant assemblés dans le plus grand nombre qu'ils purent marchèrent au pont de Montvert où leurs gens étoient détenus, forcèrent les maisons, dans l'une desquelles l'Abbé Du Cheylar s'étant trouvé et ayant voulu se sauver par les fenêtres, fut tué avec six ou sept de ceux qui le suivoient. Le comte de Broglio, Lieutenant du Roi dans la Province, Beau-frère de l'Intendant Basville, le plus cruel et le plus barbare de tous les hommes, qui a fait mourir plus de cent innocens par la main du bourreau, envoya aussitôt un Regiment pour détruire ceux qui avoient tué cet Abbé, lesquels s'étant fortifiés de quelques-uns de leurs frères d'une et d'autre Religion se retirèrent dans un bois à ce Regiment vint les attaquer, mais après avoir prié Dieu qu'il renforçast leurs mains et leur donnast force et courage, ils se jetèrent sur leurs ennemis qu'ils battirent et mirent le reste en fuite.

(1) Le récit du meurtre de l'Abbé du Chayla ne repose sur aucune donnée précise comme le démontrent toutes les relations contemporaines. Jamais la troupe de Laporte ne renferma des anciens catholiques et jamais elle ne mit en fuite le régiment qui l'attaqua. Au contraire le capitaine Poul, à la tête de troupes de milices, l'attaqua au Champ Domergues et la mit en complète déroute.

Voilà notre première deffense juste s'il y en eut jamais après plus de vingt ans de souffrances et de cruelles persécutions.

Le commencement nous ayant heureusement succédé après que notre patience a été poussée à bout et qu'il paroît que la Providence nous a mis les armes à la main, que notre Troupe s'est considérablement augmentée par la plus grande partie de nos compatriotes de la Religion catholique qui ont pitié de nos malheurs et qui eux-mêmes se trouvent opprimés par des impôts excessifs, qui les réduisent à l'aumône et les font mourir de faim, qui sejoignent aussi à nous pour se délivrer de leurs misères, nous avons résolu d'employer avec eux une légitime défense pour conserver notre vie et notre liberté (1).

Dieu qui nous a mis au cœur de si justes et de si généreux desseins et qui nous présente comme par miracle les moyens de les exécuter nous assistera de son secours.

Nous étions depuis vingt ans accablés de maux, sans force ni courage pour nous défendre, exposés comme de pauvres brebis à une fureur barbare, mais Dieu vient de nous réveiller par l'espérance de sa protection, et cet événement inopiné qui déconcerte nos ennemis, nous est une assurance qu'il fait agir les voies de sa Providence pour nous délivrer de toutes nos calomnies.

Ce n'est point ici une révolte ni une rebellion des sujets contre leur Souverain, nous lui avons toujours été soumis et fidèles et on a vu pendant tous les traitements qu'on nous a faits *une obéissance si profonde qu'elle a été en admiration* à toute la terre (2). Mais c'est un droit de la nature qui nous oblige en conscience de nous armer pour repousser la force par la force. Autrement nous serions complices de nos malheurs, traitres à nous mêmes et à notre Patrie.

Nous savons que notre pauvre France désolée est ruinée dans toutes ses Provinces, que les Peuples y crient et gémissent sous l'oppression et que la Justice et la bonne foi en sont bannies, nous ne voyons plus partout que violences et ne savons qui sont ceux qui gouvernent la France, nous n'y comprenons plus rien; car jamais un bon roi comme le nôtre n'a pris plaisir à détruire ses sujets innocents, ni à les pendre et les massacrer parce qu'on les trouve prians Dieu dans leurs maisons ou dans les trous de la terre (3).

(1) Très grave erreur, les anciens catholiques ne firent pas cause commune avec les Camisards.

(2) *Les Plaintes* : « Une obéissance si profonde qu'elle a été en admiration aux catholiques mêmes, nos compatriotes. » (P. 85.)

(3) Vauban avait pu écrire : « Le dedans du Royaume est ruiné, tout pâtit, tout gémit, il n'y a qu'à voir et à examiner le fond des provinces, on trouvera encore pis que je dis. » MICHEL, *Histoire de Vauban*, p. 440.

Peut-on inspirer à un Roi la résolution de devenir l'ennemi d'un Peuple dont il avoit juré qu'il seroit le Père et le Protecteur? Ainsi nous pouvons *fort modestement assurer que c'est ici un gouvernement Tyrannique, un gouvernement militaire qui n'est réglé ni de la justice, ni de la raison, ni même de l'humanité*(1) et que tous les bons François sont obligés de s'y opposer jusqu'à ce que la paix et la justice soient entièrement rétablis dans le Royaume.

C'est à quoi nous exhortons tous nos compatriotes, car ce n'est point une affaire de Religion seulement, c'est un droit de nature commun à toutes les Nations et à toutes les Religions du monde de s'opposer à la violence de ceux qui nous ravissent nos frères sans cause et qui désolent nos maisons et nos familles.

Pour nos pauvres habitants des Sévennes, ils persévéreront jusqu'à la dernière goutte de leurs sang à défendre leur vie, leur liberté et leur conscience, et à servir tous leurs voisins qui auroient besoin de leur secours pour le même dessein. Ils ont été vingt ans dans une létargie et dans un assoupissement à tout souffrir mais puisque Dieu les réveille extraordinairement, nous croyons que les voyes de Dieu ne sont pas nos voyes et que cette conduite de la Providence nous oblige à la suivre et à exécuter les projets qu'elle nous fournit, dans l'espérance qu'elle conduira toutes choses pour notre repos et consolation. Nous voyons tous les préparatifs de guerre qu'on fait contre nous et que le Maréchal de Montrevel nous menace d'un grand nombre de Troupes réglées pour nous détruire; notre résolution et notre intrépidité a jusqu'à présent déconcerté nos Ennemis, nous ne serons point épouvantés de leur grand nombre, nous les poursuivrons partout sans pourtant faire de mal à ceux qui ne nous en veulent point, mais nous ferons de justes représailles contre nos persécuteurs, en vertu de la loi du Talion, ordonnée par La Parole de Dieu et pratiquée par toutes les nations du monde.

Si les moyens que Dieu nous fournit paroissent foibles, nous avons cent exemples de Tyrans qui ont été renversés par de plus petits commencements.

Notre courage s'augmente dans la difficulté et nous ne perdons pas espérance de voir notre Patrie délivrée d'une cruelle servitude, sachant qu'il y a un jour marqué et décrété de Dieu pour la punition des méchants et pour la vengeance de tant d'innocens opprimés, c'est pourquoi nous ne mettrons jamais bas les armes que nous ne puissions professer publiquement notre Religion pour faire revivre les Édits et Déclarations qui en autorisoient le libre exercice et que tous les Peuples en général qui sont accablés par des impositions nouvelles et tyranniques ne soient entièrement

(1) *Les Plaintes*, p. 97.

soulagés et que la Justice et la bonne foy ne soyent rétablis dans tout le Royaume.

Nous demandons pour cela à Dieu un secours et une délivrance telle que sa sagesse nous la voudra dispenser, et comme nos prières sont dans l'ordre de sa Providence nous avons sujet d'espérer qu'il les exaucera; nous ne lui demandons point de vengeance, au contraire nous souhaitons qu'il lui plaise toucher les cœurs endurcis de nos Ennemis et qu'ensuite il leur pardonne (1).

En attendant que nous puissions être secourus pour tenir la campagne et aller au devant de nos ennemis nous nous retirerons dans l'entre-deux nos montagnes dont les chemins sont si étroits que cent en peuvent battre mille et mille dix mille, tous nos gens des Sévennes sont les meilleurs soldats du monde et combattent comme des Lions (2) et quoique les persécutions que nous avons souffertes et que les combats que nous avons été obligés de soutenir en aient un peu diminué le nombre, nous en avons encore assez avec le secours de nos voisins qui nous assistent pour nous défendre contre ceux qui nous attaquent. Nous ne manquons point d'armes ni de munitions de guerre et dans cet état nous nous maintiendrons dans nos demeures en attendant le secours du ciel (3).

C'est pour cela que *nous supplions très humblement tous Rois, Princes et Seigneurs, États et Peuples et en général tous les hommes chrétiens nos voisins et compatriotes, de nous aider à repousser une si injuste domination à laquelle toute l'Europe seroit soumise si on n'arretoit pas sa violence et sa barbarie (4).*

Nous conjurons aussi nos Princes François et nos Parlemens qui ont un si grand intérêt à rétablir l'ordre et la justice dedans l'État, de concourir avec tous les Peuples pour un si juste dessein. Si notre bonheur vouloit que ce présent écrit tombât entre les mains de Monseigneur le Dauphin, comme nous scavons que c'est un Prince débonnaire, nous ne doutons pas que la lecture de ce manifeste qui représente tous les malheurs où la France est exposée ne fut capable d'inspirer à Monseigneur des sentiments de compassion envers tant de misérables. On nous a dit qu'il est naturellement bon et pitoyable et qu'un jour, ayant rencontré une troupe de malheureux, chargés de chaînes et trainés aux galères pour forcer leurs consciences, il en fut vivement touché et indi-

(1) *Les Plaintes*, p. 419.

(2) Dans l'*Etat et description des Cérennes*, on lit : « Les gens des Sévennes sont les meilleurs soldats de France et combattent en lions. » — De même : « Cent en pourraient battre mille et mille, dix mille. »

(3) Erreur, les Camisards ne se procuraient armes et munitions qu'avec les plus grandes difficultés.

(4) *Les Plaintes*, 121.

gné : cela nous fait croire que si l'autorité Royale étoit entre ses mains, ce grand Prince gouverneroit ses peuples en toute douceur et équité, mais en attendant que la main de Dieu l'élève sur le Trône, nous scavons qu'il a un droit acquis d'empêcher qu'une si belle succession que celle du Royaume de France, qui luy appartient, ne soit délabrée et déchirée devant que de tomber entre ses mains. Ce qui arriveroit assurément si ce Prince ne s'opposoit pas comme *il le peut et le doit*, aux violences qu'on exerce contre des Peuples qui lui doivent être soumis : Il a un pouvoir légitime d'y travailler et nous prions Dieu qu'il lui donne la force et le courage de le faire (1).

Le 15 mars 1703.

ABJURATIONS DE SOLDATS PROTESTANTS A BÉTHUNE

au commencement du XVIII^e siècle.

La ville de Béthune, dans le Pas-de-Calais, possédait une garnison au commencement du XVIII^e siècle.

Plusieurs des soldats de cette garnison étaient protestants. Une œuvre d'actif prosélytisme catholique s'est exercée auprès d'eux, non sans succès, car le registre des baptêmes d'une paroisse de la ville renferme divers baptêmes effectués à la suite d'abjurations. Ces actes, qui sont au nombre de dix, vont de 1706 à 1717. Leur lecture appelle les observations suivantes :

La majorité de ces convertis au catholicisme se composait d'illettrés : 2 écrivent leur nom, 5 signent d'une croix, les 3 autres sont douteux. Leur abjuration était

(1) Après la Révolution d'Angleterre, l'exemple de Guillaume d'Orange détrônant son beau-père avait éveillé chez certains réfugiés l'espérance que le Dauphin s'opposerait à la politique persécutrice de Louis XIV. L'auteur du *Manifeste* reprenait cette idée en s'autorisant de la compassion du Dauphin pour les galériens huguenots, mais nous n'avons pas encore trouvé la confirmation historique de l'événement auquel il est fait allusion.

envisagée avec faveur : 3 d'entre eux sont pourvus de parrain ou marraine haut placés, appartenant à la magistrature ou à la noblesse. Plusieurs sont originaires du midi de la France, 1 de Ganges, 1 de Nîmes, 1 des environs de Clairac, 1 de Charenton, 1 de Londonderry, en Irlande ; la provenance des autres n'est pas indiquée.

La lecture de ces documents montre une fois de plus à quels périls se trouvaient exposés les éléments protestants noyés dans la masse catholique ; il s'y ajoutait la pression venant de haut pour amener ces soldats à abandonner la religion de leurs pères.

P. BEUZART.

Registre des Baptêmes de la paroisse de S^{te} Croix en la collégiale de S^t Barthélemy dans la ville de Béthune, commençant au mois de septembre mil sept cent quatre, 11 du dit mois (Arch. de Béthune, GG 54).

Abjurations.

Ce quinze de may mil sept cent dix sept, je soussigné, Jessus, curé de la paroisse de S^{te} Croix de la ville de Béthune, ay reçu l'abjuration de la religion de hérésie calvinienne, la profession de l'église catholique, apostolique et romaine de Mathieu le Comble, lanchier de la compagnie de M. Pardone au régiment de Chartre, en présence du s^r Jean Adrien Jessus, prêtre vicaire de la dite paroisse, et du s^r Henry Josep Waler, en foy de quoy ils ont signé :

LE COMBLE.

JESSUS, vic. de S^{te} Croix.

H. J. WALLE.

CAILLENE, curé de S^{te} Croix.

L'an de grâce mil sept cent et quinze, le vingt quatre de juin, je nommé Guislain Gouduin ptre chanoine et doien de la ville de Béthune, en vertu du pouvoir à nous donné par mon Seigneur l'illustrissime et révérendissime Evêque d'Arras, aye reçu l'abjuration de l'hérésie calvinienne de Jan Bechar, soldat dans le régiment de M. Barois et de la compagnie de M. de Limbœuf lieutenant colonel dudit régiment, en présence de Jacques Juniet dit la Réjouissance, et de Jan Marguerite dit la Rose, tous deux soldats

du mesme régiment et de la mesme compagnie, lesquels ont signé et fait leur marque avec nous.

marque du dit

† Bechar. JACQUES JUIGNET.

marque du dit Jan

† Jan Margueritte. G. GOUDUIN, ptre.

L'an de grâce mil sept cens seize, le noeuf de may, je Adrien Caillene Curé de la paroisse de S^{te} Croix en la ville de Béthune, en vertu du pouvoir à nous accordé et donné par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime evesque d'Arras, aye receu l'abjuration de l'hérésie calvinienne d'Estienne Fourcaille, de Gange en Languedocq, soldat au régiment Barrois de la compagnie de la lieutenance colonel, en présence de René Grandvillain dit Langenieux et d'Antoine Moré dit Sans Chagrin, tous deux soldats du même régiment, en foy de quoy ils ont signé et fait leur marque.

RENÉ GRANDVILLAIN dit Langenin.

Marcq	†	Antoine Fourcaille.
Antoine	†	CAILLENE, ptre curé de S ^{te} Croix.
Moré		

Le vingt huit de may mil sept cens dix sept, je soussigné ptre, curé de S^{te} Croix de la ville de Béthune, en vertu du pouvoir à moy donné par Monseigneur l'évêque d'Arras, ay receu l'abjuration de l'hérésie calvinienne de Grégoire Manquegrégoire soldat de la compagnie de au régiment, en présence du S^r Conelan lieutenant de la dite compagnie, et de Robert M de la compagnie de au même régiment, en foy de quoy ils ont signé.

CONNELLAN.

CAILLENE, curé de S^{te} Croix.

MOXON.

L'an de grâce mil sept cens six, le premier du mois de may, je Varlet ptre, curé de la paroisse de S^{te} Croix de la ville de Béthune, en vertu du pouvoir à nous adressé par Monseigneur l'ill^{me} et révérendissime évêque d'Arras, ay receu l'abjuration de l'hérésie calviniste de Jean Pan dit Nismes, natif de la ville de Nismes, en présence des sieurs Jean capitaine au régi-

ment d'Aubusson qui ont signé et marqué au-dessous dudit Jean Pan, et nous ce présent, ceste ledit jour et an que dessus.

† Marque de Jean Pan.

François de Cha.....

Jean.....

VARLET ptre curé de S^{te} Croix.

L'an de grâce mil sept cent et six, le trente du mois d'aoust, je nommé Guislain Gouduin ptre chanoine et doien de la ville de Béthune, en vertu du pouvoir à nous adressé par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évesque d'Arras, aye receu l'abjuration de l'hérésie comme je crois calviniste, de Pierre Boger dit la Jeunesse, natif d'un lieu près de Clairacq en Gasconne, du régiment de Luxembourg, compagnie de M. Barse, en présence de M. de Noyelles chanoine de l'église collégiale de S^t Barthélemy audit Béthune, et de monsieur Le Roux marchand audit Béthune, qui ont signé et marqué avec le susdit Pierre Boger, et nous ce présent, ceste lesdits jour mois et an susdits.

Marque dudit Pierre Boger. ff. DE NOYELLES ptre.

G. GOUDUIN ptre.

J. LE ROULX.

L'an de grâce 1708, le 7 du mois de février, je Joseph Albert Dufresne pretre vicair de S^{te} Croix à Béthune, ai baptisé sous condition, en vertu de la permission à nous donnée par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime evêque à Arras, un soldat français de nation, natif de Charenton, appelé Steve, au régiment de Béarn, auquel on a imposé le nom de Joseph François Alphonse; il a eu pour parrain Alphonse Alexandre Marcadé fils de Monsieur Marcadé procureur du Roy à Béthune, et pour marraine Marie Catherine Lhomme, lesquels aiant été interpellé s'ils savaient écrire ont répondu le sçavoit, et on signé ce présent, avec moy pretre vicair de S^{te} Croix.

ALPHONSE ALEXANDRE MARCADET.

MARIE CATHERINE LHOMME.

JOSEPH ALBERT DUFRESNE

prêtre vicair de S^{te} Croix.

L'an de grâce mil sept cent huit, le 19 de novembre, je Joseph Albert Dufresne prêtre vicair de S^{te} Croix à Béthune, ai reçu avec le pouvoir à nous adressé par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime evêque d'Arras l'abjuration de l'hérésie calviniste de Maisonnents natif de la ville de la G..... et présen-

tement dit Théodore Maisonnents soldat au régiment de la
..... Montauban, il a avec Madame Alexandre d'Alsas
contesse de et moi prêtre

(La fin de plusieurs lignes et le bas de la page sont arrachés).

L'an de grâce mil sept cent huit, le dix neuf de novembre, je Joseph Albert Dufresne prêtre vicair de la paroisse de St^e Croix à Béthune, ai baptisé sous condition, avec la permission de Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évêque d'Arras, un soldat du régiment de Montauban, natif de la Gave (?), auquel on a imposé le nom de; il a eu pour marraine Madame Alexandre d'Alsace contesse de Bossu, interpellé si elle savoit écrire a répondu le sçavoit, en foy de quoy et on signé ce présent acte avec moy prêtre que dessus.

ALEXANDRE D'ALSACE comtesse de Bousu.

J. A. DUFRESNE prêtre.

L'an de grâce mil sept cent dix, le vingt huit du mois d'octobre, je Joseph Albert Dufresne prêtre de la paroisse de St^e Croix, ai receu, avec la permission expresse à nous adressé par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime évesque d'Arras, l'abjuration de l'hérésie calviniste du sieur Jean Rose, natif de Londonderry en Irlande, en présence de Monsieur Gouduin prêtre chanoine et doien de chrestienté, et de monsieur Petit aussi prêtre et chanoine de la collégiale de St Bartélemy, lesquels ont signé ce présent acte avec moy prêtre que dessus.

G. GOUDUIN ptre.

JEAN ROSE.

PETIT.

J. A. DUFRESNE.

UNE SENTENCE ARBITRALE ENTRE PASTEURS DU DÉSERT

(Affaire Boyer, 1744)

Le hasard — un grand maître — récompense parfois les chercheurs, *quorum minima pars*, qui s'efforcent de recueillir des documents pour servir à l'histoire des temps passés.

Fouillant dernièrement un amas de vieux papiers dans l'antique métairie des Surville de Camblat, famille de pasteurs du xvii^e siècle, j'ai eu la chance de trouver quelques documents intéressants pour l'histoire protestante de nos régions.

L'un d'entre eux est une copie de l'époque, du jugement arbitral rendu par les pasteurs Antoine Court, Roger (des Eglises du Dauphiné) et Peyrot (des Eglises du Vivarais et du Velay), aux environs de Nîmes, — au Désert — dans le différend entre le pasteur J. Boyer et ses confrères Claris, Bétrine, Roux, Paul Rabaut, Gabriac, etc. Ce différend à la fois théologique et moral prit pendant une période de 10 ans, de 1734 à 1744, l'allure d'un vrai schisme. Paul Rabaut, dans ses diverses lettres à Antoine Court, lui donne une importance considérable (1). Cette affaire pouvait mettre en grand danger le protestantisme français au moment où ses pasteurs, pourchassés de toutes parts, devaient observer rigoureusement la discipline des Synodes et ne prêter le flanc à aucune critique. D'autres copies de ce jugement arbitral existent dans les archives de la Compagnie des pasteurs de Genève, Papiers de Roches, A. 334, pièce 1021 (2), et dans les Papiers Court, n° 41.

Jacques Boyer, né en 1700 à Lausanne, de parents

(1) *Paul Rabaut, ses lettres à Antoine Court*, par A. Picheral-Dardier, t. I, p. 132, note.

(2) M. le professeur E. Choisy a bien voulu collationner notre texte avec celui de Genève et en corriger les nombreuses fautes de lecture ou de copie.

réfugiés français, fut élevé à Genève et débuta en s'engageant dans un régiment de dragons. Il commença alors à prêcher et ses exhortations eurent tant de succès que les protestants des Cévennes, ceux de la Salle en particulier, voulurent se l'attacher comme pasteur, et le rachetèrent du service, moyennant 200 livres. Il ne se consacra pas uniquement à eux, mais voyagea dans le Bas et le Haut-Languedoc, le Quercy et la Guyenne. Il fut consacré en 1729 par le vénérable Consistoire de Zurich et confirmé par deux assemblées publiques dans les Cévennes et du côté de Nîmes. Poursuivi à plusieurs reprises, il fut même condamné à mort et exécuté en effigie en 1736.

Accusé d'immoralité, nous dit M. Picheral-Dardier (1), il fut déposé par des colloques et réhabilité par d'autres. L'enquête sur sa vie privée, menée par Pierre Durand, le futur martyr, le chargeait extrêmement, et, semble-t-il, avec raison. Les pasteurs de Suisse, priés de s'occuper de cette triste affaire, trouvèrent « que les accusations portées dans cette enquête n'étaient rien moins que démontrées ». Le 4 février 1744, Paul Rabaut écrit à son ami A. Court qu'une femme d'Anduze se plaignait fort de M. Boyer; « nous l'envoyâmes chercher », dit-il (avec Jacques Dunière, dit Lacombe, pasteur du Vivarais), « et après l'avoir conjurée, au nom du Seigneur, de nous dire la vérité, elle déclara, comme devant Dieu, qu'un jour, M. B(oyer), étant dans sa maison, et ayant trouvé un prétexte pour écartier son mary, après lui avoir proposé inutilement de condescendre à ses désirs criminels, il se mit en état de lui faire violence, etc. Nous nous informâmes alors, et moi-même je l'ai fait souvent depuis, quelle avait été la conduite de cette femme. Tout le monde m'a rendu de fort bons témoignages » (2).

Et naturellement Paul Rabaut trouve qu'une suspension de trois mois du ministère n'est pas une peine

(1) Auquel nous empruntons les éléments de cette biographie, *Paul Rabaut, Lettres à Ant. Court*, t. I, p. 13, note.

(2) *Ibid.*, t. I, p. 109, 111.

suffisante pour Boyer, qui « est un homme sans honneur, sans religion et sans principes ».

Comme dogmes, Boyer s'écartait beaucoup de ses rigides collègues. Il avait des opinions peu orthodoxes sur le péché originel et la divinité du Christ. C'était, pourrait-on presque dire, un libéral avant la lettre. Malgré les écarts de sa conduite privée, inhérents peut-être à son tempérament d'ancien dragon, Boyer eut de nombreux partisans dans les Cévennes. Si ses collègues intransigeants et sans charité évangélique refusaient la Cène aux Boyéristes, ceux-ci ne se gênaient pas, lorsqu'ils étaient en nombre, pour les empêcher de prêcher et « saboter » leurs assemblées. C'est ce qui arriva en 1740 à Paul Rabaut lui-même, à l'assemblée de la Grevouillère, paroisse de Saint-Félix de Pailhères (1).

Les protestants des Basses-Cévennes restèrent toujours fidèles à Boyer, qui paraît avoir été un homme d'action, au point de charger, avec succès, les dragons qui avaient surpris, un jour, une de ses assemblées. On essaya de tous les procédés pour lutter contre son influence. A l'assemblée synodale de 1742, ses confrères proposèrent que les pasteurs des Eglises du Bas-Languedoc fissent quelques assemblées dans les endroits des Cévennes où il avait le plus grand nombre de partisans; on désigna même MM. Clément, Paul et Vernezobre pour cela. Pas plus que les lettres du professeur Polier de Lausanne aux protestants de Saint-Hippolyte, rien ne réussit, à tel point que Bétrine, un des adversaires de Boyer, proposait, deux ans après, à Ant. Court, le remède suivant à cette malheureuse division, « que MM. Boyer, Gaubert et Grail d'un côté, abandonnassent le pays et, de l'autre, que tous les anciens pasteurs en fissent de même. Après quoi les jeunes pasteurs et proposans se réuniraient et de concert régiraient les Eglises » (2).

Antoine Court, dont l'autorité était indiscutée dans les deux partis, essaya de rétablir la paix entre pasteurs.

(1) *Ibid.*, p. 10 et suivantes.

(2) *Ibid.*, p. 113.

Il revint en France à la grande joie de son ami Paul Rabaut et, après de nombreux efforts, réussit à faire accepter la réunion d'une commission d'arbitrage. C'est la décision de cette commission que nous avons retrouvée et que nous donnons plus loin.

Quelque temps après, le synode national de Lédignan (août 1744) confirmait la décision des arbitres. Boyer y fit amende très honorable, mais ne laissa pas de donner, quelquefois, des embarras à ses collègues par son allure indépendante et un peu farouche. Il eut une affaire avec Paul Rabaut pour une lettre de celui-ci qui lui avait été communiquée très indécemment par un M. Ranvier de Genève, affaire qui se termina au mieux, puisque Rabaut lui offrit plus tard sa chaire. Mêlé à diverses négociations avec la Cour, auxquelles les pasteurs du Désert eurent trop confiance, il fut l'un des signataires de l'adresse au maréchal de Saxe, rapportée par Paul Rabaut (1).

Dans les persécutions de 1754, Boyer resta énergiquement fidèle à ses principes au moment où d'autres de ses collègues fléchissaient. Il mourut en 1760, laissant à ses paroissiens des Basses-Cévennes le souvenir d'un homme au caractère et aux passions ardentes, mais aux convictions sincères et inébranlables.

D^r L. MALZAC.

Jugement sur l'affaire du s^r Boyer, 8^e Aoust 1744.

Au nom de Dieu qui a fait le Ciel et la Terre. Amen.

Nous soubsignés, ayant examiné les conventions faites le 23 du mois de juin 1744 entre messieurs les pasteurs des Provinces du Bas Languedoc et Cévennes et M^r Boyer autre pasteur, signées dans un original par ledit s^r Boyer et dans un autre par M^{rs} Claris, Bétrine, Roux, Paul Rabaut, Gabriac, Pradal, Gibert, Defferre, Redonnel, Moline et Fayet, pasteurs, nous avons trouvé qu'elles nous donnent un plein pouvoir de décider tous les différents qu'il

(1) *Ibid.*, p. 239.

y a entre lesdits pasteurs et entre lesdites Églises desdites provinces, d'où qu'ils procèdent et en quoi qu'ils consistent, avec promesse de leur part d'acquiescer à tout ce qui sera par nous décidé et de l'exécuter suivant sa forme et teneur, à quoi ils s'engagent d'honneur et avec toute la bonne foi inséparable de leur caractère, tout comme si la décision émanait d'un Synode national. Nous avons aussi reçu le pouvoir nécessaire de la part desd. Églises, lequel pouvoir nous a été confirmé depuis que nous sommes assemblés.

Avant que de procéder à l'importante commission qui nous a été confiée, nous avons imploré le secours du S^t Esprit. Ensuite nous avons décidé unanimement les articles suivants :

1^o Que nous ne pouvons pas juger les faits dont M^r Boyer fut accusé en l'année 1731, parce que plusieurs difficultés, qui nous ont paru insurmontables, nous ont empêché de parvenir à l'éclaircissement qui aurait été nécessaire; ainsi, sans rejeter les protestations qu'il fait de son innocence, nous en laissons le jugement à Dieu qui sonde les cœurs et les reins et qui sait punir les coupables et protéger les innocens.

2^o Que l'assemblée du 4^e avril (1731) qui renvoya l'affaire au jugement d'un Synode provincial et ordonna la suspension provisionnelle de M^r Boyer était légitime.

3^o Que l'assemblée du 12^e du même mois d'avril où M^r Boyer fut absous et rétabli n'étoit pas dans les règles, ce qui empêche que le jugement qui fut rendu puisse valoir. Néanmoins nous avons reconnu qu'il peut avoir fourni des motifs à la conduite que M^r Boyer tint en conséquence, sinon pour le justifier, du moins pour l'excuser à certains égards.

4^o Que l'assemblée du Conseil extraordinaire du 1^{er} juin 1731, qui ordonna la suspension de M. Boyer, étoit incompétente et la décision nulle.

5^o Que l'assemblée du 8^e avril 1732 étoit illégitime, parce que les conventions du 18 et du 21 octobre 1731 qui subsistoient pour ce qui concernoit l'accusation du 29^e mars précédent donnoient l'exclusion au Synode provincial. Il n'y avoit de compétent que le Synode national. Et en cas de difficulté de l'assemblée, un autre tribunal dont M^{rs} les Pasteurs auroient pu convenir avec l'accusé, mais le jugement qu'ils rendirent eux-mêmes pour le déposer étoit nul, tout comme les excommunications générales et particulières, s'il y en eut.

6^o Que l'assemblée tenue quelques jours après par les députés des Églises attachées à M. Boyer pour casser lesdites conventions, le jugement du Conseil extraordinaire et celui du 8^e avril 1732, étoit nulle et abusive en tous sens. S'il y a eu d'autres assemblées d'Églises qui aient décidé sur cette matière, nous les déclarons

nulles, et par exprès toutes les délibérations verbales et par écrit pour autoriser les entreprises de certaine jeunesse attroupée qui a quelquefois troublé les assemblées par voye de fait; les démarches de ces jeunes gens et de ceux qui les ont approuvés, s'il y en a quelqu'un, sont si criminelles que nous ne doutons pas qu'ils n'en ayent l'âme déchirée de douleur et qu'ils ne s'en soient repentis sincèrement.

7° Que l'inexécution de la décision contenue dans la lettre du 30 septembre 1735 portant que M. Boyer seroit suspendu jusques au Synode national, l'a rendu coupable, parce qu'il devoit subir la suspension; il n'est pas moins coupable d'avoir formé opposition, par sa lettre du 3 novembre 1735, à la convocation dudit Synode national, d'avoir établi des consistoires, d'avoir prêché et fait prêcher dans son département et dehors depuis ladite décision.

8° Que M. Boyer demeurera suspendu de toutes les fonctions de son ministère par respect pour l'ordre de la discipline qu'il est très important de maintenir, mais vû les circonstances, l'état présent de la Religion, et le grand but de la Paix que nous recherchons tous avec ardeur, nous avons fixé la suspension de M. Boyer à 15 jours à compter dès la notification qui lui aura été faite. Au bout desquels il se représentera à une assemblée convoquée par M^r Court l'un de nous, et là il témoignera une soumission désormais inviolable à la discipline des Eglises Réformées de France et une douleur sincère de s'en être écarté ci-devant, il reconnoitra qu'il y a eu irrégularité de sa part en ordonnant M^{rs} Gaubert et Grail, demandant à cet égard et en toute autre chose le support de ses confrères avec lesquels il désire de vivre dans l'union la plus étroite. A l'égard de son mariage, il déclarera par qui et quand il a été béni, afin que, s'il paroît que quelque formalité y ait été omise, l'omission soit incessamment réparée, et il reprendra ses fonctions après l'assemblée.

9° Que l'irrégularité de M^{rs} Gaubert et Grail n'est pas d'une nature à invalider les fonctions qu'ils ont faites en conséquence parce que, suivant la doctrine des Réformés, l'efficace de la parole et des sacrements ne dépend pas de celui qui les administre, mais de la disposition de celui qui les reçoit. Cependant, pour l'édification publique et pour rendre le ministère de ces M^{rs} autant authentique qu'il peut être, il sera confirmé dans la susdite assemblée dans laquelle ils déclareront qu'ils reconnoissent l'irrégularité de leur ordination et en demandent la confirmation; bien entendu que jusques alors ils ne pourront exercer aucune fonction, non plus que les proposants et élèves de M^{rs} Boyer, Gaubert et Grail, à commencer du jour de la notification.

10° (1) Que M. Boyer aura le même département qu'il avoit en

(1) Deux autres copies du même document, dont l'une est dans les Papiers

1731 dans lequel lui, M^{rs} Gaubert et Grail et leurs prédicateurs et leurs élèves, demeureront renfermés sans pouvoir porter leur ministère dans les départements de MM. les autres pasteurs. Ceux que lui-même ou quelque autre quel qu'il soit y ont établi seront supprimés et, pour le nouveau Consistoire qui sera formé dans chaque Eglise, tous les sujets seront également éligibles, sans distinction s'ils ont ci-devant suivi M. Boyer ou non; mais il sera prudent, pour amener l'union, que, dans le nombre des élus, il y en ait des uns et d'autres.

11^o (1) Que les Consistoires établis par M. Boyer ou de sa part dans les départements de MM. les autres pasteurs seront supprimés, de manière qu'il n'y ait d'autres consistoires que ceux que MM. les autres pasteurs ont établis, et lorsqu'on y fera de nouvelles élections, les membres des consistoires supprimés et les autres fidèles qui ont suivi M. Boyer seront éligibles.

12^o Que l'esprit de parti doit être entièrement éteint; nous exhortons tous les fidèles, à peine de censure ecclésiastique, de supprimer tous discours et termes qui pourroient l'entretenir et s'opposer à la pacification dont le grand but est de les porter à l'union fraternelle qui fasse totalement cesser l'affligeante distinction : *je suis d'un tel, et moi d'un tel*, qui réunisse tous les esprits sous Jésus Christ notre seul chef, et qui ne fasse de tous les troupeaux, comme les premiers chrétiens, qu'un cœur et qu'une âme. Nous les exhortons aussi, sous la même peine, de supprimer tous les écrits qu'ils ont et qu'ils pourront avoir concernant cette affaire, parce que nous les jugeons contraires au rétablissement de la paix, propres à fomenter les divisions et par cela même nous priver du succès que nous espérons et qu'attendent aussi des personnes d'un mérite supérieur comme une heureuse récompense des soins qu'ils ont pris généreusement pour nous procurer la paix.

Rabaut (t. III, f^o 32) et dont l'autre nous a été communiquée par M. le pasteur L. Rozier, de Besançon, remplacent comme suit cet article 10 :

10^o Que M. Boyer aura le même département qu'il avoit en 1731, dans lequel lui, M. Gaubert, Grail, leurs prédicateurs et élèves demeureront renfermés sans pouvoir porter leur ministère dans le département de M^{rs} les autres pasteurs, s'ils n'y consentent, ny eux dans le sien, mais ceux qui ont actuellement leur quartier seront libres d'y continuer leurs fonctions avec toutes leurs prérogatives.

11^o Que les Consistoires qui sont dans le département de M. Boyer, soit que les autres pasteurs les aient établis ou que ce soit lui-même ou autre quel qu'il soit, seront supprimés, et pour le nouveau Consistoire qui sera formé dans chaque Eglise, tous les sujets seront également éligibles sans distinction, s'ils ont cy-devant suivi M. Boyer ou non, mais il sera prudent, pour ramener l'union, que dans le nombre des élus il y ait des uns et des autres.

(1) A partir d'ici le texte est conforme sauf que cet article devient art. 12 sur les susdites copies, et ainsi de suite.

13° Si, contre notre attente et contre toute espérance, il se trouvoit quelqu'un qui refusât de se conformer à notre jugement, il renverseroit l'ordre de la discipline et se rendroit digne des censures les plus sévères.

14° Enfin le jugement, tel que nous venons de le rendre, et dans lequel nous avons suivi la charité chrétienne, nous paraît très propre à réparer promptement les désordres que la division a déjà causés et à en prévenir des plus grands qu'elle étoit prête de causer encore.

Nous souhaitons ardemment qu'il soit généralement approuvé et exécuté; comme cela dépend de Dieu et non pas de nous, nous lui adressons nos très humbles prières pour lui demander qu'il répande sa bénédiction sur notre ouvrage, qu'il rende les esprits dociles et portés à la soumission et à la résignation nécessaire, et que le tout serve à l'avancement de sa gloire et au rétablissement du bon ordre, à l'édification de l'Église et au salut des âmes, nous invitons tous les fidèles qui ont eu connoissance de nos malheurs et qui les ont partagé avec nous de joindre leurs prières aux nôtres pour obtenir du Dieu de paix la faveur inestimable que nous lui demandons ici, afin que nos vœux communs étant exaucés ils prennent part à notre joie.

Le présent jugement sera notifié aux pasteurs et aux députés des Églises à la diligence de M^r Court dans le temps et de la manière qu'il trouvera à propos.

Fait au Désert en trois originaux le 8^e aoust 1744, sur chacun desquels a été apposé le cachet ordinaire de M. Court.

Signé : ROGER, Pasteur des Eglises du Dauphiné.

COURT, Pasteur.

PEYROT, Pasteur des Eglises du Vivarais et Velay.

Mélanges

LES MASSACRES DE LA FLORIDE

Le Discours et Histoire de ce qui est advenu en la Floride, en l'an 1565, « rédigé au vray par ceux qui s'en sont retirés (1) » contient d'abord une relation exacte d'un témoin oculaire, Nicolas Le Challeux, qui mérite confiance et dont la vérité historique est confirmée par les documents espagnols. Le livre deuxième renferme un récit de Christophe le Breton du Havre qui n'a pu assister à toutes les scènes d'horreur, et qui, vu la distance et l'ignorance géographique, a confondu les lieux ou n'a raconté que le troisième massacre, celui de Jean Ribaut et de sa compagnie, tandis qu'en consultant les sources espagnoles, et entre autres le mémoire du chapelain François Lopez de Mendoza Grajales (2), nous trouvons trois massacres : au fort (le 21 septembre), près de Saint-Augustine (le 29 septembre) et plus au Sud, à *Matanzas-Inlet*, au commencement de novembre.

Nous n'avons pas de raison suffisante pour mettre en doute, dans la deuxième partie, la véracité des Espagnols qui se sont vantés, au nom de la foi catholique et de la guerre sainte, des crimes politiques qui devraient les couvrir de honte.

Les indigènes *Seminolas* ne redoutaient pas les Français autant que les Espagnols. « Aussitôt que la cloche du fort avait sonné pour faire les prières, ils se trouvaient en leur place », tandis qu'ils fuyaient comme des ennemis

(1) Réimprimée au nom de la Société Rouennaise de Bibliophiles par M. Gabriel Gravier, 1872, cette Histoire avait été imprimée deux fois, à Dieppe, le 22 mai 1566 et à Lyon, en août 1566, par Jean Saugrain.

(2) Conservé aux archives de Séville et publié dans *The History of old St. Augustine* by Miss G.-M. Brooks.

les Espagnols qui, depuis les expéditions de Jean Ponce de Léon et Pamphyle Narvaez, avaient voulu les convertir par la force et les armes. Il y avait là deux méthodes de civilisation en présence.

Dans un premier voyage (18 février 1562) Jean Ribaut avait élevé à Beaufort un pilier avec les armes de la France et avait donné aux diverses rivières les noms des fleuves de France. Il avait construit un fort en bois (vu qu'il y a abondance de forêts et pas de pierre) appelé *Carolín* (1), en l'honneur de Charles IX, dans la baie de May (aujourd'hui fleuve Saint-Jean) et, en repartant pour la France, il y laissa 26 ou 30 hommes sous les ordres d'Albert de la Pierre (ou Pierria).

Arrivé là le 22 juin 1564, son lieutenant, René de Laudunière ou Laudouinière (2), occupa le même fort (*Requête au Roy*, p. 51) et il n'en construisit pas un nouveau, comme l'ont cru M. A. Moreau (*Hist. générale* de E. Lavisse, t. V, p. 934) et M. G. Graviero (Notice VII). Le Challeux ne connaît qu'un seul fort où « ceux qui nous attendaient furent grandement réjouis de notre venue, car ils estoient angoissés et troublés d'être si longtemps sans rien ouïr de la France (p. 18). C'est là que notre lieutenant fit décharger les vivres et autres munitions, et nous fit conduire par le sieur d'Ulli, de Beaucaire et autres. »

Le 27 août, le navire de J. Ribaut mouilla dans la rade de la rivière de May.

Cependant Pierre Menendez avait reçu du roi d'Espagne, Philippe II, la patente et le titre d'Adelantado et de Capitaine général de la Floride (en mars 1565). « S'il s'y établit des Français et des Anglais *luthériens*, avait-il écrit au roi, il sera difficile à Votre Majesté de conquérir ce pays-là (la Floride). Il s'agit du service de Dieu, du salut de tant d'hommes et aussi de l'agrandissement du Royaume

(1) De là le nom de l'État de la Caroline.

(2) C'est le vrai nom de famille de ce gentilhomme poitevin, d'après M. Léon Guérin, historien de la Marine, t. II, 491 et les documents du Collège héraldique de Paris. Le *Dict. Géographique* de P. Joanne donne ce nom de localité dans les Deux-Sèvres.

d'Espagne. » En conclusion il avait demandé un millier d'hommes, des marins et au moins 500 000 ducats pour l'expédition. Outre les 1500 hommes d'infanterie, il embarqua donc douze franciscains, six jésuites et d'autres ecclésiastiques, des animaux domestiques, et quinze condamnés aux galères par l'Inquisition qui, en voyage, se soulevèrent. Parti le 26 juin de Cadix, il apprit, en route, par une lettre autographe de Philippe II, que Ribaut était parti le 22 mai avec 700 hommes (1), 200 femmes, soldats, artisans, cultivateurs et prédicateurs de la religion réformée. Menendez débarqua le 28 août (fête d'Augustin) sur la côte où fut fondée la plus ancienne ville d'Amérique (Saint-Augustine).

Le 3 septembre, cinq navires espagnols : le navire Amiral, une barque et trois « païences » se présentèrent pour attaquer les navires français. Le chapelain, François Lopez de Mendoza Grajales, prétend même que Menendez a attaqué le navire Trinité et les galères, en l'absence de Ribaut.

Tandis que Laudonnière et Lagrange étaient d'avis de se fortifier dans la place triangulaire, J. Ribaut « se délibéra d'aller attaquer les Espagnols sur les eaux, sinon nous eussions risqué de perdre nos vaisseaux ». Il s'embarqua avec ses meilleurs soldats, avec l'enseigne, le caporal et sergent de Laudonnière.

Le Challeux est moins favorable à ce dernier que M. Léon Guérin, etc. Le plan aurait réussi sans l'épouvantable tempête qui dura du 11 jusqu'au 23 septembre. « Nos trois navires furent contraints de ponger (*sic*, s'emplir d'eau), et les Espagnols de faire le vent bon. » Les historiens espagnols confirment le premier massacre du 20-21 septembre, la tuerie des malades, femmes et enfants restés sous la garde de Laudonnière qui ne se doutait pas de la témérité de Menendez et de ses gens conduits par le sauvage.

Menendez ne fit grâce qu'aux femmes et aux enfants

(1) Trois cent d'après Le Challeux.

au-dessous de quinze ans, et les fit emmener en esclavage à Saint-Domingue. Voici la raison qu'il donna : « Par les édits qu'a publiés J. Ribaut en France, nous savons qu'ils sont tous luthériens, et qu'il n'y a que des livres défendus. »

« Ça me plonge dans la tristesse, écrit-il, de voir au milieu de mon peuple cette horrible secte religieuse, et je crains que le Seigneur me punisse si j'use de cruauté envers eux ou ceux qui sont nés ici. »

Parmi les échappés, le sieur de la Blonderie, maître Robert, « assez connu de nous tous, d'autant qu'il avait charge de faire les prières (1) en notre fort, le laquais du sieur d'Ully, le neveu de M. le Beau, maître Jacques Tousé (autre prédicant), et le capitaine Laudonière, sa fille de chambre, Jacques Morgues de Dieppe, François du Val de Rouen, le fils (de l'hôtel) de la Couronne de fer de Rouen, Nigaise de la Crotte, Nicolas le Menuzier, la trompette du Sieur de Laudonière », etc., en tout 26 hommes.

Il est injuste dereprocher, comme l'a fait Léon Guérin à Jacques Ribaut, capitaine de *la Perle*, d'avoir abandonné son oncle. Le lendemain du désastre, il « nous aborda pour conférer avec nous de ce que nous pourrions tenir pour sauver le reste de nos hommes et les vaisseaux ». Il n'y avait que peu de vivres à bord, les munitions étaient prises, et surtout il y avait incertitude de l'état de Jean Ribaut, ne « sachans s'il estoit eschoué en quelque coste, au loin arrière de nous, emporté dans la tourmente ». Tous conclurent qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de retourner en France. Le 25 septembre les deux navires (*la Perle* et celui du capitaine Maillard) furent séparés par la tempête, et Le Challeux et ses compagnons débarquèrent presque morts de privations à La Rochelle, où il fit l'émouvant récit de ce qu'il avait vu de ses yeux.

N'ayant pas été témoins de ce qu'ils écrivent dans le livre deuxième, ceux qui s'en sont retirés « s'en rapportent à ce que leur a raconté Christophe le Breton ». Ils ignorent

(1) Le charpentier n'avait donc pas l'office de prédicant, comme le suppose le fanatique Barcia.

que la flotte de Jean Ribaut fut dispersée et jetée à 60 lieues au sud de Saint-Augustine, sur les écueils de Canaveral, et même jusque dans la baie Mosquito.

Après avoir laissé songendre, le capitaine de Valdés, appelé Tallemante (au livre II), comme chef du fort Carolin, nommé Saint-Matthieu (1), en souvenir du 21 septembre, avec 300 hommes, Menendez retourna à grand'peine à Saint-Augustine.

En marchant plus au sud avec le chapelain qui y trouva sa *via crucis*, et 50 soldats jusqu'à l'île *Anastasia*, il rencontra un premier détachement de 200 naufragés, des quatre vaisseaux qui avaient échoué sur les écueils de Canaveral.

« Eclairé par le Saint-Esprit, dit le confesseur, il se déguisa en marin, et prit pour interprète un basque de Saint-Jean-de-Luz. A la première question qu'il leur fit, s'ils étaient catholiques, ils répondirent qu'ils étaient tous de la nouvelle religion. Il avait déjà trouvé dans les bagages six caisses de livres, et les avait fait brûler. Il raconta au lieutenant de Laudonnière, homme instruit « capable de le « tenter d'être généreux », le sort de ses coreligionnaires et lui donna à manger. Le capitaine lui demanda un navire pour rentrer en France, en invoquant les bonnes relations des rois d'Espagne et de France. Oui, bonnes, répondit-il, en tant que catholiques. Quant à vous, pour être de la nouvelle secte, je vous tiens pour ennemis, et vous ferai la guerre à feu et à sang. Je suis venu planter dans ce pays la Sainte Foi catholique, enseignée par l'Eglise romaine. Vous vous rendrez avec étendards et armes, et je ferai ce que Dieu, par sa grâce, m'indiquera. »

Cette promesse équivoque, cette réserve mentale avec la seconde intention de les exécuter tous, sont le chef-d'œuvre du jésuitisme (2).

Avec l'orgueil castillan, il refusa la rançon de

1) Aujourd'hui fort Marion, nom d'un descendant des réfugiés de la Révolution.

(2) Barcia, le chapelain et d'autres essayèrent d'atténuer l'acte de Menendez et de prouver qu'il n'a pas manqué à sa parole.

50 000 ducats que lui offrit le capitaine, « tout pauvre soldat que je suis ». Les malheureux livrèrent donc les étendards, 70 arquebuses, 20 pistolets et quantité d'épées. Après leur avoir lié les mains derrière le dos, il leur commanda de marcher à quatre lieues jusqu'à son camp. Après avoir séparé 8 à 10 hommes qui s'étaient déclarés catholiques et les avoir envoyés dans une barque à Saint-Augustine (et non pas au fort, suivant le *Discours*), il donna aux capitaines de l'avant et de l'arrière-garde, l'ordre d'égorger les prisonniers. Ce fut le second massacre, le 29 septembre 1565. On fit alors une procession et un *Te Deum*, raconte le chapelain. « L'ardent désir qu'a notre général de servir le Seigneur en détruisant les hérétiques le rend insensible à tout ce qu'il a souffert. » D'après son mémoire, le chapelain avait demandé grâce pour ceux qu'il trouverait « chrétiens » ; il n'en trouva que 10 ou 12, tous les autres furent exécutés parce qu'ils étaient « luthériens et ennemis de notre Sainte Foi catholique ».

A la Toussaint (1^{er} novembre) Menendez apprit par les Indiens l'état désespéré de Jean Ribaut, à 18 milles au sud de Saint-Augustine et marcha contre lui, avec 150 hommes. Il entra d'abord en négociations avec son sergent-major, Thomas le Vasseur (de Dieppe), puis il le reçut lui-même avec huit gentilshommes (S. d'Ottigny, d'Erlach, etc.) et leur donna une collation. Il leur fit raconter par le barbier du fort la prise. Ribaut lui offrit une rançon de 100 000 ducats et finit par livrer l'étendard du roi, celui de l'amiral Coligny et ceux de la Compagnie. L'Adelantado donna l'ordre au capitaine D. Flores Valdes (1), son gendre, de les amener liés dix à dix à quatre lieues de là. Il leur demanda enfin s'ils étaient catholiques ou luthériens, et si quelqu'un d'eux voulait se confesser au prêtre. J. Ribaut répondit qu'ils étaient tous de la nouvelle religion et commença à réciter le Psaume : *Domine, memento mei*. Ayant fini, il dit : « Vingt ans plus tôt ou vingt ans plus tard, je dois rendre mon dernier compte. Que l'Adelantado fasse ce

(1) Ce capitaine est appelé Tallemande.

qu'il voudra (1). » Menendez ordonna que tous fussent égorgés dans le même ordre, sauf les fifres, les tambours et les trompettes, et cinq qui se déclarèrent catholiques. Plutôt que de se fier à la parole de Menendez, le chef d'un groupe de vingt répondit qu'ils préféreraient être dévorés par les cannibales.

Ils furent donc « pendus, non comme Français, mais comme Luthériens ».

Aussi la tradition espagnole a-t-elle donné jusqu'à ce jour, au lieu du troisième massacre le nom de *Matanzas-Inlet*, anse des massacres.

D'après la *Requête au Roy* (Charles IX) faite par les veuves, « orphelins, parents et amis de ses subjects qui ont été cruellement massacrés par les Espagnols en la France Antarctique nommée la Floride », le capitaine Menendez fit enclore dans une lettre au roi d'Espagne le poil de la barbe de Ribaut.... « Les Espagnols ont mis la main sur les lieux et personnes qui n'appartiennent à autre qu'à votre couronne... Si donc Petremclaudé est désavoué, son maître n'a que dire qu'il en fait ou vous laisse la justice, avec satisfaction et réparation, telle qu'à vous appartient : vous remettant et quittant au surplus la juridiction et possession de la dicte terre de la Floride qui de longtemps vous estoit occupée et emparée par vos subjects en vostre nom, et sous le tiltre et autorité de vostre Sceptre et Couronne (2).... »

Loin de venger ses meilleurs sujets, Catherine de Médicis les désavoua. Par peur de Philippe, elle écrivit en décembre 1565, à sa fille, Isabelle, reine d'Espagne, qui lui avait reproché ces expéditions : « Au sujet de ce que vous m'avez écrit de la Floride, nous n'y avons jamais envoyé personne, ni ne voulons qu'aucun sujet du roi, mon fils, aille usurper les états du roi, votre époux, ni voler ses sujets, et si quelqu'un y va, nous le ferons punir

(1) Son corps fut décapité et fiché sur quatre piques aux quatre coins du fort (2). Ce massacre de 700 à 800 hommes, d'après la *Requête au Roy*, p. 51, n'est pas le même que celui du fort.

(2) Voyez *Bulletin*, 1894, p. 640, et *Col. de Docum. para la Historia de España*, t. LXXXVII, 262.

de telle manière à lui ôter l'envie d'y aller, et le roi Catholique sera satisfait (1). »

Le 30 décembre, elle répéta à l'ambassadeur de France (à Madrid), M. de Fourquevaux, qu'elle ne veut pas coloniser la Floride, et que si des Français y sont, elle ne veut pas les protéger (2).

Le 20 janvier 1566, dans une autre lettre à M. de Fourquevaux, Catherine et Charles IX condamnèrent encore ceux qui ont fait cette entreprise, tout en réclamant pour leurs sujets la liberté du commerce (3).

En février, émue par la terrible nouvelle, elle réclama, il est vrai, la réparation et le châtiment de P. Menendez pour « ce cruel massacre », et chargea son ambassadeur de demander justice. « Les sujets de sa majesté n'étaient pas des pirates et n'ont fait aucun acte de bandits. Ils sont allés là où leurs prédécesseurs (4) sont allés de tout temps, sans faire mal ni tort à personne. Il ne faut pas attribuer ce voyage à l'Amiral et à d'autres de la nouvelle religion qui aient eu l'intention d'aller troubler le pays de sa Majesté Catholique » (5).

Le 17 mars : « J'ai été particulièrement advertie comment s'est passé ce malheureux massacre à la Floride et les propos que vous en a tenus le duc d'Albe. La réponse que vous y avez faite, écrit-elle à l'ambassadeur, est bonne et pertinente, et telle que requiert un cas si cruel et inhumain » (6). « Ce qui a été exécuté très inhumainement, avait répondu l'ambassadeur au duc d'Albe, est plus digne de bourreau que de bon soldat. »

Le duc d'Albe jeta toute la faute de l'expédition de Ribaut sur Coligny, « auquel, lui et l'Espagne veulent infiniment de mal », « bien qu'il n'ait fait que son devoir,

(1) *Lettres de Cath. de Médicis*, publiées par M. de La Ferrière, II, p. 330.

(2) *Ibid.*, p. 337.

(3) *Lettres de Cath. de Médicis*, II, p. 341.

(4) Les Bretons, à la pêche de la morue.

(5) Le 8 octobre 1563, l'ambassadeur Guzman de Silva à Londres avait écrit à Philippe II : « Si des Français ont désiré mettre le pied en Floride, c'est pour être sur le passage des navires qui viennent de la Nouvelle-Espagne et du Pérou, plutôt que pour d'autre fin. Il faut couper les voies à ces corsaires. »

(6) *Lettres de Cath. de Médicis*, II, p. 353.

comme Amiral de France ». Il fallait le bannir de la Cour de France, et l'éliminer tout à fait. L'ambassadeur d'Espagne à Paris vint trouver le roi et la reine mère, et les avertit qu'il était arrivé en Espagne un capitaine portant la nouvelle que Pierre Menendez avait trouvé dans la Floride quelques Français avoués et chargés de lettres de l'Amiral, qu'il y avait en leur compagnie quelques ministres qui *plantoient la religion nouvelle*, et qu'il les avait châtiés comme il en avait l'ordre du roi. Il confessait qu'il l'avait fait un peu plus rudement et cruellement que son maître n'eût désiré, mais qu'il n'avait pu moins faire que leur courir sus, comme à pirates et gens qui étaient là pour entreprendre sur ce qui appartenait à Philippe II. Le roi d'Espagne demandait justice de l'Amiral.

Le roi Charles IX étant malade, Catherine, comme « mère commune », eut une grande douleur, qu'entre rois alliés et apparentés, un « carnage si horrible eût été commis des sujets du roi. Elle n'en voulut pas parler au roi, et attend de Philippe II réparation et justice ».

« Il est bien croyable, ajoute-t-elle, que l'Amiral n'a pas laissé aller tant de gens hors de ce royaume sans le su du roi qui estime que le commerce et la navigation sont libres partout à ses sujets, et que cette terre, où le fait s'est commis, est « de si longtemps découverte de nos «sujets qu'elle en porte encore le nom » (côte des Bretons). Il fallait se contenter de les faire prisonniers et de les rendre au roi de France.

L'ambassadeur d'Espagne invoquait toujours la responsabilité de l'Amiral. Il y avait des ministres de la religion, ce qui était fort déplaisant à son maître. Mais Catherine lui répliqua (1) : « Nous ne nous sommes pas enquis quelles gens allaient audit voyage, et ce serait à souhaiter que tous les Huguenots fussent en ce pays là où le roi d'Espagne ne peut justement dire qu'il ait intérêt, puisque la terre est nôtre, comme nous la prétendons. On nous fait

(1) *Lettres de Catherine de Médicis*, II, 355-356-361.

bien voir que l'on ne veut guère le repos de ce royaume, puisque l'on nous veut ôter le moyen de l'y mettre. Ce n'est pas à eux de punir nos sujets, et nous ne *disputons point s'ils étaient de la religion ou non*, si ce n'est du meurtre qu'ils ont fait ». Catherine conclut par demander à son ambassadeur qu'il fasse faire « justice et réparation que mérite un si énorme outrage, pour la démonstration digne de l'amitié et de la bonne paix qui est entre nous... A vous dire franchement, je crois que les Huguenots en France n'eussent su demander une meilleure nouvelle, connaissant par là que l'amitié que nous nous promettons (entre la France et l'Espagne) est fort mal assurée, puisqu'on traite ainsi nos sujets ».

Le 31 mars 1566, le prévôt Morillon écrivit au cardinal de Granvelle : « Je crains que cela de la Floride nous engendrera quelque brouille avec les Français, car j'entends que l'Amiral est à Dieppe, armant quelques bateaux » (E. Poulet, *Correspond.* du cardinal, t. I, p. 188.)

Dans une lettre du 8 août 1569 « à son fils », Pierre Menendez de Aviles, vice-roi de la province de Floride, Pie V se réjouit et le félicite d'avoir été nommé « adelantado » par son autre « fils » Philippe.

« Rien n'est plus important pour la conversion de ces Indiens idolâtres, que la préservation des vices et des immoralités d'Europe. C'est la clé de votre sainte œuvre dans laquelle est incluse toute l'essence de votre charge. » — Il lui envoya donc sa bénédiction apostolique. — Le même pape (*Vita de Pio V*, par Catena) avait écrit : « Il ne faut pas faire de prisonniers, mais tuer sans pitié ceux qui tomberont dans ses mains. »

Tel père, tels fils.

PAUL BESSON.

SÉANCES DU COMITÉ

14 mai 1912.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. le général d'Amboix et Larbont, Th. Dufour, J. Fabre, J. Pannier, R. Reuss, E. Rott, J. Viénot et N. Weiss. M. E. Chatohey se fait excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président rappelle la mort survenue, le 10 avril dernier, de notre collègue M. Gabriel Monod et exprime les sentiments unanimes de tristesse et de regret avec lesquels cette nouvelle fut accueillie. Ce départ prématuré est une grande perte pour le haut enseignement et pour toutes les Sociétés dont notre collègue faisait partie. Il était fier de ses origines huguenotes et, à ce titre, il s'intéressait vivement à nos travaux dont il appréciait toute l'importance. — M. le président souhaite ensuite la bienvenue à notre nouveau collègue M. Jules Fabre qui descend, lui aussi, d'une famille devenue célèbre grâce à l'inhumaine répression des assemblées du Désert. M. Fabre remercie le Comité de son aimable attention, et suivra avec le plus vif intérêt nos séances.

Les noms de deux nouveaux membres sont ensuite présentés au Comité qui les adopte à l'unanimité. Ce sont ceux de MM. Hippolyte Aubert, conservateur honoraire de la Bibliothèque de Genève, et Paul Fonbrune-Berbinau, qui s'occupe depuis si longtemps de tout ce qui touche à nos galériens et à nos prisonniers. — Ces Messieurs sont aussitôt nommés membres, avec M. Th. Dufour et M. R. Reuss, de la Commission chargée, à la requête de M. J. Viénot, de préparer une méthode de travail en vue de la rédaction d'un catalogue de nos manuscrits.

M. d'Amboix de Larbont veut bien ensuite nous parler de la date de notre assemblée générale au Mas d'Azil. Le Comité adopte celle des 19 et 20 octobre prochain. M. John Viénot annonce qu'il parlera de la conversion de Rousseau au service de l'Église de l'Oratoire du 23 juin. — Le secrétaire rend compte des recherches qu'il a faites au sujet des origines huguenotes de Samuel de Champlain sur lesquelles M. J. Pannier appelle l'attention et annonce qu'on se préoccupe, dans certains milieux, de célébrer le troisième centenaire de Lefèvre d'Étaples. Il y aura, en effet, cette année, trois cents ans que parut son célèbre commentaire sur l'épître aux Romains, et l'on veut, à cette occasion, rappeler, ou plutôt montrer les services qu'il rendit à la Réforme française.

Le président termine la séance en annonçant l'acquisition d'un petit immeuble pour compléter l'installation du musée du Désert,

et en faisant voter une souscription à l'ouvrage de M. Paul Beuzart sur *Les hérésies et la Réforme dans la région de Douai, d'Arras et au pays de l'Allen*.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

L'influence huguenote en Angleterre.

Trois ouvrages récents se sont occupés de cette question, ou plutôt de l'influence française en général sur les *xvi^e* et *xvii^e* siècles anglais ; mais ici nous n'avons à envisager que l'apport huguenot, qui est suffisamment considérable. Le premier en date (1908) de ces ouvrages, écrit par un professeur de l'Université de New-York, M. Upham, étudie *The french influence in English Literature from the accession of Elizabeth to the Restoration* (1). Il couvre donc la période de 1558 à 1660, et se termine par un excellent Index bibliographique alphabétique (p. 457-470), une liste chronologique complète des ouvrages français traduits en anglais entre les années 1556 et 1659 (p. 471-505), le tableau synoptique des vers de Du Bartas imités dans *Faerie Queene* et *Purple Island* (2), et des passages de Montaigne qui ont inspiré Bacon, Shakespeare, Jonson, Raleigh, Drummond et Burton, enfin par l'Index alphabétique des auteurs et ouvrages discutés par M. U.

L'auteur montre d'abord, dans une Introduction aussi claire que bien documentée, les rapports fréquents et intimes des principaux littérateurs anglais avec les protestants français, à l'exemple de Philipp Sydney, la figure la plus représentative de l'*Aeropagus Group*, lequel fut ami de jeunesse de Henri IV et de Ronsard et assista à la Saint-Barthélemy. Puis les différents chapitres traitent successivement du cénacle aréopagite, du sonnet élisabethain, de Du Bartas, de Montaigne et Rabelais, des « Précieuses » et des « Platonistes », des romans, drames et épopées, enfin des formes littéraires secondaires. La conclusion fait ressortir encore la grande part des huguenots dans l'influence exercée par la France sur l'Angleterre, part qui se révèle déjà dans le nombre étonnant de traductions anglaises de Calvin parues au début de la période étudiée par M. U. Bèze, Viret, Mornay, La

(1) Columbia University press., IX-560 p., in-18.

(2) Ce poème de Phineas Fletcher (1663) subit l'influence de Du Bartas par l'intermédiaire de Sylvester, l'excellent traducteur des *Semaines*.

Noue, Toussaint, Pasquier, du Moulin, Boisrobert, le duc de Rohan, etc., eurent aussi l'honneur d'être traduits plusieurs fois. Du Bartas passa personnellement la Manche et visita même, en mission diplomatique, l'Écosse (1589) dont le jeune roi, Jacques VI, le futur Jacques d'Angleterre, fut son ami et même son traducteur et écrivit à Henri de Navarre à son sujet : « Je vous estime très heureux d'avoir le service et conseil d'un si rare et vertueux personnage. » (p. 151).

Le deuxième des trois livres dont nous avons à parler ici est d'un membre de la *British Academy*, M. Sidney Lee, et porte ce titre : *The french Renaissance in England, an account of the literary relations of England and France in the sixteenth century* (Oxford, 1910, XXIV-494 p. in-8). On voit qu'il ne s'occupe que du xvi^e siècle. L'auteur est connu comme le biographe et l'un des meilleurs connaisseurs vivants de Shakespeare. Il développe ici une série de conférences faites à l'Université d'Oxford dans l'été de 1909. Son travail débute par une Table chronologique des principaux événements de l'histoire politique et littéraire franco-anglaise depuis la naissance d'Erasme (1466) jusqu'à la mort de Shakespeare, et s'achève par un Appendice qui donne des exemples frappants d'imitations anglaises non avouées; nous y voyons Thomas Lodge traduisant presque Ronsard et Desportes, et Chapman se servant aussi librement de Gilles Durant et de son « Zodiac amoureux. » Le corps de l'ouvrage comprend six parties : Ce que la civilisation des Tudor doit à la France, en général, dans les arts et jusque dans la cuisine, les habits et les danses; influence française sur la littérature anglaise dans la deuxième moitié du xvi^e siècle; sur la prose élisabethaine; sur le lyrisme; sur le drame. Mais la partie essentielle pour nous est la cinquième (le message des huguenots), qui caractérise le mouvement huguenot, expose ce qu'il faut des guerres de religion en France, dénombre les visiteurs huguenots en Angleterre, analyse la littérature pieuse des huguenots, montre leur sens de la liberté politique, s'arrête enfin spécialement à la Ramée, d'Aubigné, du Bartas, et aux disciples élisabethains de ce dernier (Spenser, Drayton, Donne, Milton). Mentionnons aussi, dans la troisième partie, le chapitre consacré à la Bible en français et en anglais, et celui (c'est le suivant) qui précise l'influence de Calvin.

Notre collaborateur, M. Ch. Bastide, a consacré un livre, à son tour, aux *Anglais et Français du XVII^e siècle* (Alcan, 1912, XII-372 p. 4 fr.)

Il résume ainsi les conclusions de ses devanciers : « Jusqu'à la mort de Louis XIV, la France donna à sa voisine plus qu'elle n'en reçut; mais, au xviii^e siècle, l'Angleterre nous dédommagea

largement de notre apport. » Il se borne, quant à lui, « à rassembler quelques renseignements sur la vie des Français qui se risquaient à traverser la Manche » et à répondre à ces questions : « Les communications étaient-elles faciles entre les deux pays? Comment voyageait-on de Paris à Londres? Les Français apprenaient-ils l'anglais et les Anglais qui parlaient notre langue l'écrivaient-ils correctement? Quelle action ont pu avoir les quelques gallomanes et anglophiles qui existaient malgré l'animosité des deux peuples? Le rationalisme, que l'Angleterre nous enseigna au XVIII^e siècle, est-il né aux bords de la Tamise? « N'est-ce point nous qui avons contribué à faire des Anglais des théologiens et des monarchistes irrévérencieux? » Ici, il convient de tenir compte de la grande influence exercée par les huguenots. M. B. insiste, dans deux chapitres (VII et VIII), sur leur influence politique. La première mention de huguenots réfugiés en Angleterre est de 1535; mais « ce n'est qu'après la Saint-Barthélemy qu'on rencontre à Londres, Canterbury, Harwich et quelques autres villes des colonies huguenotes assez nombreuses pour former des Églises » (p. 170). D'ailleurs, M. B. a grand soin de nous rappeler qu'« alors comme aujourd'hui, les protestants français ne formaient pas un seul bloc, partageant les mêmes convictions, faisant converger tous leurs efforts sur la nécessité d'un même dessein. Individualistes à l'excès, ils étaient, suivant les circonstances et selon qu'ils appartenaient à telle caste sociale, royalistes extrêmes, politiques ou niveleurs » (197). D'autre part, « l'influence des réfugiés est due, moins aux tisserands de Spitalfields, aux 70 ou 80 000 huguenots qui s'établirent en Angleterre après la Révocation, qu'aux sergents intelligents de cette armée, les hommes de lettres, journalistes et pamphlétaires » (219). M. B. fait une intéressante enquête sur la transformation que le milieu étranger où se réfugièrent les huguenots fit subir à leurs idées et habitudes, sur le latudinarisme théologique, le libéralisme politique et la tolérance religieuse. Ils gardèrent longtemps leur originalité propre et surtout leur amour natif des idées générales; « ou bien ils n'allaient pas aussi loin que les libéraux anglais, ou ils outrepassaient les prudentes limites que les whigs avaient posées à la souveraineté du peuple » (267). Mais si leurs théories ne se répandirent en France que par Voltaire et s'ils sont encore aujourd'hui à peu près inconnus dans leur ancienne patrie, c'est parce qu'il leur a manqué les grâces du style : « La mélancolique impression qu'on éprouve à la bibliothèque de la rue des Saints-Pères ou à la bibliothèque bodléienne à rechercher leurs opuscules oubliés, c'est celle de déranger des morts. »

Le chapitre suivant (XI) est la reproduction de l'article paru ici mai-juin 1911, p. 268) sur une *querelle de Français à Londres sous-*

Charles II; de même que le chapitre v, sur *Shakespeare et le perruquier Christophe Monjoye* est une retouche de la note du *Bulletin* de janvier 1911 (p. 92) sur *Shakespeare et les Huguenots* (1). Si le plus grand poète anglais a logé chez un Français, Milton a eu un imprimeur et ami français dans la personne de Guillaume du Gard, comme nous l'apprend le chapitre vi sur les *Gazettes françaises de Londres*. M. B. multiplie les citations, parce que « rien ne donne mieux l'illusion de la vie que le groupement des petits faits ». C'est ainsi que les deux derniers chapitres ressuscitent à nos yeux, d'après des lettres inédites, la vie de Pierre Coste et de Thémiseul de Saint-Hyacinthe, le traducteur de Robinson Crusoé (voy. *Bull.*, 1909, 526 et 1912, 62).

TH. SCHOELL.

Articles de Revues (suite) (2).

J'aurais dû mentionner, déjà dans les pages précédant celles-ci, où je signale quelques articles de revues particulièrement intéressants, ceux qui ont été consacrés à une famille de savants humanistes et huguenots, les Béraud. Le premier d'entre eux, **Nicole Bérault**, a été l'objet, dans le *Musée belge, Revue de philologie classique*, n° 8 (1909), d'une étude biographique et bibliographique par M. L. Delaruelle. Les volumes de cet humaniste que la crise de violences déchainées par l'apparition de la Réforme empêcha sans doute de se rallier définitivement à elle, étant rares, l'auteur a décrit et analysé avec soin tous ceux dont il a eu connaissance (3). M. Armand Béraud, représentant actuel de cette famille, s'est plus particulièrement occupé de **François Béraud et de ses fils**, dans deux études, la première, sur François Béraud avant son professorat, insérée en 1910 dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orléanais*, la seconde, sur les Béraud au collège de La Rochelle (1571-1619), parue dans la même année dans le *Bulletin de la Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* (4). François Béraud étant mort principal du collège de La Rochelle vers 1575, ses fils Rodolphe, Moïse et Aaron y exercèrent après lui, au même collège, le premier et le dernier, les

(1) Nous avouons ne rien comprendre à la grande déception de M. B. à propos de la déposition de Shakespeare comme témoin de moralité! Que voilà une sentimentalité étrange et un idéalisme de trop bon ton pour être absolument spontané!

(2) Voy. plus haut, p. 260-265.

(3) Voir aussi la *Revue des Bibliothèques* de 1902.

(4) Pourquoi, dans ce dernier travail (p. 16 du tirage à part), l'auteur écrit-il que « le mot réformateur ainsi que ceux de réforme ou de réformé ne sont pris qu'au sens purement historique »?

fonctions de régent, et le second, celles de principal. Ces monographies font bien augurer du travail d'ensemble pour lequel M. Armand Béraud recueille depuis longtemps des matériaux.

Dans le *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, M. Oursel, conservateur de la bibliothèque de Dijon, a publié, d'abord (1910) une **Ordonnance inédite de François I^{er} pour la répression de l'hérésie**. Cet édit, daté de Sancerre, 15 août 1546, et dont le texte a été retrouvé à Rouen dans les registres du Parlement, est destiné à empêcher les juges royaux de mettre obstacle à la connaissance et poursuite du crime d'hérésie par les juges ecclésiastiques, même lorsqu'il s'agit de laïques et clercs non susceptibles de dégradation, les cas de blasphème et rébellion — ou scandale public — relevant seuls du juge royal. — En 1911, le même *Bulletin* renferme, du même auteur, une communication sur les **Placards de Marcourt à Rouen**. Ils y furent répandus le mercredi 27 janvier 1535. Un apothicaire de Blois, Guillaume Husson, qui se faisait appeler « le promis en la loy » et qui était accusé de les avoir « semés », put être saisi à Dieppe. Il fut condamné au feu par le parlement de Rouen le 13 février et exécuté dans la même ville le 30 août 1535 (1). — Je n'ai signalé ce fait qu'en passant et sans y insister, dans une **Note sommaire sur les débuts de la Réforme en Normandie (1523-1547)** que j'ai communiquée au Congrès du millénaire normand en 1911 et qui a été imprimée dans le compte rendu de ce congrès (2). Cette note se compose surtout d'extraits inédits des registres du parlement de Normandie et a pour but, tout en marquant les principales phases du mouvement qui devait aboutir aux luttes du xvi^e et aux violences du xvii^e siècle, de mettre en relief le rôle du clergé séculier et régulier dans la propagation des « nouvelles opinions ».

Les registres secrets et autres du parlement de Bordeaux, ainsi que d'autres sources ont fourni, à M. Maurice Wilkinson, un certain nombre de textes relatifs aux **Guerres de religion de 1569 à 1573** publiés dans *The English historical Review* de janvier 1911 — et à notre collaborateur, M. H. Patry, un article important sur

(1) On sait qu'à Paris les Placards avaient été affichés et répandus dans la nuit du 17 au 18 octobre 1534. Ce n'est donc pas à la suite de cette propagande parisienne qui s'étendit aussi en province qu'eut lieu celle mentionnée par les documents rouennais. Mais un auteur du xvi^e siècle, Fontaine (*Hist. cathol.*, 1558) prétend qu'avant le 13 janvier 1535 de nouveaux « cartelz et placards pareils aux premiers » furent « trouvés en plusieurs endroits de la ville » de Paris (*Bull.* 1904, 118 n.). Si ce renseignement est exact et si Guillaume Husson fut bien celui qui les répandit à Rouen, on se demande s'il n'avait pas fait la même chose à Paris avant de se rendre à Rouen.

(2) Tirage à part de 26 pages in-4°, Rouen, impr. L. Gy, 1911.

Les débuts de la Réforme protestante à Bordeaux et dans le ressort du parlement de Guienne (*Revue historique* de juillet-août 1912). La Réforme a d'abord été prêchée, entre 1516 et 1522, par un moine franciscain originaire d'Illyrie et appelé pour cette raison Thomas Illyricus, puis propagée, à Bordeaux, par les humanistes et notamment par le Collège de Guienne, enfin à Agen, par tout un cercle d'hommes de la Renaissance groupés autour de J.-C. Scaliger et sur les idées desquels nous sommes abondamment renseignés grâce à une enquête faite par l'inquisiteur Louis de Rochète en 1538.

Puisque nous sommes en Guienne, mentionnons, dans la *Revue historique de Bordeaux*, de mai-juin 1911, d'intéressantes **Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785**. Cette Mme de la Roche, très liée avec les de Bethmann, fréquenta les protestants de Bordeaux, le pasteur Desmons (et non Desmond), et nous apprenons ainsi que le temple où ils se réunissaient alors était une maison de la rue du Muguet (ou des Mousquits) qui porte actuellement le numéro 7.

La *Revue de Gascogne*, de mai 1911, sous le titre de **Poursuites contre les Protestants en Béarn**, a extrait des archives du tribunal de Dax, un « interrogatoire adressé à Jean de Mayonnabe, tisserand à Lahontan, au quartier de Lesbordes, du 23 novembre 1701 ». L'interrogatoire de ce nouveau converti cite, entre autres, plusieurs personnes mortes après avoir refusé les sacrements de l'Eglise : Jeanne Delay, Samuel de Lamaison, Marthe de Lomné Miquéù. A l'un de ces enterrements assista « le nommé Carsuzan, cy-devant ministre de profession et habitant de Puyou ».

M. Jacques Boulanger a inséré dans la *Nouvelle Revue* du 15 août 1910 quelques pages destinées à donner une idée des **Affaires religieuses sous le grand roi**. On y trouve des affirmations comme celles-ci : « Les calvinistes hollandais réclament contre les papistes précisément les *mêmes mesures* que le roi prendra un jour en révoquant l'édit de Nantes »... Cet édit n'aurait d'ailleurs nullement proclamé la liberté de conscience et n'eut, sur ceux qui le précédèrent, que la supériorité d'avoir été appliqué alors que les autres « *n'avaient pu l'être* ». Enfin les dragonnades, c'est-à-dire les conversions par les missionnaires bottés « *ne furent pas inaugurées sur les huguenots* », parce que les logements militaires étaient depuis longtemps employés contre ceux qu'on voulait châtier, comme si imposer cette corvée, et donner l'ordre du pillage et des sévices *pour obtenir une abjuration* étaient la même chose ! Il va d'ailleurs sans dire que l'auteur affirme sans fournir de preuves.

M. le comte Servin, descendant d'un huguenot, Claude Servin,

seigneur de Pinoches en Vendômois, « fils d'un gentilhomme écossais et d'une Blaisoise, Jacqueline de Villefort », a été amené, en recherchant les traces de cet ancêtre, à s'occuper du **Procès de Spifame** qu'il raconte dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juillet 1911. On sait que l'évêque de Nevers, retiré à Genève, fut envoyé à Lyon, puis en Béarn, où il devait réorganiser la justice et les finances. Il se brouilla avec Jeanne d'Albret qu'il calomnia ainsi que Servin qui avait été à Lyon contrôleur général des gens d'armes du roi et était devenu ensuite secrétaire des commandements de la reine de Navarre. C'est aux ressentiments provoqués par cette brouille que l'auteur attribue la rigueur avec laquelle les Genevois traitèrent Spifame. Celui-ci fut, en effet, exécuté officiellement pour avoir fait deux faux contrats destinés à assurer son héritage au fils qu'il avait eu de Catherine de Gasperne du vivant du premier mari de cette dernière.

Dans la *Nouvelle Revue historique de Droit* (1911, n° 4), M. Edouard Levy a étudié l'**application de l'édit de 1787**. Il s'agit surtout des « demandes de dispenses de mariage entre protestants parents au 3^e degré canonique ou en deçà et entre alliés en ligne collatérale, lesquelles ne pouvaient être accordées aux catholiques que par la Cour de Rome ». L'auteur cite un assez grand nombre d'exemples où l'on retrouve quelques noms qui nous sont familiers.

Le *Bulletin* a rendu compte (1911, 475) de l'inauguration de la **statue de Guiton à La Rochelle**. Il convient d'ajouter à ceux qui, à cette occasion, glorifièrent non les assiégés, mais les assiégeants, la *Revue critique des idées et des livres* du 25 octobre 1911 qui se demande, sans rire, « si le protestantisme fut jamais rien autre qu'une entreprise politique », comme si, dès l'origine, il n'avait pas été précisément une protestation contre une Église qui se sert de la religion dans un but politique, c'est-à-dire pour exercer un gouvernement, non seulement spirituel, mais aussi temporel. — La *Revue de Saintonge et d'Aunis* de décembre 1911 a aussi blâmé l'érection d'une statue à Guiton. On y lit, entre autres (p. 346), que les Rochelais se seraient laissés enfermer dans leurs remparts « pour des convenances personnelles ». — Ainsi l'édit de Nantes qui leur avait concédé les places de sûreté en garantie de la liberté de culte qu'il promulguait, ne leur aurait accordé, sur ce point, que « des convenances personnelles » ! Car tout le monde sait que La Rochelle était la principale de ces places de sûreté et qu'elle fut acculée à la résistance parce que le gouvernement avait exigé le désarmement des huguenots, puis déclaré rebelles ceux qui se réunissaient pour aviser et se plaindre. Comment peut-on écrire que les Rochelais « auraient dû se fier à la parole de Louis XIII, plus sincère »... et que (347)

« personne, ni le roi ni Richelieu, ne menaçait l'exercice de la religion protestante ! » — Il suffit, hélas ! pour se convaincre de la sincérité de Richelieu ou de Louis XIII, de lire dans les *Documents d'histoire* publiés, non par nous, mais par M. E. Grisselle (mars 1910), par exemple, les **Notes de Tronson, secrétaire de Louis XIII... touchant la ruyne du parti huguenot**. Et quant à la prétendue tolérance et douceur de Louis XIII (1), il suffit de se rappeler l'ignoble massacre des huguenots de Nègrepelisse, des 10 et 11 juin 1622 et comment, une année auparavant, au siège de Montauban, il avait pris plaisir « à voir se tordre, dans les fossés de son château de Piquecos, les malheureux soldats des Cévennes tombés blessés entre ses mains en allant au secours de Montauban ». (*Bull.*, 1894, 118). Ces atrocités, on les connaissait à La Rochelle et voilà pourquoi ce n'est ni par vanité, ni par démençe que les Rochelais et Guiton à leur tête, résistèrent si longtemps. Il est même permis de supposer que s'ils avaient su avec quelle mauvaise foi l'humiliante capitulation qui leur fut imposée serait interprétée, les quelques fantômes qui la signèrent auraient préféré se laisser mourir de faim. — Mais il faut bien tout de même, n'est-ce pas, que les vaincus aient tort !

J'ai déjà eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'attirer l'attention sur les très importants travaux parus dans la *Revue Bourguignonne* de 1905, 1910 et 1911, sur **La Réforme et les guerres de religion en Bourgogne**. Ces travaux ont eu pour auteurs des élèves de notre collaborateur M. H. Hauser. C'est dire qu'ils ne se sont pas contentés de renseignements de seconde main, mais ont remonté aux sources manuscrites. Ils ont ainsi pu démontrer qu'à Dijon l'étendue et la profondeur du mouvement protestant furent beaucoup plus considérables qu'on ne pensait. MM. Viard et Galmiche ont étudié **Le président Bégat, Le président Baillet de Vaugrenant** (1905); — M. Louis Gros, **Le Parlement et la Ligue en Bourgogne**; — M. Henri Drouot, un épisode de la Ligue à Dijon, **l'Affaire La Verne** (1894); — enfin M. Edmond Belle, dont on a lu ici quelques études complémentaires, **La Réforme à Dijon**, des origines, à la fin de la lieutenance générale de Gaspard de Saulx-Tavannes (1530-1570). Ces trois derniers travaux ont paru en 1910 et 1911.

Après les avoir lus, on ne pourra plus dire que la Bourgogne, — pas plus que la Franche-Comté — ne fut réfractaire à la religion librement acceptée et pratiquée; mais, à l'instar de ce qui se passa en Franche-Comté, toutes les autorités étant réactionnaires et toutes puissantes, une répression aussi impitoyable qu'habile et persévérante, atteignit un à un les nombreux « malsentans » et en eut raison bien avant la Saint-Barthélemy.

(1) Voir L. Batiffol, Louis XIII et la liberté de conscience, dans la *Revue de Paris* des 15 juillet et 1^{er} août 1907.

M. Ch. Manneville a écrit en 1906, sur l'église **Saint-Médard**, célèbre, entre autres, par le tumulte du 27 décembre 1561, une monographie de plus de 300 pages. Il cherche à y infirmer le témoignage des *Mémoires de Condé* qui établissent nettement — par des faits dont M. M. est d'ailleurs obligé de reconnaître l'exactitude — la préméditation séditeuse du clergé de cette église. Or, déjà en mars 1562, au château de Monceaux où il était vainement venu demander justice du massacre de Vassy, en présence de Catherine de Médicis, Théodore de Bèze lui-même avait « fermé la bouche » à ce sujet au cardinal de Ferrare, légat du pape. Au « bref récit » qu'il lui en fit, il ajoute ces mots : « *Comme celui qui y avoit esté présent* » (1). Il suit de là que le récit de l'*Histoire ecclésiastique* est celui d'un témoin oculaire et dès lors supérieur à la plupart des autres relations.

Dans le même recueil intitulé *La Montagne Sainte-Genève et ses abords*, où parut cette monographie, M. Manneville en a inséré, en 1909, une autre intitulée **Les Canaye teinturiers** en écarlate à Saint-Marcel-lez-Paris. Jehan Canaye, auquel appartenait le « Patriarche » où se tenait en 1561 le prêche que le clergé de Saint-Médard était décidé à ne pas tolérer, serait aussi le propriétaire d'un hôtel des xv^e et xvi^e siècles dit maison de la Reine Blanche et situé actuellement 17 et 19, rue des Gobelins. Je n'oserais rien affirmer, n'ayant pas étudié la question de près, mais je crois avoir vu quelque part que cet hôtel, un des rares témoins du Paris huguenot, appartenait à un Gobelin (2).

Terminons provisoirement par deux articles littéraires, l'un et l'autre de M. Emmanuel Philippot, professeur à Rennes. Dans des *Notes sur quelques farces de la Renaissance*, il montre (*Revue des Etudes rabelaisiennes*, 1911), par d'ingénieux rapprochements, que la farce de Maistre Mimin le Goutteux parut vraisemblablement après l'affaire des Placards et renferme des allusions, voilées pour cette raison même, — au *Gargantua* de Rabelais, et à deux ennemis capitaux de la Réforme, le bonhomme (*bonum*) **Duchesne** (*Quercus*) et **Noël Bédier** (*beduault*) — que Th. de Bèze appelait « deux grosses bestes ». — La *Revue d'Histoire littéraire* (janvier-mars 1912) renferme un article du même auteur, *Sur un amour de Clément Marot*. Il apporte de nouvelles et ingénieuses raisons pour corroborer l'hypothèse de notre collaborateur M. E. Fromage qui a identifié l'Anne de Clément Marot avec **Anne de Beauregard** compagne de Renée de France à Ferrare où elle mourut en 1535.

N. WEISS.

(1) *Hist. ecclés.*, II, 3.

(2) Voir aussi un article dans le *Magasin Pittoresque* du 1^{er} août 1912.

Encore le « Trésor de l'âme chrestienne »

D'après l'ouvrage de M. Per Pehrson intitulé : « *Ur Osterby-bruks ock wallonnernas krönika* » (c.-à-d. *Extraits de la Chronique concernant l'usine d'Osterby et les Wallons*, paru dans le *Fornminnesförenings Tidskrift*, XX. Upsala, 1899, 124 pp. ill.), un des premiers prédicateurs réformés ayant exercé le ministère parmi les Wallons amenés en Suède par Louis I de Geer fut le nommé *Hubertus*, qualifié aussi de pédagogue. Le clergé suédois, qui ne fut jamais bien disposé à l'égard des calvinistes, voyant d'un mauvais œil les conventicules présidés par Hubertus, ordonna une enquête sur les exercices de piété des Wallons et leur manière de célébrer la Cène. L'enquête fut faite le 13 septembre 1663 par le pasteur Ionas-Ivar Edhelius. Hubertus interrogé sur les ouvrages dont il se servait, répondit qu'il lisait chaque dimanche pour les Français dans le sermonnaire de M. Abraham Scultetus, et, pendant le catéchisme, un commentaire et un livre appelé « TRÉSOR DE LA (sic) CHRÉTIENNE ». Ce titre est donné en français dans l'interrogatoire.

J'avais d'abord pensé que ce *Trésor de la chrétienne* pouvait être l'ouvrage du pasteur poitevin *Isaac de Cuville* signalé par Bordier (*France prot.*, 2^e éd., IV, 1023) sous le titre de *Trésor d'instruction et consolation pour l'âme chrétienne*...

Mais ne s'agirait-il pas plutôt du *Trésor de l'âme chrétienne* anonyme daté de La Rochelle 1588 et signalé dans le *Bulletin* (XXXIX. p. 164)? On nous dit, il est vrai, qu'il s'agit là d'un *manuscrit* conservé dans une famille de Caen et devenu la propriété de M. M. L. V. Bellefontaine, ancien pasteur de Serrière, et que ledit manuscrit a été imprimé pour la première fois à Neuchâtel en 1889. Il faudrait alors supposer, ou bien que des copies de ce manuscrit ont circulé parmi les réfugiés, ou qu'il en existait une édition encore inconnue.

Je n'ai trouvé dans le *Catalogue de la Bibliothèque de Finspong* aucune mention, ni de l'ouvrage de Cuville, ni du manuscrit roche-lois. Cependant un détail me fait croire que l'ouvrage mentionné dans l'interrogatoire d'Hubertus, en 1663, pourrait bien être l'écrit anonyme de La Rochelle. On sait, en effet, que Louis I de Geer, réfugié du pays de Liège en Hollande vers 1598, *passa trois ans à La Rochelle* avant de se fixer à Amsterdam, puis en Suède. Il a donc pu avoir connaissance du manuscrit en question et l'introduire en Suède.

CH. SERFASS,

pasteur de l'Eglise réf. franç.
de Stockholm.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Pour la fête de la Réformation.

Un des événements les plus intéressants de l'année a été la visite à Paris de Sa Majesté la reine des Pays-Bas et l'hommage qu'à cette occasion elle a tenu à rendre à l'un des deux martyrs qui furent ses ancêtres, l'amiral de Coligny.

Notre Société, à laquelle le monument du chevet de l'Oratoire appartient par ses origines mêmes, a pensé qu'il devait rester une trace de cet acte significatif. Nous avons eu l'idée d'offrir à Sa Majesté une plaquette illustrée renfermant le texte des discours prononcés à cette occasion et que le *Bulletin* a déjà reproduits. Nous reproduisons ici la dédicace de ces quelques pages, à laquelle nous nous assurons que tous nos lecteurs s'associeront avec empressement :

A SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

Madame,

L'émouvant hommage rendu par Votre Majesté à la mémoire de son illustre aïeul, l'amiral de Coligny, est un événement dont la Société de l'Histoire du Protestantisme français a voulu conserver le souvenir en vous offrant ces pages.

Nous considérons comme un grand honneur de pouvoir rappeler que, dès son origine, notre Société fit revivre l'héroïque figure de l'amiral. L'un de ses membres, M. le comte Delaborde, se fit son historien, et, si le beau monument devant lequel votre main pieuse a déposé la couronne où se lisent les glorieuses devises de la Maison d'Orange, s'est élevé, c'est grâce à l'initiative et au persévérant effort de notre éminent collègue M. le pasteur Eugène Bersier. Sa généreuse

éloquence a obtenu ce suprême honneur pour celui qui avait défendu la cause de l'Évangile et de la Liberté jusqu'au sacrifice de sa vie.

Il a été secondé dans sa noble tâche, et avec un rare dévouement, par M. le baron Fernand de Schickler, qui fut pendant près de cinquante ans le Président de notre Société et par notre ancien secrétaire, M. Jules Bonnet.

Aujourd'hui même notre Comité voit avec plaisir un autre de ses membres, M. le pasteur John Viénot, préparer un autre monument à la gloire de Coligny par la publication prochaine de sa Correspondance.

En se montrant fier du sang français qui coulé dans ses veines et en prononçant devant la statue de Coligny les paroles de vénération que lui dictait son cœur, Votre Majesté a donné à tous ces efforts la plus précieuse des récompenses.

Nous avons pensé que le souvenir de cet acte de piété filiale devait être conservé.

Votre Majesté trouvera donc dans ces pages le texte des allocutions qui ont été prononcées dans cette mémorable circonstance.

Nous y avons joint une vue de l'ancienne église de l'ordre des Prêtres de l'Oratoire, fondé il y a trois siècles dans le but secret de combattre l'hérésie huguenote. Cette église, désaffectée après la dissolution de l'ordre, fut mise le 31 mai 1811 à la disposition des Protestants de Paris par Napoléon I^{er}, en réparation des dommages séculaires subis par eux et en échange de la démolition de leurs temples.

Le premier pasteur de cette église fut Paul-Henri Marron, chapelain depuis le mois d'août 1782 de l'ambassade de Hollande, où de 1713 à 1789 les Réformés, restés ou rentrés à Paris après la révocation de l'édit de Nantes, avaient été s'édifier en secret.

Le portrait dont nous donnons ici une reproduction est celui qui se trouve dans la salle du Consistoire où Votre Majesté et son Altesse Royale le Prince des Pays-Bas ont bien voulu apposer leur signature sur les registres de l'Église.

Mais nous tenions avant tout à mettre ce modeste souvenir sous l'égide des deux ancêtres de Votre Majesté qui donnèrent leur vie pour la cause de l'Évangile de Jésus-Christ. C'est pourquoi nous avons placé ici la reproduction de deux portraits contemporains, ceux de l'amiral Coligny et de Guillaume d'Orange, époux de sa fille Louise.

Celui de l'amiral, peint d'après nature, orne notre Bibliothèque; celui du Taciturne, réplique de celui du Musée de la Haye, appartient au Secrétaire de notre Société.

Le 24 août de cette année 1912, il y a eu trois cent quarante ans que, dans une maison qui se trouvait sur l'emplacement occupé de nos jours par le n° 144 de la rue de Rivoli, Coligny tombait assassiné pour avoir voulu défendre « les pauvres fidèles qui voulaient vivre selon la pureté de l'Évangile ».

Sa statue s'élevant aujourd'hui, non loin de là, au chevet de l'église devenue le temple de l'Oratoire, en rappelant la grandeur de son sacrifice, rappelle aussi la victoire de la sainte cause dont il fut le défenseur. Grâce à Dieu, en effet, le vœu que formait l'Amiral dans son admirable Testament : « Pourvu qu'en ce qui touche la gloire de Dieu et le repos public il puisse y avoir seureté », ce vœu s'est accompli.

Venue d'un pays qui a donné le premier à l'Europe pensante les formules et l'exemple de la tolérance et de la liberté religieuse, Votre Majesté a, de son geste pieux, souligné cette victoire. C'est pourquoi, dans un sentiment de profonde gratitude envers Dieu, nous présentons à Votre Majesté et à Son Altesse Royale le Prince des Pays-Bas nos vœux les plus sincères pour la grandeur de son règne et le bonheur de son peuple, en la priant d'agréer nos plus respectueux hommages.

*Le Président de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français,*

FRANK PUAUX.

*Le Secrétaire,
N. WEISS.*

La présente livraison sera adressée comme de coutume à tous les pasteurs de France, à l'occasion de la Fête de la Réformation devenue une de nos fêtes les plus populaires. Ceux qui voudront bien la lire y trouveront une ample moisson de faits de nature à être rappelés ou utilisés à cette occasion. — Ceux qui désireront commémorer, ainsi qu'on l'a suggéré, le quatrième centenaire de la publication, en 1512, du Commentaire de Jacques Lefèvre d'Étaples sur les épîtres de l'apôtre Paul, trouveront des renseignements dans les ouvrages de Ch.-H. Graf (voir l'article *Lefèvre d'Étaples* dans l'*Encyclopédie* Lichtenberger) et de Ch. Schmidt (*Gérard*

Roussel); — dans les thèses de H. Sabatier-Plantier (1870), P. Quièvreux (1894), A. Laune (1895) et dans plusieurs articles de ce *Bulletin* (1892, p. 57, 122; — 1894, p. 57, 449 et 242), etc. — A ceux qui préféreront appeler l'attention sur les martyrs d'il y a cent cinquante ans, *François Rochette et les trois frères de Grenier*, nous recommanderons surtout le volume que leur a consacré, en 1886 (Montauban), feu O. de Grenier Fajal.

Nous joignons à ce fascicule un inventaire des rapports de Sociétés religieuses, sociales ou charitables conservés dans notre Bibliothèque, précédé d'un appel que nous plaçons sur la conscience de nos amis.

Nous rappelons enfin que le *Bulletin* sera envoyé pendant une année, à titre gracieux à toute Église — ou pasteur — qui voudra bien nous adresser le montant d'une collecte en faveur de notre Société.

Le Président,
FRANK PUAUX.

Le Secrétaire,
N. WEISS.



Études Historiques

L'ORIGINE ET LES DERNIERS JOURS DE BERNARD PALISSY

D'après deux textes inédits

De tous les huguenots sur lesquels, dès les premières pages, ce *Bulletin* n'a cessé d'attirer l'attention, aucun ne lui a porté bonheur comme Bernard Palissy. On peut dire que, grâce aux recherches et aux discussions que ce recueil a provoquées, cette figure si originale, cet esprit si prime-sautier, ce caractère si captivant sont peu à peu sortis de l'ombre.

Des faits certains sont venus confirmer d'abord ceux auxquels Palissy faisait allusion dans ses écrits et dont on avait mis en doute l'exactitude. Tout récemment encore notre collaborateur, M. H. Patry, complétait ici même ceux qu'il avait découverts, il y a déjà quelques années, ainsi que le soussigné, dans les registres du parlement de Guyenne (1). Grâce à ces documents on avait pu reconstituer l'existence aventureuse et la fin tragique des premiers « prédicants » de l'Évangile en Saintonge, dont Palissy nous avait, dans sa *Recepte véritable*, laissé une si vivante description, puis retrouver les noms, fort humbles, de ceux qui, à Saintes, s'étaient groupés autour de lui pour former le noyau de l'Église réformée. Ces découvertes démon-

(1) Voy. le *Bulletin* de 1902, p. 75 ; de 1904, p. 143 et de 1912, p. 193. Tous les textes recueillis, soit par moi-même, soit par M. H. Patry, sauf ce dernier ont été reproduits dans une brochure intitulée *l'Église réformée de Saintes*, Saintes, imprimerie A. Gay, 1907, p. 23 à 64. — Mentionnons aussi, à propos de la *Recepte véritable*, la plaquette dans laquelle, en 1906 (La Rochelle, Texier) M. G. Musset a publié le contrat du 3 septembre 1563 relatif à l'impression de ce livre.

traient que si l'illustre potier avait de l'imagination, il avait aussi le respect de la vérité. Et c'est à bon droit que le fondateur de notre Société, feu Ch. Read, lui avait emprunté pour la mettre en tête du premier fascicule de ce *Bulletin*, cette phrase :

Je trouverois bon qu'en chascune ville, il y eust personnes députées pour escrire *fidèlement* les actes qui ont esté faicts durant ces troubles.

*
* *

En 1896 et 1897 (1) d'autres textes empruntés au registre du consistoire et à l'état civil huguenot de Sedan m'ont permis de substituer des faits précis à ce qui n'était jusque là qu'une hypothèse : après avoir habité à Paris, en 1571-1572, le faubourg Saint-Honoré, l'inventeur des rustiques figulines avait réussi à échapper à la Saint-Barthélemy, et avait séjourné à Sedan, de 1573 au moins à 1576, séjour interrompu par les fameuses conférences publiques qu'il donna à Paris pendant le carême de 1575. En outre, ces mêmes extraits relatifs aux « disputes et différends que M^e Bernard de Palissis et sa femme avoient ordinairement ensemble », confirmaient cette phrase bien connue, des *Discours admirables* : « Je trouvois en ma chambre une seconde persécution pire que la première ».... Ils expliquaient aussi pourquoi, plus tard, le *Livre des martyrs* s'abstint de mentionner le farouche huguenot qui avait manqué de déférence pour le consistoire de Sedan ; mais n'en mourut pas moins de misère à la Bastille, pour n'avoir pas voulu renier sa foi.

En octobre 1901 (2) j'ai reproduit une page capitale empruntée à un récit inédit ajouté par Pierre de l'Estoile à une copie de ses *Mémoires-journaux*, récit publié pour la première fois en 1900 par M. H. Omont dans les *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*. Cette page racontait la scène étrange qui se passa le

(1) *Bull.* de 1896, p. 506 et 1897, p. 148.

(2) *Bull.* 1901, p. 545.

23 juin 1589 entre Bussy Leclerc, « capitaine de la Bastille », et Palissy qui était là « prisonnier depuis environ un an, avec trois ou quatre autres pauvres femmes qui y sont mortes depuis, aussi bien que lui, de faim et de nécessité ». Bussy voulant s'assurer si celui qu'il appelait « son vieil fol d'hérétique » irait jusqu'au sacrifice de sa vie, avait fait semblant de lui ordonner de se tenir prêt à monter sur le bûcher, à quoi le pauvre octogénaire avait aussitôt et gaiement obtempéré. Le chroniqueur ajoutait que « de tout temps ce vieil bon homme avoit fait ouverte profession de la Religion, laquelle il maintenoit en public et en privé et pour la confession de laquelle il avoit esté condamné, par sentence du Chastelet de Paris, à estre bruslé tout vif, dont on avoit appelé pour lui contre son gré et volonté, ne demandant qu'à mourir pour ceste querelle ».

*
* *

Dans le *Bulletin* de janvier-février 1903 (1) j'ai raconté comment j'avais vainement cherché, dans le Criminel du parlement de Paris, une trace de cette condamnation au feu. J'y avais néanmoins trouvé la minute d'un arrêt frappant le potier, mais différent de celui que mentionnait l'Estoile ; à la fin de l'année 1586 le procureur fiscal de l'abbaye et seigneurie de Saint-Germain-des-Prés avait découvert, rue des Marais (aujourd'hui Visconti), la retraite de trois huguenots, Loys Besnard, Pierre Retrou et Bernard Palissy qui n'avaient pas obtempéré à l'Édit et Déclaration des 8 juillet et 7 octobre 1585 ordonnant aux protestants d'abjurer ou de s'exiler. Loys Besnard était l'intendant d'un autre huguenot Jehan Robineau seigneur de Croissy, lequel avait obtenu pour lui et pour son frère Hélie Besnard, aussi en prison à Saint-Germain-des-Prés, « à cause de sa maladie », des « lettres de prolongation de délai ». — Le bailli de Saint-Germain-des-Prés avait condamné les trois premiers délinquants à être battus et

(1) *Bull.* 1903, p. 31.

27 25 40
appel

28

enaxi fidei fani fentit Henry fign
fobmum po de vultz an a stgermany d'et

palisse angeltet vordere de henn natif
nigema dny der fuchelinstetymay d'f

[illegible]

fustigés nus, de verges, au grand carrefour Saint-Germain et bout du pont Saint-Michel, à voir brûler leurs livres, à cent écus d'amende et au bannissement perpétuel. Le procureur général, trouvant cette peine trop légère, en avait interjeté appel *a minima*, en même temps que, le 28 décembre 1586, Hélie Besnard obtenait un certificat du médecin Albert Le Febvre, constatant son état de maladie. Le 10 janvier 1587 le Parlement, au lieu d'aggraver la peine comme le demandait le procureur, enjoignait simplement aux condamnés de se conformer à l'édit de Nemours, c'est-à-dire de vider le royaume dans la quinzaine, sous peine de la hart, et Hélie Besnard, transféré à l'Hôtel-Dieu, n'était tenu de se conformer à cet arrêt qu'après sa guérison.

*
* *

Ayant dépouillé, sans trouver autre chose, non seulement le Criminel du parlement de Paris, de juin 1586 à juin 1589, mais encore d'autres fonds judiciaires (Y et Z) de la même époque, je n'avais plus guère d'espoir de retrouver aux Archives nationales, la confirmation de la condamnation révélée par Pierre de l'Estoile.

Il restait pourtant une chance que je résolus de tenter cet été. On sait que les Archives de la Préfecture de Police renferment des *Registres d'Écrou de la Conciergerie du Palais de Justice*, remontant au milieu du xvi^e siècle. Feu H.-L. Bordier en avait pris de copieux extraits dont une partie ont paru dans ce *Bulletin* (1), mais s'était arrêté à la fin de l'année 1572. Tous les condamnés qui en appelaient ou pour lesquels on en appelait au Parlement étaient écroués à la Conciergerie en attendant leur jugement définitif. Le nom de Palissy ne figurant pas dans les extraits de Bordier, je pensai que l'appel dont parle l'Estoile était postérieur à l'année 1580, date de la publication des *Discours admirables*, le dernier ouvrage de Palissy.

(1) *Bull.* 1911, p. 617-653.

Je demandai donc et obtins très gracieusement du conservateur de ces archives, communication des registres de l'époque de la Ligue. Ceux que j'ai parcourus page par page sont au nombre de trois :

N° 8 allant du 21 mars 1583 au 20 octobre 1584;

N° 9 allant du 22 octobre 1584 au 13 novembre 1586;

Et n° 10 allant du 13 novembre 1586 au 16 septembre 1589.

Chacun de ces registres, en très mauvais état, mais dont l'admirable papier et l'encre indélébile ont résisté aux pires traitements, est précédé d'une table alphabétique des noms des prisonniers, ou, selon l'usage d'autrefois, de leurs prénoms, renvoyant aux feuillets où ils figurent. Mais ces tables sont en partie déchirées et souvent les renvois ont disparu avec la marge où ils étaient inscrits. Celles du registre n° 10 renferment encore le nom de Palissy. J'eus ainsi le plaisir, en parcourant ce gros volume feuillet par feuillet, d'y trouver, non seulement la confirmation de l'arrêt inédit que j'avais publié en 1903, mais encore celle que je cherchais, du récit de Pierre de l'Estoile. Ces deux inscriptions, encore complètes, malgré l'usure des coins et des marges du papier, parurent si intéressantes au directeur des Archives de la Préfecture de Police qu'il les fit photographier et que je puis ainsi en donner à nos lecteurs la reproduction.

*
* *

Comme on le voit par ces fac-similés, chaque page du registre d'érou est partagée en deux. Sur la partie de droite figurent, pour chaque inscription, d'abord la date, puis les noms, prénoms, qualité et lieu d'origine du ou des condamnés, les noms de la personne qui les avait amenés et du lieu d'où ils venaient, enfin la mention sommaire du motif de la condamnation.

En regard de cette fiche d'identité, sur la moitié gauche de la page, le greffier inscrivait d'abord le nom de la prison ou du lieu d'où le prisonnier avait été transféré, puis un chiffre et des initiales se rapportant aux prisonniers, parfois un mot — comme celui d'heresye — indiquant la nature du crime, enfin un résumé de l'arrêt du Parlement. Lorsque le condamné en appelait d'une condamnation à mort, le greffier l'indiquait par une croix. Enfin, lorsqu'il était renvoyé, pour l'exécution de la sentence définitive, en province, il était délivré à un messenger qui en prenait livraison, et, en étant responsable, signait sur le registre, au bas de la notice de gauche.

La première inscription qui nous intéresse est :

Du mardy xxx^e jour de (Décembre) mil v^e IIII^{xxvi}.

C'est donc ce jour-là que

Loys Besnard, soy disant serviteur dhomesicque de M^e Jehan Robineau sgr de Croissy, demeurant à St-Germain des Prez,

Bernard Palissy, architecte en œuvre de terre, natif de Agen en Agenoys, demeurant ès faulxbourgs St-Germain desprez.

Et

Pierre Restou (1), tailleur d'habitz, natif de St-Ouan près St-Denys et demeurant ès faulxbourgs St-Germain desprez, [furent] amenez prisonniers des prisons de St-Germain desprez par Macé Guiron sergent doyen en la Justice dud^t St-Germain, comme appellans du bailly de St-Germain ou son lieutenant, des verges, amande honorable et bannissement perpétuei, le substitud de Mons^r le procureur général appellant a minima, pour hérésye à eulx imposé.

A gauche de cette fiche le greffier a inscrit, d'abord Saint-Germain-des-Prés, puis le chiffre III et les initiales R. B. et P. qui sont celles des appelants, puis les mots *a minima* indiquant que ce n'étaient pas les prisonniers

(1) Et non *Retrou* comme on lit dans la minute de l'arrêt.

mais le procureur général qui en avait appelé, enfin un résumé très exact de l'arrêt :

Enjoinct ausd. Benard, Palissy et Restou vuider et obéyr à l'edict du Roy dedans quinzaine sur les peines portées par icelluy, par arrest de la court de parlement du xii^e jour de janvier v^e mⁱⁱⁱ^{xxvii}. P(rononcé) par M^e Mathieu Drouet.

Il n'est pas fait mention du frère de Loys Besnard, Helie Besnard, puisqu'il était trop malade pour être transféré de Saint-Germain-des-Prés à la Conciergerie et que, pour cette raison, le greffier de la Conciergerie n'avait pas à s'occuper de lui.

*
* *

On voit combien ces inscriptions sont intéressantes et précises. Celle-ci nous apprend ce que l'arrêt lui-même qu'elle vise et aucun autre texte ne nous avait appris, savoir le lieu d'origine et la profession des prisonniers tels sans aucun doute que ces derniers les avaient eux-mêmes déclarés. Bernard Palissy se disait donc *architecte en œuvre de terre, natif de Agen en Agenoys, demeurant es faulxbourgs Saint-Germain-des-Prés*.

Désormais il ne sera plus nécessaire, comme l'a fait en 1902 et 1903, dans la *Correspondance historique et archéologique* (1), M. J. Momméja, d'accumuler des inductions et déductions linguistiques et autres pour départager ceux qui prétendent que Palissy est Gascon et ceux qui le disent Saintongeais. C'est M. Momméja qui a raison et il n'a plus besoin de se demander si ce Gascon est originaire de la Capelle Biron où on retrouve encore son nom, puisqu'il se dit lui-même *natif de Agen*.

En même temps nous sommes fixés sur son deuxième domicile parisien. J'ai déjà rappelé qu'avant la Saint-Barthélemy, il habitait le faubourg Saint-Honoré. Après son retour définitif de Sedan, il semble s'être fixé sur la rive gauche, où demeurerait aussi son éditeur « Martin le

(1) P. 225 à 237 et 280 à 286 de l'année 1902 et 12 à 18 de 1903.

jeune, à l'enseigne du Serpent, devant le collège de Cambray ». Et il est vraisemblable qu'il habitait en quelque coin de la vaste demeure occupée par un de ses coinceps de 1586, rue des Marais alors déjà appelée « la petite Genève ». Loys Besnard se disait, aux termes de l'inscription du registre d'écrou, « serviteur d'homestique de M^e Jehan Robineau sgr de Croissy ». Or nous savons que, le 2 juillet 1583, c'est-à-dire six mois après avoir été nommé secrétaire du roi, Jehan Robineau (1) avait acheté l'unique grande maison avec jardin bâtie peu après 1543 dans cette rue sur la censive de l'Université. Un *mémoire touchant la seigneurie du Pré aux Clercs appartenante à l'Université* (par Edme Pourchot, recteur de l'Université, 1694, in-4°) dont M. Henri Masson a bien voulu me communiquer un très rare exemplaire, nous apprend que cette propriété était si vaste qu'au xvi^e siècle elle ne formait pas moins de sept maisons. Elle était située sur le côté sud de la rue Visconti actuelle, en faisant retour sur la rue des Petits-Augustins, aujourd'hui rue Bonaparte, sur ce qu'on appelait alors le *Petit Pré aux Clercs*.

Au xvi^e siècle l'abbaye Saint-Germain-des-Prés et l'Université se disputaient la justice du Pré-aux-Clercs, et, en raison de ces discussions, ceux qui y demeuraient jouissaient d'une sorte d'immunité. C'est sans doute pour cela que des protestants s'y étaient établis et l'on comprend que quelques-uns d'entre eux aient pu s'y cacher pendant les troubles de la Ligue.

*
* *

Quoi qu'il en soit, nous savons déjà que Bernard Palissy n'obtempéra pas à l'arrêt du Parlement du 10, prononcé le 12 janvier 1587, puisqu'il fut incarcéré à la Bastille où il mourut. Une deuxième inscription au registre d'écrou de la Conciergerie n° 40 va nous expliquer ce deuxième emprisonnement et nous permettre en

(1) V. sur lui et sur L. Besnard, le volume admirablement documenté de M. J.-Ch. Bonnet sur *Le village de Croissy-sur-Seine*, 1, *Les Seigneurs*, 1885.

même temps de comprendre la phrase jusqu'ici restée obscure de Pierre de l'Estoile. Voici cette deuxième inscription :

Du Lundy III^e jour de juillet mil v^e m^{ccc}xxviii.

Benard Palissy soy disant inventeur des rustiques de la Royne mère du Roy, natif du pays dagenetz, dem(urant) faulxbourg St-Germain des prez, rue de Vaugirard

Et

Marguerite Mesline vefve de feu Agnen de la Ruelle (1), natife de Crespy en Valloys et dem(urant) ès faulxbourg St-Germain des prez rue després; Amenez prisonniers des prisons de St-Germain des prez par Macé Guyron sergent doyen en la Justice de St-Germain Comme appellans du bailly de St-Germain ou son lieutenant d'estre pendu et estranglez et leurs corps mis en cendres Pour heresye à eulx imposé.

Une première remarque démontre l'exactitude de l'Estoile. Le 23 juin 1589 il écrit qu'il y avait environ un an que Palissy était à la Bastille. Or il y était, en effet, depuis les premiers jours de juillet 1588, puisque c'est le 4 de ce mois qu'il fut amené à la Conciergerie.

Alors que sans doute ceux qui sont mentionnés avec lui dans l'arrêt du 12 janvier 1587 s'y étaient conformés, puisqu'on ne trouve plus trace d'eux, ni dans les registres d'écrou ni dans les minutes du Parlement, Palissy, « ne demandant qu'à mourir pour ceste querelle », ainsi que le remarque l'Estoile, s'était borné à changer de quartier et à aller se retirer à l'extrémité du faubourg Saint-Germain-des-Prés, *en la rue de Vaugirard*. Un contemporain qui, au témoignage de feu Ch. Read, avait inscrit sur un exemplaire de la *Recepte véritable* brûlé avec l'Hôtel de Ville en 1871, ces mots : *L'auteur de ce livre habite rue de Vaugirard proche l'hostel du petit Luxembourg* (2), ce contemporain avait dit vrai et sa précieuse note complète et précise l'indication du registre d'écrou. La dernière

(1) Il y eut à Paris, mais dix ans plus tard, un imprimeur qui s'appelait *Thomas de la Ruelle* (Ph. Renouard, *Imprimeurs parisiens*; 213).

(2) Voy. *Bull.*, 1892, p. 351, n.

St. German's Spring
7th

2nd day

demeure parisienne de Palissy se trouvait donc dans les environs immédiats du palais actuel du Sénat.

Sans doute, ceux qui avaient eu la mortification de voir modérer par le Parlement l'arrêt de la justice abbatiale dont le procureur général avait vainement appelé *la minima*, avaient-ils eu l'œil sur ce huguenot impénitent, et s'empressèrent-ils de le faire saisir lorsqu'ils eurent découvert sa nouvelle retraite. Aussi le bailli de Saint-Germain-des-Prés résolut-il de ne plus le laisser échapper puisqu'il le condamna, ainsi qu'une veuve huguenote, Marguerite de la Ruelle, à *être pendus et estranglés et leurs corps mis en cendres*.

*
* *

Cette fois nous tenons la condamnation au feu dont parle Pierre de l'Estoile — avec une rectification toutefois puisqu'elle émanait, non du Châtelet, c'est-à-dire du tribunal du prévôt de Paris, — comme il le dit, mais de la justice de Saint-Germain-des-Prés, *lapsus*, après tout, de peu d'importance. Si nous en croyons le mémorialiste, cette fois non plus Palissy n'en appela lui-même au Parlement, mais « *on appela pour lui, contre son gré et sa volonté* ».

J'ai déjà dit qu'il n'y a pas trace de cet appel dans les minutes du Parlement que j'ai parcourues une deuxième fois pour la période de juillet 1588 à juin 1589. L'inscription du registre d'écrou dont on a sous les yeux la reproduction nous en donne la raison. Incontestablement quelqu'un a fait appel de la sentence de Saint-Germain-des-Prés, sans quoi Palissy n'aurait pas été transféré à la Conciergerie. Mais là s'arrête la procédure. Après avoir, à gauche de sa fiche d'écrou, écrit *St-Germain desprez* et marqué une croix pour indiquer que les deux prisonniers écroués le 4 juillet 1588 venaient des cachots de l'abbaye et en appelaient d'une sentence capitale, le greffier a laissé le reste de l'espace destiné au résumé de

l'arrêt du Parlement en blanc. Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'il n'y eut pas d'arrêt rendu.

Sans doute, le capitaine Bussy Leclerc gouverneur de la Bastille grâce au duc de Guise et aux Ligueurs fit réclamer ces prisonniers (1), et le Parlement (2) les lui livra-t-il purement et simplement, sans statuer sur leur cas. Ainsi s'expliquent l'absence d'arrêt, incontestable, puisque, s'il était intervenu, il aurait été mentionné dans le registre d'érou — et les abus de pouvoir de Bussy Leclerc constatés, entre autres, par le *Journal* de l'Estoile. Probablement Marguerite de la Ruelle, écrouée en même temps que Palissy, était une des « trois ou quatre autres pauvres femmes » dont il dit qu'elles « sont mortes à la Bastille depuis, aussi bien que lui ».

*
* *

Bien que très sommaires, ces textes nous fixent définitivement et sur l'origine et sur les derniers jours de maître Bernard qui, en reparaissant devant le greffier de la Conciergerie, s'était qualifié, non plus « architecte en œuvre de terre », mais « inventeur des rustiques de la Roynne mère du Roy ». — Mais ils font plus encore.

Ils nous apprennent que, ni en 1586, ni en 1588 le huguenot militant ne réclama la revision du jugement qui le frappait; qu'en 1587 il s'obstina à ne pas se conformer à l'arrêt lui enjoignant sous peine de mort, de quitter le royaume, et qu'en 1589 il accepta avec empressement le supplice auquel Bussy Leclerc fit semblant de le convier. Ils rendent ainsi très vraisemblable la scène qui, au témoignage de d'Aubigné, se serait passée entre « le vieux Bernard » et Henri III qui devait le connaître de vieille date et avait souvent dû converser familièrement avec

(1) A l'instigation du duc, d'après d'Aubigné, qui écrit : « Launay, autrefois ministre et maintenant des seize, sollicitoit qu'on menast au spectacle public le vieux Bernard, premier inventeur des potteries excellentes. Mais le duc fit prolonger son procès... (*Hist. univ.*, éd. de Ruble VIII, 151).

(2) Qui devait se sentir à la veille du coup de force de Bussi, raconté par d'Aubigné (*Hist. univ.*, éd. de Ruble, VIII, 148).

l'architecte et le décorateur de la grotte des Tuileries :

« Encore ne puis-je laisser aller ce personnage sans vous dire comment le roi dernier mort lui ayant dit, en prison : « Mon bonhomme, si vous ne vous accommodez pour le fait de la Religion, je suis contraint de vous laisser entre les mains de mes ennemis » ; la réponse fut : « Sire, j'étois bien prest de donner ma vie pour lagloire de Dieu. Si c'eust esté avec quelque regret, certes il seroit esteint en ayant ouï prononcer à mon grand roi : *Je suis contraint*. C'est ce que vous et ceux qui nous contraignent, ne pourrez jamais sur moi, pour ce que je saimourir (1). »

En relevant, un à un, tous ces détails qui, réunis, projettent une si vive lumière sur la fin d'une carrière longue et laborieuse, je ne puis me défendre d'une impression. Malgré l'ardeur et l'indépendance de ses convictions, malgré un franc parler plus dangereux alors qu'aujourd'hui, Palissy avait réussi à se faire, non seulement tolérer, mais respecter, même en haut lieu. Il est évident que, ni en 1587, ni en 1588, ceux qui détenaient officiellement le pouvoir ne se souciaient de livrer aux bêtes l'auteur d'œuvres d'art partout appréciées, l'initiateur des fameuses conférences scientifiques, contradictoires et payantes qui avaient groupé à Paris un auditoire de choix.

Mais, en ce même Paris qui a toujours imprimé aux mouvements violents une allure de tempête, personne non plus, pas même le duc Henri de Guise, ni le roi Henri III n'osèrent arracher à la réaction cléricale une proie depuis longtemps visée. Et telle semble bien devoir être la leçon d'un martyr qui, à cette époque déjà, présageait celui du peuple huguenot.

(1) Voy. *Hist. Univ.*, éd. de Ruble, VIII, 151 ; cf. dans le *Bull.* 1868, 434, 495, 663, et 1869, 40 et 97, — la polémique provoquée à ce propos par feu M. Audiat.

*
* *

Je devrais m'arrêter ici, mais il convient, pour mettre le lecteur au point des derniers travaux parus, de dire quelques mots de deux publications récentes.

La première est un article de la *Revue scientifique* du 16 juillet 1910. L'auteur, M. Louis Franchet, l'a intitulé : *Les prétendues découvertes de Bernard Palissy céramiste et géologue*, et tend à démontrer, non seulement que Palissy n'a rien découvert du tout, mais qu'il n'a été qu'un vulgaire plagiaire. — Les émaux qu'il s'évertuait à fabriquer existaient depuis des siècles et puisqu'il fréquentait les fours des verriers, il pouvait « devenir rapidement un bon céramiste ».

Ce n'est pas ici le lieu de discuter, au point de vue technique, une affirmation aussi catégorique. Je me permettrai seulement de m'étonner que des céramistes aussi distingués que Brongniart et d'autres n'aient pas fait cette découverte avant M. Franchet. En admettant que les émaux réussis par Palissy fussent alors couramment fabriqués, il tombe sous le sens que cela ne suffisait pas pour que Palissy, même s'il fréquentait les verriers, ait pu aisément connaître les secrets de cette fabrication. — Mais ces émaux existaient-ils réellement? D'où vient alors qu'aucun de ses concurrents n'ait songé à discuter le titre que Palissy se donnait d'« *inventeur* des rustiques de la Roynne mère du Roy? » D'où vient qu'un contemporain comme d'Aubigné, originaire comme lui de l'ouest de la France et qui certainement connaissait les objets de ce genre existant alors, l'appelle — sans prévoir assurément les objections de M. Franchet — « *premier inventeur* des potteries excellentes »?

Enfin, s'il était si facile que le prétend M. F. de devenir le céramiste que fut maître Bernard, d'où vient qu'on n'ait jamais réussi qu'à pasticher ses plats sans parvenir à les imiter sérieusement et qu'aujourd'hui encore on ne connaisse pas la composition exacte de ces faïences, au

point qu'à grandeur égale, on peut distinguer un faux Palissy d'un vrai, rien qu'au poids et à l'aspect très particulier de l'émail jaspé des Palissy authentiques ?

*
* *

Quant à la valeur de Palissy comme géologue, c'est-à-dire à la valeur scientifique des *Discours admirables*, il y a beau temps qu'elle a été reconnue par des savants de premier ordre comme Cuvier, par exemple. Ainsi que l'a écrit le biographe le mieux informé de Palissy, M. Ernest Dupuy, « il est aisé sans doute d'y noter des faits suspects, des explications fausses, des généralisations imprudentes, des théories de pure imagination : mais on est certain aussi d'y découvrir bon nombre d'observations bien faites, d'interprétations ingénieuses, de remarques d'une haute portée, de déductions qui se trouveront plus d'une fois d'accord avec les découvertes de la science actuelle (1) ».

Je venais précisément, lorsque j'ai eu connaissance de l'article de M. Franchet, de parcourir un livre allemand paru déjà en 1903 et intitulé : *Bernard Palissy und Francis Bacon, von Alexander Bruno Hanschmann* (2). Jusqu'ici Palissy n'avait guère été étudié hors de France qu'en Angleterre. En Allemagne M. H. semble avoir été à peu près le seul qui se soit occupé de lui depuis 1881, et bien qu'il ne soit pas au courant des dernières publications qui le concernent, il a écrit tout un livre de 240 pages pour démontrer que Palissy est l'inspirateur de François Bacon. C'est au potier, ou plutôt au conférencier de 1575 et 1576 que ce dernier aurait emprunté l'idée que le fondement de la science n'est pas dans la tradition, mais dans l'observation directe, l'expérience et la recherche qui en découlent.

Il suffit, en effet, de lire quelques pages de Palissy et de les comparer aux écrits analogues de son temps, pour

(1) Ernest Dupuy, *Bernard Palissy*, nouvelle édition. Paris, Société française d'imprimerie, 1902, p. 217.

(2) Leipzig, *Dietrich'sche Verlagshandlung*, un vol. de VIII-232 p. in-8°, 1903.

constater qu'il est avant tout et d'une manière très personnelle, l'homme de la méthode expérimentale opposée à la méthode scolastique du raisonnement abstrait et de la soumission aveugle à la tradition. « Je ne veux aucunement estre imitateur de mes prédécesseurs, sinon en ce qu'ils auront bien fait selon l'ordonnance de Dieu », ces paroles résument toute sa vie: contrôle de la tradition par l'expérience personnelle. C'est ainsi qu'il a trouvé les principes de l'hydrostatique, de l'agronomie, la théorie des fossiles, de la cristallisation, de l'attraction, etc.

Bacon passa en France les années 1576 à 1579 dont deux entières à Paris avec l'ambassadeur d'Angleterre sir Paulet. Il est possible et même probable, puisque Palissy avait son atelier aux Tuileries où la cour séjournait souvent, qu'il fit la connaissance de ce dernier et peut-être assista à l'une ou l'autre de ses conférences. Quoi qu'il en soit, M. H. constate qu'avant de se rendre en France, Bacon s'était plongé dans l'étude des anciens, et qu'il revint de France avec cette idée de la méthode expérimentale qui devait révolutionner non seulement la science proprement dite, mais encore la pédagogie et beaucoup d'autres disciplines.

Je ne puis me laisser entraîner à discuter un fait aussi considérable que celui de l'origine première du triomphe de l'observation sur la tradition. Ce qui est certain pour quiconque a pratiqué Palissy c'est qu'il a cherché la vérité en dehors des sentiers battus et qu'il a mieux aimé « dire vérité en son langage rustique que mensonge en langage rhétorique ». C'est lui encore qui a écrit ce mot profond: « L'expérience qui de tout temps est maîtresse des arts », — et cet autre, prophétique: « La science se manifeste à ceux qui la cherchent ». Ce qui prouve que ce ne sont pas là les paroles d'un plagiaire, c'est que celui qui les écrivit préféra mourir plutôt que de se soumettre à une tradition qui n'était pas pour lui la vérité.

LES BARONS PROTESTANTS MONTALBANAIS ET LA RÉVOCATION

Nos lecteurs se souviennent peut-être que j'ai protesté contre la condamnation sommaire, par nos collègues et collaborateurs MM. Matthieu Lelièvre et Daniel Benoît, des huguenots de l'époque de la Révocation. J'ai dit qu'il ne me paraissait pas nécessaire d'accuser d'un grand relâchement, « le grand nombre... toute cette population montalbanaise, montpéliéraine ou nîmoise, qui abjura à l'arrivée des dragons »..., — pour expliquer des défaillances assurément lamentables — mais que rachetèrent des résistances et des relèvements *plus nombreux* que ne le concèdent nos contradicteurs (1).

Notre président, M. Frank Puaux, répond plus loin en partie à ce que ces Messieurs ont dit de leurs collègues de 1685 dont ils ont certainement exagéré et apprécié, sans se mettre réellement à leur place, la fuite et l'apostasie.

Pour ce qui est des laïques, voici précisément une étude que je n'ai pas provoquée et qui n'a nullement été écrite à propos de cette controverse, mais qui s'y rapporte directement et est particulièrement instructive et probante. Notre collaborateur, M. G. Dumons, qui connaît à fond la population protestante du Montalbanais, a eu l'idée de se demander ce que la Révocation fit de ceux qui par leur naissance y occupaient le rang le plus élevé et qu'on représente généralement comme ayant été les moins courageux. Il y avait là une douzaine de « barons » qui formaient un groupe d'au moins quatre-vingt-deux personnes connues. Sait-on combien, sur ce nombre, restèrent fidèles (2), ou se relevèrent de leur chute? Au moins quarante-quatre, c'est-à-dire *plus de cinquante pour cent*.

(1) Voy. *Bull.* 1911, 563 et 1912, 93.

(2) Pour se rendre compte de ce que signifient ces deux mots « *rester fidèle* », il suffit de lire, plus loin, l'article du même collaborateur, intitulé *Un aveugle héroïque*.

Et « cette proportion serait sans doute plus forte encore, ajoute M. G. Dumons, si nous étions mieux documentés sur la conduite de chacun ». Une population particulièrement accessible aux mobiles que firent agir et aux moyens qu'employèrent les convertisseurs et qui résista dans ces proportions-là, mérite mieux qu'une exécution sommaire et sans appel.

Quant à ceux qui succombèrent et dont le nombre fut assurément encore trop grand, je voudrais demander à nos contradicteurs, justement en ce qui concerne Montauban, de relire dans le *Bulletin* de 1902, p. 543 à 545, la page poignante intitulée *Pourquoi et comment on se soumettait à Montauban*. Après avoir brièvement énuméré tout ce qu'il a dû souffrir, le 6 septembre 1685..., « épouvanté par les réflexions de ses amis qui disent que sa persévérance lui attirera, après tous les autres maux, celui d'être privé de l'éducation de ses enfants... sollicité enfin de... laisser son très cher père achever le reste de ses jours en repos sans l'inquiéter pour la conscience... Pierre Garrison succombe sous le poids de tant de maux, et, après avoir versé un torrent de larmes, va avec une douleur inconcevable, passer une déclaration qu'il abandonne la religion dans laquelle Dieu l'a fait naître... qu'il a professée avec un grand repos de conscience et dans laquelle il espérait vivre et mourir sous la foi des *Édits* »... Je voudrais aussi les prier de lire, dans ce présent *Bulletin* le document intitulé *Pourquoi certains catholiques embrassaient, à l'époque de la Révocation, la foi des persécutés* (1).

Tous ces textes et ces faits — entre beaucoup d'autres — sont sans doute de nature à nous faire descendre des hauteurs d'un idéal abstrait et absolu, mais aussi capables de nous pénétrer de la parole non moins juste et pitoyable que célèbre : « Que celui qui est sans péché... »

N. WEISS.

(1) A voir aussi, sur le Montalbanais à cette époque, les deux articles de M. Ch. Garrisson, *Les préludes de la révocation à Montauban* (Bull. 1893, 7) et *La population protestante de la ville de Montauban en 1685* (Ibid., 1897, 169).

Dans son intéressant « essai sur les abjurations » (paru en 1872 dans le *Bulletin*), M. J. Chavannes a fort bien analysé les moyens mis en œuvre au xvii^e siècle pour opérer la conversion des protestants : les faveurs de toutes sortes opposées aux tracasseries administratives et judiciaires pendant la période préparatoire, puis les mêmes faveurs opposées aux mesures de rigueur quant aux intérêts matériels et quant aux personnes pendant la période décisive de l'unification religieuse de la France.

Quelle fut l'efficacité de ces moyens pendant la première période? c'est ce qu'il est difficile d'estimer d'une manière même approximative; mais nous croyons que les défections, relativement nombreuses à la Cour et dans les grandes familles, furent rares dans les rangs de la noblesse provinciale et de la bourgeoisie, et en nombre infime dans le peuple. Il n'en fut pas de même pendant la deuxième période, qui fut, hélas! l'époque des « conversions générales » : très rares furent, dans toutes les classes de la société, ceux qui combattirent jusqu'au bout le bon combat; mais, parmi ceux qui, après être tombés, se relevèrent et préférèrent l'abaissement d'Israël aux biens et aux honneurs des Égyptiens, les plus nombreux nous paraissent appartenir à la bonne bourgeoisie et à la petite noblesse.

L'attitude de cette dernière dans le pays montalbanais au moment de la Révocation nous a semblé assez caractéristique à cet égard : un tableau résumé des huit maisons seigneuriales de cette région à cette époque frappera l'esprit mieux qu'un long commentaire.

D'Aliès (1).

Cette famille de très ancienne bourgeoisie, qui avait été de robe au xvi^e siècle, s'était ensuite enrichie dans les emplois de finances occupés par trois générations de

(1) *Fr. prot.*, 2^e I, 137 et ss. — H. de France, *Montalb. et Refuge*, p. 187 et ss. — *Bull. prot.*, 1892, p. 26 et ss. — *Registres de notaires de Montauban*. — Gaultier de Saint-Blancard, *Hist. apologetique*, II, p. 86 et ss.

receveurs des tailles du Quercy. Aussi Jean d'Aliès, qui avait ajouté à ces fonctions très rémunératrices celles, plutôt honorifiques, de maître d'hôtel du Roi, avait-il pu acheter vers le milieu du ^{xvii}^e siècle les seigneuries de Caussade et de Réalville. De ses quatre fils, deux au moins abjurèrent longtemps avant 1685 et sans doute par pure ambition : l'un, Jean, sieur de Martel, devint trésorier de France au bureau des finances de Montauban ; l'autre, Samuel, sieur de la Tour, directeur des fonderies de canons de Bourgogne et de Lorraine, puis maître de la Chambre aux deniers du Roi, employa ses loisirs et les ressources de sa dialectique à faire des traités de controverse pour convertir ses anciens coreligionnaires ; nous ne savons rien du troisième, Nicolas, S^r de Réalville. — Quant à l'aîné, *Antoine* (1630-1721), baron de Caussade, conseiller d'État, il épousa en 1669 une riche Montalbanaise, *Marthe de Garrisson*, qui abjura en 1685, mais dont les sentiments catholiques parurent si peu sûrs qu'elle se vit priver de la tutelle de son fils et de l'administration des biens de son mari. Ce dernier, d'abord relégué à Cahors, avait obtenu, en octobre 1685, la permission de séjourner à Paris ; il en avait profité pour passer à Genève où il réussit à faire venir successivement tous ses enfants sauf le dernier, Jean, qui, enfermé à neuf ans au collège Louis-le-Grand, devint président à la Cour des aides de Montauban et épousa la petite-fille du baron de Montbeton, le glorieux galérien : *Jonathan*, sieur de Caussade, habita Genève puis Lausanne ; *David*, sieur de la Tour, fut pasteur à Delft et à Copenhague ; *Marthe-Marie* épousa le Genevois Jean-Robert Tronchin ; *Marthe*, émigrée comme sa sœur en octobre 1689, se maria avec B.-J. Courault sieur du Portail, plus tard lieutenant-général en Prusse ; *Anne*, qui sortit du royaume vers 1690 avec une jeune sœur âgée de neuf à dix ans, devint la femme de Georges Polier. Leur mère émigra aussi plus tard et mourut à l'étranger.

D'Astorg (1).

François d'Astorg, baron de Montbartier, lieutenant-colonel dans Guyenne-Infanterie, appartenait à une famille qui avait donné des capitouls à Toulouse dès le xiv^e siècle, et qui avait fourni à la cause protestante de vaillants défenseurs. Il était mort avant la Révocation, aussi bien que sa femme, Louise de Viçose, qui lui avait donné plusieurs enfants. — Le fils aîné, Corbeiran, baron de Montbartier et vicomte de Larboust, avait épousé en 1679 Marthe Blasy, fille d'un riche bourgeois de Montauban; il faisait encore, en 1685, célébrer le culte dans son château; cependant il semble, comme sa femme, avoir embrassé et professé extérieurement le catholicisme sans grande répugnance. François, sieur de Montbartier, capitaine puis lieutenant-colonel au régiment Royal-vaisseaux, se soumit aussi à la volonté du roi: mais il eut l'humiliation de voir sa femme, *Jeanne de Frère de Salluste* (qu'il avait épousée en 1676) résister à cette volonté avec un courage invincible; ni la réclusion dans le couvent de la Pomarède, ni la détention à la manufacture de Bordeaux n'eurent raison de son « opiniâtreté » : elle finit par se réfugier à Genève où elle mourut en 1704. Des cinq demoiselles de Montbartier, trois au moins s'établirent en Angleterre: *Isabeau*, femme de Paul de Solas, sieur de Mérenx, *Louise* et *Suzanne* qui épousa à Londres en 1692, Jⁿ. Ruben de Parreau, sieur de Camparné.

De Bar (2).

Cette maison, dont divers membres avaient exercé des charges consulaires au xiv^e et au xv^e siècles, avait

(1) *Fr. prot.*, 2^e I, 421 et ss. — G. Tournier, *Souv. de fam. et tabl. généal.* — E. Benoit, *Hist. de l'Éd. de Nantes*, V. — *Bull. prot.*, 1891, p. 89; 1909, p. 64. — Agnew, *Prot. exiles*, II. — *Livre des reconnaissances de la Savoye.* — *Assistés à Londres*, etc.

(2) *Fr. prot.*, 2^e I, 757 et ss.; III, 401. — H. de France, *op. cit.*, p. 36 et ss. — Arch. de l'Hérault C 165. — E. Benoit, *op. cit.*, V. — O. Douen, *Réroc. à*

pour chef, au moment de la Réforme, Guyon de Bar, Sgr de Meauzac, Villemade et la Bastiole, qui prit une part active aux guerres de religion. Elle formait quatre branches au milieu du XVII^e siècle.

BRANCHE DE MEAUZAC. Gratien de Bar, baron de Meauzac et seigneur de las Ausides, était mort avant la Révocation, laissant, outre une fille Marguerite (qui abjura comme son mari Salomon de Faure, baron de Montpaon, conseiller au Parlement), un fils *Jean*. Vers la mi-août 1685, comme le marquis de Boufflers venait d'entrer à Montauban pour consommer la ruine spirituelle de cette citadelle du protestantisme le baron de Meauzac fut mandé chez lui avec son cousin de Lamothe et les barons de Montbeton, de Verlhac et de Viçose. Il fut alors victime d'un indigne guet-apens : le marquis chercha à le faire agenouiller de force pour que l'évêque lui donnât, dans cette position, l'absolution de l'hérésie ; mais Meauzac s'évanouit et déranger les plans des deux illustres compères, qui durent changer de tactique pour en faire un catholique : « Il n'y eut que les soldats qui vinrent à bout de sa patience et qui, par des veilles forcées, l'ayant jeté dans une espèce de rêverie où il était hors de lui-même, en extorquèrent une signature qu'il répara peu après en abandonnant ses biens » et en essayant de sortir du royaume. Mais il fut alors arrêté et emprisonné à Pierre-Scise. Expulsé finalement en 1688, il se réfugia à Genève où il fut rejoint, non par sa femme Isabeau de Faure-Montpaon, mais par plusieurs de ses onze enfants, notamment par *Gratien*, Sr de Montmilan (d'abord réfugié en Angleterre où il revint plus tard), par *Madeleine* qui mourut à seize ans, par *Isabeau-Anne* qui épousa le réfugié Antoine de Jausaud, et peut-être par *Elie*, Sr de las Ausides, et par *Jacques*. Quant au dernier fils, Salomon, il resta en France ainsi que cinq de ses sœurs qui épousèrent de hauts magistrats catholiques.

BRANCHE DE LAS AUSIDES-LAMOTHE. Samuel de Bar, sgr de las Ausides, et de Lagarde, frère de Gratien, baron de Meauzac, avait épousé en 1644 sa cousine Jeanne de Bar, dame de Lamothe. Un seul de ses fils, Pierre, baron de Lamothe, vivait au moment de la Révocation. Mandé comme son cousin chez M. de Boufflers, il évita le piège, mais il fut relégué à Cahors et vit piller ses biens. Il obtint, au mois d'octobre, la permission de se rendre à Paris; il y fut espionné : bientôt arrêté, il fut mis à la Bastille, finit par abjurer et put rentrer chez lui où il mourut en 1701. Deux de ses sœurs restèrent en France : c'étaient Mme de Rieupeyrroux et Mme Savoie ; le mari de cette dernière, dragonné en août 1685, fut relégué pendant deux ans et demi à Villefranche de Rouergue. Deux autres sœurs émigrèrent : *Isabeau* (Mlle de Montmilan) était à Londres en 1702; *Marguerite*, qui avait épousé en 1675 Charles de Frère, Sgr de Hordosse et de Gratens, et qui avait tenté dès 1685 de sortir du royaume avec sa sœur, était réfugiée en 1700 à Berlin avec son mari et sa fille Jeanne.

BRANCHE DE VILLEMADÉ. Guy de Bar († 1679), baron de Villemadé, cousin germain de Gratien, baron de Meauzac, avait laissé un fils, Pierre, baron de Villemadé, qui joua un triste rôle au moment de la Révocation : gagné par l'intendant et par Boufflers, il les aida dans leur œuvre de brutale conversion des religieux ; en récompense, il reçut, ainsi que son fils Jérémie, une grosse pension.

La BRANCHE DE CAMPARNAUD, formée par Élie de Bar, baron de Camparnaud et de Lamothe, oncle de Gratien, baron de Meauzac, était représentée en 1685 par *Anne*, veuve de Samuel de Bonencontre et femme en 2^{es} noces de Jacques de Tauriac, S^r d'Alteyrac ; par *Louise*, femme de Jacques du Bousquet, baron de Verlhac et par leur nièce *Isabeau* dont le mari, Jⁿ-J. Le Révérend de Bougy, marquis de Calonges, émigra probablement en Hollande. Anne et Louise furent emprisonnées avec leurs maris : la première semble avoir réussi à passer en Angleterre ; la deuxième, enfermée dans un couvent de Narbonne,

demanda à partager le sort de son époux envoyé aux « Iles d'Amérique », et mourut en mer (23 juin 1687).

Du Bousquet (1).

Cette famille, d'origine féodale, possédait la seigneurie de Verlhac depuis la fin du ^{xiv}^e siècle et s'était alliée avec les plus anciennes maisons du Languedoc et de la Guyenne. — Jonathan du Bousquet, baron de Verlhac et de Villebrumier, époux en 1628 de Catherine de Viçose, avait laissé quatre enfants. Le fils cadet, Henri, ^s^r de Montgaillard, abjura après avoir été dragonné; il semble avoir pris ensuite facilement son parti du fait accompli; sa sœur, Catherine, femme de Tristan de Serres, ^s^{gr} de Montfa, resta en France; mais *Suzanne*, qui avait épousé en 1664 Charles de Sus, ^b^{on} de Saint-Germain, du Fezensaguet, émigra en mars 1686 avec son fils Jacques et se réfugia à Londres. Le chef de la maison, *Jacques*, baron de Verlhac et de Villebrumier, montra la plus noble fermeté. Après avoir résisté aux sollicitations du marquis de Boufflers, il souffrit des logements de gens de guerre et fut ensuite arrêté avec une partie de sa famille. Emprisonné à Montpellier puis au fort de Brescou, il fut déporté en Amérique; libéré plus tard, il se réfugia, croyons-nous, à Genève (2). Sa femme, *Louise de Bar* de Camparnaud, avait été aussi persécutée, comme nous l'avons vu. Quant à ses enfants, nous savons que le *fils aîné* réussit à passer en Hollande, tandis que son cadet, Jacques, resta en France, y mourut jeune; deux filles, *Isabeau* et *Suzanne*, furent mises au couvent en 1686, mais l'une d'elles émigra plus tard en Hollande, aussi bien que ses sœurs, *Anne*, femme du baron de Viçose et *Marguerite*, femme du pasteur David d'Aliès de la Tour.

(1) *Fr. prot.*, 2^e III, p. 48 et ss. — H. de France, *op. cit.*, p. 502 et ss. — E. Benoit, *op. cit.*, V. — Arch. de l'Hérault C 465. — *Bull. prot.*, 1863, p. 76; 1891, p. 89; 1908, p. 252.

(2) D'après Court (n^o 28, f^o 47) il revint à Genève en 1694. Cf. dépêche du 15 novembre 1693 à Bâville dans Ravaillon, *Archives de la Bastille*, IX, p. 181. (*Réd.*)

De Caumont (1).

Une branche de cette antique maison était établie dans le diocèse de Bas-Montauban et avait pour chef un pieux et ferme vieillard, *David de Caumont*, baron de Montbeton. Ce dernier, insensible aux promesses comme aux mauvais traitements, mais désireux de servir librement son Dieu, fut arrêté au moment de sortir du royaume et condamné aux galères, le 5 février 1687, malgré son rang et son âge ; bientôt grâcié, il ne tarda pas à être de nouveau emprisonné, puis relégué, et ne rentra guère chez lui que pour y mourir dans les bras de sa compagne dévouée, Jeanne de Martel. Nous ne savons rien sur ses filles Mmes de Sarran de la Brande et de Cazettes ; la troisième, *Marie*, rejoignit à Genève son mari, François de Jausaud, qui avait été relégué, emprisonné, et enfin expulsé. Le seul fils, *Paul*, baron de Montbeton, persécuté en 1685, se réfugia en Allemagne et mourut à Hameln en 1735. Sa femme, Marthe Dulong, et sa fille Jeanne étaient restées à Montbeton : cette dernière fut mise toute jeune au couvent, par ordre de la Cour, pour être soustraite à l'influence religieuse de sa mère et de sa grand'mère.

De Rapin (2).

Cette famille, originaire de la Maurienne, appartient au pays montalbanais, moins par sa seigneurie de Mau-

(1) *Fr. prot.*, 2^e III, 899 et ss. — H. de France, *op. cit.*, p. 152 et ss. — *Bull. prot.*, 1885, 1888, 1894, 1909. — E. Benoit, *op. cit.*, V. — Et. Cambolive, *Hist. de divers événements*, p. 124. — Gaultier de Saint-Blancard, *Hist. apolo-gétique*, p. 134.

(2) R. de Cazenove, *Rapin-Thoyras*. — H. de France, *op. cit.*, p. 439 et ss. — *Registres de notaires de Montauban*. — *Bull. prot.*, 1908, p. 253. — O. Douen, *la Révoc. à Paris*, III. — Nous ne parlons ici ni de la branche de Thoyras, toute castraise, ni de celle de Rebeau, fixée à Montauban, sur laquelle nous sommes peu fixé : nous savons seulement qu'une au moins des filles de Charles, sieur de Rebeau, fut enfermée en 1701 dans le couvent de Sainte-Claire, et qu'un Jean de Rapin (probablement un fils du même), âgé de 30 ans, fit en 1689 sa « reconnaissance » à Londres. — Marguerite de Rapin, sœur de Jean, baron de Mauvers, fut cruellement persécutée au moment de la Révocation, malgré son grand âge.

vers, située plutôt dans la région toulousaine, que par son histoire intimement liée, dès le xvi^e siècle, à celle de la cité huguenote, par ses sympathies et par le séjour de plusieurs de ses membres. — Jean de Rapin, baron de Mauvers, avait laissé en mourant (1680) une veuve âgée, Marie de Pichard, et sept enfants. Trois fils officiers émigrèrent : *Daniel*, S^r de Voiville, qui n'avait pas abjuré, devint colonel en Hollande ; *François*, S^r de Latour, et *Jean*, S^r de Lisle, qui ne purent sortir du royaume qu'en 1686, prirent du service dans l'armée anglaise et furent tués dans la guerre d'Irlande. Nous n'avons aucun renseignement précis sur les trois filles, dont l'une, Marie, était, dès janvier 1684, au couvent Sainte-Claire de Montauban. Le fils aîné, Paul, baron de Mauvers, avait épousé en 1682, sa cousine, *Cécile de Rapin-Thoyras* ; il abjura comme elle en 1685, mais resta protestant de cœur. Après son décès, survenu en 1694, ses enfants furent mis dans des couvents et dans des collèges ; sa femme elle-même fut internée deux fois dans un monastère ; elle se décida enfin, vers 1720, à émigrer en Hollande. Les persécuteurs s'en prirent même aux morts, violèrent la sépulture des Rapins et dispersèrent leurs cendres.

De Seguin de Latour (1).

La seigneurie de Reyniès, qui avait été longtemps dans la maison de Latour, si dévouée à la cause huguenote pendant toutes les guerres de religion, était passée dans celle de Seguin, originaire du Gévaudan, par le mariage, avec Jean de Seguin des Bros, de Jeanne de Latour, laquelle vivait encore, croyons-nous, en 1685. Son fils, Etienne de Seguin de Latour, marquis de Reyniès, était veuf de Claudine du Bourg de Busselly, de Montpellier, lors de la Révocation ; sa conduite antérieure paraissait devoir en faire, à ce moment-là, l'un des champions de la foi. Mais l'appât d'une pension lui fit trahir son Dieu

(1) *Fr. prot.*, 2^e III, 645. — H. de France, *op. cit.*, p. 431. — *Registres de notaires*. — Et. Cambolive, *Hist. de divers événements*.

et prêter à Boufflers et à l'intendant la notoriété de son nom et des services passés de sa maison pour convertir en masse ses compatriotes. Son fils, Etienne, époux en 1683 de Jeanne de Garrisson, se rangea facilement, lui aussi, du côté du pouvoir et des faveurs ; nous ne savons ce que devint sa sœur Charlotte, femme de Marc-Antoine de Crosat, S^{gr} de Creissel ; quant à l'autre d^{elle} de Reyniès, *Julie*, elle se réfugia à Erlangen avec son mari, Pierre Peirille, Montalbanais établi à Lyon.

De Viçose (1).

Michel de Viçose, originaire, dit-on, du Portugal, professa dès 1540 la philosophie à Montauban où il se fixa. Ses enfants occupèrent des charges importantes dans la magistrature et les finances. Au moment de la Révocation cette famille était partagée en deux branches.

BRANCHE DE LACOURT. Benjamin de Viçose († 1688), baron de Lacourt Saint-Pierre, veuf de Suzanne de Bar, accepta probablement sans trop de peine ce qu'il jugeait inévitable, et ne put pas comprendre « l'obstination » de ses enfants qui, après avoir abjuré, passèrent tous à l'étranger. L'aîné, *Guy*, baron de Lacourt, émigra en 1688 avec sa femme, *Thomase de Garrisson*, d'abord en Hollande, puis en Angleterre ; *Jean* sieur de Maleville, capitaine d'infanterie, émigra à la même époque en Hollande ; il en fut de même probablement pour son frère *Benjamin* ; *Marie*, enfermée en 1686 dans un couvent de Castelsarrazin, passa l'année suivante en Angleterre, où elle épousa M. de Saint-Fauret ; enfin *Judith* gagna aussi l'Angleterre.

BRANCHE DE GENE BRIÈRE. Jean de Viçose († 1687), baron de Genebrières (dit le baron de Viçose) se résigna, comme son frère le baron de Lacourt, à paraître catho-

(1) H. de France, *op. cit.*, p. 507, 512 et ss. — E. Benoit, *op. cit.*, V. — Arch. du Tarn-et-Gar. B 498. — *Bull. prot.*, 1908, p. 252. — *Registres de notaires*. — *Livre des reconnaissances de la Savoie*. — Nous ne savons si le baron de Viçose qui, mandé en août 1685 chez Boufflers, se défendit énergiquement contre la violence qu'on voulait lui faire, était Jean de V., baron de Genebrières, ou son fils.

lique. Sa femme, Marie de Caumont, fut sans doute raffermie par l'héroïque constance de son frère, le baron de Montbeton; en 1699 une procédure criminelle fut ouverte contre elle ou contre sa « mémoire », probablement parce qu'elle avait refusé les sacrements sur son lit de mort; c'est déjà elle, croyons-nous, qui avait été enfermée en 1686 au couvent de Sainte-Claire avec sa belle-fille *Catherine de Viçose*, laquelle se réfugia plus tard en Hollande. *François*, baron de Genebrières, seul fils de Jean, avait lui-même réussi à émigrer en avril 1686 et à se retirer en Hollande avec sa femme, Anne du Bousquet de Verlhac, laissant en France une fille en bas âge, Anne-Louise. Celle-ci fut, en 1699, mise au couvent, puis reléguée à Lavaur; elle épousa la même année le fils de son vieux tuteur, rentra sans tarder au couvent Sainte-Claire et mourut peu de temps après.

*
* *

Cette rapide revue nous a suffisamment montré l'attitude de la noblesse protestante montalbanaise pendant la période des conversions brutales; elle nous a permis de constater des chutes douloureuses, mais aussi de courageux relèvements, et, à côté de lâches trahisons, des actes d'une héroïque fermeté (1). Somme toute, cette noblesse a fait preuve à ce moment d'une piété solide et, en général, de fidélité dans la profession de sa foi. Nous n'en dirons pas autant des générations suivantes. Elevées par ordre dans les couvents et les collèges ecclésiastiques, témoins de compromis constants entre les exigences des intérêts matériels et celles de la conscience, amenées de cette manière à l'indifférence doctrinale, elles étaient, pour ainsi dire, engagées sur la pente fatale menant à la reli-

(1) Nous avons groupé dans le tableau récapitulatif suivant les renseignements épars dans les pages précédentes, et mis, en regard du nombre de membres directs de chaque famille (colonne 1), le nombre de ceux qui restèrent fidèles à leur foi ou qui se relevèrent de leur chute (col. 2), le nombre de ceux qui semblent avoir renoncé à professer extérieurement le protestan-

gion dominante : les mariages mixtes, les faveurs gouvernementales, la fréquentation presque exclusive de l'aristocratie catholique ont achevé de leur faire descendre la pente, et presque toutes ces vieilles familles huguenotes, aujourd'hui éteintes, ont fini par reprendre le joug de Rome qu'avaient secoué leurs ancêtres.

G. DUMONS.

tisme (col. 3), et 1 nombre de ceux sur la conduite desquels nous n'avons pas actuellement de renseignements (col. 4) :

Familles	col.	co 2	col. 3	col. 4
Aliès		8	1	»
Astorg	9	4	3	2
Bar-Meauzac	13	4	7	2
Bar-las Ausides.	5	2	3	»
Bar-Villemade	3	»	3	»
Bar-Camparnaud	2	2	»	»
Bousquet	8	6	1	1
Caumont	7	3	2	2
Rapin	9	4	2	3
Seguin	5	1	3	1
Viçose-Lacourt	7	6	1	»
Viçose-Genebrières	5	4	1	»
	82	44	27	11

Ainsi, des faits précis nous montrent que *plus de la moitié* des membres des familles seigneuriales montalbanaises ont su souffrir pour conserver ou reconquérir le précieux dépôt de la foi ; cette proportion serait sans doute plus forte encore si nous étions mieux documentés sur la conduite de chacun de ces membres. Et quant à ceux qui nous semblent avoir été définitivement vaincus, combien parmi eux attendirent vainement une occasion favorable pour franchir la frontière, combien restèrent en France par devoir conjugal, paternel ou filial, et sont dignes de notre respect comme de notre pitié?

Documents

PIERRE ALEXANDRE. — SA VEUVE

Les bibliophiles connaissent l'existence d'un petit volume fort rare, sur lequel feu M. O. Douen a appelé l'attention (1) et qui est intitulé :

Psalmes de David, Translatez de plusieurs Autheurs, et principalement de Cl. Marot. Veu, reongneu et corrigé par les théologiens, nommeement par nostre M. F. Pierre Alexandre, Concionateur ordinaire de la Royne de Hongrie. Lan M.D.XLI. Cum gratia et privilegio.

Né sans doute à Bruxelles, puis moine carmélite à Arras, Pierre Alexandre devint, par la suite, professeur en théologie à Heidelberg, à partir de 1547 un des collaborateurs de Cranmer à Londres, dans l'organisation de la Réforme anglicane, puis pasteur à Strasbourg et derechef à Londres où il mourut en 1562. Comme la plupart des ouvriers de la première heure, celui-ci n'est guère connu que par les dissensions qui éclatèrent à son sujet dans les Églises que les questions de doctrine et de discipline déchirèrent de très bonne heure. Ce que nous savons sur lui se trouve dans la brochure de notre collègue R. Reuss, *Notes pour servir à l'histoire de l'Église française de Strasbourg*, 1880, et dans l'ouvrage de notre ancien président, M. F. de Schickler, sur les *Églises du Refuge en Angleterre*.

Notre collaborateur M. Pandin de Lussaudière nous a envoyé la courte note qui suit, et qui nous apprend que Pierre Alexandre avait épousé (nous ne savons où ni quand) *Renée de la Fourest* fille de feu noble homme Jehan

(1) Dans son *Clément Marot et le Psautier huguenot*.

de La Fourest écuyer s^r du Borp-Poteau, paroisse de la Merlatière en Bas-Poitou (Vendée) et de Dlle Jehanne de Précilly. Quelques-uns de ces noms étant accompagnés de points d'interrogation, nous espérons que d'autres chercheurs pourront nous aider à les préciser.

N. W.

« Contrat de mariage passé à La Rochelle, de M^e Germain Chauveton, ministre de la parole de Dieu, natif de La Châtre, fils de M^e Urbain Chauveton licencié ès droits, et de Marie Coladeau demeurant à La Châtre, — et de dlle Renée de La Fourest veuve de « feu M^e *Pierre Alexandre en son vivant ministre de la parole de Dieu en l'église françoise de Londres en Angleterre* », fille de feu noble homme Jehan de La Fourest, écuyer, s^r du Borp-Poteau (?), paroisse de la Merlatière en Bas-Poitou (Vendée) et de dlle Jehanne de Précilly (?).

« Devant Guérineau notaire à La Rochelle le *11 mai 1564*, présents : Noël Magnen et Odet de Nort ministres de La Rochelle; de M^e Pierre Bouchet et Jehan de La Haize licenciés ès droits avocats au présidial, M^e François de Pize médecin ordinaire de La Rochelle, Jehan Blandin le jeune pair et bourgeois; Jehan Girard marchand et bourgeois, Hugues Méard, Alexandre Ollivier marchands et bourgeois. »

[Bibliothèque de La Rochelle, registre des insinuations du gouvernement de La Rochelle, manuscrit n° 255, p. 272.]

NICOLAS DORTOMAN MÉDECIN DE HENRI IV

Nicolas Dortoman, l'un des médecins les plus réputés en France à la fin du xvi^e siècle, fut professeur à la Faculté de Médecine de Montpellier. Comme tel, et aussi comme étudiant, puisque c'est également à Montpellier qu'il prit ses grades, il a laissé quelques traces dans les archives de la Faculté (1). Elles sont d'autant plus intéressantes à signaler dans ce *Bulletin* que Dortoman, protestant lui-même, donna ses soins, dès 1584, à un autre protestant de marque, le futur Henri IV, alors roi de Navarre.

Nous rencontrons d'abord une indication sur ses origines dans la mention où se trouve relevée sa réception au grade de bachelier (2). On l'y nomme : « Dortoman Nicolas, Germanus ». Cette qualité de *Germanus* est bien vague. Mais, un feuillet plus loin, voici une précision : il est dit cette fois « ducatus Gueldriaë » (3). C'est le 27 novembre 1571 qu'il était devenu bachelier. Quelques mois plus tard, le 19 avril 1572, l'Université lui délivrait ses parchemins de docteur.

A la date du 23 décembre 1573 (4) nous le retrouvons attaché déjà au personnel enseignant de la Faculté. Un « adjournement à Tolose de M^e Blasin contre les lecteurs du Roy » montre d'ailleurs qu'il ne fait que débiter dans ses nouvelles fonctions. Ajoutons que ce même document le qualifie très explicitement de réformé. Voici dans quels termes Dortoman s'y trouve mentionné :

Nicolas Dortoman que n'est docteur que depuis un an et n'a jamais leu ny esté ordinere que depuis la feste de Saint Luc dernier qu'il, estant chassé avec sa famille de la ville de Castres

(1) M. J. Calmette, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, qui a classé ces archives et en publiera prochainement l'inventaire, nous a fourni des renseignements dont nous tenons à le remercier ici.

(2) Archives de la Fac. de Méd. de Montpellier, S 6, f^o 15^v.

(3) *Ibid.*, f^o 16 v^o.

(4) *Ibid.*, D 7.

pour raison de la religion prétendue réformée de laquelle il est, se seroit retiré audict Montpellier.

Enfin, le registre S 8, au folio 135, nous a conservé en copie le texte d'une lettre très intéressante, et d'ailleurs inédite, du roi de Navarre à la Faculté de Montpellier. On y voit dans quelle estime il tenait son médecin, ou, comme il dit, son « conseiller » :

MESSIEURS, je mande au sr Orthoman, mon conseiller, médecin ordinaire et docteur régent en vostre Université, de me venir trouver pour le secours et soulagement que j'attends de sa personne en la descente d'ung rheume dont je suis assailly. Il a acquis beaucoup de cognoissance de ma temperature. J'ai prins une grande confiance et opinion de ses advis, et partant, je vous prie trouver bon qu'il se rende pour quelque temps près de moy qui vous sentiray beaucoup de gré que ce soit avec vostre permission et consentement. Et, sur ce, je prieray Dieu vous avoir, Messieurs, en sa sainte garde. De Sainte Foy, le xiii^e jour de decembre 1584. (Au dessoubz de la ladite letre :) Vostre milleur amy, HENRY. (Au dessus :) A Messieurs les chancelier, doyen, docteurs et professeurs en la Faculté de Medecine en l'Université de Montpellier.

Le même registre nous apprend que la Faculté, tout en se déclarant très sensible au témoignage de confiance qu'elle recevait en la personne de Dortoman, se vit contrainte de refuser un congé à celui-ci : une des quatre régences était vacante et, si Dortoman était parti, il ne fût resté à Montpellier que deux professeurs. Elle rappela en outre au roi de Navarre que son médecin venait de passer sept mois auprès de lui.

HENRI DROUOT.

UN DESSEIN DES PASTEURS EXILÉS EN HOLLANDE

après la Révocation de l'Édit de Nantes

Si l'on se reporte aux jours où Élie Benoît se vit contraint de prendre la défense des pasteurs exilés « à cause de la persécution de France », il n'est pas difficile de comprendre la tristesse qu'il éprouvait. Sans doute il ne lui convenait pas de confondre les calomnies du clergé catholique, reprochant aux pasteurs d'avoir abandonné leurs troupeaux, il lui suffisait de rappeler ce que disait saint Athanase des persécuteurs ariens : « Il leur semble que c'est leur faire injure que d'échapper à leur fureur. » Mais il devait élever sa ferme protestation contre certains protestants qui ne craignaient pas de porter les jugements les plus sévères sur les infortunés pasteurs qui, placés entre l'apostasie, les galères ou l'exil, avaient quitté la France.

Du jour où les Réformés n'inspirèrent plus de craintes leur perte fut résolue. La longue guerre procédurière qui, année après année, ruina l'édit de Nantes devait, avec l'aide des dragonnades, aboutir à la Révocation. Nul ne pouvait, avec plus d'autorité que le futur historien de l'édit de Nantes, préciser la marche des événements qui avaient amené la violation du plus solennel des édits du royaume.

Il faut relire les pages d'une vérité si douloureuse où se trouve retracée la persécution dirigée contre les pasteurs. E. Benoît disait vrai : « Les accuser c'était les convaincre » (1). Jamais, en aucun temps, on ne vit passion plus violente. Au déshonneur de son nom, Daulède, premier président du parlement du Guienne, avait écrit à Chateauneuf après la condamnation du pasteur Vergniol aux galères à perpétuité : « Je dois vous dire que la preuve

(1) *Histoire et apologie de la retraite des pasteurs à cause de la persécution de France*. Francfort, 1687.

était délicate et même défectueuse dans le chef principal et que néanmoins le zèle des juges est allé au delà de la règle pour faire un exemple. »

Que d'exemples aussi indignes pourraient être relevés. « Tout le soin des juges, écrit Benoît, ne tendoit qu'à trouver le moyen de condamner ces misérables objets d'une haine injuste sur des dépositions dont les auteurs méritoient le gibet ou les galères ». Le clergé ne pouvait montrer à quel point il redoutait les pasteurs, qu'en sollicitant du pouvoir royal, mesures sur mesures, persécutions sur persécutions destinées à leur rendre la vie si odieuse que d'eux-mêmes ils se résigneraient à l'exil. Mais, attachés à leurs Églises ils ne pouvaient se résoudre à s'en séparer s'ils n'y étaient forcés.

Jamais la cruauté froide ne s'exerça avec pareille impudeur. Dans l'indigne espérance de voir apostasier les pasteurs, défense leur fut faite de mener avec eux leurs enfants âgés de plus de sept ans : « On ne croyait pas, écrit Benoît, que des pères qui ne s'étaient pas attendus à cette cruauté, pussent tout d'un coup se résoudre à laisser leurs enfants, sans savoir à qui les recommander. On ne doutoit point que la plupart des pasteurs, vaincus par les tendres affections de la nature ou par les cris et le désespoir des mères encore, ce semble, plus sensibles à la perte de leurs enfants, n'aimassent mieux abandonner leur religion que cette chère partie d'eux-mêmes. »

Il faut entendre le cri de suprême douleur du père infortuné pour comprendre la protestation sublime du pasteur contre l'odieuse accusation de ceux qui prétendent contester la grandeur du sacrifice accompli. Rien de plus émouvant n'a été écrit sur la cruauté de la persécution cléricale, car, ironie odieuse, des prêtres, pour sauvegarder, disaient-ils, la liberté de conscience des enfants, avaient obtenu la Déclaration du roi du 17 juin 1681, ordonnant « qu'il fut loisible à nos sujets de la R. P. R. tant mâles que femelles, ayant atteint l'âge de sept ans, d'embrasser la religion catholique, apostolique et romaine ». En vertu de cette Déclaration, les pasteurs durent se

séparer de leurs enfants et, au mépris de tous les droits de la nature, les rendre orphelins.

Que ceux qui n'ont point senti les atteintes d'une semblable douleur, écrit Benoît, jugent, s'ils peuvent, de sa violence; qu'ils recueillent tous les efforts de leur imagination pour comprendre la profondeur et la cruauté de cette blessure, d'autant plus douloureuse que le coup n'en avait pas été prévu, qu'ils se remettent dans la pensée les cris des enfants, les larmes des mères. C'était là une plaie que la raison aigrissait au lieu de la guérir, un mal que le temps devait envenimer au lieu de l'adoucir, une perte dont la charité de leurs frères ne pouvoit les récompenser, un bien que la compassion des étrangers ne pouvoit leur rendre. Comment voir la bénédiction de Dieu prête à se retirer de leurs familles? Les pères fidèles et les enfants idolâtres, les pères hors de danger et les enfants dans la fournaise. Il fallait néanmoins ou périr avec eux inutilement, sans les secourir, ou demeurer avec eux idolâtres et hypocrites, il n'y avoit dans cette extrémité ni milieu, ni ressource, ni espérance, ni temps de délibérer.

L'esprit n'avoit devant les yeux que la force de la douleur et la nécessité du devoir et cette voix céleste retentissait au fond du cœur de ces personnes désespérées: si quelqu'un aime ses enfants plus que Jésus-Christ, il n'est pas digne de Jésus-Christ.

C'était l'ouvrage d'une grande foi que de sortir de ce cruel embarras et pour vaincre toutes les oppositions, toutes les infirmités, toutes les tendresses de la nature, il fallait la même victoire qui a été capable de vaincre le monde. Cependant ces frères si douloureusement frappés n'ont pas laissé de demeurer fermes et Dieu leur a fait la grâce de résister à cette mortelle atteinte dont les persécuteurs avoient cru qu'ils ne pourroient soutenir la violence. Ainsi vainqueurs d'eux-mêmes et de leurs plus tendres désirs, vainqueurs de la plus forte, la plus légitime, la plus naturelle de toutes les affections, ils ont sacrifié à Dieu tout ce qu'ils aimaient, tout ce qui pouvoit faire leur joie et leur consolation sur la terre, capables sans doute de renoncer à la vie de leur bon gré si Dieu les avoit appelés à la perdre pour sa gloire puisque quand il l'a voulu, pour leur épreuve ils ont renoncé à ce qui leur étoit plus cher que la vie (1).

Qui mieux que le fidèle pasteur pouvoit faire revivre le déchirement de cette mortelle séparation, car pendant qu'il écrivoit cette page baignée de ses larmes, sa pensée

(1) *Apologie*, p. 108.

douloureuse allait chercher ses pauvres enfants qu'il avait dû abandonner à Alençon.

Combien il avait raison de dire : « De toutes les rigueurs de la persécution il ne leur a manqué rien que la mort. »

Sans doute, E. Benoît savait qu'il y avait « de lâches déserteurs » et il ne leur ménageait pas les paroles de sévérité, s'étonnant moins « de la chute de ces âmes basses que s'affligeant qu'on eût admis dans le ministère des gens d'un si honteux caractère ».

Mais leur nombre avait été petit en comparaison de celui des pasteurs qui avaient répété la parole apostolique : « Voici, nous avons tout quitté et nous t'avons suivi. » Quelle tristesse d'avoir à se défendre après avoir tant souffert ! Il avait accumulé preuves sur preuves pour la justification de la conduite des pasteurs et cependant, alors qu'il eût été en son pouvoir de confondre à jamais les adversaires, il s'était condamné volontairement au silence.

« Des gens sages, écrivait-il dans la préface de son livre, ont cru qu'il y avait des choses sur lesquelles la prudence ne permet pas de dire tout ce que l'on sait. » Il suffisait, en effet, de parler pour réduire à néant les accusations, mais, en même temps, c'était compromettre une grande œuvre.

Les siècles ont passé et nous pouvons aujourd'hui révéler, à la gloire des pasteurs de l'exil, ce qu'ils avaient fait et ce qu'ils avaient voulu faire. Un homme s'est rencontré, infâme entre les infâmes, qui, misérable Judas, vendit au comte d'Avaux, ambassadeur de France en Hollande, les secrets des réfugiés. Soudard, assassin, faisant figure de dévot, il capta la confiance des exilés et trois années durant, sans trêve ni relâche, les trahit. Assoiffé d'argent, et ne pouvant espérer les écus du roi qu'en disant vrai, sa correspondance est la vérité même, car trompant ou se trompant, il eût été jeté à la rue.

Il est juste que cette œuvre de ténèbres et d'infamie, après avoir fait tant de victimes, rende une éclatante justice aux pasteurs exilés.

Voici la lettre que le bandit, de son nom Pierre-Louis de Pons, seigneur de Tillières et Desforges en Angoumois, écrivait de Haarlem, le 22 décembre 1685, deux mois jour pour jour après la Révocation, au comte d'Avaux.

Les ministres et les anciens tiennent le Synode chez moi. Voicy un article qui a esté arresté entr'eux, scavoir qu'immédiatement après l'hyver, plusieurs doivent aller en France pour à cette fin, disent-ils, de relever ceux qui sont tombez et de soutenir ceux qui pourraient tomber et animer le tout à se remettre dans l'estat où ils estoient et leur présenter une porte pour sortir. Voicy comment ils ont entrepris, que les ministres qui iront ne seront point habillés de noir mais en paysans, que ceux qui estoient en Picardie iront en Poitou ou en d'autres provinces et que ceux des provinces de Poitou, Saintonge, Angoumois iront ailleurs.

Comme cela chacun abandonnera sa province pour aller dans une autre où il ne sera point connu. Ils ont desja escrit à plusieurs gentilshommes et à d'autres leurs principaux amis, scavoir les ministres qui ont quitté la Picardie écrivent à leurs amis : un tel ministre d'une telle province ira chez vous et moy j'irai dans sa province. Ainsy ils changent les uns les autres. Ils ne doivent demeurer en chaque lieu que quatre ou cinq ou six mois au plus. En chacune province il y en aura deux auxquels les autres rendront compte de ce qui se passera. Onze ministres ont escrit chez moy pendant quatre jours et sont partis hier pour faire la cène à Rotterdam et ailleurs.

D'autres avec eux se doivent rassembler la semaine prochaine encore icy, je les y dois attendre.

Ils m'ont dit que bien des gens de qualité leur ont dit, en partant de France, de prendre cette résolution et se sont escrit les uns aux autres que mesme l'été ils s'attrouperont dans quelque bois. Je scauray les ministres qui partiront, là où ils iront et chez qui ils s'adresseront et le temps qu'ils se mettront en chemin. Ils m'ont promis de me dire à leur retour des bonnes nouvelles (1).

Cinq jours plus tard, le 27 décembre, il écrit encore :

Le nombre des ministres qui doivent aller en France se monte à cent et dix. Il y en aura dans des provinces huit, dans d'autres six et en chacune province deux par dessus les autres. Huit ou

(1) *Archives des Affaires étrangères. Hollande.* 145.

dix gentilshommes bien distingués dans lesquels il y a quelques officiers se doivent venir aboucher avec les plus apparents de ses ministres. Ils auraient choisi Mons ou Bruxelles mais on croit que ce sera dans ces quartiers cy. Cela estant je saurai qui c'est, je les verrai et les traiterai chez moi.

Si important parut le renseignement donné qu'en marge, au crayon, se lisent ces mots significatif : « *Luy donner dès à présent 50 pistoles.* »

Tel était le secret que, dans sa défense des pasteurs accusés d'être des mercenaires, E. Benoît ne pouvait et ne devait révéler. Comment aurait-il pu se douter que la Cour de France n'ignorait rien de l'héroïque dessein de ces pasteurs qui, au péril de leur vie, voulaient aller au secours de ceux qu'ils avaient si longtemps édifiés.

Il connaissait cependant ce misérable, car celui-ci écrivait au comte d'Avaux : « Je passay hier la journée avec M. Benoit autrefois ministre d'Alençon. Il me dit qu'il était arrivé en plusieurs fois environ trente-cinq ou quarante personnes de ce lieu là, mais qu'il était seur qu'il y en restera peu, d'autant plus que les passages ne sont pas gardés comme ils ont esté. »

Si confiant était le pauvre pasteur qu'il faisait le misérable confident de ses angoisses paternelles : « M. Benoist, ajoute Tillières, dit qu'il attendoit des nouvelles de France, parce qu'il a deux filles dans un couvent et qu'il veut faire venir, ce qui serait déjà fait sans la crainte que l'aisnée de ces deux filles a eu d'estre arrestée par les chemins. Il dit que cette entreprise lui a desja couté bien de l'argent et qu'il en attend la fin » (1).

De la criminelle correspondance de ce félon, je détache quelques passages qui le montreront à l'œuvre :

12 mai 1686.

Il y a six ministres à Paris, j'ai espoir de sçavoir les noms que les ministres portent pour les surprendre, je suis icy pour cela.

(1) *Archives des Affaires étrangères, Hollande.* 153.

24 mai 1686.

Les ministres se déguisent en maçons⁽¹⁾ portant du plâtre dans de petites inventions de bois, les autres en charpentiers. Il y en a surtout, un jeune, qui se déguise en fille, enfin ils se déguisent de toute manière et changent de nom à mesure qu'ils changent de place. Ce qui fait qu'il sera bien difficile de vous marquer un endroit pour les faire surprendre. On peut pourtant les attraper si ce n'est en huit jours, ce peut être en quinze. La patience et l'adresse font réussir tout.

15 juin 1686.

Le ministre Pibeu m'a dit que son fils preschoit il y a quinze jours dans la rue Neuve-Saint-Louis, au marais du Temple, que quoi qu'il change souvent, il croit qu'il y est encore. Si l'on prend celui-là, il sera aisé de découvrir les autres.

21 juin 1686.

Il est parti six ministres de ce pays-ci pour France, fort bien déguisés à la sollicitation du ministre Jurieu. C'est ce que j'appris hier; un peu de patience pour toutes choses, c'est ce que je vous demande.

2 juillet 1686.

Deux ministres sont partis fraîchement, l'un pour Metz, l'autre pour Sezanne en Brie, nous travaillons à scavoir leur adresse.

26 juillet 1686.

Les réformés s'assemblent dans la rue Saint-Honoré, pas loin de la Triperie. Il y a un ministre nouvellement arrivé à Paris. Un proposant et un ministre sont arrivés de la même ville qui m'en ont assuré. Ce ministre, nouveau arrivé pour avoir esté connu s'est retiré, il a presché une fois au Grand-Cerf, rue Saint-Jacques.

9 août 1686.

Deux ministres sont partis freschement pour France. Un autre ministre nommé Carneli⁽²⁾ m'assura hier que l'un estoit à Saint-

(1) ...« On a donné avis au roi qu'on fait des assemblées, qu'il y a deux ministres à Paris qui se déguisent et qui se travestissent en maçons, et que c'est dans des lieux divers où les assemblées se font, et qu'on ne retourne pas deux fois au même lieu ». (La Reynie, en marge d'une lettre du commissaire Delamare du 3 juin 1686. — Fr. Ravaisson, *Archives de la Bastille*, VIII, 416 — O. Douen, *Les premiers past. du désert*, I. 129.)

(2) Joseph Carnéli, ancien pasteur de Veynes en Dauphiné.

De Briès doit être le même que Samuel de Brais, ancien past. à Alençon, réfugié à Haarlem.

Quentin, que s'il avait bien retenu le nom de la maison où il est demeuré malade, il me l'aurait nommé, mais qu'il ne croyait pas qu'il resta là.

16 août 1686.

Le ministre qui doit avoir demeuré malade à Saint-Quentin se nomme De Briès. C'est Monsieur Janiçon cy-devant ministre à Blois qui l'a choisi pour aller à Blois.

10 octobre 1686.

Un nommé Augé (1), cy-devant, ministre de Châtillon en Champagne et qui a changé de religion est à Paris, il se tient caché et veut se sauver.

15 novembre 1686.

Si vous voulez attraper un ministre à Paris, faites suivre la famille de M. Meusnier et la sœur de M. Du Breuil qui est chez M. Beck, vous le trouverez puisqu'ils le vont entendre avec beaucoup d'autre monde.

24 décembre 1686.

Le sieur Broquère (2), ancien ministre à Bellocq, dans le Béarn, et tout son troupeau ont pris la résolution de sortir.

31 décembre 1686.

Le fils du sieur Du Vivier cy-devant ministre à Metz, a été conduit ici. Le jeune garçon a apporté à son père des assurances de tout son troupeau, qu'il n'en restera pas vingt personnes, que tout se sauvera à quelque prix que ce soit. Il a aussi apporté des lettres de ceux de Courseulles qui écrivent à leur ministre (3) qui est à Utrecht, ils l'assurent de la même chose.

28 juin 1687.

Je vois une infinité de lettres qui marquent que tout le monde se prépare à sortir et qu'ils veulent risquer leur vie et leur bien pour cela. Je scay de bonne part que ce qui leur donne le plus de résolution sont les escrits du sieur Jurieu qu'on envoie en France (4).

(1) Pierre Augier, past. à Châlons-sur-Marne, ayant abjuré à Charleville (octob. 1685) parce qu'on lui refusa d'emmener avec lui sa femme et ses quatre enfants. — Sorti de France à la fin de 1686 et mort past. à Halle en 1701.

(2) Jean Destremau, sr de la Broquère, ayant abjuré. — Ne passa en Hollande qu'en 1687 et fut rétabli l'année suivante dans le ministère.

(3) Jean Jeunet.

(4) *Archives, op. cit.*, vol. 146, 147, 149.

18 novembre 1687.

Je vis hier une lettre venue d'Angleterre à un ministre d'icy. C'est un proposant qui escrit en ces termes : « Nostre amy Chébrot (1), fils d'un défunt ministre de Thouars, fait des merveilles, il m'écrit cependant qu'il sera bientôt icy, il ajoute que le dernier ministre (2) qui a esté à Thouars et qui a signé, sortira sans faute du Royaume. »

29 novembre 1687.

Il y a à Paris un ministre qui a signé et qui presche depuis plus d'un an à la faveur de son certificat d'abjuration qu'il a toujours dans sa poche. On le nomme ordinairement M. La Faye.

Combien nombreux furent les pasteurs qui, victimes de cette trahison infâme, allèrent mourir dans les prisons, arrêtés souvent dès qu'ils étaient rentrés en France. Il suffit de relire le beau livre de M. Douen et celui de M. Bost, sur les *Premiers pasteurs du Désert*, pour s'en convaincre. Mais quel hommage ne doit pas être rendu à ces fidèles pasteurs, qui du jour, où, sur la terre d'exil, ils purent concerter une action commune, décidèrent de retourner dans leur patrie pour y maintenir la foi persécutée, marchant au-devant du plus terrible supplice, l'internement perpétuel dans les bastilles royales ; qui donc ne sait que plusieurs d'entre eux ne purent résister et tombèrent dans la folie?...

Il est vrai que des pasteurs abjurèrent, et lâches et indignes furent ceux qui acceptèrent les pensions cléricales ; mais ceux qui signèrent ne pouvant abandonner leurs pauvres enfants ou résister aux dragonnades sont-ils donc si coupables ? Nous devons confesser Dieu devant les hommes, mais non pas devant des brutes comme l'étaient les dragons de Louis XIV. « Les fureurs qu'on exerce en France, écrivait l'illustre Claude, sont d'une telle nature que l'humanité n'est point capable d'y résister. » Malgré ces défections et ces abandons il n'en reste pas moins vrai que l'héroïsme des pasteurs, en ces temps

(1) Il faut lire Chabrol fils de Jean Ch. past. à Thouars.

(2) Jean de Brissac, s^r des Loges.

d'affreuse misère, reste à l'éternel honneur des Eglises réformées de France. Pour prétendre le contraire il faudrait soutenir que l'infâme trahison d'un Judas et le lâche reniement de Pierre, tremblant devant une servante, ont déshonoré à jamais le collègue apostolique.

FRANK PUAUX.

UN AVEUGLE HÉROIQUE

En 1685 vivait à une lieue de Fleurance Elisée d'Esparbès, sieur de Cardenau, qui, après avoir servi dans les armées du roi comme capitaine de cavalerie, s'était retiré dans sa modeste gentilhommière. Depuis quelques années il ne pouvait plus, comme autrefois, surveiller ses métayers ou chasser le lièvre dans les guérets gascons, coupés de haies de pruneliers et de bois taillis. Bien qu'il eût passé la soixantaine, il était pourtant toujours droit et vert; mais il était devenu aveugle et maintenant, pour parcourir son petit domaine, il était obligé d'avoir recours au bras de sa femme, Mlle de Brail, plus jeune que lui de douze ans. Cette dernière, n'ayant pas d'enfants, s'était toute consacrée à son mari et n'avait d'autre distraction que les visites de parents ou d'amis, dont plusieurs, originaires comme elle du Lauragais, habitaient l'Armagnac ou le Fezensaguet : parmi eux se trouvaient son frère Gaspard de Brail, ses nièces de Roquevidal, et Mmes d'Augé et de Saussens.

Cette paisible existence fut soudain troublée par la tourmente. Le roi, poussé par le clergé, voulait réaliser enfin la grande pensée de son règne, l'unité religieuse, et les dragonnades, qui avaient fait merveille dans le Poitou, paraissaient le meilleur moyen de réduire les huguenots obstinés. Béarn, Périgord, Agenais, Gascogne, Quercy,

Rouergue, Haut et Bas-Languedoc furent tour à tour visités par la mission bottée : mieux que les arguments des ecclésiastiques, la peur de la soldatesque opérait des miracles, dont la piété de la Cour reportait tout l'honneur à Dieu seul. Les lumières supra-terrestres daignaient illuminer ainsi les bourgs les plus humbles, les campagnes les plus reculées. Fleurance ne fut pas oubliée et se déclara bientôt suffisamment éclairée. Seuls M. et Mme de Cardenau préférèrent rester dans les ténèbres de la R. P. R. D'abord épargnés par les gens de guerre, ils eurent l'impudence de ne pas « profiter des soins que Sa Majesté se donnait pour la conversion de ses sujets », et parurent aux yeux de M. le curé de Fleurance rechercher la « gloire imaginaire d'être des derniers à prendre le bon parti ». Mais l'intendant de Montauban avait trop à cœur le bonheur éternel de ses administrés pour tolérer plus longtemps cet endurcissement inexplicable : aussi se décida-t-il à les contraindre d'entrer dans la sainte Église catholique, la seule où ils pussent faire leur salut.

En vertu de ses instructions, douze cavaliers de Kœnigsmarck se présentent en janvier 1686 chez M. de Cardenau et n'épargnent aucune peine pour remplir les charitables intentions de Sa Majesté et de Mgr l'intendant : ils consomment en peu de jours toutes les provisions, ils brisent les meubles, ils vendent les bestiaux, ils coupent les bois, ils abattent même la maison d'habitation.

Peut-être cependant notre gentilhomme en impose-t-il par son âge et par son infirmité à ces soudards impitoyables, qui semblent ne pas l'avoir maltraité dans sa personne, sinon dans ses biens, et l'avoir plutôt chassé de sa demeure. Toujours est-il qu'il réussit à se rendre dans une petite propriété de sa femme, à Roquevidal. Il voudrait bien y séjourner, mais il ne s'y sent guère en sûreté, car on recherche précisément dans les environs M. et Mme de Moulens qui viennent de quitter leur château, aux quatre hautes tours, pour essayer de sortir du royaume. Il imite leur exemple, et, au bout d'une quinzaine de jours, il

gagne Nîmes, sous prétexte de se faire opérer de la cataracte. Mais il se rend compte que l'émigration est trop difficile, que les passages sont trop bien gardés, et il se décide à revenir sur ses pas. Toujours conduit par son Antigone et vivant d'aumônes, il passe par Lunel, Montpellier, Béziers, Saint-Chinian, Labastide, puis il erre quelques jours dans la montagne d'Anglés, demandant l'hospitalité à M. d'Olivet, à M. de Bourguet ou à M. de Montségou ; redescendant ensuite sur Caucalières, il est hébergé chez la dame du lieu qui lui donne des chevaux et le fait accompagner jusqu'à Castres, où il descend le 4 mai au logis de Saint-Jean.

Là il apprend que les soldats occupent toujours son domaine ; il hésite sur le parti à prendre et, en attendant, pour passer inaperçu, il évite de sortir de l'hôtellerie. Mais la police de M. le lieutenant criminel, M^e Mathieu Barbara, est bien faite, et, le 7, M. et Mme de Cardenau sont arrêtés et conduits dans les prisons de la Tour Caudière, pour être interrogés dès le lendemain par le zélé magistrat. Ce dernier les soupçonne de n'avoir quitté leur maison que « pour rester dans les erreurs où ils sont et s'empêcher de faire leur salut en profitant des éclaircissements que leur pouvaient donner les missions qui se font dans leur pays par ordre du Roi ». Mais il ne peut pas plus les convaincre de ce crime que de celui d'avoir voulu sortir du royaume. Néanmoins, devant l'obstination de M. de Cardenau à ne pas embrasser la religion du Roi, et l'impossibilité de le séparer de sa femme qui, plus faible, se laisserait convaincre si son mari lui donnait l'exemple, il les garde prisonniers.

Malgré les rigueurs de la réclusion, les efforts des convertisseurs auprès de M. de Cardenau sont vains, car ce dernier sait en quoi il a cru. Au bout de neuf mois, réclamé par l'intendant de Montauban, il est conduit dans cette ville, puis est enfermé dans les cachots de Gourdon. Le 31 juillet 1687, il est mené à la citadelle de Montpellier, en même temps que MM. Laresseguerie et de Péchels : on veut sans doute l'embarquer, comme eux, pour l'Amérique.

Mais on finit par décider que la prison est un châtement suffisant pour ce vieillard infirme qui lasse ses persécuteurs.

Enfin M. de Cardenau et sa fidèle compagne sont expulsés en 1688, en même temps que les autres « confesseurs » emprisonnés, et sont conduits à Genève.

Dès lors commença pour eux une nouvelle odyssée qui les mena, entre autres, à Yverdon et à St-Gall (en 1689); elle se termina à Utrecht, semble-t-il, vers le commencement de 1693, par la mort de l'héroïque aveugle, qui avait « tout quitté pour le service de Dieu », et avait tenu ferme jusqu'au bout parce qu'il voyait Celui qui, pour ses bourreaux, était invisible (1).

Audition d'Élisée d'Esparbès, s^r de Cardenau, et de sa femme.

I

Audition faite devant nous, Mathieu Barbara, con^{er} du Roy, lieutenant criminel au sénéchal de la ville et comté de Castres.

Du huitième may mil six cens quatre vingt six dans les prisons de la Tourcaudière.

Noble Elizée Desparbès, sieur de Cardenau, hant de la juridion de Fleurance en Gascogne, séné d'Auch, aagé comme a dit de soixante deux ans, faisant proffession de la religion préthendue refformée, ouy et examiné moyenant seremant par luy presté la main levée à Dieu, a promis et juré dire vérité.

Interrogé pourquoy et despuis quand il est détenu dans ces présantes prisons,

A répondu qu'il y a environ quatre mois que, luy ayant esté donné un logemant de douze cavalliers du régimant de Konismark, et faisant beaucoup de deserte chés luy, vendu ses bestiaux, coupé ses bois, et abattu sa maôn, il quita avec la damoyselle Anne de Brail sa femme et vint en ce pays à un petit bien que sa

(1) D'après Arch. du Tarn, B 241; Arch. Nat., TT 247, 253, 322; Arch. de l'Hér., C 298; *Fr. prot.* 2^e, VI, 96; E. Benoit, *Hist. de l'Ed. de N.*, V; *Mém. de Sam. de Péchels*; J. Chavannes, *les Réf. fr. dans le pays de Vaud*, p. 76; *Bull. prot.*, 1888, p. 470; 1908, p. 140.—Élisée d'Esparbès s^r de Cardenau était l'un des onze enfants de Moïse, s^r de Cardenau, vice-sénéchal d'Armagnac, et de Paule de Bridiers de Villemor.—Sa femme, Anne de Brail, était fille de Jean, s^r de Roquevidal, et cousine germaine de Jean de Brail, s^r de Moulens (voir *Bull. prot.*, 1909, p. 421).

femme possède dans le consulat de Roquevidal, diocèse de Lavaur, où il resta environ quinze jours; du de là il s'en alla au bas Languedoc, ayant esté à Béziers, Montpellier, Lunel, Nismes et autres villes où il cherchoit un maistre abille pour abatre les catarattes dont il est affligé depuis six ans, ayant subscisté pendant led. temps presque toujours par charittés. Et le jour d'hier sur les neuf heures de la nuit estant dans le logis de St Jean de cette ville avec sad. femme, ils feurent arrestés et conduits dans ces prisons.

Interrogé combien de temps il a resté dans ce pays-là,

A répondu qu'il y a resté environ trois mois.

Interrogé depuis quand il est dans ce pays et depuis quand il est arrivé en cette ville,

A répondu qu'il n'est en cette ville que depuis samedi dernier, et que depuis il a resté aux environs, ayant couché chés le sieur de Monségou et chés le sr de Caucalières, et chés le sieur de Bourguet à Lassoux, terre de Marniès, n'ayant couché qu'une nuit tant sulement chés chacun d'eux, ayant passé les autres jours à St-Ginian, à la Bastide ou au lieu d'Anglès chés le sr Doli-bet hant dud. lieu (1).

Interrogé d'où est-ce qu'il venoit quand il est arrivé en cette ville et par quelle voiture il y est venu,

A répondu q'l venoit du lieu de Caucalières, et que la dame dud. lieu luy fist prester des chevaux, pour venir en cette ville, et luy bailla un laquay pour les mener à mesme temps.

Interrogé quy luy a indiqué le logis où il a esté capturé,

A répondu qu'alant au bas Languedoc, il passa chés led. sieur de Caucalières où il coucha et y trouva le maistre et la maistresse dud. logis avec lesquels ayant fait cog^{ce}, il est venu en droiture chés eux.

Interrogé sy cest hoste et cette hostesse n'avoit cog^{ce} q'l faisoit profession de la R. P. R.,

A répondu que, partant de chés luy, il dit dans sa route qu'il estoit catholique, mais revenant il a advoué sa religion, parce q'l luy a esté dit qu'on avoit publié un ordre du Roy par leq'l il estoit porté que tous les fugitifs devoit revenir dans leurs biens dans quinzaine, n'estant, luy quy répond et la damoysselle sa femme, en marche que pour profiter de cette grâce et retourner chés eux.

Interrogé pourquoy il reste dans cette religion q'l sçait n'estre plus tollérée en France et ne se mest il en estat de proffiter des soins que Sa Majesté se donne pour la conversion de ses sujets,

(1) Pierre d'Huc Sr de Monségou ép. en 1684 de Marguerite de Caucalières. — Jⁿ J. de Piis, b^{on} de Caucalières. — N., sr de Bourguet. — N. de Brevet, Sr d'Olivet.

A répondu q^l reste dans cette religion parce q^l la croit bonne et que, s'il en croyoit une meilleure, il l'embrasseroit avec plaisir.

Interrogé s'il n'a quitté sa maôn et ammenée la damoyselle sa femme pour rester dans les erreurs où ils sont et s'empêcher de fe leur salut en profitant des esclaireissemans que leur pouvoit donner les missions quy se font dans leur pays par ordre du Roy,

A répondu et dit q^l n'a quité sa maôn que parce q^l n'estoit pas en estat d'y subcister et pour chercher à se faire guérir desd. catherattes.

Interrogé s'il n'a eu cog^{ce} des deffances quy, par ordre du roy, ont esté faites à luy quy répond et à tous les autres religion^{nes} de quitter leurs maôns,

A répondu q^l n'a point eu cog^{ce} de ses deffances, et que mesmes les cavaillers qui estoit logés chés luy, et que mesmes ils y sont encore, luy dirent d'en sortir et de se retirer.

Interrogé s'il n'est véritable qu'il n'a quité sa maôn et admené la dem^{lle} sa femme que dans la vue de sortir du royaume, mais en ayant trouvé les sorties très bien observées, il a esté contraint de revenir en ce pays,

A répondu et desnié led. interrog^{re}.

Exorté à mieux dire la vérité,

A répondu et dit l'avoir dite.

Lecture à luy faite de son audition, a dit n'y vouloir adjouster ni diminuer.

Requis de signer, a dit ne pouvoir à cause du deffaut de sa vue.

Signé : BARBARA.

II

Audition faite devant nous Mathieu Barbara con^{er} du Roy, lieutenant criminel du sén^{al} de la ville et comté de Castres.

Du huitième may mil six cens quatre vingt six dans les prisons de la Tourcaud^e.

Demoysselle Anne de Brail, femme de noble Elizée d'Esparbès sieur de Cardenau, hânt de la juridiôn de Fleurance en Gascogne sén^{ée} d'Auch, aagée, comme a dit, de cinquante ans, faisant proffession de la religion préthendue refformée, ouye et examinée moyenant serement par elle presté la main levée à Dieu, a promis et juré dire la vérité.

Interrogée pourquoy et depuis quand elle est détenue dans ces prisons,

A répondu que le jour d'hier, estant avec son mary dans le logis

du S^t Jean de cette ville, sond. mary et elle feurent arrestés et conduits dans ces prisons sur les neuf heures de la nuit.

Interrogée depuis quand elle est hors de sa maõn,

A répondu que c'est depuis environ quatre mois.

Interrogée pourquoy elle a quité sa maõn,

A répondu qu'elle et sond. mary ont quité leur maõn à cause d'un fort logemant quy leur feust donné, et parce qu'ils n'avoit point moyen de subcister.

Interrogée où est-ce qu'elle a resté depuis,

A répondu qu'elle a suivy son mary et qu'ils ont esté jusques à Nismes ayant passé par les villes de Lunel, Montp^{er}, Béziers, Pézenas, et autres villes du bas Languedoc, et que despuis estans revenus en ce pays, ils ont logé chés le sieur d'Olibet à Anglés une nuit, chés le s^r de Bourguet à Lassoux une autre nuit, chés le s^r de Monségou dans la terre d'Anglés une autre nuit, et deux nuits chez le s^r de Caucalières d'où ils sont ensuite venus en cette ville avec les cheveaux et un valet dud. s^r de Caucalières.

Interrogée quy leur a indiqué le logis où ils ont esté capturés,

A répondu qu'elle cognoissoit l'hostesse pour l'avoir veue autres fois à Caucalières.

Interrogée pourquoy elle reste dans cette religion qu'elle sçai n'estre plus tollérée en France,

A répondu qu'elle y reste parce qu'elle la croit bonne.

Interrogée sy au préjudice des deffenses quy ont esté faites, elle et sond. mary n'ont quité leur maõn pour randre inutilles les soins que le roy se donne pour la conversion de ses sujets à la foy catholique,

A répondu et desnyé led. interroge^{re}, soustenant n'avoir quité que pour chercher à faire guérir led. s^r son mary des catarattes dont il est affligé depuis long temps, et parce que d'ailleurs à cause dud. logement ils ne pouvoient subsister chés eux.

Interrogée sy elle et sond. mary n'ont fait effort de sortir du royaume et ne sont revenus en ce pays que parce qu'ils ont trouvé les sorties difficilles,

A répondu et dit qu'ils n'ont pas eu cette panssée et qu'elle n'a d'autre sentimant que de suivre la volonté de son mary et son exemple, en telle sorte qu'elle est preste à se faire catholique quand il le fera.

Exortée à mieux dire la vérité,

A répondu et dit l'avoir dite.

Lecture à elle faite de son audition, a dit ny vouloir adjouster ny diminuer. Requise de signer a dit ne sçavoir.

Signé : BARBARA.

Combes le greff^r.

(Archives du ^larn, B 241.)

M. et M^{me} d'Esparbès de Cardenau furent secourus de 50 florins par le synode wallon tenu à Leide en mai 1691 (*Procès-verbaux*, art. 30) ; puis M. de Cardenau fut pensionné par les États-Généraux des Pays-Bas dès la même année ; mais, à sa mort, sa veuve demanda vainement qu'on lui continuât la pension de son mari (*Résol. des États-Généraux* à la date du 11 mars 1693).

G. DUMONS.

POURQUOI CERTAINS CATHOLIQUES EMBRESSAIENT, à l'époque de la Révocation, la foi des persécutés

Ceux qui, de nos jours encore, — il y en a — essayent de justifier ou du moins d'excuser la Révocation, insistent sur ce fait que tout le monde applaudit à cette œuvre de fanatisme aussi barbare qu'inintelligente. Il y aurait beaucoup à dire sur cette prétendue complicité universelle. Que ceux, fort nombreux assurément, qui attendaient, pour prendre parti, le mot d'ordre officiel, aient vigoureusement appuyé, par leur collaboration passive ou active, ceux qui avaient résolu la ruine du protestantisme, cela est hors de doute. Mais, même dans les régions officielles il y eut, cela est certain, des protestations sinon publiques, du moins explicites. Il suffit de rappeler les noms de Vauban et de Saint-Simon. Il y eut même plus d'un intendant — sans en excepter Bâville — qui dans son for intérieur était persuadé que le gouvernement faisait fausse route. Mais, alors comme aujourd'hui, le propre d'un fonctionnaire était, une fois engagé dans un parti, de pratiquer avec zèle la surenchère dont l'avancement était le prix.

Le peuple, la masse, assistaient silencieux, comme toujours, à l'écrasement de la minorité. Mais ce silence n'était pas, loin de là, synonyme d'approbation. La preuve, elle est dans la désaffection qui éclata, formidable, lors-

qu'on traîna à Saint-Denis la dépouille exécrée de Louis XIV. Elle est aussi dans ce fait que dans bien des cas, les horreurs de la persécution furent atténuées ou la fuite des victimes fut rendue possible grâce à la pitié, même de certains ecclésiastiques catholiques. Ceux qui liront le *Journal de Jean Migault*, dont nous avons naguère publié le texte authentique, y relèveront plus d'un fait à l'appui de cette assertion, et il en est, heureusement, beaucoup d'autres.

Enfin il y eut, au plus fort même de la persécution, des catholiques qui voulurent se rendre compte de la prétendue culpabilité des victimes, et que cet examen décida à désertter la religion des bourreaux. J'ai rappelé ici même qu'un nombre relativement considérable d'ecclésiastiques catholiques quittèrent alors la France pour pouvoir embrasser le protestantisme. Il y eut aussi des laïques qui suivirent leur exemple. Voici, à cet égard, un texte qu'un de nos collaborateurs, M. A. Galland, professeur à Cherbourg, a retrouvé dans un lot de papiers de famille et dont j'ai extrait quelques pages caractéristiques. Ce cahier est intitulé *Lettre d'une demoiselle à ses Parents, dans laquelle elle leur déclare les motifs qui l'ont obligée de quitter la religion romaine*. Cette demoiselle était sans doute normande. Elle signe J. C., se dit la nièce des parents auxquels elle s'adresse et parle d'une cousine « Madame de la Roncée » (1) qui, après 1680, lorsqu'elle était déjà secrètement devenue huguenote, essayait de l'intimider par ses « menaces ».

Ce qui m'a frappé, dans ce plaidoyer justificatif, c'est la manière dont il parle de ceux qui succombèrent en apparence. A ses yeux, cette chute fut précisément le moyen dont Dieu se servit pour leur ouvrir les yeux et les ramener à la profession plus courageuse de la vérité :

(1) Il y eut un de Ronceray mis au Nouvelles Catholiques ou aux Jésuites de Caen (F. Waddington, *Le prot. en Normandie*, p. 9). C'est sans doute le fils de Jean de Magneville de Ronceray qui demanda en 1689 que ce fils lui fût rendu (cf. Haag VIII, 236 et *Bull.* VII, 422). Il y avait des de Magneville à Bazenville (*Bull.* XLVI, 603.)

Ceux que vous croyez avoir attirés à vous, dans le cœur ne croient rien à toutes vos absurdités, mais ils n'en sont pas moins coupables devant Dieu, car on croit de cœur à justice, mais de bouche on fait confession à salut. Ce qui est bien consolant, c'est que, grâce à Dieu, il y en a peu qui se soient détournés de la droite voye ; car, quoique tous aient été contraints de signer, Dieu leur a fait la grâce de reconnoître leur faute, et, s'il les a abattus d'une main, il les a relevés de l'autre. Mais ça été afin de leur faire cognoître combien il faut souffrir pour son nom. Je suis persuadée que si, à présent il advenoit une pareille contrainte, l'on n'en auroit pas une issue pareille, car j'en cognois beaucoup qui souffriroient plus tost la mort que de retomber comme ils avoient fait...

Ces paroles d'un témoin oculaire que ces souffrances et la manière dont elles furent acceptées, décida à quitter sa famille et sa patrie pour pouvoir suivre la voix de la conscience, méritaient d'être recueillies. Elles ont été confirmées par le grand nombre de ceux qui préférèrent se laisser traîner sur la claie plutôt que de renier une deuxième fois leur foi, ou qui, plus tard, lorsque la persécution recommença, n'hésitèrent pas à se laisser emprisonner, ou encore à s'exiler pour bien montrer que leur chute n'était pas définitive. — Méfions-nous des jugements absolus et écoutons ceux qui vécurent au milieu de la tourmente et étaient mieux placés que nous pour en parler.

N. W.

Lettre d'une demoiselle à ses Parents dans laquelle elle leur déclare les motifs qui l'ont obligée de quitter la Religion romaine.

...Ce qui me donne une plus grande persuasion que je suis dans la véritable Religion, ce sont les tourments que j'ai vu faire souffrir à tous ceux là... qui m'ont donné lieu d'examiner ce que c'estoit que cette Religion tant persécutée et voyant qu'ils ont souffert avec tant de constance et si généreusement les cachots, les galères, la perte de leurs biens, le ravissement de leurs pauvres enfants, qu'on a arrachés d'entre leurs bras, sans qu'on aye voulu les leur rendre ; quelle cruauté ô Dieu ! Peut-on penser à tout cela sans frémir d'horreur ; ce qui est encore bien plus épouvantable, non contents de les avoir persécutés pendant leur vie, la rage et

la cruauté la plus inouïe a poussé sa fureur plus loin, c'est que l'on a traîné après leur mort leurs pauvres corps sur une claye, et jetez à la voirie. Pourquoi leur a-t-on fait ces indignitez? C'est parce qu'en mourant ils ont demandé pardon à Dieu du signe (1) qu'ils avoient donné ou plustost qu'on leur avoit extorqué par la force et la violence des soldats, et des dragons qu'on leur avoit envoyés pour les contraindre à le donner.

Pensez-vous estre dans la bonne Religion après voir fait souffrir tous ces tourments? J'ay entré dans la religion persécutée et ay quitté de bon cœur la persécutante ; non, des Turcs ne voudroient pas exercer cette cruauté, et des chrétiens les avoir faites ; appréhendez vous point les justes jugements de Dieu, si vous demeurez encore dans l'aveuglement où vous estes. Pardonnez-moy, je vous supplie, si je vous parle si franchement, mais le désir que j'ay de vous pouvoir faire cognoistre la vérité m'oblige à ne rien taire. Plust à Dieu que mon oncle le curé ne fust point mort si tost, car je scays qu'il avoit de bons sentiments ; je m'en estois apperceüe fort souvent par les conversations que nous avions eües ensemble lors ce que j'étois chez luy, et il sçavoit à peu près ce que j'estois, mais le misérable temps où nous estions a fait qu'il ne vous en a rien tesmoigné en mourant. Hélas ! c'estoit plus craindre le monde que Dieu.

S'il y (2) vous en avoit marqué quelque chose cela auroit peut estre aidé à vostre conversion, mais enfin Dieu aura pitié de vous et j'espère de sa miséricorde qu'il vous fera les mesmes grâces qu'il m'a faites ; je n'ay eu pour but en cela que de rechercher Dieu, le prix de son sang, son Eglise, ses sacrements et l'espérance d'une vie éternelle. Je scay qu'il n'y a point de salut en aucun autre qu'en J.-Christ..

Ceux que vous croyez avoir attirés à vous, dans le cœur ne croyent rien à toutes vos absurditez, mais ils n'en sont pas moins coupables devant Dieu, car on croit de cœur à justice, mais de bouche on fait confession à salut. Ce qui est bien consolant c'est que grâce à Dieu il y en a peu qui se soient détournés de la droite voye ; car quoique tous aient esté contrainsts de signer, Dieu leur a fait la grâce de reconnoistre leur faute et s'ils l'ont abattue d'une main, il les a relevés de l'autre ; mais ça été afin de leur faire cognoistre combien il faut souffrir pour son nom. Je suis persuadée que si à présent il advenoit une pareille contrainte l'on n'en auroit pas une issue pareille, car j'en cognois beaucoup qui souffriroient plustost la mort que de retomber comme ils avoient fait, aussy voit-on qu'il n'y a injustice qu'on ne face à ceux qui sont tels, on les traite bien rigoureusement. Pourquoi ? C'est parce qu'ils

(1) C'est-à-dire la signature.

(2) Déchirure.

suivent la règle de leur Père qui est ux cieux ; J.-C. nous a montré l'exemple de souffrir, il a souffert luy juste pour nous injustes et scachez que les souffrances du temps présent ne sont pas à contrepeser à la gloire de l'advenir. On nous tient dans le monde comme la raclure et la baliure, on nous dit des injures. Pourquoi ? Parce que nous ne voulons point fléchir le genouïl devant le bois et la pierre et que nous ne voulons point adorer ceux qui de nature ne sont point Dieu. Si nous le faisons, les infidèles auroient leur juste sujet de nous reprocher que nous adorerions ce que nous mangeons ; à Dieu ne plaise que cela arrive parmy nous ; ce que je vous dis, en passant, c'est à cause de l'adoration de l'hostie que vous mangez après l'avoir adorée...

.....

Je voyois qu'on hayssoit les personnes de la Religion parce qu'elles ne vouloient suivre que cette St^e Parolle de Dieu, c'estoit ce qui me donna lieu de la lire pour voir si ces gens là estoient perdus comme on me l'avoit fait croire. Et si vous vous en souvenez, j'empruntai une petite Bible qu'avoit mon oncle layné, je la lus, mais je ne m'en allay pas confesser, parce que je sçavois bien qu'on ne m'en donneroit pas l'absolution. L'ayant lüe, je ne la trouvay pas si obscure comme on me l'avoit persuadé, au contraire je la trouvay si claire que je vis que tout ce que l'on pratiquoit dans l'Eglise Romaine estoit tout à fait opposé à cette St^e Parolle et je puis dire que Dieu me fist pour lors de grandes grâces, ce qu'il a par sa bonté continué, car dès le moment que je fus convertie au Seigneur lequel ouvrit mes yeux pour cognoistre sa St^e volonté, mon cœur estoit auparavant aussy bien zélé pour la Religion où j'avois été née, que vous le pouvez estre, mais Dieu eut pitié de mon aveuglement et me retira de ce borbier fangeux où j'avois vescu jusques en l'an 1680, sans cognoistre sa St^e Volonté. Mais dès qu'il m'eut fait la grâce de la cognoistre, je tachay de la suivre en mon cœur, ne pouvant faire autrement, craignant quel'on n'en fist quelque peine aux gens de la Religion, quoique ce ne fust point par leur ministère que le St Esprit m'éclaira de sa divine lumière, mais par la lecture de sa parolle, que j'ay tenue dans mon cœur quasy comme cachée, n'osant vous dire rien mesme quand vous me maltraitez parce que vous croyiez que j'estois de cette St^e Religion; et, non contents de me maltraiter, vous me faisiez faire des menaces par Mad. la Lieutenantte générale, et par ma cousine Madame de la Roncerée, à qui j'ay répondu à l'une et à l'autre, sans toutesfois leur dire que je n'en ferois rien. C'est ce qui m'a donné lieu de quitter mon pays pour plus aisément vaquer au service du vray Dieu, lequel il faut servir en esprit et en vérité, ce que je ne pouvois pas faire étant chez vous, puisque je n'osois mesme pas lire la parolle de Dieu. Il est vray que vous dites que ce n'est pas aux

femmes de la lire; à celaje réponds qu'estant tous enfans de Dieu, il est bien juste que nous lisions le testament qu'il nous a laissé pour tascher de suivre les règles qu'il nous y prescrit (1)...

Chers parents, vostre très humble et obeyssante nièce.

J. C.

LE JUGEMENT RENDU PAR BAVILLE CONTRE ROLLAND et ses compagnons d'armes (16 août 1704).

Dans la nuit du 14 au 15 août 1704 Rolland, trahi par le misérable Malarte, fut surpris au château de Castelnau près de Boucoiran. « Réveillé en sursaut, écrit A. Court, il se jette hors du lit, prend une partie de ses habits, cinq de ses officiers font de même et tous ensemble courent aux écuries pour prendre leurs chevaux, mais trois des leurs, plus diligens, Marchand, Bourdalier et Bason, avaient pris les meilleurs et avaient eu le bonheur de sortir par la grande porte avant que les dragons s'en fussent saisis. Il ne restait pour Rolland et pour ses cinq officiers que le parti de gagner à pied une porte de derrière qui donnait sur la campagne et dont les dragons ne s'étaient pas encore rendus maîtres. Quelque diligence qu'ils fissent ils furent atteints. Rolland s'étant adossé à un arbre défia le plus hardi d'approcher, et sa fière contenance déconcerta également l'officier et le soldat. Ils étaient embarrassés sur le parti qu'ils avaient à prendre, lorsqu'un dragon nommé Soubeyran les tira d'embarras en couchant Rolland sur la place, raide mort, d'un coup de feu (2) ». Ses compagnons d'armes furent faits prisonniers et leur procès, comme celui du cadavre de Rolland, fut instruit sans retard, car dès le 16 août le jugement était rendu.

Nous devons à M. Bligny-Bondurand, le savant archiviste du Gard, de pouvoir en publier le texte et nous lui

(1) Tout le reste de cette lettre est de la controverse entremêlée d'exhortations à suivre l'exemple qu'elle a eu le courage de donner.

(2) *Histoire de la guerre des Camisards* (1819), III, 41.

en exprimons notre gratitude. « Ce jugement, dit-il, est la pièce 43 d'une collection de jugements ou de pièces de procédure contre les Camisards ou les Religionnaires, collection comprenant cinquante-cinq pièces et allant de 1700 à 1718. Elle est conservée dans un carton faisant partie de la série B des Archives du Gard.

Ces pièces ont été rassemblées au hasard des recherches faites dans l'immense fonds de l'ancien Présidial de Nîmes pendant de longues années. Il n'a jamais été tenu registre des décisions de ce genre, elles n'existent que sur des feuilles volantes qui étaient dispersées dans le greffe de la Cour d'appel de Nîmes et dont la réunion est due au patient labeur des érudits nîmois parmi lesquels je dois citer M. Donzel, commis greffier. A présent, ajoute M. Bligny-Bondurand, qu'il m'a été donné de réintégrer aux Archives du Gard l'ancien fonds du Présidial (xvi-xviii^e siècle) organisé sommairement d'après un court inventaire de M. Brugère, greffier en chef de 1800 à 1840, je considère ce carton dans lequel j'ai rangé ces pièces évocatrices de tant de courage et de tant de barbarie comme le plus précieux de toute la série B. »

NICOLAS DE LAMOIGNON, chevalier, comte de Launay Courson, seigneur de Bris, Vaugrigneuse, Chavagne, Lamotte Chandenier, Beuse et autres lieux, Conseiller d'Etat ordinaire, Intendant de Languedoc.

Entre le Procureur du Roy, demandeur en réparation du crime de lèse majesté au second chef, meurtres et incendies commis par le nommé La Porte, dit Roland, chef des Rebelles et ses complices, d'une part ;

Et M^e Georget, Procureur au Présidial de Nîmes, curateur créé pour la défense du cadavre dud. Roland, et les nommés Maillé, Raspal dit Languedoc, Grimaud, Gauterette, Guérin, défenseurs, d'autre ;

Veu par nous, avec les officiers du Présidial de Nîmes, l'arrêt du Conseil du 14 février dernier, par lequel il a plu à Sa Majesté, etc. ;

Nous, de l'avis desd. officiers présidiaux par jugement définitif en dernier ressort et sans appel, avons déclaré led. feu Pierre La Porte, dit Roland, atteint et convaincu du crime de lèse majesté et de rébellion ouverte, pour avoir esté l'un des principaux chefs

des Révoltés contre le Roy; pour réparation de quoy avons ordonné que le cadavre dud. La Porte dit Roland sera traîné sur une claye jusqu'à la place publique de l'Esplanade de cette ville, où il sera brulé, et les cendres jettées au vent.

Et pour les cas résultans du procez, avons condamné et condamnons lesd. Guérin, Raspal, Couteret, Maillé et Grimaud, accusés, à estre rompus vifs et à expirer sur la rouë; et leurs corps morts ensuite portés aux fourches patibulaires, pour y demeurer exposés; leurs biens et ceux dud. Roland confisqués au profit du Roy, distrait sur iceux la somme de cinq-cens livres d'amende au profit de Sa Majesté, payable solidairement et les frais et dépens du procez; lesd. Guérin, Raspal, Couteret, Maillé et Grimaud préalablement appliqués à la question ordinaire et extraordinaire pour avoir révélation des complices;

Ordonnons en outre que [le] château de Castelnaud sera démoly et rasé jusques [aux] fondemens; ce qui sera exécuté nonobstant oppositi[ons] ou appellations quelconques et sans y déférer.

Fait à Nisme le seizième aoust 1704. *Signé* : DE LAMOIGNON; MALIAU, rapporteur; GÉVAUDAN; DE LA BAULME; FABRE; MÉNARD; GALEPIN DE VARANGLES; DE FABRIGUE; NOUY; ROCHE; NOY et DE CRAY.

Et a costé est écrit : Epices cent écus, moitié au Procureur du Roy.

Collationné.

MONTIGNY.

Le même jour, le samedi 5 août 1704, les cinq officiers de Rolland furent suppliciés sur la roue, pendant qu'à leur vue, sur un bûcher, se consummait le cadavre de leur chef. Ils moururent en héros, écrit A. Court et Mme de Merez rapporte que l'on n'entendit aucun cri ny plainte, Jean Maillé, de Mialet, le plus intime ami de Rolland et son secrétaire « marqua, dit-elle, jusqu'à son dernier soupir une si grande fermeté qu'on en estoit épouvanté. Maillé avait les jambes et les bras tout brisés et le corps tout cassé qu'il levoit encore la tête pour dire à ses compagnons : « Courage, mes Frères, cecy va bien, souffrez constamment et n'écoutez point ces gens-là », parlant des prêtres et des curés qui firent leur possible pour les exciter au repentir de leur crime. Mais on ne vit jamais

tant d'endurcissement : Ils disaient au bourreau : Tiens voilà un bras, une jambe, frappe hardiment (1). »

La cause de la liberté de conscience qui pouvait inspirer cet héroïsme surhumain ne devait pas être vaincue. Le jour vint où l'épée des persécuteurs se brisa, et pour toujours, dans le cœur des persécutés. Mais le souvenir des Martyrs doit demeurer sacré dans le sentiment de l'éternelle reconnaissance que nous devons à ceux qui, par leur mort, ont conquis pour nous la plus sainte des libertés : celle de la conscience.

F. Px.

Mélanges

UN JEU DE CARTES QUI TIENT LIEU DE BIBLE

Nous avons trouvé, en classant des papiers de famille, un curieux document, dont nous donnons ci-après copie; bien qu'il ne paraisse pas, au premier abord, concerner l'histoire du Protestantisme, nous espérons qu'il intéressera les lecteurs du *Bulletin*.

« *Extraits d'une lettre de l'Isle de Corse le 23 décembre 1776.*

Un soldat nommé Richard étant entré un dimanche dans l'église de Closcourt (2) en l'isle de Corse avec sa compagnie, dans l'intention d'y entendre l'office divin; au lieu de prendre comme il est d'usage, un livre d'office ou de prières, il tira de sa poche un jeu de cartes, et l'éjala devant lui avec le même sérieux que si ce fût été un livre de prières dans ses mains.

Les assistans, et surtout le sergent de sa compagnie, qui était auprès de lui, ne tarda pas de marquer une singularité aussi fra-

(1) *Journal des Camisards*, 95.

(2) Nous ne savons où se trouve, en Corse, «Closcourt».

pante, lui ordonne de mettre ses cartes dans sa poche en lui représentant le scandale et l'indécence d'une pareille conduite. Richard écoute avec attention les remontrances de son sergent sans lui répondre un seul mot, et achève son mercurial à son aise, et continue avec le même sérieux, les yeux attachés sur ses cartes dans une attitude dévote et contemplative.

Le service étant fini, le sergent ordonne à Richard de le suivre et le conduit chez le major du régiment, auquel il porta plainte contre lui à cause du scandale qu'il avoit causé dans l'église par une conduite opposée aux mœurs du Christianisme.

— Et bien, dit le Major à Richard, tu ne puis rien alléguer à ta justification, attend toi à être puni sévèrement.

— Je ne manquerais pas de bonnes raisons, dit Richard à son major, et continue ainsi :

Monsieur sy la place que vous occupez aujourd'hui est une dignité qui vous a élevé au-dessus des autres citoyens, aussi est-il de vous que vous écoutiez tout le monde. — Je veux bien t'écouter, dit le major à Richard.

J'aurai l'honneur de vous dire, Monsieur, que je suis un pauvre diable qui ne reçois que cinq sols par jour pour toute solde. Vous conviendrez que cette somme n'est pas plus que suffisante aux nécessités de la vie, aussi vous ne devez pas être surpris que je ne puis point me procurer une Bible ou un livre de prières.

Ce qu'ayant dit, Richard tira de sa poche son jeu de cartes, puis montrant une carte à son major dit : quand je vois un as, je me rappelle qu'il est un Dieu conservateur de tous estres animés et inanimés sur la terre et dans le monde entier.

Un deux me rappelle Jésus-Christ sous deux natures divines et humaine.

Un trois, je me rappelle le mystère de la Sainte Trinité, savoir le Père, le Fils et le Saint-Esprit.

Un quatre je me resouvient des quatre évangélistes, savoir Saint Mathieu, Saint Marc, Saint Luc et Saint Jean.

Un cinq je resouvien des cinq vierges leurs lampes allumées, ils étoient dix mais les autres se nomment les folles qui n'ont point entrées dans la salle où estoit l'Epoux.

Un six je considère que Dieu créa le monde entier en six jours.

Un sept m'apprend que Dieu se reposa le septième.

Un huit je me resouvien des huit bonnes personnes qui ont échappé au déluge universel, savoir Noé, ses trois enfans, ses trois brus et sa femme.

Un neuf, je me rappelle la guérison des dix lépreux dont il y en eut un qui vint rendre grâce à Dieu.

Un dix, je considère que Dieu donna à Moïse les tables de la loi où étoit gravé les dix commandements de Dieu.

Quand Richard eu parcouru les basses cartes, prit un valet. Pour toi, tu est un drolle, un coquin et un maraud. Le mit sans en faire l'explication.

Prit une dame, voicy cette reine de Seba qui vient des extrémités d'Orient pour admirer la sagesse de Salomon, Roy d'Israel.

Prit une autre dame, dit, voicy cette digne Esther qui de pauvre fille parvenue à la dignité Royale par Assuérus, roy de Perse, à la place de Vasthy que le Roy répudia. Cette pauvre et digne femme sauve les Juifs et Mardochée son oncle du gibet où Aman, favori du roy, fut attaché.

Prit une autre dame, dit, voicy Judith, qui par la faiblesse de son sexe coupa la tête à Holopherne, général des Assériens.

Prit une autre dame, dit, voicy Rachel que l'on entendoit dans Rama pleurer ses enfans, que le roi Hérode fit massacrer pour trouver Jésus-Christ nouveau-né.

Prit un Roy, dit, voicy David, cet illustre prophète Royal ou le vrai modèle des pénitens.

Prit les trois autres Roys, dit, voicy les trois roys mages qui viennent d'Orient à Bethelém pour adorer Jésus nouveau-né et lui offrir de la mirthe, de l'or et de l'encens, comme vous le savez.

— Fort bien, dit le major, mais pourquoi ne dit tu rien de ce valet que tu vient de traiter de la sorte, que t'a-t il fait ?

— Je puis également vous satisfaire sur cet article. Mais je veux que vous me le permettiez de le dire. — Je te le permets, dit le major.

— Eh ce valet que j'ay parlé ainsy est ce sergent.

Sy je compte le nombre des cartes je trouve qui y a 365 points qui font les jours de l'année. Je vois qu'il y a 52 cartes qui font pareillement les semaines, de sorte qu'un jeu de cartes me sert de bible, d'almanach et de livre de prières.

Le major, charmé de l'esprit et de l'excuse ingénieuse de Richard, luy mit une pièce d'or dans la main en y ajoutant que beaucoup de grands esprits qui ont passé leur tems à chercher l'explication du jeu de cartes, seroient bien embarrassés d'en trouver une pareille et aussy dévôte. »

Il nous semble que ce soldat Richard connaissait trop bien sa Bible pour ne pas être « de la R. P. R. »

A. GALLAND.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Encore Rousseau. Le deuxième centenaire de sa naissance (1).

Le 28 juin dernier étant le 200^e jour de naissance de Rousseau, cet été a été particulièrement fertile en publications sur le grand homme. Nous allons en apprécier ici quelques-unes. Et d'abord, profitons de l'occasion pour signaler, bien tard, l'*Affaire J.-J. Rousseau* (Perrin, 1906, XIV-359 p, 5 fr.) d'Ed. Rod, qui décrit la crise intestinale causée à Genève par la condamnation d'*Émile* et du *Contrat Social*. Cette « tempête dans un verre d'eau... a une certaine importance historique », car elle « provoqua la fin du régime oligarchique, peut-être la chute même de la République, cas tout à fait exceptionnel, puis que l'histoire ne nous offre aucun exemple de livres aussi gros de conséquences ». Les défenseurs de ces livres, véritables révolutionnaires, ne tendaient point à réparer le préjudice subi par Rousseau, encore moins à rendre impossible le retour d'incidents pareils, mais à bouleverser et supprimer le régime qu'ils en rendaient responsable... C'est tout le drame de la transformation artificielle d'un peuple hâtée par des moyens violents... Ce drame peut se jouer impunément dans un grand pays. « C'est ainsi que la France de la Révolution en devait donner le spectacle complet, sans s'effondrer au dernier tableau (2) », mais « la Pologne en allait mourir ». L'affaire Rousseau dépasse donc « de beaucoup l'étroitesse de son cadre historique... ce ne sont pas seulement des partis locaux que nous voyons aux prises... ce sont les deux forces qui se heurtent sans trêve dans le développement des sociétés modernes, celles qui tirent, l'une en arrière, l'autre en avant, l'esprit de conservation et l'esprit de transformation... toutes deux nécessaires au développement normal d'un État ». L'épisode devient ainsi, « du point de vue de Sirius, symbolique d'une lutte éternelle » où « l'étroitesse même

(1) V. Bull. jan. 1912, p. 74 et mars, p. 173.

(2) L'influence de Rousseau sur la Révolution a été mise en pleine lumière dans deux ouvrages qui se complètent, l'un de M. Edme Champion, *J.-J. Rousseau et la Révolution Française* (un volume de VIII-278 p. in-18. Paris, A. Colin, 1909) qui montre, ce qui, dans la Révolution, n'est pas de Rousseau; — l'autre de M. Albert Meynier : *J.-J. Rousseau Révolutionnaire*. (Un vol. de 254 p. in-18. Paris, Schleicher frères 1910) qui recherche, au contraire, ce qui y procède de lui.

du cadre facilite l'étude détaillée des phénomènes » (p. VIII-X et 353-355).

Le récit se déroule en six chapitres : I. *Rousseau et les Genevois avant le « Contrat social »* ; contradictions et dangers de la constitution genevoise d'une part, d'autre part dispositions des principaux groupes de la petite république (pasteurs, savants, gens du monde, femmes, bourgeois) à l'égard de Rousseau. — II. *Puissance révolutionnaire des deux ouvrages incriminés* ; l'un avec ses idées de l'égalité dans le pacte social et de la souveraineté populaire, ses allusions directes aux affaires de Genève et sa *religion civile* ; l'autre avec ses tendances démocratiques, son application hardie du principe du libre examen et sa critique religieuse qui devance les conclusions de la théologie protestante. — III. *Histoire de la condamnation*, depuis la saisie chez les libraires et les conclusions de Tronchin jusqu'à la *Lettre à l'archevêque de Paris*. — IV. *L'abdication*, c'est-à-dire la renonciation au titre de citoyen de Genève, qui faisait encore si bonne figure sur la couverture de la *Lettre* que nous venons de nommer. — V. Rousseau et Tronchin, c'est-à-dire *les lettres écrites de la campagne et les lettres écrites de la montagne*. — VI. *Le sentiment des citoyens*. Voltaire défenseur de la religion. — VII. Les polémiques de Genève et les troubles de Motiers.

Le désir légitime d'être complet et le besoin de mettre sous les yeux du lecteur tous les éléments du problème obligent naturellement l'auteur à entrer dans bien des détails qui ne peuvent plus éveiller un vif intérêt que dans l'esprit des Rousseauistes déterminés ; mais tous ceux qui désirent se mettre au courant du drame, en comprendre les péripéties et rendre justice aux différents acteurs dans les deux camps, auront besoin de consulter le livre de M. Rod et s'en trouveront bien (1).

Ceux qui voudraient se renseigner spécialement sur le séjour de **Rousseau à Môtiers-Travers** et sur ses rapports avec le pasteur Montmollin, trouveront dans le premier article de la *Grande Revue* du 10 juin un exposé complet de la question par M. Henri Tournier, qui se place au point de vue suisse et s'efforce de justifier la conduite du clergé neuchâtelois, sans réussir d'ailleurs, peut-être sans essayer, de comprendre la mentalité particulière de Rousseau, mais non sans voir, et même reconnaître expressément,

(1) Ils y verront les portraits du procureur général Tronchin qui y joue un rôle si important (p. I) et (p. 163) de De Luc père, qui devint le chef des Représentants (partisans de Rousseau) après la retraite de Moulton provoquée par la lettre à Marc Chappuis, laquelle « ouvrit une phase nouvelle » en hâtant les Représentations.

toute l'étendue de la vanité de Montmollin, qui « pour avoir cou-doyé pendant quelques mois le grand homme, s'était presque cru son égal » (p. 482).

Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juin, après avoir signalé les discours officiels qui « célèbrent abondamment Jean-Jacques en formules générales, d'une inexactitude souvent éloquente » et toujours naïvement touchante, M. Pierre-Marius Masson se demande **comment connaître Jean-Jacques**, et cherche une réponse à cette question un peu retardataire en apparence, mais encore plus actuelle qu'il ne semble, d'abord dans sa correspondance et ses manuscrits, puis, plus utilement et plus fructueusement, auprès de « ses engendres spirituels » (p. 886), c'est-à-dire dans les auteurs qu'il a étudiés, médités et extraits. Car, comme le remarque fort bien M. M., tandis qu'« un esprit agile, instable et sociable comme Voltaire, lit des livres en foule et se les assimile, en profite, mais n'en est point touché » — car ses vrais maîtres, c'est la société qui le choie et se complait en lui ; — tandis qu'en général (c'est Rousseau lui-même qui le dit) « le Français ne lit que les livres nouveaux, ou plutôt les parcourt, moins pour les lire que pour dire qu'il les a lus... le Genevois ne lit que de bons livres, les lit et les digère, ne les *juge pas mais les sait* » et Rousseau, Genevois et de plus « autodidacte et solitaire, est l'homme des livres qu'il a lus... Le plus souvent, il se contente de copier sans commentaires... comme un collégien appliqué », et « rien ne prouve mieux la candeur et l'ingénuité foncière de cette intelligence... Malheureusement, de ces cahiers d'extraits, aucun ne paraît remonter au delà de 1750 » ; c'est-à-dire qu'ils datent d'« une époque où, sans être encore pleinement lui-même, il avait déjà la plupart de ses idées » (p. 887). Or, ce sont surtout les livres de sa jeunesse, « qu'il a pour ainsi dire découverts et qu'il lit dans la solitude » qui sont devenus « ses maîtres et presque des accapareurs de sa conscience ». Les conseils qu'il en reçoit tombent dans une âme ardente, perpétuellement vibrante... qui prend toute chose au tragique... et pour laquelle « les lectures sont des événements, et les plus importants de tous ».

C'est ainsi que M. M. retrouve ses idées favorites dans des livres souvent obscurs dont il a pu imprégner son imagination juvénile et qui montrent que si, comme dit Mme de Staël, « il n'a rien découvert, il a tout enflammé ». Toute la suite de l'article de M. M. est très suggestive et nous le recommandons vivement aux amis de Rousseau. Les contradictions de ce dernier ont leur « source profonde » dans sa résignation : « Ne parlons plus de ces contradictions. Disons plutôt ses hésitations, entre un cœur ardent, affirmatif, sûr de lui, et une pensée plus lente, plus timide. »

N'essayons pas davantage « de réconcilier dans la mort Voltaire et Rousseau ». Car le deuxième aurait pu dire au premier : « Je ne vous hais pas de cette haine mesquine ou plutôt rageuse, dont vous me poursuivez inlassablement », mais « de cette haine franche, supérieure et totale, d'un esprit pour un autre esprit qu'il ne peut s'assimiler ». C'est d'ailleurs à tort qu'on lui a attribué cette épitaphe de Voltaire :

Plus bel esprit que grand génie,
Sans loi, sans mœurs et sans vertu,
Il est mort comme il a vécu,
Couvert de gloire et d'infamie.

Ce quatrain, qui n'exprime pas la pensée plus grave de Rousseau, figure sous la date du 23 juin 1778 (ainsi entre les 2 décès) dans les *Mémoires de Bachaumont*, que M. Pierre-Paul Plan vient d'avoir le grand mérite de nous rendre accessibles grâce à son **J.-J. Rousseau raconté par les gazettes de son temps** (*Mercure de France*, 1912, 323 p., 3 fr. 50) d'un décret à l'autre, c'est-à-dire depuis la condamnation d'*Emile* et le mandat d'arrêt contre son auteur (9 juin 1762) jusqu'au 21 décembre 1790, jour où l'Assemblée nationale décréta d'élever une statue à Rousseau et de pensionner sa veuve. Les *Mémoires secrets* dont seuls les cinq premiers tomes (1762-71) sont de Bachaumont ont été fort heureusement complétés par M. P. à l'aide de la *Correspondance secrète* dite de Métra (1774-87), du *Journal de Paris*, du *Journal encyclopédique*, du *Mercure de France*, de l'*Année littéraire*, etc. Le volume est orné, en frontispice, de la reproduction d'un pastel représentant Rousseau plus jeune et qui n'a encore été reproduit qu'une fois, peu fidèlement, par une estampe à l'eau-forte, dans l'*Artiste* de décembre 1899, en tête d'un article de M. Elie Fleury, qui l'attribue à Latour et le considère comme le portrait exposé au salon de 1753 et donné par Rousseau au maréchal de Luxembourg. M. P., au contraire, fait toutes ses réserves tant sur l'identification que sur l'attribution. L'Avertissement qui nous fournit ce renseignement renferme aussi une remarque qui mérite d'être répétée : « L'existence tragique et douloureuse du Citoyen de Genève n'a peut-être pas été plus tragique et douloureuse que celle de la moyenne des hommes ; mais elle nous a été révélée plus intimement que pas une autre, et de là vient sans doute, l'intérêt persistant qu'elle excite en nous : plus nous sommes renseignés, plus nous voyons surgir de nouveaux problèmes à résoudre. »

Quant aux extraits mêmes que nous offre M. P. et dont la plupart « n'eurent que l'existence éphémère du journal », tandis que quelques-uns « ont été reproduits dans l'une ou l'autre des

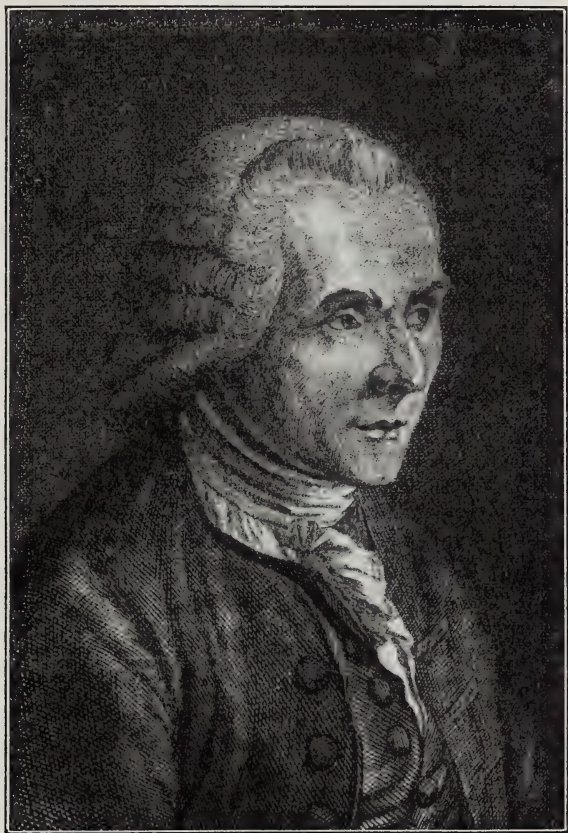
éditions anciennes de Rousseau », ils ont naturellement une valeur fort inégale ; mais « le recul du temps » leur prête à tous de l'intérêt, en ce qu'ils évoquent « d'une façon particulièrement saisissante, la grande figure douloureuse accomplissant sa destinée tragique au milieu et à l'insu de l'insouciance trivole, de la curiosité tôt satisfaite ». Vu à travers les yeux de ses contemporains ou indifférents ou hostiles ou prévenus, Rousseau gagne un charme nouveau, et nous suivons avec émotion le cours de sa vie agitée à travers ses péripéties journalières, jugées par elles-mêmes indépendamment de leurs conséquences qui souvent nous influencent et nous les montrent sous un jour faux.

Les notes par lesquelles M. P. nous facilite la compréhension et l'emploi des textes sont en général excellentes et mesurées avec discernement, ni trop abondantes et prolixes, ni trop rares et concises. Elles ne nous suggèrent que deux réflexions. P. 74, il en manque une qui serait nécessaire pour rectifier l'erreur des *Mémoires secrets* qui prennent le *Somersetshire* pour une localité et en estropient l'orthographe. P. 220, la note 1 s'étonne et sescandalise presque de la réhabilitation de Thérèse tentée par feu Ed. Rod dans la *Revue hebdomadaire* du 15 janvier 1910. Peut-être la remarque qui choque si fort M. P. n'est-elle par appropriée au cas présent (et même la chose est discutable) ; mais ce qui est sûr, c'est qu'elle est vraie très souvent. Que de femmes auraient été d'excellentes épouses pour un brave homme ordinaire et sont devenues les Xanthippes d'un mari qu'elles étaient aussi incapables de comprendre qu'il l'était de se renfermer dans leur cercle borné ! Sans doute, Thérèse semble bien avoir dépassé la moyenne de la vulgarité, de l'étroitesse et de la roublardise féminines ; mais qui sait ce qu'elle serait devenue dans l'humble milieu pour lequel elle était née et qui ne lui aurait pas demandé plus qu'elle ne pouvait donner. Sans doute encore, sa conduite après la mort du grand homme est tout à fait indigne ; mais, heureuse mère de famille, elle se serait peut-être conduite autrement : les enfants seuls permettent à une femme de donner sa mesure. Il est vrai qu'elle semble bien en avoir eus, mais pas de Rousseau, que ses cruelles infirmités rendaient tout à fait dépendant d'elle, de sorte qu'il se serait sacrifié pour cacher la honte de sa ménagère (1).

Qu'on nous permette de signaler encore la *Revue de métaphy-*

(1) V. la petite brochure imprimée à Nice chez Robaudi : *J.-J. Rousseau infirme n'a jamais eu d'enfants*, qui semble en effet prouver que les *Confessions* (surtout II, 7 à 9) n'ont jamais été bien comprises. Pesez cette seule phrase : « Ne croyez jamais que Rousseau a pu être un père dénaturé... mais si je disais pour quelles raisons je n'ai pas élevé ces enfants... j'en dirais trop ! »

sique de mai, qui est entièrement consacrée à Rousseau. On y trouvera treize articles, d'étendue et d'intérêt inégaux, répartis en quatre groupes : idées philosophiques et religieuses, politiques et sociales, pédagogiques, influences et variétés. Les variétés se réduisent à un exposé de la querelle avec Hume, par Lévy-Brühl ;



JEAN-JACQUES ROUSSEAU

les influences sont celles exercées sur Kant (Delbos), Goethe et Schiller (Benrubi), Tolstoï (Dwelshauvers). C'est ce dernier article qui offre peut-être l'intérêt le plus général, je veux dire qui est le plus humain, le plus libre d'appareil scientifique et de jargon philosophique ; il suffit d'avoir vécu pour le comprendre et en être touché. Ceux qui forment le premier groupe sont de

MM. Boutroux, Hœffding et Parodi; dans le deuxième, M. Bosanquet analyse les idées politiques de Rousseau et M. Bouglé ses rapports avec le socialisme; nous y citerons aussi, à titre de curiosité, une conférence prononcée par M. Jaurès à la Faculté des Lettres de Toulouse en décembre 1889, et un extrait du préambule à un travail d'ensemble sur *Rousseau et l'Assemblée Constituante*, où Maurice Bourgeois s'efforçait (vers 1897) de préciser l'influence législative de Rousseau, et qui, bien qu'entièrement rédigé, n'a pas été publié. Son titre, *Les deux tendances*, s'expliquera par ces lignes que nous empruntons à sa conclusion : « Comment comprendre que ce penseur contradictoire, d'un dogmatisme si choquant pour des esprits contemporains, que ce vicieux déséquilibré qui semble privé du sens moral le plus vulgaire, nous attire et nous touche encore? C'est que, derrière les incohérences du penseur, derrière les honteuses faiblesses de l'homme, nous découvrons une hauteur de pensées, un souci de la justice, un souffle d'humanité, un sens profondément religieux, qui le relèvent et le purifient à nos yeux... Il a réuni en lui les faces extrêmes de la nature humaine... Il apparaît plus vraiment homme qu'aucun philosophe de son temps... notre père par le contraste extrême de sa misère morale et de ses aspirations infinies. »

Enfin la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juillet 1912 apporte un article de M. Seillière sur les *Mémoires* du peintre de Mannlich, qui connut intimement Diderot, dont il faillit même épouser la fille et qui juge ainsi la haine des encyclopédistes contre Rousseau : « Il me parut tout naturel que des charlatans dissimulés sous le masque de la philosophie et de la vérité, dont ils empruntaient le langage avec impudence, aient abhorré cet homme simple, vertueux, d'un vrai mérite, d'un talent plus éminent que le leur, et, d'ailleurs dédaigneux de toute ostentation philosophique. Je compris qu'ils cherchassent de toute manière à le perdre en rampant pour cela, s'il le fallait, dans la poussière devant les puissants, leurs ministres, et leurs maîtresses » (p. 222).

Ce jugement hardi me semble mériter quelque attention, venant d'un contemporain très lancé dans la vie parisienne d'alors et auquel la protection influente du duc de Deux-Ponts ouvrait bien des portes et bien des cœurs. Il viendrait corroborer très efficacement les conclusions de Mme Macdonald (1) sur la réalité du complot des philosophes contre Rousseau, dont il va falloir renouveler la biographie à la clarté des lumières nouvelles.

TH. SCHOELL.

(1) *Bull.*, mars 1912, p. 175.

A moins d'écrire un livre qui serait le pendant de celui de M. P.-P. Plan et pourrait s'intituler *J.-J. Rousseau tel qu'on le comprend deux cents ans après sa naissance*, on ne peut, ici surtout, rendre compte de toutes les publications intéressantes qui marquèrent ce centenaire. — Tout au plus convient-il de relever un ou deux faits qui s'en dégagent. Le premier, excellemment mis en lumière par Havelock Ellis (traduit dans le *Mercure de France* du 1^{er} août 1912), c'est que Rousseau fut et demeure réellement **populaire** : « A l'heure actuelle on écrit probablement sur Rousseau plus que sur aucun écrivain contemporain, à l'exception possible de Tolstoï, et Tolstoï, il faut se le rappeler, fut un disciple avoué de Rousseau... la plus grande force universelle qu'ait vue notre époque, dans le monde du sentiment, fut une réincarnation du philosophe genevois »... Si l'on veut se faire une idée de l'étendue de cette popularité au XVIII^e siècle, il suffit de feuilleter le beau volume du comte de Girardin, *Iconographie de J.-J. Rousseau, portraits, scènes, habitations, souvenirs* (1), œuvre de patience et d'érudition qui est le résultat d'un travail considérable.

Cette immense popularité ne viendrait-elle pas de ce qu'il y a d'essentiellement, de profondément **humain** en Rousseau? Il incarne quelques-uns des plus grands caractères et aussi quelques-unes des plus grandes misères de la nature humaine, et surtout, **il se montre, il se donne tel qu'il est**. Aussi a-t-il eu le sentiment très net qu'on lui rendrait justice dans l'avenir. En 1768 il écrit à Mme de Boufflers : « Les hommes fins et accrédités peuvent tout pendant leur vie, ils fascinent aisément la multitude, toujours admiratrice de la prospérité, mais leur crédit ne leur survit pas et sa chute met à découvert leurs intrigues. Ils peuvent produire une erreur publique; mais ils ne la peuvent éterniser et j'ose prédire que vous verrez tôt ou tard ma mémoire en honneur » (2)...

On peut affirmer que si, comme le prétend parfois M. Faguet, Rousseau avait été un menteur (3), cela ne serait pas arrivé. Assurément, il est facile, et M. Faguet, après beaucoup d'autres n'y manque pas, de mettre Rousseau en contradiction avec lui-même. Mais il y a longtemps qu'on l'a remarqué : « Dans la (ou les) thèse que Rousseau a constamment soutenue, on doit faire deux parts : celle de la déclamation et celle de la raison. Il aime

(1) Préface de E. M. de Vogué, un vol. de XVI-344 pages in-8°, index et planches, Paris, Ch. Eggimann, 1908. — Y joindre les articles de Hipp. Buffenoir, *J.-J. Rousseau et Houdon* (*Merc de Fr.*, 15 juillet 1912) et Paul Vitry, *Les monuments à J.-J. Rousseau de Houdon à Bartholomé*. (*Gaz. des Beaux-Arts*, août 1912.)

(2) E. Faguet, *Les Amies de Rousseau*, p. 314. On sait que M. Faguet a aussi publié une *Vie de Rousseau*, un vol. de 420 p. in-18, Paris, Soc. fr. d'impr. (1910), et un autre volume, *Rousseau contre Molière*.

(3) *Ibid.*, p. 298.

mieux frapper fort que frapper juste. violemment, brutalement il heurte de front les idées reçues... Il vante bruyamment les âges primitifs d'innocence et d'égalité. Il dit hautement et avec grand fracas que les sciences sont nuisibles, que les lettres et les arts ont dépravé les hommes, que l'état de réflexion est un état contre nature et l'imbécillité un bonheur... Voilà pour la déclamation. Mais Rousseau fait aussi leur part à la raison et au bon sens. Dans ses lettres, dans ses réponses à ceux qui l'ont réfuté, même dans des passages et comme dans les coins de ses écrits, il atténue et corrige ce que sa thèse a d'excessif, d'exagéré, d'inacceptable. Il ne désire pas retourner avec les ours au fond des forêts, rétablir le genre humain dans sa bêtise, rejeter le monde en pleine barbarie... Se résigner à l'état social et par des palliatifs divers, se rapprocher de l'état de nature, voilà la pensée véritable de Rousseau. Ce qu'il attaque, en effet, ce n'est pas la civilisation en elle-même, c'est plutôt l'esprit de son siècle, c'est *l'artificiel* » — disons en d'autres termes, les idées et les mœurs essentiellement conventionnelles. — « Ce qu'il défend et réhabilite, c'est la nature humaine que ses contemporains dégradent par vanité, c'est le cœur dont ils médisent, le sentiment dont ils méconnaissent la voix... la simplicité... la franchise... la croyance à Dieu (1). »

Rien n'est plus juste que ces remarques de M. A. Chuquet. Et c'est bien là le secret, non seulement de la popularité de Rousseau, mais encore des nombreuses **affections profondes et durables qu'il inspira**. Personne n'a eu plus d'amis et des amis plus chauds, plus fidèles, que ne rebutèrent ni sa nature ombrageuse, ni sa farouche indépendance, ni sa susceptibilité malade. Ici on n'a, en fait de citations, que l'embarras du choix. Mme de Verdelin lui écrivait : « Je mérite, mon voisin, sur tous la préférence *lorsqu'il sera question de vous servir*; personne n'en sera si touché que moi, personne n'est si à portée que moi. La bonté de votre âme, cette courageuse patience que je n'ai connue qu'à vous, l'amour de la vertu pour la vertu seule, voilà ce qui me fait désirer votre conservation pour l'honneur de l'humanité autant que pour le bonheur de ceux qui vous connaissent. » Mme de Luxembourg terminait une de ses lettres : « Adieu le *plus aimable de tous les hommes et le plus aimé*. » Et Mme de Créqui suppliait : « Pourvu que vous ayez un peu d'amitié pour moi, c'est tout ce qu'il me faut » (2). Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'aux yeux de ceux qui le connurent de près et se soucièrent de son amitié, le cœur de Rousseau, sa sincérité, son désintéressement étaient au-dessus de son merveilleux talent. Comme l'écrivait Mme de Verdelin :

(1) A. Chuquet, *J.-J. Rousseau*, dans la collection des *Grands Ecrivains de France*. Hachette, 1893, p. 72.

(2) E. Faguet, *Les Amies de Rousseau*, 152, 153, 214, 243.

« Je vous admire avec enthousiasme et je vous aime comme *le cœur le plus sensible et le plus vrai qui ait jamais existé* » (1).

Ce sont ces qualités qui ont rapproché Rousseau de plus en plus de l'Évangile qu'il avait connu dans sa jeunesse et ont fait de lui, dans un siècle sceptique et universellement frivole, un **croyant**, mais un croyant libre, indépendant, un protestant pour tout dire. Et ce trait fondamental de son caractère est un de ceux qui firent le plus d'impression sur ceux de ses contemporains capables de le comprendre. Il écrivait à Mme de Créqui : « Quoique je sois trop bon chrétien pour être jamais catholique, je ne m'en crois pas moins de la même religion que vous ; car la bonne religion *consiste beaucoup moins dans ce qu'on croit que dans ce qu'on fait* » (2). Voilà bien l'homme qui n'avait jamais pu, comme on le faisait alors, considérer la religion comme une affaire de convenance et de pure forme, mais y voyait un principe de vie, et déclarait en 1762 qu'il resterait dans la religion de ses pères « si raisonnable, si pure, si conforme à la simplicité de l'Évangile, où il est rentré de bonne foi depuis nombre d'années et qu'il a toujours hautement professée » (3).

Bien loin de lui en vouloir, les plus sincères parmi les catholiques lui en savaient gré. A un membre du Parlement, Mme de Verdelin disait : « Si vous étiez aussi chrétien que lui, vous lui feriez des excuses, et de citoyen de Genève, vous prieriez M. Rousseau d'être citoyen de Paris », puis elle écrivait : « Si vous n'y étiez pas intéressé, nous ririons de voir ces protecteurs de la religion et des mœurs s'élever *contre le seul écrivain de son siècle qui ait écrit utilement en leur faveur* qui ait bien voulu *s'élever contre le matérialisme* que le bien seul de la société devrait proscrire (4) ».

C'est bien là ce qui unissait contre Rousseau toute la cabale des encyclopédistes et des littérateurs surtout affamés de gloire comme Voltaire. C'est là encore ce qui lui vaut les outrages de ceux qui, de notre temps, ne voient ou feignent de ne voir la vraie religion que dans la soumission aux ordres d'un prétendu souverain étranger, chef de l'Eglise prétendue universelle. *La Revue critique des idées et des livres* a consacré toute sa livraison du 25 juin 1912 à « caractériser d'après l'individu qui en a été le prophète et qui en a tiré sa gloire, cette corruption intégrale des hautes parties de la nature humaine qu'on appelle Romantisme » et qui se résume dans ces trois mots où l'on retrouve tout Rousseau, la peur, l'orgueil, la volupté. Voici un

(1) *Ibid.*, p. 285.

(2) *Ibid.*, p. 253.

(3) *Ibid.*, p. 297.

(4) *Ibid.*, p. 140-141.

échantillon de ce verbiage incohérent : « Le ciel chrétien, c'est la « surnature » ; on y entre au prix de la vertu et dans une autre existence. Le ciel romantique — lisez celui de l'Evangile auquel croyait Rousseau — c'est le mirage d'une terre et d'une humanité complaisantes à tous mes désirs ». On s'explique maintenant les scènes qui ont accompagné à Paris l'inauguration, au Panthéon, du monument du sculpteur Bartholomé, et combien elles ont dû paraître étranges à ceux qui, au dehors, sont depuis longtemps des admirateurs, et de Rousseau et de la France à laquelle il appartient incontestablement, et par ses origines et par son tempérament (1).

N. WEISS.

P. S. — Je saisis cette occasion pour signaler aux Rousseauistes les publications d'un de nos collègues, M. Théophile Dufour, actuellement l'homme qui connaît le mieux le Rousseau, non de la légende, et des partis politiques ou religieux, mais de l'histoire exacte. M. Dufour a publié en janvier 1905 : *Les institutions chimiques de Rousseau* (Impr. du *Journal de Genève*, 24 p. in-8°) ; — en novembre 1905, une *Première série de Pages inédites*

(1) On trouvera dans le *Temps* du 30 juin et du 1^{er} juillet 1912 un compte rendu des fêtes données à cette occasion. — Parmi les étrangers qui ont le mieux su pénétrer l'âme si complexe de Rousseau, il faut signaler le Danois Harald Høffding, professeur à l'Université de Copenhague dont le volume *Jean-Jacques Rousseau et sa philosophie*, vient d'être traduit d'après la 2^e édition danoise par M. Jacques de Coussange (Paris, F. Alcan, un vol. de XII-166 p. in-8°). — Signalons encore parmi les autres publications provoquées par ce centenaire, la *Revue chrétienne* de juillet-août 1912 qui renferme un sermon de notre collègue J. Viénot sur la *Conversion de J.-J. Rousseau* et un article sur *J.-J. Rousseau et la presse protestante* ; — les *Annales* du 30 juin 1912 où, après des articles plus ou moins bienveillants de E. Faguet, J. Lemaître, H. Roujon, J. Tiersot, etc., on trouvera le *Bien et le Mal qu'on a dit de J.-J. Rousseau*, c'est-à-dire les jugements d'un grand nombre d'écrivains. — Dans *Foi et Vie* des 16 juillet et 1^{er} août 1912, M. E. Doumergue démontre qu'il y a contradiction formelle entre la *Déclaration des Droits de l'homme et les principes du Contrat social*, que par conséquent ce n'est pas Rousseau qui a inspiré la Déclaration de 1789. — Dans le *Mercure de France* du 16 juillet, M. L. Guimbaud nous donne d'intéressants détails sur le *séjour de J.-J. Rousseau à Londres et à Wootton*. — Dans la *Grande Revue* du 10 août 1912, le Dr Julien Raspail a inséré un long article, *le mystère de la mort de Jean-Jacques Rousseau*, pour démontrer, d'après son masque mortuaire, qu'il a été assassiné par Thérèse Levasseur. Outre qu'il est difficile de se représenter Thérèse sous les traits de l'assassin de son bienfaiteur, cette thèse entraîne celle de la substitution d'un faux squelette à celui qui fut identifié lors de l'ouverture du cercueil le 8 décembre 1898 et dont le crâne était intact. Or cette dernière thèse est contredite par le fait que lors de cette ouverture, on retrouva à côté du squelette divers objets qui avaient été placés dans le cercueil en même temps que le cadavre (cf. *Le Journal* du 23 août et le *Mercure de France* du 16 septembre 1912). — On trouvera une description abondamment illustrée des *Fêtes du II^e Centenaire de Rousseau à Genève* dans le 4^e fascicule de *Nos centennaires*, édition Atar, Genève in-4°. A cette occasion le *Journal de Genève* avait publié un *Numéro Jean-Jacques Rousseau*, qui porte la date du 24 juin 1912.

de J.-J. Rousseau (70 pages in-8° extraites du tome I des *Annales de J.-J. R.*); — en février 1907, *Le Testament de J.-J. Rousseau* (février 1763, 20 p. in-8° extraites du *Bulletin de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève*, t. III, liv. I); — en février 1907, *La Deuxième série des Pages inédites* (120 p. in-8° extraites du tome II des *Annales*); — en 1909, *La première rédaction des Confessions*, Livres I-IV, publiée d'après le manuscrit autographe (un vol. de XII-278 p. in-8° extraites du t. IV, des *Annales*); — enfin en 1910, *Quelques lettres inédites de J.-J. Rousseau* (1768-1769, 60 p. in-8°, Genève, impr. Kündig). Toutes ces publications, accompagnées de notes aussi abondantes que précises, se trouvent à Genève à la librairie A. Jullien.

N. W.

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

Au musée du Désert, le 22 septembre 1912.

Le musée du Désert devient, de plus en plus, populaire dans nos Églises. Il ne pouvait en être donné de preuve plus décisive que l'assemblée qui s'est réunie le dimanche 22 septembre au Mas-Soubeyran. De longue date ne s'était vu au Désert un pareil concours de peuple protestant. Sans aucune exagération méridionale, le nombre des assistants dépassait quatre mille personnes. Il n'est peut-être pas de contrée dans les Cévennes plus riche en souvenirs que cette vallée qui unit Anduze à Saint-Jean-du-Gard. Là naquit Rolland, l'héroïque chef camisard et il n'est point de sentiers de ces rudes montagnes qu'il n'ait suivi avec ses vaillants Cévenols. Ici mourut Vivens tué par un misérable apostat, Jourdan. Par cette même route où, dans la paix et la liberté s'avancait la foule des fidèles, au mois d'avril de l'année 1704, descendaient vers Anduze les habitants de Mialet, chassés de leurs demeures et envoyés en exil à Perpignan pour les punir d'avoir recueilli les camisards fugitifs au lendemain du combat de Pompignan. Sur les hauteurs le petit hameau de La Beaumelle rappelle le souvenir d'une assemblée surprise. Au flanc des montagnes, de loin en loin, se trouvent des grottes profondes qui abritèrent les camisards aux années de la guerre des Cévennes.

Ces souvenirs du passé se réveillent dans cette contrée si pittoresque et deviennent plus vivants encore quand on entre dans la maison de Rolland. Si rien dans l'aspect extérieur n'a été modifié, si la demeure est restée telle qu'elle apparaissait aux jours où il l'habitait, maintenant elle renferme les reliques vénérables d'un grand passé. Depuis l'année dernière des dons généreux l'ont enrichie. Du matin à la nuit tombante les visiteurs n'ont cessé de parcourir,

moins les salles que les humbles chambres de ce musée unique en France.

M. A. Mailhet, l'érudit pasteur de Saillans, avait aménagé une salle consacrée entièrement à l'histoire du Dauphiné pendant la période du Désert. Avec un soin pieux, depuis longtemps il avait recueilli de rares et précieux souvenirs, qui permettaient de reconstituer la vie des protestants dauphinois, et les exposait au musée du Désert qui recevait ainsi un don d'une grande valeur.

Chacun admirait une reproduction fidèle de la tour de Constance telle qu'elle était au XVIII^e siècle, chef-d'œuvre de précision et de patience, offert au musée par les Églises de la Vaunage. Dans la salle Brousson se trouve une fort belle copie du portrait de l'illustre martyr d'après l'original conservé au musée de Nîmes. Sous les châtaigniers se tint l'assemblée, et ce fut un spectacle émouvant que celui de ce grand peuple, écoutant la parole divine lue dans la vieille bible de Rolland par M. le Pasteur Mailhet. Successivement, MM. E. de Seynes, Trial, Frank Puaux prirent la parole, s'inspirant des souvenirs du passé pour mieux faire comprendre les devoirs de l'heure présente.

Si les psaumes d'autrefois furent chantés, profonde fut l'impression, lorsque, dans le grand silence, s'éleva la voix de Mme Monod chantant *la Cévenole*, dont l'assemblée entière reprit le refrain :

Esprit qui les fit vivre
 Anime leurs enfants
 Pour qu'ils sachent les suivre.

Souvenirs inoubliables pour ceux qui eurent le privilège d'assister à cette assemblée, l'une des plus belles et des plus nombreuses qui se soit tenues au Désert depuis de longues années.

L'œuvre commencée au Mas-Soubeyran doit être poursuivie. Au cours de l'année 1913 la bibliothèque du musée du Désert sera organisée. Les livres, en effet, sont aussi des souvenirs et peut-être les plus précieux des souvenirs. Mais la Bibliothèque ne sera composée exclusivement que d'ouvrages se rapportant à la période de l'histoire de nos Églises qui s'étend de la révocation de l'Édit de Nantes (1685) à l'Édit de Tolérance (1687). Le jour viendra aussi où, à côté du Musée sans que rien ne soit changé à l'aspect extérieur de la maison de Rolland, s'élèvera le monument que la piété des protestants de France dressera à la mémoire sacrée des martyrs et des confesseurs du Désert.

Au Désert ils ont lutté, prié, souffert, au Désert ils sont morts, c'est au Désert que sera placé le tombeau de ceux que la persécution exila même des cimetières de la patrie.

F. P.

Le Gérant : FISCHBACHER.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

CINQUANTE-CINQUIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

TENUE AU MAS D'AZIL

les 19 et 20 octobre 1912

L'ancien comté de Foix, aujourd'hui représenté par le département de l'Ariège et qui ne fut réuni à la couronne que par l'avènement de Henri IV, d'abord roi de Navarre et comte de Foix, au trône de France (1607), est une des rares contrées d'où le protestantisme ne put pas être extirpé malgré une persécution extrêmement violente qui ne s'arrêta guère qu'aux approches de la Révolution. Ce résultat remarquable est dû pour une part à l'énergie des habitants qui, dès le XIII^e siècle, avaient lutté pour leur indépendance religieuse sous leur souverain albigeois Roger Bernard, dit le Grand, cinquième comte de Foix. Au XVI^e siècle, après avoir suivi en foule les prédications du religieux observantin Thomas Illyricus qui, dans tout le sud-ouest, s'était élevé contre les vices du clergé (1), ils s'étaient ralliés avec décision à la Réforme propagée par Marguerite, reine de Navarre, sœur de François I^{er} qui « persuadait un chacun de lire la Sainte Ecriture (2) », puis par sa fille Jeanne d'Albret.

(1) Voir sur lui, H. Patry, *Les Débuts de la Réforme protestante en Guyenne*, 1523-1559. Bordeaux, Feret et fils, 1912, in-4°, introduction.

(2) Voy. la réimpression (Foix, v^e Pomiès, 1894) du *Mémorial historique* de de Lescazes, p. 47. — Voici comment cet historien parle des protestants, p. 48 : « Les hérétiques, semblables aux animaux immondes, qui se nourrissent ordinairement des excréments plus sales et bourbeux, entretiennent leurs pensées et fantaisies dans les infectes souillures et vilaines ordures des plus anciens cloaques et hérésies artisées par leurs devanciers, et, fagotans erreur sur autre, produisent, par ce moyen, une formilrière de malheurs très sanglans. »

Au ^{xvii}^e siècle, la célèbre campagne entreprise par Louis XIII, à l'instigation du cardinal de Bérulle, pour arracher le Béarn à la Réforme en violant l'édit de Nantes, aurait vraisemblablement abouti à l'écrasement du protestantisme dans ce petit pays, si le maréchal de Thémines n'avait rencontré en 1625, au Mas d'Azil, une résistance héroïque qui se termina, le 20 octobre, par une véritable déroute de l'armée royale. On peut affirmer, en présence des mesures draconiennes qui, par exemple, expulsèrent alors de force le protestantisme de Pamiers et de Foix, que c'est à cette victoire que les Eglises réformées, actuellement encore existantes dans l'Ariège, durent leur salut. L'héroïsme qu'elles déployèrent à l'heure du péril leur assura quelques années de répit qui les aidèrent à ne pas sombrer pendant le siècle de la Révocation et de se retrouver, — fortement entamées il est vrai, — encore debout, lorsque la liberté de conscience put enfin être proclamée.

Pourtant le Mas d'Azil n'était et n'est encore qu'une bicoque d'un peu plus de deux mille âmes. Ses vieilles maisons se groupent pittoresquement, au pied du mont Baudet, des deux côtés de l'Ariège qui, un peu en amont, s'est creusé dans le roc un long et ténébreux souterrain. C'est dans ce souterrain que, lors du fameux siège, la population civile put se réfugier et c'est grâce à lui qu'au moment critique des opérations des assiégeants, un renfort important put pénétrer dans la vaillante cité et obliger les troupes royales à la retraite.

*
* * *

Voici comment, dans l'*Histoire ecclésiastique des Églises réformées* attribuée à Théodore de Bèze, un de ces témoins oculaires qui lui envoyaient des mémoires (1), raconte, non l'introduction de la Réforme, mais, alors que depuis longtemps déjà, elle y avait été secrètement propagée, la fondation de l'Eglise réformée du Mas d'Azil, en novembre 1561 :

« Par ainsi, au Mas d'Azil, fut commencé de prescher par Bernard Perrin (2). A quoy ne pouvant prendre plaisir ceux du monastère qui y est, mirent garnison dans leur temple (3), et

(1) L'*Hist. eccl.*, éd. Baum et Cunitz, I, 866-872 (pagination de l'original), renferme le récit des événements de 1560-1562 dans le comté de Foix; il est facile de voir, par la précision de certains détails, qu'il émane d'un témoin oculaire.

(2) On ne sait rien de plus sur ce Bernard Perrin, ni si ses prédications furent publiques ou secrètes. Les protestants escomptaient à ce moment déjà l'autorisation de célébrer leur culte publiquement, que leur assura en effet l'édit du 17 janvier 1562, de sorte qu'on peut supposer que ces prédications eurent lieu plus ou moins publiquement.

(3) Ce fut la tactique suivie un peu partout, de faire appel aux armes pour s'opposer à des prédications qui ne molestaient personne. Très souvent, comme on le fit par exemple à Pamiers, avant d'appeler des bandes armées,

(qui pis est) tuèrent un de ceux de la religion, pour lequel meurtre, voyant la ville mutinée contre eux, ils abandonnèrent le monastère et se dépossédèrent eux mêmes. »

Cette abbaye était celle des bénédictins dont les bâtiments furent démolis pendant les guerres de religion mais que les habitants devenus tous protestants, laissèrent néanmoins subsister, bien qu'on représente encore aujourd'hui le Mas d'Azil comme ayant été dès lors un « repaire de malfaiteurs ». C'est, en effet, le terme dont se sert M. l'abbé J. Lestrade dans un livre qu'il a intitulé *les Huguenots dans le diocèse de Rieux*, lequel ne renferme, comme il le dit lui-même avec une touchante candeur, que « des textes relatifs aux excès des religionnaires dans ce diocèse et dans la partie du diocèse de Pamiers auquel appartenait le Mas d'Azil » (1).

Or ces textes ignorent tout ce qui s'est passé au moment de l'introduction de la Réforme et les violences qui firent alors dévier le mouvement, — ou n'y font que de vagues allusions. Ils nous placent au beau milieu de la *troisième guerre de religion*, provoquée par l'édit de septembre 1568 qui interdisait l'exercice de toute autre religion que la catholique, sous peine de confiscation de corps et de biens. En outre, cette troisième guerre de religion eut un caractère particulièrement odieux dans les domaines de la reine de Navarre, Jeanne d'Albret, comtesse de Foix. Dès le 28 septembre 1563 le Pape Pie IV les avait mis en interdit « pour pouvoir être occupés par le premier qui aurait volonté et puissance de ce faire » et, après plusieurs complots contre la reine, le 18 octobre 1568, les parlements de Toulouse et de Bordeaux avaient reçu l'ordre de les faire saisir avec l'aide d'un traître, Charles de Luxe (2). »

On comprend que, partout où ils le purent, les réformés se soient soulevés contre la prétention intolérable de ces souverains spirituel et temporel, de confisquer corps et biens sous prétexte d'adhésion à la Réforme. — Telle est l'origine des « excès » que relate avec tant d'insistance M. l'abbé Lestrade, d'ailleurs attestés

ou de soulever la populace au son du tocsin, on avait eu soin de désarmer les huguenots ou de ne leur permettre d'aller au prêche que désarmés. Ce sont ces procédés anarchistes et révolutionnaires qui provoquèrent les premiers désordres et notamment à Foix et à Pamiers, le bris des images qu'on allègue toujours pour justifier le massacre des huguenots. Voy. dans *l'Histoire ecclési.* (après I, 866-872, III, 208-214), le récit de ces troubles qu'aucun texte contemporain n'est encore venu contredire.

(1) Extrait des *Archives historiques de la Gascogne*, Paris, Champion 1904. Que diraient des catholiques, affectant l'impartialité de l'abbé Lestrade, si nous publions, sous le titre, Les catholiques à Paris ou ailleurs, *uniquement* le récit de leurs crimes ?

(2) Voir, pour tous ces événements, le *Bull.* de 1891, p. 276-282 et aussi 1895, 638-660.

en termes généralement peu précis et sommaires (1), uniquement par des dépositions catholiques — en regard desquelles il s'est bien gardé de placer, soit les excès commis par les catholiques eux-mêmes, soit aucun texte du parti adverse.

*
* * *

Mais même si l'on s'en tient à ces documents unilatéraux, il suffit de les examiner d'un peu près pour en faire ressortir la partialité et l'exagération. Ainsi, en ce qui concerne le prétendu « repaire de malfaiteurs » qu'aurait été le Mas d'Azil, aucun témoin ne peut nous dire par qui et comment les bâtiments de l'abbaye furent détruits. On voit, par une déposition de 1599 (p. 57), qu'à travers tous ces troubles, ces « malfaiteurs » avaient laissé subsister la congrégation, puisqu'à cette date elle entretenait encore treize religieux, deux novices, ainsi que des « officiers, prédicateurs », etc.

Trentre-cinq ans plus tard l'évêque de Rieux lui-même visite la ville restée entièrement huguenote, constate que « la mission confiée à deux capucins depuis quatre ou cinq ans pour la conversion des hérétiques n'a fait aucun fruit » et qu'il n'y a qu'un seul habitant qui fasse acte de catholicisme. C'est pourquoi il se plaint de la prétendue tyrannie des protestants (2), mais ne s'aperçoit pas que son procès-verbal lui-même le contredit. On y lit, en effet, ces lignes : « M. Jean Olier, ministre en lad. ville, accompagné de tous les anciens du Consistoire nous auroit aussy faict ses salutations et *offre de leurs services* (3) avec toute sorte de soumission, tous lesquels nous aurions exhortés d'estre à l'advenir plus fidèles subjects et obéissans à leur prince qu'ils n'avoient été par le passé... et audict ministre en particulier, nous l'avons admonesté de se comporter si discrètement en ses presches et ses actions qu'il ne puisse pas donner subject d'aucune plainte. » Et comme les huguenots travaillaient les jours de fêtes catholiques et par conséquent chômaient, il ajoute : « Nous aurions faict des remonstrances très aigres aud. consuls et habitants. »

On voit qu'il suffit de lire avec un peu d'attention ces lamentations intéressées de gens désolés de n'être plus les seuls maîtres des âmes et des consciences et d'écouter cet évêque rabrouer de haut un pasteur et des ouailles sur lesquels il n'avait aucun droit, pour comprendre de quel côté était la tyrannie.

Si même, au lieu d'écouter un ecclésiastique, on écoute le

(1) Ainsi on parle d'ecclésiastiques massacrés (p. 7, 10, 19), sans citer le nom d'aucune de ces victimes.

(2) M. l'abbé Lestrade va jusqu'à écrire en tête de cette pièce (p. 63) que « si quelqu'un manifestait des velléités de conversion... Il était outragé et *risquait d'être assassiné* » !

(3) C'est nous qui soulignons.

témoignage d'un laïque catholique, tenu à moins de ménagements, on trouvera dans une déposition rédigée encore trente ans plus tard, en 1665, c'est-à-dire vingt ans avant la Révocation, à la fois la preuve de la tolérance des autorités huguenotes et la justification de leur préférence pour les prétendues « erreurs de Calvin ». Le secrétaire de l'intendant, M. de Bezons, écrit ceci, toujours à propos de l'abbaye du Mas d'Azil, victime prétendue de la tyrannie huguenote : « Le même désordre qui donna entrée à l'hérésie au Mas l'y entretient encore aujourd'hui... Les religieux qui sont à présent dans le Mas sont la plupart vitieux, ignorans, chasseurs, cabaretiers, joueurs, etc., ce qui cause un extrême plaisir aux huguenots et scandalise les pauvres catholiques (1). Or, à ce moment, cette pauvre congrégation comptait encore treize religieux et avait plus de 6 000 livres de revenu !

Ceci ne signifie nullement que les huguenots furent irréprochables, mais simplement que leurs descendants d'aujourd'hui n'ont pas à rougir de leurs ancêtres qui, après avoir sans doute longtemps écouté, réfléchi et subi patiemment l'application de lois barbares, se rangèrent du côté d'une minorité mal vue en haut lieu et contre laquelle on se croyait tout permis. Au Mas d'Azil, comme ailleurs, si on les avait laissé aller au prêche, si, à l'instar de ce que Jeanne d'Albret tenta vainement en Béarn, on leur avait cédé une part équitable des édifices et des biens que le peuple avait bâtis et donnés pour que ses besoins religieux fussent satisfaits, on aurait pu faire l'économie des guerres de religion dont les conséquences pèsent si lourdement sur notre pays. La responsabilité en incombe à ceux qui n'ont jamais voulu admettre, même la possibilité pour chacun d'obéir librement à sa conscience. Il faut malheureusement ajouter que si, à un moment donné, les huguenots n'avaient pas rendu coup pour coup, ils auraient été exterminés, comme leurs coreligionnaires d'au delà des Pyrénées.

Il est donc nécessaire que nous saisissons toutes les occasions que nous offre le retour de certaines dates pour rappeler des faits sans cesse méconnus ou travestis. C'est à cette pensée qu'avaient obéi ceux qui nous avaient conviés à commémorer avec eux en octobre ou novembre 1911, le trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de l'Eglise réformée du Mas d'Azil.

*
* *

On sait que diverses circonstances nous obligèrent à remettre d'une année l'exécution de ce projet. Au lieu de se rendre dans

(1) Extrait « des Mémoires pour les catholiques du Mas d'Azil » rédigés en 1665 par M. Tournier, secrétaire de M. de Bezons, intendant, et publiés par l'abbé D. Cau-Durban dans la *Revue des Pyrénées* de 1897, 2^e livraison, p. 166.

l'Ariège, notre Comité participa au *Centenaire de l'Oratoire du Louvre à Paris*. Ainsi que le *Bulletin* l'avait annoncé (1911, 480), ce centenaire fut célébré le 1^{er} novembre au soir en présence d'une très nombreuse assistance. Tout le devant de l'estrade dressée au bas de la chaire était occupé par des pasteurs de presque toutes les Eglises protestantes parisiennes, démontrant, par le fait seul de leur présence, la différence qu'il y avait, pour l'expansion du protestantisme dans la capitale, entre 1911 et 1811 où notre culte n'était célébré qu'à l'Oratoire et aux Billettes. Les réunions de toute nature sont tellement nombreuses à cette époque de l'année dans nos milieux protestants comme dans tous les autres, que nos journaux n'ont pu consacrer que quelques lignes à cette solennité. Aussi a-t-on regretté qu'en s'inspirant de l'exemple que nous donnèrent en 1908 nos coreligionnaires luthériens, personne n'ait eu l'idée d'en conserver le souvenir dans une publication spéciale qu'il eût été facile de rendre intéressante et attrayante.

C'est le 19 octobre au matin, qu'en gare de Toulouse, après une nuit plutôt trépidante, le président et le secrétaire de notre Société d'Histoire se rencontrèrent, dans le train qui va de Toulouse à Bayonne, avec MM. les pasteurs D. Benoît de Montauban et Lengereau de Toulouse accompagné de MM. le professeur Abelous et Ourgaud, pasteur à Mazères.

A Carbonne, l'Arize, descendue du centre du département de l'Ariège, après une course accidentée vers l'ouest et avoir arrosé en dernier lieu Rieux, chef-lieu du diocèse, va se jeter dans la Garonne. C'est là qu'on se réembarque dans un petit train à voie étroite qui remonte la pittoresque vallée du torrent jusqu'au Mas d'Azil. Sauf Saverdun et Mazères, situées à l'extrémité nord du département, sur la ligne de Toulouse à Foix, toutes les anciennes Églises réformées du pays encore existantes, le Carla-Bayle, les Bordes, Sabarat, Le Mas d'Azil, Rieubach, Gabre et Camarade se trouvent, soit dans cette vallée, soit dans les environs immédiats. Leur groupement démontre éloquemment ce que j'ai dit plus haut du service que leur rendit la résistance victorieuse de 1625. Chemin faisant M. Daniel Benoît nous explique leur situation et évoque le souvenir d'un de leurs pasteurs qui fut un poète historien, Napoléon Peyrat, connu et apprécié jadis par les chefs du romantisme. Le pays est charmant sous le soleil d'automne qui a paré d'or et de pourpre le feuillage des vignes et des arbres à travers lesquels on suit le cours capricieux de la rivière.

Au Mas d'Azil nous trouvons M. le pasteur Chabert déjà entouré de plusieurs de ses collègues; le général d'Amboix de Larbont emmène les Toulousains et Parisiens dans la vaste demeure que

ses aïeux ont toujours occupée au centre de la ville et dont le jardin en terrasse est dominé par l'église catholique reconstruite au xvii^e siècle sur les fondements de l'abbaye. Hospitalité dont nous ne dirons rien pour ne pas offusquer la bonne grâce avec laquelle elle fut offerte, si ce n'est qu'elle fut hautement appréciée par ceux qui eurent le privilège d'en jouir.

Après le déjeuner nos hôtes profitent du beau temps pour nous montrer la fameuse grotte. On traverse le bourg en remontant le cours de la rivière sur la route de Saint-Girons qui la côtoie et passe à côté d'elle par le souterrain. Celui-ci est bien plus grandiose et plus imposant que ne le laisse supposer l'entrée qui, de ce côté, est, en réalité, la sortie du torrent. Il a fallu une force incalculable à ce dernier pour percer, sur une si grande étendue, une masse rocheuse compacte et sans fissure. On se figure ce vaste souterrain alors qu'il n'était pas, comme aujourd'hui, éclairé par l'électricité. Si, comme on voudrait nous le faire croire, à l'époque où le Mas d'Azil devint huguenot, il avait été un « repaire de malfaiteurs », l'histoire aurait conservé le souvenir d'au moins quelques-uns des crimes qui durent alors être perpétrés dans ces ténèbres. Or personne n'a gardé la mémoire du moindre attentat qui s'y serait commis. On s'explique, par contre, parfaitement, les eaux y étant généralement basses, que toute une population ait pu y trouver un refuge en 1625.

*
* * *

Nous rentrons avec le soleil couchant qui éclaire ce paysage infiniment varié et gracieux, par la vieille route qui passait, non au-dessous, mais au-dessus du tunnel et nous préparons à assister à la première des trois réunions auxquelles nous devons prendre part. L'auditoire, déjà très nombreux le samedi soir, n'a fait qu'augmenter, d'abord l'après-midi, puis le soir du lendemain.

Le temple très simple, mais très bien restauré, est vaste. En face d'une chaire — beau travail d'ébénisterie ancienne — qui occupe l'une des extrémités du parallélogramme, une tribune, au-dessus de la porte d'entrée, contient une nombreuse jeunesse qui a depuis longtemps, grâce à des concours bénévoles, étudié les chants et les chœurs qui permettront à l'auditoire de reprendre haleine dans les intervalles des discours. Disons tout de suite que cette jeunesse s'est très bien acquittée de sa tâche. Les psaumes, les chants et les chœurs qu'elle a exécutés avec autant d'entrain que de sentiment et de mesure, ont grandement contribué au succès de ces séances.

Celle du samedi soir a été, après quelques paroles de cordiale

bienvenue de M. le pasteur Chabert, presque entièrement occupée par M. F. de Grenier de Latour. Depuis plusieurs années il a recueilli tout ce qui a été imprimé, et copié intégralement tous les textes encore inédits sur l'histoire du protestantisme dans la région. Il en a extrait une narration des destinées de l'Église du Mas d'Azil, et une série de notes sur les nombreux pasteurs qui successivement édifièrent le petit troupeau. Ce travail sera certainement complété et comblera une lacune dans notre historiographie huguenote (1).

La séance du dimanche après midi s'ouvre par une étude du pasteur Chabert sur le temple actuel, que nous comptions présenter à nos lecteurs, mais qui nous fait défaut au dernier moment. Notre président présente alors la substance du rapport qu'on va lire. — Après lui le secrétaire groupe un certain nombre de

(1) Une histoire exacte et surtout impartiale de la Réforme dans le comté de Foix, n'existe pas et mériterait de tenter quelque jeune chartiste en quête d'un sujet nettement délimité, pour une thèse de doctorat, ou un homme de loisir connaissant bien le pays et pouvant en explorer les archives. J'ai, je crois, le premier, essayé d'esquisser les grandes lignes de ce travail, en 1878, dans un article de l'*Encyclopédie des sciences religieuses* (tome V, p. 8 à 11) intitulé Foix (*Le protestantisme dans le comté de*). — Depuis lors, sans parler de la réédition de l'*Histoire du Languedoc* de dom Vic et Vaissète, ont paru un certain nombre d'ouvrages ou de travaux que je vais énumérer : J'ai déjà cité — et discuté — le recueil de documents publiés en 1904 par l'abbé J. Lestrade, sous le titre *Les Huguenots dans le diocèse de Rieux*, un vol. de 260 p. in-8° pourvu d'un index détaillé. — De 1891 à 1894 on a réimprimé pour la *Société ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts*, un volume devenu rare, *Le mémorial historique contenant la narration des troubles et ce qui est arrivé diversement de plus remarquable dans le Pais de Foix et Diocèse de Pamiers, depuis l'an de grâce 1490 jusques à 1640*, par Jean-Jacques de Lescazes Foixien, Prestre, jadis Curé de Foix, et à présent de Bénac et ses annexes de Serres et du Bosc, au mesme diocèse. Tolose, A. Colomiez, 1644 (Foix, impr. v° Pomiès). Ce volume de 280 pages in-8°, index compris, est un récit extrêmement partial, désordonné, dépourvu de chronologie et de critique, dont il ne faut se servir qu'avec beaucoup de précaution, en y joignant un numéro supplémentaire du tome IV du *Bulletin de la Société ariégeoise* qui renferme des notices sur l'auteur. — M. le professeur P. A. Brun a publié sur les *Guerres religieuses dans le pays de Foix* sous le règne de Louis XIII, une brochure très documentée de 82 p. in-8° (Foix, Gadrat, 1895), mais qui ne semble guère au courant de l'histoire générale et de la situation du protestantisme français à cette époque. — On peut y ajouter un article de l'abbé D. Cau-Durban sur *l'Etat du Mas d'Azil après les guerres de Religion*, paru dans la *Revue des Pyrénées* de 1897 (t. II, 2^e livr.); et le *Journal du Siège du Mas d'Azil en 1625*, par J. de Saint-Blancard, défenseur de la place publié par M. C. Barrière-Flavy dans le 4^e volume du *Bulletin de la Société ariégeoise* (n° 11). — Enfin M. G. Doublet a étudié *Les protestants à Pamiers sous l'épiscopat de Caulet* (1644-80) dans les *Annales du Midi* (t. VII, 1895), en une brochure de 48 pages (Toulouse, Privat, 1895); — et en 1894, M. Pierre Brun, professeur au lycée de Foix, a communiqué au Congrès des Sociétés savantes, un intéressant mémoire sur *Les assemblées illicites des protestants dans le pays de Foix à la suite de la Révocation de l'Édit de Nantes* (une brochure de 30 p. in-8°, Foix, Gadrat 1894).

faits autour de ces deux questions : D'où vinrent, dans l'ancien comté de Foix, d'abord la Réforme, puis les guerres de Religion, et termine par un aperçu de ce que le groupe protestant de la vallée de l'Ariège a dû subir depuis la mort de Henri IV jusqu'à la Révolution, aperçu qui donne une haute idée de sa force de résistance et de ce qu'il serait capable d'accomplir s'il comprenait aujourd'hui son devoir. — Enfin M. Daniel Benoît termine la séance par une harangue enflammée sur le martyre du pasteur François Rochette et des trois frères de Grenier — les gentilshommes verriers de Gabre — martyre qui, avec celui de Calas, hâta certainement l'avènement de la liberté religieuse, et dont cette année marque le trois cent cinquantième anniversaire.

Le soir, devant le plus nombreux des trois auditoires qui se succédèrent ainsi à quelques heures d'intervalle, notre collègue, le général d'Amboix de Larbont, retraça, en s'aidant d'un plan de la ville et d'une carte murale, les péripéties multiples du fameux siège de 1625. Cet exposé technique et vivant permet aux gens du pays, grâce à leur connaissance des lieux, de revivre cette lutte glorieuse où — une fois n'est pas coutume — le bon droit, malgré l'infériorité numérique de ses défenseurs, eut raison de la force. Remarquons que cette seconde réunion du 20 octobre, jour anniversaire de la retraite des troupes royales, avait lieu exactement 287 ans après cette retraite. M. F. Puaux la termina en présentant nos félicitations, nos remerciements et nos vœux à tous ceux qui nous avaient permis ce retour vers un passé si riche en hautes et salutaires leçons.

La soirée s'achève chez M. le pasteur Chabert où nous retrouvons tous ses collègues de la région que nous n'avions guère eu jusque-là que le temps d'entrevoir et dont nous regrettons bien de ne pouvoir visiter les diverses paroisses. Le lendemain nos hôtes nous transportent d'abord à La Bastide-de-Sérou où nous avons tout juste le temps de parcourir le beau domaine du Larbont. Mais la pluie qui nous avait épargnés jusque-là s'installe, noie la silhouette des montagnes et c'est à travers des rafales torrentielles que nous gagnons l'ancienne capitale, la ville de Foix qui semble avoir précédé le Mas d'Azil dans la voie de l'adhésion à la Réforme, mais où, après avoir été combattue à outrance dès qu'Antoine de Bourbon, mari de Jeanne d'Albret, se fut mis à la remorque du duc de Guise, elle ne put finalement se maintenir. Il fait nuit, lorsqu'à travers le brouillard nous essayons de distinguer les célèbres tours du château perchées au milieu de la ville sur un rocher inaccessible sauf d'un seul côté. Le temps a passé si vite et si agréablement que ce n'est pas sans regret que le président et le secrétaire prennent congé de leur collègue le général à la gare de Foix.

Une heure plus tard nous nous retrouvons en gare de Toulouse. Le président a juste le temps de sauter dans le rapide de Paris. Le secrétaire qui a promis au retour d'aller voir le Musée du Désert, continue son voyage le lendemain, non sans avoir été admirer le beau temple tout neuf que M. le pasteur Lengereau a fait élever pour nos coreligionnaires toulousains dans l'ancienne trésorerie de la ville. Conçu dans un style essentiellement méridional, utilisant avec à-propos jusqu'au moindre vestige de l'ancien bâtiment du xv^e siècle, ce temple est une merveille de goût et d'aménagement. Il est, en outre, placé en face même de la célèbre place du Salin où furent brûlés ou exécutés plusieurs de nos martyrs. Ce n'est pas sans émotion qu'on lit leurs noms sur une plaque de marbre fixée dans la spacieuse entrée du temple et qu'on contemple la table de communion donnée en mémoire de Calas. Je devrais maintenant, pour être complet, parler de l'excursion à Nîmes et dans les Cévennes, paysage austère et suggestif que je n'avais pas contemplé depuis bien des années. Je devrais essayer de traduire l'impression que me fit, au milieu des montagnes, le hameau enchevêtré de passages obscurs, sinueux comme un labyrinthe, du Mas Soubeiran. Je devrais refaire la description de l'intéressant Musée que nos lecteurs connaissent et qui, sous l'habile direction du biographe d'Antoine Court, s'est si rapidement développé. Les teintes automnales des rares arbres ou arbustes qui ça et là rompent la monotonie des pierres — on supprime, hélas, les châtaigniers — ajoutaient encore à la mélancolie de ces témoins d'un passé qu'on ne peut évoquer sans regret.

Mais, après avoir tant entendu parler de ces lieux célèbres, je n'ai pu les parcourir, pour la première fois, qu'à la hâte et encore grâce à l'aimable dévouement du conservateur que j'ai eu la malchance de surprendre au milieu d'un déménagement. Ce qui m'est donc surtout resté de cette première impression fugitive, c'est le désir de la renouveler plus à loisir. J'en reparlerai, D. V., si les grandes assemblées que l'inauguration de ce musée a provoquées me fournissent un jour l'occasion d'une rencontre moins précipitée.

N. WEISS.

DISCOURS DU PRÉSIDENT

MESSIEURS,

Le Comité de la Société de l'histoire du protestantisme français a considéré comme un privilège, répondant à votre invitation si bienveillante, de pouvoir tenir son assemblée générale annuelle au Mas d'Azil.

Aussi je prends la parole, en son nom, sous l'impression d'une sincère reconnaissance à laquelle s'ajoutent les sentiments d'admiration que font naître les souvenirs de votre grand passé, car pour nous aussi, Mesdames et Messieurs, le Mas d'Azil est une terre sacrée. Comment pourrions-nous oublier, surtout en un tel jour, où pieusement vous célébrez le trois cent cinquantième anniversaire de l'introduction de la Réforme dans le comté de Foix, et où nous rappelons le souvenir du martyr de Rochette et des frères de Grenier, que, dès les temps les plus anciens, avant même l'aurore de la Réformation, l'Évangile eut, dans ces contrées, ses témoins et ses martyrs. Ici tout rappelle un indomptable courage et tout révèle une foi invincible. Qui donc a pu lire le récit du siège du Mas d'Azil sans éprouver cette émotion que seul peut causer le spectacle d'un peuple prêt à mourir pour la défense de sa foi ?

Quand votre ville fut investie, Ambois et de Larbont, que Rohan, par un magnifique éloge sous sa plume sévère, appelle un soldat expérimenté, en assumèrent la défense. Presque à trois siècles de distance, il nous sera donné d'entendre un soldat expérimenté aussi rappeler les phases de l'héroïque défense du Mas d'Azil, car, par une merveilleuse rencontre, par ses nobles origines comme par son nom, il évoque le souvenir des deux héros de ces temps lointains, j'ai nommé notre éminent collègue, M. le général d'Amboix de Larbont.

Ainsi avons-nous déjà vécu hier dans ce passé de votre

Eglise en entendant M. F. de Grenier Fajal et M. E. Chabert et nous y revivrons encore aujourd'hui en écoutant les communications de MM. N. Weiss et D. Benoît.

Il m'est réservé de vous faire connaître l'œuvre, et je ne crains pas de dire la grande œuvre, de notre Société, car son devoir est de poursuivre, sans défaillance, la revision de l'injuste condamnation du protestantisme français, condamnation qui a pesé sur ses destinées et que nous devons abolir à toujours. Si nous voulons en rechercher les causes premières, il faut surtout se reporter à cette terrible année 1685 qui fut celle de la révocation de l'édit de Nantes. Il n'est peut-être pas, en effet, d'exemple dans l'histoire moderne de l'Europe d'une infortune aussi grande que celle des Eglises réformées de France sous le règne de Louis XIV. De cette Eglise qui avait compté pour la servir tant d'orateurs, d'érudits, de savants, il resta à peine, dans le siècle qui suivit, un souvenir. Temples, académies, collèges, écoles avaient disparu dans la tempête. La France, comme l'écrivait Bayle, votre illustre compatriote, était devenue toute catholique sous le règne de Louis le Grand. Il ne faut pas s'y méprendre, la persécution avait fait son œuvre de ruine. Le désastre fut immense et la victoire sur l'hérésie put paraître définitive.

La restauration du protestantisme français s'est poursuivie pendant le XVIII^e siècle au prix de sacrifices admirables sans doute mais, à vrai dire, en marge de l'histoire de la France. On ne saurait oublier que, victimes d'une cruelle législation, proscrits de tous les emplois, sans état civil, exilés dans leur propre patrie, les protestants français ne purent être associés aux destinées de la nation comme l'avaient été leurs ancêtres dans les siècles précédents. Leurs ennemis n'avaient pas cessé de les accuser d'être inféodés au parti de l'étranger, affirmant, contre toute vérité, que notre Réforme religieuse, importée du dehors, était contraire au génie comme aux aspirations de notre race.

Aussi lorsque la liberté des cultes fut enfin reconnue

et que nos Eglises purent se reconstituer, les anciennes accusations se renouvelèrent. On peut dire que, dans les premières années du ^{xix}^e siècle, il n'était presque pas d'ouvrages historiques, où la Réforme ne fût l'objet des jugements les plus injustes, où ses grands hommes ne fussent indignement calomniés, où les persécutions ne parussent justifiées, comme si, en vérité, l'on se consolait ainsi de ne pouvoir les renouveler. Il semblait que ce n'était pas assez d'avoir chassé autrefois, par milliers et milliers, les protestants de France, et qu'il fallait même les exiler de l'histoire de la patrie.

Une œuvre de défense sur le terrain même de l'histoire devait donc être entreprise. Dans ce noble but fut fondée, il y a plus de soixante ans, la Société de l'histoire du protestantisme français. Les protestants ne doivent prononcer qu'avec reconnaissance le nom de Charles Read qui fut son fondateur, en l'associant à ceux du baron F. de Schickler et de Jules Bonnet qui, avec lui et après lui, continuèrent et développèrent son œuvre.

Ils voulaient faire rendre justice à des Français qui ne s'étaient séparés de l'Eglise de Rome que pour obéir à leur conscience, se réclamant du droit absolu de tout homme à professer ses croyances religieuses.

Ils voulaient démontrer, moins par des discussions que par le témoignage de l'histoire, que la Réforme était française dans ses origines comme elle l'était demeurée dans ses développements, malgré les violences et la persécution. Ils voulaient refouler à l'égout la boue séculaire des calomnies lancée contre la mémoire des Réformateurs comme réduire à néant les perfides accusations qui faisaient de nos pères des séditeux et des révoltés.

Mais ils voulaient aussi révéler au peuple protestant qui, par le malheur des temps, en était devenu ignorant, les richesses de son passé, dans la certitude qu'il y puiserait de nouvelles forces en se pénétrant de l'esprit de foi et de piété de ses ancêtres. Telle était la tâche qui s'imposait aux fondateurs de notre Société, compris et soutenus, dès la première heure, par des hommes dont la

vie et les travaux ont honoré le protestantisme français. Je m'en voudrais de ne pas citer les noms d'Adolphe Monod, Athanase Coquerel, Bersier, Douen, les frères Haag, Viguié, Ch. Weiss, Lutteroth, le comte Delaborde, Henri Bordier, pour ne nommer qu'eux seuls.

Depuis, les années ont passé nombreuses et jamais le travail qu'ils avaient commencé n'a cessé d'être fidèlement poursuivi. Aujourd'hui le *Bulletin* de la Société, qu'avait créé M. Read, est dans la soixante et unième année de sa publication, et depuis vingt-huit ans, notre secrétaire M. Weiss, avec autant de zèle que de science, en a pris la direction. Soixante volumes d'une extraordinaire richesse de documents et d'études donnent ainsi la preuve de l'activité de notre Société. Il est peu de collections relatives à l'histoire de France d'une aussi grande valeur, et pour la rendre plus précieuse encore, le Comité a décidé la publication d'une table générale des matières des cinquante premières années du *Bulletin*. Travail considérable qu'avait entrepris M. Gaidan en établissant une table restée manuscrite qui a rendu de réels services, repris et mené à bonne fin avec le concours de plusieurs savants sous la direction de notre collègue M. Fonbrune-Berbinau que nous ne saurions assez remercier des soins qu'il a apportés à la revision des milliers de fiches établies dans ce but. Cette table, dont l'impression exigera deux forts volumes, non seulement relèvera tous les noms de personnes et de lieux cités dans le *Bulletin*, mais comportera aussi une table alphabétique et analytique des matières, d'un prix inestimable pour les érudits. Notre Société a pris pour devise les célèbres paroles que Genève, aux jours de la Réformation, inscrivit dans ses armoiries : *Post tenebras, Lux*, après les ténèbres, la lumière. Par son *Bulletin*, en effet, elle a dissipé et dissipera toujours plus les ténèbres qui s'étaient faites sur notre histoire. Si les études sur le protestantisme français se sont multipliées ; si plus encore elle se sont inspirées d'une rigoureuse méthode historique ; si d'odieuses calomnies ne se retrouvent plus que dans de misérables pamphlets, il n'est que

juste d'en attribuer la cause à cette œuvre de lumière poursuivie par le *Bulletin*.

Car il a fallu compter avec des travaux basés sur les documents étudiés par nos savants. Aussi n'est-il plus d'historiens dignes de ce nom, qui ne reconnaissent les services rendus par cette publication non pas seulement à l'histoire du protestantisme, mais à l'histoire de France.

Dès l'année 1866, dans une assemblée générale de notre société, notre président d'honneur, l'illustre François Guizot disait : « Nous voulons commencer une bibliothèque où ceux qui désirent connaître et retracer notre passé puissent trouver les aliments de leur curiosité pieuse ou les éléments de notre histoire ».

Comment notre Société n'aurait-elle pas répondu à un semblable désir? Le livre des livres, la Bible, n'est-il pas à la base même de notre Réformation qui substitua son autorité à celle de l'Eglise? N'est-ce pas par le livre, sous toutes ses formes, que s'exerça la propagande la plus active de la Réforme? Mais la persécution n'avait pas seulement atteint les fidèles, les livres hérétiques eux-mêmes furent aussi condamnés et qui peut dire le nombre de ceux détruits ou brûlés au cours des siècles passés? Aussi l'œuvre entreprise présentait-elle un caractère de juste réparation de cet exil qui, peu à peu, avait banni les livres protestants de presque toutes les bibliothèques et rendait aussi presque impossible leur étude. Sans aucun doute, l'histoire de notre bibliothèque sera écrite, rappelant ses humbles commencements et montrant ses rapides progrès; qu'il me suffise de dire qu'aujourd'hui elle est, sinon la plus riche, du moins l'une des plus riches bibliothèques particulières de Paris. Si un tel résultat a pu être obtenu, nous le devons au don vraiment royal de M. le baron Fernand de Schickler, grâce auquel la bibliothèque a été installée dans le vaste immeuble de la rue des Saint-Pères. Aujourd'hui plus de quarante mille volumes s'y trouvent réunis, collection unique d'ouvrages d'écrivains protestants, dont un grand nombre d'une extrême

rareté. Au cours de ces deux dernières années, elle s'est enrichie aussi bien par des dons généreux que par des acquisitions. Mais que de fois notre savant bibliothécaire, M. Weiss, aurait voulu disposer de sommes importantes pour pouvoir acheter, soit à des libraires, soit à des ventes, tel ou tel ouvrage manquant à nos collections. Aussi sommes-nous reconnaissants à Mme Alfred André répondant à sa demande d'avoir mis à sa disposition une somme de mille francs qui a permis l'achat de plusieurs livres précieux, donnant ainsi un exemple que nous voudrions voir suivi par plusieurs. A nos livres s'ajoute une collection de manuscrits relatifs à notre histoire protestante, collection devenue aujourd'hui si importante que le Comité a décidé d'en publier le catalogue. Il n'est pas possible d'en énumérer ici les richesses, mais il est certain, par exemple, que pour ce qui concerne l'histoire du protestantisme français au XVIII^e siècle, on ne saurait trouver, nulle part, une réunion de documents aussi complète et aussi rare.

Ce catalogue est destiné à rendre les plus grands services, en faisant connaître aux savants toujours plus nombreux qu'attire l'étude de la Réforme française, les nombreux documents encore inédits qu'ils sauront utiliser. Ce grand travail, qui doit s'inspirer des méthodes historiques les plus exactes, est déjà commencé, car notre collègue, M. Fonbrune-Berbinau a achevé le catalogue du fonds important de manuscrits légué à la bibliothèque par Athanase Coquerel fils.

Je ne dis rien qui ne soit véritable en affirmant que notre bibliothèque est devenue un centre historique. Que de savants travaux lui sont redevables et que d'historiens ont témoigné de leur reconnaissance d'y avoir trouvé aussi bien des documents de premier ordre que l'accueil le plus sympathique. Nombreux sont les ecclésiastiques catholiques qui sont venus y travailler et j'aime à citer un passage d'une lettre reçue ces jours derniers par M. Weiss et que lui adressait un prêtre distingué en lui envoyant, en même temps, l'un de ses travaux : « Il doit

beaucoup, disait-il, à vos savantes publications quant aux documents et à leur mise en œuvre. J'ai essayé, en outre, d'être aussi impartial qu'il m'a été possible, je suis de ceux qui cherchent ce qui unit et souffrent de ce qui divise. »

On ne peut qu'applaudir à ces nobles paroles. Les études historiques ne doivent pas poursuivre d'autre but que la recherche de la vérité. Ne s'établir d'une manière définitive que le vrai, non pas que l'erreur ne puisse paraître parfois triompher, mais sa ruine n'en reste pas moins certaine et l'histoire en donne des preuves décisives. Nos historiens protestants ne cessent de prouver la justice de la cause que soutenaient nos ancêtres, mais sans vouloir dissimuler leurs faiblesses ou leurs erreurs, car ils étaient des hommes.

Tel est bien le caractère des nombreux et remarquables ouvrages parus ces derniers temps et dont la publication sans doute n'aurait pas été possible sans le *Bulletin* de la Société et sans sa bibliothèque. Je ne peux que citer parmi les ouvrages parus dans ces deux dernières années le livre consacré par M. J. Barnaud au réformateur *Pierre Viret, sa vie et son œuvre* (1511-1571); la savante thèse de doctorat ès lettres de notre collègue M. J. Pannier sur *l'Église réformée de Paris sous Henri IV* couronnée par l'Académie française; *De la Révocation à la Révolution*, par M. le pasteur M. Lelièvre; le grand ouvrage sur les *Prédicants du Désert*, de M. Ch. Bost, couronné aussi par l'Académie française; la nouvelle édition du *Journal de Jean Migault*, le noble confesseur de la foi, donné par M. Weiss; la biographie d'*Oberlin*, due à M. Camille Leenhardt; *l'Histoire du protestantisme dans le département d'Eure-et-Loir*, par M. le pasteur H. Lehr; enfin l'étude de M. Beuzart sur *les hérésies pendant le moyen âge et la Réforme jusqu'à la mort de Philippe II (1598) dans la région de Douai, d'Arras et du pays de l'Allee*. Hier même paraissait une savante étude de M. Rocheblave, consacrée à *Agrippa d'Aubigné*. Il n'est plus, aujourd'hui, de savants qui ne reconnaissent en Calvin l'un des plus grands écri-

vains de la France. Par la maîtrise de la pensée servie par la maîtrise de la langue, il ouvrit les voies nouvelles que devaient suivre les écrivains et les penseurs du grand siècle. Aussi un hommage remarquable a-t-il été rendu à ce premier maître de la prose française par la publication récente de son chef-d'œuvre, *l'Institution chrétienne*, d'après l'édition rarissime de 1541 par les soins de M. Albert Lefranc professeur au Collège de France, secondé dans sa tâche par MM. Chatelain et Pannier. J'aime à dire que c'est dans notre bibliothèque que fut recopié le texte de cette édition dont on ne connaît que trois exemplaires, par notre agent, M. Dudan, qui apporta le soin le plus minutieux à ce long travail.

L'histoire est une résurrection, selon la parole célèbre de Michelet. C'est, en effet, notre devoir de ressusciter notre passé, non pour nous y asservir, mais pour le continuer en nous inspirant de ses leçons et de ses exemples. Livres, manuscrits, documents, études servent ce dessein, mais notre Comité a estimé qu'il pouvait, d'autre manière encore, le réaliser et sur la proposition de son président, au cours de l'année dernière, il a décidé la création d'un musée historique dans des circonstances qu'il ne sera pas sans intérêt de rappeler.

Dans la vallée qui s'étend d'Anduze à Saint-Jean-du-Gard, sur les hauteurs que domine le Gardon se trouve un hameau qui porte un nom célèbre dans l'histoire de la guerre des Cévennes, le Mas-Soubeyran. C'est la patrie de Pierre Laporte dit Roland, le célèbre chef camisard. Il y a déjà de lointaines années, le dernier descendant des Laporte, réduit à la misère, se voyait menacé de vendre la demeure familiale, celle où naquit Roland. Touché d'une si grande infortune, M. F. de Schickler, avec son admirable générosité, ouvrit une souscription pour le rachat de cette demeure historique où le dernier des Laporte put terminer, dans la paix, sa carrière.

Lorsqu'il mourut et eut été enseveli sous les grands châtaigniers, comme furent ensevelis ses ancêtres, la maison devint déserte.

Il parut alors qu'il n'était pas possible que des étrangers vinssent habiter cette demeure, propriété de la Société de l'histoire du protestantisme français, à laquelle s'attache pour toujours le nom du héros camisard. Elle devait rester, pour nous, un lieu sacré où pourraient être recueillis les souvenirs de ces temps où l'Eglise était sous la croix, jours de deuil et de souffrances, mais aussi jours d'une incomparable grandeur.

Telle a été l'origine de ce musée qui, dès la première heure, s'appela le Musée du Désert. Rien n'a été changé dans l'aspect extérieur de l'humble maison, mais ses chambres sont devenues les salles de ce musée unique en France. Nul n'y entrera sans revivre dans ces temps où si noblement nos pères avaient accepté une vie de douleurs et de sacrifices pour demeurer fidèles à leur foi. Dans ces salles qui portent les noms de Claude Brousson, le doux martyr, de Roland et de Cavalier, les héros des Cévennes, d'Antoine Court le restaurateur du protestantisme au XVIII^e siècle, de Paul Rabaut l'apôtre du Désert, se trouvent réunis les souvenirs les plus précieux. C'est la Bible de Roland, l'épée de Cavalier, ce sont les coupes de communion des assemblées du Désert, une chaire portative du Désert, une fidèle reproduction de la célèbre tour de Constance, des portraits et des gravures, des affiches, des autographes de cette époque qui, dans l'histoire de nos Eglises se nomme le Désert et qui s'étend de la révocation de l'édit de Nantes en 1685, à l'édit de Tolérance en 1787.

Le savant biographe d'Antoine Court, l'éditeur de l'admirable collection des Synodes du Désert, M. Edmond Hugues accepta de devenir le conservateur du Musée et c'est grâce à son zèle et à son dévouement, qu'il fut possible de l'inaugurer le dimanche 24 septembre 1911. Ce fut vraiment une noble fête qu'éclairait un beau soleil d'automne. Par centaines et centaines les Cévenols, comme autrefois leurs pères, venaient assister à une assemblée du Désert et visiter ce Musée qui évoquait pour tous de si grands souvenirs. L'année 1912 a vu

s'accroître ses richesses et, lors de la fête du 24 septembre de cette année, les visiteurs, qui, cette fois, pouvaient se compter par milliers, ont pu admirer une collection des plus remarquables de souvenirs des Églises du Dauphiné recueillie par les soins si dévoués de M. le pasteur Mailhet de Saillans. N'est-il pas permis d'espérer qu'un jour le musée s'enrichira aussi de souvenirs se rattachant au Mas d'Azil et au colloque du comté de Foix ?

Ceux qui eurent le privilège d'assister à ces assemblées n'en perdront jamais le souvenir. Quelle émotion s'empara de ce grand peuple, car plus de quatre mille personnes étaient présentes, quand s'éleva vers le ciel, dans ce cadre superbe des Cévennes, le chant de la Cévenole :

Salut montagnes bien-aimées,
Pays sacré de nos aïeux.

Vous le comprenez, ce n'était pas dans une grande ville que devait se fonder un pareil musée, mais dans nos Cévennes, le vrai Désert de nos ancêtres.

Au Désert, ils avaient prié, lutté, souffert, au Désert ils étaient morts, c'était au Désert qu'il fallait faire revivre leur souvenir. Une telle œuvre doit être fidèlement poursuivie et couronnée par l'érection d'un monument élevé près du musée à la mémoire sacrée de nos confesseurs et de nos martyrs. Ce sera une œuvre de piété filiale, qui, laissant dans l'oubli les persécutions des siècles disparus, ne rappellera plus que la grandeur des sacrifices de ces héros de la liberté religieuse qui ne doit plus compter aujourd'hui que des défenseurs. Notre ferme espérance est que tous, pour nous permettre de réaliser un tel dessein, répondront à notre appel et nous aideront de leurs dons et de leur sympathie.

Je pourrais considérer ma tâche comme achevée, car vous avez pu vous faire une juste idée de l'œuvre de notre Société, si je ne devais pas rappeler le souvenir des deuils trop nombreux qui ont éprouvé notre Comité.

En moins de deux ans, nous avons eu la douleur de

perdre cinq de nos collègues enlevés à notre estime et à notre affection. Dans les premiers jours de l'année 1911 nous apprenions la mort subite de M. le pasteur Paul de Felice, docteur en théologie. Il portait dignement un nom connu et vénéré dans nos Églises et avait hérité de son père le goût des études historiques. Il fut un vrai bénédictin protestant, et nul n'a connu d'une manière plus sûre, avec une érudition plus complète, la vie intime des protestants d'autrefois; aussi les nombreux ouvrages qu'il a consacrés à ce passé lointain, travail original d'une grande valeur, resteront-ils comme une source inépuisable de précieux renseignements. Nous étions en droit d'attendre beaucoup de son savoir, car ancien pasteur de l'Église de Mer dont il avait écrit l'histoire, il avait réuni les matériaux d'une histoire du protestantisme dans l'Orléanais que sa mort si imprévue ne lui permit pas d'utiliser, aussi combien sincères sont nos regrets et quel fidèle souvenir nous garderons de ce collègue d'un commerce si sûr, d'une intelligence si ouverte et s'associant si complètement à nos travaux.

Au cours des vacances de cette même année, deux nouveaux deuils venaient nous attrister. Nous considérions comme un privilège de compter parmi les membres de notre société, M. Gaston Raynaud alors même que ses savantes études ne fussent pas consacrées à notre histoire, car il était l'un des maîtres de la philologie romane et l'éditeur de Froissart. Mais il n'avait jamais cessé de s'intéresser à l'œuvre de la Société et de nous prêter ainsi l'appui d'un nom estimé de tous.

M. le pasteur Dannreuther nous était enlevé au moment même où nous pensions pouvoir compter le plus sur son concours; à maintes reprises, en effet, son nom avait été prononcé comme celui du savant, qui, par l'étendue des connaissances et la sûreté de l'érudition, pourrait continuer la grande œuvre des frères Haag, en achevant la revision de la *France protestante* déjà commencée, d'une manière si remarquable, par M. Henri Bordier et qu'après lui préparait M. le pasteur Bernus. C'est ainsi

que pour la troisième fois la mort, hélas, arrêta l'érection définitive de ce monument historique. Nos regrets ont été d'autant plus grands que M. Dannreuther était le modèle du savant que ses nombreuses recherches sur le protestantisme dans l'est de la France avaient placé au premier rang. Notre Comité ne pouvait pas perdre un collaborateur de plus grande valeur.

Au mois de novembre de cette même année, nous apprenions le décès de notre collègue M. Henri Monod, ancien directeur de l'Assistance publique en France, membre de l'Académie de Médecine. Il était venu à nous fidèle à des traditions de famille, et fidèle aussi à la première étude qu'il avait publiée sur son héros, Agrippa d'Aubigné. Depuis qu'il avait dû subir plutôt qu'accepter sa retraite, contraint d'abandonner la grande œuvre dont il avait été l'initiateur, il était revenu aux études historiques et avait publié des travaux très remarquables aussi bien dans notre *Bulletin* que dans la *Revue de Paris*. Lors de notre dernière assemblée générale, il avait eu à cœur de rendre encore un hommage à la mémoire de l'auteur des *Tragiques*. Bibliophile érudit, et possesseur d'une riche bibliothèque composée avec le goût le plus averti, il suivait, avec le plus sérieux intérêt, le développement de notre bibliothèque. Nous avons perdu un collègue, lettré, distingué, dont nous conserverons fidèlement le souvenir.

Quelques mois plus tard, le 10 avril 1912, son cousin, M. Gabriel Monod, directeur de l'Ecole des Hautes-Etudes, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, succombait aux suites d'une longue maladie. Une fois de plus notre Comité avait à déplorer la mort de l'un de ses membres les plus éminents. Gabriel Monod a laissé après lui non seulement la réputation de l'un des maîtres de l'histoire, mais plus encore celle de l'un des plus nobles caractères de ce temps. Nul ne l'a approché sans se sentir pénétré de respect devant une conscience qui était la droiture même. Il fut un maître conscient de sa dignité, plus encore de ses devoirs. A lui peut s'appliquer dans sa beauté la célèbre parole : *vitam impendere vero*, sacrifier sa

vie à la vérité. Il avait du huguenot le courage et la loyauté, et, comme on disait aux temps anciens, il servait la Cause.

Gabriel Monod aimait notre Société dont il n'avait pas cessé de suivre les travaux, les signalant dans la *Revue historique* dont il fut le fondateur et où il a dépensé des trésors de science et d'érudition. Nulle perte ne pouvait nous être plus sensible que celle d'un tel collègue, de relations aussi sûres qu'amicales et dont les conseils étaient si précieux et l'autorité scientifique si généralement reconnue.

Pour continuer l'œuvre que ces regrettés collègues ont si fidèlement aimée et servie, notre Comité a fait appel à des amis dévoués de notre histoire protestante, MM. Paul Mellon, Jules Fabre, Hippolyte Aubert, Paul Fonbrune-Berbinau qui nous ont promis leur concours le plus dévoué. Mais ce concours nous le demandons à tous les protestants qui doivent comprendre que nous n'avons pas de plus grande ambition que de faire tomber les préjugés et dissiper les erreurs dont notre Réforme a été et est encore trop souvent la victime. Rien ne nous aura été plus précieux, dans ce Mas d'Azil, témoin de tant de gloires et des gloires les plus pures, celles que donne la fidélité à l'Evangile et à la liberté, que d'y avoir pu célébrer le soixante et unième anniversaire de la fondation de notre Société et nous en garderons le fidèle et reconnaissant souvenir.

Liste des Églises donatrices de novembre 1908 à octobre 1912.

La dernière liste de dons qui ait été insérée dans le *Bulletin* se rapporte à l'exercice 1907-1908 et ne renferme (*Bull.* 1908; p. 299) que quatre noms, les dons des autres Églises ayant été affectés au *Monument de la Réformation*. On trouvera donc ici la liste des dons des Églises pendant les quatre exercices 1908-1909, 1909-1910, 1910-1911 et 1911-1912.

1908-1909. — Athis, 5; — Aulas, 22,15; — Bâle, Egl. franç. 90; — Bolbec, 52,90; — Bordeaux, 149,10; — Caen, 30; — Calvinsson, 10; — Cannes, 20; — Castelmoron, 6,20; — Castres, 43,85; — Chalençon, 12,85; — Copenhague, 15; — Gap, 2,50; — Laparade, 13,50; — Lyon, 150; — Millau, 10,75; — Montpellier, 62,30; — Nages, 5; — Nancy, 40; — Nîmes, 200; — Paris, Batignolles, 45; Le Raincy, 50; — Rouen, 58; — Saint-Cloud, 30; — Saint-Dié, 9,80; — Saint-Etienne, 73; — Salies de Béarn, 10; — Saujon, 15; — Sétif, 14; — Stockholm, 114,20 et 28.

1909-1910. — Aubais, 12,15; — Antibes, 11,45; — Auxerre, 5; — Bâle, Eglise française, 128,35; — Berlin, Eg. française, 37; — Bolbec, 54; — Bordeaux, Eg. libre, 21,40; — Bordeaux, 142,40; — Brest-Lambézellec, 5; — Caen, 18; — Calvinsson, 10; — Castres, 39; — Florac, 6,25; — Gap, 1,50; — la Grand-Combe, 10,50; — Jallieu, 4,80; — La Salle, 50; — Laparade, 13,50; — Le Plessis-Mornay, 32; — Lussan, 4,85; — Lyon, 150; — Millau, 30,05; — Montpellier, 43,75. — Nages et Solorgues, 5; — Nancy, 40; — Neuilly-s.-S., 21,50; — Nîmes, 160; — Paris, Batignolles, 16,70; — Oratoire, 286; — Le Raincy, 25; — Reims, 50; — Roubaix, Eg. Réf. et Baptiste, 25; — Rouen, 110; — Saint-Cloud, 11; — Saint-Dié, 5,10; — Saint-Etienne, 28,65; — Saint-Etienne, 22; — Salies de Béarn, 10; — Tonneins, 20.

1910-1911. — Agen, 20; — Alençon, 8; — Athis-de-l'Orne, 18; — Auxerre, 10; — Bâle, Eg. Française, 100; — Barbezieux, 8,20; — Bellevue, Sèvres, Ville-d'Avray, 27,85; — Bolbec, 48,05; — Bordeaux, 156,10; — Branoux, 5; — Brest, 28,45; — Caen, 25,80; — Calvinsson, 10; — Cannes, Rédemption, 20; — Castres, Eg. Réf., 67; — Corbeil, 18,15; — Courseulles-sur-mer, 10,25; — Dieulefit, 55,85; — Enghien-Saint-Leu, 40; — Florac, 10; — Fontainebleau, 15; — Gap, 2; — Gensac, 10; — Le Havre, 50; — Intres, 5; — Jallieu, 10; — Lacau, 6,50; — Lasalle, 39,80; — Lyon, 150; — Mazamet, 30; — Millau, 10; — Moulins, 15; — Nancy, 40; — Nîmes, 200; — Nyons, 9; — Pamproux, 6; — Paris, Oratoire, 700; — Pau, 41,50; — Pranes, 5; — Réalville, 10; — Reims, 50; — Rennes, 10,05; — Rouen, 37,25; — Rouillé, 15;

— Saillans, 10; — Salies de Béarn, 10; — Saint-Cloud, 15,65; — Saint-Dié, 10; — Saint-Etienne, Eg. ch. Réf., 26; Eglise Réf., Evang. 33,50; — Saint-Germain-en-Laye, 66; — Saint-Jean-Chambre, 8,50; — Saint-Martin-de-Ré; 13,75; — Sétif, 4,35; — Stockholm, 24; — Tonneins, Egl. lib., 10; — Toulouse, 6,50; — Tunis, 51,15; — Versailles, 217.

1911-1912. — Alençon, 8,50; — Aubais, 9,10; — Auxerre, 13; — Bâle, Egl. Franç., 73,40; — Barre des Cévennes, 5; — Bellevue, Sèvres, Ville-d'Avray, 42,25; — Bolbec, 32; — Bordeaux, 131,25; — Brest, 19,70; — Caen, 44,50; — Cannes, Rédemption, 20; — Calvisson, 10; — Castres, Egl. Réf. 61; — Courseulles-sur-mer, 11; — Florac, 10,90; — Gap, 4,50; — Gensac, 9; — Le Havre, 50; — Intres, 5; — Jallieu, 10; — Lamastre, 3,85; — La Pras, 5; — La Roche-sur-Yon, 11; — Lasalle, 58; — Marseille, Egl. Indép., 8; — Mazamet, 29,10; — Meaux, 25; — Melun, 14,75; — Millau, 12,50; — Montauban, 37,80; — Montargis, 6,40; — Montpellier, 61; — Moulins, 7; — Nages, 2,60; — Nancy, 40; — Négrepelisse, 30; — Nevers, 5; — Nîmes, 260; — Nyons, 10; — Oyonnax, 10; — Pamproux, 8; — Paris, Pentemont, 15,65; — Oratoire, 203,75; — Pau, 50; — Le Raincy, 25; — Réalville, 10; — Reims, 50; — Roubaix, 40; — Rouen, 64,95; — Saint-Cloud, 41; — Saint-Dié, 7,50; — Saint-Etienne, 18; — Saint-Maixent, 5; — Saint-Martin-de-Ré, 9,25; — Saint-Servan 8; — Sainte-Croix de Volvestre, 2,50; — Salies de Béarn, 10; — Sétif, 10; — Tonneins, 10; — Toulouse, 5; — Tunis, 50; — Uzès, 12,65; — Vernoux, 14,20; — Versailles, 100.

Certifié conforme au registre des recettes par le secrétaire-trésorier.

N. WEISS.

Études Historiques

ÉTUDES CÉVENOLES

Le ministre Combes à Reynol en 1751 (1).

Vers le milieu de novembre 1750, M. de Moncan, commandant militaire d'Alais, recevait avis que de nombreuses assemblées s'étaient tenues dans l'arrondissement de Saint-Germain de Calberte. Il envoyait aussitôt l'ordre à M. Belhomme, capitaine au régiment de Lyonnais, en quartier à Saint-Germain, de les découvrir et de les réprimer (2). Cet officier, qui resta treize mois dans ce district, s'était employé avec zèle, — et si l'on veut croire son propre témoignage, — avec succès, aux rebaptisations : trois cents enfants auraient été conduits à l'église, par ses soins, sans que personne ait fait mine de s'y opposer (3). Aussi, se mit-il en devoir d'exécuter les instructions de son chef. Pour découvrir les assemblées, le capitaine chercha ses auxiliaires naturels parmi les curés, les notables et les anciens catholiques. Il avoue, avec une pointe d'humeur, qu'il ne rencontra pas auprès d'eux, toute la bonne volonté qu'il se croyait en droit d'en attendre. Les uns et les autres, en effet, pensèrent que donner des avis, — autrement dit dénoncer les assemblées et les prédicants — ce serait *blessier leur délicatesse* (4). Peut-être aussi, la personnalité de Belhomme ne leur

(1) On rappelle ici, une fois pour toutes, que la documentation manuscrite, sur laquelle s'appuie la présente étude, est empruntée à la série C, fonds de l'Intendance du Languedoc, aux *Archives de l'Hérault*, à Montpellier.

(2) C. 230. Lettre de Belhomme à Moncan, 3 janvier 1751.

(3) C. 231. Lettre de Belhomme à l'intendant, du 30 janvier 1752.

(4) C. 230. Lettre de Belhomme à Moncan, 3 janvier 1751.

inspirait que de faibles sympathies (1), ou encore se souvenait-on, à Saint-Germain, de la fin tragique de Joseph Bancilhon, le procureur fiscal du marquisat de Portes, tué quelque temps après la surprise de l'assemblée du Clauzelet.

Devant ce peu d'empressement du clergé et de la bourgeoisie, le capitaine n'avait plus qu'une ressource : faire lui-même le métier d'espion. Il entreprit donc des promenades à la campagne, interrogeant les paysans « de l'un et de l'autre sexe », lorsqu'il les trouvait seuls et, au besoin, pour délier les langues, il offrait de l'argent et promettait le secret (2).

Or, le 31 décembre 1750, un jeudi, Belhomme crut que la fortune allait enfin lui sourire. Il rencontra une femme qu'il tourna et retourna tant et si bien qu'il apprit que le lendemain, vendredi, 1^{er} janvier 1751, une assemblée devait se tenir au village de Reynol, sur la paroisse de Saint-Germain de Calberte, au quartier dit de Thonas (3). Il dut, sans doute, être informé de la présence du ministre non loin du lieu de la réunion. Il prit donc aussitôt ses mesures en conséquence.

Reynol, qui existe encore aujourd'hui et dont la physionomie ne doit pas avoir beaucoup changé depuis 1751, se compose de quatre maisons, dont trois seulement sont habitées. Au moment où l'attention de Belhomme se portait de son côté, Reynol comptait quatre feux. La « maison principale », ou, si l'on préfère, la plus grande, était occupée par une famille Mazauric. Le père, André, âgé de soixante-sept ans, vivait là avec son fils aîné, marié, sa bru, et un fils cadet encore célibataire (4). La maison voisine était occupée par un pauvre diable, nommé Dugua ou Dugas, âgé de cinquante-cinq ans et ne vivant que des aumônes des gens charitables.

Le territoire de Thonas, d'un accès assez difficile à

(1) C. 231. Belhomme à l'Intendant : « Je sçai qu'il y a dans le pais, quelques écrivains dont la plume n'est ni charitable, ni fidelle... »

(2) C. 230. Lettre de Belhomme à Moncan.

(3) C. 230, *id.*

(4) C. 230, *id.*

l'époque actuelle, ne possédant que de mauvais chemins, fut pendant la période du Désert, comme un lieu d'élection pour les assemblées. On se souvient que la célèbre et lamentable assemblée du Clauzelet se tint au quartier de Thonas, sous le Gibertin, et à quelques cents mètres en amont du moulin de Bernadou (1).

Le village de Reynol se trouve assez près de Saint-Germain, de Saint-Étienne de Valfrancesque et de Saint-Martin de Lansuscle, pour que les habitants de ces paroisses puissent s'y rendre sans trop de difficultés, assez loin cependant de ces trois centres pour être à l'abri de la surveillance trop immédiate des officiers et des consuls. A cette époque, les protestants des Cévennes, bien que prenant encore certaines précautions, se cachaient pourtant moins que précédemment. Ils se rendaient en foule aux assemblées, laissant quelquefois leurs maisons à la garde de Dieu (2). On pourra voir, dans le récit de l'assemblée de Montmars (3), qu'ils s'enhardissaient quelquefois jusqu'à narguer la troupe. En un mot, on croyait pouvoir compter sur la lassitude des persécuteurs.

Aussi quelle ne fut pas la désagréable surprise des habitants de Reynol, lorsqu'au matin du 1^{er} janvier, de très bonne heure, ils virent leur village investi par un détachement du régiment de Lyonnais que le capitaine Belhomme avait amené de Saint-Germain (4). A chaque porte, des sentinelles. L'officier se fit ouvrir la maison d'André Mazauric, et trouvant une femme dans la salle d'en bas, il lui demanda, sans lui laisser le temps de revenir de sa surprise, où étaient les maîtres, — son beau-père et son mari. Elle venait à peine de répondre qu'ils étaient plus

(1) C. 164, et dans C. Bost, *Les prédicants protestants des Cévennes et du Bas Languedoc*, Paris 1912, 2 vol. Voir I, 131, 137, 142, 162, 306, et II, 381, 403.

(2) C. 231. Lettre de M. de Berat, officier du régiment de Lyonnais en quartier à Saint-Germain à M. Belhomme, capitaine au même régiment à Alais. Les familles entières abandonnent leurs maisons pour aller aux assemblées. C'est cet indice qui éveille les soupçons.

(3) C. 231. Il s'agit de l'assemblée tenue à Montmars, le 14 novembre 1751.

(4) C. 230. Belhomme à Moncan. C'est de cette lettre que sont tirés les détails qu'on pourra lire dans le texte de ce travail sur l'affaire de Reynol.

bas, avec des muletiers, au petit domaine de l'Oustalet, qu'une voix s'éleva d'une maison voisine, s'adressant à quelqu'un de la maison Mazauric : « Lève-toi ! va outre ! et dépêche-toi ! » Quelqu'un descendit aussitôt en toute hâte du grenier et vint se heurter à Belhomme, qui lui demanda à brûle-pourpoint s'il était le maître de la maison. A quoi, le nouveau venu répondit affirmativement, en se dépêchant de gagner la porte où il fut arrêté par la sentinelle, et repoussé dans l'intérieur. C'était le cadet Mazauric. Ces maîtres qui sont dehors, au dire de la femme Mazauric, et ce maître qui se révèle ainsi tout d'un coup dans la maison, ces cris du voisin, il y en avait assez pour confirmer les soupçons de l'officier. Une inspection sommaire l'ayant convaincu que ce qu'il cherchait n'était pas caché dans la maison Mazauric, Belhomme et sa troupe prirent le chemin de la grange, où, d'après la femme de Mazauric aîné, se trouvaient son mari et son beau-père. Trompant alors la surveillance des soldats qui l'entouraient, le cadet Mazauric prit sa course vers une « petite cassine », située dans la direction opposée à la grange vers laquelle se dirigeaient Belhomme et son détachement, c'est-à-dire vers le sommet de la montagne qui domine Reynol, — le serre de Rocalde. La cassine en question était une clé à châtaignes, maisonnette comprenant un rez-de-chaussée et un étage. Le capitaine, apercevant le paysan qui courait vers la clé, comprit aussitôt que l'intérêt de ses recherches était de ce côté et non vers la grange. Lui et ses hommes firent demi-tour et se hâtèrent vers le sommet du serre. Mais leur changement de direction n'avait pas échappé au cadet Mazauric. Il n'en courut que plus vite, ne cessant de crier à l'adresse des occupants de la clé : « pendant un demi-quart d'heure » : « au ! au ! sauve ! sauve ! » Belhomme s'avise alors d'un mouvement tournant : il détache un sergent et six fusillers pour suivre la crête de la montagne (Rocalde) ; ils couperont ainsi la retraite à ceux qui seraient tentés de fuir par les hauteurs. Le reste de la troupe sous ses ordres monte droit à la clé. Enfin, il n'en est plus qu'à une portée de fusil,

quand de la maisonnette, sortent deux hommes, l'un habillé de noir, chaussé de bas blancs, l'autre portant sur ses épaules un sac « assez considérable ». Nul doute, c'est le ministre, et le sac contient ses livres et sa robe. Les voilà tout près du chemin de Saint-Etienne à Barre. Le sergent et ses six hommes n'ont sans doute pas été assez prompts dans leur manœuvre. Belhomme perd de vue les fugitifs et renonce à les poursuivre davantage. S'il avait osé, il aurait pu les abattre à coup de fusil, mais ses ordres ne l'autorisaient pas à faire feu, à vue, sur un homme dont l'identité est encore douteuse. Ce scrupule du capitaine sauva la vie au ministre. En 1740, les bourgeois de Lamastre n'eurent pas les mêmes hésitations lorsqu'ils virent *Matthieu Morel* s'échapper de leurs mains : ils tirèrent et le prédicant fut tué sur le coup.

Le but principal de l'opération était manqué : le ministre échappait. Belhomme dut se consoler, tant bien que mal, en apprenant, plus tard, peut-être par quelque paysan rencontré dans la campagne, que le ministre avait contracté dans sa fuite une fluxion de poitrine qui faillit le faire mourir. . .

Pour l'instant, il ne restait plus qu'à perquisitionner dans la « cassine », et à établir les responsabilités. D'un premier examen, assez rapide, il ressortit que dans la clé, toute neuve, il y avait eu du feu, et un lit, ou plutôt une couchette de feuilles sèches, sur laquelle on avait posé un matelas, deux draps blancs et une couverture. Le lit était encore chaud. Le ministre avait donc été réveillé par les cris de Mazauric cadet ; il s'était habillé en hâte, et n'avait eu que tout juste le temps de s'enfuir avec son compagnon. Après avoir commis la surveillance de la clé à deux sentinelles, qui devaient veiller que rien ne soit dérangé à l'intérieur, Belhomme prit la route de Saint-Martin de Lansuscle, fouillant, chemin faisant, et sans le moindre succès, les montagnes et les vallons. A son arrivée à Saint-Martin, il apprit du curé que l'assemblée n'était convoquée que pour dix heures du matin. Le prêtre avait vu passer plusieurs personnes qui paraissaient s'y rendre. Le capi-

taine, désappointé, dut regretter amèrement de s'être levé trop matin. Sur son ordre, les consuls de Saint-Martin de Lansuscle, Blanc, premier consul, Rouveret, le second, les notables André Rouvière et André Meynadier, accompagnés d'un guide, d'un sergent, d'un caporal et de quatre fusilliers se rendirent au lieu de Reynol, pour dresser procès-verbal de l'état de la clé où avait logé le ministre. C'est par cette pièce de procédure que l'on sait le nom de l'endroit où le pasteur faillit être surpris, Guins. Les constatations des consuls et des notables n'ajoutèrent rien de nouveau à ce que Belhomme avait vu lui-même. Pendant que les consuls instrumentaient, André Mazauric, le père, propriétaire de la clé, s'en vint spontanément déposer que deux ouvriers, qu'il avait pris à la tâche pour arracher des souches, avaient couché cette nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier à cet endroit même (1). Malheureusement, pour André Mazauric, il avait dit d'abord au sergent que le lit dressé dans la clé était destiné à un sien parent, à un autre, qu'il avait hébergé là un homme de la montagne. La déclaration qu'il fit de lui-même aux consuls de Saint-Martin, lorsqu'ils verbalisaient, désignait Louis Soulier et Etienne Mazauric comme occupant, cette dernière nuit, le lit dressé dans la maisonnette. Or Louis Soulier (2) et Etienne Mazauric étaient précisément des proches voisins.

Belhomme, un peu déconfit, quitta Saint-Martin, repassa à Reynol, saisit le matelas sur lequel avait dormi le ministre et que les consuls avaient mis sous scellé. Il rentra à Saint-Germain de Calberte avec ce maigre trophée. Douze jours se passèrent sans que les gens de Reynol fussent inquiétés. Le jeudi 14 janvier, au matin, on arrêta André Mazauric et son voisin Jean Dugas (3). Ils furent dirigés sur Alais, où de Bertrand, sgr de la Bruyère, subdélégué, commença sur-le-champ d'informer contre eux. A une heure

(1) C. 230. Verbal des Consuls.

(2) Ce *Louis Soulier* ou *Solier*, de Reynol, est très probablement un parent ou un descendant de *Pierre Solier*, une des victimes de l'abbé du Chayla. L'archiprêtre lui brûla les mains pour lui faire avouer sa présence à une assemblée. Pour les détails, voir le *Bulletin*, LVIII^e année, page 250, note 1.

(3) C. 230. Interrogatoire de Mazauric.

après-midi, le 16 janvier, il interrogea Mazauric. A trois heures vint le tour de Dugas. L'un et l'autre se cantonnèrent dans un système de dénégations absolues. Mazauric reconnaît son matelas, et c'est tout ce qu'il consent à avouer. Ses ouvriers ont pris peur en voyant la troupe. Pas le moindre prédicant n'a passé la nuit à Reynol. De ces deux ouvriers, l'un était vêtu de drap canelle, l'autre d'un cadis minime. Par conséquent, on n'a pas pu voir s'enfuir un homme vêtu de noir.

Le lendemain, 17 janvier, le subdélégué envoya sa procédure à l'intendant de Saint-Priest. C'était une copie du verbal des consuls de Saint-Martin de Lansuscle, les interrogatoires de Mazauric et de Dugas, et la longue lettre du capitaine Belhomme à M. de Moncan, où le commandant de Saint-Germain raconte, avec force détails, sa peu glorieuse sortie du premier de l'an. Le subdélégué, dans sa lettre d'envoi, loin d'insister sur les mérites du capitaine, traite avec un dédain, mal déguisé sous une formule impersonnelle, une partie importante, la plus importante même, du rapport de l'officier. Il introduit, en effet, l'affirmation de Belhomme qu'il a vu s'enfuir un homme vêtu de noir, par un « On prétend » qui n'a rien d'aimable pour le capitaine (1). Ce dernier avait des ennemis à Saint-Germain qui avaient écrit contre lui. Peut-être est-ce à ces officieux que Belhomme dut d'être remplacé, après treize mois de séjour, par M. de Berat.

Dugas et Mazauric n'en restaient pas moins « dans un cachot puant » du fort d'Alais (2). Le subdélégué ne les interrogea plus. Il ne doutait guère que Mazauric eût recélé un ministre, mais, comme celui-ci avait échappé et qu'on n'avait rien saisi qui indiquât nettement la qualité du fagitif, il était impossible de les convaincre du crime pour lequel on les avait arrêtés. On les laissa donc adresser une requête à l'intendant. Revenant sur les faits, ils reproduisent leur système de défense : nier tout. Une deuxième supplique, du 21 mars 1751, demande avec

(1) C. 230.

(2) C. 230. Supplique de Mazauric et Dugas.

instance leur mise en liberté (1). Il est curieux de constater, à quel point les deux prisonniers ont vieilli pendant moins de trois mois de détention. Dans leurs interrogatoires du mois de janvier, Mazauric a 67 ans, Dugas 55 ans; le 21 mars de la même année, Mazauric a 80 ans et son compagnon 70 ans (4).

Le 26 mars, Saint-Priest, estimant que les deux prisonniers avaient été assez punis, et vu leur condition misérable, donna l'ordre de les élargir (2). M. de Moncan, commandant militaire d'Alais, informait, le 30 mars 1751, l'intendant du Languedoc, que Mazauric et Dugas avaient été mis en liberté (3). Les frais de procédure, conduite et subsistance en prison, étaient toutefois mis à leur charge. Cela montait à la somme de 79 livres 16 sols (4).

Mazauric avait-il vraiment donné asile à un ministre? Bien que la preuve judiciaire n'ait pu en être administrée et malgré les dénégations très compréhensibles de l'accusé principal, les présomptions de sa culpabilité sont des plus fortes. Les variations d'André Mazauric avant que fût dressé le verbal, la version qu'il donne dans cette pièce aux consuls de Saint-Martin de Lansuscle (5), l'attitude de son fils cadet, les préparatifs assez soignés pour le couchage (6) des hôtes de la clé. tout cela constitue un ensemble assez suspect. Le fait qu'il devait y avoir, dans son quartier, une assemblée vers les dix heures du matin (7) est hors de doute. Enfin, le capitaine Belhomme a vu s'enfuir deux individus, dont l'un était habillé de noir et chaussé de bas blancs, et dont l'autre portait un sac assez volumineux sur ses épaules. Si, comme le prétend Mazauric,

(1) C. 230. Supplique de Mazauric et Dugas.

(2) C. 230. Lettres de l'Intendant à MM. de Moncan, de La Bruyère Le Brun, 26 mars 1751, et jugement rendu le même jour par de St-Priest.

(3) C. 230.

(4) C. 230.

(5) C. 230. Sur les variations de Mazauric, voir la lettre de M. Belhomme à M. de Moncan, du 3 janvier 1751, et le verbal des consuls de St-Martin de Lausucle du 1^{er} janvier, et son interrogatoire devant de La Bruyère.

(6) C. 230. Lettre Belhomme à Moncan, l'interrogatoire de Mazauric (contredisant les assertions de l'officier), et les suppliques de Mazauric.

(7) C. 230. Voir le dire du curé de St-Martin de Lausucle dans la lettre de Belhomme.

il ne s'agit que d'ouvriers à qui il a donné une « carte » de châtaignes (1), ils n'avaient pas à s'effrayer de la venue des soldats. Deux mots d'explication auraient suffi à remettre les choses au point. Enfin, si Belhomme s'est dirigé sur Reynol plutôt que sur une autre localité, il faut croire qu'il ne marchait pas au hasard, mais au contraire sur des renseignements assez précis.

Il serait intéressant de savoir quel fut le pasteur qui échappa, le 1^{er} janvier 1751, aux soldats du régiment de Lyonnais. Une lettre de M. de Berat (2), capitaine en quartier à Saint-Germain, adressée à son prédécesseur Belhomme le 30 novembre 1751, nomme expressément le ministre qui opérait dans son voisinage. C'est le ministre *Combes*. Or, dans une série de rapports de police dont le premier remonte à 1741, on signale la présence de quatre pasteurs ou prédicants dans les Hautes-Cévennes. Deux d'entre eux sont connus par leur nom, *Combes, ministre et son fils*. L'espion ignore le nom des deux autres, qui, avec les deux Combes, font « leur coterie à part ».

Sur le premier Combes, prénommé Jean, probablement originaire d'Anduze (3), on sait, par la liste des étudiants français de Lausanne, dressée par A. Court en 1754, qu'arrivé au Séminaire en avril 1729, il en sortit en août 1730. « Sert dans les Hautes-Cévennes (4). » Il aurait été consacré à Lausanne en même temps que le prédicant Claris. C'est Jean Combes que la Vrillière recommande, de la part du Régent, aux bons soins de l'intendant de Bernage, en même temps que Durand et un ancien soldat du régiment de Berry. « Son A. R. désire fort qu'on puisse se saisir du nommé Durand, prédicant, du nommé Combes et d'un dragon du régiment de Berry

(1) C. 230. V. lettre Belhomme. Il n'est pas question de la carte de châtaigne dans le verbal, mais seulement dans l'interrogatoire du 16 janvier, quinze jours après l'événement.

(2) C. 231.

(3) C. 279. Signalement de quelques prédicants. Sans date. « Combes natif d'Anduze... »

(4) Edmond Hugues, *Antoine Court. Histoire de la Restauration du Protestantisme au XVIII^e siècle, d'après des documents inédits*, Paris 1872. Vol. II, p. 412-417 et II, p. 51.

qui les accompagne. Elle estime qu'il faudra permettre à quelques dragons dont on sera sûr de désertre et de se retirer avec ces Nouveaux Convertis afin de tâcher de surprendre et de se saisir de ces trois particuliers (1). » A Combes Jean doit s'appliquer le signalement ci-dessous, daté de 1741 : *Combes ministre de 55 ans taille 5 p. 4 p. gros et gras, bien fait dans sa taille, le visage ron, le fron gras, les yeux bleus, fort gros, le nez bien fait, la bouche un peu petite, le menton ron, portant perruque blonde à bonnet.* Jean Combes aurait été âgé de 65 ans environ lors de l'affaire de Reynol. Il est plus probable que dans cette circonstance, il se soit agi de son fils, associé depuis longtemps à son ministère (2).

D'après les espions de l'Intendance, Combes fils serait : *natif de Genève, âgé d'environ trente ans, de la taille de 5 pieds 5 pouces portant perruque visage maigre, le nez bien fait, les sourcils blonds souvent habillé en prêtre...* (3) Un certain La Rivière, de Chamborigaud, l'accompagnait ordinairement (4).

Il est infiniment probable que l'homme vêtu de noir et chaussé de bas blancs qui s'enfuit de la clé de Guins, près de Reynol, le 1^{er} janvier 1751, était le prédicant ou ministre Combes, le fils. L'homme, que Belhomme vit s'échapper en même temps avec un sac sur les épaules, peut avoir été La Rivière, son accompagnateur. On a vu que cette fuite, dans une matinée glaciale, faillit causer la mort du ministre. Ce n'en n'est pas moins lui qui présidera l'assemblée de Montmars, le 14 novembre en l'année 1751.

ALFRED-B. HENRY, pasteur.

(1) C. 411. Lettre de la Vrillière à Bernage, 29 juillet 1722.

(2) C. 279. « Noms des ministres et prédicans avec leur signalement savoir... Combes ministres son fils et deux autres estans en semble faisant leur coterie à part », pièce datée de 1741.

(3) C. 279. Signalement de quelques prédicants.

(4) C. 279. Même pièce que ci-dessus. « ... accompagné du s^r La Rivière, natif de Chamborigaud Diocèse d'Uzès cheveux longs abattus, visage rond de la taille de cinq pieds cinq pouces, se tenant du côté du pont de Montvert venant souvent tenir des assemblées à St Martin de Bobaux Diocèse de Mende, ayant été à Uzès le 10 9^b convoquer une assemblée au Moulin foulon d'Usès. » Pièce sans date.

Documents

LA SUPPRESSION DE L'ÉGLISE HUGUENOTE

de Saint-Pons-de-Thomières 1562-1563

Le *Bulletin* a publié en 1889 (p. 628) et en 1896 (p. 698) deux pièces capitales pour comprendre l'origine et la raison d'être des guerres de religion. Ce sont les *Remontrances et doléances des Églises réformées de l'Albigeois et du Diocèse de Carcassonne en 1563*. Ces plaintes — énumérations de faits précis — établissent d'une manière indiscutable ce qu'on savait d'ailleurs déjà par les historiens, mais ce qu'il faut démontrer par des documents contemporains, que, dans les principales villes du Languedoc, là surtout où ils croyaient pouvoir compter sur l'impunité, les catholiques avaient, *bien avant l'Édit du 17 janvier 1562*, commencé à massacrer les huguenots, massacres que l'enregistrement de cet édit ne fit que généraliser. Contrairement donc à ce qu'on ne cesse d'imprimer, même dans les manuels scolaires soi-disant neutres, *ce ne sont pas les protestants qui ont inauguré l'ère des violences sanguinaires*. Il est certain, maintenant qu'on peut à distance apprécier la situation, qu'en Languedoc, *si les protestants n'avaient pas pris les armes, ils auraient été exterminés*, comme on avait fait jadis des Albigeois.

Une nouvelle preuve de cette dernière assertion nous est fournie par le texte que nous publions ci-après. Il nous raconte avec force détails pris sur le vif et émanant évidemment d'un témoin oculaire, la ruine définitive d'une de ces nombreuses Églises huguenotes qui avaient alors surgi sur le sol de la France, et qui, ayant négligé de

prendre des mesures efficaces pour leur sûreté, n'eurent pas de lendemain.

Il s'agit d'un groupe de protestants, assez important, qui s'était formé à Saint-Pons-de-Thomières dans l'Hérault. La peste ayant éclaté dans cette localité, et dispersé la population, les moines bénédictins en profitèrent pour se débarrasser des hérétiques. Ils chargèrent un de leurs affidés, le capitaine de Monlédier, de recruter une bande de gens de sac et de corde. Ces brigands pillèrent, saccagèrent, démolirent et brûlèrent tout ce qui appartenait aux huguenots, élevèrent des fortifications autour du couvent qui leur servit de citadelle, et assommèrent les malheureux qui voulaient rentrer dans leur bien. Il va sans dire que ces bons religieux ne tinrent aucun compte de l'édit de janvier 1562, bien mieux, prétendirent qu'il n'avait été promulgué que pour qu'on pût savoir quels étaient les Français dont il fallait se défaire à tout prix, et qu'ils ignorèrent avec la même sérénité l'édit de pacification d'Amboise de 1563.

Malgré les plaintes des malheureux chassés de chez eux, malgré l'enquête dont devait être chargé le sénéchal de Carcassonne, précisément un de ceux dont les plaignants récusaient à juste titre la partialité — ils furent contraints de renoncer à se faire rendre justice. L'Église réformée de Saint-Pons-de-Thomières disparut définitivement, comme beaucoup d'autres à cette époque de barbarie cléricale, comme le protestantisme français aurait disparu lui-même s'il n'avait fini par montrer les dents. Aussi bien les plaignants étaient-ils vraiment naïfs, eux qui, dans leurs doléances, attendu le « bon nombre de leur fidèles », réclamaient la jouissance d'un temple dans l'intérieur d'une ville qui était le siège d'un évêché !

Ce texte a été transcrit jadis pour feu M. Ferdinand Teissier, dont l'obligeante collaboration à ce *Bulletin* n'a pas été remplacée, non plus que celle de ses compatriotes Ch. Sagnier et Ch. Dardier. Il se trouve aux archives du Gard C. 925 ; M. Bligny-Bondurand a eu l'extrême obligeance de le collationner avec l'original et de remarquer

que le parchemin ordonnant l'enquête de la part du roi, resta, comme pour les doléances de l'Albigeois et du diocèse de Carcassonne, à l'état de simple projet et ne fut suivi d'aucun effet.

N. WEISS.

Doléances et remonstrance faite au Roy par le scindic des pources fidelles espars et fuytitz de l'église refformée de la ville de Saints Pons de Thomières des cas et excès que sont survenus en la dicte esglise despuis la feste de la Penthecoste dernier passé M. V^e LXII.

Premièrement remonstre que suyvant le edict du Roy fait au moys de janvier aud. an 1562, les d. fidelles, en continuant la predication de l'évangille de l'esglise refformée et exercice d'icelle, auroient esté constrainctz se retirer, pour obéyr à la bonne volonté du Roy, en une maison hors la d. ville, combien que au paravant et dans ung temple eussent acoustumé fere prescher l'évangille et fere led. exercice, et combien que feut bien salle et discommode, fait prescher en reppoz, paix et tranquillité sans murmure, question, sedition ny debat, mais au contraire en toute honnesteté, honneur et révérence la meilleur qu'il leur estoit possible, toutesfoys, à cause que la peste survint en la d. ville les d. pources fidelles feurent constrainctz s'en fouyr d'icelle, craignant la d. maladye, et par ce moyen, pour le danger hemynent, fere cesser les assemblées et prédication.

Cependant et estans ainsi absens et fuytitz, pour raison de la d. maladie, les moynes et religieux du dict Saint-Pons, avec l'intelligence de leurs parens, alyés et autres auroient, non seulement mis en teste et sollicité de ruyner et destruyre les pources enfans de Dieu au menu peuple et populasse, mais de fait exequuté, mutinant et aguassant la d. populasse, pour ce fere leur donnant à entendre et persuadant que, en murdrissant les d. fidelles, ils gaigneroient paradis, et que partant qu'ilz estoient des hérétiques chacun pouvoit, sans pescher ny offencer Dieu, prendre et s'appropriier tous leurs biens, les massacrer et ruyner affin que leur mémoire feut estaincte et ensepvelye, par ce moyen aguassant et mutinant les pources ignorans à l'encontres des pources fidelles.

Non comptant de ce, auroient ilz devantaige en particullier donné à entendre à la populace et fait donner à entendre par les cappellans lors qu'ilz les confessoient par leurs confessions auriculaires, que le Roy avoit fait le edict du d. moys de janvier pour cognoistre et entendre ceux qui estoient ceulx de la d. religion et ce avec l'intelligence du Pape, et après secrettement avoit

envoyé à tous les Evesques de son royaume que feussent tués et ruynés, estans en assemblées ou autrement et que leurs biens feussent pillés et saccaigés, pardonnant par son edict qu'il avoit à ces fins fait, tous ceulx qui commectroient tels excès, voulant, par leur dire, rendre le Roy coupable d'une telle tyrannie et cruauté barbare delaquelle ilz ont depuis uzé envers les pauvres fidelles.

Et pour mieulx exécuter leurs folles entreprinses et cruautés auroient iceulx moynes envoyé et mandé venir devers eulx au d. Saint Pons ung nommé le cappitaine de Monlédier leur parent et alyé, lequel acompagné d'ung grand nombre de gens ramassez et bandolliers des frontières d'Espagne se seroit emparé de la dicte ville et rendu fort dedans icelle par le moyen, instruction et conduite des d. moynes et consulz d'icelle, lesquelz auroient adhéré, consenty et favory iceulx moynes en ce fait, voyre en telle sorte que ceulx mesmes complotant auroient entre eulx parti et divisé les biens des d. pauvres fidelles.

Estans ainsi entré en forme de guerre le tenborn sonnant, l'enseigne deployée et sans charge ny commandement du Roy, mais de sa propre audacieuse et téméraire volonté, incontinent auroit comancé à débatre les portes des maisons des d. pauvres fidelles à l'assistance et présence voyre conseil et conduite des d. moynes et consulz; prins, pillé et desroubé tout ce qu'il auroit trouvé dans icelles et fait apporter la plus part en son chasteau distant du d. Saint Pons de cinq lieues ou environ; au moingz le meilleur et le plus beau que lui auroit semblé et les d. moynes ensemble les d. consulz avec la populasse amassez par leur moyen, comme dict est, se seroient emparez du reste et demeurant dud. bien et retiré à leurs maisons et celluy qui en pouoit prendre le plus estoit réputé le plus gentil compaignon.

Davantaige, après avoir ainsi saccaigé et vollé lesd. maisons, et non contans de ce, auroient demoly la plus part d'icelles, rompant les verrines, les aiz et les chevrons, de sorte que les ont rendues inhabitables, jusques à avoir couppé et demoly les planchiers et murrailles et les aucunes, voyre les plus belles et mieux ediffiées, les les auroient bruslées de telle furee et malice que jamais ayt esté veu en ville qu'ayt esté prinse d'assault, tellement que à présent, à cause de tel cas et excès, la d. ville s'en est amoindrie de plus d'une moictié et descommodée de telle sorte que, pour la rebastir en la forme qu'elle estoit, faudroit demeurer plus de vingt ans et encores l'on ne pourroit trover de boys propre pour ce fere que l'on ne le aille chercher hors la juridiction de la d. ville dix lieues et plus, et à veoir maintenant la d. ville, au regard qu'elle estoit auparavant, est une grand pitié et crèveueur, et l'on la jugeroit, comme la vérité est, presque inhabitable.

Aussi outre ce le d. Montlédier avec les d. moynes et consulz,

non contant, avec leur adhérens, seroient sortis hors la d. ville et allez aux mecteries desd. pouvres fidelles et continuant leurs volleries, larrecins et saccaigemens, bien que feussent hors leur territoire et juridiction, en auroient apporté tous les meubles que y auroient trovez, jusques aux gondz des portes, et aussi en auroient admenez tous les bestailz gros et menuz.

Et combien que les d. pouvres fidelles estans ainsi que dict est à cause de la d. peste fuytitz, les eussent advertis par manière de remonstrance et bénignement que cela n'estoit pas l'intention du Roy qu'ilz feussent ainsi traictés, nonobstant, au lieu de se pacifier et fere pacifier la populasse, auroient continué plus que auparavant, leur envoyant à dire que s'ilz les povoient tenir les feroient pendre; et de faict, exéquant leur malice, en auroient faict pendre environ six, tellement que leurs pouvres enfans en sont morts de faim et les pouvres femmes vefves, persuadées par telle manière de gens, sont esté contrainctes se abandonner ausd. moynes et aultres mal vivans et se retirer à leur monastère.

Voiant tel traictement les d. pouvres fidelles, jamais ne ont ozé approcher du d. Saint Pons, pour ce que s'en approchant estoient murdris ou faictz prisonniers et détenus estroictement, de sorte que une partie et ung grand nombre ont esté mis en gualleres et encores en y a que sont prisonniers par de faulces depositions que les d. sédicieux voyre sédicieux et participans aux larrecins ont faictes, mais sont esté contrainctz comme sont encores vaguer et demeurer parmy les champs comme bestes sauvaiges avec leurs femmes et familye que lesd. sédicieux ont tiré hors la ville.

Lesd. larrecins, saccaigemens, voleries et pilleries que sont esté faictz ausd. pouvres fidelles sont de la valleur de plus de cent mil livres, outre le démolissement et bruslement de leurs maisons que monte semblable somme de cent mil livres et plus.

Pour remonstrer encores la malice desd. moynes autheurs de la sédition, dict le dict scindic que la paix criée et publiée en la ville de Tholose par commandement du Roy en auroient advertis iceulx moynes, consulz et autres sédicieux, sommez et requis de permectre qu'ils joyssent du privilège que ledict seigneur leur avoit accordé et qu'ilz permissent de les laisser entrer dans la d. ville et leurs maisons, l'auroient reffuzé, ains anymés plus que auparavant les auroient menassez que s'ilz en approchoient, quelque paix que feut esté publiée, ilz les massacreroient, comme de faict l'auroient exécuté en la personne d'ung nommé Jehan Meynadié dict Ventabren, povere homme maryé, lequel auroit esté murdy à coupz d'arcabuzes près la d. ville, en se voulant retirer en sa maison, et estant ainsi mort luy auroient coupé la teste et icelle faict rouller par les rues comme qu'y joue aux quilles, et d'abondant

auroient mis la d. teste au bout d'ung baston avec une pierre entre les dens et faict par toute la d. ville la monstre.

Auroient ilz davantaige dict et déclaré publicquement et en plain conseil conclud et arresté que tant de pouvres fidelles lesquels se approcheroient de la ville ou en leurs maiteries ou autres lieux circonvoysins, s'ilz les povoient trouver, les massacreroient sans esparnher sexe ny eaige, nonobstant le édict de la paix, carce n'estoit pas édict que le Roy eust faict, mais bien le prince de Condé.

Et depuis qu'ilz [ont] entendu le dict édict se sont iceulx moynes mis à leur devoir de ramparer leurs cloustres et couvent auquel ont faict bastir et édifier deux grandes tours dominans et commandans sur toute la ville, lesquelles ont munyes de pièces d'artillerie en grand nombre et autres munitions servant au faict de la guerre, disans que s'ilz sont constraintz par commandement du Roy de permectre que les d. fidelles rentrent en leurs maisons au d. Sainct Pons, que pour le moins ilz les folleront voyre murriront dans leurs d. maisons avec la d. artillerie et non seulement leurs d. maisons, mais aussy celles que sont encores dans la d. ville et ne y laisseront autre chose sain et sauve que leur dict couvent, quoy que advienne, disant qu'ilz ont moyen, par une faulce porte qu'est en leur d. couvent, de mectre tant de nombre de gens estrangers qu'ilz voldront dans leur d. couvent pour endomaiger la d. ville, comme la vérité est telle.

Aussi, depuis la publication de la d. paix, les d. moynes et autres sédicioux ont envoyé quantité de soldartz estant dans la guarnison de la ville, prendre, voller et piller tous et chascuns les biens meubles, cabal de bestail gros et menu à Pierre Trouyer du lieu del Fraysse receu en l'esglise réformée, à François Cathala du d. Sainct Pons, quantité de bestail environ trois cens tant bestes que chièvres, aussi auroient mis le feu à la maison de Jehan et Pierre Guillemos du masage de Pojol et pillé et emporté par plusieurs foyz leurs biens, le tout soubz pretexte de l'édict parce qu'ilz disent que ce qui sera prins sera prins et que le Roy le pardonne.

Plaise

Au Roy et à Sa Magesté ordonner en premier lieu que les d. pouvres fidelles seront remis en leurs d. biens, honneurs et libertés avec restitution d'iceulx et de leurs domaiges et interestz et déclarer que les d. Religieux moynes, comme autheurs de la sédition, ensemble les consulz du d. Sainct Pons et tous leurs adhérans que les ont favoris pour ce faict, seront tenus payer ausd. pouvres fidelles chascun en seul (in solidum) et pour le tout les choses lesquelles leur ont esté pillées et vollées et aussi aux réparacions des d. démolitions, bruslemens et toutes autres folles portées et endurées par les pouvres fidelles et pour vériffication des d. larrecins, saccagemens et volleries, deputer commissaires

telz qu'il plerra à Sa Magesté, autres toutefois que les gens des courtz de parlement et seneschal de Tholose, seneschal de Carcassonne, Lauraguoy et Villefranche de Rouergue, et aussi ordinaire du dict Saint Pons, partant qu'ilz sont cause voyre consultants et directeurs de la d. sédition, non seulement contre ceulx de la d. ville de Saint Pons mais contre tous les fidelles du dict pays de Languedoc, ainsi qu'il est plus que notoire et peult apparoir par les arrestz et jugemens qui sur ce ont été par eulx prononcez, avec toute puissance de povoir informer ou fère informer, faire et parfaire le procès contre les d. sédicioux et autheurs de la d. sédition, détenteurs et recellateurs des d. larrecins, et les punir et faire punir de peine condigne.

Devantaige plaise aussi à Sa Magesté ordonner, déclairer et permectre aux fidelles de la d. esglise refformée du dict Saint Pons, qu'ilz seront réintégrez en telz estatz qu'ilz estoient avant la dissipation de la d. esglise refformée et de se povoir assembler pour l'exercice de lad. religion et predication de l'évangille dans ung temple de dans la d. ville mesmes, attendu qu'est chef de diocèse et ont (graces à Dieu) à bon nombre de fidelles.

Aussi que tous les détenus et prisonniers en guallères pour le regard de la d. religion seront mis en leur plaine délivrance, tant de leurs personnes que biens, honneurs et estatz, et d'abondant que ceulx qui sont esté condamnez pour le faictz de la d. religion, aiant payé les esmandes esquelles sont esté condamnez par les d. courtz souveraines et seneschaux en seront réintégrez et action reservée contre ceux qui les ont reçues avec constraincte.

Finalement plerra à sa d. Magesté ordonner que les fortresses et tours lesquelles les d. moynes ont fait de nouveau et depuis la d. sédition édifier et bastir aud. monastère, ensemble leurs autheurs de lad. sédition, quelz consentement quilz ayent extorqué du comun peuple par leur grandeur, seront démolyes et abatues et le tout remis en leur premier estat, affin que aucun domage à présent ny à l'advenir n'en puisse sortir à la d. ville, ou bien à tout advènement ordonner que les d. fortresses seront tenues par telz personnaiges qu'il plerra à sa magesté du d. s^r depputer, le tout pour le reppoz public, solaigement du peuple; et affin que les d. moynes et autheurs de la dicte sédition ne viennent à exécuter leur dicte entreprinse; luy plerra davantaige tant pour ce regard que pour contenir la populasse, laquelle, anymée par les adversaires de la parolle de Dieu à l'instruction des d. sédicioux, est encores eslevée et esmeue contre les fidelles, ordonner que iceulx fidelles seront et demeureront soubz sa protection et sauvegarde, et pour ce fere, dépputer et commectre ung tel gentilhomme du pays qu'il advisera, avec toute puissance de fere entretenir de poinct en poinct son édict et ordonnance, punissant ou faisant punir par

ung prévost des mareschaux, lequel aussi plerra aud. seigneur dépputer au d. diocèse de Saint Pons, tous les contenteurs et désobéyssans au d. édict. Aussi que la d. porte faulce et par laquelle les d. moynes peuvent sortir et entrer dans led. couvent sans le sceu des d. habitans, combien que leur dit couvent soit dans la d. ville, sera fermée pour foyr tous dangers, inconvéniens, palhardises et autres excès que par cydevant y sont survenus, comme apert par inquisitions sur ce faictes, devantaige que pour tenir le peuple en craincte les d. gouverneur et prévost les admonesteront de entretenir le voloir du Roy; et autrement ordonner comme il plerra à sa Magesté, de quoy les puvres fidelles ses humbles subjects le supplient très humblement.

DE BARTHÉLEMY sindic pour les d. fidelles (1).

Charles par la grâce de Dieu Roy de France,

Au sénéchal de Carcassonne ou son lieutenant et premier des conseillers du siège présidial à Béziers, salut.

Nous vous renvoyons les articles cy attachez présentés par les manans et habitans de Saint Pons de Tomières estans de la religion et nous mandons et très expressément enjoignons par ces présentes que de et sur le contenu en iceulx et autres que plus à plain vous seront baillez, vous informez diligemment, secrètement et bien et sur l'information que sur ce aurez faicte, proceddez à fere et parfaire le procès contre ceulx que trouverez chargez, jusques à sentence deffinitive exclusivement pourveu que ce ne soit des cas réservez par notre édict, nonobstant oppositions ou appellations quelconques pour lesquelles ne voulons estre différé, et le procès instruit et mis en estat de juger, le renvoyez par devers nos amés et féaulx conseillers les commissaires par nous depputez au pays de Languedoc pour l'exécution de notre édict, faict sur la pacification des troubles, pour par eux estre jugé ou autrement pourveu, suivant le pouvoir porté par leur commission, interdisant et défendant à nostre court de parlement de Tholose et tous autres juges toute court, jurisdiction et cognoissance par ces présentes que voullons, si besoing est, leur estre présentées et synefiées par le premier nostre huissier ou sergent sur ce requis que à ce fere connectons sur peyne de privation de son estat et sans pour ce demander placet, visa ne pareatis, car tel est notre plaisir.

Donné à le jour de l'an de grâce
mil cinq cens soixante trois et de nostre règne le troisiemes (2).

ED. BONDURAND.

(1) In-f° de 42 pages papier.

(2) Ce parchemin ne fut qu'un projet préparé par les soins du syndic de Barthélemy, et resta de nul effet, comme il était facile de le prévoir avec des adversaires aussi peu scrupuleux.

**QUAND ET COMMENT L'INFLUENCE DES JÉSUITES
s'est substituée à l'influence des
protestants dans les entreprises françaises au Canada
(1610-1611) (1)**

Bien que cela n'ait pas toujours été dit autant qu'il l'eût fallu, on commence pourtant à savoir que les huguenots ont eu une très grande part dans les premières entreprises françaises au Canada; d'un autre côté on sait que, de bonne heure, les Jésuites ont été mêlés de très près aux affaires religieuses, politiques et même commerciales de la « Nouvelle France ». Mais à quel moment précis l'une des influences a-t-elle dû s'effacer devant l'autre? C'est ce que montre très clairement le rapprochement des deux textes que voici.

Le premier établit que la présence et peut-être la prédominance des huguenots dans une première société commerciale fut la cause directe de la dissolution de cette société; le second indique comment, aussitôt après, une autre société fut constituée au profit des Jésuites.

Et tout cela est, pour la « Nouvelle France », le contre-coup immédiat des événements qui se passèrent dans la vieille France au moment de la mort de Henri IV.

Voici d'abord ce qu'on lit dans la *Vie du P. Coton*, confesseur du roi (2) :

« Le roi prit résolution d'envoyer des missionnaires en ce nouveau monde,... et ordonna au P. Coton de faire un choix

(1) Cf. *Bull. hist. prot.*, 1912, p. 274 : *Champlain était-il huguenot?* par M. N. Weiss; et H. Lehr, *les Protestants d'autrefois, sur mer et outre mer*, Paris, Fischbacher, 1907, chap. XIII : *le Canada*.

(2) Par le P. Pierre-Joseph d'Orléans, Paris, Michallet, 1688, in-4°, p. 137.

[parmi les Jésuites]... Avant que Potrincourt partist de Paris, le P. Coton l'alla trouver pour le prier de vouloir bien recevoir sur son bord les deux missionnaires... Potrincourt receut civilement le Père, témoignant qu'il estoit prest d'obéir aux ordres de Sa Majesté, et de luy faire à luy ce plaisir; mais il luy conseilla d'attendre un second voyage où les choses seroient plus établies, et où il y auroit moins de risque à courre. »

« Le P. Coton goûta cette raison et prit la résolution d'attendre. »

Une pleine liberté de conscience, tout à fait conforme à l'esprit de l'édit de Nantes, semble avoir jusqu'alors régné parmi les premiers colons de la Nouvelle France. En 1604 le protestant Du Gua avait emmené un prêtre, l'abbé Aubry. Comme Champlain, Poutrincourt faisait partie de cette expédition. Il était catholique, semble-t-il, mais très tolérant. Il pria, à défaut de pasteur, un avocat protestant, Lescarbot, de présider des services religieux suivant les usages réformés « par chacun dimanche et quelquefois extraordinairement (1) ».

Après son entretien avec le P. Coton, il se rembarqua le 25 février 1610, en partie grâce au concours du protestant Abraham Duquesne, qui se trouvait précisément alors à Dieppe : son fils le futur amiral y naquit cette année-là.

Sur ces entrefaites Henri IV est assassiné. Alors, continue le biographe du P. Coton,

« il fut surpris lorsque le fils de Potrincourt, que son père avoit renvoyé en France pour venir chercher les secours dont on avoit besoin en Canada, fit des apprêts pour son retour, sans aucune mention des missionnaires. Le Roy estoit mort, et le P. Coton ayant perdu un si grand appui, on devoit moins craindre de lui manquer de parole. Il s'en plaignit, et encore plus que luy l'illustre marquise de Guercheville qui avoit un zèle extrême pour cette mission. Sur ces plaintes le fils de Potrincourt et un de ses

(1) Lescarbot, *Histoire de la Nouvelle France*, Paris 1609, l. IV, ch. v. Le « Quatrième livre de l'histoire de la nouvelle France, contenant les voyages des sieurs de Monts et de Poutrincourt (1603-1610) avec les lettres de Marc Lescarbot en tête de l'ouvrage » se trouve dans la collection Margry parmi les manuscrits de la Bibliothèque nationale (Nouvelles acquisitions françaises, 9261).

associez offrirent fort honnestement de passer les Pères, et mesme de les défrayer...

« Ils se rendirent à Dieppe, croyant qu'on n'attendoit qu'eux pour mettre à la voile; mais ils se virent bien loin de leur compte, quand deux Huguenots associez au commerce de Potrin-court protestèrent qu'ils ne souffriroient point que les Jésuites entrassent dans leur vaisseau, et fissent le voyage avec eux (1).

On écrit en Cour, la Reyne envoie ordre à Sigogne, gouverneur de Dieppe, de déclarer sa volonté. Il ne s'en fait ni plus ni moins: les huguenots offrent de passer toute autre sorte de prestres, mais ils persistent à protester qu'ils ne recevront jamais les Jésuites. Le P. Coton... ayant conféré avec Mme de Guercheville, ils prirent résolution ensemble de dédommager les Huguenots de ce qu'ils avoient contribué à l'équipement du vaisseau, et de faire rompre leur association. La marquise se chargea de fournir de quoi en faire les frais, et eut bien tost trouvé ce qu'il falloit (2). »

A quelle époque précise se passent ces faits typiques? Le P. d'Orléans ne le dit pas, mais ce fut certainement dans les dernières semaines de 1610 et les premières de 1611.

En effet, durant les mois qui suivirent la mort du roi, les protestants, pouvant craindre des persécutions qui les chasseraient bientôt de France, considèrent encore l'Amérique comme une terre où ils pourraient se réfugier en toute liberté d'esprit et de conscience. Une chanson

(1) Poutrincourt s'était associé avec Thomas Robin, dit de Coloignes, qui lui-même avait fait arrangement pour la cargaison d'un navire avec deux marchands huguenots dieppois, *Dujardin* et *Duchesne*, — évidemment il faut lire *Duquesne* (cf. le P. Prat: *La compagnie de Jésus du temps du P. Coton* Lyon, 1876, t. III, p. 506): « Les deux susdits marchants, aussitost qu'ils ouïrent que deux Jésuites devoient aller au Canada, s'adressèrent à M. de Biancourt — le fils de Poutrincourt — et luy dénoncèrent que si lesdits Jésuites entroient au navire, ils n'y vouloient rien avoir... La Reyne donna lettres à M. de Sigoigne, gouverneur de Dieppe, à ce qu'il eust à déclarer la volonté du Roy... que les dits Jésuites aillent en Canada... M. de Sigoigne manda tout le Consistoire, et leur en fit lecture. Si est-ce que pour tout cela les marchants sus-mentionnés ne voulurent en rien démordre ». (Le P. Biard, *Epistola ad R.P. praepositum generalem*, ultimo die januarii anni 1611; *litter. ann. soc. Jesu*, anni 1611, p. 131).

(2) Pierre du Gua vendit ses droits pour affecter ces ressources à la réparation des fortifications de Pons, « place de sûreté » protestante dont il était gouverneur (cf. Baird, *Histoire des réfugiés huguenots en Amérique*, trad. Meyeret Richemond, p. 72).

satirique qui paraît avoir été composée dans les derniers mois de 1610 invective ainsi les Jésuites :

.... Vos œuvres impies
Bientôt en *Canada* nous enverront chercher
Panem nostrum (1).

On n'aurait plus écrit ces vers l'année suivante. En effet les événements vont se précipiter, probablement à partir du séjour de Champlain à Paris à la fin de 1610.

Le 27 décembre nous constatons sa présence ainsi que celle de Pierre du Gua et de Lucas Le Gendre (de Rouen), qui figurent comme témoins dans les promesses de mariage de leur ami (2). Et en janvier 1611 — c'est notre second document — à l'association mixte, composée de protestants et de catholiques (dont nous venons de voir préparer la dissolution) est juxtaposée ou plutôt substituée une nouvelle société, celle-ci exclusivement catholique : les Jésuites participent pour moitié tant dans la formation du « conseil d'administration » que dans le versement du capital, comme nous dirions aujourd'hui.

Voici, en effet, un acte notarié publié en 1613 par un anonyme, au moment de la très vive polémique entre les Jésuites et leurs adversaires de l'Université et du Parlement. Ce n'est autre chose que le *Contrat d'association des Jésuites au trafic de Canada* passé le 20 janvier 1611 (3).

« Par devant le tabellion dieppois Thomas Le Vasseur, Thomas Robin, écuyer, sieur de Colongnes, demeurant en la ville de Paris, et Charles de Biencourt, écuyer, sieur de Saint-Juste, de présent résidant à Dieppe, ont déclaré s'être associés avec le *P. Biard, supérieur de la Mission de la Nouvelle France, et le P. Edmond*

(1) Le *Pater noster des Jésuites dédié à Philippe III Roy des Espagnes, pour ses estreines de la présente année 1611* (sans lieu, ni nom d'imprimeur), 1611, 8 pages in-8°; cf. *Bull. hist. prot.*, 1894, p. 623.

(2) Cf. *Bull. hist. prot.*, 1912, p. 276.

(3) Pièce de 8 ff. in-4° sans lieu ni nom d'imprimeur (Bib. nat., Ld³² 67) *Contrat d'association des Jésuites au trafic de Canada, pour apprendre à Paul de Gimont, l'un des donneurs d'avis pour les Jésuites, contre le recteur et université de Paris, et à ses semblables, pourquoy les Jésuites sont depuis peu arrivés en Canada.*

Macé de la compagnie de Jésus, pour transporter à la Nouvelle France la cargaison du navire *la Grâce de Dieu*.

« La présente association faicte moyennant la somme de 3800 livres que les sieurs de Biencourt et Robin ont recogneu avoir reçu par advance pour la moitié de la cargaison dudit navire, desdits pères Biart et Macé. »

Les Pères ont aussi payé diverses sommes accessoires.

Le contrat est passé à Dieppe en la maison dite *la Barbe d'or* le 20 janvier 1611; les témoins sont « honorable homme Jaques Baudouin, marchand demeurant à Dieppe, et Abraham (1) Ruault, marinier audit Dieppe ».

Lorsque les Pères Biard et Macé sortirent de la maison de *la Barbe d'or*, ils purent avoir conscience qu'un grand succès venait d'être remporté. La mort de Henri IV, que le P. Coton avait cru d'abord contraire à ses desseins, avait fini par les servir, puisque l'influence des Jésuites en France même devint sous la régence bien plus forte encore qu'auparavant. Au Canada les choses n'allèrent sans doute pas aussi vite qu'ils l'auraient voulu, ils eurent à lutter, non plus contre les protestants, mais contre d'autres membres du clergé régulier, les pères récollets; mais après le retour en France et la mort de Poutrincourt (1615), et surtout sous la vice-royauté du duc de Ventadour, les Jésuites triomphèrent complètement. Ces faits sont connus; notre désir était seulement de préciser ceux qui les ont précédés : cette substitution, à partir de 1611, de l'influence des Jésuites à l'influence protestante dans les entreprises françaises au Canada.

JACQUES PANNIER.

(1) *Abraham*! Voilà un prénom bien huguenot pour figurer dans un acte en faveur des Jésuites.

UN DUEL A PUYLAURENS EN 1673

Au mois de juillet de l'année 1673, la petite ville protestante de Puylaurens est en pleine effervescence. Le capitaine Dupuy (1), du régiment Royal-infanterie, vient d'y arriver pour « faire une recrue » de cent hommes. Or le capitaine Dupuy n'est pas aimé à Puylaurens. Huguenot d'origine, comme toute sa famille, il a abjuré par ambition; c'est d'ailleurs un chef aussi dur pour ses hommes, presque tous ses compatriotes, que peu scrupuleux sur le choix des modes d'enrôlement.

Est-ce pour ces raisons qu'ils s'est immédiatement heurté à l'hostilité ouverte des étudiants de l'académie et des bourgeois ses concitoyens ?

Cependant si les écoliers, gent turbulente et aimant à ferrailler, mettent volontiers flamberge au vent, c'est, nul ne l'ignore, pour vider une querelle et non pour venger la religion. Beaucoup de nouveaux catholiques, et parmi eux des Lamy et des Imbert, ne vivent-ils pas en bons termes avec la population réformée ? D'ailleurs le capitaine Dupuy est apparenté avec les familles les plus considérables de la ville (2) ; l'année précédente il a fait acheter une sous-lieutenance dans sa compagnie à Paul de Gineste sieur du Castelet, frère d'Etienne de Gineste et du sieur de Labarthe (3), aujourd'hui ses ennemis acharnés. Enfin l'esprit public comprend les sévérités de la discipline, et sait que pour faire des recrues au moment d'une guerre il faut parfois user d'artifices et... forcer les vocations.

Comment donc expliquer le mauvais vouloir et la haine, poussée jusqu'à l'oubli de tout sentiment chevale-

(1) Samuel Dupuy, fils de David sieur du Tour et de Paule de Rivenc, mariés en 1641.

(2) Entre autres avec les Rivenc, les Mauzy, etc. — Sa cousine germaine, Antoinette Dupuy, venait d'épouser Philippe de Gineste sieur de Najac.

(3) C'étaient les fils de Philippe de Gineste et de Madeleine Lacger, et les cousins germains du sieur de Najac.

resque, que Samuel Dupuy reprochera à ses compatriotes de lui témoigner? Les documents sont muets à cet égard; mais il est difficile d'admettre que les méchants huguenots « mal affectionnés au service du Roy » soient les seuls coupables, et que notre capitaine soit simplement une victime de la foi catholique et du devoir professionnel.

Que s'est-il donc passé? Écoutons les dires de Dupuy :

A l'instigation du sieur Etienne de Gineste, des écoliers de l'académie ont décidé de s'opposer à la levée des recrues; ils ont même cherché à faire désertier les soldats déjà enrôlés et à tuer le capitaine. Ce dernier a porté plainte au premier consul, un catholique, le sieur de Bartenave (1). Nonobstant, le 8 juillet, au moment où il tournait le « coin de la maison Lasserre (2) » avec son cousin germain, le sieur de la Bousquetié (3), il a été l'objet d'une sauvage agression de la part de Jean Gineste sieur de Pratinisot surnommé Brisefer (4), enrôlé le jour même dans sa compagnie, et du petit-cousin de ce dernier, Etienne de Gineste, escortés de plusieurs étudiants. La Bousquetié a été grièvement blessé; Dupuy, providentiellement échappé à la mort, s'est adressé derechef à l'autorité consulaire qui a procédé à une information.

Mais ses adversaires n'ont pas désarmé. Le lendemain, jour de dimanche, à l'heure du prêche et des vêpres, dans la maison du sieur de Najac proche du coin de Lasserre si favorable à une embuscade, se sont réunis deux frères de Gineste (Etienne et Pierre sieur de Labarthe), deux frères de Vialate (5), Brisefer, Béguy, les sieurs du Cruzel et de la Valcrose (6) et divers étudiants de l'académie. On a

(1) Marc de Villeneuve sieur de Bartenave, époux d'une protestante Marie Dumas de Cantausel.

(2) Appartenant à Jean Lasserre, apothicaire comme plusieurs de ses ascendants et descendants.

(3) Jean Dupuy sieur de la Bousquetié, fils de Samuel et de Marie Le Roy, époux de Madeleine de Gineste d'Appelle.

(4) Fils de François sieur de Lissartel et d'Anne de Barbe.

(5) Jacques sieur de Camaret et son frère consanguin Jean sieur de la Plane, fils de Guillaume de Vialate sieur de las Bonnettes.

(6) Jean-Jacques d'Imbert sieur de la Valcrose.

guetté le capitaine, et, quand celui-ci est venu à passer, accompagné d'un fidèle soldat, on s'est jeté sur eux avec épées et pistolets : le second a été tué sur place, et le premier, blessé au bras, aurait subi le même sort sans l'arrivée opportune de quelques personnes.

Cette fois, plainte a été adressée à la fois au premier consul, à l'intendant du Languedoc M. de Besons et à la Chambre de l'Edit qui a fait ouvrir une instruction par le juge de Puylaurens.

Mais le plaignant a dû, sur ces entrefaites, conduire à Maëstricht sa faible recrue qu'il s'est trouvé obligé de compléter à Puylaurens où il est revenu peu de temps après. Il a trouvé toujours les mêmes obstacles. Bien mieux ! il a été accusé d'avoir enrôlé de force des soldats et s'est vu l'objet d'un décret de prise de corps.

C'en était trop ! le malheureux capitaine n'a eu d'autre ressource que de s'adresser au nouvel intendant de la province pour lui exposer les faits et réclamer la punition des coupables.

M. Daguesseau fait sans doute une enquête. Il apprend que les tentatives de meurtre signalées par Dupuy ont été de simples duels à quatre engagés en pleine rue (1) : dans la rencontre du 9 juillet, Pierre de Gineste sieur de Labarthe et Samuel Dupuy ont lutté avec un acharnement extrême, atténué par l'épée de Jean de Lamy sieur du Cruzel, leur arbitre, qui arrêtait les mauvais coups ; l'officier n'a reçu qu'une légère blessure, mais son second, le soldat Isaac Rouyre, dit du Chesne, atteint au bas-ventre

(1) Il y eut à Puylaurens, au cours du xviii^e siècle, plusieurs duels retentissants qui donnèrent lieu à des actions judiciaires : ainsi en 1632, Pierre Maury sieur de la Masquière fut tué par J.-J. de Rivenc ; en 1647, Antoine Maury sieur de Roullens tomba dans un duel où figuraient Philippe Bedos sieur de Fonbas et Pierre Rey sieur du Vivier ; en 1656, Philippe de Gineste sieur de Najac, André de Rivenc sieur de Fonbrune, David Lacger sieur du Roc, Louis Céleriès sieur de la Gironnelle, Bernard Vialas sieur de la Rouquette et N. de Laroque sieur de Lermet, furent condamnés à mort, puis mis hors de cour par la Chambre de l'Edit ; en 1676, Marc-Antoine de Salvignol sieur de la Joncasse fut tué dans une rencontre où se trouvaient deux étudiants : Labarthe et Martel.

par Jean de Vialate sieur de la Plane, est tombé mort sur le pavé (1).

L'intendant sait tout cela; mais au mépris des droits de la juridiction des consuls et de celle de la Chambre de l'Edit, il évoque l'affaire par devers lui. Elle lui fournit au surplus une excellente occasion d'empiéter sur les prérogatives municipales en matière de justice, de police et d'administration, et de plaire à la Cour en molestant ceux de la R. P. R. L'ordonnance du 10 janvier 1674 ne semble pas avoir eu d'autre but (2).

Aucun renseignement ne nous est parvenu sur la destinée du capitaine Dupuy.

Quant aux duellistes, ils furent condamnés, le 16 décembre 1674, par le présidial de Montpellier, savoir : à la peine de mort, les sieurs de Labarthe et de la Plane, et à six ans de galères Etienne de Gineste et Jean de Gineste sieur de Pratinisol. Tous reçurent d'ailleurs des lettres de grâce. — Inutile d'ajouter que, malgré cet exemple, l'ère des duels ne fut pas close.

G. DUMONS.

A Monseigneur, Monseigneur Daguesseau conseiller du roy en ses conseils, maistre des requêtes ordinaires de son hostel, président au grand conseil, Intendant de justice, police et finances en Languedoc.

Supp^{lie} humblem^t noble Samuel Dupuy, cappitaine au régim^t royal d'infanterie, qu'en lad. qualité en exécu^{on} des ordonnances de Sa Ma^{te}, ce supp^t c'estant mis en devoir de faire une recrue de cent hommes et s'estant à ces fins transporté en la ville de Puylaurens au mois de Juilliet dernier, Estienne Gineste hant de Puylaurens assisté de grand nombre d'escoliers de ceux de r. p. r. de lad. ville s'y estans opposés auroint à cachètes porté les artisans et autres personnes quy avoient dessein de s'enroller se désister de leur dessein et quy plus est en exécutant leur malice

(1) Voir : *Notes historiques sur la ville de Puylaurens*, par Ch. Pradel. Toulouse, Ed. Privat, 1907, page 160.

(2) Voir : *Quelques préliminaires de la Rév. de l'Ed. de Nantes en Languedoc* par P. Gachon, Toulouse, Ed. Privat, 1899.

et à haine qu'ils avoient conceue contre le suppt^t l'auroit avec atroupemant attaqué en plaine rue et fait effort de le tuer ce qu'ils auroit aparamant fait sans la survenue de plusieurs personnes quy les en auroint empêchés, et non contans de se ils auroint fait désertier pleusieurs des soldats qui s'estoint engagés et enrollés avec le suppt^t; de quoy en ayant esté par luy porté plainte et fait informer devant le sieur de Bartanabe, conseil catolique dudit Puy^{ls}, come exerxant la justice siville et criminelle en lad. ville; et pendant ce temps le nommé Jean Gineste sieur de Pratzizol, dit Brisefer, couzin germain du susd., s'estant enrollé le huitiesme dud. mois de juilliet dernier avec le suppt^t, en présance du sieur baron de Lacrousille, des sieurs de Lamouline et de Chauvet, Declerière (de Célerière) et autres personnes de qualité, le mesme jour led. Brisefer à l'intigaôn dud. Estienne Gineste accompagné d'icelluy et de plusieurs escoliers de lad. académie faisant tous proffession de lad. r. p. r. ayant fait dessein de tuer le suppt^t et s'estant atroupés à ces fins l'auroint de nouveau attaqué au coing de la maison du nommé Lasserre app^{re} dud. Puy^{ls} ce pendant qu'il y passoit avec noble Jean Dupuy sieur de la Bousquetié son cousin, en telle sorte qu'ils avoit grivet^t blessé ledit sieur de la Bousquetié et mis en danger de mort; duquel excès et assassinat en auroit esté porté plainte devant ledit sieur de Bartanabe conseil et ensuite procédé à l'informaôn. Mais au lieu par les dit Ginestes de prandre la punision de tels attemplats, iceux au contraire en percistant dans leur mauvois dessein auroint fait de nouveaux atroupemens le 9^e dud. mois de juilliet jour de dimanche pendant que les vespres et le presche de ceux de la religion avoit presque attiré tous les hâns de l'une et de l'autre religion dans l'église paroissielle et le temple dud. Puy-laurens et sur le point que le suppt^t avec Isaac Rouire un de ses soldats passoint au-devant du coing de la susd. maison dud. Lasserre pour s'en aller à sa maison, Pière Gineste sieur de la Barthe frère du susd. Estienne, Jean Vialate s^r de la Plane, le fils ayné du s^r de Montpinier, le fils ayné du sieur de Lavalcrose hâns dudit Puy-laurens, les nommés Ibert et Guere escoliers de lad. cadémie et plusieurs au^{es} quy c'estoint atroupés à ces fins dans la maison de Paul Gineste sieur de Najac cousin germain desd. Ginestes avec ledit Estienne Gineste led. Jean Gineste dit Brisefer ensemble le noîné Beguy acesseur desd. conseils, le nommé Camaret frère dud. sieur de la Plane faisant tous profession de r. p. r. se seroient jetés avec leurs espées et pistolets sur le suppt^t et led. Rouire soldat, lequel suppt^t, ils auroint grièvet^t blessé au bras droit d'un coup d'espée et tué sur la plasse led. Rouire et fait en oultre tous les efforts de murtrir le suppl^t ce qu'ils auroint fait probablement sans qu'il s'y seroit opposé par sa def-

fanse et que plusieurs personnes seroient survenues quy auroient empêché l'exécution de leur mauvais dessein; dont le supp^t ayant fait sa plainte dev^t led. Bartenabe conseil et voyant que les dits assassins trouveroient du support en son endroit à cause du partage qui [estoit] entre euls, il auroit despêché un courier en la ville de Montpellier devers M. de Besons sy-devant intendant en ceste provinse qui se seroit trouvé absant hors d'icelle ce quy auroit obligé le supp^t par voye de recours d'obtenir comiõn de la chambre de l'édit pour informer desd. exès et assassinats par dev^t m^{re} Jean Jaques de Galaup juge de lad. ville de Puyl^{le}. A quoy il auroit esté procédé en l'absence du supp^t quy auroit esté contraint par le debvoir de sa charge de se randre en la ville de Mastric avec sa recrue, laquelle informaõn auroit esté continuée avec publicaõn de monitoire à la requête de dam^{lle} Paule de Rivenq mère du supp^t, lequel après avoir laissé sa recrue dans l'armée du roy et Sa Majesté luy ayant prins les vieux soldats de sa compagnie pour n'avoir pas acomply le nombre de ceux de sa recrue pour le corps du régiment, ce qu'il n'auroit peu f^e à cause de sa blesseure et des empêchemants quy y auroint esté apportés par lesd. murtriers, le supp^t auroit eu nouvel ordre de former une nouvelle compagnie, auquel effet il seroit reveneu aud. Puylaurens pour la mettre sur le pied. Mais lesd. assassins et murtriers quy font proffession, comme dit est, de r. p. r., se trouvant mal affectionés au service du roy, et par le support qu'ils ont desd. conseuls, voullant derechef apporter de l'obstacle à lad. nouvelle levée en vexant le supp^t, trouver le moyen d'esviter, s'il leur estoit possible la punision de leurs crimes sy souvant réitérés, ont récriminatoirement fait fabriquer et forger certaines fauses informaõns à l'encontre du supp^t devant les dits conseuls sous le nom du nommé Vialas ad^t aux ordinaires dud. Puyl^{le} soy-disant substitud du procureur du roy aud. siège ores il n'y aye aucun caractère ny permission qui luy donne ceste qualité et que mesmes, fesant profession de lad. r. p. r., il ne put nullement s'arroger ce droit. Au prétexte de laquelle informaõn, à laquelle led. Vialas ne faict que prester le nom aud. Gineste et autres prévenus quy ont pareu dans la faction des dites informaõns etourny aux frais ainsy qu'il est plainement justifié par le supp^t, et laquelle informaõn ils ont fondée sur un faux prétexte que le supp^t ayt voulu forcer quelques personnes de s'enroller contre leur volonté, lesdits prévenus prétendant vexer et inquiéter le supp^t et l'exécuter en sa personne en vertu de certain décret de prinse de corps qu'ils ont fait forger à plaisir pour tâcher par ce moyen de le f^e départir de la réparaõn des susd. assassinats, duquel murtre néanmoins, faict au veus et seu dud. Vialas, il n'a daigné f^e aucune poursuite ny informaõn ce quy

marque d'autant plus le susdit support et intelligense et collusion quy eu entre lesdits assassinaires et lesd. conseuls quy souffret mesmes que lesdits escoliers et hâns notament les parans et amis desdits murtriers pour empêcher lad. nouvelle levée portant de jour et de nuit des espées et autres armes ores ils ne soint de la qualité requise et inthimidant ceux quy ont désirs volonté de s'en roller avec le suppt, et que d'ailieurs il n'est pas juste que la calomnie, la fraude et l'artiffice prévalent contre la justice, le suppt, quy n'aist point justisiable desd. conseuls à raison de sa qualité, a recours à vous, monseigneur, pour y estre pourveu.

A ceste cause, veu lesdites procédeures et informâons cy atachées, plaize à vos grâces, Monseigneur, octroyer au suppt acte de remise d'icelle et ce faisant décerner contre lesdits Ginestes et au^{ps}. y compris et esnoncés tel décret que de raison et ordonner que lesd. informaõs seront continuées de v^{re} autorité par devant tel magistrat qu'il sera de v^{re} bon plésir de commetre et députer pour estre le procès fait et parfait aux coupables ainsin qu'il appartiendra néanmoins esvoquer devant vous lesdites prétandues informaõs faites à la requête dud. Vialas à l'encontre du suppt d'autorité desd. conseuls, avec deffanses aud. Vialas de plus avant poursuivre le suppt devant eux et à iceux d'en cognoistre à peine de nullité et cassasion et de 1 000 liv. d'amande et autre arbitraire avec injonction et comandement au greffier desdits conseuls et autres detempteurs desd. informaõs et procédeures de les remettre insésamant devers v^{re} greffier à peine d'y estre constraints par toutes voies deubves et raisonnables et par corps et néanmoins que ledit Vialas sera assigné devant vous pour déclarer s'il n'aist véritable qu'il n'a fait que prester et acomoder son nom auxdits murtriers et assassins et se voir condamner aux peines de droit pour avoir par ce moyen voulu procurer l'impunité des susd. murtre et attemptat comis en la personne dud. Rouire et du suppt; comme aussy que conformement aux ordonnances du roy, il sera fait très-expresses inhibitions et deffanses aux dits hâns et escoliers, quy ne sont point de la qualité requise, des porter l'espée et autres armes et enjoint auxd. conseuls d'y tenir la main, à peyne de désobéissance et des contrevansions, qu'il en sera enquis de v^{re} autorité et ferés justice.

Veue la présante req^{te} et les pièces attachées à icelle nous ordonnons que les charges et informaõs faites à la requête dud. Vialas à l'encontre du suppt seront apportées au greffe du sieur Galaup juge de Puy^{ls} à quoy f^e sera le greffier et detempteur d'icelle contraint par corps trois jours après le comandet quy luy en sera fait à personne ou dom^{ile} nonobstant oppositions ou appel-

laïons quelconques, faisant deffanses aud. Vialas de fe poursuite ailleurs que pardevant nous pour raison de ce ny de mettre à exécuôn le décret de prise de corps sy aucun il a allencontre dud. supp^t à peine de cassasion et de tous despens damages et inthérêts, comme aussy fasons deffanses à tous escoliers de quelque qualité qu'ils soient de porter espées et armes à feudans le lieu de leurs estudes, à peine de trois cens livres d'amande et d'estre procédé contre eux suivant la rigueur des ordonnances, enjoignant au prévost des mareschaux, leurs officiers, archers et tous autres qu'il appartiendra de tenir la main à l'exécuôn de n^{re} présant ordonnance, à paine de répondre en leur propre et privé nom. — Fait à Pézenas ce 29^e X^{bre} 1673 Daguesseau. Par mon d. seigneur Febure signé.

L'an mil six cens septante quatre et le second jour du mos de jeanvier, par moy Jean Gailhiard, baille de Lempaut, hânt de Puy^{ls}, sous^{né}, resseu par Monsieur Denoulet trésorier général en Th^e (Toulouse) com^{re} député pour le fait du domaine de Sa Majesté, à la réquiôn de noble Samuel Dupuy capitaine au régiment royal d'infanterie, en vertu de l'ord^{ce} randue par monseigneur l'intendant en ceste province dont coppie est derrière escripte, isselle a esté inthimée et signiffiée aux conseuls modernes dud. Puylaurens et à M^e Izaac Vialas advocat soy disant substitud du procureur du roy et à iceux fait les injoncsions et inhibiônns portées par lad. ordonnance et sur les peines y conteneues et fait comandement à M^e Jean Marty greffier desd. conseuls de remettre ès mains de M^r de Galaup, juge royal de la p^{nte} ville, com^{re} député par led. seigneur intendant, la procédeure faite par lesdits conseuls contre led. s^r Dupuy à la requête dud. Vialas sur les peynes portées par lad. ord^{ce} et se parlant à M^e Antoine Fanjeaux et André Deymier conseuls de la r. p. r. dud. Puy^{ls} trouvés en personne dans Puy^{ls} qui ont requis coppie, à la femme dud. Vialas trouvé en personne dansson dom^{ile} et aud. Marty trouvé en personne dans Puylaurens, lequel a répondu qu'il offre d'hobéir à lad. ordonnance et de remettre ès mains dud. sieur de Galaup juge et comisaire lad. procédeure et luy ay baillé coppie requise, ensembleauxd. conseuls et à la femme dud. Vialas, à chacun la leur, tant de lad. ordonnance que de ces exploits. En foy de ce ai baillé la présent coppie le lendemain troisième. — Signé : Gailhard (1).

(1) Coppie de req^{te} et ordonn^{ce} de monseigneur Daiguesseau intendant en Languedoc, avec l'exploict d'inthimaôn et inhibitions. — Pour les S^{rs} de Bartenabe, Fanjeaux, Catella et Deymier consulz de Puilerans inthimé, — contre noble Samuel Dupuy cappⁿ au régiment royal d'infanterie.

Papier timbré : Ressort du Parlement de Tolose; vignette représentant une fleur de lis au dessus de deux mains entrelacées, surmontée d'une ban-

II

Henry Daguesseau ch^{er} con^{er} du Roy en ses conseils, mestre de requestes ordinaire de son hostel et président au Grand Conseil, Intendant de justice, police et finances à la province du Languedoc.

Sur l'advis qui nous a esté donné que ceux de la R. P. R. de Puilerans contreviennent journelement aux déclarations du Roy et arrêts de son Conseil rendus en conséquence : ayant élu le nommé Jean Malabiau greffier consulaire, qui fait profession de lad. religion, au mespris de lad. déclaration, art. 29, par lequel il est porté que ces sortes de charges ne pourront estre exercées que par des catoliques; et que lesd. de la r. p. r. opinent en plus grand nombre que les catoliques dans leurs assemblées; que leurs mariages, bathesmes et enterremens aux assemblées, marchans dans les rues dans une sérémonie au nombre de grante, cinquante ou soisante personnes; qui se fait plusieurs impositions et levées de deignés (deniers) sur les habitans de la ville de Puilerans et autres de lad. r. p. r. sans qu'il ait esté donné aucun estat de l'arresté et despartement de sommes imposées à M^r de Besons ny à nous, ainsy qu'il a esté ordonné par Con^{eil} d'Estat le 9 9^{bre} 1670; que les estapes étant establies à Puilerens, ceux de lad. R. p. r. chargent les catoliques de logemens de gens de guerre et espargnent ceux de lad. religion; et outre ce cas particulièrement il se comet plusieurs autres abus dans lad. ville par des escoliers de l'accadémie et gens sans adveu qui marchent attroupez et armés et comettent des insolences et dans les lieux circonvoisins; à quoy il est important de pourvoir pour establir le repos public; et veu lad. déclaration et arrêté du Conseil du 9 9^{bre} 1670 et 14 avril 1671 et autres rendus pour l'exécution de lad. déclaration.

Nous, conformément auxd. déclarations du Roy et arrêtés du Conseil, ordonnons que huitaine après la signification de nostre présente ord^{ce} au scindic ou aux consuls de lad. ville de Puilerens, il sera procédé à la manière accoustumée à l'élection d'un greffier consulaire ou secretaire de la maison de ville qui soit catolique, faisant deffenses aud. Malabiau d'en continuer la fontion à peine de feaux et de 500 liv. d'amande; que dans les lieux et assemblées de lad. ville ceux de la r. p. r. ne pourront oppiner en plus grand nombre que les catoliques, à peine de nullité des déli-

derole portant l'inscription « Parl. de Thoulouse », au-dessous « Pour tous Exploits et Actes d'Huissiers. — Un sol. — R. g. D. »

bérations qui seront faites autrement, suivant l'arrest du Con^{eil} dud. jour 9^{bre} 1670; ordonons que dans le mois les anciens chefs du consistoire de lad. ville de Puilerans nous enverront les estats de la recepte et despense qu'ils ont imposées sur eux pendant les quatre dernières années, sur les peines portées par lesd. arrêts; et qu'à l'avenir les logemens de gens de guerre qui auront ordre de loger dans lad. ville de Puilerans ne pourront estre faits par les consuls de lad. r. p. r. seuls ny en plus grand nombre que les catoliques, et seront les officiers et soldats logés chès les plus riches et autres habitans de lad. ville suivant le règlement du Roy, faisons deffenses auxd. consuls d'y procéder autrement, à peine de tous despens, damages et intérêts des particuliers qui auront souffert le logement sur leur billet et de 500 liv. d'amende; faisons pareillement deffenses à tous escoliers, proposens et autres de quelle qualité et conditions qu'ils soient de porter espée, fusil, pistolet et armes à feu dans lad. ville de Puilerans, à peine d'estre procédé contre eux extraordinairement suivant la rigueur des ordonnances, enjoignons au juge et consuls de lad. ville de Puilerans d'y tenir la main, chacun en droit soy; ordonons que par le S^r Galaup juge de Puilerans il sera informé des contreventions faites par ceux de lad. r. p. r. aux déclarations du Roy et arrêtés du Con^{eil}, pour l'information faite et à nous envoyée estre ordonné ce qu'il appartiendra; enjoignons pareillement au procureur du Roy dud. lieu de faire toutes les réquisitions nécessaires et autres procédures pour l'entière exécution de nostre présente ordonnance et de nous informer de ce qui aura esté fait dans le mois pour l'exécution d'icelle; mendons au premier huissier ou sergent sur ce requis faire tous exploits.

Fait à Pézenas le X janvier 1674. Daiguesseau signé. — Par mond. seigneur Lefeure, ainsy signés:

LES CHIFFRES DE M. L'ABBÉ ROUQUETTE

Étude sur les Fugitifs du Languedoc (Uzès) (1)

Cabanis Marie.

Se maria le 5 novembre 1733 avec Pierre Soulier, de Nîmes; et quelques années après elle sortait du royaume pour cause de religion. Elle possédait au chemin d'Uzès une vigne dont la régie s'empara (baux des 30 mai 1757 et 15 mai 1774). Elle mourut sans postérité. Son frère Louis était âgé de quatre-vingt-trois ans lorsqu'il obtint du tribunal de Nîmes la mainlevée de cette saisie (30 mars 1791) (F. Rouvière, *Les religionnaires*).

Caboud Claude.

Surnommé Francœur, partit de Saint-Cosme en 1690, emmenant avec lui hors de France, sa femme, son enfant et vingt-cinq hommes de recrue (2) qu'il fit sauver pour aller avec M. de Buc (Fiches Bernus).

Cabrières Anne.

Quitta le Languedoc en 1699; depuis la journée sanglante où l'assemblée fut surprise près de Brueis (3) et à laquelle elle assistait, elle cherchait à fuir. Une occasion s'offrit; on dit qu'elle partit avec son cousin Pasquier de Colorgues et d'autres paysans de ce village. Antoine Pasquier, son oncle, dans une requête, demande la mainlevée des biens d'Anne Cabrières morte à l'étranger le 21 juin 1727; ces biens, qui avaient appartenu à son père feu Antoine Cabrières, consistaient en une petite maison, cour, terres, sises dans le terroir de Colorgues; n'ayant reçu aucune réponse,

(1) Voy: plus haut, p. 322 à 337. — P. 324, ligne 14, au lieu de *abandonné*, lisez *donné*; — fin de la ligne 27, supprimez la.

(2) Il y avait plusieurs familles Caboud dans le diocèse d'Uzès; il est probable que Claude en sortait et s'était marié à Saint-Cosme (diocèse de Nîmes). Les listes Rouquette ne le mentionnent pas; il mérite d'être cité, car ce départ avec sa femme, son enfant et ses compagnons prouve que l'on pouvait fuir par bande.

(3) V. Ch. Bost, *Les Prédicants protestants*, I, p. 154.

Simone Pasquier, veuve d'Antoine Cabrières, mère de la fugitive, réclama les biens de ses cinq filles, toutes mortes en France, et ceux d'Anne, morte à l'étranger; on refusa, prétextant qu'elle voulait vendre ces biens pour aller rejoindre sa famille dans les pays étrangers (A. N., TT., 13^B I).

Cabrières Anne.

Une autre Anne Cabrières, de Colorgues, sortit du royaume, mais elle rentra en France, testa à Brignon le 18 octobre 1747; il est probable qu'elle retourna à l'étranger, car ses biens, qui avaient été saisis par la régie, ne lui furent pas rendus. Le 15 mars 1791 le tribunal d'Uzès confirma un avis favorable du procureur général syndic afin qu'ils fussent donnés à ses héritiers (F. Rouvière, *Les religieux*).

Cabrières Jacques.

Cité dans l'état des biens des religieux fugitifs (A. N., TT., 279, VI) marchand, d'Uzès.

*Cabrit Jacques,
Mme Cabrit
née Isabeau de
Rodier.
Cabrit Jacques,
fils.*

Naquit en 1634 à Lussan, d'une famille dont plusieurs membres habitaient Uzès. Il était ministre à Lézan, en Languedoc, dépendant de la viguerie d'Anduze au moment de la Révocation, et quitta la France le 2 octobre 1685 avec sa femme Isabeau de Rodier qu'il avait épousée en 1666; leur fille, habitant Nîmes, réclame leurs biens mis en régie le 5 décembre 1687 (A. H., C, 167). Le ministre et sa femme allèrent en Suisse, puis dans le Brandebourg. Leur fils, Jacques, sorti du royaume en 1685, devint pasteur. Il desservit l'Eglise de Colberg puis celle de Cottbus. Dans les dernières années de la vie du père, sa famille, établie à Kœnisberg, où elle avait acquis une fortune considérable, l'engageait à renoncer à la prédication, en lui assurant une retraite honorable. « Je vous entends, répondait le vieillard, vous êtes de ceux qui trouvent que je baisse, mais je ne m'en inquiète pas. Ils ont eu la farine, il faut qu'ils aient le son » (F. P.). Jacques Cabrit père mourut à

Berlin le 18 octobre 1732, âgé de cent ans, huit mois (A. W.). La très intéressante autobiographie de son fils a été publiée dans les années 1890 à 1892 de ce *Bulletin* (1).

Calmette (de la).

Sortit du royaume en 1685 et se retira dans la Caroline où il mourut peu après en 1687. Madeleine Hugon, femme du seigneur de la Calmette, écrivit à M. de Basville le 20 août 1688, réclamant les biens de son mari décédé et sa dot. Le receveur général des biens des fugitifs avait fait saisir ses récoltes de l'année, la laissant sans ressources, ayant recours pour vivre à la charité de ses parents. « Lui et ses commis et tous, tant qu'ils sont, dit-elle, ont un cœur d'acier pour moi, et mon pitoyable état n'a point pu vaincre la dureté de leur cœur ». (A. N., TT, 109, IX).

Cammal Jean.

Liste Rouquette (1698-1715).

*Cambis (de) Galéot
seigneur de Sous-
telle.*

La famille de Cambis (2), originaire de Florence, occupait les premières dignités de l'Etat de Toscane. Venue en France, elle combattit pour la cause protestante dans les guerres de religion; divisée en plusieurs branches, deux d'entre elles eurent des fugitifs. Celle de Soustelle, dont Galéot II qui, après avoir servi en France et en Hollande, se fit ministre. A la Révocation, il se retira à l'étranger sans pouvoir emmener avec lui sa femme et ses enfants, contre la teneur de l'édit, ce dont il se plaignit amèrement. Il mourut de la goutte en 1687 à Rotterdam. (F. P.)

*Cambis (de) Jean-
Louis.*

La seconde branche est celle de Fons, à laquelle appartient Jean-Louis de Cambis, seigneur de Monteils, dont la mère était dame de Fons. Il avait épousé en 1662 Firmine de Cassagne, qui mourut à Uzès, âgée de trente-

(1) Ainsi qu'un abrégé de la vie de sa femme *Constance-Emilie de la Porte*.

(2) Armes : d'azur au pin d'or fruité de même, accosté de deux lions affrontés d'or.

huit ans, le 6 décembre 1680, et y fut enterrée. Au mois de juin 1680, ils avaient marié leur fille Isabeau, âgée de dix-sept ans, avec noble Jean Durand de Vézenobres, seigneur de Valfons. La bénédiction leur fut donnée dans le temple d'Uzès par M. Pépin, ministre. Nous trouvons Jean-Louis de Cambis à Strasbourg à la Révocation (papiers Fraissinet). Saisi avec d'autres fugitifs, il fut renfermé à Pierre-Cize; il y était en 1691 avec les trois de Baudan, les deux frères Espérandieu, Boileau de Castelnau et Riffard. Comme ses compagnons d'infortune il dut mourir prisonnier, car il n'est plus question de lui.

*Camproux Daniel,
Camproux femme,
deux enfants,
sa belle-mère.*

Fileur de laine âgé de vingt-cinq ans; sa femme, deux enfants et sa belle-mère sont avec lui à Lausanne en 1699, passant dans cette ville pour aller s'établir en Allemagne (Fiches Bernus).

*Camproux Daniel,
Camproux femme
née Marguerite
Mounié.*

Ce Daniel Camproux ne peut pas être le fils du précédent, mais probablement son parent; il se marie à Magdebourg le 17 mai 1705 avec Marguerite Mounié, fille de Jacques Mounié d'Uzès, veuve Douny (A. W.).

Camproux Mathieu.

Décédé à Neuhaaldensleben le 21 avril 1705, fils d'un premier mariage de Daniel Camproux qui précède et de feu Anne Perse, du lieu de Saint-Quentin proche Uzès (A. W.).

Canonge.

Famille d'Uzès assistée à Lausanne pour se retirer en Allemagne en 1704 (Toll, III^e 821).

*Canonge Jeanne
femme Coste,
sa fille.*

Une Jeanne Canonge d'Uzès, mariée à un monnayeur nommé Coste, fut bannie du Languedoc parce qu'on ramassa un soir par terre près du palais à Montpellier, une feuille manuscrite qu'elle avait perdue, contenant une lettre qui donnait des nouvelles de l'Angleterre, parlait des bonnes dispositions de la Reine et du rétablissement de la religion réformée en France (A. H., C., 189). Infirme et seule à

Londres, sa fille alla auprès d'elle ; en 1705 nous les retrouvons toutes les deux misérables et assistées (F. P.).

*Cauroux Simon,
Cauroux femme.*

Ouvrier en laine et sa femme à Köpenick en 1699 (*Colonieliste*).

*Capieu Zacharie,
Capieu femme
née Isabeau La-
zerne.*

Marchand cordier d'Uzès ; nouveau converti ; il eut les biens des enfants de Joseph Meynier fugitif ; mais il se décida à partir ; il est sur la liste des fugitifs, sa femme mourut à l'étranger en 1694.

Capieu Antoine.

Fils de Zacharie Capieu et d'Isabeau Lazerne, naquit à Uzès le 23 décembre 1645 ; il fut proposant en 1671 et consacré en 1675 ; marié avec Jeanne Roussine, il eut un fils à Uzès le 4 novembre 1670 ; il se remaria à Nîmes en 1679 avec une demoiselle Anne de Rousset : le ministre Paulhan bénit son mariage. A la Révocation il abjura, il était alors pasteur de Saint-Laurent-la-Vernède ; on lui donna une pension de 400 livres, ce qui ne l'empêcha pas de se joindre à une bande de trente fugitifs ; ils furent pris, détenus au château d'If, condamnés aux galères par le parlement de Grenoble (*Bull.* VIII 30). Libéré en 1698, il mourut dans le refuge à Zoffingen. Son fils Jacques et sa sœur Marie restèrent à Uzès...

« Le 26 juillet 1692 est décédée Mademoiselle Marie Capieu, femme du sieur Pierre de Rouvières, Lieutenant de cavalerie, âgée de trente-neuf ans ; et m'a déclaré auparavant sa mort qu'elle vouloit mourir dans la religion réformée et qu'elle s'étoit toujours repantye d'avoir fait abjuration et d'avoir reçu les sacrements, Marre prêtre ». (Etat civil d'Uzès). Dans les fiches secrètes de Basville (A. H. 273) il est parlé du « sieur Capieu, cy devant ministre, âgé de soixante-dix ans, retiré à Saint-Dézéry (petit village près de Saint-Chartes), où il fait bien son devoir ». Il ne s'agit pas là d'Antoine Capieu.

Capon Jean (1).

Fils de Claude Capon, hôte et muletier, et de Marguerite Malmazette, il est parrain à Uzès, le 23 août 1649, d'un enfant de sire André Capon et de demoiselle Tiphène de Boucarut; cette dernière branche plus fortunée descendait de Pierre Capon, qui avait épousé Suzanne du Roure. Jean Capon mourut à Lausanne en 1691 (F. P.).

Carabin Mathieu.

Fugitif allant en Brandebourg (ref. de Francfort).

*Carle Pierre,
ses deux filles.*

« En 1770 mourait à Londres le sieur général ingénieur en chef du roi de Portugal Pierre Carle, né à Valleraugue en 1665, avec le regret de ne pouvoir rentrer dans sa patrie; admiré du maréchal de Berwick, il l'était aussi du roi de Portugal, qui lui avait offert l'exercice de sa religion dans son palais même; et ce roi disait au prince du Brésil : Mon fils, n'oubliez jamais que ce brave homme a sauvé le royaume ». Ses deux plus jeunes filles étaient reçues dans les premières familles. (Papiers Fraissinet, extrait de l'histoire des frères Moraves). Dans les listes Rouquette, il n'est cité à Valleraugue qu'un fils de Carle de la Bessède; est-ce le fugitif? En tout cas ses deux filles ont été oubliées; comme elles se rattachaient à une famille d'Uzès, nous réparons l'omission.

*Carlot (de)
Marquis* (2).

Noble Marquis de Carlot, baron de Mas-suguiès, descendait de François de Carlot, écuyer, issu de race patricienne de Vérone, qui était homme d'armes de la compagnie de Lautrec, lieutenant de François I^{er} en Italie; il suivit le roi en France; sa famille s'illustra dans la personne de Pierre, seigneur du Caila, par son intrépide bravoure au siège

(1) Voir plus loin : Chapone.

(2) Marquis est un prénom et pas un titre, M. de Carlot, parrain de son neveu de Fontarèches, le lui donna et l'enfant le portait. M. de Fontarèches écrit en 1699 dans son livre de raison, en parlant de ses deux fils : « Marquis et Cabrières vont à Valence en pension pour apprendre le latin, le grec et la sagesse ».

d'Agde en 1562. Le fugitif était un de ses descendants, petit-fils de Jérôme de Carlot et de Gabrielle de Vernet et fils de Pierre de Carlot, baron de Cestairols, seigneur du Caila, Massuguiès et autres places, conseiller du roi en la cour souveraine du parlement de Toulouse, et de Marie de Toulouse-Lautrec, fille de M. de Toulouse-Lautrec, lieutenant et sénéchal de Castres, et de demoiselle Isabeau de Lagé. Sa sœur aînée Isabeau, née à Nîmes le 13 juin 1644, avait épousé Antoine de Vignolles, seigneur de Montvaillant, en 1662; la seconde, Lucrèce, s'était mariée le 27 février 1676 avec Gabriel de Rossel, seigneur de Fontarèches, dont nous avons vu les épreuves au moment de la Révocation. Sa tante, sœur de son père, Alix de Carlot, était la femme de Balthazar Cotelier, seigneur de Peyremale, conseiller au présidial de Nîmes. Toute cette famille et celles alliées aux de Vignolles et de Clauzel subirent les tourments qui accablaient alors les huguenots, autant hors de France que dans leurs foyers. Marquis de Carlot ne partit pas après la Révocation; il abjura, dit-on, mais pourtant il s'éloigna; nous le trouvons à Strasbourg, puis au service de la Hollande (1). Sa femme, Esther de Thomas de la Barthe, resta en France avec ses trois enfants; elle fut signalée comme les élevant dans la religion réformée.

Carlot (de) Charles. Un d'eux, quand il en eut l'âge, quitta la France, c'était le dernier des Carlot. Charles fut lieutenant-colonel dans l'armée de Hanovre en 1720 et mourut général au service de la Saxe (F. P.); son nom s'éteignit à l'étranger.

Pierre de Carlot, baron de Cestairols, par son dernier testament avait institué son héritier particulier messire Marquis de Carlot, et son héritier universel, noble Henry de Vignolles son petit-fils, fils aîné de sa fille Isabeau de Carlot et d'Antoine de Vignolles

(1) Bien que Marquis de Carlot ne soit pas du diocèse d'Uzès, nous le mettons sur notre liste, parce qu'il habita souvent chez sa sœur Lucrèce de Fontarèches et qu'il n'est cité dans aucune des listes Rouquette.

(papiers Fontarèches). De Carlot ayant quitté la France, le jeune de Vignolle hérita de ses biens, mais il mourut en 1693 et la terre de Cestairols fut vendue à M. de la Greise.

Alix de Carlot, née à Nîmes le 15 juin 1618, tante du fugitif, avait, comme nous l'avons déjà dit, épousé Balthazar de Peyremale; ses fonctions de conseiller au présidial de la ville de Nîmes le firent mal juger par ses coreligionnaires, qui le trouvaient plus favorable aux intérêts du roi qu'aux leurs. Dégouté d'une situation aussi délicate, il demanda en 1666 à Louis XIV de remettre sa charge à son frère Antoine, nouveau converti, ce qui lui fit obtenir facilement cette faveur.

M. de Peyremale vécut dans la retraite et mourut bien avant la Révocation. Sa femme, d'une constitution délicate et d'une nature craintive, n'osa pas affronter la fatigue et les dangers de la fuite. N'ayant pas voulu se convertir, il lui était assez difficile d'habiter Nîmes sans être inquiétée; elle y restait peu et résidait plus volontiers à Saint-Jean-de-Gardonnenque, dont elle était dame du lieu par ses biens personnels. Le curé l'avait en haute estime et se contenta de quelques actes de catholicité pour la laisser en repos; elle visitait souvent sa nièce de Fontarèches et fut marraine à Uzès, le 28 janvier 1682, d'Edouard Philippe Claude de Rossel de Fontarèches. Atteinte d'une maladie qui la préoccupait, elle vint à Nîmes; son état s'aggrava tellement qu'elle eut recours à l'intervention du chirurgien de Lunel; elle subit une violente opération que son tempérament faible ne put supporter. Nuit et jour ses appartements étaient gardés par des femmes, ses parentes et des servantes, afin que personne ne vint troubler sa fin; mais elles ne purent toujours défendre la chambre où l'agonisante se débattait dans de grandes souffrances. « La veille de sa mort, un prêtre vint dans la matinée et lui demanda si elle voulait mourir catholique. Elle répondit qu'elle voulait mourir catholique de

la religion de ses père et mère; le même jour, quoiqu'elle eût le délire, des religieux vinrent le matin et trois prêtres le soir, et quand ils lui demandèrent si elle ne vouloit pas mourir de la religion qu'elle avoit embrassée ? N'avez-vous pas fait abjuration ? Tout par force, dit-elle; et quand elle vit le curé se retirer, elle le fit appeler : Je vous remercie, Monsieur, du soin que vous avez pris, et je vous prie de ne plus venir, parce que nos sentimens sont opposés ! » Le vendredi un autre prêtre vint; il fut conduit, par les femmes qui se chauffaient, auprès du feu, et quelques instans après, le 19 janvier 1691, Alix de Carlot s'éteignait âgée de soixante-dix huit ans (1) (A. H., C. 171).

Toute cette affaire fit grand bruit à Nîmes et Monseigneur Fléchier écrivait le 20 juin 1691 : « Il y a quelques mois que la dame de Peyremale, Alix de Carlot, veuve du conseiller au Présidial (2) vivant en cette ville, déclarait qu'elle étoit encore huguenote et refusait de recevoir les sacrements; comme c'étoit un mauvais exemple et pouvoit avoir de fâcheuses suites, suivant la délibération du roy, après avoir fait un procès à sa mémoire, ses biens furent confisqués » (A. N. TT., 457, XXVI).

Elle était accusée à faux d'être relapse, puisqu'elle n'avait pas signé son abjuration; mais le curé de Saint-Jean de Gardonnenque, sans se douter de la gravité de sa déposition, assura que Mme de Peyremale avait assisté à la messe. Son héritier, qui était son petit-neveu Henri de Vignolles, se vit priver de 40 000 livres; il avait été expulsé de son régiment, soupçonné d'avoir assisté à une assemblée religieuse; son père avait été incarcéré pendant deux ans dans la citadelle de Nîmes

(1) D'après son acte de naissance, juin 1618, elle aurait eu soixante-douze ans.

(2) La *France protestante*, dans l'article Cotelier, fait plusieurs erreurs et dit qu'Alix de Carlot était la femme d'Antoine Cotelier sieur de Dieusse; dans tous les actes elle est nommée femme ou veuve de Balthazar seigneur de Peyremale, conseiller au Présidial.

et, comme il était trop dangereux de laisser entre leurs mains un gros bourg tel que Saint-Jean, qui était une des clefs du pays, on trouva tout naturel de le déposséder. Les autres neveux vinrent alors réclamer cette fortune; d'abord Charles, Olympe et Alix, enfants de Gabrielle de Carlot, femme de M. de Caveyrac, sœur de la défunte, puis Marquis de Carlot, seul véritable neveu, qui n'avait pas encore quitté la France, et enfin un Faure de Saint-Maurice, conseiller au Parlement de Toulouse, mari d'une nièce de Mme de Peyremale nommée probablement de Caveyrac. Malgré toutes les démarches, tous les placets, toutes les intrigues, M. de Basville fit adjuger cet héritage à l'hôpital général de Nîmes. C'est ainsi qu'on respectait la volonté des morts et les biens des protestants restés en France (1).

*Carlot (de) veuve
née Mazel.*

Une Mme de Carlot étant veuve se réfugia à Rolle puis vint se fixer à Berne en 1692; elle était connue dans la colonie française par ses bizarreries (F.P.). Il est probable qu'elle était la femme d'Edouard de Carlot, seigneur de Saint-Jean de Gardonnenque, qui fut député par les Cévennes au synode national de Loudun en 1660, oncle du fugitif.

Carreiron Jean.

Fils de Georges Carreiron, marchand boucher, et de Judith Got, naquit à Uzès le 1^{er} juillet 1639 et fut baptisé par M. Manuel; fugitif à la Révocation, son père et sa mère, qui vivent en 1687, jouissent de ses biens. Il mourut jeune dans le Refuge.

*Carreiron David,
femme Carreiron
née Jeanne Brousse.*

Fils de Georges Carreiron, marchand boucher, et de Judith Got, né le 29 décembre 1662. Il épousa Jeanne Brousse, dont il eut plusieurs enfants. Tous quittèrent le royaume.

(1) Henri de Vignolles fut accusé d'avoir favorisé, à Saint-Jean, l'évasion du prédicant Jean Roman. (Ch. Bost, *Les Prédicants*, I, 341). Le procès à la mémoire de la dame Alix de Carlot se trouve aux Archives du Languedoc, C. 471.

Carreiron Marie.

Sœur de Jean et de David, avec eux fugitive ; leur père fit à Uzès son testament devant Leidemèze, notaire royal, le 7 avril 1704, disant : « qu'il donne à son fils puyné, hors du royaume depuis deux ans, à chacun la somme de mille livres payable dans l'an de son décès, à condition que lesdits David et Marie reviennent dans le royaume sous le bon plaisir du roy comme fidèles sujets de sa Majesté ». Aucun des enfants ne revint en France.

*Carrière Pierre
et son frère.*

Hôte d'Uzès, condamné par le Présidial, en 1693, ainsi que son frère, cardeur ; tous deux contumaces, réfugiés à l'étranger (F. P.). Plusieurs familles de ce nom venant d'Uzès sont assistées à Genève.

Carrière David.

Peigneur de laine, à Magdebourg en 1710 (Toll. II.).

Carlier Jean.

Allant à Nimègue (Liste des réf. de Francfort, 1686).

*Cassagne Jean,
Cassagne femme,
deux enfants.*

Toute cette famille venant d'Uzès se trouve à Stargardt en 1698 (M. D.).

*Castagnier Jean,
Castagnier femme,
deux enfants.*

Berger venant d'Uzès, est avec sa femme et ses deux enfants établi dans la colonie de Stargardt en 1700 (M. D.).

Castilhon Marie.

Fille de Jean Castilhon, jardinier, et de Léonar de Silhiolle, née à Uzès en 1668, est assistée par la collecte de Hambourg.

*Castilhon (de)
Pierre.*

Noble, ci-devant commissaire des guerres du roi de France, mort à Berlin en 1697 (Toll. III_B 223).

Chabert Jacques.

Bourgeois d'une famille riche du lieu de Montselgues, paroisse de Pontails, diocèse d'Uzès, poursuivi de menaces quitta le royaume ; sa femme Suzon de Velay, le 9 janvier 1691, s'adressa à M. le marquis de Châteauneuf, secrétaire d'État, pour lui dévoiler

sa misère et les violences de Le Sellier; elle a huit enfants, deux beaux-frères et deux belles-sœurs sur les bras. Le Sellier, secrétaire de M. de Basville, a saisi chez elle 1 200 livres que son mari avait ramassées pour la dot de sa sœur; on prit ses meubles, ses bijoux, son argenterie. « La cruauté de mes ennemis fut si grande, dit-elle, Monseigneur, que me voyant privée de la jouissance de tous mes biens, de la présance de mon mary et attaquée d'une maladie qui m'a enfin allitée, ils deffendirent à mes voisins de me secourir, battirent ceux qui me secouroient et firent quitter tous mes domestiques. » Basville, de son côté, écrivait que Chabert avait été d'intelligence avec les ministres qui vinrent soulever les Cévennes en 1690, il les reçut chez lui; on envoya La Cour, commandant du régiment de Chambonas, pour l'arrêter : il avait fui; au cours des perquisitions, on trouva 1 100 livres d'argent qui furent apportées à Montpellier. Basville les fit déposer au greffe pour être employées aux frais des captures et de conduite des prisonniers, comme d'autres dépenses pour soulager d'autant le domaine du roi (A. N., TT., 451, VII) (1).

*Chabert dame,
née Louise Brutel,
ses deux fils.*

Louise Brutel, épouse du sieur Simon Chabert, est hors du royaume avec ses deux fils aînés (pris une première fois dans leur fuite et ramenés, ils s'étaient sauvés une seconde fois). Le troisième fils, Chrétien Chabert, étant devenu catholique, réclama les biens de sa mère. Le prieur de Bagnols, Rouvière (2), lui donna un certificat attestant sa conversion, daté de Bagnols, le 21 juillet 1689 (A. N. TT., 896, XI). Nous trouvons Simon Chabert lieutenant au régiment de Moreton dans l'armée britannique en 1696.

(1) Sur le rôle et la condamnation de Chabert en 1690, voir Ch. Bost, *Les Prédicants*, pp. 369, 382.

(2) Rouvière, prieur de Bagnols, était parent des Rossel d'Aigaliers; charitable et d'un esprit large, il aida les huguenots de sa bourse et de son influence.

*Chabrier Simon,
Chabrier femme.*

Venant d'Uzès en février 1688, probablement avec sa femme, car ils sont comptés au nombre de deux dans la liste des réfugiés français assistés par le consistoire du Locle.

Chamand Pierre.

Peigneur de laine, fils de Simon Chamand et de Claude Baresse, né à Uzès le 2 octobre 1645, marié le 5 février 1683 avec Catherine Rousselle; est décédé à Magdebourg en 1706.

*Chamand Pierre,
Chamand femme,
née Magdeleine
Palisse,
Chamand Jérémie,
Chamand Pierre,*

Chapelier, fils de Jacques Chamand et de Claude Galdine, marié à Magdeleine Palisse, a un fils Pierre, le 26 décembre 1679. Nous le trouvons à Magdebourg en 1721, âgé de quarante et un ans, avec sa femme et ses deux fils : Pierre, cité dans une liste de Tollin en 1710 et Jérémie assisté avec son frère par la collecte de Hambourg.

Chamand Jacques.

Assisté aussi par la collecte de Hambourg; parent des précédents.

*Chamand Marguerite
dame Nicolas.*

« Le 20 mars 1694, Jean Roustan a esté maintenu aux biens de Marguerite Chamand, sa belle-sœur, femme du sieur Nicolas, et le 10 septembre 1698, André Chamand, notaire royal à Uzès, et Pierre Chamand, ses frères, ont esté maintenus aux deux tiers des biens de feu leur sœur Marguerite Chamand, femme du sieur Pierre Nicolas, morte à l'étranger, conformément à l'Edit de sa majesté de décembre 1689 » (A. H., C., 316).

Chapelier Louis.

Riche praticien d'Uzès, partit avec ses deux enfants après la Révocation. Il mourut peu après; on donna à sa veuve Suzanne Rousse, restée à Uzès, ce qui lui revenait de sa dot, qui avait été saisie avec les biens de son mari (A. H., C, 274) lesquels étaient considérables. Ils consistaient en une maison hors la porte St-Etienne, un moulin dans la ville, près du plan de l'Officialat et de la rue de la Monnaie, confrontant du levant le jardin du clergé, la moitié d'une calquière à Gisfort, avec un jardin

clos de mur sur les bords de la rivière de l'Alzon et des terres.

Chapelier Jean Isaac, Fils de Louis Chapelier, est assisté par le
Chapelier femme, consistoire du Locle; il est cité avec sa
née Anne Arnould. femme par Tollin en 1697; il était alors âgé de
vingt-cinq ans.

Chapelier Jeanne. Fille de Louis Chapelier, fugitive avec son
père.

Chapelier demoiselle, Un frère du fugitif; Louis Chapelier,
dame Chambon. nommé Jean Chapelier, resta à Uzès; en 1690
il acheta une partie de la coseigneurie de
Montaren appartenant à des Barjeton fugitifs :
leur sœur, femme du sieur Chambon, maire
de Saint-Ambroix, étant hors du royaume,
on saisit les intérêts de son domaine (A. N.,
TT., 13^A 1); elle laissait en France une fille,
Catherine, qui épousa Scipion de Vergèze d'Au-
bussargues, qui eut des difficultés avec ses
cousins Chapelier; pour terminer leurs démê-
lés, il finit par acheter le château et le domaine
de Montaren. (*La commune de Montaren* par
Jean Puget.) Un Chapelier était prisonnier
en 1693 au château de Pont-de-l'Arche pour
cause de religion (F. P., pièces justifica-
tives).

Chapone Marie(1). « Fille de Claude Chapon et de Marguerite
Malmazette, étant fugitive depuis plusieurs
années, le 18 mars 1698, son père a été main-
tenu en ses biens conformément à l'édit de
Sa Majesté (A. H., C., 316).

Charas Moïse, « Le 11 avril 1619 a été baptisé Mouyse
Mme Charas, Charas (2) fils du sire Mouyze Charas et de
née Magdeleine Marguerite Fauchière, né le deuxième jour du
Hadancourt, mois d'avril; a été présenté au baptême par

(1) Voir plus haut : Capon.

(2) Le portrait de Charas peint à l'huile est à la mairie d'Uzès. Nous le donnons d'après une gravure du temps appartenant à la Bibliothèque protestante. La *France protestante* le fait naître vers 1618. C'est son frère Jacques qui naquit à cette époque.

*Charas Frédéric,
Charas Charles-*

sire Jacques Issoire et Marthe de Gors (État civil d'Uzès). » Moïse Charas était fils d'un bour-



Moses Charas Medicinæ Doctor.

Pharmaciar Sociat, componit, præcipit, ornat.

Stemmate Doctoris redimunt et inde laborum

Luce dat, et regit Viperæ quidquid habet.

Prodigus emeritis ednota parat

Samson, gois d'Orange et sa mère était d'une des
Charas François, bonnes familles d'Uzès ; il s'établit à Orange où
Charas Magdeleine, ses talents le firent remarquer, il alla ensuite
Charas Suzon à Paris où il professa neuf ans la chimie au

Charas Mary.

Collège de France et reçut le titre d'apothicaire du duc d'Orléans; très attaché à ses convictions religieuses, alarmé par les persécutions qui précédèrent la Révocation, il se retira en Angleterre et fut nommé chimiste du roi Charles II. Il était alors à Londres avec sa femme Magdeleine Hadancourt, qu'il avait épousée en secondes noces, et avec ses fils Frédéric, Charles-Samson François, et ses trois filles Magdeleine, Suzon et Mary; tous se firent naturaliser sujets anglais en 1682 (Agnew II, 51). L'ambassadeur d'Espagne, dans l'espoir qu'il guérirait son prince, l'engagea à venir à Madrid. Charas hésita, puis se décida; il eut vite maille à partir avec l'Inquisition. Il avait osé assurer dans un écrit que la morsure de la vipère était aussi dangereuse dans la Castille que dans tout autre pays de l'Europe; or c'était contraire aux traditions, d'après lesquelles ces reptiles, grâce aux exorcismes d'un saint archevêque de Tolède, étaient inoffensifs douze lieues autour de la ville. Charas fut jeté dans un cachot et ne put en sortir qu'après avoir abjuré la religion protestante; catholique, il revint en France et mourut à quatre-vingts ans. Il a laissé de nombreux ouvrages d'histoire naturelle. François Charas, apothicaire comme son père, était établi à Londres; il vint en France appelé par des affaires urgentes et il y fut arrêté, jeté à la Bastille où de désespoir il essaya de s'ouvrir les veines avec un morceau de verre. On le guérit, il finit par abjurer le 5 août 1703; comme sa conversion paraissait peu sincère, on le garda encore trois ans prisonnier (F. P). Il alla, dit-on, mourir en Angleterre auprès des siens. Ses sœurs et ses frères restèrent à Londres.

Charrière.

Épouse Masméjean, est sortie du royaume; en 1726 ses biens sont saisis (A. H., C., 322).

*Chatillon Jacques,
Chatillon femme,
Chatillon mère,*

Le sieur Jacques Chatillon, né à Nîmes, mais d'une famille d'Uzès, est en 1710 assesseur à Magdebourg où il réside avec sa femme,

un enfant.

sa mère, un enfant, en tout quatre personnes (1).

*Chauvin Etienne,
Mme Chauvin,
née
Eléonore de Roux,
Chauvin Thomas,
Chauvin François,
Chauvin Catherine,
Chauvin Rose,
Chauvin Antoine.*

Naquit à Nîmes le 18 avril 1640; son père Jacques Chauvin, marchand aisé, lui fit étudier la théologie; il fut admis au ministère par le synode provincial tenu à Montpellier le 3 mai 1662. Il épousa Eléonore de Roux, de Montpellier, en 1668; le mariage fut béni par le pasteur de Bernis; il fut ministre à Montpellier, Béziers et Uzès, il y vint en 1682 et y resta jusqu'à la Révocation. Très aimé par la population, estimé dans son Église, où son zèle et ses talents le faisaient apprécier, son départ causa une grande peine. Il passa en Hollande; cette fuite ne se fit pas sans de dures souffrances. Sur la liste des réfugiés de Francfort-sur-le-Mein, 1685, il est cité avec sa femme et deux enfants. Il y est dit que ce ministre « fut arrêté en Dauphiné et conduit dans les prisons de Grenoble, d'où il a été élargi après avoir croupi quarante trois jours renfermé dans un cachot, puis banni du royaume par arrêt du Parlement, suivant l'édit du roi qui ordonne d'en sortir à peine des galères, avec sa femme et deux enfants ». Ces derniers vinrent le retrouver à Francfort, puis ses trois autres enfants allèrent le rejoindre. Chauvin desservit l'Église wallonne de Rotterdam, où il avait fondé un pensionnat de jeunes gens. Pendant une longue maladie de Bayle en 1688, il fut chargé de le remplacer; quelques années plus tard, en 1695, il fut appelé à Berlin comme pasteur et professeur de philosophie, puis comme inspecteur perpétuel du Collège Français et membre de la Société royale des sciences. Il publia nombre d'ouvrages savants. Il offrit, dit-on, un jour, un manuscrit sur la physique à un libraire. « Monsieur, lui demanda celui-ci, avez-vous fait des chansons? — Non, répondit Chauvin. — J'en suis fâché, répliqua le libraire, si vous voulez en faire je serai sûr du débit (2). » Chauvin a laissé à Berlin la réputation d'un penseur

(1) Il est omis dans les listes Rouquette à Nîmes et Uzès.

(2) Michel Nicolas. *Histoire littéraire du Gard.*

sérieux et d'un érudit consciencieux. Il mourut en 1725 à Berlin. Quand il quitta Uzès on lui saisit deux légats venant de sa mère, demoiselle Hilaire, et une obligation de 900 livres (A. N., TT., 260, XIV). Sa fille Rose naquit à Uzès le 11 mai 1683; elle fut présentée au baptême par noble Pierre de Barjeton et Rose de Boileau, femme de noble David de Perrotat, seigneur de S.-Victor; elle quitta la France avec sa mère; elle épousa Mathieu de Verny, capitaine puis major au régiment de Varennes; elle mourut en 1750, âgée de soixante-sept ans (F. P.).

Antoine, un de ses fils, naquit à Uzès le 16 mars 1685; il est cité dans le Refuge en 1698. Tous les enfants d'Etienne Chauvin furent naturalisés en Angleterre le 5 janvier 1688 (Agn., II, 57).

Chauvin Pierre.

Proposant à Uzès, présente au baptême un fils d'Etienne Chauvin; fugitif, il fut pasteur à Norwich en 1685 (F. P.).

Chauvin Anthoine.

Fils d'Etienne Chauvin et de Claudine Hilaire, est naturalisé en Angleterre le 2 juin 1685 par acte du Parlement (Agnew., II, 77). Il était frère du pasteur d'Uzès.

Chay Clément.

Père, est marqué décédé en 1698 à Magdebourg (Toll. II, 46).

Chay Clément,

Chay femme,
née

Elisabeth Oden,

Chay Isaac,

Chay Scipion,

Chay Jeanne,

Fils, ouvrier en laine à Magdebourg en 1698 (M. D.) et sur liste des réfugiés de Francfort en 1763; ils sont au nombre de cinq, lui, sa femme et trois enfants; il est chantre en 1756, sa fille Jeanne est veuve en 1762 et son fils Chay est serrurier à Magdebourg, à cette époque âgé de vingt-six ans. Une branche resta à Uzès.

Chevallier veuve.

La veuve Chevallier d'Uzès est assistée à Lausanne en 1690 (F. P.).

Chrétien Jacques,
Chrétien femme,
un enfant.

Fileur de laine réfugié avec sa femme et un enfant en 1700 dans la colonie de Halle.

*Clary, de
Montpellier.*

Le 11 septembre 1716 M. de Basville écrivait à M. de Châteauneuf secrétaire d'État :

« MONSIEUR,

« Je croy devoir vous informer d'une affaire facheuse pour la religion et qui cause un grand scandale : le sieur Clary, qui étoit curé d'une paroisse du diocèse de Nismes appelée St-Jean de Criolon, a quitté sa cure et a passé à Genève où il s'est fait de la R. P. R. ; ce qu'il y a de plus extraordinaire c'est qu'il ne l'a jamais connue. Il se convertit il y a trente-deux ans, il fut compris à l'âge de six ans dans la conversion générale, son père étoit converti auparavant et avoit une pension du Roy. Il a esté élevé au collège des Pères de l'oratoire à Pezenas, il en a pris l'habit et a esté huit ans dans différentes maisons de ces Pères ; il a demeuré un an au séminaire des Jésuites d'Alais où Monseigneur l'évêque de Montpellier luy conféra les ordres et luy donna une cure apelée Campagne, dans son diocèse ; et depuis il a permuté avec celle de Criolon dans le diocèse de Nimes, qui vaut mille livres de revenu. La question est de sçavoir si les juges ordinaires luy feront son procès comme relaps, ou si on laissera perdre l'occasion de cette infame action en la laissant dans le silence, ce qui seroit peut-être le meilleur parti pour ne pas augmenter le scandale. Il y a aparance que cet homme, s'estant enfermé près de dix-huit mois pour travailler, s'est échauffé la tête et qu'il a la cervelle dérangée... »

De son côté le sieur Florian Clary, de Sauve, écrivait à ses paroissiens. Voici la suscription de la lettre : « Clary cy devant prêtre del'Église romaine et prieur del'Église de Campagne, diocèse de Montpellier, et de l'Église de Villesèque dans le diocèse de Nismes, à présent revenu, par la miséricorde de Dieu, à la connaissance de la vérité et remis dans la religion de ses pères, à ses très chers frères et très chers paroissiens des Églises de Villesèque et

de Campagne, salut et bénédiction à jamais. »

Le 1^{er} septembre 1716 il s'était adressé à Monseigneur de Nîmes.

« J'ai fait, lui disait-il, toute ma vie, ce que j'ai pu pour découvrir la vérité ; né dans la religion protestante, mais élevé ensuite dans la catholique, je fus destiné pour l'Église ; pas en état de faire un choix, je me laissai conduire par mes parens. Instruit avec soin dans des séminaires célèbres, je me conformay aux sentimens de mes professeurs. Je partis pour Genève dans le vœu de convertir un oncle, frère à ma feuë mère, qui s'y étoit retirée pour cause de religion ; désolé de voir les brebis errantes sans pasteur et sans aucun secours pour le spirituel qu'ils voulussent prendre, je mis tout en usage pour les gagner, me souvenant de la condescendance dont on avoit usé dans les commencemens pour faire entrer les païens dans l'Église. Le bon Dieu m'éclairant par sa miséricorde, dont je suis indigne, me fit prendre la résolution de tout abandonner pour les confesser. Jouissant de cent pistoles de rente dans le sein de ma parenté, dans ma patrie, n'ayant aucune peine, étant pourveu de tout ce qu'un homme raisonnable peut désirer, je résistay longtems à tant de sacrifices qu'il falloit faire ; mais Dieu m'a fait passer par-dessus ; je ne vois que la vérité seule qui mérite de tels sacrifices. Je laisse donc entre vos mains, Monseigneur, ce bénéfice ; plutôt à Dieu que je pusse vous laisser de même ces sentimens de foy qui me font agir et qui sont certainement les seuls véritables, car comme disent l'évangile et saint Christophe : Là où est la foy, là est l'Église. Je vous supplie de recevoir avec votre bonté ordinaire l'aveu que je vous fais ; il est sincère, il est établi sur des motifs justes et j'ose me flater que votre Grandeur en sera plutôt touchée que portée à le condamner. » (A. N., TT., 451-4 X).

Le curé fugitif écrivit aussi au duc de Roquelaure et à son frère Antoine de Clary, sieur de Florian, conseiller à la cour des Aides de Montpellier, pour expliquer sa conversion et

son départ. Devant le retentissement de cette affaire, Basville crut prudent de sembler l'ignorer et chercha à l'étouffer par le silence.

Clary appartenait à une des meilleures familles des Cévennes (celle d'où sortit le poète Florian), ayant des parents dans les diocèses du Bas-Languedoc ; tout le pays fut au courant de ce départ inattendu ; on le commenta et il fut un exemple pour bien des indécis (1). Retiré à Londres, il fut ministre de la Patente et il épousa en 1717 Marie Coyer (F. P.).

La *France protestante* orthographie Claris ; mais dans les documents des Archives nationales nous trouvons toujours Clary.

(A suivre)

B^{nne} DE CHARNISAY.

LES BERNOIS ET LES RÉFUGIÉS AU XVIII^e SIÈCLE

En 1687, le seul canton de Berne comptait 6 104 réfugiés, dont 4 200 pouvaient se suffire, tandis que les autres étaient absolument dénués de ressources. A chaque nouveau retour de la persécution en France, le nombre des malheureux à secourir s'accrut, créant au gouvernement du canton de très lourdes charges, dont prirent d'ailleurs une part les autres cantons évangéliques, Bâle, Zurich, Schaffhouse et Glaris. Aussi lorsque, en 1752, l'émigration reprit de plus belle, l'arrivée des fugitifs donna lieu, de la part des autorités bernoises, à des ordres comme celui que nous reproduisons ci-après et dont nous devons communication à l'obligeance de M. J. Cart. Le document

(1) Sur l'abbé Pierre de Claris de Florian, grand-oncle du fabuliste, et sur sa conversion, voir *Bull.* XXXIII, 342; XXXIV, 71; XXXV, 73. Une chanson populaire dirigée contre le ministre apostat Ducros de Montmars (qui figure dans certains recueils manuscrits comme se rapportant à l'infidèle pasteur Moline, dit Fléchier) nous apprend que Montmars avait plaisanté l'abbé converti, au grand scandale des protestants cévenols (voir *Foyer Protestant*, 1903, 1^{er} et 15 octobre).

dont nous l'accompagnons montre comment ces ordres furent suivis et quelle était l'organisation du Refuge suisse quelques années plus tard.

L'Advoyer, petit et grand Conseils de la Ville de Berne, notre salutation promise,

Très noble, cher et féal gouverneur,

Comme, à cause de la persécution qui règne derechef en France contre les Réformés, nos frères en la foy, il en est actuellement arrivés dans notre pays Romand au-delà de cent personnes, il est même à présumer en venir d'avantage; et qu'aussy ils souhaiteroient peut être de rester dans le pays, nous avons été engagés, entre autres choses, de nous informer aussy si en tout cas il y auroit lieu d'introduire celuy-cy ou l'autre de ces Emigrans dans notre pays Romand, et comment; c'est pourquoy nous avons voulu vous ordonner, par les présentes, de même qu'à nos autres Ballifs dudit pays, de vous informer des villes et communautés de votre gouvernement à ce sujet, s'ils ne voudroient pas recevoir de ces Emigrans et les rendre participans de leurs biens communs par amour et charité chrétienne, ou bien sur quel pied ils voudroient les recevoir, et vous donnerez avis du résultat à notre Chambre des Réfugiés, soit pour en attendre des plus amples ordres, ou que, suivant les circonstances, il soit pris des autres arrangements, c'est ce que vous saurés bien faire. Dieu avec vous. Donnée le 14^e juin 1752.

Cet ordre, transmis à tous les baillis du pays de Vaud et à leurs subordonnés dans les communes, ne demeura pas stérile. Beaucoup de réfugiés obtinrent en effet des actes de naturalisation, et formèrent entre eux des associations de secours mutuels, directions et corporations, connues sous le nom de *Bourses françaises*. Peu à peu ces Bourses ont disparu et se sont fondues dans la bourgeoisie du lieu, à l'exception d'une seule, celle de Rolle.

Voici maintenant la lettre qui fut adressée de Berne, le 23 avril 1776, par Sam. Clerc, de la Direction des Français réfugiés, au Conseiller et Boursier De Illens, à Lausanne :

« ... Notre direction des François réfugiés ici n'a point le pouvoir d'agréer dans sa corporation, et moins encore de faciliter

l'habitation. Notre catalogue ou registre, ordonné par L.L. E.E, il y a plusieurs années, contient trois classes : 1^o Les anciens réfugiés, soit leurs descendants qui n'ont point acquis de Bourgeoisie et qui ont constamment séjourné ici ; ceux-cy sont préférés pour les assistances ou secours en cas de besoin, et lorsqu'ils veulent se marier, le suprême Consistoire leur accorde un brevet en dispense de bans ou annonces, sur une déclaration que nous donnons qu'ils ressortissent de notre direction. Mes très honorés Seigneurs de la Chambre des Bourgeois ou du Conseil de Commerce ont la bonté aussi d'accorder, sur cette déclaration, un billet d'habitation ou de tolérance, pourvu que les métiers ou professions des sujets recommandés ne contreviennent pas aux droits des maîtrises des Bourgeois. — La seconde classe renferme les François qui ont été réfugiés, soit leurs descendants, mais qui se sont procuré des droits de Bourgeoisie ; ceux-là, lors du mariage, sont ordinairement obligés de faire publier leurs annonces dans l'endroit dont ils sont Bourgeois ; et, en cas de pauvreté, nous les assistons momentanément, jusqu'à ce que le Public d'où ils relèvent ait pourvu à leurs besoins ; mais comme il n'arrive que trop souvent que ces pauvres gens ne peuvent acquérir que de petites Bourgeoisies, pauvres et hors d'état de secourir efficacement, nous y suppléons de notre bourse. — Dans la 3^e classe enfin sont rangés les François non sortis pour cause de refuge, mais nés de parents protestants en France, ou ailleurs, lesquels ont obtenu la tolérance ici, soit parce que leurs talents étoient nécessaires, soit parce qu'ils se sont glissés dans des fabriques ou chez des maîtres de professions ; ces derniers ne peuvent se marier sans acquérir une Bourgeoisie, et, à cet égard, je prendrai la liberté d'observer que, à moins de se faire recevoir dans quelque bonne ville de ressource, ces acquisitions sont onéreuses. 1^o elles emportent à l'acquéreur une somme d'argent qui lui conviendrait fort pour s'établir en ménage, en outils, etc. 2^o il est bien rare que ces communes puissent ou veulent assister leurs pauvres, et la charge nous en retombe souvent. Je sçais que les François réfugiés à Lausanne forment proprement dit une corporation, parce qu'elle peut agréger au moyen d'une finance, ce que nous ne pouvons pas faire ici, mais sans doute que cette agrégation ne peut avoir lieu que lors que le magistrat de Police accorde préliminairement l'habitation... (1) ».

(1) Cette intéressante lettre nous a été obligeamment communiquée par M. Ch. Eggimann.

Mélanges

GÉRARD ROUSSEL ABBÉ DE CLAIRAC

sa maison des champs et son entrevue avec Calvin.

Vers 1690, vivait dans sa maison de Laroche, dans la paroisse de Bugassat, juridiction de Clairac, sur les bords du ruisseau du Caillaud, au milieu des coteaux et des bois qui séparent Tonneins de Laparade, noble homme André Dupouy, sieur de Bonnegarde. Comme presque tous les nobles du pays, il était de naissance protestante (1).

Sa première femme, Marguerite de Maluin, lui avait laissé en mourant quatre enfants, Marie, Suzanne, Anthoine et Louis. Remarié depuis peu à Dlle Marie d'Hallot ou de Hallot, de Lafitte, il en attendait un cinquième, et pour des raisons qui nous sont restées inconnues, après avoir affermé sa métairie de Laroche à Salomon Dubergé, de Grateloup, il vint s'établir sur les rives de ce même ruisseau du Caillaud, dans sa maison de La Salle, qu'il tenait par héritage de son grand-père Pierre Dupouy.

Aussitôt installé, il paraît avoir eu des démêlés avec Fulgence Lupestri, un Italien, abbé de Clairac, au sujet de l'hommage et des droits que l'abbé prétendait recevoir pour le domaine de La Salle, ancienne propriété de « Messire Gérard Roussel, en son vivant seigneur abbé de Clairac ».

1 Il avait un frère, Jean de Larouy, qui habitait Larouy, paroisse de Marsac, au pied du coteau de Laparade, sur le bord du Lot. Larouy et Laroche existent toujours. La paroisse de Bugassat faisait partie, au début du xvi^e siècle, de la seigneurie de Tonneins-Dessus qui appartenait aux Caumont-Laforce. L'église de Bugassat, dédiée à Notre-Dame, a disparu sans laisser de traces. Les de Hallot étaient aussi protestants.

A vrai dire ces démêlés duraient depuis plus d'un siècle. Propriétaire de La Salle, Gérard Roussel avait acquis l'hommage du seigneur de La Salle, Léonard Dansiron, par contrat du 4 mai 1532. Lorsque l'évêque d'Oloron aliéna la propriété, les nouveaux propriétaires (1) avaient été dispensés de l'hommage par deux arrêts du parlement de Guyenne du 10 juin et du 10 septembre 1550. Mais comme l'Abbaye, malgré ses multiples revenus, avait toujours besoin d'argent (2), il semble et c'était habituel, que ces arrêts ne furent pas respectés et que l'abbé avait continué à percevoir les droits d'hommage.

C'est la minute de l'acte qui consacre définitivement le rachat de ces rentes et l'acte d'hommage qui lui fait suite que nous allons analyser dans les parties qui intéressent la maison des champs de Gérard Roussel.

Voici comment débute ce premier document :

Aujourd'hui dix-septième du mois d'octobre mil six cent quatre vingt onze avant midy, reigning nostre souverain et très chrestien prince Louis par la grâce de Dieu roy de France et de

(1) Arnaud et Catherine d'Espaignol. C'est Catherine qui lègue par testament La Salle à Pierre Dupouy. Nous ne savons ni la date de l'acquisition, ni celle du testament. C'est probablement en 1550, date des deux procès en Parlement. La famille d'Espaignol appartenait à la bourgeoisie de Clairac. A l'époque qu nous occupe, il y avait à Saint-Brice, près Clairac, une Dlle Suzanne d'Espaignol, veuve de Jacques d'Espaignol, sieur de Cazenobes.

(2) Le recouvrement des dîmes a donné lieu à d'innombrables procès. Nous avons signalé les prétentions de l'abbaye à Laparade (*Bull.* LIX, 403). Un prédécesseur de Lupestri, Jean François Bidasqui, aussi un Italien, avait été condamné par le sénéchal d'Agen, en décembre 1671, à payer à André Rapol, curé de Lafitte, sa part congrue, 430 livres. La dette ne fut pas acquittée et Rapol mourut. Son frère Henri Rapol, avocat en la cour, de Port-Sainte-Marie, obtint une transaction, le 26 avril 1691, pour 480 livres, intérêts compris. Il ne fut pas payé à l'échéance, et le 11 octobre de la même année, le parlement de Guyenne condamna non pas l'abbé, mais les fermiers de la dime de Lafitte, Jean Belly, « pratitien » de Granges et un certain Caubet, de Longueville, à tout payer plus les frais. L'Abbaye était endettée. En 1690, Guillaume Grimard, D^r en théologie, archiprêtre de Tonneins, abbé de Clairac, paie au R. P. Gratien Ferran, de la Compagnie de Jésus, supérieur de la Mission royale établie à Clairac pour la conversion des protestants, et au profit du Collège des Jésuites d'Agen 319 livres, 11 sols d'intérêts sur une somme de 5 751 livres, empruntée aux pères jésuites par contrat du 8 mai 1653, retenu par Paul Séguin, notaire de Clairac. Les Jésuites avaient acquis de nombreuses propriétés dans la région après la révocation de l'édit de Nantes, entre autres la métairie de Labourgade, à Colleignes, qui devait « quatre fagots de paille pour mettre en quatre paillasse de sorte que chaque fagot soit suffisant pour en remplir un ».

Navarre, dans la maison abbatiale de la ville de Clairac, en Agenois, par devant moy notaire, soussigné, présent les témoins bas nommés (1), ont été présents et constitués en leurs personnes Messire Fulgence Lupestri, abbé vicaire général et administrateur de lad. abbaye pour le Vénérable Chapitre de Saint Jean de Latran de Rome, Seigneur abbé dudit Clairac, faisant pour led. Vénérable Chapitre en conséquence même de la procuration expresse à luy envoyée datée du huitiesme septembre dernier, escrite en langue italienne, qu'il a remise en mon pouvoir pour je avoir recours si besoin est d'une part et noble André Dupouy, escuier, sieur de Bonnegarde, habitant en sa maison de La Salle, par. de Bugassat, juridiction dud. Clairac d'autre part.

Le sieur de Bonnegarde, dans un long exposé qui tient quatre pages du petit papier timbré de la généralité de Bordeaux, donne le détail de tous ses biens et des rentes qu'il paie à l'Abbaye. Entre autres terres, il est intéressant de noter, pour la topographie du pays à cette époque, l'« isle qui est au milieu de la rivière de Lot », au-dessus de Clairac, provenant de la « Dame Comtesse de Saint-Paul, héritière du feu seigneur de Caumont », vendue à Jean Dupouy, capitaine, et à André Dupouy, par François Denis, bourgeois de Clairac, par contrat retenu par le notaire de Labat, de Tonneins, le 18 septembre 1607. Cette île avait été revendiquée par les consuls de Clairac, comme il résulte de l'arrêt du Conseil privé du roi du 8 janvier 1611, rendu en leur faveur et du contrat du 25 octobre 1611, retenu par Caussines, notaire de Clairac.

Puis il vient au fond même du litige :

« Le quatrième de May mil cinq cent trente deux feu noble Léonard Dansiron avoit vendu aussy l'hommage de la maison de La Salle de la contenance de dix carterées (2) de terre autour d'icelle, aussi un moulin à vent près de l'église de Saint-Vincent de Médillac et d'un petit fief qu'il pocédoit au lieu de Barreau, dans la paroisse de Dimeuil de la contenance de sept carterées et demy env.(iron) à feu M^e Gérard Roussel évêque d'Oléron et abbé de la présente Abbaye... et ce pour une rente annuelle et perpé-

(1) Destoup, notaire; Bernard Duplex, chantré de l'Abbaye, et Jacques Plantey, prêtre, témoins.

(2) La carterée d'Agen, en usage à Clairac, valait 72 ares 90 ca., valeur actuelle. Le quarteron de blé dont il est question plus loin, équivalait à 24 litres, mesure actuelle.

tuelle de trois cartons de blé mesure de Clairac » et diverses autres rentes.

Ce sont ces droits qu'Arnaud et Catherine d'Espaignol ne devaient plus payer, Gérard Roussel les ayant rachetés une fois pour toutes, que le sieur de Bonnegarde désire remplacer au moyen d'un hommage à chaque mutation de main.

La maison de La Salle, aujourd'hui disparue, quoique le nom subsiste, était « confronte du levant au ruisseau Cailleau du midi à un chemin royal qui va de Tonneins à Laparade, du couchant à un chemin publicq qui s'en va de la maison de La Salle aud. chemin royal et du nord au chemin qui va de Madeleine à La Salle ».

Quant au domaine, il tenait des terres du seigneur de Pescharnaud (1), des héritiers d'Andrieu Geyte, de Daniel Laffargue et du ruisseau. Il serait facile de le reconstituer; les noms de Geyte et de Pescharnaud existent toujours comme noms de lieux. Daniel Laffargue, ancien procureur au parlement de Guyenne, nous est plus connu (2).

L'acte d'hommage, du même jour, nous apprend que le sieur de Bonnegarde « ayant mis un genoux en terre, teste nue, a supplié et requis led. seigneur abbé vouloir recevoir l'hommage de lad. maison, moulin et susd. fief », consistant en une croix d'argent de la valeur

(1) Un Pescharnaud, exempt des gardes du corps du roi, devient gouverneur de Tonneins, en 1615, à la place de Jacques de Bruet, sieur de Lagarde, appelé à Sainte-Foy auprès du duc de Rohan. Ils étaient protestants.

(2) Il avait épousé Judith Lartigue, d'Artigue, par. de Saint-Gayran, juridiction de Grateloup et était qualifié sieur de la Torgue. Il habitait les Douats par. de Dimeuil et logeait dans sa maison de Clairac Jean Jallage, le notaire. En 1780, ses petits-fils, Pierre, D^r en médecine, sieur de la Torgue, et Moïse, ainsi que leur sœur Marie-Anne sont signalés hors du royaume pour cause de religion. François de Salomon, bourgeois de Laparade, qui meurt le 24 septembre 1684, « demeurant ferme en la religion prétendue réformée » avait épousé Lydiane Laffargue. Enfin, en 1763, les biens d'Elisabeth Laffargue, situés à Galie, paroisse de Saint-Gayran, sont adjugés à un nommé Jean Couzy. Elle aussi avait quitté le royaume. Les Douats appartiennent aujourd'hui à l'Orphelinat protestant de Tonneins. Ajoutons, que d'après une tradition locale, lors du pillage de l'Abbaye à la Révolution, les archives auraient été apportées à Laparade et brûlées sur l'emplacement de l'ancien temple démoli en 1685. Certaines peintures qui ornaient le réfectoire ont longtemps subsisté à Marsac.

de cent sols et d'une paire de gants blancs, du prix de vingt sols tournois, que l'abbé voulut bien agréer après les serments et promesses d'usage.

Le sieur de Bonnegarde ne jouit pas longtemps de sa nouvelle demeure. Il mourut avant la fin de l'année sans avoir vu naître son cinquième enfant.

Le récit assez étendu que fait Florimond de Rœmond d'une entrevue qui aurait eu lieu entre Calvin et Roussel à Clairac, est bien connu. Ce récit est d'ailleurs corroboré par certains documents locaux qui reproduisent la tradition persistante du passage du réformateur dans la région accidentée de la rive droite du Lot. En 1711 encore, un évêque d'Agen écrivait (1) que la chaire de l'église de Laparade avait servi à Calvin et nous avons noté ailleurs cette tradition. Seule la date de ce voyage, généralement placé en août 1534, n'est jamais mentionnée.

Or, la fin de l'année 1534 fut mauvaise pour les réformés. La persécution qui sévissait alors aboutit, en janvier 1535, à la publication de l'« ordonnance contre les imitateurs de la secte luthérienne et réceleurs d'iceux », qui complétait l'arrêt du Parlement de Paris, rendu le 20 mars 1525 sur le rapport de son premier président Jean de Selves, et qui reproduisait contre les luthériens l'ordonnance de 1511 contre les blasphémateurs. D'autre part Clairac avait une population remuante qui était loin d'être entièrement gagnée à la Réforme. Roussel sortait de prison et Calvin se cachait. Ne peut-on pas supposer, pour ces raisons et d'autres encore, que l'entrevue rapportée par l'historien catholique et transmise par la tradition, se serait passée dans cette maison de La Salle, retraite assurée dans un pays sauvage et boisé, accessible par un unique chemin qui était couvert par le château fort et les murailles de Laparade, dont Roussel était le coseigneur?

LOUIS BASTIDE.

(1) Arch. Lot-et-Garonne. C. 32, série G. registre à la date du 25 septembre 1711.

SÉANCES DU COMITÉ

15 octobre 1912.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. G. Bonet-Maury, J. Pannier, R. Reuss et N. Weiss.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président explique qu'il a convoqué le Comité pour qu'au besoin nous puissions nous entendre en vue de l'assemblée qui doit avoir lieu dès la fin de la semaine au Mas d'Azil. La distance qui nous en sépare semble devoir mettre obstacle à la participation de la plupart de nos collègues, sauf le général d'Amboix, le président et le secrétaire. D'après la correspondance échangée avec M. Chabert, pasteur au Mas d'Azil, il y aura trois séances, l'une le samedi soir et les deux autres le dimanche après-midi et le dimanche soir (19 et 20 oct.). Outre M. d'Amboix, le président et le secrétaire, MM. D. Benoît, Chabert et F. de Grenier de Latour sont annoncés comme devant prendre la parole. On fait des vœux pour que les séances ne soient pas trop longues.

Le secrétaire communique le sommaire du *Bulletin* qui doit être envoyé à tous les pasteurs pour la Fête de la Réformation et dont le bon à tirer sera donné le 17, c'est-à-dire dans deux jours. On y joindra la liste imprimée de ceux des rapports de Sociétés religieuses, charitables ou autres, conservées dans notre Bibliothèque dont les séries sont incomplètes, dans l'espoir que nos amis des départements pourront nous aider à les compléter.

Puis il expose la requête d'un membre d'une famille Spitta — qu'on disait descendre de la famille française de l'Hôpital. Notre ancien président a acquis il y a plusieurs années une Bible française de 1682 qui a appartenu à un des ancêtres de cette famille et sur l'une des gardes de laquelle un de ses descendants a inscrit une notice concernant cette famille. Les représentants actuels voudraient rentrer en possession de cette Bible, et leur désir se fonde sur ce fait que la tradition qui fait descendre les Spitta des de l'Hôpital français est erronée puisqu'il est démontré aujourd'hui qu'ils sont des réfugiés wallons originaires de Verviers et qui s'appelaient au xv^e siècle *Hallait dit Spitta*. — La question étant un peu délicate est renvoyée, pour plus ample examen, à une prochaine séance.

Bibliothèque. — M. R. Reuss lui apporte un exemplaire complet d'un livre dont on ne rencontre généralement que des parties dépareillées, et qui mériterait une étude détaillée: *Thésor d'Histoires admirables et mémorables de nostre temps...* par Simon Goulart Senlisien, Genève, Crespin, 1620 et 1628.

26 novembre 1912.

Assistent à la séance, sous la présidence de M. Frank Puaux, MM. R. Reuss, J. Viénot et N. Weiss. MM. J. Fabre, P. Fonbrune-Berbinau, J. Pannier et E. Rott se font excuser.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, le président informe le Comité qu'il a adressé à M. le préfet de la Seine, une lettre demandant des nouvelles du legs Bertin. Le secrétaire rend compte, à ce sujet, d'une démarche qu'il avait faite, à la Préfecture de la Seine, avant les vacances. C'est l'attribution d'un des legs ordonnés par le testament, qui a fait retarder la délivrance de tous les autres.

Le président raconte ensuite ce qui s'est passé au Mas d'Azil où les réunions des 19 et 20 octobre ont eu beaucoup de succès. Enfin il propose au Comité, de charger l'un de ses membres de lui présenter un rapport sur les deux volumes de M. Ch. Bost qui lui ont été soumis pour le prix Bersier. M. J. Viénot veut bien promettre de présenter ce rapport à la prochaine séance.

Le secrétaire communique la liste de quarante et une Eglises qui jusqu'à ce jour lui ont adressé leurs collectes recueillies en faveur de la Société à la fête de la Réformation. Le total se monte à la somme de 1348 fr. 70. — Le secrétaire ajoute que c'est par suite de la mauvaise foi du brocheur qui s'était engagé formellement à livrer le *Bulletin* à temps, que ce dernier a été distribué en retard. Des mesures seront prises pour que ce fait ne se renouvelle plus.

Bibliothèque. — Le président annonce qu'à l'assemblée convoquée au Mas Soubeiran, Mme Martel-Teulon lui a remis le *Registre consistorial de l'Eglise réformée de Lézan de 1772 à 1790*. — Au Mas d'Azil, M. le pasteur Chabert nous a remis un manuscrit qui paraît inédit. C'est un *procès-verbal de l'assemblée générale des Eglises réformées tenue à Montauban le 15 avril 1584*, sous la présidence du roi de Navarre. — M. H. Draussin nous a adressé les *lettres autographes d'Adolphe Monod* qui constituent le premier jet du livre de *Lucile*, et avaient appartenu à Léon Pilatte. — M. A. Casalis a envoyé une copie des *dernières heures de M. Jacques Saurin*, faite sur le manuscrit original qui se trouvait dans la bibliothèque de M. Delprat. — Le bibliothécaire a pu acquérir un petit dossier annoté par *Benjamin Constant* et relatif aux démarches qu'il fit, comme descendant des réfugiés, pour réclamer la qualité de citoyen français. — M. R. Reuss présente un exemplaire de son *Histoire de l'Alsace*.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

Un pasteur de Paris fils d'un évêque de Paris : François Poncher (Cherpont).

Dans une étude sur *Boileau et Silvie* (1), M. Aug. Rey consacre un appendice à la famille *Poncher* à laquelle appartenait Silvie que Boileau rencontrait à Saint-Prix, près de la forêt de Montmorency : et voici que dans ces généalogies savamment revues et corrigées on voit figurer une succession inattendue de personnages ecclésiastiques : un évêque de Paris ensuite archevêque de Sens (Etienne Poncher mort en 1524), un archevêque de Tours (autre Etienne, mort en 1553), enfin un évêque de Paris (en 1519), François Poncher qui eut pour fils... un pasteur. C'est ce que nous apprend un *Mémoire* présenté par ses fils Daniel et Abraham de Poncher aux élus de Loudun en 1606 et à la Cour des aides, en appel, le 13 mars 1610 (2); l'évêque de Paris, « avant que de se faire d'Eglise, ou depuis (*sic*) » s'était marié avec la « fille, sœur ou cousine » d'un autre évêque, celui de Tournai : Jeanne du Haultbois; il en avait eu trois enfants dont François (II) fut le dernier. Or François, premier du nom, inclinait déjà vers la Réforme et passa les neuf dernières années de sa vie en prison (3); son fils y adhéra résolument, devint pasteur et fut, pour cause de religion, obligé de s'expatrier à diverses reprises. En 1557 il était professeur à Neuchâtel sous un nom d'emprunt, anagramme du véritable : *Cherpon* ou *Cherpont* (4); il exerce ensuite son ministère à Loudun, d'où il continue à correspondre avec Calvin en 1561 (5), puis à Paris jusqu'à la Saint-Barthélemy, puis, après un séjour à

(1) Paris, Champion, 1912, in-8.

(2) Bibl. nat., mss. fr., 20291, f° 122, et 20251, f°s 267 à 281. Les deux frères se disaient nobles et indûment inscrits au rôle de la taille; ils obtinrent gain de cause (Bibl. nat., mss. fr., pièces originales, vol. 2326, f° 205. Cf. Archives de la Vienne, série E, liasse 239).

(3) « Soit qu'il feust soubçonné d'estre Lutérien ou pour autre sujet on l'emprisonna dans le bois de Vincennes environ 1523, où il fut jusqu'en 1532 qu'il y fut poignardé, comme on tient » (*Mémoire* cité par A. Rey, p. 31).

(4) *Calvini Opera*, t. XVII, col. 336 : Calvin, dans une lettre à Farel, parle d'un renseignement demandé à *Cherponius*, et les éditeurs des *Opera* mettent en note : « *Franciscus de Cherpont Parisiensis qui 1557 ludimagister Neocomensis creatus est.* »

(5) *Opera Calvini*, t. XVIII, col. 394 et 452.

Genève (1), finit ses jours du côté de Neuchâtel. Voilà à peu près tout ce qu'on en savait. Le Mémoire retrouvé par M. Rey ajoute quelques détails (2) :

« François, âgé lors d'environ 10 ou 12 ans fut sous l'administration du Général (3) son oncle pendant la prison de son père. Après la mort de l'oncle il fut quelque temps avec l'Archevesque de Tours son cousin, duquel au commencement il estoit bien veu, et du s^r de Chamfreau Jean de Poncher M^e des requestes frère de l'Archevesque. Mais eux, voyant qu'il inclinoit au changement de religion, après l'avoir menacé de le faire mourir, il fut contraint de quitter la France, abandonner parents, biens et tout ce qu'il avoit de plus cher, et se retirer à Genève où il se fit ministre, et de là en Suisse à Neuchâtel où il escrivoit souvent à feu M. le chancelier de Cheverny (4) qui faisoit beaucoup d'estat de luy et avoit fort agréable de sçavoir de ses nouvelles, le reconnoissant son parent et en parlant ainsi à tous ceux qui venoient de sa part... Après la paix faite en suite des troubles et guerres civiles on jouissoit de quelque repos (1563); il fut à Montargis (5), à Mer près Blois, à Tours, à Loudun, et changeoit de nom pour n'estre congneu se faisant nommer de Cherpon.

« Estant à Tours aux seconds troubles avec sa famille, il fut contraint d'en sortir promptement, et furent ses tiltres pillés et bruslés. Pareil accident luy advint à la journée Saint Barthélemy et perdit aussy ses tiltres. Tellement que par ce moyen il ne peut faire poursuite de ses droits héréditaires. Enfin il décéda fort âgé en Suisse environ l'an 1596, laissant ses enfants dénués des biens anciens de leur maison..., succession grande et opulente et occupée à présent par Messieurs les Hurauts à leur préjudice, et à laquelle ils prétendent avoir autant et plus de droits que les autres aussy sortis de cette maison de Poncher par filles... »

De deux mariages successifs avec Catherine Bruslé, de Paris (6), et Marguerite Chevalier, d'Orléans, le pasteur Poncher (Cherpont) avait eu trois fils : Jean, marié en Bretagne; Daniel,

(1) Il arrive à Genève le 9 octobre 1572 (*Bull. h. pr.*, t. XXXVII, p. 398).

(2) *Boileau et Silvie*, p. 32.

(3) Jean de Poncher, trésorier des guerres, puis général de Languedoc pendu à Montfaucon en 1535 et enterré à Saint-Symphorien près Gallardon. Cf. A. Rey, *La fin de Jean de Poncher, petit-neveu de Semblançay*, rapport à la Commission des antiquités de Seine-et-Oise (XXIX, 1909).

(4) Frère de Jacques Hurault de Vibraye qui avait épousé Marguerite Poncher.

(5) Sur un des brouillons du Mémoire on lisait : « Il fut quelque temps près de Mme de Ferrare ».

(6) A Bertancourt (aujourd'hui Saint-Martin de Bretenecourt, en Seine-et-Oise), le 18 avril 1551.

sieur de la Salle, officier; Abraham, sieur de Lomény, interprète du roi en langue germanique (qui épousa la fille de Jacques Le Grand, général des monnaies de Paris).

*
* *

On a généralement confondu le pasteur François Poncher avec son fils, également pasteur, Jean (1). C'est ce que démontrent les recherches très aimablement faites à notre intention par M. le professeur Aubert dans les archives de Neuchâtel (*Actes de la classe et Cartulaire des ministres neuchâtelois*). Ces documents inédits nous permettent d'ajouter à ceux de M. Rey quelques données nouvelles sur la dernière partie de la vie de François Poncher, après son exil en 1572. Les actes neuchâtelois orthographient son nom tantôt *Cherpon*, tantôt (suivant la prononciation locale) *Charpon*, tantôt enfin *Cherpont*. Cette dernière orthographe est celle qu'il emploie lui-même à plusieurs reprises pour sa signature.

La plus ancienne mention relevée par M. Aubert est du 6 mai 1574 : François de Cherpon est nommé diacre et maître d'école à Môtiers dans le Val-de-Travers; il y reste jusqu'en 1579. Alors (le 3 juillet) il est nommé pasteur à la Sagne, encore dans le Jura, au sud de la Chaux-de-Fonds. En mars 1583 il est transféré à Cornaux, entre les lacs de Neuchâtel et de Bienne, et il exerce ses fonctions dans cette petite Église rurale jusqu'à sa mort le 22 décembre 1596. Il fut secrétaire de la « classe » des pasteurs en 1584 et 1585, « doyen » en 1587 et 1588 (2).

*
* *

Sur son fils Jean, souvent confondu avec lui, nous pouvons aussi ajouter quelques détails. Après avoir étudié à Genève (3), il fut pasteur en Bretagne, à la Garnache, puis à la Gravelle (4), en 1583.

(1) Ainsi, en partie, la *France protestante*, 2^e édit., t. III, col. 303. Les lignes 29 à 33 doivent être transportées à la fin de l'article, comme s'appliquant à Jean de Cherpont, en remplaçant les mots : « de 1572 à » par « jusqu'en » 1587.

(2) Les *Actes de la classe* mentionnent une fois « M^{re} Antoyne de Charpon », maître d'école chargé d'aller annoncer à un pasteur qu'il est nommé dans une autre paroisse, mais M. Aubert en signalant ce personnage ajoute qu'il n'a pu trouver d'autre renseignement sur lui.

(3) En 1579, le *Livre du recteur de Genève* enregistre « Jean de Cherpont de Neufchatel ».

(4) Aujourd'hui dans le département de la Mayenne, cette localité faisait alors partie du colloque de Rennes et de la province de Bretagne. Cf. *France prot.*, 1^{re} édit., t. VII, p. 84, et *Bull. hist. prot.*, t. VII, p. 330.

Le pasteur Merlin, aumônier du comte de Laval, exerçait à la même époque son ministère à Vitré, et nous a laissé dans son *Diaire* quelques lignes relatives à son collègue et voisin Cherpont, qu'il retrouve, après la tourmente de 1585, réfugié dans les îles de la Manche (1):

(1584). « M. de Cherpont maria [c'est-à-dire bénit le mariage M. de Moncordat et la sœur de M. Laval] à Olivet [au sud d'Orléans, d'où était originaire la seconde femme de François Poncher]. »

(1586, pendant le séjour de Merlin à Guernesey). « Je nommay [c'est à dire j'eus pour filleul] le fils de Cherpo[n]t, lequel lui naquit en la paroisse du Val », dans la pointe orientale de l'île, où V. Hugo a placé plusieurs scènes des *Travailleurs de la mer*.

1587. « Le 7 juillet mourut M. de Cherpon, d'une fièvre continue. »

Enfin le *Diaire* de Merlin renferme une dernière mention datée de la Rochelle :

1599. « Le 16 de mars M. de Cherpont vinst en ceste ville emmener subitement un sien neveu. »

L'un de ces personnages est probablement un de ceux dont il s'agit dans le *Mémoire* présenté en 1606 à Loudun, et cité par M. Rey.

L'un des fils d'Abraham Poncher, fils de François, possédait entre autres la petite métairie beauceronne de Bertouville (2), et c'est sa fille, Marie Poncher (« Mlle de Bertouville ») arrière-petite-fille du pasteur, qui, grâce à son ami Boileau, eut sa petite célébrité sous le nom de Silvie (3); vers 1670 elle devint religieuse dans un couvent du faubourg Saint-Germain.

Une fille d'Abraham Poncher avait épousé un baron de Caule (4); d'une autre descendait un introducteur des ambassadeurs sous Louis XV, Dufort, comte de Cheverny... Nous n'avons pu retrouver trace plus récente des autres descendants de cette singulière famille tourangelles qui compte à la fois parmi ses ancêtres des évêques et des pasteurs.

JACQUES PANNIER.

(1) Extraits cités par GABEREL, *Histoire de l'Église de Genève*, t. II, p. 160.

(2) Bretonville, hameau de Boinvillle-le-Gaillard, Seine-et-Oise.

(3) Voici les lieux charmans où mon âme ravie
Passait à contempler Sylvie
Ces tranquilles momens, si doucement perdus, etc.

(4) Ange de Caule, banquier lucquois, occupait au milieu du xvi^e siècle la *Maison du Patriarche* célèbre dans l'histoire du protestantisme parisien.

Du Luthéranisme au Protestantisme.

Évolution de Luther de 1517 à 1528 (1).

Décidément, il y a quelque chose de changé dans la science catholique. Elle évolue si bien que bientôt on ne pourra plus parler d'elle, parce qu'elle se confondra avec la science tout court. Ce serait même déjà chose faite, si tous les docteurs en théologie catholique partageaient la conscience et l'impartialité de M. C... Sans doute, ce n'est point encore le cas; réjouissons-nous d'autant plus de pouvoir saluer dans son livre l'indice d'une ère nouvelle, où la polémique ne sera plus faite d'injures ou de calomnies et de partis pris, mais d'études approfondies et de jugements réfléchis qui, s'ils ne renferment pas la vérité entière, en éclaireront du moins un côté, celui que les apologistes du camp adverse laissent volontiers, involontairement souvent, dans l'ombre.

M. C. a voulu illustrer par son ouvrage le mot d'Harnack : « La Réforme se conclut dans une contradiction. (*Dogmengeschichte*, III, 778.) Peut-être, il est vrai, l'a-t-il illustré plus ou autrement qu'il n'était dans l'intention du grand théologien berlinois. Mais, même s'il a dépassé parfois le but, encore faut-il lui savoir gré d'avoir fortement dirigé notre attention de ce côté et de nous avoir montré sous quel jour Luther apparaît aux yeux d'un adversaire clairvoyant, mais équitable et doué du sens historique. Car non seulement — peut-être devrions-nous plutôt dire : parce que — M. C. a compris que « le temps est en un sens, le principal personnage de l'histoire et que, pour suivre la marche de Luther, il a donc fallu entrer dans le détail de son existence », mais (ou : par conséquent) « il s'est efforcé de le traiter, non seulement avec justice, mais même, s'il est permis de le dire (2), avec une sympathie voulue » ; car, il est impossible de comprendre si l'on ne fait effort pour se substituer mentalement au personnage étudié », effort qui, l'auteur a grand soin de l'affirmer tout de suite par crainte d'un malentendu tentant, « n'implique d'aucune manière l'abandon des convictions personnelles ».

Après une Introduction qui « esquisse rapidement (mais,

(1) Par M. Léon Cristiani. Bloud, 1911, xxi-403 p. in-8°.

(2) Cette restriction prudente nous rappelle l'*Imprimatur* accordé le 6 décembre 1910 par l'évêque de Moulins, que nous nous empresserions de féliciter de cette largeur de vue inaccoutumée, si nous ne craignions de le compromettre par cette approbation.

ajoutons-nous, avec une louable clarté) la marche logique de l'évolution luthérienne » qui mena le réformateur plus loin qu'il ne voulait d'abord et en fit « le prisonnier de son rôle », puisque selon la belle parole d'Emerson, l'événement fait l'homme, après que l'homme a fait l'événement, comme deux enfants se poussent au bord du trottoir; — après cette Introduction, qui donne une idée fort nette de l'esprit aussi bien que du plan du livre, vient un important article bibliographique qui discute avec un sage discernement, la valeur des précurseurs de l'auteur, notamment du P. Denifle, qui « justicier impitoyable, a peut-être excédé dans le sens de la sévérité et manqué le but qu'il poursuivait, en frappant plus fort qu'il n'aurait convenu », et (dans un Post-scriptum) du P. Grisar, dont le premier volume parut (mars 1911), comme l'impression du présent ouvrage était achevée, et qui, ayant « trop fait œuvre de psychologie plutôt que d'histoire », a « trop peu tenu compte de ce facteur capital de toute évolution psychique : le temps, « de sorte que son travail, submergé sous les analyses doctrinales et oubliant l'histoire derrière la théologie... manque çà et là de proportion »; M. C. estime que « ce qu'il y a de plus nouveau dans le volume de Grisar, c'est l'étude approfondie de l'origine du dogme luthérien sur la *Certitude du salut* », plus l'analyse, faite « avec la plus minutieuse exactitude » des « raisons qui déterminèrent l'évolution de Luther », et la pensée « intéressante que les *idées apocalyptiques* de Luther sur la fin prochaine du monde ont dû retarder l'œuvre de l'organisation des Églises qui s'ébauchèrent dès 1522 »; enfin « l'exposé de la théologie du *Commentaire de l'épître aux Romains* offre « peut-être les pages les plus fouillées de tout le volume ».

La période étudiée par M. C. est partagée par lui en trois parties : Querelle théologique (1517-19), Révolution religieuse (1519-22), En marche vers le protestantisme (1522-28). La première partie comprend d'abord un tableau de l'état d'âme de Luther le 31 octobre 1517, état justifié par ses antécédents, par son attitude dans l'affaire Reuchlin, par son évolution intime manifestée dans le *Commentaire de l'Épître aux Romains*, par la persistance de son attachement à la vie monacale, alors qu'il prêche déjà la justification par la foi seule. Suit l'exposé, assez impartial, de l'affaire des indulgences, du commencement du procès à Rome, de la manière dont Luther se voit entraîné par les événements toujours plus avant dans la lutte contre Rome, de son appel au Concile et de sa lettre au Pape, de sa position doctrinale au début de 1519, enfin de la dispute de Leipzig (27 juin au 16 juillet). La Révolution religieuse qui fait l'objet de la deuxième partie, est préparée par l'évolution que les idées de Luther subissent de juillet 1519 à juillet 1520 et par le rôle que les circonstances lui

imposent vis-à-vis des humanistes ; elle est annoncée dans le manifeste à la noblesse chrétienne de la nation allemande, qui, par la théorie du sacerdoce universel, renverse les « trois murailles » du romanisme, et par sa virulence, dont « ses amis eux-mêmes s'inquiétaient », proclame la guerre à mort contre Rome ; elle trouve sa formule dans les traités *De la captivité de Babylone*, contre « le septénaire sacramentel » et *De la liberté chrétienne*, après quoi « Luther jette le masque, attaque ouvertement le Pape et la bulle » de condamnation, qu'il « feint d'attribuer à Jean Eck » et qu'il « brûle solennellement » le 10 décembre 1520. Le récit de la diète de Worms et du séjour à la Wartbourg, du passage « de la parole aux actes » par la révolution religieuse qui s'accomplit à Wittemberg à l'instigation de Karlstadt et se consomme dans la suppression de la messe privée, terminent cette deuxième partie. La troisième suit l'évolution de Karlstadt, raconte le retour de Luther à Wittemberg, expose son idéal religieux d'alors et l'organisation du culte, termine l'histoire de Karlstadt et des anabaptistes, marque le retour de Luther au conservatisme à partir de 1524 et sa rupture définitive avec l'humanisme personnifié dans Erasme, enfin s'achève par le tableau de la fondation d'une Église d'Etat et de la naissance du protestantisme.

La conclusion précise l'œuvre de Luther dont, comme « Erasme l'a fort bien vu », « la grande nouveauté est la négation de la liberté humaine », par la proclamation de la contradiction qu'il trouve dans ce que les catholiques appellent le grand mystère de l'accord de la liberté humaine avec l'immutabilité divine. « Au lieu de tenir les deux bouts de la chaîne, il sacrifie résolument la liberté, et le déterminisme devient l'âme de sa pensée religieuse. » La critique de ce déterminisme, qu'il n'aurait pu « maintenir jusqu'au bout, comme Spinoza, qu'en laissant de côté la Bible, et en professant le panthéisme d'après une méthode rigoureusement mathématique », remplit les dernières pages de cet ouvrage de valeur qui peut se recommander sans réserve.

TH. SCHOELL.

Les libertins d'Anvers.

Le livre de M. Georges Eekhoud sur *Les libertins d'Anvers, Légende et histoire des Loïstes* (*Mercure de France*, 1912, 403 p., 3 fr. 50) est écrit dans le même esprit que ceux de M. E. Magne. L'histoire devient un prétexte à amusement, simplement frivole chez le dernier de ces écrivains, frivole et de plus souvent féroce chez

M. E., qui raconte les supplices avec un luxe de détails et une complaisance à faire frémir. Les premiers chapitres n'ont aucun rapport avec les sujets qui intéressent ce *Bulletin*. Le troisième ne s'occupe qu'en passant des Vaudois et des Lollards ; ce n'est qu'au cinquième que commence l'histoire de Loïet le Couvreur, le principal héros du livre, et qu'à la fin du septième qu'il est question des débuts de la Réforme à Anvers, des premiers martyrs protestants et de David Joris. Le huitième nous touche le plus par son récit des commencements du loïsme, du voyage de Loïet à Wittemberg et de son entrevue avec Luther à propos de la révolte des paysans. Le neuvième raconte sa rupture avec les protestants augustins, son premier procès et sa pénitence ; le dixième, la régence de Marie de Hongrie et la persécution contre les anabaptistes ; enfin le onzième expose la doctrine loïste, et le dernier, le supplice de Loïet et de ses disciples. On trouvera évidemment dans ce livre beaucoup de détails historiques qui peuvent avoir de l'importance à un moment donné, mais on a toujours l'impression que l'histoire ne sert que de prétexte à de tout autres peintures qui n'ont rien à faire avec la science.

TH. SCHOELL.

Le plaisant abbé de Boisrobert, fondateur de l'Académie française (1592-1662). — Mme de Châtillon (1).

Ces deux volumes à 3 fr. 50 du *Mercur de France* sont un peu égarés dans notre grave *Bulletin*. Car on connaît le genre de l'auteur de *Scarron et son milieu*, de *Mme de Villedieu* et de *Mme de la Suze* (2). Ce n'est pas notre genre. Il aime par-dessus tout à rendre le vice aimable et gracieux, aussi n'avons-nous nulle envie de nous attarder auprès de lui. D'ailleurs, le rapport de ces deux ouvrages avec l'histoire du protestantisme n'est que très indirect. Sans doute, Boisrobert (3) vit dans le même monde que Gombauld, mais nous avons vu dernièrement (*Bull.* mars 1912, p. 174), quel mince intérêt la vie de ce dernier a pour nous. Sans doute aussi, Mlle de Montmorency épouse Gaspard de Coligny, marquis d'Andelot et plus tard duc de Châtillon ; mais elle l'enterre bientôt, grâce à la Fronde, où il trouve la mort en s'emparant de Charenton à la

(1) Par Emile Magne, 2 vol. de 499 et 343 p. in-18. *Mercur de France*.

(2) *Bull.* 1909, p. 89.

(3) M. Bastide le cite parmi les rares littérateurs français qui allèrent en Angleterre au XVII^e siècle.

tête des troupes royales, sous les ordres de Condé ; et d'ailleurs nous avons déjà constaté, à propos de Mme de la Suze, combien peu ces descendants abâtardis de nos héros huguenots nous font honneur.

TH. SCHOELL.

Luther et Denifle.

Le *Luther et le Luthéranisme* du P. Denifle a été traduit en trois volumes, avec une Préface et des notes, par M. l'abbé Paquier. Nous rappelons l'annonce et l'appréciation du tome I, faites ici par M. Weiss en 1910 (p. 563). Le reste de l'ouvrage a paru depuis. Le tome II (Picard, 1911, 42° de 472 p. 3 f. 50) comprend la fin (ch. XI-XIV) de la première partie, qui traite *De l'ouvrage et de l'enseignement de Luther sur les vœux monastiques*, et les trois premiers chapitres de la deuxième partie, intitulée *Le point de départ de l'évolution de Luther, son nouvel Évangile*. Les quatre derniers chapitres de la première partie s'occupent du « baptême monastique » et du mariage, au sujet duquel M. Weiss a déjà montré avec une clarté telle, qu'il est inutile d'y revenir, les sophismes et partis pris, peut-être inconscients, grâce auxquels le P. Denifle entend prouver que la Réforme a amené fatalement l'incontinence, puisqu'elle a transformé « un clergé qui n'était concubinaire qu'à regret » en un clergé vivant dans le mariage, c'est-à-dire dans l'incontinence perpétuelle. Quelle différence entre le point de vue absolument médiéval du P. Denifle et celui, si moderne et si élevé, de M. Imbart de la Tour dans son *Luther* de la *Revue des Deux Mondes* (15 août 1912), dont M. Viénot a fait un si juste éloge dans la *Revue Chrétienne* de novembre (p. 1022). Cette comparaison peut nous rassurer sur la valeur de la science française, même catholique, qui possède des écrivains aussi éclairés et impartiaux que MM. Imbart de la Tour et Cristiani et des évêques assez libres pour autoriser, du moins en ce qui concerne M. Cristiani, leurs publications si remarquables. Pour apprécier ces dernières, il faut savoir quel effort et quel courage est nécessaire à un catholique pratiquant (et quelquefois plus encore à un libre-penseur) pour comprendre toute manifestation religieuse hétérodoxe.

Revenons à la première partie de l'ouvrage du P. Denifle ; la conclusion en est que, dans sa lutte contre l'état religieux, Luther n'a obéi qu'à des « préoccupations inférieures, usant de calomnies grossières, de falsifications et de sophismes, pour rendre le peuple hostile aux religieux ». La deuxième partie veut prouver que la athéorie de Luther sur la justification par la foi seule devait le pousser rejeter non seulement toute la vie chrétienne en général, mais

particulièrement la vie religieuse (dans le **sens** catholique du mot) essentiellement méritoire. Aucun docteur antérieur à Luther n'aurait jamais enseigné que les mortifications eussent pour but d'apaiser la sévérité du souverain Juge; ils n'y auraient vu qu'un moyen de dompter la chair et n'en auraient jamais demandé qu'une pratique discrète; tous, depuis Cassien jusqu'à Geiler, auraient prêché dans ce sens, et la même réponse se dégagerait du missel et du bréviaire, surtout de ceux des ermites de saint Augustin, dont s'était servi Luther. Le chapitre III recherche le moment précis de la crise morale et doctrinale de Luther et le fixe au milieu de 1515.

Le tome III (1912, 502 p.) n'a que deux chapitres, qui exposent, l'un, les premières « falsifications » de Luther après la découverte qui fit de lui un hérésiarque, leurs conséquences, ses premières polémiques contre les scolastiques, enfin sa dépendance d'Occam, dont il partagerait la théorie de la grâce et les mépris pour la raison humaine; l'autre, son « triste » état d'âme, « point central » de sa théologie, sa foi justificante et sa certitude du salut qui seraient des non-sens et d'ailleurs du pur pélagianisme; l'amour de Dieu serait exclu de sa religion, notre unique obligation envers Dieu étant de croire en lui. Bref, la foi protestante n'est que la foi aveugle du charbonnier, « un amas de contradictions et de puérilités. Et c'est sur cette doctrine... que repose la Grande Charte de la liberté » conquise à Worms « et qui est en si haute vénération chez les protestants ». Les catholiques, c'est là le dernier mot de Denifle, « n'acceptent pas ces jongleries. Nous écoutons la raison » et « ne nous sentons pas liés par une autorité humaine ».

C'est à peu près le contraire exact de la réalité, n'est-ce pas? Le papier est patient, comme s'exprime un dicton populaire, et la discussion est superflue. Mais le cas du P. Denifle est très intéressant pour l'étude psychologique d'une mentalité, si, comme nous le faisons, on admet sa sincérité. Pauvre humanité, jusqu'où ne s'égare-t-elle pas? et de quoi n'arrive-t-elle pas à se persuader, dès qu'elle y trouve quelque intérêt, inconscient, bien entendu?

TH. SCH.

**La France et les protestants allemands
de 1570 à 1573 (1).**

Tel est le titre du tome 28 de la *Historische Bibliothek* publiée par la Rédaction de la *Historische Zeitschrift*. C'est une thèse présentée en automne 1911 à l'Université de Bonn. Son jeune auteur, M. Platzhoff a voulu combler une lacune que les travaux, excellents d'ailleurs, de Bezold, de la Ferrière et Waddington n'ont pu ou voulu faire disparaître. Le premier de ces historiens, en effet, dans son Introduction aux *Lettres du comte palatin Jean Casimir*, n'a pu retracer qu'à grands traits le tableau des négociations que les princes protestants d'Allemagne entretenirent avec la cour de France, entre la paix de Saint-Germain et le voyage du duc d'Anjou en Pologne; le deuxième, dans son édition des *Lettres de Catherine de Médicis*, a malheureusement laissé quelque peu dans l'ombre les rapports de cette princesse avec les cours d'Allemagne; enfin M. A. Waddington, qui a étudié tout spécialement *la France et les protestants allemands sous Charles IX et Henri III* dans la *Revue historique* de 1890, n'a pas complètement mis en lumière l'attitude des différents princes en question.

Pour comprendre le détail de ces négociations, il fallait nécessairement en rechercher les origines dans les années précédentes. C'est pourquoi un chapitre introducteur nous esquisse d'abord les rapports du gouvernement français avec l'Allemagne protestante depuis 1559. Puis vient l'histoire des projets d'alliance avant la Saint-Barthélemy, qui les interrompit naturellement, à la grande surprise de Catherine de Médicis, laquelle, inaccessible à tout scrupule religieux ou moral, ne pouvait comprendre que ces sentiments jouassent un rôle chez les autres. Le chapitre IV décrit les intrigues du printemps de 1573, l'élection polonaise et les pourparlers en vue du voyage du duc d'Anjou à travers l'Allemagne. Puis, c'est le tour des cabales et des tentatives d'alliance relatives à l'élection impériale, d'août à novembre: après quoi nous voyons se dérouler les péripéties du voyage de Pologne lui-même; et un chapitre final donne un aperçu de la suite des rapports franco-allemands jusque vers la fin du siècle.

Vingt-deux annexes nous font connaître l'acte d'acceptation (1^{er} janvier 1567) par le Landgrave Guillaume de Hesse, d'une pension offerte par la France; les instructions en latin (21 sept. 1570) d'Auguste de Saxe à Languet; une lettre écrite à ce même électeur de Saxe par Charles IX, le 23 mai 1571; trois textes allemands sur

(1) *Frankreich und die deutschen Protestanten von 1570 bis 1573*, un vol. de XVIII-215 pages in-8°.

l'alliance franco-saxonne, une lettre de Jean Casimir à l'électeur Auguste (6 mars 1572); une lettre latine de Languet (16 juil.); une autre, de la même époque, en traduction allemande, de Coligny aux princes allemands; les instructions de Charles IX à Schomberg (10 août et 13 sep.); une lettre du Landgrave à la reine Elisabeth (1^{er} avril 1573); quelques autres adressées au Landgrave par les électeurs Frédéric (2 avril) et Auguste (29 oct. et 13 nov. 1573 et 13 janvier 1574), etc.

Un inventaire bibliographique du sujet couvre les six premières pages de ce livre qui est une étude consciencieuse et documentée d'une période confuse et embrouillée sur laquelle il jette des clartés nouvelles sans modifier, comme on le pense bien, dans ses traits essentiels, les idées acquises sur les principaux personnages de ce drame peu édifiant.

TH. SCH.

Histoire partiële, Histoire vraie.

Tel est le titre donné à son ouvrage par M. Jean Guiraud, professeur à l'Université de Besançon et codirecteur de la *Revue des questions historiques*. Son premier volume va des *origines à Jeanne d'Arc*. Le deuxième, que vise spécialement cette notice, traite du *moyen âge*, de la *Renaissance* et de la *Réforme* (Beauchesne, 1912, xvi-467 p. 3 fr. 50), et veut apporter « une confirmation scientifique à la condamnation doctrinale portée par l'épiscopat contre certains manuels » scolaires, dans lesquels il relève « des affirmations soigneusement citées en tête des chapitres ». Il entend démontrer « par des faits empruntés à l'histoire en quoi ces passages sont partiiaux, soit qu'ils nient la vérité, soit qu'ils la dissimulent, soit qu'ils la donnent incomplète ». *L'Imprimatur* de la première page nous fixe sur le genre de vérité que M. G. poursuit; c'est la vérité cataloguée et approuvée par l'Eglise. Tout dans son livre vise à la glorification de l'Eglise. C'est un plaidoyer dont le parti pris éveille la méfiance, même quand il semble être dans la vérité tout court, ce qui pourrait lui arriver par exemple dans l'appréciation de la Saint-Barthélemy, qui pourrait fort bien n'avoir été, dans ses origines, qu'« un crime politique commandé pour prévenir le soulèvement que menaçait de provoquer l'assassinat manqué de Coligny », de même que cette tentative d'assassinat pourrait avoir « eu pour unique raison le désir de Catherine de Médicis de se débarrasser d'un rival dans le gouvernement ». Si cela était vrai, c'est « sur elle (seule) que retomberait — en effet — l'entière res-

pensabilité de ce crime digne de cette Renaissance italienne qui avait pétri d'immoralité son âme ».

Malheureusement pour l'auteur, ce *Bulletin* a, assez souvent déjà, pour que même M. G. ne l'ignore pas, rappelé deux faits. Le premier c'est que les huguenots, se fiant, malgré des expériences décisives, au traité de 1570, ne songeaient nullement à se soulever, même après l'attentat de Maurevert, les nombreuses relations du massacre que l'on possède nous les montrant uniquement préoccupés d'échapper à la tuerie, ou, lorsqu'ils ne le pouvaient pas, de « tendre la gorge » au lieu de vendre chèrement leur vie. Le prétendu complot exploité immédiatement après le massacre par les dépêches officielles, n'a jamais existé que dans la mentalité des assassins, trop lâches pour revendiquer la responsabilité de leur forfait et assurés de la complicité morale de tous ceux qui assimilaient les protestants à des bandits.

Le deuxième point, qu'on s'obstine vainement à écarter lorsqu'il s'agit d'apprécier la responsabilité de Catherine de Médicis, c'est qu'elle a été démoralisée, non par la Renaissance, mais par le pape Pie V lui-même. Combien de fois faudra-t-il citer ces lignes qu'il lui adressait le 28 mars 1569, c'est-à-dire plus d'un an avant la paix de Saint-Germain (août 1570) ? « Qu'on n'épargne d'aucune manière, ni sous aucun prétexte, les ennemis de Dieu... Si Votre Majesté continue... à combattre ouvertement et ardemment les ennemis de la religion catholique *jusqu'à ce qu'ils soient tous massacrés*, qu'elle soit assurée que le secours divin ne lui manquera pas, et que Dieu lui préparera, ainsi qu'au roi, son fils, de plus grandes victoires : ce n'est que par *l'extermination entière des hérétiques* que le roi pourra rendre à ce noble royaume l'ancien culte de la religion catholique (1). »

Si, sauf ces réserves indispensables, on pourrait admettre le jugement de M. Giraud sur la Saint-Barthélemy, on ne peut que s'indigner de voir un professeur de l'Université, directeur d'une revue qui a des prétentions scientifiques, ne faire état, en ce qui concerne Coligny, que de l'immonde pamphlet dont M. R. Reuss a fait justice ici même et ailleurs lorsqu'il parut (2). Car il est facile de voir que l'auteur n'a personnellement étudié aucune des questions que soulève une biographie, je ne dis pas impartiale, mais simplement équitable de Coligny. Autrement il n'aurait pu écrire qu'il ne reste de ce « saint laïque... aux yeux des ministres protestants cosmopolites... que le souvenir d'un général malheureux dans toutes ses entreprises et trahissant sa patrie, d'un homme sans honneur, se débarrassant par l'assassinat du plus loyal des adversaires... Et

(1) Voyez *Bull.* 1892, p. 166.

(2) Voyez *Bull.* 1910, p. 76.

voilà l'homme que nos pédagogues laïques proposent à l'admiration et à l'imitation de leurs élèves ! Guillaume II a été mieux avisé lorsqu'il lui a érigé une statue sur le port de Hambourg ! Elle y est mieux à sa place qu'à Paris. »

Qu'un professeur de l'Université élève la prétention de redresser les erreurs de ses confrères et de leur enseigner l'impartialité et le respect de la vérité, en défigurant à ce point l'histoire dans un but de réclame basement nationaliste, voilà ce qu'on ne verrait certes pas à Hambourg où pourtant il n'y a pas d'Université, mais où professe précisément un des derniers et meilleurs biographes de Coligny. C'est à Hambourg, en effet, que se trouve depuis quelques années M. Erich Marcks dont un érudit, pourtant du même bord que M. Guiraud, M. P. de Vaissière n'est pas éloigné d'adopter les conclusions, jadis exposées ici même, d'après lesquelles « Catherine de Médicis ne serait pas étrangère à l'assassinat de François de Guise ! (1). » Enfin les Hambourgeois ne se sont pas étonnés de voir dresser une statue à Coligny, par ce qu'ils savent que celui-ci, bien que Français, est un des ancêtres de leur empereur, comme aussi de la reine de Hollande. Mais qu'un universitaire français puisse compter sur l'ignorance du public auquel il s'adresse, en laissant entendre que cet hommage fut motivé — ainsi que celui de la reine Wilhelmine (2) — par la prétendue félonie de l'amiral, voilà certes, ce qu'ils auront de la peine à comprendre !

Le chapitre sur le « vandalisme protestant » est de même force et de même impartialité. Nous épargnerons au lecteur l'énumération de toutes les statues brisées ; M. J. a eu la charmante attention d'en donner une table alphabétique. Nous lui concéderons d'ailleurs, sans la moindre hésitation, que les supplices ordonnés au nom d'un culte grossièrement idolâtre produisirent tout naturellement l'excès inconoclaste, surtout lorsque François de Guise et ses partisans déchirèrent et noyèrent dans le sang l'édit de janvier. Nous irons même plus loin en reconnaissant avec la meilleure grâce du monde, ce que d'ailleurs tout connaisseur de la nature humaine sait depuis longtemps, à savoir qu'au meilleur et au plus pur des mouvements populaires viennent aussitôt se mêler des éléments impurs, des pêcheurs en eau trouble. La Réforme n'a pas échappé à cette loi fatale et nous le savions bien avant que M. G. l'eût découvert.

Ce qu'il dit du massacre de Vassy pourrait, par contre, contenir une part de vérité, s'il était prouvé qu'il ne fut pas prémédité, que Guise « en fut désagréablement surpris » parce que, d'après

(1) *De quelques assassins*, Paris 1912, p. 90.

(2) Voir sur la polémique provoquée par le geste touchant de la reine de Hollande, *Foi et Vie*, n° du 16 juin 1912.

M. Mariéjol, cet acte de violence « compromettait des négociations engagées alors par lui avec des princes protestants allemands ». Mais, en face de l'arrogance bien connue des « Lorrains », on est plutôt surpris de voir proclamer, comme un axiome, que « les guerres de religion furent déterminées par l'arrogance protestante qui, trop sûre de son succès définitif, força les catholiques à repousser par les armes les attaques (1) dont ils étaient l'objet ! » Sans doute, sans la Réforme les guerres de religion n'auraient pas eu lieu : voilà le naïf sophisme sur lequel repose l'affirmation que « la responsabilité de ces trente années de guerres civiles retombe sur la Réforme. »

Il est encore un chapitre qui, quant au fond même du sujet (car la forme est toujours un peu haineuse et agressive) pourrait se défendre, c'est celui qui est consacré à Etienne Dolet, « aventurier des lettres, condottière de la plume, comme la Renaissance en a produit tant, accablant ses ennemis d'injures, trahissant ses amis, exploitant l'Eglise qu'il calomniait, se glorifiant lui-même et considérant comme un rival quiconque grandissait à côté de lui. » Et pourtant ici encore, comme l'on sent bien que la recherche de la vérité n'est pas désintéressée, qu'il s'agit avant et malgré tout de blanchir l'Eglise et d'en faire une pauvre victime méconnue. Cette note que l'on perçoit entre les lignes de chaque page inspire tout le volume et lui enlève une grande partie de son mérite qui est de nous faire entendre un son de cloche différent de celui auquel nos oreilles sont habituées. Clairvoyant comme l'est un ennemi, il voit et dévoile nos côtés faibles, nos engouements non motivés ; il nous empêche d'être trop contents de nous-mêmes et de nous flatter en flattant nos héros et nos chefs de file. M. G. et ses semblables nous obligent à reconnaître que les Réformateurs étaient des hommes et non des dieux et que la Réforme fut un mouvement humain, c'est-à-dire mêlé de bien et de mal. Ce n'est pas à Rome seulement qu'il y a un pape ; il y en a un au petit pied dans chacun de nous, qui ne demande qu'à nous asservir et à nous jeter de la poudre aux yeux. Oui, nos ennemis ont du bon, ils nous empêchent de nous endormir ; et voulant nous nuire, ils nous font du bien. — Au reste, la Réforme n'est pas seule sur la sellette devant M. G. ; la Renaissance n'est pas mieux traitée ; l'Eglise doit sortir grandie du débat ; même ceux contre lesquels elle s'est le plus acharnée, comme le pauvre Roger Bacon par exemple, doivent servir à l'apothéose de leur bourreau. Tout ce que leur génie

(1) On saisit ici sur le vif un certain procédé de polémique. Les attaques des protestants ne peuvent s'entendre que de leurs prédications, protestations et réclamations. Mais le lecteur superficiel (qui existe dans la proportion de 99 p. 100) croira que les protestants attaquèrent les catholiques les armes à la main.

a produit n'a vu le jour qu'en dépit de l'Église, et voici que c'est elle qui se pare de leurs lauriers. Oh sainte impudence ! Oh hon-teuse ironie !

TH. SCH. et N. W.

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

Musée du Désert.

Pour conserver le souvenir de l'assemblée du Désert qui réunit des milliers d'assistants au Mas Soubeyran, le dimanche 22 septembre 1912, vient de paraître une plaquette, éditée avec le plus grand soin. On y trouvera les discours qui furent prononcés, à cette occasion, par MM. E. de Seynes, Trial, Frank Puaux. De nombreuses photographies du Musée du Désert et de l'assemblée illustrent cette publication que nous recommandons particulièrement aux lecteurs du *Bulletin*, surtout au moment des fêtes de Noël et du Nouvel An. Réveiller l'esprit protestant reste un devoir, car nous devons savoir unir étroitement le présent au grand passé de la Réforme française. Rien ne servira mieux un tel dessein que la lecture de ces pages consacrées à l'histoire de cette période héroïque de l'histoire de nos Eglises qui s'appelle le Désert.

Pour recevoir franco par la poste cette belle publication, il suffit d'envoyer *soixante centimes* à M. Beau, éditeur, boulevard Gambetta, Alais. Pris en nombre par vingt exemplaires au moins, le prix d'achat est de cinquante centimes par exemplaire.

Les ancêtres français des premiers souverains bulgares et de la reine d'Espagne.

Le tsar Ferdinand de Bulgarie est le petit-fils de Louis-Philippe et il a toujours manifesté très ouvertement ses sympathies bien françaises.

Son prédécesseur, le prince Alexandre avait pour grand-mère une Française aussi, mais d'origine modeste celle-là.

En 1789 vivait dans le petit village de Sesenheim, près Strasbourg (1), le pasteur Schweppenhäuser. Sa fille se rendit en

(1) Devenu célèbre par l'aventure de Goethe avec une autre descendante de réfugiés français, Frédérique Brion.

Allemagne, pour y enseigner le Français. Elle y épousa un professeur du nom de Hauke, dont le fils devint général, ministre de la guerre en Russie et obtint le titre de comte. La fille de celle-ci, la comtesse Julia Hauke, dame d'honneur de la princesse de Hesse, femme de l'empereur de Russie, Alexandre II, épousa morganaquement le prince Alexandre-Emile de Hesse frère de l'impératrice. A l'occasion de ce mariage on la fit princesse de Battenberg et ses enfants ont gardé ce titre.

Son troisième fils était le premier prince de Bulgarie et a contribué à former la principauté, érigée en royaume sous son successeur, Ferdinand. — Ce prince Alexandre, le héros de Slivnitza, n'est pas oublié chez les Bulgares. — Un jour, grâce à un complot politique, on l'enleva mystérieusement et, pour ne pas déplaire à de puissants voisins qui auraient pu nuire à la Bulgarie, il s'effaça et finit par mourir, jeune encore.

Une autre descendante de Mlle Schweppenhausen est la reine Victoria d'Espagne, par son père le prince Henri de Battenberg, quatrième fils de la comtesse Julia Hauke. Il avait épousé la princesse Béatrice d'Angleterre, la plus jeune fille de la reine Victoria. Voici le texte du serment que cette dernière descendante du pasteur alsacien, a dû prêter lorsqu'elle est devenue reine d'Espagne : « Je déclare que je tiens pour voués à un anathème éternel tous ceux qui combattent cette foi (catholique) avec tous les dogmes et les conséquences qui en découlent et s'il m'arrivait jamais de me permettre d'approuver ou de professer quoi que ce soit de contraire à cette foi, je déclare d'avance me soumettre à la sévérité des lois canoniques. »

N.

Pèlerinage à l'île Saint-Pierre en mémoire de Rousseau.

La Société d'Histoire du canton de Neuchâtel a tenu son assemblée annuelle le jeudi 26 septembre 1912 à l'île Saint-Pierre où Rousseau se réfugia après avoir quitté Môtiers. A l'occasion de ce pèlerinage, M. Maurice Boy de la Tour a présenté sur *le séjour à Môtiers et les amis Neuchâtelois de Jean-Jacques-Rousseau* une communication qui complète ce qui avait déjà été écrit sur ce sujet. « M. Boy de la Tour était, dit le *Musée Neuchâtelois* de septembre-octobre 1912, où on trouvera ce travail, d'autant plus qualifié pour l'écrire, qu'il descend à la fois de celle qui donna l'hospitalité à Rousseau, à Môtiers, et de celui, c'est-à-dire du pasteur Frédéric-Guillaume de Montmollin, qui fut la cause de son départ ».

La date inscrite sur la porte de l'ancien temple de Chateaudun.

Toutes les fois que j'avais passé, à Chateaudun, devant la maison qui avait servi de temple au xvi^e siècle, l'éclairage était tel, que je ne pouvais distinguer que les premiers chiffres de la date inscrite sur la porte : aussi, dans une note de la page 170 de mon livre sur la *Réforme en Eure-et-Loir*, ai-je indiqué : 156...

Or, hier, j'ai eu la bonne fortune de revoir cette inscription avec l'éclairage inverse; j'ai très nettement lu :

ANNO

1554 ce qui est, du reste, de l'eau sur mon moulin.

Puisque je parle de Chateaudun, encore un détail : je mentionne, p. 374 de l'ouvrage cité, les sépultures faites au xvii^e siècle « dans le caveau ou voûte » du château de la Perrine. Je tiens de M. Albert Mayeux, architecte du château et archéologue de valeur, que ces sépultures sont de véritables catacombes, creusées dans la falaise du Loir, et qu'elles sont absolument intactes, l'entrée ayant été murée. On ne m'a pas dit à quelle époque, mais c'est certainement lors de la révocation de l'édit de Nantes.

Je pense que cette rectification et ce détail sont de nature à intéresser les bienveillants lecteurs de mon livre et ceux du *Bulletin*; je vous les apporte donc à tout hasard.

H. LEHR.

Deux institutions calvinistes à Halle. — On lit dans la *Semaine religieuse de Genève* du 28 septembre 1912 : « On a inauguré, les 23 et 24 juin, à Halle sur la Saale, un bâtiment de réunions (*Vereins-haus*) destiné à l'Eglise réformée et un nouveau pensionnat (*Convict*) à l'usage des étudiants en théologie de confession calviniste. Cette dernière maison est pourvue de douze lits, chaque chambre ayant son alcôve, et il sera dirigé par un candidat en théologie. M. le Docteur Lang, pasteur au Dôme de Halle et président du « Fonds calvinien » (1), s'est beaucoup occupé de l'organisation ou de la réorganisation de ce séminaire, et il faut lui en savoir gré, car la Faculté de Halle est l'une des plus fréquentées des Facultés de Théologie allemandes, et bien des étudiants seront heureux de pouvoir, dans cette ville, être logés à bas prix dans un foyer chrétien. Parmi les orateurs qui ont figuré à la fête, nous remar-

(1) Recueilli en Allemagne à l'occasion du Jubilé de Calvin.

quons le nom de Son Ex. M. W. de Hegel, président de la province de Saxe et petit-fils du célèbre philosophe, qui, parlant au nom du gouvernement prussien, a remercié l'Alliance réformée allemande de tout ce qu'elle a fait pour assurer à l'Eglise une nouvelle génération de pasteurs bien préparés pour leur tâche ».

La fête de la Réformation (Lefèvre d'Etaples).

Le *Bulletin* qui a été envoyé à tous les pasteurs en vue de cette fête, leur est parvenu trop tard. Le soussigné tient à s'en excuser auprès de ses lecteurs. Le bon à tirer du numéro avait été signé le 17 octobre. Le nécessaire avait donc été fait par la rédaction pour que ce fascicule arrivât partout avant le 1^{er} novembre. Malheureusement, au début de la dernière semaine d'octobre, malgré deux ou trois démarches personnelles auprès du brocheur qui déjà antérieurement nous avait retardés, et malgré ses promesses solennelles et réitérées, ce brocheur nous a manqué de parole. Nous ne pouvons que déplorer — avec beaucoup d'autres hélas ! — la facilité avec laquelle, aujourd'hui, bien des gens qui se disent et se croient honorables, promettent, sans se soucier de tenir leur promesse.

Ce retard du *Bulletin* n'a heureusement pas empêché la fête de la Réformation de se célébrer un peu partout avec entrain. Parmi les sujets que nous avons indiqués et qui pourraient être traités, malgré la fête, après le 1^{er} novembre ou le premier dimanche de novembre, la figure sympathique et si peu connue de Lefèvre d'Etaples a été évoquée par plusieurs pasteurs. Nous avons oublié de signaler, parmi les travaux dont il a été l'objet — et parmi lesquels ceux de Graf sont presque définitifs — une thèse de notre jeune ami et collaborateur Jean Barnaud, le biographe de Viret, soutenue à Lausanne le 16 octobre 1900 (1) et un chapitre du premier volume du *Calvin* du professeur E. Doumergue intitulé le *Protestantisme fabrisien*. Sous les auspices de la revue *Foi et Vie* le soussigné a essayé de caractériser cet humaniste chrétien dans une conférence accompagnée de projections, présidée par M. Abel Lefranc, du Collège de France et dans un local situé en face même de l'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés où fut écrit le célèbre commentaire sur les *Épîtres* de l'apôtre Paul, de 1512 (Voir le *Temps* et les *Débats* du 4 déc.). L'allocation de M. Lefranc a été reproduite dans *Foi et Vie* du 16 décembre.

(1) *Jaques Lefèvre d'Etaples, son influence sur les origines de la Réformation française*, une brochure de 124 p. in-8°, Cahors, imp. Coueslant, 1900.

Parmi les journaux régionaux qui ont fait une place à notre histoire, il convient de citer l'organe du protestantisme algérien, le *Courrier du Dimanche*, du 9 novembre, tout entier consacré à la Réforme, grâce aux clichés que nous avons pu lui prêter, et le *Bulletin de l'Union régionale des Églises réformées de Gironde et de Dordogne*, de novembre. Celui-ci renferme, entre autres, quelques extraits du *Registre du Consistoire de Montcaret* de 1657 à 1680 qu'on vient de retrouver à Sainte-Foy. On y relève plus de quarante abjurations de catholiques jusqu'en 1676. Ceci confirme une remarque que j'ai déjà eu l'occasion de faire qu'une des raisons de l'acharnement du clergé catholique pour obtenir la révocation de l'édit de Nantes, ce furent les conquêtes que beaucoup d'Églises, malgré la persécution, faisaient dans les rangs des catholiques.

M. D. Benoît a inséré dans le *Huguenot des Cévennes* du 15 novembre, un article sur les quatre martyrs de Toulouse, qui se termine par l'émouvante relation de leur supplice, écrite le 20 février 1762 par le curé Lacombe.

Enfin les prisonnières de la Tour de Constance forment le sujet de l'Almanach-placard du *Foyer protestant* et du *Bulletin de l'Union régionale de la Dordogne*, et une belle reproduction du *Monument de Coligny*, celui de l'Almanach-placard de l'*Éclaireur*.

N. W.

Un deuxième médecin de Henri IV (voy. p. 423).

J'ai lu avec intérêt la note de M. Henri Drouot sur le médecin de Henri IV, Nicolas Dortoman, qui ne put obtenir le congé de la Faculté de Montpellier où il professait, demandé par le roi par lettre du 12 décembre 1584.

Je m'empresse de vous faire connaître que le roi de Navarre avait déjà un autre médecin avant cette date, probablement pour suppléer Nicolas Dortoman, trop occupé par son enseignement à la Faculté de Montpellier.

Dès l'année 1583, M. *Pierre de Rieupeyroux* (que je crois originaire du Limousin) portait à Montauban le titre de « Conseiller du Roy de Navarre et son Médecin ordinaire ».

Il teste en cette année, peut-être pour suivre le roi. On testait beaucoup au moment d'un voyage, en ces temps-là.

En 1581, il était déjà médecin à Montauban, mais sans autre qualification.

En 1583 on voit, par son testament, que sa femme se nomme Marie de Poujade et qu'il n'a pas d'enfant. Il avait un frère germain nommé Jean de Rieupeyroux, et des propriétés en Limousin.

Sa sœur Anthoinette de Rieupeyroux avait épousé un Rigal et avait un fils, Guillaume Rigal.

Je crois que sa femme Marie de Poujade mourut le 4 septembre 1586 (Arch. dép. du Tarn-et-Gar. série E. 965, f. 65).

En 1587 Pierre de Rieupeyroux se remaria. L'état civil nous en donne la preuve en ces termes : « Annonces achevées : Entre M. de Rieupeyroux, Docteur en médecine, Conseiller et Médecin du Roy de Navarre d'une part, et Demoiselle Catherine Daliès d'autre. » (M. 1587, f. 66.)

La famille Daliès, d'une très bonne bourgeoisie, s'éleva par des charges de finance dans la suite et acquit plus tard la baronnie de Caussade.

On le trouve encore vivant en 1596 et achetant une terre sous le nom de « Mr M^{re} Pierre de Rieupeyroux Conseiller et Médecin ordinaire du Roi ». (Archives dép. série E. 700, f. 261 v^o.)

Cette famille resta d'ailleurs à Montauban, car nous avons à l'état civil protestant (dont j'ai fait la table à mon usage), des mentions à ce nom depuis 1582 jusqu'en 1660.

Pierre eut deux fils, Antoine, en 1590, Daniel, en 1592.

Daniel devint conseiller et avocat du roi au présidial de Montauban en 1618 et épousa en cette ville Marguerite de Gautier fille de Samuel conseiller du roi. Il mourut en 1657. Son fils Jean devint aussi conseiller et avocat du roi ; il épousa en 1636 Marthe de Barrau. Il se remaria en 1660 avec Rose de Canitrot. Jean eut deux fils, Jean (1661) qui devint mousquetaire, et Théodore (1664) qui se réfugia à l'étranger à la Révocation.

Jean fut obligé de se démettre de son office en 1682 par arrêt du Conseil d'Etat, comme étant de la religion réformée.

Veuillez agréer, etc.

H. DE FRANCE.

Église française de Brighton. — L'Église réformée française de Brighton a célébré les 24 et 25 novembre derniers, le cinquantième anniversaire de sa fondation. Elle ne date point, comme on voit, des temps du Refuge, mais les événements douloureux du passé ont été, à cette occasion, rappelés en termes qu'il convient de relever. Dans un meeting tenu le 25, le maire de Brighton, qui présidait revêtu de ses insignes officiels, a parlé des réfugiés des xvi^e et xvii^e siècles et de l'hospitalité que l'Angleterre du Sud, particulièrement le Sussex, et tout spécialement les villes de Rye et

de Chichester, leur avaient accordée. « Nous vous avons fourni un asile sûr dans la persécution, a-t-il dit, mais la reconnaissance doit être égale des deux parts, car j'estime que nous avons reçu plus encore de ceux qui alors sont venus à nous. » Le révérend Wilson, dans une allocution également cordiale, a fait allusion au « home » spirituel que, dans les jours passés, des « réfugiés » venus d'Angleterre ont trouvé aussi en France. Le *Sussex Daily News*, auquel nous empruntons ces détails, a publié un résumé de la conférence donnée en français dans ce meeting par le pasteur Ch. Bost, du Havre, et consacrée aux Prédicants protestants. Il a insisté sur l'intérêt qu'avait offert cette assemblée préparée par les soins du pasteur de l'Eglise française, M. D. Joye.

C. B.

Familles Dechezeault-Boutet (1).

La famille Dechezeault ou Dechezeaulx, originaire de La Flotte, île de Ré, était riche et considérée, comme l'attestent le dossier et les pièces nombreuses conservés aux archives de la Charente-Inférieure. On retrouve ses membres, jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, dans les registres de l'état civil des anciennes Eglises réformées de La Flotte et d'Ars-en-Ré, aussi aux archives de la Charente-Inférieure.

Marie-Catherine Dechezeault, objet de la note parue dans le *Bulletin* (1912, p. 274), première femme de Jacques-Alexandre Boutet, capitaine de la Compagnie des Indes à Saint-Martin, était la fille de Pierre Isaac, né le 25 août 1761 et mort le 22 octobre 1789, négociant à La Flotte, et de Catherine Béraud, de Niort (2). Ils ont laissé cinq enfants : Marie-Catherine ; Suzanne, mariée à Veillon, capitaine de navires, mort naufragé sur la côte de Guinée (*Notes généalogiques de Jourdan, Biblioth. de La Rochelle*) et en secondes noces à Jacques Bourdillon, négociant à Saint-Martin (*Homologation d'un traité avec leurs créanciers, 19 août 1788, arch. Ch.-Inf. B. 1784, liasse*); et enfin trois fils dont les noms et la destinée nous échappent. Une tradition, que nous reconnaissons inexacte, faisait de l'un de ces trois fils le Girondin Gustave Dechezeault.

Une parenté très étroite n'en subsiste pas moins entre Catherine

(1) *Bull.* 1908, p. 405, et 1912, p. 274.

(2) V. aux arch. de la Ch.-Inf., une supplique émanant de quelques habitants de La Flotte et demandant l'autorisation d'inhumer une autre Catherine Dechezeault, ainsi que plusieurs autres qui appartiennent à la R. P. R. C'était en 1787 et elle avait quatre-vingts ans.

et Gustave Dechezeault. Les pièces des deux procès (28 nivôse an II et 29 germinal an III), aussi aux archives départementales de La Rochelle, disent qu'il était « natif de La Flotte, Isle de la République, ci-devant Rhé » et ne mentionnent pas sa parenté. Nous savons qu'il s'appelait Pierre-Charles-Daniel-Gustave *alias* François (*Jourdan, notes généal.*), qu'il était fils d'Étienne et de Marie Lambert (*Contrat de Delavergne, 10 juin 1755 et registre des mariages de Notre-Dame de La Rochelle*) et que son grand-père Étienne fut baptisé en 1646, le 15 novembre, dans le temple d'Ars-en-Ré. Nous pensons que Catherine avait la même ascendance. Comme nous l'avons dit, Gustave a épousé, le 22 juillet 1790, à La Rochelle, Marguerite-Françoise *alias* Fanny Vatable (*Contrat de Delavergne, 9 juillet 1790*), fille de Jean Joseph et de Marie Liège, née à la Guadeloupe. Une note de M. Meschinot de Richemond, dans les papiers Jourdan, nous apprend qu'elle épousa en secondes noces Rivaille, de La Rochelle. A la Révolution de 1830, un Vatable fut gouverneur de la Guadeloupe.

Gustave Dechezeault était un homme bon et droit, qui refusa d'abord d'être membre du Conseil administratif de Saint-Martin (*Procès-verbal, 1790. Arch. Char.-Inf.*), fut entraîné dans le mouvement révolutionnaire comme tant d'autres protestants, devint représentant du peuple à la Convention, puis, démissionnaire, fut arrêté et condamné sur d'abominables calomnies. Ses compatriotes de La Fotte ne l'abandonnèrent pas dans son infortune : ils eurent l'honneur d'être dénoncés comme cherchant à le sauver (*lettre, arch. Char.-Inf.*). Pendant tout le premier Empire, son frère Achille Dechezeault représenta l'Église réformée de La Flotte, relevée de ses ruines à la proclamation de la liberté des cultes, au sein du consistoire de La Rochelle (4).

Il y a doute sur l'orthographe exacte du nom. Avant la Révolution nous le trouvons écrit en deux mots (*Jourdan et Etat civil*). J.-A. Boutet écrivait *Dechezeaulx* dans l'acte de partage de ses biens, en 1806, que nous possédons dans nos archives de famille. La forme la plus courante est Dechezeault. Ainsi figure le frère du Girondin au registre des délibérations du Consistoire, à l'occa-

(4) V. aux *arch. de la Char.-Inf.*, une dispense de parenté pour mariage entre Jacques Dechezeault et Elisabeth Regreny, de la R. P. R. (B. 1237, *liasse*) du 6 février 1672. — En 1705, mariage de Pierre et de Catherine Cadou (*Reg. de St.-Barthélemy*). — En 1710, accord Isaac et Catherine Cadou pour la curatelle des enfants de Pierre. — En 1747, mariage d'Isaac, marchand bonnetier et de Jeanne Durand (B. 1435, registre.). — Aussi nombreuses pièces, lettres, etc., concernant Gustave Dechezeault. En 1756, le pasteur du Désert, Louis Gibert, marie, le 19 juillet, Louis Dechezeault, capitaine de navires et Jeanne Villeneau, d'Ars. Un fils, né le 15 décembre 1761, est déclaré par le curé « naturel et non légitime ». C'est en 1787 seulement que le mariage fut validé. (Delmas, *Hist. de l'Église de La Rochelle*. p. 404.)

sion notamment de l'installation du pasteur Gonini à Marennes, en 1807.

Enfin, précisons quelques autres détails contenus dans la dernière note du *Bulletin*. La maison de Saint-Martin était la résidence habituelle de J.-A. Boutet. Il ne voyagea plus. Les deux fils issus de son second mariage y sont nés : *Louis-Pierre-Florent*, né le 6 août 1793, mort à l'hôpital de Saint-Thomas (Antilles danoises), le 22 mai 1817, « victime de l'observance de son devoir » sur la gabare *l'Infatigable* (*Etat civil et extrait du rôle de l'équipage de l'Infatigable, n° 16, Rochefort*) et *Alexandre-Emile*, né le 28 pluviôse an III (*Etat civil de Saint-Martin*). Mais il avait aussi des résidences occasionnelles, la maison de la rue des Saintes-Clares, à La Rochelle, qui revint à sa veuve; celle de la Dénerie, à la Jaudonnière (Vendée), où il possédait des propriétés et à proximité de celles de la Sicaudière, dot de sa seconde femme (*Contrat de Durand, à l'Isle de France, 22 juin 1792*) et la plus petite de toutes, celle de la rue Sainte-Marguerite, à Luçon, où il est mort, en effet, en 1808, au moment où il faisait le partage définitif de ses biens restés dans l'indivision. Il faut ajouter qu'il venait de vendre sa maison de Saint-Martin à son frère Daniel Boutet, époux de Sarah Grafft, négociant à Saint-Martin (*Acte de Desnouys, 14 prairial an V*), mais qu'il s'en réservait la jouissance jusqu'à sa mort.

LOUIS BASTIDE.

AVIS. — Les tables de l'année 1912 paraîtront avec le premier fascicule du *Bulletin* de 1913.

Le Gérant : FISCHBACHER.

TABLES

1. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES, DE LIEUX, ET DES PRINCIPALES MATIÈRES

QUE RENFERME LE TOME LXI (ANNÉE 1912)

du *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'Histoire
du Protestantisme français*

Abaucourt (maison), grav., 161.
Abelous, past., 131. ss.
Abjurations, 26, 98 ss. 294 ss. — A
Béthune, 351 ss. — A Lyon, 146 ss.
— De pasteurs, 139.
Accaserat (Marie), ép. Balliod (Jean),
336.
Acta tumultuum gallicanorum, 261.
Acte de baptême de Saint-Hyacinthe,
273.
Adeline (Th.), 125 n.
Adverand (Etienne), 224.
Affaire des Placards, 197.
Agde, 229 ss. — (siège d') (1562), 529.
Agen, 196 ss., 380. — Coll. des Jésuites,
547 n. — Egl. don., 488.
Agenais, 311.
Agonac, 310.
Aigaliers, 256. — (b^{on} d'), 161, 326. —
maison, grav., 161. — V. Laudun
(Pierre de).
Aigremont (b^{on} d'), 158 n.
Aigues-Mortes, 227 n., 233 n.
Aimargues, 236 n.
Alais, 156 ss., 184, 227, 236 n., 490,
495. — (diocèse d') (1688-89), 259.
— Fort, 496. — Séminaire, 541.
Albe (duc d'), 371.
Albert V de Bavière, 261.
Albon (Antoine d'), 261.
Albret (Jeanne d'), 261, 381, 465.

Alençon, 95, 112, 117, 428 ss. — Egl. don.
488.
Alet, 236 n.
Alexandre (Marie, ép. J. Halbont),
106. — (Pierre), 279, 420.
Alexandre de Bulgarie, 568 ss.
Aliès (fam. d'), 410 ss., 420 n.
Alix (Marguerite, ép. N. Boulle), 276.
Allard (Pierre), 196 ss. (D^{lle} d', ép.
Goiran), 238.
Allart, V. Allard.
Allemagne, 69. — Refuge, 186 ss., 416,
526.
Allexis, 110.
Alsace, 56 ss.
Alsace (M^{me} Alexandre d', c^{tesse} de
Bossu), 355.
Alteyrac (s^r d'), Voy. J. de Tauriac.
Alzon, riv., 536.
Ambitieuse (l'), galère, 251.
Ambois, 475.
Amboise (paix d', 1563), 30 n., 43.
Amboix de Larbont (général d'),
259, 374, 470 ss., 551.
Amelot de la Houssaye, 66.
Amérique, 165, 415, 436, 510.
Amiard (Cl.), prêtre, 101.
Amproux, past., 306 n.
Amsterdam, 63.
Anastasia (île de Floride), 368.
Andelot (D'), 14, 264.

- André (M^{me} Alfred), 480. — (Jacques, s^r de Repaire-Mortel), 313 n.
- Andrieux, V. Philippe (A.).
- Anduze, 163, 185, 213, 227, 498, 524.
- Angellier, 129.
- Angers (château d'), 300. — Prêches, 264.
- Angleterre, 69, 375 ss., 413. — Refuge, 165, 418.
- Anglès, 436 ss.
- Anglesqueville-sur-Saône, 33.
- Angot, 109 ss.
- Angoulême (duc d', 1815), 6.
- Angrogne, 209.
- Antiane (Hérault), 229, 233 n.
- Anjou (duc d'), 563.
- Anne, 110. — (G.), 122. — d'Au-triche, 145.
- Anneville-sur-Seine, 36.
- Anseville (D'), V. Lenud.
- Anthiaume (A., abbé), 262.
- Antibes, Égl. don., 488.
- Antin (duchesse d'), 63.
- Anvers, 29, 31, 288, 359 ss.
- Apocalypse**, 89.
- Appert (Jules), 112.
- Aps (Ardèche), 221.
- Apt, 187.
- Aramon, 245.
- Arbano, 231.
- Ardoyn, cap^{te}, 219.
- Arles, 231.
- Armagnac, 434.
- Armand, chapelain, 130.
- Armes** des Labaume en Castellan.
- Arnac, 225.
- Arnassan, 162.
- Arnaud (Anne), 153. — (Catherine), 153. — (Claudine), 153. — (Estienne), 153 n.
- Arnoul, gouv^r, 205 ss., 210.
- Arnould (Anne, ép. J.-I. Chapelier), 536.
- Arnous, V. Arnoul.
- Arpajon (fam. d'), 221 n.
- Arragon (Louis), 276.
- Arras, 47, 88, 431.
- Ars-en-Ré, 574 ss.
- Artenault (Jean), 197.
- Artigue (Lot-et-Gar.), 549.
- Artois, 45 ss. — (comte d' 1815), 6.
- Arvert (Saintonge), 193 ss., 201.
- Arvoy (Jean d'), 95.
- Aspiran (Hérault), 228.
- Assemblées**, Anduze, 213 ss. — Bocage normand, 100 ss., 114 ss., 128 ss. — Montauban, 219 n. — Sommières, 219 n.
- Assemblée générale de la Société**, 465 ss.
- Astorg (fam. d') 412 ss., 420 n.
- Athis (Orne), 100, 102, 107, 110, 120, 122 n., 132. — Égl. don., 487, 488.
- Athis-Ronfeugerai, 97.
- Athis-S^{te}-Honorine, 97 ss.
- Aubais de Baschi (marquis d'), 166, 241.
- Aubais, Égl. don., 488.
- Aubarne (D'), V. J. de Rossel.
- Aubenas (Ardèche), 167, 222, 233.
- Aubert. prof., 555. — (Hippolyte), 71, 374, 487.
- Aubigeoux (comte d'), gouv. de Montpellier, 343.
- Aubigné, 376. — (Agrippa d'), 282, 403 ss., 486.
- Aubin (Joseph), bailli, 107 n., 126. — Aubin de Rerbouchard (Hiér.), 112. — (Suz.), 112.
- Aubin de Trémondet, 13.
- Aubraye, 110.
- Aubry (abbé).
- Aubussargues, 328. — (Charles d'), 332.
- Audiat, 404 n.
- Audibert (Jean d', comte de Lussau), 168.
- Audiffret (d'), 163.
- Audouy (Jacques), 295.
- Auffay (prieuré d'), 35.
- Augier (P.), min., 432.
- Aulas, Égl. don., 487.
- Aulnay, 129.
- Aumale (duc d'), (1562), 29, (1564), 36.
- Aumont, 101.
- Aunant (Jean d'), 249.
- Aunolle (D'), 332 n. — (Catherine d'), 332 n.
- Aupiats (Château des), 168.
- Aussi (Nic. d'), 40.
- Autretot, 112, 126.
- Auvray (Cl.), cons^r, 30.
- Auwerkerke (comte d'), 334.
- Auxerre, Égl. don., 488.
- Avant, 68 ss.
- Avaux (d'), 428 ss.
- Avignon, 246.
- Avranches, 100.
- Avremesnil (d'). — V. La Caille.
- Ayguin (Is.), apoth^r, 167.
- Ayran, 240. — (S^r d') V. J. de Blanchon.
- Babillon**, 20.
- Babot (Pierre), consul, 223.
- Babut (Ch.), past., 93.
- Bachelard, dit Cabannes, 302 n.
- Bacon, capit., 228. — (Franc.), 406 ss.

- Bagnole*, 264.
Bagnols, 534.
Baignols, 236 n.
Baile (Mathieu), 228.
Baillet, dit Vaugrenant, 382.
Bain, 109.
Baix, 236 n.
Bajard, 163.
Balarue, 241.
Balbe (Denys), 223.
Bâle, 288. — Réf., 543. — Égl. franç. don., 487 ss.
Balk (Frise), Refuge, 305.
Balmier (P.), 168.
Bancilhon (Joseph), proc. fisc., 491.
Bantam, 69.
Bar, past., 292 n. — (fam. de), 412 ss., 420.
Barat (Philippe), 194.
Barbara (M.), 436 ss.
Barbarin (Nicolas), 303 n.
Barbe (Anne de), ép. P. Gineste, 514 n.
Barbeau, 217.
Barbezieux, Égl. don., 488.
Barbot, 109.
Barcelonnette, 209.
Barcia, 368 n.
Barèges, 165.
Barentin, présid., 70.
Baresse (Claude), ép. S. Chamand, 535.
Bargeton, 536. — (De), maison, grav., 161. — (Pierre de), 540.
Barnaud (Jean), 571.
Barois, 352 ss.
Baron (F^{ois}), past., 20, 22.
Baron, 256.
Barrau (Marthe de) ép. J. de Rieupeyroux, 573.
Barre des Cévennes, Égl. don., 488.
Barreau (Lot-et-Gar.), 548.
Barron, 329.
Barse, 354.
Bartanave (de). Voy. De Villeneuve.
Barthélémy (de), 507.
Baschy (Louise de) ép. J. de Vignoles, 240, 243.
Basly, past., 25.
Bason, 446.
Bastide, 289 n. — (Ch.), 62 ss., 376 ss. — (J. de), vignier, 170. — (Louis), 274, 309, 550, 579. — (Raym.), past., 156 ss.
Bastille, pris., 305.
Batailler, 225 n.
Bathé, 303.
Battenberg (Henri de), 569. — (Princesse de). V. J. Hauke.
Batz, 14, 25.
Baudan (de), 562. — (André de), général, 164. — (Claude de), 162. — (Claudine de) ép. F^{ois} de Gamon, 162. — (Elisab. de), 160. — (F^{ois} de), lieut^t, 163. — (Henri de), past., 163. — (Henri de) fils d'Henri, past., 163. — (Jean de), s^r d'Harcourt, 158, 169. — (Jean-Henri de), past., 163. — (Louis de), lieut^t, 163. — (Madel. de), 163. — (Marie-Anne de), ép. d'Antraigues, 160. — (Maurice de), s^r de Trescol, 158, 163. — (Maurice-Léon de), 160. — (Rose de) ép. Jos. de la Tour du Pin-Gouvernet, 160.
Baudoin, 287.
Baudouin (Jacques), marchand, 513.
Baulac (de). Voy. Du Bouays.
Bauquemare (J. de), 40. — (Mich. de), 40.
Bauquier (Ant.), 164.
Bavi (de), 64.
Baville. — Voy. Lamoignon de Baville.
Bazenville, 442 n.
Bazin, 109 ss. — (Anne), ép. G. Doga-gne, 112. — (d^r R.), 115 n.
Bayeux, 100.
Bayle, 476, 539.
Béarn, 380, 466.
Béatrice d'Angleterre, ép. H. de Battenberg, 569.
Beauce, 129 n., 269 ss.
Beaucaire, 215, 221, 226, 232.
Beauchamp (de). — Voy. Lenoir.
Beaucouré (Gard). — V. *Beaucaire*.
Beaufort (Floride), 365.
Beaumont (de), 133. — Voy. Le Veneur.
Beaupréau, 308.
Beauregard (Anne de), 383.
Beauregard (château de), 331.
Beauvoir (de). — Voy. Goulard.
Beauvoir de Roure, maison, grav., 161. — (Alex. de), 165. — (Claude de), s^r de Labastide de Virac, 272 ss. — (F^{ois} de), 164. — (Guill. de), 164. — (Jean de) s^r de Montrieu, 166. — (Jeanne de), ép. S. de Rocher, 166, 272 ss. — (Louis de), 164. — (Scipion de), 165. — (Stéphanie-Henriette de), 272 ss.
Béchar (Jean), soldat, 352.
Béchar, 167.
Beck, 432.
Bédier (Noël), 383.
Bedos, s^r de Foubas, 515 n.
Bégat, 382.
Béguin (Jacques), apoth., 167. — (Jeanne), ép. P. Balmier, 168.

580 TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES

Beguy, 514, 517.
 Belbeuf (de). Voy. Puchot.
 Belcastel (Jean de), s^r de Montvaillant, 236 n.
Belgique, 288.
 Belhomme, capit., 490 ss.
 Bélie, 168.
 Bellanger (F^{ois}), past., 107, 110, 129 ss.
 Belle (Edmond), 382.
 Belleair (s^r de). — Voy. J.-J. Cordonnier.
 Bellefontaine, 384.
Bellevue, Égl. don., 488.
Bellocq, 432.
 Bellouard de Jemonville, 302 n.
 Belot (Léon), 265.
 Bellusson (Isabeau), ép. D. de Brueis, 322.
 Belly (Jean), praticien, 547 n.
 Belvedere (Teodoro da), préfet des missionnaires romains, 204 ss., 211.
 Benet (A.), archiv., 97 n.
 Benezet, 168. — (Anne), ép. R. Bastide, 156.
 Benoit (Daniel), past., 93 ss., 408 ss., 470 ss., 476, 551, 572. — (Elie), past., 95, 425 ss.
 Beranger (Françoise), ép. I. Grivel, 168. — (Louis), 168.
 Berat (de), 492 n., 496 ss.
 Beraud (Aaron), fils de F., 378 ss. — (Armand), 378 ss. — François, 378 ss. — (Marie), ép. P. I. Dechezeault, 574. — (Moïse), fils de P., 378 ss. — (Rodolphe), fils de F., 378 ss.
 Bérault (Nicole), 378.
 Berbiguier (Ant.), 168.
 Berg (Adam). impr., 261.
 Berger (Sam.), 265.
Bergerac, 312.
 Bergueirolles (de). — Voy. Reinaud.
 Beringuier, liste, 322.
 Berjou, 100, 103, 105, 110, 125.
Berlin, 162, 168, 539 ss. — Egl. franç. don., 488. — Refuge, 241, 251, 324, 330, 414, 525, 533.
 Bernage (De), intendant, 332, 498.
 Bernard, 287, 329. — (Christophe), 169. — (Et.), 170. — (Isaac), 170. — (Isabeau), 170. — (Jean), 169. — (Louis), 169. — (Paul), 169. — (Raymond), 170. — (Roger), dit le Grand, 465. — (Uric), 170.
Berne, 205. — Conseil de, 208. — Refuge, 244, 543 ss.
 Berneux. — Voy. Bernus.
 Bernis (De), 539.

Bernuci. — Voy. Bernus.
 Bernus, famille, 186 ss. — (Aug.), prof., 186 ss. — (Claude), juriste, 187. — (Louis de), 186 ss. — (Moritz de), 186 ss. — (Pierre), 285.
 Bertin, legs, 552.
 Bersier (Eug.), 280 ss. 385 ss. — Prix, 552.
Bertaucourt (S. et O.). — Voy. S^r Martin de Bretencourt.
 Berteson (J.), 171.
 Bertezène (Jacques), 171. — (Jean), 171. — (Marie), 171. — (Simon), 171.
 Berthouville (De). — Voy. Cotton.
 Bertin, 200. — (Georges), 174.
 Bertrand (De), s^r de La Bruyère, 495 ss. — (Jean), 223.
Berue, 152.
 Bérulle (le P.), 95, 466.
 Berwick (maréchal de), 528.
Besançon, 271.
 Besard (Jacq.), 171.
 Besc (Franç. de), s^r de S. Pons, 171.
 Besnard (Hélie), 391 ss. — (Louis), son frère, 391 ss.
 Besnier, arch., 97 n.
 Besons (De), intendant du Languedoc, 515, 518, 520.
 Besson (Paul), 373.
Bête..., 89.
 Bethmann (De), 380.
Béthune, abjurat., 351 ss.
 Betoule (Moïse), past., 292.
 Bétrine (J.-P.), past., 138, 356 ss.
Beuville, 135, 139.
 Beuzart (P.), past., 45, 87, 287, 352.
Beynac, 314 n.
 Beyssière (Jeanne), 171.
 Bèze (Th. de), 196, 262, 375, 383.
Béziers, 219, 229, 436, 438, 507, 539.
 Bezons (De), 446. — Voy. Besons (De).
Bezuc, 256, 329. — (bar. de). Voy. Brueis (de).
 Biancourt (Charles de), s^r de S. Just, fils de Pautrincourt, 510 ss.
 Biard (le P.), 511.
Bible, 265.
Bibliothèque, 71, 172 ss. 259, 551.
 Bidasqui (J. Franç.), abbé, 547 n.
 Bigot (Laurent), avoc. gén., 40, 41, 47.
 Bihan (Math.), past., 22.
 Billon (Adam), 238 ss. — (Antoine), 238 ss. — (Franç.), 238. — (Gabriel), 238. — (Jacques), 238 ss. — (Marie), 238. — (Math.), 238. — (Pierre), 238 ss.
Billy-Grenay, les Lens, 54.

- Bin, 109.
 Binard (Gervais), 422. — (J.), 102, 109.
 Binet-Valmer, 188.
 Bioche (Barthélemy), n. c., 337.
 Biron (De), 311, 314 n. — Voy. Gontaud.
 Bisson, 110.
 Blachaire (P.), 171.
 Blacous (Jacques), 237. — (Paul), 237.
 Blain, 26.
 Blanc, famille, 237. — Consul, 495.
 Blanchard, 109, 110.
 Blancher (Isaac), 237. — (Jacques), 237. — (Jean), 237.
 Blanchet (Abraham), 237.
 Blanchon (Jean de), s^r d'Ayran, 253.
 Blanchut (Jacques), 237.
 Blanc-Milsand, past., 93.
 Blandas, 220.
 Blandin (J.), 422.
 Blaque (Anne), 237.
 Blasin, 423.
 Blauzac (Gard), 238, 329.
 Bligny-Bondurand, arch., 184 ss, 259, 446, 501, 507.
 Blin, curé, 105, 109, 110. — (Cath.), ép. J. Mousset, 103.
 Blisson (Charles), 239. — (François), 239. — (Gabriel), 239. — (Jacques), 239. — (Judith), ép. J. Meffret, 239. — (Pierre), 239.
 Bocage norm., 97 ss.
 Bocquet (Daniel), 100. — (Etienne), 100.
 Bodieu (J.), 17.
 Boger (Pierre), dit la Jeunesse, 354.
 Bohain, 46.
 Boileau (Anne de, de Castelnau), 241. — (Antoine de), fils de Jean, 244, 246. — (Catherine-Louise de), fille d'Ant., 244. — (Charles de), fils de Nicolas, 242 ss. — (Charlotte de, de Castelnau), 242. — (Etienne de), 240. — (François de), fils de Nicolas, 240. — (Françoise de), ép. J. Pandin, 242. — (Henri de), 242, 246. — (Honorade de), ép. R. Le Blanc, 240. — (Isabeau de), ép. P. de Leyris, 244. — (Jacques de), fils de Jean, s^r de Castelnau, 240 ss. — (Jean de), 240. — (Jean de), fils de Jean, 244 ss. — (Jean de), fils de Jacques, 244 ss. — (Jean-Louis de, de Castelnau), 242. — (Sir John de), 243. — (Louise de), ép. Alb. de Ligonier, 243. — (Magdeleine de), 243. — (Marguerite de), 242. — (Maurice de), frère de Charles, 243. — (Nicolas de), fils de Jean, 240, 243. — (Pierre-Henri de), fils de Jacques, 244 ss. — (Roze de) ép. D. de Perrotat, 240, 244 ss, 540. — (Roze de), ép. J. de Folcher, 246. — Boileau de Castelnau, 526.
 Boirán (Moise), 248.
 Boisboyer (abbaye de), 306.
 Boise (Jean), 248.
 Boisjolin, past., 303.
 Boisne, 108 ss., 113.
 Boisot (veuve, née de Trinquelague), 248.
 Boisrobert (abbé de), 376, 560 ss.
 Boisseul (Jean), past., 22 ss.
 Boisson, famille, 248.
 Boisson des Touches, 303.
 Bolbec, Égl. don., 488 ss.
 Bolongne. — Voy. S^t Michel de Boulogne.
 Bonal (Louis), 248.
 Bonchamps (marq. de), 305.
 Bonencontre (s^r de), 404.
 Bonet-Maury (G.), 71, 172, 259, 551.
 Bonneau (Raymond), 248.
 Bonnégarde (s^r de). — Voy. Dupouy (André).
 Bonnet (François), 249. — (Jacques), 249. — (Jean), cardeur, 248. — (Jules), 281, 386, 477. — (René), 292.
 Bonnétable, 112.
 Bonnichon (Louise), 249.
 Bonnot (Jean), 249.
 Bony (Franc.), estaminier, 249. — (Jacques); peigneur, 249.
 Boquet, 109. — (Marg.), 104.
 Borbo (Bertrand), prêtre, 200 n.
 Bordeaux, 195, ss., 412. — Egl. don., 487 ss. — Parlement de, 311, 467. — Réforme, 380. — Temple (1785), 380.
 Bordes, 287.
 Bordier (H.-L.), 394.
 Borély (Paul), médecin, 249.
 Borne (Pierre), mégissier, 249.
 Bornier (Antoine), 249. — (Gabriel de), fils de Philippe, 249. — (Jacob de), s^r de Caveyrac, fils de Philippe, 250. — (Philippe de), 249.
 Bosanquet, 458.
 Bosc (François), ministre, fils de Laurent, 250. — (Jean-Louis), capit., fils de Laurent, 250. — (Laurent), s^r de la Calmette, 250.
 Boscher (André), chirurg., 251. — (Louis), son fils, chirurg., 251.
 Boscherville, 29.
 Boscroger (Berthelme), avocat du roi, 40.

- Bosquet, 109, 110. — (Marg.), 113.
Bossey, 60.
 Bossu (comtesse de), ép. Al. d'Alsace.
 Bossuet, évêq., 3, 62.
 Bost (Ch.), past., 285, 552, 575. — (Samuel), 269.
 Bostan (Dominique), 251.
 Botdévèreu (De), 17.
 Boucarut (Jacques), 251. — (Louis), 251. — (Tiphène de), ép. Capon (André), 528.
 Bouchard (Pierre), chapelier, 251.
 Bouchart, 14. — (Michel), 40.
 Boucher (Israël), peigneur, 251. — (Jacques), cardeur, 251.
 Bouchet (P.), 422.
 Bouchetière (s^r de). — Voy. J. Desmé.
 Bouciron de Grand Ry, past., 306 n.
 Boudes (Jacques), 253.
 Boudet (P.), dit Gautier, past., 122.
 Bouet (Ant. de), s^r de Servezanne, 167. — (Claude de), 253. — (Jean de), s^r de Servezanne, 253. — (Marchand), 252. — (Marguerite), ép. Roux, 252. — (Paul), estaminier, 253.
Bouffay (prison du), *Nantes*, 17.
 Boufflers (de), 412 ss.
 Bouillon (duc de, 1562), 41.
Bouilly, 109, 113.
 Boulanger (Jacques), 380.
 Bouliard (Marie), 253.
 Boulle (Hélène), ép. Sam. Champlain, 276. — (Nicolas), son père, 276.
 Boulogne (J.-Jacq. de), cap. et colonel, 253. — (Marie de), v^e de J. de Blanchon, 253.
 Boulan (Pierre), march., 253.
Bouquet, assembl., 327.
 Bouquet, fam., 302 ss. — (Anne), 304 n. (Anne-Charlotte), ép. P. Giraudeau, 304. — (Anne Charlotte), leur fille, 304 n. — (Anne-Charlotte-Louise), ép. P.-B. Clémenceau, 307. — (Anne-Louise), 307 ss. — (Anne-Marie), fille de Jules, 306. — (Antoinette), ép. 1^o P. Peleux, 2^o P. Naudin, 302 ss. — (Charles-Alex.), fils de Pierre, 308. — (Charlotte), fille de Jules, 306. — (Henri), s^r des Closés, fils de Pierre, 304 ss. (Jean), 253. — (Jules), 304. — (Jules), fils de Jules, s^r de la Barbière de Clanais, 306. — (Jules), fils de Pierre, s^r de la Chevalerie, 306. — (Jules), fils de Pierre, 304, 308. — (Louis), fils de Pierre, chirurg., 308. — (Louis-Daniel), fils de Jules, 306. — (Louis-Jules), fils de Jules, 306. — (Marguerite), ép. A. Moizant, 306. — (Marguerite), ép. Franç. Deshayes, 307 ss. — (Marguerite-Pauline-Rosalie). ép. P.-A. Morin, 308. — (Marie-Anne), ép. F. Majou, 305 n. — (Marie-Anne), ép. P.-A. Boutet, 307. — (Moïse), 302 ss. — (Moïse), s^r de la Nouhe, 302. — (Paul), fils de Jules, sieur de la Chadelière, 306, 308 n. — (Paul-Marie), fils de Pierre, 304, 308. — (Paul-René), sieur de la Chadelière, fils de Paul, 307 ss. — (Paul-René), administrateur de la Vendée, 307. — (Pélagie-Rosalie), demois. de Closés, fille de Paul, 307 ss. — (Pierre), médecin, fils de Jules, 304, 306. — (Pierre), s^r de la Chevalerie, fils de Moïse, 302 ss. — (Pierre), sénéchal de Chantonnay, 303 n.
 Bourbal (Jean), 254. — (Pierre), 254.
 Bourbon (Ant. de), 473.
 Bourbon-Busset (régim. de), 105.
 Bourdalier, 446.
 Bourdeau, not., 299.
 Bourdet (Anne), fille d'Et., 254. — (Claire), fille d'Et., 254. — (Denis), fils de Roget, 255. — (Et.), fils de Gérôme, 254. — (François), tailleur, fils de Roget, 255. — (Franç.), fils d'Et., 254. — (Gérôme), prévôt, 254. — (Jeanne), fille d'Et., 254. — (Roget), fils de Gér., 255. — (Sybille), fille d'Et. 254.
 Bourdette, demois. — Voy. Bourdet.
 Bourdillon (Jacques), 574. — (De), maréch. de France, 44. — Voy. La Platière.
 Bourdon, 103, 109 ss. — (Guill.), 100. — (Is. J. J.) de la Blonnière, 100 n.
 Bourgeois, curé, 126, 133.
Bourgogne, 271. — Réf., 382.
 Bourgues (Jeanne), 255.
 Bourguet (de), 436 ss.
 Bourlier (E.), past., 96.
 Bourneton (Martin), sergent, 258.
Bournezeau, 303 n.
Bourses françaises (doc.), 544 ss.
 Boutet, fam., 274. — (Alex.-Em.), 307. — (Alex.-Em.), fils d'Alex., 309. — (Alex.-Em.), fils de J.-A., 575 ss. — (Alex.-Eug.), fils de P.-A., 307. — (Amélie), fille de P.-A., 307. — (Amélie), fille d'Alex., 309. — (Camilie), fils d'Alex., 309. — (Daniel), 576. — (Emma), fille d'Alex., 309. — (Ernest), fils d'Alex., 309. —

- (Jacques-Alex.), 274, 574 ss. — Voy. Grimaux (M^{re} Ed.). — (Louis-Pierre-Florent), 575 ss. — (Marie), fille d'Alex. 309. — (Paul-Emile), fils d'Alex., 309. — (Pierre-Alex.), fils de Jacques-Alex., 274, 307 ss.
- Boutonne (Marg.), ép. P. Bulliod, 336.
- Boutry, procur., 127.
- Bouvier (Jean), chapelier, 255. — (Jeanne), 155. — (Pierre), 155.
- Bouzige (Jean), 255.
- Bover (Jean), procur., 314 ss.
- Bovet (Arnold), past., 186.
- Boy de la Tour (Maurice), 569.
- Boyer (Ant. de), 244. — (Catherine de), ép. J. de Boileau, 244 ss. (Jacques de), affaire, 356 ss. — (Jean de), 255, 337. — (Magdeleine) ép. la Tour du Pin-Gouvernet, 255, 325.
- Boysac. — Voy. Brissac.
- Brail (Ant.), past., 24. — (De), fam., 434 ss.
- Brais (s^r de), 431 ss.
- Bramaric (Jean de), s^r de Trémons, 330 n.
- Brams, 228 n.
- Brancheu (Marg.), ép. D. Majou, 304 n. — (Philippe), ép. J. Desmé, 304 n.
- Brancourt (Isaac), fils de Jean, 295. — (Jean), 295.
- Brandebourg, 69. — Refuge, 253 ss., 524, 528.
- Brangar, vicaire, 202.
- Branoux, Égl. don., 488.
- Branzay (de), 13.
- Brême, 170.
- Bremon (Christophe), 255.
- Brest, 69. — Brest-Lambézellec, 488.
- Bretagne, 115. — parlement (registres du), 16 ss. — Protestants, 13 ss.
- Breteil, capit., 40.
- Brethé (Marie), fille de Nicol., ép. M. Bouquet, 302 ss. — (Nicolas), s^r du Pont, 302 ss. — (Pierre), 304 n.
- Breton (Robert), 195.
- Bretonville (S.-et-O.), 556.
- Briatexte, 236 n.
- Briaud, 109, 110.
- Bridat, greffier, 321.
- Bridel (Ph.), prof., 186 ss.
- Bridet, 109. — (Nicolas), 104.
- Bridiers de Villemor (Paule de), ép. M. d'Esparbès, 437 n.
- Brighton, Égl. franç., 573.
- Brignac, 224.
- Bringuier (Adam), 170. — (Guill.), 255. — (Henry), marchand, 255. — (Marie), ép. P. Bernard, 169 ss.
- Brion (Frédérique), 568 n.
- Bris des Images** (*Guérande*, 1562), 20. — (*Rouen*), 28. — (S^r Amand), 87.
- Brisefer. Voy. J. Gineste.
- Brissac, (J. de), 219, 226, 433 n.
- Brisset, 102, 109, 110, 113, 124. — (David), 99. — (Gervais), 122. — (Pierre). — Brisset-les-Costils, 101.
- Britannicus, 196. — Voy. R. Breton.
- Broche (Barthél.), 256. — (Jean), son fils, 256.
- Brogie (De), 340, 347.
- Broquère. Voy. Destremau.
- Brouage, 275.
- Brousse (Ant.), 256. — (Jeanne), ép. D. Carreiron, 532. — (Marie), fille d'Ant. ép. A. Colomb, 256. — (Pierre), élu, 312. — 314. Voy. La Brousse.
- Brousseau (Claude), past., 100, 238, 258.
- Browning (A. Giraud), 287. — (A. Hervé), son fils, 287.
- Brueis, 256, 327. — Assembl., 522.
- Brueis (Alex. de), sœur de Phil., 324 ss. — (Anne de), baronne de Verfeuil, 330 ss. — (Anne de), ép. Durand, 332 ss. — (Anne de), ép. A. de La Tour du Pin-Gouvernet, 324 ss. — (Bernardine de), ép. G. d'Entraignes 322. — (Charles de), 330 ss. — (Charles-Marc-Ant. de), fils de Jacq., 330. — (Charlotte de), de Poulx, ép. Fr. de Gondin, 258. — (Christ.-Louise de), fils de Jacques, 330. — (Daniel de), 332. — (Daniel), son fils, 332. — (Denis de), 256 ss., 322. — (Denis de), s^r de Foncouverte, 256. — (Denis), s^r de S^t Chaptes, 256. — (Fréd.-César), fils de Jacques, 330. — (Gabriel de), 256. — (Gabrielle de), ép. d'Aunolle, 332 n. — (Isabeau de), fille de Denis, ép. Th. de Froment, 322 ss. — (Israël), 333. — (Jacob de), 330. — (Jacques de), notaire, 256 ss. — (Jacques de), bar. de Bezuc, 322. — (Jacques de), s^r de Flaux, 256 n. — (Jean), 333. — (Jean de), s^r de Pouzilhac, 256 ss. — (Jean-Jacques), s^r de Fontcouverte, 322 ss. — (Jean-Ludovic de), fils de Jacq., 330. — (Jeanne de), 330 ss. — (Johanna-Charlotte), fille de Jacques, 330. — (Louis de), doct., 256 n. — (Marguerite de), ép. G. de Bornier, 250. — (Marguerite de), ép. J. de Bramaric, 330 n. — Maxime de), fils de Paul,

256. — (Paul de), amiral, 256. — (Philippe de), fils de J.-J., s^r de Bezuc-Foncouverte, 322 ss., 330. — (Pierre de), 250, 256 ss. — (Pierre de), son fils, 256 ss. — (Tristan de), 332.
- Bruet (Jacq. de), s^r de Lagarde, 549 n.
- Brugère, 447.
- Brujas (Noël), 333. — (Pierre), père de N., 333. — (Suzanne), fille de P., 333.
- Brun (Louis), 333.
- Brunel (Louise), 334.
- Brunélie (Marg.), v^{ve} de J. Brunélie, 333.
- Brunet (Claude), 334. — (Jérôme), 329.
- Brunetière (F.), 7 ss.
- Brunier (Abel), 334. — (Daniel), fils de Laur., 334. — (Laurent), ministre, 334. — (Pierre), fils de Laur., 334.
- Brutel (Isabeau), ép. Ch. Blisson, 239. — (Louise), ép. S. Chabert, 534.
- Bruslé (Cather.), ép. Poncher, 554.
- Bruzelles*, 47, 421, 430.
- Buc (de), 522.
- Buffard, 409, 410.
- Buffet (Franc.), 190.
- Bugassat* (Lot-et-Gar.), 546.
- Buisson (Ferd.), 174. — (Gabriel), 249. — Fille de G., ép. J. Bonnet, 249.
- Bujeau, fam., 307.
- Bullet. du Comité de France-Améri-
rique**, 274.
- Bulliod (Anne), fille de Pierre, 335. — (Antoine), consul, 334. — (Catherine), ép. Manuel, 336. — (Catherine), sœur de Louis, 336. — (Daniel), fils de Louis, 336. — (Guill.), 337. — (Honorat de), juge, 334. — (Jean), fils de Pierre, 334, 336. — (Jeanne), ép. P. de Laudun, 334. — (Louis), frère de Jean, 334, 336. — (Marie-Eve), ép. P. Bulliod, 335. — (Pierre), marchand, 334. — (Pierre), son fils, 334 ss.
- Burie (De), lieut. gén., 311, 313.
- Busac*, 163.
- Busnot, 110.
- Busquet, conseil., 28.
- Busset. — Voy. Bourbon.
- Bussy-Leclercq, cap. de la Bastille, 391, 403.
- Bussy-Rabutin, 65.
- Cabanes** (chât. de), 159.
- Cabanis**, (Louis), 522. — (Marie), ép. P. Soulier, 522. — (P.), 156.
- Cabannes. — Voy. Bachelard.
- Cabanon (Mathieu), 239. — (Suzanne), 39.
- Cabassut, 223.
- Caboud (Claude), surnommé Francœur, 522.
- Cabour*, 103.
- Cabrières*, 260.
- Cabrières, 528 n. — (Anne), 522, 524. — (Antoine), 522 ss. — (Jacques), 524.
- Cabrit (Jacques), past., 524. — (Jacques), son fils, 524.
- Cadoret (Laurent), past., 137.
- Cadou (Cather.), 575. — (Pierre), 575 n.
- Caen*. 36 ss., 117. — (chât. de), 130. — Egl. don., 487 ss. — Nouv. cath., 102 ss., 124.
- Caffarelli, préfet, 135.
- Cailhaud, 306 n.
- Caillaud*, miss., 546.
- Cailleau*, miss., 549.
- Caillene (Adrien), curé, 352 ss.
- Calais*, 31.
- Calas, 473.
- Caligny*, 100, 105, 116.
- Calleville. — Voy. Catteau.
- Calonges (de). — Voy. Le Révérend de Bougy.
- Calvière (Anne de), ép. N. de Boileau, 240, 243. — (Nicolas de), bar. de Boissières et de S^t Cosme, 236 n.
- Calvin, 210, 375, 552. — entrevue avec G. Roussel, 550 ss.
- Calvisson*, Egl. don., 487 ss.
- Camarade*, 470.
- Camaret (de), 518. — Voy. J. de Vialate.
- Cambis (fam.), 324. — Armes, 525 n. — (Anne de), ép. Durand, 332 ss. — (Galiot de), s^r de Soustelle, past., 525. — (Jacques de), 332 ss. — (Jean de), 332 ss. — (Marg. de), ép. D. de Brueis, 322, 332. — Cambis-Fons, fam., 525 ss. — (Isabeau de), fille de J.-L., 526. — (Jean-Louis de), s^r de Monteils, 525.
- Cambrésis*, 88.
- Camisards**, 447.
- Campagne*, 541 ss.
- Campardon (de), 276 n.
- Camparnaud (de). — Voy. de Bar
- Camparné (de). — Voy. de Parreau.
- Camproux (Daniel), 526. — (Mathieu), 526.
- Campzillon (Bar. de), 15, 19. — Voy. Tournemine.
- Canada*, 275 ss., 346 n., 508 ss.

- Canaye, fam., 383. — (Jean), 383.
Canaveral (Floride), 368.
 Canitrot (Rose de), ép. J. de Rieupeyroux, 573.
 Canroux, Voy. Cauroux.
 Cammal (Jean), 525.
 Cannes (Égl. don.), 487 ss.
 Canonage (Jeanne), ép. Coste, 526 ss. — fam., 526.
 Cantausel. — Voy. Dumas.
Canterbury, 377.
 Capieu (?), 527. — (Ant.), fils de Zach. — (Jacques), fils d'Ant., 527. — (Marie), fille d'Ant., ép. P. de Rouvières, 527. — (Zacharie), 527.
 Capilléry, past., 97.
 Capon (André), 528. — (Claude), 528. — (Jean), 523, 528. — (Pierre), 528.
 Caprara (card.), 90.
Carolin (fort), 365.
 Carabin (Mathieu), 528.
Carcassonne, 506 ss.
 Cardenau (de). — Voy. d'Esparbès.
Careil (chât. de), 14, 16, 18, 24.
 Careil (de). — Voy. Du Bouays.
 Carla-Baye, 470.
 Carle (Pierre), 528.
 Carlier (Jean), 533, lisez Cartier.
 Carlot (Alix de), ép. B. Cotelier, 529 ss. — (Alix de), ép. B. de Peyre-male, 530 ss. — (Alix), fille de Gab., 532. — (Charles de), fils de Marquis, 529 ss. — (Charles de), fils de Gab., 532. — (Ed. de), 532. — (Franc. de), 528. — (Gabrielle de), ép. de Caveyrac, 532. — (Isabeau de), ép. Ant. de Vignolles, 529. — (Jérôme de), 528 ss. — (Lucrèce de), ép. G. de Rossel, 539. — (marquis de), s^r de Masserguiés, 528, 532. — (Olympe de), fille de Gab., 532. — (Pierre de), s^r du Caila, bar. de Cestairols, 528 ss.
 Carmal (Jean), dit Fleury, past., 14 ss.
Carmes, 190.
 Carreiron (David), 532 ss. — (Georges), père de D., 532 ss. — (Jean), fils de G., 532 ss. — (Marie), fille de G., 533.
 Carrière, 330. — (Céphas), 328. — (David), peigneur, 533. — (Denis), 328. — (Pierre), 328 n., 533.
 Carsuzan, ministre, 380.
 Cart (J.), 543.
Carte... 411.
 Cartier. — Voy. Carlier.
 Casalis (C.), 552.
 Cassagne (Firmine de), ép. J.-L. Cambis, 525 ss. — (Jean), 533.
 Castagnier (Jean), 533. — fam., 533.
Casteljau s^r de, 220.
 Castellion (Séb.), 71.
Castelmoron, Égl. don., 487.
 Castelnau (de), 159. — Voy. de Boileau.
Castelnau, (seigneurie de), 240, 446.
Castelnaudary, 215 n.
 Castilhon (Jean), 533. — (Marie), sa fille, 533. — (Pierre de), 533.
Castillon (Gard), 232, 245.
Castres, 424, 436. — Égl. don., 487 ss.
Catéchisme..., 90.
 Catella, consul, 520.
 Cateu (Jean), 88.
 Cathala (François), 505.
 Catherine de Médicis, 140.
 Catteau-Calleville (J.-P.), past., 59.
 Caubet, 547 n.
Caucalière, 436, 438.
Caudebec, 426.
 Caule (Ange de), banquier, 556.
 Cauroux (Simon), ouvrier, lisez Canroux, 527.
 Caumont (s^r de), 548. — Caumont-Laforce, fam., 416 ss., 546.
Caussade (baronnie de), 411, 573.
 Causse (Jacques), 220.
Causses (Hérault), 226.
 Caussines, not., 548.
 Caux (Hérault), 213, 216 n., 283.
 Cavé, Cavet, 110.
 Caveyrac (de), 532. — Voy. J. de Bornier.
 Caylus (Et.), s^r de Colombières, 225 n.
 Cazenobes (s^r de). — Voy. J. d'Espaignol.
Cazette (de). — Voy. de Caumont.
 Céleriès (Louis), s^r de la Gironnelle, 515 n., 517.
Cendras, 156.
Cévennes, 338 ss.
 Cestairols (bar. de). — Voy. P. de Carlot.
 Chabert, past., 470 ss., 551 ss. — (Chrétien); fils de Simon, 534. — (E.), 476. — (Jacques), 533 ss. — (Simon), 534.
 Chabrier (Simon), 535.
 Chabrol (Jean), 433.
Chaires du Désert, 172.
 Chaizeault (Cath. de), ép. J.-A. Bou-tet, 307.
Chalençon, Égl. don., 488.
 Chaligny (de), 305 n.
Châlon-sur-Saône, 190.
 Chamand et Chamant (André), 337,

535. — Claude, not., 337. — Isabeau, ép. Blacous, 237. — Jacques).
 535. — Marguerite), ép. P. Nicolas.
 535. — (Pierre), 535. — (Simon).
 père de Pierre, 535.
 Chambaud, 222 n.
 Chamberlen, 287.
 Chambéry, 432.
 Chambon, 536. — (Catherine), ép. Sc.
 Vergèze, 536.
 Chamborigaud, 499. — (bar. de). —
 Voy. P. de Leyris.
 Chamfort (de). — Voy. Reinaud.
 Chamfreau (s^r de). — Voy. J.-A. Pon-
 cher.
 Chamillart, 564, 400, 339 ss., 346 ss.
 Chamoux, prêtre, 246.
 Champcourt. — Voy. Manson.
 Champlain (Ant. de), 276. — (Sam.),
 son fils, 274 ss., 374, 509, 511.
 Chanforans (syn. de), 209.
 Chanivière (Th.), 99, 109.
 Chant des Psaumes, 244.
 Chantonay (Vendée) (Egl. de), 302
 ss.
 Chantrel, 410.
 Chanu, 132.
 Chapeau (Anne-Louise), ép. P. Bou-
 quet, 306. — (Louise), 306.
 Chapeaurouge (Et.), 208 n.
 Chapelier (Jean), 536. — (Jean-Isaac),
 536. — (Jeanne, fille de Louis, 536.
 — (Louis), médecin, 535 ss.
 Chapman, 376.
 Chapon (Claude), 536.
 Chapone (Marie), fille de Cl. Chapon,
 536. — Voy. Capon.
 Chappuis (Marc), 553 n.
 Chapteres (S^r de). — Voy. J. de Rocher.
 Charas (Charles-Samson-François),
 538. — (Fréd.), 538. — (Jacques),
 frère de Moïse, 536 n. — (Magde-
 leine), 538. — (Mary), 538. — (Moïse),
 536 ss. — (Moïse, son fils, 536 ss.
 — (Suzon), 538.
 Charbonneau (L.), 225 n.
 Charenton, 418 ss., 352, 560. — (tem-
 ple de), 295.
 Charlerat (de), 65.
 Charles II d'Angleterre, 538.
 Charles IX, 441, 442, 371, 563.
 Charles X, 6.
 Charles-Quint, 210.
 Charleville (1685), 432 n.
 Charnisay (baronne de), 456, 258, 273,
 337, 543.
 Charost (marq. de), 65.
 Charpentier (Cath.), 447 n.
 Charpon (Ant. de), 555. — Voy. Cher-
 pon.
 Charron. — Voy. Reboul.
 Charretière (L.), 214.
 Charière, 538. — Voy. Mosméjean.
 Chartres (sièges de, 1568, 1591), 269.
 Chastes (Aymar), lieut. gén., 275.
 Chatelain. fam., 307 n.
 Chateaudun, 270 n. — Chat. de la Per-
 rine, 570. — Temple, 570.
 Chateaufort (de), 425, 541. — (Jean
 de), 222 n.
 Châtillon (Claire), 447. — (Franç. II de),
 230. — (Jacques), 538 ss.
 Chatoney (E.), 71, 172, 374.
 Chatting, 287.
 Chauffray, 402, 410.
 Chaufrey (P.), 122.
 Chaunay, 441.
 Chauvet (de), 517.
 Chauveton, 422.
 Chauvin, 109, 110. — (Ant.), fils d'Et.,
 540. — (Et.), past., 539. — (Jacques),
 père d'Et., 539. — (Pierre, propo-
 sant, 540. — (Rose), fille d'Et., ép.
 M. de Verny, 540.
 Chavannes (Fréd.), 280. — (J.), 410.
 Chay (Clément), 540. — (Clément), son
 fils, 540. — (Isaac), 540. — (Jeanne),
 540. — (Scipion), 540.
 Chayla (abbé du), 337, 349, 495 n.
 Chef-Boutonne, 442.
 Chemin, 110.
 Chenevière, 132. — (ferme de), 129.
 Chenevière, 109.
 Chenevière. — Voy. Chanivière, 99.
 Chenevix (Mag^d-Charlotte), ép. P. de
 Brueis, 330.
 Cherbourg, 401 n.
 Chermet (Madel.), ép. B. Dufour, 153.
 Chéron (Elisab.-Sophie), peintre, 278.
 — (Henri), peintre, 147, 278. —
 (Jeanne-Magdel.), 278. — (Louis),
 peintre, 278. — (Marie), supérieure
 des N. C. de Lyon, 148, 278.
 Cherpon, Cherpont. — Voy. Poncher.
 Chesnel, 102, 109, 110. — (Ch.), 122.
 — (G.), 122.
 Chevalier (Marg.), ép. Poncher, 554.
 Chevallier (v^{re}), 540.
 Cheverny (de), chancelier, 554. — Voy.
 Durfort.
 Chichester, Refuge, 573 ss.
 Chinard, 101.
 Chinhon (Pierre), 223.
 Chocquillot (Nicolas), not., 276.

Choisy (E.), 356 n.
 Chopin, 68.
 Chrétien (Jacques), fileur, 540.
Chroniques, 68 ss., 72 ss., 174, 225 n., 260 ss., 375 ss., 452 ss., 553 ss.
 Chuquet (A.), 460.
Cimetières prot., 23, 107, 126. — Voy. Wandsworth.
 Civile, conseil., 28.
Clairac, 352, 546 ss. — (abbaye de), 546 ss.
 Claris, past., 356 ss., 498 ss. — Voy. Clary. — Claris de Florian (Pierre de), abbé, 543 n.
 Clary, fam., 541 n. — (Florian), 541 ss. — (Ant. de), s^r de Florian, son frère, 541.
 Clave (Suz.), 152.
Claveau, 301 n.
 Claude (Jean), past., 90, 94, 339. — Bourreau, 56.
 Clauzel, 329. — Fam., 529. — (Marg. de), 250. — (Marthe de, de Fontfroide), ép. D. de Verchant, 255.
 Clémenceau, [303. — (Georges), sénat., 307. — (Jacques), 307. — Marie-Louise-Florence), ép. P. Banquet, 307. — (Paul-Benj.), 307. — (Paul-Jean), doct., 307. — (Pierre-Benj.), s^r de la Ronde, 307 ss. — (Pierre-Paul, doct., 307 ss.
 Clément, past., 358.
 Clerc (Sam.), 544.
 Clerement (?) (s^r de), 230.
Clermont (Hérault), 218, 223.
 Clermont (Jean de), 225 n.
 Clervant (s^r de). — Voy. de Vienne.
 Cleuz (de), 15.
Clis, temple, 230.
 Cœspel, 110.
 Coignard (Suz.), ép. S. Thorin, 112.
 Cointepas, 129 n.
 Coladeau (Marie), ép., U. Chauveton, 422.
Colargues, 522 ss.
Colberg, Égl. réf., 524.
 Colbert, 332 n.
 Coligny (Franc. II, de Chatillon), 216. — (Gaspard de), amiral, 260, 262, 280 ss., 371, 385 ss., 565. — son étendard, 369. — (Gaspard de), marq. d'Andelot, duc de Chatillon, 560. — (Louise de), ép. Guill. I^{er} d'Orange, 285 ss., 386. — (marquise de), 65.
 Colin (Jacques), 105.
 Colines (Simon de), 267.
 Collardeau (Savary), proc. fisc., 194.

Collège de France, 528. —, de Guyenne, 196.
Colleignes (L.-et-G.), 547 n.
 Collin, 109, 110. — (Cl.), 108 n. — (L.), 122.
Collorgues, 329.
 Collot d'Escury (Marie-Magdeleine), ép. Ch. Boileau de Castelnau, 242.
Cologne, Égl. secrète, 288.
Colombières (S^r de). — Voy. E. de Caylus.
 Comarque, 287.
 Comberousse (Lucrèce), ép. E. Gonzalle, 150.
 Combes, past., 490 ss. — (Jean), past. et son fils, 498 ss.
 Combles (De), past., 162.
 Comelin, 55.
Comines (Belgique), 288.
Complainte, bocage normand, 1744, 115 ss.
 Condé (Louis de), 28, 31, 269, 343. — (mémoires de), 262.
Condé-sur-Noireau, 34, 97 ss.
 Conelan, 353.
Conférence de Nérac, 215 n.
Connas (Hérault), 228. — (s^r de), 228.
 Connaught (régiment de), 242.
Conseil de Berne, lettre à Franc. I^{er}, 208.
Constance (tour de), 464.
 Constant (Benjamin), 552.
Consultation de Tours, 263.
Contrat d'association des Jésuites au trafic du Canada, doc., 511.
Copenhague, 170, 411. — Égl. don., 488.
 Coquerel (Athanasius), fils).
Corbaux (Suisse), 555.
Corbeil, Égl. don., 488.
 Corbière (Marie), ép. Fr. de Ramsay, 289 ss., 298.
 Cordier (Mathurin), 195, 197.
 Cordonnier (Antoinette), 273. — (Hyacinthe), fils de J.-J., 273. — (J.-Jacq.), s^r de Belleair, 62, 273. — (Marie), 273. — (Paul, [S. Hyacinthe]), 62.
 Corne (s^r de), 216 n., 217 n.
 Cornéli (J.), 431.
Cornillon (Gard), 221.
Correspondance, 89, 186 ss., 272 ss., 463 ss., 568 ss.
 Cossé (Ch. de), comte de Brissac, maréch. de France, 42.
 Cosson, 129.
 Coste (Louis), n. c., 337. — (Pierre), 378. — maison, grav., 161.
 Costil, 110. — (Jeanne), 124.
 Cotelier (Ant.), s^r de Dieusse, 531 n.

- (Balthazar), s^r de Peyremale, 529.
 Coterel (Michel), 16.
Cote S. André, 212 n.
 Coton (le P.), 508 ss.
Cottbus, Égl., 524.
 Cotton de Berthouville, 31, 32.
 Coucy (Charles de), 313 n.
 Couëdo (de), 13.
 Couppé (Cath.), ép. J. Brancourt, 295.
 Courault (J.-B.), 411.
 Courrier, 166.
Courseulles-sur-mer, 134, 432. — Égl. don., 488.
 Court (Ant.), 248, 338, 356 ss., 363, 446, 483, 498. — De Gebelin, 130.
 Cousage, 312.
 Cousin (Gilbert), 271.
 Coussemaker, 88.
Couteau (mas de), près Uzès, 337.
 Couteret, 448.
Couterne (Orne), 429.
 Couve (B.), 281 ss.
Couvent (n. c.), *Caen*, 102, 124. — *Lyon*, 144 ss. — *Normandie*, 28 ss. — *Paris*, 63.
Couvet, Refuge, 337.
 Couzy (Jean), 549 n.
 Coyer (Marie), ép. Fl. Clary, 543.
 Craisme (Hercule), 46, 49.
 Cravant, 287.
 Créqui (Ant. de), évêq., 15 ss. — (Madame de), 460 ss.
 Crétien, 110.
 Crevain (De), 24. — Voy. Lenoir.
 Cristiani (Léon), 557 ss.
Crocy, 147.
 Croismare (Guill. de), 40.
 Croizette (Cath.), ép. J. Blisson, 239.
 Croissy, s^r de. — Voy. J. Robineau.
 Crosat (Marc-Ant. de), 418.
 Crue (Francis de), prof., 206 n.
 Crussol (Ant. de), 252.
 Cuville (Isaac de), 384.
Daguesseau, intend. du Languedoc, 515 ss.
 Daliès (Cath.), ép. P. de Rieupeyroux, 573.
 Dalmatio (Giovanni), lettre de, 264.
 Damarée, 287.
 Damours (n.c.), avoc. gén., 30 ss., 41.
 D'Andelot, 13, 302. — Voy. Coligny.
Danemark, 60, 69.
Dangeau, Egl., 269.
 Danger (Céphas), 167. — (David), 166. — (Marg.), 166. — (Marie), ép. J. Béguin, 167. — (Pierre), 167.
 Dangers (Marg. de), ép. S. de Beauvoir de Roure, 164.
 Dannreuther (H.), 187, 485.
 Dansiron (Léonard), s^r de la Salle 547 ss.
 Danten, greffier, 31.
 Danyel (Jacques), présid., 30.
 Darcy, 258.
 Darnac, prieur, 169 n.
 Dartigue (Cl.), 490.
 Darvall, 287.
 Dasson (Claudine), ép. P. Blisson, 239.
 Dauban (Jacques), préd., 304 n.
 Daubeuf. — Voy. La Caille.
 Daulède, présid., 425.
 David (Louis), capit., 246.
 Dayalle, 31.
 Dechézeault (Achille), fr. de Gust., 575. — (Catherine), 574 n. — (Etienne), 575. — (Gust.), conventionnel, 274. — (Isaac), 575 n. — (Jacques), 575 n. — (Louis), capit. de navire, 575 n. — (Marie-Cather.), ép. J.-A. Boutet, 274, 574 ss. — (Pierre-Charles-Daniel-Gustave, alias François), 575. — (Pierre-Isaac), 574. — Dechezeault-Boutet, fam., 574 ss. —
 Dechaix (Suz.), ép. D. de Brueis, 322.
 Defferre, past., 359 ss.
 Degenfeldt (comtesse de), 66.
 Dégo, 231.
 Del (?), 279.
 Delaborde, comte, 385.
 Deladouespe. — Voy. la Douespe.
 Delafosse (Louise), 32.
 Delaruelle (L.), 378.
 Delastre (Nicolas), 42.
 Delaunay, 110.
 Delay (Jeanne), 380.
 Delbrette (S.), 31.
 Deleuze de la Liquière (Marie), ép. Cl. de Baudan, 162.
 Deleuzi (Jacq.), 171.
Delft, Refuge, 239, 411.
 Delgas, not., 245.
 Delivet, 109, 110. — (Al.), 122. — (J.), 122 n., 131. — (L.), 122.
 Delom. — Voy. Dulong.
 Demfrene, 287.
 Denifle (Le P.), 558, 561 ss.
 Denis (Franc.), 548.
 Denoulet, trës. gén., 520.
 Den Velden (A. Von), 288.
 Denis, 109.
 Deonna (Cather.), 147. — (Isabelle), 147.
Descendant de réfugiés (Un), 188.

Deschamps (sœur), prieure, 34.
 Descours, past., — (Raym.), 66.
Désert (Musée du), 172, 463 ss. — Voy. Musée.
 Des Gardies (Guill. II) dit év. d'Uzès, 256 ss.
 Deshayes, 105, 109. — (François), 307.
 Desilve (J.), doct., 87.
 Desjardins. — Voy. Lemoine.
 Des Maizeaux, 67.
 Desmé (Jacques), s^r de la Bouchetière, 304 n. — (Marg.), de Lousigny, ép. S. Majou, 304.
 Desmonts, 110.
 Des Noues (Jacques), 306 n.
 Des Pillières. — Voy. Pourré.
 Desportes, 376.
 Des Preys. — Voy. Levain.
 Des Prez, 109. — Voy. Lemaignon.
 Des Puys (Jacob), 30.
 Des Roches. — Voy. Jollan.
 Destoup, not., 548 n.
 Destremau (Jean), ministre, 432 n.
Dettingen (bat. de), 165.
 Devère (D.), 110, 122.
 Deymier (André), consul, 520.
Dézéry, 527.
 Diderot, 84, 458.
Die, 254.
Dieppe, 32, 35, 37 ss., 367, 509 ss. — *La barbe d'or*, 312.
 Diesbach (Jost de), ambass. de Berne, 206 ss.
 Dieudye, procur., 312, 321.
Dieulefit, 131. — Egl. don., 488. — lettre..., 91.
 Dieusse (s^r de). — Voy. A. Cotelier.
 Dijon, 190. — Réf., 382.
Dimeuil (Lot-et-Gar.), 548 ss.
 Docagne du Plessis (Guill.), 112.
 Docane. — Voy. Docagne.
 Dolet (Et.), 267, 567.
 Domergue (Jean), 335 n.
 Donne, 376.
 Donnetz (Et.), 33.
 Donzel, 447.
 Dormay, 287.
 Dortoman (Nic.), médecin de Henri IV, 423, 572 ss.
Douai, 45 ss. — région de, 287.
 Douce, 167. — Voy. Béchard.
 Doumergue, 571.
 Douny, 526.
Doux (chât. du), 174.
Dragonnades (Bocage normand), 100.
 Drake (Francis), 263.

Draps (industrie des), 113.
 Draussin (H.), 552.
 Drayton, 376.
 Drouet (François), conseil., 33. — (Henri), 572. — (Mathieu), 397.
 Drouot (H.), 424.
 Du Bartas, 374 ss.
 Dubec (Phil.), 19.
 Du Bellay (Guill.), 213.
 Dubergé (Salomon), 546.
 Du Bisson, 113.
Dublin, 165. — Refuge, 238, 242 ss., 255.
 Dubois (Simon), impr., 267.
 Du Bordage, marquis, 69.
 Du Borp-Poteau. — V. La Faurest.
 Dubosc (Françoise), ép. G. Blisson, 239. — Dubosc d'Emendreville, présid., 34.
 Du Bouays (Jean), s^r de Baulac, 13, 20.
 Du Bouchage, préfet, lettre de, 91.
 Dubourg, 110. — (Claudine), de Bus-selly, 417.
 Du Bousquet, fam., 415 ss.
 Dubois (Cl.), 16.
 Dubûe (Jacq.), 112 n. — G. Lebue.
 Du Caila, s^r, 528. — Voy. P. Carlot.
 Du Caylar (Guill.), s^r d'Espondeillau, 224.
 Duchemin, 110, 113.
 Duchesne, 383. — Voy. Leclerc, I. Rouyer.
 Duclos, 109.
 Du Crey (Françoise), ép. P. Bouvier, 155.
 Ducros (Cather.), ép. A. Bernard, 170. — Ducros de Montmars, 543 n.
 Du Cruzel (S^r). — Voy. J. de Lamy.
 Dudan, 482.
 Dufort, Comte de Cheverny, 556.
 Du Fossé, past., 19. — Voy. Legendre.
 Du Frêne (Jeanne-Charlotte), ép. P.-I.-J. Bourdon de la Blonnière, 100.
 Dufresne (Jos.-Alb.), prêtre, 354.
 Dufour (J.), conseiller, 35. — (Jacques), 295. — (Jeanne), 152. — (P.), conseil., 30. — (Th.), 172, 259, 374, 462.
 Duga, 225.
 Du Gard (Guill.), 378.
 Dugas (Jean), 495 ss. — (Pierre); lieutenant, 276. — Voy. Dugua.
 Dugravier, past., 19.
 Dugua, 491. — (Guy), 275. — (Pierre), son fils, 275, 509 ss.
 Duhamel, 106. — Voy. Levilain.
 Du Hautbois (Jeanne), ép. Poncher, 553 ss.

Dujardin, march., 510 n.
 Du Junca, lieut. de la Bastille, 305 n.
 Dulong, 218, 416. — Voy. Delom, Lelong.
 Dumas, past., 131 n. — Dumas de Cantauzel (Marie), ép. M. de Ville-neuve, 514 n.
 Dumesnil, Bacley. — Voy. Neufville.
 Dumont, biblioth., 92.
 Dumons (G.), 408, 441, 516.
 Du Moulin, 287, 376.
 Dunal (Alix.), ép. J. de Boileau, 244, 245.
 Dunière (Jacq.), dit Lacombe, 357.
 Dunkerque, Refuge, 244.
 Du Petit-Paris. — Voy. Rocher.
 Du Pin (Sr), 167. — Voy. G. d'Entraigues.
 Dupin (Marie), ép. H. Bringuier, 255. — (Paul), son père, 255.
 Dupleix (Ant.), dit le capit. Gréniau, 217.
 Duplessis d'Argentré, 280. — Duplessis-Mornay (Anne), ép. J. des Noues, 303 n. — Voy. Docagne.
 Duplex (Bern.), chantre, 548 n.
 Pupont (Jacq.), 223.
 Du Pontavice, past., 138. — (Pierre), 134 ss.
 Dupouy, (André), sr de Bonnegarde, 546 ss. — (Antoine), fils d'André, 546 ss. — (Jean), capit., 548. — (Louis), fils d'André, 546 ss. — (Marie), fille d'André, 546 ss. — (Suzanne), fille d'André, 546 ss.
 Du Pré, past., 233. — (Jacques), 302 n.
 Dupuy (Antoinette), ép. Ph. de Gineste, 513 n. — (David), père de Samuel, 513 ss. — (Jean), sr de la Bousquetié, 514, 517. — (Samuel), capit., 513 ss.
 Du Vivier, min., 432.

Ebrard (Jean), sr de St-Sulpice, 143.
 Echallard, cisterc. converti, 305 n.
 Eck (Jean), 559.
 Écoles, 123 ss.
 Écosse, 165.
 Edhelius (Jonas-Ivar), 384.
 Édît de Tolérance, 269, 381.
 Eekhoud (Georges), 559 ss.
 Eggiman (Ch.), 545 n.
 Églises réf., 1555, 1592, 71.
 Ehrleholzer (Laurent), 147. — (Marie), 147.
 Elisabeth, reine d'Angl., 187, 564.
 Ellie, 110.
 Elliot (Cather.-Sarah), ép. John de Boileau, 243.

Ellis (Hovelak), 459.
 Emendreville (D'), 31. — Voy. Dubosc.
 Emmerick, refuge, 322.
 Enchiridion d'Erasmus, traduct., 259.
 Enfants (Enlèvement d'), 102 ss., 124.
 Enghien-St-Leu, Egl. don., 488.
 Entraigues (d'), 160. — (Gabriel d'), sr du Pin, 167, 252.
 Epinay (mad. d'), 177 ss.
 Erasme, 259, 376.
 Erlach (Sr d'), 369.
 Erlangen, Refuge, 337, 418.
 Ernest, prince de Bavière, 261.
 Escambourg (Madel.), relig., 34.
 Escroignart (Daniel), chirurg., 295. — (Judith), sa sœur, 295.
 Esmangart, intendant, 124, 130.
 Espagne, 69.
 Espagnol (Arnaud d'), 547 ss. — (Catherine d'), 547 ss. — (Suzanne d'), Vve de J. de Cazenobes, 547.
 Esparbès (El. d'), 434 ss. — (Moïse), 437 n.
 Esperandieu, prisonn., 158 ss. — frères, 526.
 Espondeillan (sr d'). — Voy. G. du Caylar.
Estampes satiriques, 71.
 Estienne (Robert), 267.
 Estrées (card. d'), 68.
 Etaples (Lefevre d'), 266 ss. — Voy. Lefèvre.
Etat. — 149 ss.
Etats de Languedoc, 213.
 Eu, 38. — (régiment d'), 160.
 Eure-et-Loir, Réforme, 268 ss.
 Eustorg de Beaulieu, 278 ss.
 Evreux, 28, 36.

Fabre, 224, 448. — (J.), 259, 374, 552.
 — (Jean), 223. — (Jules), avoc., 173, 487.
 Fabriques (Hérault), 220.
 Fabri (Christophe), 207.
 Fanet, 109.
 Fanjeaux (Ant.), consul, 520.
 Fanjoux (Cather.), fille de Math., 295. — (Mathieu), apoth., 295. — (Math.), fils de Math., 295. — (Suzanne), fille de Math., 295.
 Farel (Claude), 207, 212. — (Gau-chier), cap., 206 ss. — (Guill.), 204 ss., 210. — lettre relative aux Vau-dois du Piémont, 204 ss.
 Farringdon (régiment de), 242.
 Fauchière (Marg.), ép. M. Charas, 536.
 Faugères de Caylus (Béatrix de), ép.

- J. de Narbonne, 225 n. — (baron de). — Voy. J. de Narbonne.
 Faure, 312. — (Michel), 312. — (Isab. de) de Monpaon, 413. — (Sal.), 413.
 Faurin, 217.
 Faversham (comte de), 68.
 Fayet, past., 359 ss.
 F.-B., 144 ss.
 Febvre, 520. — (Lucien), 271.
 Félice (Paul de), 485.
 Fend (Erasmus), 261.
 Fenouillet, 287.
 Ferdinand de Bulgarie, 568.
 Ferran (Gratien), jésuite, 547 n.
 Ferrare (card. de), 383.
 Ferrier (Jérémie), past., 257.
 Ferru, 109. — (Marg.), ép. Boissne, 108.
 Fezensaguet, 415, 434.
 Flandre, 45 ss.
 Flaux, 237, 256.
 Fléchemer (J.), 32.
 Fléchier, 530.
 Flers, 101, 106, 110.
 Flessingue, 67.
 Fletcher (Phinéas), 375 n.
 Fleurance, 434.
 Fleuri, 129.
 Fleury, past. — Voy. J. Carmel.
 Fligneus (?) (Jean), 197.
 Florac, 156. — Egl. don., 488.
 Florence, 525.
 Florent de Mesnard (Marie-Claude), ép. A. Boutet, 309.
 Florentin (Saint), 277 ss.
 Florian, 543. — Voy. Clary de.
 Floride, 33, 364. — colon. prot., 260.
 Flournois (Henriette), 151. — (Jean-Phil.), 151 n.
Foi (Propag. de la), (Lyon), 144 ss.
 Foix, 465 ss.
 Folcher, s^r de Montaren, 246.
 Folchier (Marg.), ép. L. Bulliod, 337.
 Folion (Nic.), dit la Vallée, past., 275.
 Fonbas (De). — Voy. Ph. Bedos.
 Fons (Mme de), ép. de Cambis, 525.
 Fontaine, 379 n. — (Nic.), geolier, 42.
Fontaine-le-Bourg, 40.
 Fontanieu de la Vabre, 287.
Fontarèches, 530.
 Fontarèche (De), 326, 528 n. — Voy. G. de Rossel.
 Fontbonne-Duvernet, past., 136.
 Fonbrune (s^r de). — Voy. A. de Rivenc.
 Fonbrune-Berbinau (P.), 278 ss., 374, 478 ss., 487, 552.
Fontainebleau, Egl. don., 488.
Fontcouverte, 256. — (s^r de). — Voy. de Brueis.
Fontenay (Poitou), 290, 298.
 Fontenigo (J. de), 16.
Fontenoy (bat. de), 165.
 Fontette, intend., 123.
Fontez (Hérault), 228.
Forcalquier, 187.
 Formy, past., 230.
 Fossard, 110.
 Foucaud, intend., 100 ss., 297.
 Foucault (Marie), supér., 145 ss. — Voy. Foucaud.
 Foucher, 110.
 Fouquet (Nic.), 108, 110.
 Fouray, 109.
 Fourcaille (Et.), 353.
 Fourdrinier, 287.
 Fouré, 109.
 Fourey (J.), 122.
 Fourquevaux (De), ambass., 371.
 Fourré des Fillières, 101.
 Foy, 224.
Fozières (S^r de), 222.
 Fraisy (Pierre), prêtre, 273.
 France (H. de), 573.
Francfort-sur-le-Main, 167, 171, 186, 248, 273. — Refuge, 539 ss.
Francfort-sur-Oder, Refuge, 1699, 322 ss.
Franche-Comté, 271.
 Franchet (L.), 405 ss.
Franchisses (Affaire des), 1687, 68.
 Francœur. — Voy. Cl. Caboud.
 François 1^{er}, 208, 379.
Frankenthal, Egl., 288.
Fraysse, 505.
 Frébouurg, 109.
 Fréd.-Guill. 1^{er}, de Prusse, 250, 325, 331.
 Frémault (L.), 47, 49, 55.
 Frère (de), fam., 412 ss.
Frère Lubin (Chansons de), 20.
Fresne, 105, 124.
Fresnes, 97 ss., 100, 107, 110, 130.
 Fresquiennes (De). — Voy. Rome.
 Fréval. — Voy. Du Rosel.
Friedrichstadt, Refuge, 248, 253, 333.
 Fromage (E.), 383. — (R.), 278 ss.
 Froment, consul, 328. — (Ant.), prêtre, 292. — (Isabeau de), ép. J.-J. de Brueis, 330 n., 332 ss. — (Jeanne de), ép. de Montolieu, 324. — (Théophile de), s^r de St-Jean de Seirargues, 324.
 Frommel (Gast.), 269.
 Frontin (P.-Math.), député, 137.
 Frossard (Ch.), past., 88.
 Frotté (De), 129.

Fugitifs, 101, 156 ss. — (*Alais*), 185.
— (*Languedoc*), 237. — (*S^t-Malo*), 294.
Fumolleau, 292 ss.
Furstenberg (G. de), 207, 209 ss.

Gabian (Hérault), 223.

Gabre, 470, 473.

Gabriac, past., 356 ss.

Gâches, 233 n.

Gaffaret (P.), 260.

Gardon, 478.

Gaignard (J.), prêtre, 101.

Gailhard, 520.

Gailhiard (Jean), 520.

Gaillard (Auger), dit Lou Roudié de Rabastens, 265.

Gaillon, 30.

Galafrès, not., 258. — (Jacques), 258.

— (Louise), ép. Baucher, 258. — (Paul), 258.

Galand, past., 98.

Galaup (J.-Jacq. de), juge, 518 ss.

Galdine (Claude), ép. J. Chamand, 535.

— (Jérémie), son fils, 535. — (Pierre), son fils, 535.

Galériens, 121, 171.

Galie, par. de *S^t Gayran*, 549 n.

Gallac (Pierre), 227.

Galland (A.), 97 ss., 278, 442, 451.

Gallier, 110.

Galmiche, 382.

Galtier (Marg. de), ép. Ch. de Boileau, 242 n.

Gamon (Franc. de), 162.

Ganges (*Hérault*), 326 ss., 352. — (bar. de), 220.

Gap, 207. — Égl. don., 488.

Garnier-Charpy (Jeanne), 241.

Garreau (dem. de), 306.

Garreta (R.), 273.

Garrigues, 329 ss.

Garrisson, fam., 409.

Garsin (Jacq.), 153 n. — (Perrette), 153.

Gasperne (Cath. de), 381.

Gaubert, 269.

Gaubert, past., 358 ss.

Gaullieur, 201.

Gaumassy, 233.

Gautereau (Emma), ép. P.-B. Clémenceau, 307.

Gauterette, 447 ss.

Gautier, past., 117. — Voy. Boudet.

— (Marg. de), fille de Sam., ép. D. de Rieupeyroux, 573. — (Samuel de), 573.

Gay (Louis), 261.

Geer (Louis I. de), 384.

Georges 1^{er} d'Anglet, 324.

Gemeys, 223.

Gemozac (*Saintonge*), 194.

Gendron (Franc.), 295. — (Jean), 295 n.

Genecken (*Pays-Bas*), 63.

Genève, 150 ss., 167, 168, 170, 188, 207, 333 ss., 357, 416, 499, 541, 555. — Refuge, 248 ss., 411, 415, 554.

Gennes (De), 13. — (Renée de), 26.

Gensac, Égl. don., 488.

Gential, dit Lassaigue ou La Sagne, past., 128 ss., 130.

Georget, 447.

Gérard (Jehan), 205, 208.

Gernays (Jacques), 227.

Gerponville (De). — Voy. Bigot, Pichot, Puchot.

Geyte (Andrieu), 549.

Gibert, past., 359 ss. — (Louis), 575 n.

Gignac, 216 n. 218, 227 ss., 236 n.

Gil Blas (Un article du), 188.

Gilles (Pierre), 205 ss.

Gimont (Paul de), 511.

Gineste (Etienne de), 513 ss. — (Fr. de), s^r de Linartel, 514 n. — (Jean de), s^r de Pratinisot, de Brisefer, 514 ss. — (Madeleine de), d'Appelle, ép. J. Dupuy, 514 n. — (Paul de), s^r de Castelet, frère d'Et., 513 ss. — (Philippe de), s^r de Najac, 513 ss., 515. — (Pierre de), s^r de Labarthe, 513 ss.

Giran (E.), past., 40.

Girard (G.), 56. — (Jean), 422.

Giraud, ancien, 292 n.

Girardeau (Anne-Marie), 304 n. — (Paul), greffier, 304. — (Paul-Pierre) son fils, 304 n.

Gisors, 36 ss.

Glaris, 543.

Godailh, le roi, 197 ss.

Godefroy (Jean), dit Lebas, past., 123. — (G.), avoc., 41.

Godet (Elisab.), ép. J. Godet, 306. — (Magdel.), ép. P.-B. Clémenceau 307. — (Marcel), 263.

Goirand, ép. G. Billon, 238.

Goiranne (Marie), ép. F. Blisson, 239.

Gombauld, 560. — (Jean-Ogier de), 174.

Gondin (S^r de), viguier royal, 245. — (Franc. de) s^r de Darcy et de S^t Quentin, 258.

Gonin (Martin), past., puis impr., 208 n.

Gonini, past., 575.

Gonon, past., 252.

Gontaut (Armand de), bar. de Biron, 140, 314 n. — lettre de, 142.

Gonzalle (Emmanuel) 150. — (Jeanne), 150.
 Gordon, cap., 224.
 Gors (Marthe de), 537.
 Gosselin, 101, 110.
 Got (Judith), ép. G. Carreiron, 532.
 Goubot (Renée), ép. Fr. Prieur, 138.
 Goudon (Franc.), 223.
 Gouduin (Guislain), prêtre, 352 ss.
 Goulard (Louis), sr de Beauvoir, lettre, 141.
 Gould, prêtre irland., 289 n.
 Goumard (Claire), 275.
 Gourgue (Bern. de), 197. — (Dominique de), 260 ss.
 Gourjon (Ant.), 131. — (Gédéon), 128, 131 ss. — (Horace), past., 131, 134, 136.
 Govea (André), 195. — (Ant.), 195.
 Graf, 571.
 Grafft (Sarah), ép. D. Boutet, 576.
 Gragnon (Et.), préd., 310.
 Grail, past., 358 ss.
 Gramont (Ch. de), évêq., 201.
 Grandvillain (René), dit Langénieux, 333.
Grandville, 116.
Granges (Lot-et-Garonne), 547 n.
 Granvelle (Card. de), 87, 373.
Grateloup (Lot-et-Gar.), 546, 549 ss.
 Gravier, 274 n.
 Gréder (Léon), 278.
 Grejon, 129 n.
 Grémian, capit. — Voy. A. Dupleix.
 Grenier (De), frères, 473 ss. — De Latour, 472, 551. — Fayat, 476.
Grenoble, pris., 539.
 Grillon, 129.
 Grimaldy de Monaco (Ch.-Maur. de), 104.
 Grimard (Guill.), doct. en théol., 547 n.
 Grimaud, 447 ss.
 Grimaudet, 305 n.
 Grimaux, fam., 307 n. — (Edouard), 307 n. — (madame Ed.), 274. — (Jeanne), 274.
 Grimm, 84.
 Grimoard (Urbaine de), ép. G. de Beauvoir du Roure, 164.
 Grisar (le P.), 558.
 Griselle (E.), 68 ss., 382.
 Grivel (Isaac), 168.
 Grolleau, 287.
 Gros (Louis), 382.
 Grose, 287.
 Groslejac, 312. — Voy. Gaulejac.
 Grouchy (Nic. de), 195.

Groult, 110.
 Groussard, 109, 131. — (Dan.), 105.
 Gruel (Françoise), 154.
 Groy (Et.), 14.
Guadeloupe, 575.
 Guenouille, capit., 221.
Guérande, 13 ss., — Egl. S.-Michel, grav., 21. — Temple, grav., 21.
 Guercheville (mad. de) 274, n., 509 ss.
 Guere, étudiant, 517.
 Guerente (Guill. de), 195.
 Guérin, 225, 447. — (P. de), de Tencin, arch., 148.
 Guérineau, not., 422.
Guernesev, 103.
 Guérout, 110.
Guerras de religion (1569-1573), 379 ss.
 Guibert (Marg.), ép. J. de Ramsay, 289.
Guibray (foire de), 113.
 Guignard de S^t Priest (J.-Emm.), intendant, 189 ss.
 Guibont. — Voy. Guibourg.
 Guillard (Charles), évêq., 269. — (Louis), évêq., 269.
 Guillaume II emp., 186, 566. — Guillaume II, dit des Gardies, évêque d'Uzès, 256.
 Guillaume d'Orange (1687), 68.
 Guillemos (Jean), 505. — (Pierre), 505.
 Guillo (Jacques), 16.
 Guilloche (De), conseil., 197.
 Guillon, 292.
 Guillotin, 132.
 Guimar (Marthe), 149.
Guins, 495.
 Guion (Jacques), past., 158 n.
 Guiraud (Jean), 564.
 Guise (Franc. de), 566. — (Henri de), 403 ss.
 Guiton, 381.
 Guittou (Marc), past., 292.
 Guizot (Franc.), 479.
Guyenne, 357.
 Gyé (de), conseil., 17 ss.

Haag, frères, 261.
 Hacquo (Joachim), 46, 49, 55.
Haarlem, Réf., 431 n.
 Hadancourt (Magdel.), ép. M. Charas, 538.
Halberstadt, Refuge, 237.
 Halbont, 101. — (Cath.), ép. N. Bridet, 104. — (Esther), ép. G. Bourdon, 100 n. — (J.), sr de la Blonnière, 99 ss. — (Marg.), ép. J. Binard, 102. — (Nicolas), 101.
 Hallait, dit Spitta, fam., 551.

- Halle*, 169. — instit. calv., 570 ss. — Refuge, 233, 432, 540.
Hallot (Marie de ou d'), ép. A. Dupouy, 546.
Hambourg, 163, 566. — Refuge, 237, 333, 533 ss.
Hamelin (Philib.), ancien prêtre, 194, 203, 267.
Hameln, Réf., 416.
Hanache (Ph.), 48, 54.
Hanappe (Ph.), 56.
Hanau, Egl. néerl. de, 288.
Hangar (Jean de), sr de la Bobinière, 308 n.
Hanotaux (G.), 274 n.
Harcoune (d'), 158, 162. — Voy. J. de Baudan.
Harcourt (d'). — Voy. J. de Baudan. — (dragons d'), 105. — (maréch. d'), 130.
Hardy, 109. — Past., 131. — (Jean), sr de la Touche, 295. — (Suz.), ép. H. Aubin de Kerbauchard, 112.
Harivel, 109 ss. — (P.), 126.
Harwick, 377.
Hauke, 569. — (Julia), princesse de Battenberg, ép. A.-E. de Hesse, 569.
Hautefort (René de), 221.
Hauterive (sr d'). — Voy. Bromarie.
Hauser (H.), 261.
Hayes, 109. — (Gervais), 101. — (J.), 112, 126.
Hébert, 109, 287.
Hegel (W. de), 571.
Heidelberg (Egl. de), 288, 421.
Heinsius, grand pensionnaire, 338.
Hennebont, 20.
Henri IV, 140 ss., 219, 313, 423, 463, 508, 572.
Henry (Alfr.-B.), past., 499.
Hérard, not., 308 n.
Herman, évêq., 47, 53.
Herminjard et *Bordier*, 260.
Heroult, 110.
Hesse, 164. — (Alex.-Em. de), 569. — (Guill. de), 563.
Hilaire (Claudine), ép. E. Chauvin, 540.
Histoire de la Bible en France, 265 ss.
Hochstaedt, 242.
Hollande, Refuge, 238, 253, 301, 333, 415, 417 ss., 425 ss., 529.
Hombourg, 70.
Houfleur, 262.
Houdetot (Marie de), relig., 34.
Houvet, curé, 103.
Huard, 109, 127. — (Cather.), ép. P. Lemarchand, 127. — (Marg.), ép. D. Groussard, 105. — (Nic.), 131 n.
Hubertus, 384.
Huet, 110. — (Daniel), évêq., 100.
Hugg (le P.), jésuite, 57 ss.
Hugon (Madel.), ép. de la Calmette, 525.
Hugues (Edmond), 483 ss.
Humbert (Aug.), abbé, 72 ss.
Hunter (Anne), ép. Guill.-La Baume, 336.
Hurault de Vibraye (Jacques), frère de Cheverny, 554 n.
Huraut, past., 131.
Husson (Guill.), 379.
Ibert, étudiant, 517.
Icard, 163.
If (château d'), pris., 527.
Illustrations. — *Castelnau*, le château, 247. — *Condé-sur-Noireau* carte 111. — *Foucouverte*, chât., 323. — *Guérande*, Egl. Saint-Michel, 21. — *La Bonnelière*, château, 293. — *Mouchamp*, maison de Fr. de Ramsay, 297. — *Uzès*, place du puits des Cercles, 101. — *Wadsworth*, monum. huguenot, 286. — FAC-SIMILÉ de deux inscriptions au registre d'Ecroi de la Conciergerie du Palais de Justice à Paris, 392, 393, 400, 401. — PORTRAITS de M. Charas, 537. — de J.-J. Rousseau, 457. — SCEAU de la communauté réfugiée de *Wadstena*, 61.
Illustria ecclesiae catholicae Trophea, 261.
Illens (d'), conseil., 544 ss.
Illyricus (Thomas), moine, 380, 463.
Images, (bris des), 20, 28, 87. — Voy. Bris des Images.
Imbart de la Tour, 561.
Imbert, 513. — (J.-Jacques d'), sr de la Valcrose, 514, 517.
Industrie des draps, 113. — des toiles, 113.
Inhumations de prot., 106 ss.
Inscription, ancien temple de *Cha-teaudun*, 570.
Intres, Egl. don., 488 ss.
Isabelle d'Espagne, 370.
Issaudon. — Voy. *Yssaudon*.
Issoire (Jacques), 537.
Jacques II, d'Angl., 68. — J. VI, d'Ecosse, 376. — J. de Mantoue, 47, 53.
Jacques (Jean), 197.
Jallage (Jean), not., 549 n.

- Jallieu*, Égl. don., 488 ss.
Jamay (le P. Denis), 277.
Janiçon, past., 432.
Janin, capit., 223.
Jansénistes, dérouté..., 71.
Jarnac, 262.
Jaussaud (de), 413, 416.
Jean (Madel.), ép. J. Corbière, 289.
Jean-Casimir, comte palat., 563 ss.
Jeandonne (Madel.), ép. L. Béranger, 168.
Jeanne d'Albert, sa mort, 140 ss.
Jersey, 23, 103.
Jessonne (Suz.), 170.
Jessus, curé, 352. — (Adrien), 352.
Jésuites..., 56 ss., 508 ss.
Jeunet (J.), min., 432 n.
Jollan des Roches, 13.
Jonquet (Jean), 329 ss.
Jonvilliers (Claude de), secrét. de Calvin, 269.
Joris (David), 560.
Joubert (Gabrielle), ép. P.-J. Clémenceau, 307. — (Jacob), 336. — (Thérèse-Pélagie), du Landreau, 308 n.
Jouenne, vicaire, 105, 110.
Jourdan, 463. — Papiers, 575.
Jouvin, 109.
Joye (D.), 574.
Joyel (Maximil.), 47, 53.
Jugement sur l'affaire du s^r Boyer, 359 ss.
Jugements, 49 ss., 54.
Juliana d'Orange, 283.
Jumièges (abbaye de), 36.
Juniet (Jacq.), dit la Réjouissance, 352.
Jurieu, 431.
Karlstadt, 559.
Kerbouchard (de). — Voy. Aubin.
Kergroy (de), commiss., 23.
Kerjean (Chât. de), 19.
Kermarec (Marie de), ép. P. de Tournemine.
Kervaudu, 13. — Voy. Le Gentilhomme.
Kinglin (J.-B.), lettre à Chamillart, 1702, 56 ss.
Kænigsberg, Égl., 524.
Kulander, past., 60.
La Barrière de Chassais. — Voy. J. Bouquet.
La Barrière, capit., 221.
La Barthe (s^r de), frère de P. de Gineste, 513.
La Bastide de Goudargues (de), 326.
La Bastide de Sérou, 436, 438, 473.
La Bastide de Vêrac (de). — Voy. Beauvoir du Roure.
Labat (de), not., 548.
Labatut (s^r de). — Voy. A. de Salis.
La Baume, 338 ss. — (Guill. de), 336. — La Baume de Casteljau, armes 220 n.
La Beaumelle, 463.
La Bessède (de), 528. — Voy. P. Carle.
La Blonderie (s^r de), 367.
La Bobinière (s^r de). — Voy. J. de Hangar.
La Blonnière (de). — Voy. Bourdon, Halbout.
La Bonnelière, 299.
La Borie (de), past., 170. — (Françoise de), ép. P. de Rocher, 272.
La Bougonnière (s^r de), 302 n.
La Bourdaisière, 264.
La Bourgade, près Colleignes, 547 n.
La Bousquetié (s^r de). — Voy. J. Dupuy.
La Bretèche (chat.), 13.
La Brousse, 314, 322.
La Bruyère (s^r de). — Voy. Bertrand.
Labry, 251.
La Caille, lieut., 38. — (P. de), s^r d'Avremesnil, 33. — (Raoul), s^r de Daubeuf, 36.
La Calmette (s^r de), 526. — Voy. Bosc, de Brueis.
La Capelle Biron, 397.
Lacaune, Égl. don., 488.
La Cène, past., 130. — Voy. La Sagne.
Lacger (David), s^r du Roc, 515 n. — (Madel.), ép. P. de Gineste, 513 n.
La Chadelière (s^r de). — Voy. P. Bouquet.
La Chassaigne (Geoffr. de), conseil., 201.
Lacheret (E.), 281.
La Chevallerie (s^r de). — Voy. Bouquet.
Lacombe. — Voy. J. Dunière.
La Cour (Anne), ép. J. de Bue, 112.
La Couronne, capit., 226.
La Courtière (s^r de). — Voy. Fr. Majou.
La Court-Saint-Pierre (de). — Voy. de Viose.
La Croix (de). — Voy. M. Chéron.
La Croix de Meirargues, 257.
La Crotte (Nigaise de), 367.
La Crousille (s^r de), 517.
La Crouzette, capit., 233 n.

- La Douespe (de), 303. — (Charlotte de), 305. — (D. de), ancien, 292 n. — (Et. de), 308 n. — (Franç. de), s^r de la Vaslinière, 305. — (J. de), 292 n. — (Jacq. de), 308 n. — (Jacq.-Et. de), 308 n. — (Jean de), 308 n. — (Marg. de), ép. J. Bouquet, 306. — (Marg.-Jeanne de), ép. P.-M. Bouquet, 308. — (Paul de), not., 308 n.
 La Dieudye, procur. du roi, 313 ss. — Voy. Dieudye.
 La Fare (de), 331. — (Marq. de), 65, 162.
 La Farelle (de), 163.
 La Faye, 433.
 La Ferté, 124.
 La Ferté (de), 109. — (Jacq. et Math. de), 122.
 La Feuillettrie de Mouchamps, 296.
 Laffargues (Daniel), s^r de la Torgue, 549. — (Elisab.), 549 n. — (Lydiane), ép. F. de Salomon, 549 n. — (Marie-Anne), petite-fille de D., 549 n. — (Moïse), pet.-fils de D., 549 n. — (Pierre), pet.-fils de D., 549 n.
 Laffertey (de), 110.
 Lafitte, 287.
 Lafitte (Lot-et-Gar.), 546.
 La Flotte, île de Ré, 574 ss.
 Lafont, 333.
 La Fontenelle, 110. — (Jacq. de), 113. — (Jean), 124. — (Pierre), 135.
 La Fosse. — Voy. Marchand.
 La Fourest (de), 421 ss.
 Lagarde (Jean de), 197. — Voy. J. de Bruet. — Voy. de Bar.
 La Garnache (Bretagne), 555.
 La Gautrais, 97 ss.
 Lagé (Isabeau de), ép. Toulouse-Lautrec, 529.
 Lageret (Marthe de), ép. J. de Baudan, 160.
 La Gironnelle (s^r de). — Voy. L. Cérières.
 La Gorce (s^r de), 222 n.
 La Grand'Combe, égl. don., 488.
 Lagrange, 366.
 La Gravelle (Mayenne), 555.
 La Grée (de). — Voy. Yviquel.
 La Greise (de), 530.
 La Grésillière (de). — Voy. Le Marchand.
 La Grevouillère, assembl. (1740), 358.
 La Groudière, 138.
 La Guerre (Sophie), ép. S. Bost, 269.
 La Haize (Jean de), avoc., 422.
 La Haye, 338. — Refuge, 295, 308 n., 333.
 Lahontan, 380.
 Laisné, curé, 102.
 La Jaudonnière (Vendée), 576.
 La Javelière, 305 n.
 La Joncas (s^r de), 515 n. — Voy. Salvignac.
 La Largère (s^r de). — Voy. S. Pimot.
 Lalemant, conseil., 28.
 La Liquière (de). — Voy. Deleuze.
 La Louvetière, 109, 130.
 La Maison (Sam. de), 380.
 Lamasquière (s^r de). — Voy. P. Maury.
 Lamastre, 494. — Egl. don., 489.
 Lambert (marquise de), 65. — (Marie), ép. F. Dechezeault, 575.
 Lamberty (de), 342 n.
 La Mélaigne (de), 34. — Voy. Tollemier.
 Lamoignon de Bâville, 157, 185, 243, 255, 291, 325, 335, 337, 339, 346 n., 347, 441, 446 ss., 525, 527, 532, 534, 541.
 La Motte-Orson, 298 ss.
 La Motte (de), 63 ss. — Voy. Lebaillly, Lefebvre.
 La Motte, cimet., 107.
 La Motte-Chalançon, 131.
 La Motte-Gondrin, 261.
 Lamouline (de), 517.
 Lamy, 513. — (Jean de), s^r du Cruzel, 515 n.
 Laneufville, 130.
 Lang, past., 570.
 Langlois (Marie), 105.
 Languedoc, 156 ss., 214 ss., 357.
 Languet, 563 ss.
 Lanius, 200.
 La Noue, 376.
 La Nouhe (Pierre de), 303 n. — (s^r de). — Voy. M. Bouquet.
 La Parade, 547. — Egl. don., 488.
 La Pelletrie de Rochetjoux, 295.
 La Perelle, dem., 124.
 Lapierre, consul, 223. — (Albert de), 365.
 La Place (Aymé de), past., 302. — (Jean de), 230, 302.
 La Plana (s^r de). — Voy. J. de Violate.
 La Platière (Imbert de), s^r de Bourdillon, mar. de France, 44.
 La Platyère (Guillemette de), abbesse, 34.
 La Poissonnière, 109.
 Laporte, 347 n. — (de), 60, 287. —

- (Denis de), bourreau, 55. — (Guill. de), 312, 314, 320 ss. — (Pierre), dit Roland, 446, 482.
- La Poupelière* (chât. de), 113.
- La Pras*, égl. don., 489.
- La Queue*, cimet., 107.
- La Ramée*, 376.
- Larbont* (de), 475. — Voy. d'Amboix de Larbont.
- Larboust* (de). — Voy. d'Astorg.
- Larchière* (Vidan de). — Voy. Vidan de Larchière.
- Laresseguerie*, 436.
- Largentièrre* (Ardèche), 222.
- La Rive de Fenil* (Paul de), ancien franciscain, 263.
- La Rivière*, 132, 499.
- La Rivierre* (de), 65.
- La Roche* (mad. de), 380. — Capit., 40.
- La Roche*, 546.
- La Roche-Bernard*, 13, 24.
- La Rochefoucauld* (Franç. de), 147. — (Sosthène de), 6.
- La Roche-Giffard* (marquise de), 302 n.
- La Roche-les-Ceps* (S^r de), 221.
- La Rochelle*, 142, 262, 308, 367, 422, 556. — (Refuge), 302 n. — Rue des S^{tes}-Claire, 575 ss. — Statue de Guiton, 381.
- La Rochepot de la Côte St-André*, 212 n.
- La Roche-sur-Yon*, égl. don., 489.
- Larocque* (de), 142.
- La Roncerée* (de), 442, 445.
- La Ronde* (s^r de). — Voy. P.-B. Clémenceau.
- La Roque*, 131. — (de), 287. — (N. de), s^r de Lermet, 515 n.
- La Roussière* (de). — Voy. Royrand.
- La Rouvière* (s^r de), 221. — *La Rouvière-Fourniguet* (s^r de). — Voy. J. de Boileau.
- Larouy* (Jean de), frère de A. Dupouy, 546.
- Larsonneur*, curé, 124.
- Lartigue* (Judith), ép. D. Laffargue, 549.
- Lartiques* (Mad.), 112.
- La Ruelle* (de), 399.
- La Sagne*, past., 128, 130. — Voy. Gential.
- La Sagne* (Jura), 555.
- Lasalle* (Lot-et-Gar.), 185, 357, 546. — Égl. don., 488 ss. — Voy. L. Dansiron. — (s^r de). — Voy. D. Poncher.
- Las Bonnettes* (s^r de). — Voy. G. Violate.
- Lascourtz* (Ant.), consul, 312.
- Lascoux*, 312. — Voy. Montardy.
- Las Meras* (Solis de), 261.
- Laserre* (de), past., 231.
- La Sicaudière* (Vendée), 576.
- Lassaigne*, past. — Voy. Gential.
- Lasserre* (Jean), apoth., 514, 517.
- Lassigny*, 190. — Voy. Lavigny.
- Lassoux*, 438 ss.
- La Suze* (mad. de), 561.
- La Tabarière* (Vendée), 306. — (s^r de), 303 n.
- La Tigerie* (de). — Voy. Saillefest.
- La Torgue* (s^r de). — Voy. D. Laffargue.
- La Touche* (de), past., 24. — Voy. J. Hardy.
- La Tour* (chât. de) (Piémont), 204.
- Latour*, 455. — (Jeanne de), 417. — (J.-Bapt. Rorengo de). — Voy. Rorengo de La Tour de Rapin.
- La Tour de Malargue* (Françoise de), ép. D. de Brueis, 332 n.
- La Tour du Pin-Gouvernet* (Alex.), bar. de Verfeuil, 255, 325 ss. — (Jos.), 160.
- La Treille* (Jacq. de), s^r de Fozières, 223 n. — (Jean), père de Jacq. 223 n. — (Michel), fils de Jean, 223 n. — (Pierre), fils de Jean, 223 n.
- Laudonnière* (de). — Voy. Ribault.
- Laudunière*.
- Laudouinière*. — Voy. Laudunière.
- Laudun d'Aigaliers* (Claude de), 250. — (Pierre de), 334.
- Laudunière* (René de), 261, 365 ss.
- Launay-Derne* (chât. de) (Orne), 112.
- Lausanne*, 153, 356, 498, 526. — Refuge, 243, 248 ss., 253, 540, 544.
- Lautrec*, 528.
- La Vacquerie* (Hérault), 227.
- Laval*, past., 139. — (Madem.), ép. Moncardat, 556.
- La Vallée* (cimet. de), 107.
- La Vallée*. — Voy. N. Folion.
- Lavardin* (marq. de), 68.
- La Vaunage* (Eglises de), 464.
- Lavaur*, 419.
- Lavergne* (Géraud), 311.
- La Vêrune*, 215 n.
- Lavigne* (J.-Ph.), past., 60. — (Léonce de), s^r de Monthrun, 220.
- Lavigny*, 190.
- Lavinha* (Bertr.), 197.
- La Vrillière* (de), 242, 498.
- Lay* (vallée du), 302.
- Lazerne* (Isabeau), ép. Z. Capieu, 527.
- Lebailly*, 102, 109. — (L. et Th.), 122. — Lebailly de la Motte, 101.

- Lebas, past., 123. — Voy. J. Godefroy.
 Le *Bas-Hamel*, 100.
 Le Beau, 367.
 Le Blanc (Honorade), ép. J. de Boileau, 240. — (Robert), s^r de la Rouvière-Fourniguet, 240.
 Le *Blauzau*, 275.
 Leblois (Franç.), 16.
 Leboitteux, 131. — (A.), 97.
 Le *Bosc d'Ayrac*. — Voy. Le *Bosc d'A-vrais*.
 Le Breton (Christophe), 364, 367.
 Lebrument (Elisab.), ép. J. Haye, 112, 126.
 Le Brun, 497 n.
 Le Bue (Anne), ép. de Neufville, 112. — Voy. Du Bue.
 Le Bus, 109.
 Le Cateau, 88.
 Lecelles, 88 ss.
 Le Challeux (Nic.), 364 ss.
 Le Chandelier, conseil., 30, 42.
 Le Chantre de Pougna-doresse, ép. Bouet, 252.
 Le *Chateigner*, 308 n.
 Le *Chefresne*, 97 ss., 103, 110, 123, 130.
 Le Cheu (Judith), ép. J. Du Four, 295.
 Le *Clauzelet* (assembl.), 491 ss.
 Leclerc du Chesne (J.), 112.
 L'*Ecluse*, 63.
 Le Comble (Mathieu), soldat, 352.
 Leconte, 101, 109, 110. — (Madel.), 105. — (Sam.), 105.
 Lecoq, past., 22.
 Lecornu, 110.
 Lecourayer, 67.
 Le *Croistic*, 13 ss. 24 ss., — temple, 23.
 Le vieux (Antoinette), ép. E. Bour-det, 254.
 Lédignan, syn., 359.
 Lee (Sidney), 376.
 Lefebvre, commissaire, 328. — s^r de la Motte, 109. — (Albert), 394. — (Charles), 45. — (J.), conseil., 30 ss. (Jacques), 100. — (Marie), ép. H. Chéron, 147 n. — (Mathias), 45, 49.
 Le Garet. — Voy. Lugeret.
 Legeay, 101, 109, 131.
 Legendre, dit Du Fossé, past., 19. — (Lucas), 276, 511.
 Le Gentilhomme (René), s^r de l'Epine, poète, 26. — Le Gentilhomme de Kervaudu, 13.
 Legey, 109.
 Legouis, past., 131.
 Legrand (Jacques), 555.
 Le Hardy, 110.
 Le Harivel, 109.
 Le *Havre*, 31. — Egl. don., 488.
 Le Hay (Jacques), ingénieur, 278.
 Lehr (Henri), past., 268, 570.
 Le Hueur, 110. — (J. et P.), 122.
 Leidemèze, not., 533.
 Leipzig (dispute de), 558.
 Le Jugeur, 110.
 Lelièvre (Math.), past., 93 ss., 408 ss.
 Le Livet, 29.
 Le *Locle*, 535 ss.
 Lelong. — Voy. Dulong.
 Lemaignan, 101. — (David), 113. — Lemaignan des Prez, 109. — (Marie), ép. J. Leclerc du Chesne, 112.
 Lemarchand, 109, 110. — Vicaire, 125. — (Esther), ép. J. Halbout, 100. — (J.), 122. Voy. Marchand. — (Jacques), s^r de la Gresillière, 123. — (Louis), 107 n. — (Marie), ép. J. Potel, 105. — (P.), 124, 127.
 Leneveu, 109.
 Lengereau, past., 474.
 Lenglinay, 109.
 Lenoir (Gust.), s^r de Crevain, past., 24. — (Philippe), past., 26. — Lenoir de Beauchamp (André), past., 24.
 Lenormand (Séb.), 102 n.
 Lenud (Rob.), s^r d'Anseville, 33.
 Lepage, 110. — (Isaac), 106.
 Le Parquier (E.), prof., 27 ss.
 L'Epine, past., 114. — Voy. Le Gen-tilhomme, P. Morin.
 Le *Plessis-Mornay*, 488.
 Leprieur, 109.
 Le *Puy-du-Fon-S. Georges*, 275.
 Lèques (de), 231. — Voy. Lecques (A. Dupleix).
 Le *Raincy*, Egl. don., 488, 489.
 Le Révérend de Bougy (J.-J.), 414.
 Lermet (s^r de). — Voy. N. de Laroque.
 Le *Rosult*, 88.
 Le Roux, marchand, 354.
 Le Roy (Guill.), 15 — (J.), 20. — (Jean), 218. — (Marie), ép. S. Dupuy, 514 n. — (Marg.), ép. A. de Champlain, 276. — (Th.), 20.
 Léry (Jean de), 92, 190.
 Léry (Chât. de), 92.
 Les *Saintes-Maries (Hérault)*, 229, 231.
 Les *Aulnais-Bilbols*, 132.
 Les Bardes, 470.
 L'Escale (Jules-César). — Voy. Scali-ger.
 Lescarbot, avocat, 509.
 Les *Closes* (s^r de), 304.

Les Commandements, tableau, 298.

Les Costils, 101. — Voy. Brisset.

Les Douats, près *Dimeuil*, 549 n.

Le Sellier, secret. de Baville, 534.

Lesueur. — Voy. Lesur.

Les Iles, 97.

Le Sire (Nic.), 40.

L'Estoile (Pierre de), 390 ss.

Lestrangle (Claude de), 221 n. — (Marie de), V. de Claude, ép. R. de Hautefort, 221 n.

Lestrade (J.), abbé, 467.

Lesueur, 110.

Lesur (Jean), dit s^r Philippe, 88.

Les Vallons. — Voy. Binard.

Le Tellier (Adr.), lieutenant, 32. — (Mich.), chancel., 5.

Le Testu (Guill.), 262.

L'Etoile (Jean-Martin de). — Voy. Martin.

Le Torp., 33.

Lettres de Bâville, 339 ss., 346 ss. —

Du Conseil de *Berne* à François 1^{er},

208. — De Cather. de Médicis, 370

ss. — De Charles IX, 141, 142. —

De Daulède à Chateaufort, 425. —

Du préfet Du Bouchage, 91. — De

G.-Ch. Fabri, 207. — De Guill. Fa-

rel aux Vaudois, 204 ss. — A Cal-

vin, 210. — A Gauchier Farel, 210.

— De Franç. 1^{er}, 208 n. — De Gio-

vanni Dalmatio, 264. — De A. de

Gontaut-Biron, 142. — De L. Gou-

lard, 141. — Du card. évêq. Guérin

de Tencin, 148. — De l'évêq. Her-

man (1614), 47, 53. — De S. Hy-

acinthe (1742-1744), 63 ss. — De J.-B.

Klinglin (1702), 56 ss. — D'A. de

Montmorency, 212 n. — De Morillon

à Granvelle, 373. — D'André Phi-

lippe au Conseil de Genève, 207. —

De P.-L. Pons, 429. — De M. de

Villandry, 210. — De Pardon, 39 ss.

— D'une demoiselle... 441 ss.

Levaillant (Rob.), 98.

Levain (Jacob), 107, 108, 110. — Le-
vain des Preys (J.), 130.

Le Val (*Guernesey*), 556.

Le Valhullin, 35 n.

Levasseur (Thér.), 456. — (Thomas),
369, 511.

Le Veau (Nic.), 43.

Le Yeneur de Beaumont (L.), 133.

Levieux (Claire), 254. — (Marg.), 254.
— (Pierre), 254.

Le Vigan, 185, 227.

Levilain-Duhamel, 106.

Levy (Edouard), 381.

Lewin, 187.

Leyde, 168.

Leygues (G.), 6.

Leyris (Franç. de), fils de P., 244. —
(Pierre de), s^r de Chamborigaud,
244.

Lézan, 524, 552.

L'Homme (Marie-Cather.), 354.

L'Hopital (de), fam., 551.

Lhote (Jacqueline), ép. J. Garin,
153 n.

Libertins, d'Anvers, 559.

Libourne, 195, 202.

Libraires, 28.

Liège (Louis), 308 n. — (Marie), ép.,
1^o : Vatable, 2^o Rivaille, 575.

Liess (*Suisse*), 58.

Ligonier (Mad. de), de Bonneval, ép.
J. de Vignolles, 336. — (Albert de),
s^r de Montsuquet, 243.

Limboeuf (De), 352.

Linange (princesses de), 162.

Lindet (Robert), 98. — (Thomas), 98.

Lisbonne, 255.

Listieux, 36.

L'Isle, 92. — (s^r de), voy. de Rapin.

L'Isle d'Albigeois, 219.

Lissartel (s^r de). — Voy. Fr. Gineste.

Lodève, 216 n., 222.

Lodge (Thomas), 376.

Lods (A.), 172.

Loiet, le Couvreur, 560.

Loiseleur (Pierre), dit Villier, past.,
14 ss.

Lollards, 560.

Lombès (S^r de), 219.

Lomné Miquéu (Marthe de), 380.

Lomeny (S^r de). — V. A. Poucher.

Londonderry, 352.

Londres, 68, 377, 421. — Abbaye de
Westminster, 165. — Consist. des
Grecs, 251. — Egl. de la Savoye, 249,
251, 298 n. — Refuge, 324, 415, 527,
536.

Longueville, 547. — (bailliage de), 32.

Lopez de Mendoza Grajales (François),
chapelain, 364 ss.

Lortsch, 265 ss.

Losse (Jean de), 311 ss.

Loudun, 553 ss. — (syn. de), 532.

Louis XIII, 382, 466. — Louis XIV, 530.

— Louis-Charles, élect. palat., 66.

Lourmarin, 138.

L'Oustalet, près Reynol, 493.

Louveau, past., 24.

Louvet, 110. — Vicaire, 125.

Louviers, 28 ss., 137.
Louvois, 305 n.
Loyau (Jeanne-Cather.), ép. J.-E. de la Douespe, 308 n.
Loyseau, past., 306 n.
Lubin, chanson de frère, 20.
Luc (de), 453 n.
Lucas, 102, 110. — (C.), libraire, 341. — (Cather.), 103.
Luçon, 303 ss. — Couvent de N. C., 299, 305. — Hôpital, 291, 300. — Rue S^{te} Marg., 576.
Lullin (Jean), 207.
Lunas (*Hérault*), 225.
Lunel (*Hérault*), 227, 236 n., 436, 438.
Luneray, 138.
Lunès, 158 n.
Lupestri (Fulgence), abbé, 546 ss.
Lussan, 326. — (comte de), 168. — Voy. Audibert, 168.
Lussan, Égl. don., 488, 524.
Luserna (Piémont), 204 ss., 211.
Luthard (Maurice), 213.
Luther, 557 ss., 561 ss.
Luthéranisme, 557 ss.
Lutle (*Motte* de), 127.
Luxe (Charles de), 467.
Luxembourg (mad. de), 460.
Lyon, 144 ss., 418. — Égl. don., 488. — Massacres, 261. — N.-C. (1747), 277 ss. — Pierre-Scize prisonn., 158 ss., 241, 244, 413, 526.
Macdonald (Frédérika), 175 ss., 458.
Macé (le, P. Edm.), 511. — (René), 194, 202.
Machecoul-Vieilleigne, fam., 302 n.
Madeleine (*Lot-et-Gar.*), 549. — (Ainet de la), 107.
Madeline, curé, 306 n.
Madon de Montmirail, 239 n.
Madrid, 538.
Maestricht, 515, 518.
Magdebourg, 167, 169, 253. — Refuge, 237 ss., 248, 526, 533 ss.
Magnen (N.), min., 422.
Magneville de Ronceray (J. de), 442 n.
Maguelonne, 219 ss.
Mahieu, 287.
Mahy (Will.), missionn., 134 ss., 138.
Maigresouris, 304 n.
Mailhet, past., 484. — (A.), 464.
Maillard, capit., 367.
Maille (J.), 447 ss.
Maillezais (évêché de), 302.
Maillot (Charlotte), ép. P.-P. Clémenteau, 307.

Mainbielle (Françoise), ép. N. Brujas, 333.
Maintenon (aqueduc de), 269.
Maisonnets (Théodore), 355.
Maître Mimin le Goutteux, farce, 383.
Majou (Daniel), s^r de la Proutière, 304 n. — (Franc.), s^r de la Courtière, 304 n., 305 n. — (Marg.), ép. P. R. Bouquet, 305. — (Philippe), ép. F. de la Douespe, 305. — (René), oncle de Fr., 305 n. — (Sam.), fils de Daniel, 304 ss.
Malabiau, greff., 521.
Malaval (?), 228.
Malerargues (De). — Voy. la Tour de Malerargues.
Malerbe, 110.
Malet, 110. — (J. et Th.), 106.
Malherbe, 110.
Malhère, 110.
Malgue. — Voy. Mauguio.
Mallewoüe (F. de), 174.
Malmazette (Marg.), ép. Cl. Chapon, 528, 536.
Malte (ordre de), 70.
Maluin (Marg.), ép. A. Dupouy, 546.
Malvande (Rodrigue de), 31.
Malzac (s^r de), 359.
Manachou (Jeanne), 152.
Manchard (de), 272 ss.
Manière de prier Dieu, d'Erasmus, 259.
Manière de se confesser, d'Erasmus, 259.
Manifeste des habitants des Sévennes, 338 ss.
Manneville (Ch.), 383.
Mannlich (de), 458.
Manque Grégoire (Grégoire), soldat, 353.
Manson, 101, 107, 126 ss. — (Jacob), 101, 103. — (Math.), 107. — (P.), 101, 131.
Manuel, past., 332, 336, 532. — (De), 170.
Marcadé (Alph.-Alex.), 354.
Marchand, 446. — Past., 294. — (P.), 122. — Voy. Le Marchand. — Marchand-Lafosse, 110, 113.
Marchegay (Charlotte), ép. P. Bouquet, 304.
Marks (Erich), 566.
Mariage prot., 103 ss.
Marie, curé, 99, 109, 125.
Marie de Hongrie, 560.
Mariéjol, 567.
Marillac, intend., 290.

- Marguerite (Jean), dit la Rose, 352.
Marennès, 193, 575.
 Maronnay (De), s^r de Châteauneuf, 62. — (Suz. de), 62.
 Marcourt, 379.
 Marlorat (Aug.), 30.
 Marot (Clém.), 383, 421. — Poésies inéd., 278 ss.
 Marre, curé, 527. — (Alex.), curé, 331. (Dominique), curé, 246, 337.
 Marron (Paul-Henri), past., 281 ss., 386.
Marsac (Lot-et-Gar.), 549 n.
Marsaudeau, 269.
Marseille, 169, 346. — Egl. indép. don., 489.
Marsillargues (Hérault), 227.
 Martel, étudiant, 515 n. — (Jeanne de), ép. D. de Caumont, 416. — Martel-Teulon, mad., 552.
 Martin, 101, 109, 110. — Ancien, 292 n. — (Guill.), not., 333. — (Jean de l'Etoile), 196. — (Joseph), sold. prot., 331. — Le Jeune, 397 ss. — (Marie), ép. S. Leconte, 105. — (Paul-E.), 213.
 Marty (Jean), greffier, 520.
Martyrs de Toulouse (Les quatre), 572.
Mas d'Azil, 259, 374. — Assemblée générale, 465 ss., 551 ss.
 Masméjean, 538.
Massacres de Cabrières et Mèrindol, 260. — *De la Floride*, 364 ss.
 Massiac (Françoise de), ép. P. Danger, 167.
 Massillan (régiment de), 165.
 Masson (Henri), 398. — (Pierre-Marius), 454.
Mas-Soubeyran, 482, 568.
 Massuguis (bar. de). — Voy. de Carlot.
Matanzas-Inlet (Floride), 364, 370.
 Mathé (Anne), ép. J.-J. Cordonnier, 273. — (Anne), ép. H. de St-Gelais, 62.
 Matignon, lieut. gén., 41.
Mauguio, 227.
 Mauléon (madem. de), 62.
 Maulvault, past., 174.
 Maupeou d'Ableiges, 301 n.
 Maurel (Fr.-Nicole), dit le prédicant, 193 ss.
 Maurevel, 282.
 Maurevert (Attentat de), 565.
Maurin, ferme, 220.
 Maurras (Ch.), 285.
 Maury (Ant.), s^r de Raullens, 515 n. — (Pierre), s^r de la Masquière, 515 n.
Mauzé, 20.
 Mauzy, fam., 513 n.
May (riv. de), 365.
 Mayeux (Alb.), 570.
 Maysonnabe (Jean de), tisserand, 380.
 Mazaudier, conseil., 163.
 Mazaauric, fam., 491 ss. — (André), 491 ss. — (Et.), 495.
Mazamet, Égl. don., 488 ss.
 Maze, capit., 41.
 Mazel, veuve de E. de Carlot, 532.
 Mazet, past., 311.
 Méard (H.), 422.
Meaux, 264. — Egl. don., 489.
 Mechmon (Jean de), 342.
 Médicis (Cather. de), 215, 226, 370 ss. 583 — (Marie de), 175, 342.
 Meffret (Jacq.), 239.
 Megret (Pierre), 232.
 Melfi (prince de), 205.
 Mellin de St-Gelais, 280.
 Mellon (Paul), 71, 172, 259, 487.
Melun, Égl. don., 489.
Mémoires de Condé, 262. — D'un calviniste de Mil'au, 263.
 Ménard, 109, 448.
 Menendez de Avidès (Pedro), capit. gén. de la *Floride*, 260, 365 ss., 373.
Mer, 129, 554.
 Meret (Fr. Nicolle). — Voy. N. Maurel.
 Mèrez (mad. de), 448.
 Merlin, past., 282, 556.
 Mèrouze (Anne), ép. Th. Chanivière, 99.
 Meschinot de Richemond, 575.
 Mesline (Marg.), veuve d'A. de la Ruelle, 399 ss.
Metz, 431 ss.
 Meusnier, 432.
 Meyhoffer, past., 288.
 Meynadier (André), notable, 495. — (Jean), dit Ventabren, 504. — (Marg.), ép. Monod, 160.
 Meynery (Jean), médecin, 314 ss.
Meynes (Gard), 221.
 Meynier (Joseph), 527. — Voy. Meynier.
Meyruis, 185, 227.
Mèze (Hérault), 229.
Mialet, 463.
 Miane (De), 301.
 Michel, 109, 113.
 Michelet (Jules), 192.
 Mignot (Et.), 40.
Millau, 263. — Egl. don., 488 ss. — (Etat prot. de), 236 n.
 Milton, 376.
 Minerve, 228 n.

Miremont (marquis de), 338.
 Mirmand (de), 324. — (Suz. de), ép.
 L. de Baudan, 163.
Moines, 28 ss., 35, 190.
 Moisan (J.), 17.
Moissac, 158 n., 163.
 Moisson, 109.
 Moizant (Adam), 306.
 Moline, past., 359 ss., 543 n.
 Molinier (Et. de), s^r de Tourène, 229 ss.
 Mollet, 109, 110. — (D.), 122. — (Madel.), ép. P. Harivel, 126.
 Momméja (D.), 397.
 Moncan (de), command. d'*Alais*, 496 ss.
Monceaux (chât. de), 383.
 Monchamps (de), 131. — (Marie Anne),
 ép. A. Gourjon, 131. — Voy. Gourjon.
Monçon (trêve de), 210.
Moncontour, 262.
 Moncordat (de), 556.
 Monjoye (Christophe), 378.
 Monlédier, capit., 501 ss.
 Monod, 160. — madame, 464. — (A.),
 552. — (Gabr.), 191, 374, 486 ss. —
 (Henri), 486. — (Wilfred), 281 ss.
Mons, 430.
 Mons (s^r de). — Voy. P. Du Gua.
Montabot, 110, 117, 123.
Montagnac (Hérault), 213, 228 ss., 233 n.
Montaigu, 292, 302. — Temple, 302.
 Montallier (Marie-Thérèse), supér., 146.
Montanhac. — Voy. *Montagnac*.
 Montardy (J. de), dit Lascoux, 312 n.
Montaren, 256, 536. — (s^r de). Voy.
 J. de Folcher.
Montargis, 554. — Egl. don., 489.
Montauban, 408, 416 ss., 436, 572. —
 Egl. don., 489.
 Montbarrot (de), 13.
Montbéliard, 271.
 Montbeton (bar. de), 413. — Voy. de
 Caumont.
 Montbrun (S^r de). — Voy. L. de La
 Vigne.
 Montcalm (Anne de), ép. J. de Boi-
 leau, 240.
Montcaret, registre du consistoire, 572.
Mont-de-Marsan, 197.
 Montejean (René de), capit., 206,
 210 ss.
 Montgaillard (de), 415.
 Monthoye, 212 n.
Montilly, 99, 105, 106, 110, 116, 123 ss.,
 125, 126, 131, 138.
Montivilliers, 34.
 Montlaur (s^r de), 222.
 Montmars. — Voy. Ducros.

Montmars, assemblée, 492, 499.
 Montmollin (Guill. de), past., 454, 569.
 Montmorency (Anne de), connét., 38.
 206 n., 210, 212 n., 214, 216 n., —
 (Duc de) 342 (1620), 275. — (madem.
 de), ép. G. de Coligny d'Andelot, 560.
 Montolieu, fam. de, 324. — (Théophile
 de), s^r de Saint Hippolyte, 324, 330.
Montpellier, 158, 211, 215 n., 226 ss.,
 230 n., 233 n., 238, 415, 423, 436 ss.,
 526. — Egl. don., 488 ss. — (taculté
 de), 572. — (synode), 539.
 Montpinier (s^r de), 517.
 Montrevel (maréch. de), 69, 341, 349.
Montricher, 92.
 Monts (s^r de), 509.
Montsecret, 100.
 Montségou (de), 438 ss.
Montselgues, 533.
 Montsuquet (s^r de). — Voy. A. de Li-
 gonier.
 Montvaillant (s^r de), 529. — Voy. A.
 de Vignolles.
 Montvaillent (s^r de). — Voy. de Bel-
 castel.
 Morin, 122. — (Pierre), dit l'Epine,
 past. 114. — (Pierre-Arsace), avoc. 308.
 Moré (Ant.), dit sans chagrin, 353.
 Moreau, 287.
 Morel (Lydie), 174. — (Mathieu), past.,
 494. — Pierre-Nicolle). — Voy.
 N. Maurel.
 Morgues (Jacq.), 367.
 Morice (Sébastien), recev., 35.
 Morillon, près., 373.
 Morize (P.), past., 10.
 Mornay, 375. Cf. Duplessis.
 Morset, 104.
 Mortier, 63 ss.
 Morus (Alex.), past., 71.
Mosquitoil, baie, 368.
Môtiers, val de Travers, 453 ss., 555,
 569.
Motte de Lutre, 127.
Mouchamps, 289 ss. — (Consist. de),
 299 ss. — (Egl. de), 289 ss.
Moudon, 152.
 Moulens (de), 435 ss.
Moulins, Egl. don., 488.
 Moulton, 453 n.
 Mounié (Jaques), 526. — (Marg.), veuve
 Doumy, ép. D. Camproux, 526.
Mouni Nod, cimet. de banlieue de
 Londres, 286. — Voy. Wandsworth.
 Mousset, 110. — (Ant.), 46, 49. — (Ja-
 cob), 103.
Moutier-sur-le-Lay, 301.

Muller (Gertr.), ép. J. de Brueis, 322.
 Mulot, 127.
 Munich, 261.
 Murles (*Hérault*), 229.
 Mus, 239.
 Musée du Désert, 172, 463 ss., 482 ss., 568.
 Musset (G.), 389.

Naas. — Voy. Naus.
 Nagerol, chanoine, 31.
 Nages, Égl. don., 488 ss.
 Najac (s^r de). — Voy. Ph. de Gineste.
 Nancy, Égl. don., 488 ss.
 Nant (*Aveyron*), 227.
 Nantes, 17, 22, 302. — (chât. de), 360.
 Napoléon I^{er}, 90 ss., 386.
 Narbonne (Claude de), bar. de Fau-
 gères, 225 n. — (Jean), son père,
 225 n.
 Narbonne, 215 n., 229, 414.
 Narvaez (Pamphyle), 365.
 Naudin (Paul), lieut. crim., 303.
 Naus, gouv. de la vallée de *Luserna*,
 205, 211.
 Navarre (Henri de), 215 n., 231,
 233 n. — Voy. Henri IV. — (Marg.
 de), 465.
 Nécrologie de E. Bourlier, 96. — de
 G. Monod, 191. — de C. Pascal, 96.
 Négrepelisse, Égl. don., 489.
 Nérac, 141. — (Conf. de), 215. — (Edit
 de), 235.
 Nesmond, évêq., 100.
 Neuchâtel, 168.
 Neuhaldensleben, Refuge, 526.
 Neufchâtel-en-Bray, 38.
 Neufville, 110. — (de), 122. — (Eli-
 sab. de), 112. — (Jacq. de), 112. —
 (L.-Jacq. de), 112. — (P. de), s^r du
 Mesnil-Bacley, 112. — (Rob. de),
 98, 101.
 Neuilly-sur-Seine, Égl. don., 488.
 Neungher, greffier, 67.
 Nevers, Égl. don., 489.
 Nicolas (Pierre), 535.
 Nicolle, maître. — Voy. N. Maurel.
 Nimègue, 166. — Refuge, 273, 533.
 Nîmes, 218, 226, 352, 436, 440, 522 ss.,
 530, 538 ss. — Assemblée (1570),
 236. — Égl. don., 488 ss. — Prison,
 331. — Rues, Corconaire, 252, de
 l'Aspic, 249.
 Niort, 574.
 Noailles (card. de), 5, 65. — (Maréch.
 de), 65.
 Noatz (Franç.), 232.

Noël, 110. — (Charlotte), ép. P. Du-
 pin, 255.
 Noget, 110.
 Nombre de la Bête, 89.
 Nombre de Dios (Mexique), 263.
 Normandie, 27 ss., — Couvents, 28
 ss. — Réforme, 379.
 Nort (O. de), 422.
 Norwich, Refuge, 540.
 Notre-Dame-de-Bonne-Espérance
 vaisseau, 346 n.
 Noues (Jacques des), 303 n.
 Nouhe (de). — Voy. des Noues.
 Nouvelles Catholiques. — *Luçon*,
 299. — *Lyon*, 144 ss. (1747), 276 ss.
 Noyelles (De), chanoine, 354.
 Nyons, Égl. don., 488 ss.

Oden (Elisab.), ép. Cl. Chay, 540.
 gier de Gombauld (Jean), 174.
 Olbreuze (d'), 70.
 Oléron, 193 ss.
 Olier (Jean), 468.
 Olivet, 556. — (d'), 436.
 Olivétan, 266.
 Olivier, past., 338. — (Louis), 267.
 Ollivier (A.), 422.
 Oloron, (évêq. d'), 547.
 Onfray (David), 104.
 Onfroy, 110. — (Richard), 100.
 Orange, 168, 249, 537 ss. — (Fréd. Henri
 d'), fils de Guill. I^{er}, 280. — Guill. I^{er},
 280, 351, 386. — Guill. III, 68.
 Orbec, 36.
 Ordonnances de Franç. I^{er} (1546), 379.
 — De rebaptisation, 189 ss.
 Orléans, 42, 62. — (Gaston d'), 342.
 Orré, procur. du Roi, 296 ss.
 Ostrogothie, 59 ss.
 Ottigny (s^r d'), 369.
 Oursel, 379.
 Oyonnax, Égl. don., 489.
 Oyseau (Franç.), s^r de Trevigard, past.,
 22. — (Math.), past., 22.

Paboul (Elisab.), ép. J.-Ph. Lavigne, 60.
 acotte, 160.
 Paix de Cœur, conseil., 30.
 Palisse (Magdel), ép. P. Chamand, 535.
 Palissy (Bern.), 193 ss., 201, 389 ss.
 Pamiers, 466.
 Pamphile (Le prince), 68.
 Pamproux, Égl. don., 488 ss.
 Pandin (Jos.), s^r des Jarriges, 242. —
 De Lussaudière, 421 ss.
 Pannier (Jacq.), past., 71, 172, 259,
 274 n., 285, 512, 551 ss., 556.

604 TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES

- Papin, past., 306 n.
Paray-le-Monial, registre de l'Egl. 260.
Pardon (Lettres de), 39 ss.
 Pardoné, 352.
 Pari, 129 n.
Paris, 29, 118, 390, 430 ss., 553 (1567), 261. — Bastille, 398 ss., 414, 538. — Batignolles, Egl. don., 488. — Conciergerie, 398 ss. — Eglise Saint-Médard, 383. — Faub. Saint-Honoré, 397. — Maison de la reine Blanche, 383. — Mont. Sainte-Geneviève, 383. — Nouv. cath., 63. — Oratoire, 386, égl. don., 488 ss. — Petite Genève, 391, 398. — Petit pré aux Clercs, 398. — Portes St-Antoine, St-Victor. 264. — Pré aux Clercs, assembl., 264. — Rues des Marais, ou Visconti. — Voy. Petite Genève. — Tirechappe, 276. — Vaugirard, 399.
 Parreau (Rub. de), 412.
 Pascal (Aymery), substit., 342. — (C.), 96.
 Pasquier, 376. — (Abraham), 329. — (Ant.), 329, 522. — (Jacq.), 329. — (Jean), 329. — (Simon), 329. — (Simone), ép. A. Cabrières, 524.
 Passavant, 186.
Pasteurs apostats, 139.
 Patry (H.), 203, 379 ss., 389.
 Paveret (Mar.-Madel.), ép. J. Brueis, 333.
 Pau (Jean), dit Nîmes, 353.
Pau, 140. — Egl. don., 488 ss.
 Pau, past., 358.
 Paulhan, past., 327.
 Peumier, 287.
 Payan, 287. — Voy. Payan.
 Payen (Jean), past., 231.
Pays-Bas, 62, 69, 441. — (Prince des), 281.
 Péchels (de), 436.
 Pehrson (Per.), 384.
 Peirille (P.), 418.
 Peleux (Charlotte), ép. P. Bouquet, 303, 306. — (Pierre) lieut. crim., 303.
 Pelier du Verger, 110.
 Pelissier, capit., 233 ss.
 Pelletier (André), orf., 295.
 Pellier, 110.
 Pelluet, 110.
 Peluet, 110.
 Pepin (J.-L.), past., 170, 526.
Périgord, 310 ss.
Pérouse, vall. vaud., 209.
Perpignan, 463.
 P errenoud, past., 9 ss.
 Perret (Béatrix), ép. Et. Arnaud, 153.
 Perrin (Bern.), 466.
 Perrotat (Dav. de), s^r de St-Victor, 240, 540. — (Franc. de), 240.
 Perruquet (Noël), past., 22.
 Persan (s^r de), 327.
 Perse (Anne), ép. D. Camproux, 526.
 Pescharnaud, (s^r de), 549.
 Pesnel, 110.
 Petit, 110. — Prêtre, 355. — (Edm.), 104.
 Petit-Paris (s^r de). — Voy. S. de Rocher.
 Petremclaude, 370.
 Peyregot (de), 200.
 Peyremale (de), 529. — (Ant. de), 530. — (Balth.), 530. — Voy. B. Cotelier.
 Peyrot, past., 356, 363.
Pézenas, 224, 227 ss., 520. — Collège des pères de l'Oratoire, 541.
 Pezons (Nic.), 219.
 Philippe (André ou Andry), s^r de Belleville, 207 ss. — (Jean), anc. syndic., 207. — Voy. Lesur.
 Philippe le Bel, 256.
 Philippi, 229 n., 233 n. — (Eust.), 231. — (Guill.), fils d'E., 231. — (Jean), fils d'E., 231.
 Philippot (Emmanuel), prof., 383.
 Pibeu, min., 431.
 Picard (Jean), capit., 227 ss., 231 ss.
 Picardeau (J.), sold., 41.
Picardie, 60.
 Picfier (Madel.), ép. D. Bourdet, 254.
 Pichard, 110. — (M. de), ép. J. de Rapin, 417.
 Picheral-Dardier, 357.
 Pichot. — Voy. Puchot.
 Picquenot, 101 n.
 Pie IV, pape, 467. — Pie V, pape, 373, 565.
Piémont, Vaudois, 69.
 Pierre-Joseph d'Orléans (Le P.), 508 n., 510.
Pierrerue, 228.
Pignerol, 264.
 Pilastre, 110.
 Pilatte (Léon), 552.
 Pillier, 110.
 Pinaud (Marg.), ép. N. Brelhé, 303.
 Pineau (Léon), anc., 292 n. — (P.), past., 292 n.
 Pinet, march., 252. — (Marg.), ép. A. Bouet, 252.
 Piniot (Sam.), s^r de la Largère, 292.
 Pinoches (S^r de). — Voy. Servin.
Piqueos (Chât.), 382.
Piriac, 13 ss. — Temple, 19.

- Pize (Fr. de), 422.
Placards, (Affaire des), 195, 197. —
 De Marcourt à Rouen, 379.
 Plamon (Gabr. de), 313 ss.
 Plantey (Jacq.), prêtre, 548 n.
 Platzhoff, 563.
 Plattard (Jean), 280.
 Plymouth, 165.
 Poitiers, 142, 291, 298, 307. — (Edit de),
 233 n.
 Poitou, 114.
 Pojol, 505. — Voy. Poujol.
 Polastron (Louise de), ép. M.-L. de
 Baudan, 160.
 Polier, prof., 358. — (Georges), 411.
 Pompignan (Bat. de), 463.
 Ponce de Léon (Jean), 365.
 Poncet de la Rivière (Mich.), évêq.,
 169.
 Poncher, fam., 553. — (Abraham de),
 s^r de Lomény, 553 ss., 556. — (Daniel
 de), s^r de la Salle, 553 ss. — (Et.
 de), archev., 553 ss. — (Franç. de),
 553 ss. — (Jean de), s^r de Cham-
 freau, 554 ss. — (Marg. de), ép.
 Hurault de Vibraye, 554. — (Marie
 de), 556.
 Pons, 510 n. — (Pierre-Louis de), 429 ss.
 Pont-Audemer (Vic. de), 40.
 Pont-Authon (De), 40.
 Pontchartrain, 301.
 Pont de l'Arche, prés., 536.
 Pont de Montvert, 347, 499 n.
 Pontails, 533.
 Pont-l'Evêque, 34.
 Pontorson, 116.
 Pont-St-Esprit, 229.
 Portalis, 10, 135 ss.
 Portarlinton, Refuge, 255, 336.
 Portes (Marquisat de), 491.
 Port-S^t-Marie, 547 n.
 Postau (Grég.), 47, 49.
 Postel, 110.
 Potel, 110. — (J.), 105.
 Potrincourt, 508 ss.
 Poujade (Marie de), ép. P. de Rieupey-
 rous, 572 ss.
 Poujol (S^r de), 225. — Voy. O. de Thé-
 zan.
 Poul, capit., 347 n.
 Poulain, 110.
 Pouvillain (Ph. de), bailli, 36.
 Pouzauges, 300.
 Pouzillac (Benoît), 335 n.
 Pouzilhac, 256.
 Pradal, past., 359 ss.
 Pradelles, capit., 230.
 Prades (Hérault), 220.
 Prantes, égl. don., 488.
 Pratinisol (S^r de). — Voy. J. Gineste.
 Précilly (J. de), ép. J. de la Fourest,
 422.
 Prédic (De), 19.
Prédicants, 100, 114, 158.
Prêtres, 15, 32 ss. — Prosélytes, 103.
 Prieur (Franç.), 132, 138. — (Suz.), ép.
 Brisset, 113.
Princesse Palatine (la), 1687, 69.
Prisonniers, 101, 121, 157, 170. — Caen,
 130. — Pierre-Scize, 158 ss. — Som-
 mières, 162.
Prix de l'Académie, 285.
 Profichet, 110.
Propagation de la foi (Lyon), 144 ss.
Protestants en France, et O. Reclus
 5 ss.
 Prunier, 110. — (Fréd.), 135. — (Jacq.),
 122. — (Onés.), past., 135.
 Prusse, refuge, 162, 242, 250.
 Puaux (Fr.), 71, 90, 93, 172, 184, 259,
 285, 341, 374, 387, 408 ss., 434, 449,
 464, 473, 551 ss., 568.
 Puchot (J.), s^r de Gerponville, 42 ss.
 — (Laur.), s^r de Gerponville, 33, 43.
 — (Nic.), s^r de Bilbeuf, 43.
 Pujolas (Cather. de), ép. J. de Boileau
 244. — (Claude), ép. L. Boucarut.
 — (Louis de), 244.
 Puybelliard, 303.
 Puygarreau (collège des Jésuites de),
 (Poitiers), 298.
 Puylaurens (1673), 513 ss.
 Puyou, 380.
Quercy, 311, 357.
 Quetteville (Jean de), 134.
 Quibourt (Pasquier), 27.
 Quidel (Jean), 33.
 Quilgars (H.), 13 ss.
 Quillebeuf, 29.
 Quintanadoyne (Ant. de), 31.
 Quissac, 252.
 Quoispel, 110.
Rabache, 101, 110.
Rabastens en Albigeois, 263.
 Rabaut (Paul), past., 172, 356 ss. —
 Rabaut-Dupuis, 10.
 Racine, 110. — Past., 129. — (Jacq.),
 122.
 Radulphe (Jeanne), ép. D. Onfray, 104.
 Rafin, curé, 335.
 Railly, past., 333.
Raioou, 342 n.

- Ramezay. — Voy. Ramsay.
 Rampillon (René), prêtre, 299 ss.
 Ramsay (demois.) (1748), 289 n. — (André), écossais, 289 n. — (Franc. de), 289 ss. — (Henri de), 289, 301 n. — (Jacq.), père de Fr., 289. — (James), 289 n. — (Jean de), 289, 294, 299, 301. — (Marg. de), sœur de Fr., 298 n. — (Marie de), sœur de Fr., 298 n. — (Olympe), 308 n. — Pierre, régent, 289 n., 308 n. — Ramsay de Lumeau, fam., 289 n.
 Ranchin (Jacq. de), conseil., 250.
 Ranvier, 359.
 Rapin (de), fam., 416 ss.
 Rapol (André), curé, 547 n. — (Henri), son frère, 547.
 Raspal, dit Languedoc, 447 ss.
 Rasse de Nœux, chirurg., 278.
 Rassis, capit., 233 ss.
 Raulin (Rob.), conseil., 41.
 Ravanel, 335 n. — (Anne de), ép. P. Bulliod, 335.
 Ravanelle (Louise), ép. J. Blanchet, 237.
 Ravenel, 298 n.
 Raynaud, huiss., 290, 294. — (Gast.), 485.
 Read (Ch.), 390, 399, 477 ss.
 Réalville, Egl. don., 488 ss. — (S^r de), 411.
Rebaptisation..., 189 ss.
 Rebeau (de). — Voy. Rapin.
 Reboul-Charron, past., 131.
 Reboullet, 330. — (Durand), 169.
 Reclus (Jacq.), past., 12. — (O.), 3 ss.
 Redonnel, past., 359 ss.
Réforme et Inquisit. en Fr.-Comt., 271.
Réformation, 387 ss. — (Fête de la), 571.
Refuge, 425 ss. — Voy. aux noms de pays et de villes.
Réfugiés, 188.
Régiment levé par la reine Anne pour les Français réfugiés, 238.
Registres protestants, 13 n., 27 ss., 97. — De bapt. de l'Egl. de Frankenthal (1675-89), 288. — De Ste-Croix de Béthune, 352.
Règlement, 148. — De 1747 sur les N.-C. de Lyon, 276 ss.
 Regreny (Elisab.), ép. J. Dechezeault, 575 n.
 Reims, Egl. don., 488.
 Reinach (J.), 85.
 Reinaud (Jeanne-Olympe de), ép. P. de Veer, 169. — (Ch. de), de Bergeirrolles, 168.
 Reiss, ammeister, 56 ss.
Reîtres, 35, 42.
Religieuses, 34.
 Remond (Flor. de), 550.
Remontrance de l'Assemblée d'Anduze, 215 ss.
 Renard (Martin), recev., 40.
 Repaire-Martel (s^r de). — Voy. A. Jacques.
 Rennes, 19, 95. — Egl. don., 488 ss.
 Restou (P.), 396 ss. — Voy. Retrou.
 Retrou (P.), 391.
 Reuchlin, 558.
 Reuss (Ed.), prof., 265. — (R.), prof., 71, 173, 191, 259, 374, 551 ss., 565.
 Reveillaud (E.), 275.
 Revel, 236 n.
 Revenc. — Voy. Rivenc.
Révocation, 68 ss., 89, 302. — Tableau allégor., 278.
 Rey, 555. — (Aug.), 553. — (Pierre), s^r du Vivier, 515 n.
 Reynac (de), 231.
 Reyniès (de). — Voy. Seguin.
 Reynol, 490 ss.
 Ribault (Jean), capit., 33.
 Ribaut (Jean), 260, 364.
 Ribière (Louise), ép. J. Broche, 256.
 Richard, 110, 449. — (Fr-Marc), 197. — (Madel.), du Buisson, ép. G. Gourjon, 131.
 Richart (Luc), 47, 49, 53.
 Richelieu (card. de), 95, 342, 382.
 Rieubach, 470.
 Rieumal (Madel.), 158.
 Rieupeyroux (Antoine de), 573. — (Antoinette de), ép. Rigal, 572 ss. — (Daniel de) 572. — (Jean de), 572 ss. — (Pierre de), 572 ss. — (Théod. de), 573. — Voy. de Bar.
 Rieutord (Cather. de), ép. Fr. de Beauvoir du Roure, 164.
 Rieux (évêché de), 468.
 Riffard, 159, 526.
 Rigal (Guill.), 573. — (L.), 263.
 Richouey (J.-P.), 129.
Rio-de-Janeiro (baie de), 263.
 Ripaille, 207, 212.
 Rivaille, 575.
 Rivecourt, fam., 298, 301 n. — (Ant. de), 298. — (Eléon. de), ép. J. de Ramsay, 299.
 Rivenc (André de), s^r de Fonbrune, 515 n. — (J.-J. de), 515 n. — (Paul de), ép. J. Dupouy, 513, 518.

Riverol, recev., 40.
 Rivière, 110.
 Robert, préd., 367. — (Jeanne de), ép. Bramarde, 330 n.
 Roberty (E.), 281 ss.
 Robin, 290. — (Hubert), 194, 201. — (Fr.-Hugues), 194. — (Thom.), dit de Coloignes, 510 ss.
 Rocalde, 493.
 Rochebaron (marquis de), 147. — Voy. La Rochefoucauld.
 Rocheblave (demois. de), ép. M. Billion, 238.
 Rochebonne (s^r de), 222.
 Rocher (Claude de), 273. — (Jacq. de), s^r de Chaptines, 272. — (Louis de), 273. — (Paul de), 272. — (Salom. de), s^r du Petit Paris, 167. — (Samson de), s^r du Petit Paris, 272. — Rocher-Paris, fam., 272.
Rocher d'Epinouze (cimet. de), 107.
 Rochète (Louis de), 196, 200.
Rochetjoux, 295.
 Rochette (Franc.), past., 473.
 Rocquairol (Trillan), 252.
 Rocque (J.), 31.
 Rodier (madem.), 163. — (Isabeau de), ép. J. Cabrit, 524.
 Roffignac (fam. de), 312 n.
 Roger, past., 356, 363. — (Pierre), 333.
 Rohan (duc de), 245, 376, 475, 549 n. — (Cather. de), Soubise, 308 n.
 Rohier, past., 302 n.
 Roit (de). — Voy. Rouët (De).
 Rolland, 287, 463. — Sa bible, 464. — Voy. Laporte.
 Rolle, 544.
 Roma (Jean de), 260.
 Roman (Jean), préd., 239 n., 532.
Rome, 68 ss. — Vatican, peintures, 173.
 Romé (chan.), 34. — (Nic.), s^r de Fresquiennes, 32.
 Romier (Lucien), 263.
 Ronceray. — Voy. La Roncerée.
 Ronier (Colin), 220.
 Ronsard, 371.
 Roquelaure (duc de), 541.
Roquemaure, 218.
 Roques (Archip.), 330 n.
 Roquevidal (de). — Voy. de Brail, 134.
 Rorengo de la Tour (J.-Bap.), 205.
 Rose (Jean), sold., 355.
 Rosines, capit., 226, 233.
 Rosset (Armande de), ép. J. de Boileau, 244. — (Cléo de), ép. J. de

Ranchin, 250. — (Diane de), ép. Ph. de Bornier, 250. — (Ed.-Phil.-Claude de), 530. — (Gabriel de), 529. — (Jacob de), s^r d'Aubarne, 250. — (Jean de), s^r de S^{te} Anastasie, 244. — (Pierre de), 244. — (De), d'Aigaliers, 245, 534. — (De), de Fontarêches, 245.
 Rott (E.), 71, 173, 374, 552.
Rotterdam, 525. — Refuge, 239. — Egl. wall., 539.
Roubaix, Egl. don., 488 ss.
 Rouberte (Marie), 170.
Rouen, 27, 36 ss., 113, 117, 367, 379. — Bris des images, 28. — Egl. don., 488 ss. — Lettres de pardon, 39 ss. — (Vicomte de). — Voy. Pichot, Puchot.
 Rouët (Ant. de), 273.
Rouillé, Egl. don., 488.
 Roullens (s^r de). — Voy. Ant. Maury.
 Rouquette, abbé, 156 ss., 237, 322 ss., 522.
 Rousse (Suz.), 535.
 Rousseau (J.-J.), 74 ss., 452 ss., 569. — (Centenaire de), 259. — (Enfants de), 178 ss. — Une nouvelle vie (Jos. Cath.), 180.
 Roussel (Gérard), abbé, 546 ss. — (Jean), 158.
 Rousselle (Cath.), ép. P. Chamand, 535.
 Roussel (Anne de), ép. A. Capieu, 527.
 Roussine (Jeanne), ép. A. Capieu, 527.
 Roustan (Jean), 535.
 Rouveret, consul, 495.
 Rouvergias (veuve), 326.
 Rouvière, (s^r de), 272. — Voy. S. de Rocher. — Notable, 495. — Prieur, 534. — (Pierre de), lieut., 527.
 Roux, 103, 110, 167, 252, 359 ss. — (Eléon. de), ép. Et. Chauvin, 539. (Marg.), ép. J. de Baudan, 160, 162.
 Rouyre (Is.), dit du Chesne, 515, 517.
 Royrand de la Roussière, fam., 306 n.
 Rozel (Marg. de), 253.
 Rozier (L.), past., 362.
 Ruault (Abr.), marin., 512.
Rumegies, 88.
Russie, Refuge, 164.
Rye, Refuge, 573 ss.

Sabarar, 470.
Sabatier (Aug.), prof., 191.
 Sadargues, 329.
 Saillefert de la Tigerie, 126.
Saillans, 464. — Egl. don., 488.

Saint-Agrève, 236 n.
Saint-Amand, 87 ss.
Saint-Ambroix, 255, 536.
Saint-André (de), 261. — Voy. *Reinaud*.
Saint-André (*Hérault*), 224.
Saint-Aubuyos Roumieu (*Réginald*), 287.
Saint-Augustine, 364, 367.
Saint-Aulaire (marq. de), 65.
Saint-Aurant (de), 255.
Saint-Barthélemy, 140, 268, 564. — A Chantonnay, 302. — Peintures de Vasari à Rome, 172.
Saint-Bauzille (*Hérault*), 220.
Saint-Bomer-les-Forges, 112.
Saint-Brès, (s^r de), 219 ss.
Saint-Brice, près Clairac, 547 n.
Saint-Chartes, 240, 256 ss.
Saint-Chartes, 322.
Saint-Cloud, Égl. don., 488 ss.
Saint-Cosme, 522. — (bar de), Voy. N. de Calvière.
Saint-Denis (bat. de), 268.
Saint-Denis (Oléron), 190.
Saint-Denis, près Uzès, 251.
Saint-Denis-de-Mer, 109.
Saint-Dié, Égl. don., 488 ss.
Saint-Domingue (esclaves à), 367. — Refuge, 244.
Sainte-Anastasie, 219. — (s^r de). — Voy. J. de Rossel.
Sainte-Croix-de-Volvestre, Égl. don., 489.
Sainte-Foy, 549, 572.
Sainte-Hermine 303 n. 306 n.
Sainte-Honorine, 34, 99, 110, 114, 117, 122, 125, 132. — Cimetière, 107.
Sainte-Lane, 197.
Saint-Emilion, 203.
Saintes (Egl. de), 193, 202. — Bûcher, 202. — (prison de), 201.
Saint-Etienne (Egl. don.), 488 ss.
Saint-Etienne-de-Valfrancesque, 492.
Saint-Faurel (de), 418.
Saint-Ferréol, 335. — (Georges de), 221 n. — (Guill. de), 221 n.
Saint-Florent (s^r de). — Voy. Beauvoir du Roure.
Saint-Florentin (comte de), 146, 331 n.
Saint-Fulgent, 292, 306 n.
Saint-Gall, 147, 437.
Saint-Gayran, 549.
Saint-Gelais (Hyac. de), 62, 273. — Voy. Cordonnier.
Saint-Geniès (s^r de). — Voy. A. de Gontant.

Saint-Germain (de). — Voy. Ch. de Sus.
Saint-Germain (prieur de). — Voy. Abbé du Chayla.
Saint-Germain-du-Crioult, 99, 109, 120.
Saint-Germain-de-Calberte, assemblée, 490 ss.
Saint-Germain-en-Laye (édit de), 233 n. — Egl. don., 488.
Saint-Gervais, 40.
Saint-Gonstan (De). — Voy. Yviquel.
Saint-Guillen-du-Désert, 226.
Saint-Hilaire (Bertr. de) s^r de la Bougonnière, 302 n. — (Phil. de), fils de B., 302 n.
Saint-Hippolyte, 185, 358. — (s^r de), Voy. Montalieu.
Saint-Hippolyte de Caton, 252.
Saint-Hyacinthe. — Voy. Cordonnier.
Saint-Jean, 225.
Saint-Jean-Chambre, Égl. don., 488.
Saint-Jean-de-Criolon, 541.
Saint-Jean-de-Ceirargues, 256. — (s^r de), Voy. Th. de Froment.
Saint-Jean-de-Gardonnenque, 530 ss.
Saint-Jean-de-Vidas, 241.
Saint-Just (s^r de). Voy. de Sandres.
Saint-Just-en-Marennes, 194.
Saint-Juste (s^r de). — Voy. Ch. de Biancourt.
Saint-Laurent-la-Vernède, 527.
Saint-Lo (bar. de), 104. — Voy. Grimaldy.
Saint-Léger, prév., 36. — (J. de), 40.
Saint-Maixent, Égl. don., 489.
Saint-Malo, fugit., 294, 299.
Saint-Marcel (de), Voy. *Reinaud*.
Saint-Marcel-de-Carveiret, 169.
Saint-Martin, 574.
Saint-Martin, vall. vaud., 209.
Saint-Martin-de-Bobaux, 499 n.
Saint-Martin-de-Lansuscle, 492, 494 n.
Saint-Martin-de-Ré, Égl. don., 488 ss.
Saint-Matthieu, fort, 368.
Saint-Maurice, 532.
Saint-Michel-de-Boulogne, 221.
Saint-Paal (s^r de). — Voy. P. Bouquet. — (comtesse de), 548.
Saint-Phélix (s^r de), 219.
Saint-Pierre (Ile, Suisse), 569.
Saint-Pierre-du-Regard, 105, 106, 109.
Saint-Pons (s^r de), 221. — Voy. Besc, G. de Saint-Ferréol.
Saint-Pons-de-Thomières, 500 ss.
Saint-Priest (de), intend., 496 ss. — Voy. Guignard.

- Saint-Quentin* (Aisne), 431.
Saint-Quentin, près Uzès, 526. — (sieur de), 258.
Saint-Servan, Égl. don., 489.
Saint-Simon, 200. — Conseil., 196.
Saint-Sulpice (De). — Voy. Ebrard.
Saint-Symphorien, 554 n.
Saint-Thibery, 213, 216 ss., 233 n.
Saint-Valérien, 301.
Saint-Victor (bar. de), 241. — (s^r de), 540. — Voy. D. de Perrotat.
Saint-Vincent de Médillac, 548.
Salas, 224.
Sale (Math.), greff., 53 ss.
Salé, 129.
Salèlles, 224.
Sallesse (Peronne), veuve de Vidau de Larchière, 196.
Salgas (bar. de), 159.
Salies de Béarn, Égl. don., 488 ss.
Salinhac (Bertr. de), doyen, 312.
Salis (Ant. de), s^r de la Batut, 312.
Salisbury (comte de), 70.
Salles, 110.
Salles, 131.
Salm (Jean-Phil. de), 35.
Salomon (Fr. de), 549 n.
Salviac (Quercy), 330 n.
Salvignac (Marc.-Ant. de), s^r de la Joucasse, 515 n.
Samaran (Ch.), 210 ss.
Saméon, 88.
Samzon, 222.
Sandres (Guichard de), 227 n. — (Sim. de), s^r de Saint Just, 227.
Sanegon (Élisab.), ép. J. de Neufville, 112.
Sanillac, 252 n.
Sanson. — Voy. Samzon.
Sarlat (Ar. de), 315. — Voy. F. de Senneterre. — (Réforme à), 310 n.
Sarran. — Voy. de Caumont.
Sarras (Domerque ou Jeanne de), ép. L. de Beauvoir, 167.
Sarrazin (Philib.), 196 ss.
Saujon, Égl. don., 488.
Saulnier (Eug.), 140.
Sault, 187.
Sauly (De), évêq., 184.
Saumur, 295.
Sauve, 541.
Saussens (mad. de), 434.
Sauzet, 166.
Savigny (Vaud), 92, 190.
Savois (mad. de). — Voy. de Bar.
Savoye (Claude), 208 n.
Saxe (Aug. de), 563 ss.
Scaliger (Jules-César), 196, 200, 380.
Sceau, 61.
Schaffhouse, Refuge, 332, 543.
Schickler (F. de), 280, 386, 477 ss.
Schimmelpenninck (de), ambass., 283.
Schoell (Th.), 72 ss., 174, 270, 458, 559 ss.
Schomberg, 564.
Schwebingerin (Anne-Marie), 57 ss.
Schweppenhaeuser, past., 568.
Scultetus (Abraham), 384.
Séances du Comité, 12 déc. 1911, 71. — 16 janv., 21 févr. 1912, 172. — 13. mars, 259. — 374 ss. — 15 oct., 26 nov., 551 ss.
Sebire, 110. — (Louise), ép. P. Le-page, 106.
Sedan, 390, 397.
Séguin (Paul), not., 547 n. — (de), fam., 417 ss.
Seillière, 458.
Selves (Jean de), présid. du parlem. de Paris, 550.
Seminolas (Indiens), 364 ss.
Senneterre (Fr. de), 310 ss., 315, 321
Sens (card. de), 264.
Serface (P.), conseil., 41.
Serfass (Ch.), 59 ss., 387.
Serquigny, 29.
Serre (Marq.), 171.
Serres (de). — (Trist. de), 415. — Voy. La Serre.
Servezannes (s^r de). — Voy. A. Bouet.
Servin (Claude), s^r de Pinoches, 380 ss. — (comte de), 380 ss.
Sesenheim, 568.
Sétif, Égl. don., 488 ss.
Sèvres, Égl. don., 488.
Seynes (E. de), 464, 568.
Sézanne-en-Brie, 431.
Shakespeare, 374 ss.
Siam, 69.
Sicarde, demois., 264.
Sigalon, demois., ép. J. Boudes, 253. — (Louise), ép. J. Blanchet, 237. — (Paul), 237. — (Xavier), 237 n.
Sigogne, 510.
Sigournais, 303 ss.
Silhiole (Léonarde), ép. J. Castilhon, 533.
Silva (Guzmande de), ambass., 371 n.
Sinard, 110.
Siras (Françoise de), ép. G. La Beaume, 236.
Sixte le Tac, recollet, 275.
Sæst, Refuge, 238.
Solary, 196 ss.

- Solas (P. de), 412.
 Solier. — Voy. Soulier.
Solorgues, Égl. don., 488.
 Sommartre (S^r de), 219.
Sommières, 230 ss. — Chât., 162. — Couvent des Ursulines, 335.
 Soquence, 31.
 Sorel, 110.
 Soubien, 110.
 Sougeal, 295.
 Soulice (L.), 71, 495. — (Pierre), 495 n., 522.
 Soullard, 292 n. — (Paul), 299.
 Sourches (marq. de), 54.
 Soustelles (s^r de). — Voy. G. de Cambis.
Soulhampton, 165. — Refuge, 242.
 Spenser, 376.
 Spifame, 381.
Spitalfields, 377.
 Spitta, fam., 551. — Voy. L'hôpital, Hallait.
 Standonck (Jean), principal du collège de Montaigu, 263.
Stargardt, Refuge, 533.
Statistique, 184. — Du futur diocèse d'Alais (1688-1689), 259.
 Stella. — Voy. l'Etoile.
 Steve (Jos.-Fr.-Alph.), 354.
 Stockholm, 39 ss, 62. — Egl. don., 488.
Strasbourg, 56 ss., 421. — Refuge, 526, 529.
 Stroehlin, prof., 279. — Vente, 259.
 Strozzi (Phil.), 149, 263.
 Sturm (Jean), 187.
 Suau (Pierre), 312.
 Subtil, 66.
Suède, Refuge, 59 ss.
Suée, 26.
Suisse, Refuge, 242, 334, 524.
 Sully, 174.
Sumène, 185.
Supplique, 159.
 Surville de Comblat, fam., 356.
 Sus (Ch. de), 415.
 Suse (Pas de), 210.
Sussex, Refuge, 573 ss.
 Sydney (Phil.), 375.
Taillebois, 113.
 Talbot, 110.
 Tallard, 232.
 Tallemante, cap. — Voy. P. Valdès.
 Tallemant (abbé Paul), 174.
 Tallienac, cap., 224.
Talmont, Égl., 302.
 Tardinier, 232.
 Tardon (Marg.), ép. P. de Brueis.
Tarn, 189 ss.
 Tauriac (J. de), 414.
 Teissier (Ferd.), 501.
Temples, 97, 132. — Clis. 23. — Condé-sur-Noireau, 137. — Guérande, grav., 21. — La Roche-Bernard, 24. — Le Croisic, 23. — Piriac, 19.
 Tencin (card. de). — Voy. Guérin.
 Tende (comtesse de), 66.
 Teulade, capit., 233 ss.
 Texier (Ant.), 303 n.
 Thémines (maréch. de), 466.
 Themiseul de Saint-Hyacinthe, 378. — Voy. St-Hyacinthe.
Théologie, 72 ss.
 Thévet (André), 262.
Thézan, 228. — (Oliv. de), s^r de Poujol, 225.
 Thibault, 110.
Thiérache, 88.
 Thioudet, lieut., 32.
 Thomas (Paul), 259. — (Esther), de la Barthe, ép. de Carlot, 529.
Thonon, 267.
 Thoré (de), 219, 224.
 Thorin (Sam.), 112. — (Suz.-L.), de Neufville, 112.
 Thou (de), citation, 195.
Thouars, 433. — (syn. de), 290.
 Thoulouze-Foissac (De), 170.
 Thoury, 110. — (Ch. et P.), 122.
 Thoyras. — Voy. de Rapin.
 Tillières (de). — Voy. P. L. Pons.
 Timel (Pierre), 321.
Tinchebray, 100, 107, 113.
 Tisseau (Jean), 292.
 Tocanier, 249.
Toiles (Industria des), 60, 102, 113.
 Tollemer (J. de), s^r de la Melaigne, 34.
Tonneins, 547 n. — Egl. don., 488 ss.
 Torin, 287.
 Toubelot (J.), 20.
Toulouse, 165, 324, 504, 572. — Égl. don., 488 ss. — (Parlem. de), 467.
 Toulouse-Lautrec (De), 529. — (Marie de), ép. P. de Carlot, 529.
 Tounois (Cather.), ép. M. Fanjoux, 295.
Tournai, 87.
 Tournemine (Bar. de Campzillon), 13. — (Esther de), 19. — (Pierre de), 19.
Tours, 554. — (Pierre de), impr., 280.
 Touse (Jacques), préd., 367.
 Toussaint, 376.
 Trémereuc (De), 13.
 Trémondal (De). — Voy. Aubin.
 Trémons (De). — Voy. Bramaric.

Trésor de l'âme chrétienne, 384.
Trescol (de), 158. — Voy. M. de Baudan.
Trévigard (de), past., 22. — Voy. Oyseau.
Trial, 464, 568.
Trimault (Franc.), 20.
Trinquaire (Jeanne de), ép. G. de Sandres, 227 n.
Trinquelague (de), 248.
Troarn, 35.
Trolley, 110. — (Suz.), 99.
Tronchin, 453 ss. — (J.-R.), 411.
Tronson, secrét. de Louis XIII, 382.
Trouyer (Pierre), 505.
Troyes, 62.
Tunis, Égl. don., 488 ss.
Turcan, commiss., 23.
Turcs, 69.
Turin, 207.
Tustal (Léonard), syndic, 312, 314.

Uchaud, 167.
Ulli (s^r d'), 365 ss.
Upham, prof., 375.
Urbain VI, pape, 164.
Utrecht, 432, 436.
Uzès, 156 ss., 324, 327 ss., 499, 523 ss. — Egl. don., 489. — Fugit., 237. — (place d'), grav., 161. — Porte S^t-Etienne, 535. — Rues des Crottes, 249. — de la Monnaie, 535.
Uzerche, 310.

Vacherolles (s^r de), 222.
Valcrose. — Voy. J.-J. d'Imbert.
Valdès (Florès), 368 ss.
Valence, 230 n., 261.
Valenciennes, 242.
Valfons (s^r de). — Voy. J. Durand.
Valleraugue, 528.
Vallette (Gasp.), 74 ss.
Vallon, 222.
Valmont (abbaye de), 35 n.
Valognes, 101 n.
Valois (C.), 292 n.
Van Laren (Josse), past., 288.
Vaquier (Pierre), 314 ss.
Vardon, 110. — (J.), 131 n. — (L.), 107.
Varennes (régim. de), 324.
Varin (Romain), 44.
Varlet, prêtre, 353.
Vasari, peintures, 173.
Vassault (A. de), ép. R. Yviquel, 26.
Vasseur, 28.
Vassy (mass. de), 261, 383, 566.
Vatable (Jean-Joseph), 575. — (Marg.-

Fr., alias Fanny), 575. — Gouv. de la Martinique, 575.
Vauban, 348 n.
Vaudois, 62, 69, 204 ss., 263 ss., 560.
Vauloger, 110. — (Jacq.), 103 ss.
Vauquelin (Mich.), 31.
Vaux (de), 198. — (Jacq. de), 196.
Vay (Jean de), 26.
Veer (P. de), 169.
Veillon, capit. de navire, 574.
Velasque (Ortis de), 31.
Velaudin, 289.
Velay, 113. — (Suz. de), ép. J. Chabert, 533 ss.
Vend. — Voy. Fend.
Vendôme, 142, 261. — (régim. de), 157.
Veniard, 110.
Venise, 70.
Ventabren. — Voy. J. Meynadier.
Ventadour (duc de), 233 n., 277, 512.
Verchant (Dan. de), recev., 255.
Verdelin (mad. de), 460.
Vère (de), 110.
Verfeuil (bar. de), 325. — Voy. Ch. de la Tour du Pin-Gouvernet.
Vergèze d'Aubussargues (Scip. de), 536.
Vergniol, past., 425.
Verlhac. — Voy. du Bousquet.
Vermuyden (Johanna G.), ép. Ch. de Reinaud, 168.
Vernes, past., 82.
Vernet (Gabr. de), ép. Jér. de Carlot, 529. — (Jeanne), 147.
Vernières (Georg.), 223.
Vernoux, Egl. don., 489.
Verny (Math. de), capit., 540.
Versailles, Egl. don., 488 ss.
Verteuil-sur-Charente, 141.
Verviers, 551.
Verzenobre, past., 358.
Vesron (Jeanne), 259.
Vesson, 341.
Vezenobres, 526.
Veynes, 431.
Vialar, conseil., 30, 34.
Vialas, 518 ss. — (Bern.), s^r de la Rouquette, 515 n. — (Isaac), avoc., 520.
Vialate (Guill. de), s^r de las Bonnettes, 514 ss. — (Jacq.), s^r de Camaret, 514 ss. — (Jean), s^r de la Plane, 514 ss.
Viard, 382.
Victoria (la reine) d'Espagne, 569.
Viçose (de), fam., 413 ss.
Vidale (Marie), ép. Guill. Bringuier, 255.

Vidau de Larchière, 196.
Vieillevine, 294.
 Vienne, 69. — (Ant. de), s^r de Cle-
 riant, 230 n.
 Viénot (J.), 9, 71, 172, 281, 374, 386, 552.
 Viet, 287.
 Vignol (Ant.), s^r de Montvaillant.
 529. — (Franç. de), ép. J. de Boileau,
 240. — (J. de), 240, 243, 336. —
 (Henri de), 519 ss. — (Marg.), ép.
 S. de Beauvoir du Roure, 165.
 Vigon, 287.
 Vigoureux (N.), ép. C. Danger, 167.
 Villain, 103, 124, 110.
 Villandry (de), 210.
 Villars (duc de), 65.
Villebon, 270 n.
 Villebrumier. — Voy. du Bousquet.
Ville d'Avray, égl. don., 488.
 Villefort (Jacquette de), ép. Servin,
 381.
Villefranche de Rouergue, 414.
 Villegagon, 263.
 Villegaignon (de), 71.
 Villemade (de). — Voy. de Bar.
 Villeneau (Jeanne), ép. L. Dechézeault,
 575 n.
 Villeneuve (Marc de), s^r de Bartanave,
 514, 517 ss.
Villeneuve, près Uzès, 249. — (Jérôme
 de), 327.
Villeneuve de Berc (Ardèche), 222.
Villesèque, 541.
 Villier, past. — Voy. P. Loiseleur.
Vindémian, 234.
 Violz (Franç.), 222.
 Vire, 97 ss., 126 ss.
 Viret (P.), 375.
Vissec, 220.
 Vitecoq (J.), 31.
Vitré, 112, 556.
Vivaraïs, 213 ss.
 Vivens, 463.

Viviers, 222.
 Voiville (de). — Voy. de Rapin.
 Voltaire, 63, 82, 454 ss.
 Voullaire (J.), past, 60.
 Voyer (Madel.), ép. F. de Ramsay,
 298. — (Sam.), 299.
 Vuel (s^r de), 219 ss.
Vullane, syn. (1694), 333.

W*adstena*, 60 ss. — Sceau, grav.,
 61.
 Waler ou Walle (Henri-Jos.), 352.
Wandsworth (Monum. huguen. à),
 285 ss.
Wasselonne, 56.
 Weiss (N.), 5 ss., 56, 71, 92 ss., 172,
 186, 188 ss., 194 ss., 202, 259, 268,
 272, 285, 374, 383, 387, 407, 409, 443,
 462, 476, 478 ss., 489, 502, 551, 563.
 Wingle (Pierre de), 267.
Werder (Refuge), 255, 334.
 Westhoven (De). — Voy. P. Loise-
 leur.
Wesel, 288.
 Wilhelmine (reine), visite au monum.
 de Coligny, 281, 385, 566.
 Wilkinson (Maurice), 379.
 Wilson (réver.), 375.
 Wurtemberg (Guill. de), 204.

Y*allieu*, Egl. don., 488.
Ypres, 288.
 Yssaoudon (Ant.), 314 ss.
Yverdon, 437.
 Yviquel, 13. — (Marthe d'), ép. J. de
 Vay, 26. — (René), s^r de S. Gons-
 tan, 26.

Zébédée, (André), 195.
Zoffingen (Refuge), 527.
 Zuch (Fed.), grav., 272.
Zurich (consist. de), 357. — Refuge,
 249, 251, 543.

2. TABLE ALPHABÉTIQUE

DES COLLABORATEURS AU TOME LXI

Bastide (Ch.), 62.	Malzac (D L.), 356.
Bastide (L.), 302, 546, 574.	Marichard, 272.
Besson (P.), 364.	Martin (P. E.), 204.
Beuzart (P.), 45, 87, 351.	Pandin de Lussaudière, 421.
Cart (J.), 543.	Pannier (J.), 508, 553.
Charnisay (baronne de), 156, 237, 272, 322, 525.	Patry (H.), 193.
Drouot (H.), 423.	Plattard (J.), 278.
Dumons (G.), 408, 434, 513.	Puaux (F.), 89, 184, 338, 423, 446, 463, 475.
Fonbrune-Berbinau (P.), 144, 277.	Quilgars (A.), 13.
France (H. de), 572.	Sarazin (B.), 289.
Galland (A.), 97, 277, 449.	Saulnier (E.), 140.
Garreta (B.), 273.	Schoell (Th.), 72, 174, 268, 375, 452, 557, 564.
Géraud-Lavergne, 310.	Serfass (Ch.), 59, 383.
Grimaux (J.), 274.	Weiss (N.), 5, 56, 92, 93, 186, 188, 189, 190, 260, 265, 271, 274, 281, 285, 287, 288, 378, 389, 441, 452, 465, 500, 564, 571.
Griselle (E.), 68.	
Henry (A.-B.) 490.	
Lehr (H.), 570.	
Le Parquier (E.), 27.	
Luthard (M.), 213.	

3. TABLE

GÉNÉRALE ET CHRONOLOGIQUE

1912

N. WEISS. — Les Protestants en France, Réponse à M. Onésime Reclus.	5
F. PU AUX et N. W. — Pour la fête de la Réformation	385
N. WEISS. — Compte rendu de la cinquante-cinquième assemblée générale tenue au Mas d'Azil les 19-20 octobre 1912	465
FRANK PU AUX. — Discours du président.	475
Liste des Églises donatrices de novembre 1908 à octobre 1912.	488

ÉTUDES HISTORIQUES

A. QUILGARS. — L'Histoire du Protestantisme dans la sénéchaussée de Guérande en Bretagne.	13
---	----

A. GALLAND. — Le Protestantisme à Condé-sur-Noireau (Calvados) et dans le Bocage normand, de la Révocation à Napoléon I ^{er} (1685-1812) . . .	97
H. PATRY et N. W. — Frère Nicolle Maurel, apostat célestin, dit le « Prédicant ». (15. .-1546).	193
B. SARAZIN. — François de Ramsay, trésorier de l'Eglise de Mouchamps avant la Révocation de l'Edit de Nantes	289
LOUIS BASTIDE. — Les Bouquet de Vendée.	302
WEISS. — L'origine et les derniers jours de Bernard Palissy, d'après deux textes inédits.	389
G. DUMONS (et N. W.) — Les barons protestants montalbanais et la Révocation.	408
A.-B. HENRY. — Études cévenoles. Le ministre Combes à Reynol en 1751.	490

DOCUMENTS classés par ordre chronologique.

(Voy. aussi la *Correspondance*.)XVI^e SIÈCLE

PAUL.-E. MARTIN. — Une lettre inédite de Guillaume Farel relative aux Vaudois du Piémont (8 mars 1538)	204
GÉRAUD LAVERGNE. — Les débuts de la Réforme à Sarlat (1561)	310
E. LE PARQUIER. — Extraits des registres du Parlement de Normandie, années 1562, 1563, 1564	27
N. WEISS. — La suppression de l'Eglise huguenote de Saint-Pons-de-Thomières (1562-1563)	500
E. SAULNIER. — Henri de Bourbon, roi de Navarre, apprend la mort de sa mère, Jeanne d'Albret, lettres inédites, 1572	140
M. LUTHARD. — Remontrances de l'Assemblée politique d'Anduze aux États de Languedoc (30 novembre 1579).	213
PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. — Pierre Alexandre, sa veuve	421
HENRI DROUOT. — Nicolas Dortoman, médecin de Henri IV	423

XVII^e SIÈCLE

P. BEUZART. — Le Protestantisme à Douai dans la première moitié du XVII ^e siècle	45
J. PANNIER. — Quand et comment l'influence des Jésuites s'est substituée à celle des protestants dans les entreprises françaises du Canada	508
G. DUMONS. — Un duel à Puylaurens en 1673.	513
G. DUMONS. — Un aveugle héroïque	434
N. WEISS. — Pourquoi certains catholiques embrassaient, à l'époque de la Révocation, la foi des persécutés	441
FRANK PUAUX. — Un dessein des pasteurs exilés en Hollande après la Révocation	425
BARONNE DE CHARNISAY. — Les chiffres de M. l'abbé Rouquette, Études sur les fugitifs du Languedoc (Uzès). Lettre B. 156, 237.	322

XVIII^e SIÈCLE

N. W. — Hauts faits des Jésuites à Strasbourg en 1702	56
FRANK PUAUX. — Le « manifeste des habitants des Sévennes » sur leur prise d'armes	338
FRANK PUAUX. — Le jugement rendu par Bâville contre Rolland et ses compagnons d'armes (16 août 1704)	446

P. BEUZART. — Abjuration de soldats protestants à Béthune au commencement du XVIII ^e siècle.	351
CH. BASTIDE. — Deux lettres inédites de Saint-Hyacinthe (1742-1744) . . .	62
D ^r L. MALZAC. — Une sentence arbitrale entre pasteurs du Désert. — Affaire Boyer, 1744	356
P. FONBRUNE-BERBINAU. — Aux Nouvelles-Catholiques de Lyon en 1747 . .	144
CH. SERFASS. — Une colonie de réfugiés français en Ostrogothie au XVIII ^e siècle	59
J. CART. — Les Bernois et les réfugiés au XVIII ^e siècle.	543

MÉLANGES

L. BASTIDE. — Gérard Roussel, abbé de Clairac, sa maison des champs et son entrevue avec Calvin	546
PAUL BESSON. — Les massacres de la Floride	364
A. GALLAND. — Un jeu de cartes qui tient lieu de Bible	449
E. GRISELLE. — Avant et après la Révocation de l'édit de Nantes. Chronique des événements relatifs au Protestantisme, de 1682 à 1687. — 8 et 13 mars 1687	68

CHRONIQUE LITTÉRAIRE ET COMPTES RENDUS CRITIQUES

P. BEUZART. — Le protestantisme dans la seigneurie de Saint-Amand. . .	87
J. PANNIER. — Un pasteur de Paris, fils d'un évêque de Paris : François Poncher (Cherpont).	553
F. PUAUX. — Statistique des opinions religieuses du diocèse d'Alais . . .	184
TH. SCHOELL. — Les origines de la Théologie moderne. — Jean-Jacques Rousseau genevois	72
— Jean Ogier de Gombauld. — Une nouvelle vie de J.-J. Rousseau. . .	174
— La Réforme et les Eglises réformées dans le département actuel d'Eure-et-Loir (1523-1911).	268
— Influence de la littérature huguenote en Angleterre.	375
— et N. WEISS. — Encore Rousseau. Le deuxième centenaire de sa naissance	452
— Du Luthéranisme au Protestantisme. — Les libertins d'Anvers. — Le plaisant abbé de Boisrobert. — Madame de Chatillon. — Luther et Denifle. — La France et les protestants allemands de 1570-1573. . .	557
TH. S. et N. W. — Histoire partielle, histoire vraie	564
CH. SERFASS. — Encore le « Trésor de l'âme chrestienne ».	383
N. WEISS. — Articles de Revues	260, 378
— Histoire de la Bible en France	265
— La Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté	271

CORRESPONDANCE ET NOTICES DIVERSES

C. B. — Eglise française de Brighthon	573
LOUIS BASTIDE. — Famille Dechezeault-Boutet	574
H. DE FRANCE. — Un deuxième médecin de Henri IV.	572
A. GALLAND et P. FONBRUNE-BERBINAU. — A propos du Règlement royal de 1747 sur les Nouvelles-Catholiques de Lyon	277
R. GARRETA. — Acte de baptême de Saint-Hyacinthe.	273
JEANNE GRIMAU. — Famille Boutet.	274
H. LEHR. — La date inscrite sur la porte de l'ancien temple de Chateaudun. .	570
MARICHARD et DE CHARNISAY. — Beauvoir du Roure et de Rocher. . . .	272
N. — Les ancêtres français des premiers souverains bulgares et de la reine d'Espagne.	568

JEAN PLATTARD. — De l'authenticité de quelques « poésies inédites » de Clément Marot	278
F. PUAUX. — Le nombre de la Bête et la date de la Révocation.	89
— Le catéchisme napoléonien	90
— Au musée du Désert, le 22 septembre 1912.	463
N. WEISS. — A propos de Jean de Léry	92
— De la Révocation à la Révolution, réponse à MM. D. Benoit et M. Lelièvre.	93
— Famille Bernus	186
— Un descendant de réfugiés honteux et repentant	188
— Ordre de baptisation de 1571 dans le Tarn	189
— Errata et Addenda.	190
— Champlain était-il huguenot?	274
— Devant le monument de Coligny le 2 juin 1912	281
— MM. Ch. Bost et J. Pannier couronnés par l'Académie française.	285
— Monument huguenot de Wandsworth.	285
— La Réforme à Douai.	287
— La Société d'Histoire du Protestantisme belge	288
— La fête de la Réformation (Lefèvre d'Etaples)	571
Musée du Désert	568
Pèlerinage à l'île Saint Pierre en mémoire de Rousseau	569
Deux institutions calvinistes à Halle.	570

ERRATA

P. 33, l. 19, lire : fait *sai-*. — P. 43, l. 13, lire : *registre*. — P. 95, l. 18, lire : *tous les protestants*, au lieu de : tous ceux. — P. 153, l. 2 des notes, lire : de la *Propagation*. — P. 190, l. 21, lire : près d'*Aubonne*. — P. 245, l. 4, lire : *Armande* de Rossel. — P. 527, marge, lire : *Canroux*, au lieu de Cauroux. — P. 533, marge, lire : *Cartier*, au lieu de Carlier.

